AUTOGESTION

L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

tome 5

ÉDITIONS SYLLEPSE

Syllepse, l'alter-éditeur

www.syllepse.net

des livres pour aller plus loin que l'impossible

AUTOGESTION

L'ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE

2E ÉDITION

ÉDITIONS SYLLEPSE (PARIS)

Ouvrage publié en partenariat avec l'Association Autogestion

www.autogestion.asso.fr

L'autogestion est à la fois un but et un chemin.
Comme but, l'autogestion constitue la forme d'organisation et le mode de fonctionnement d'une société fondée sur la participation de toutes et de tous à l'ensemble des décisions dans les champs économique et politique, à tous les niveaux de la sphère collective pour l'émancipation de chacun et de chacune.
Comme chemin, l'autogestion est nécessaire pour accumuler des forces, faire la démonstration que les dominations et les hiérarchies ne sont pas fatales, et qu'une autre société, postcapitaliste, est possible.
L'autogestion est de ce point de vue une utopie concrète.
L'Association a pour ambition de promouvoir la réflexion et l'éducation populaire sur la thématique de l'autogestion. Elle vise à mutualiser les expériences de façon critique sans les transformer en modèles normatifs, et à appuyer toute initiative s'inscrivant dans le sens d'un projet émancipateur. Elle regroupe des hommes et des femmes, syndicalistes, coopérateurs et coopératrices, associatifs, féministes, écologistes et politiques de différents horizons.

DES REMERCIEMENTS PARTICULIERS À

Alberto Acosta, Michel Antony, Dario Azzellini, Isabelle Bleton, Pierre Cours-Salies, Emmanuel Delgado-Hoch, Magali Della Sudda, Anne Guérin, Daniel Guerrier, Ralf Hoffrogge (*workerscontrol.net*), François Longérinas, Christian Mahieux, Gus Massiah, Alexandar Matkovic, Julie Matthaei, Sylvie Mayer, Frank Mintz, Eduardo Montes (Frente de Economia Social-La Campora), Irène Paillard, Sylvain Silberstein, Nils Solari, Alan Tuckman (*workerscontrol.net*), le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (Liège), les Éditions Anthropos (Paris), François Maspero (Paris), La Brèche (Paris), Queimada (Madrid) et Spartacus (Paris), l'Institut Tribune socialiste (Paris), l'Instituto de Ciencias Económicas y de la Autogestión (Madrid), l'Institut international de recherche et de formation (Amsterdam), le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve), le Centre Europe Tiers Monde (Genève), la coopérative Sub, l'Union syndicale Solidaires, *À l'encontre* (Lausanne), *Inprecor* (Paris), *Labor Notes* (Détroit), *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (Paris), l'association Radar (Montreuil), le site *workerscontrol.net*. Sans oublier ceux et celles qui font vivre l'autogestion au quotidien et celles et ceux qui nous ont confié leur documentation, leurs collections d'affiches et de photos et bien entendu leurs textes.

© ÉDITIONS SYLLEPSE 2019
69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS
EDITION@SYLLEPSE.NET
ISBN : 978-2-84950-755-1
ICONOGRAPHIE ET DOCUMENTS : COLLECTIONS PARTICULIÈRES

« Le concept de l'autogestion aujourd'hui, c'est l'ouverture vers le possibl.e »

Henri Lefebvre, *Autogestion,* n° 1, 1966

TOME 5



Sommaire

TOME 5

11. Esquisse des fondements de la démocratie directe
Michel Raptis

32. Faire dépérir l'État
Jean-Pierre Lefèbvre

54. Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)
Henri Maler

84. Guerre civile en France (La)
Karl Marx

85. Implications de l'autogestion (Les)
Sam Farber

90. Internationale communiste et les coopératives (L')
Internationale communiste

91. Industrie nationalisée et gestion ouvrière
Léon Trotsky

94. Liberté, émancipation, autogestion... le fil du temps
Pierre Cours-Salies

115. Lutte pour l'autogestion et la révolution (La)
Tendance marxiste révolutionnaire internationale

117. Marx et l'autogestion
Yvon Bourdet

127. Marx et le marxisme
Romain Testoris

138. Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France
Bruno Della Sudda, Jean-Pierre Hardy, Arthur Leduc, Patrick Silberstein

168. Multiples facettes de l'autogestion (Les)
Frank Mintz

171. Nationalisation, autogestion et droit de propriété
Catherine Lebrun et Christian Mahieux

184. Organiser la production sur une base coopérative
Friedrich Engels

185. Ouvrir une brèche dans la vieille société
Karl Marx

187. Ouvrir le débat sur les perspectives pour le contrôle et l'autogestion socialiste
Michel Fiant

214. Planification et autogestion
Pierre Naville

229. Plan, marché, autogestion : une nouvelle dynamique ?
Guy Giani

245. Problèmes théoriques de l'autogestion
Henri Lefebvre

253. Processus (À propos du concept de)
Josiane Zarka

262. Programme de Gotha (Critique du)
Karl Marx et Friedrich Engels

263. Propositions positives (Des)
Friedrich Engels

264. Pour l'autogestion généralisée
Michel Fiant

276. Proudhon, l'autogestion ouvrière et les anarchistes
Daniel Guérin

298. Question de l'appropriation sociale (La)
Jacques Texier

328. Quelques considérations
Frank Mintz

330. Représentants des salariés dans les conseils d'administration : « Des plénipotentiaires envoyés en pays ennemi »
Robi Morder

334. Thèses pour une théorie démocratique de l'État et du socialisme
Tarso Genro

340. Tout n'a pas été essayé
Pierre Zarka

345. Travail coopératif
Association internationale des travailleurs

346. Treize questions sur l'autogestion
Confédération française démocratique du travail

360. Utopie contre pragmatisme
Georges Labica

366. Vers une révolution autogestionnaire
Louis Blanc

377. INDEX DES ARTICLES

387. INDEX THÉMATIQUE

Esquisse des fondements de la démocratie directe

Michel Raptis

L'autogestion est devenue synonyme de la démocratie socialiste, c'est-à-dire du régime qui caractérise la société de transition succédant au capitalisme. On ne peut pas extrapoler abusivement sur l'avenir de cette société qui, selon Marx, s'acheminerait vers le communisme, société sans classes, et sans État.

Le devenir de la société des hommes est fonction de leur libre volonté qui, mue par une conscience plus approfondie des conditions qui la déterminent en dernière analyse, trouvera la force de faire agir les hommes en conséquence et transformer la société, selon un projet conscient. Nous sommes encore loin d'une société d'hommes conscients, et surtout décidés d'agir en conséquence.

L'ampleur de la mystification de la vie sociale des hommes, d'eux-mêmes, de la manière également de concevoir la nature, le monde extérieur dans lequel ils vivent, est toujours grande.

L'écrasante majorité de l'humanité charrie dans son présent les survivances tenaces de son passé biologique et social, sans que la capacité critique et créatrice du cerveau humain puisse encore les dominer. La préhistoire de l'humanité n'est donc pas finie. Mais le progrès accompli est également indéniable, aussi bien dans le domaine des sciences de la nature que de l'homme, ouvrant la voie pour libérer en l'homme son propre génie spécifique, sa pleine capacité critique et créatrice, démystifiant complètement la société, lui-même, le monde extérieur.

La science, cependant, n'est pas le seul moyen pour parvenir à ce but. L'homme social a besoin d'inclure dans son éducation l'exercice actif de la gestion de la société dans laquelle il vit. Sans cette pratique quotidienne, son développement global, critique, créateur, reste mutilé d'une dimension essentielle qui perpétue son aliénation.

Pratiquer la gestion de la société dans laquelle nous vivons, activement, quotidiennement, directement, est la condition essentielle pour franchir le seuil séparant la préhistoire et l'histoire proprement dite de l'humanité. Cette pratique libératrice s'appelle la démocratie directe comme régime de la cité, de la société.

L'autogestion est un terme actuellement follement en vogue, mais dont très peu se référaient en Europe et dans le monde entier avant Mai 68. Il exprime essentiellement un désir profond des larges masses d'hommes élevés, depuis cet après-guerre, dans les sociétés développées, d'accéder à la gestion directe de leur travail et de toute leur vie sociale, de devenir enfin des citoyens adultes assumant pleinement leurs droits et responsabilités. Cette aspiration est le résultat du développement global de la société qui, aussi bien par son niveau matériel que par son niveau culturel, accentue, exaspère l'opposition contre les structures traditionnelles, répressives, autoritaires, hiérarchiques[1].

De ce point de vue, l'autogestion est une aspiration nouvelle, correspondant à un haut niveau de développement social. Et ceci aussi bien par l'ampleur du mouvement qu'elle embrasse, qu'elle intéresse, que par les possibilités subjectives et objectives actuellement existantes pour qu'elle puisse être pratiquée. C'est la preuve que l'autogestion n'est plus une aspiration de quelques minorités avant-gardistes, mais le reflet d'une nécessité largement ressentie, mûrie par le développement social global d'une grande partie de l'humanité. Pour cette raison, il est erroné de présenter l'autogestion comme une réactualisation des thèmes esquissés dans le passé par des hommes comme Proudhon, Bakounine, ou même Marx, et ne pas insister avant tout sur le contenu nouveau du terme, déterminé par des conditions objectives et subjectives nouvelles d'un stade supérieur de l'évolution sociale sans précédent dans le passé[2]. Les hommes ne s'orientent en masse vers un projet social, aussi vague que reste encore, nécessairement, son esquisse, par réminiscence des schémas théoriques énoncés sommairement au passé mais par le besoin qu'ils ressentent d'exprimer des aspirations découlant de leur expérience sociale contemporaine.

Ce sont les conditions sociales concrètes dans l'usine, l'entreprise, les bureaux, les écoles, la famille, la ville, la commune, la nation, qui déterminent l'aspiration actuelle à l'autogestion, c'est-à-dire à l'organisation et gestion libres, démocratiques de la vie sociale dans tous les domaines et à tous les niveaux. L'autogestion est donc synonyme de l'organisation et de la gestion démocratiques de la vie sociale moderne, dans sa richesse et complexité. Il ne s'agit pas de revenir à des formes primaires, précapitalistes, de vie sociale, mais en partant de tout l'acquis irréversible du développement historique, d'aller vers une société supérieure.

1. [▶ Automation et avenir du travail].
2. [▶ Commune du 17 avril (La)].

L'autogestion socialiste doit correspondre à cet impératif de l'histoire. L'autogestion socialiste est la forme de la démocratie directe dans les conditions historiques nouvelles qui, en se réalisant pleinement, signifie l'abolition de tout pouvoir politique spécifique aux mains des groupes sociaux privilégiés qui l'utiliseraient pour perpétuer leur domination sur d'autres. Par le fait que l'autogestion socialiste, conçue comme un processus historique et non pas comme une création parfaite d'emblée, se rattache à la notion de la démocratie directe, elle implique des références à des théories et pratiques qui, dans le passé historique de l'humanité, allaient dans ce sens.

Mais la forme d'exercice de l'autogestion socialiste, de la démocratie socialiste, dans les sociétés complexes contemporaines, ne saurait se calquer sur aucune expérience du passé. La démocratie directe fut et reste l'aspiration de tout grand mouvement révolutionnaire qui aspire à changer radicalement la société et à assurer la gestion de celle-ci par la majorité écrasante de ses membres, sinon par sa totalité.

Cette aspiration n'a trouvé dans toute l'évolution séculaire de l'Humanité, à notre avis, que trois moments à retentissement historique de début de réalisation, qui gardent toujours un intérêt universel : il s'agit de la démocratie athénienne aux 5e et 4e siècles avant notre ère, de la Commune de Paris au 19e siècle[1] et de la toute première période de la Révolution russe, entre environ octobre 1917 et la fin du printemps 1918[2].

Nous nous proposons d'examiner ces moments et les théories qui, soit les ont éclairés et ont contribué à leur développement, soit ont surgi de leur expérience. On saura ainsi mieux préciser l'esquisse de la théorie de l'autogestion socialiste et ses perspectives.

La démocratie directe à Athènes

Entre le 5e et 4e siècles avant notre ère, le peuple athénien, à l'exception, certes, des femmes et des «métèques», sur la base du travail des esclaves et profitant de son vaste empire maritime, avait établi pour lui-même une véritable démocratie directe. Les citoyens constituant ce peuple jouissaient de droits qui «ne sont même plus pensables dans le monde moderne» (Romilly, 1975).

Il s'agissait en effet d'une véritable démocratie directe, le système représentatif n'ayant existé en Grèce que dans les fédérations ou confédérations groupant diverses cités, surtout «dans les petites fédérations de

1. [▶ Conception communaliste (La)].
2. [▶ Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe].

villes vivant en symbiose – par exemple dans la fédération béotienne» (Romilly, 1975).

Tout autre est le régime d'Athènes, où le pouvoir n'est pas exercé par des délégués, mais directement par la masse des citoyens. Voici une description résumée, très objective, de ce régime :

> L'Assemblée du peuple – l'*Ekklesia* – réunissait en effet tous les citoyens jouissant des droits politiques, tous pouvaient y prendre la parole. Or, bien que les délibérations fussent préparées par le Conseil – ou *Boulé* – l'assemblée du peuple – était le véritable organe de décision. Elle décidait de la guerre et de la paix, nommait les ambassadeurs, tranchait des expéditions et de leurs effectifs, elle examinait la gestion des magistrats, avait tout le pouvoir d'émettre des décrets et de ratifier des lois ; elle jugeait tous les procès d'ordre politique qui engageaient ou semblaient engager la sécurité de l'État, et elle pouvait seule accorder le droit de cité. La seule réserve était que les votes relatifs au statut des personnes ne pouvaient être émis que par des assemblées plénières, c'est-à-dire groupant au moins 6000 personnes. Ce chiffre, évidemment exceptionnel, suffit pourtant à rendre sensible l'énorme différence existant entre un tel régime et n'importe quel système représentatif. Une assemblée normale groupait en général 2000 à 3000 personnes, et se réunissait de dix à quarante fois par an. Pour lutter contre la désaffection et permettre aux travailleurs, en particulier aux paysans, de prendre part aux assemblées, on institua au début du 4e siècle une indemnité de séance (le *misthos ekklesiastikos*) Le peuple exerçait aussi, sous une autre forme, les fonctions judiciaires. Le tribunal des héliastes était formé, en droit, de tous les citoyens âgés de plus de 30 ans. En fait, leur nombre était fixé au 5e siècle à 6000, 600 par tribu : ils étaient tirés au sort, pour l'année, sur une liste de candidats établie par les dèmes. Ces 6000 juges étaient répartis en groupes où les diverses tribus étaient représentées à égalité. Les groupes variaient d'importance en fonction de l'affaire à juger : il y eut des tribunaux de 201 juges ou bien de 501 ; dans certains cas, leur nombre pouvait monter à 2500 ou même plus. Cette justice populaire, qui ne comportait, après l'instruction préliminaire, ni juges professionnels, ni avocats, ne ressemble évidemment à aucun système moderne ; elle implique une souveraineté populaire plus directe et plus effective. Enfin, là ou entraient en jeu des assemblées limitées ou des magistratures, celles-ci



> étaient largement ouvertes à la masse. Le Conseil, qui préparait des délibérations de l'assemblée et veillait à leur exécution, était, dans la démocratie normale, formé de 500 personnes tirées au sort pour un an dans les dèmes ; tout citoyen âgé de plus de 30 ans pouvait accéder à ces fonctions. De même, les magistrats, étaient, pour la plupart, tirés au sort pour un an (quelques-uns l'étaient pour quatre ans, d'autres enfin étaient élus, s'il s'agissait de fonctions militaires ou financières) ; tous les citoyens pouvaient ici encore accéder presque sans exception, à ces fonctions. Qui plus est, pour assurer un roulement, la réélection et le cumul étaient le plus souvent interdits ; la notion moderne de « hauts fonctionnaires » était ainsi exclue. Enfin, le double principe de la collégialité et de la reddition de comptes régulières devant le peuple atténuait encore l'importance qu'auraient pu acquérir les magistrats au détriment du peuple, collectivité souveraine. Le peuple gouvernait, au lieu de simplement élire les hommes chargés de gouverner (Romilly, 1975).

Cette démocratie directe concernait 40 000 à 50 000 citoyens adultes, constituant une société « face à face », comme dans une communauté universitaire moderne, mais qui se formaient dans la vie publique et la politique quotidienne de manière particulière, propre aux conditions historiques de l'époque, ainsi que l'écrit Moses Finley :

> Le monde grec était fondamentalement un monde de la parole et non de l'écriture. L'information en matière d'affaires publiques était principalement diffusée par le héraut, le tableau d'affichage, les bavardages et les rumeurs, les rapports oraux et les discussions dans les diverses commissions et assemblées qui constituaient les rouages gouvernementaux. C'était un monde non seulement sans mass media, mais sans média du tout, au sens que nous donnons à ce mot (Finley, 1976).

La validité toujours actuelle et universelle de l'exemple athénien réside au fait que le corps de citoyens, indépendamment des restrictions à l'époque concernant les femmes, les jeunes (au-dessous de 30 ans), les résidents étrangers, les esclaves[1] et de l'avantage d'un empire maritime qui assurait la base matérielle de la démocratie, est parvenu à pratiquer réellement et durant deux siècles une véritable démocratie directe, unique jusqu'ici dans les annales de l'histoire. Les apologistes

1. Il faut considérer ces restrictions dont souffrait la démocratie athénienne comme l'équivalent à l'époque des conditions matérielles permettant l'exercice de la démocratie directe par le corps plus restreint des citoyens, parmi lesquels paysans et artisans, donc les « pauvres » de l'époque, formaient l'écrasante majorité. Nous disposons actuellement de conditions matérielles permettant de passer complètement outre les restrictions de la démocratie athénienne.

de l'élitisme, anciens et nouveaux, n'ont pas cessé de souligner à l'excès les «défauts» de cette démocratie : ignorance et incompétence des foules qui deviennent «dangereuses» dans leur rassemblement et leurs passions, avec l'ascension des flatteurs et des démagogues, etc.

Dans un ouvrage récent, aussi savant par ailleurs que celui de Jacqueline de Romilly [...] on peut trouver exposés tous les griefs que les anciens philosophes et auteurs élitistes, Héraclite, Platon, Isocrate, même Aristote, en passant par Aristophane et tant d'autres, ont formulés contre la démocratie directe, et les remèdes qu'ils en proposaient. Le cas d'Aristote est pourtant particulier, comme nous le verrons plus loin. Moses Finley, dans son ouvrage, déjà cité fait par ailleurs justice des arguments analogues avancés par les écrivains contemporains comme Seymour-Martin Lipset (1960), Robert Michels (1971) et d'autres.

Le trait commun des anciens et nouveaux adversaires de la démocratie directe, est leur opposition commune à la participation active du corps des citoyens dans l'exercice du pouvoir, et non pas seulement d'une délégation d'eux, composée d'hommes imbus de la vérité, ou du savoir spécifique de la politique (savants ou experts). La démocratie directe d'Athènes aux 5e et 4e siècles n'a pas seulement fourni la preuve pratique qu'elle peut très bien être exercée au niveau d'une population groupant quelque 50 000 citoyens au plein sens du terme, mais également : l'esquisse d'une théorie expliquant ce phénomène.

De tous les philosophes de l'Antiquité, c'est très probablement Protagoras, ami et conseiller de Périclès, qui s'est efforcé d'élaborer une telle théorie, d'importance encore universelle. En nous basant sur le dialogue bien connu de Platon, qui porte son nom (Protagoras), seul ouvrage contenant les vues politiques de Protagoras, exposées selon Platon, nous pouvons conclure que celles-ci se résumaient dans quelques principes, qui nous paraissent fondamentaux.

Que tout citoyen adulte, bien formé et informé est capable d'acquérir l'«art politique» (la *politiké techné*), c'est-à-dire la possibilité d'avoir un jugement correct sur les affaires de la cité, et donc faire partie du corps qui en décide ; que la formation de tels citoyens n'est pas seulement le résultat de leur éducation familiale, scolaire, littéraire, et de leur information adéquate, par tous les moyens disponibles à chaque époque, mais également, et peut-être avant tout, par l'exercice quotidien de la politique, c'est-à-dire de la gestion directe des affaires de la cité, l'exercice quotidien de la démocratie directe. Protagoras soutient que le don de l'art politique est réparti entre tous les citoyens que tous peuvent y accéder, bien formés, bien éduqués, dans le sens indiqué. Il élabore donc une doctrine anti-élitiste par excellence, contre la vertu innée,

contre l'accès privilégié à la vérité platonique guidant la politique, par quelques-uns seulement, prédisposés en quelque sorte à sa révélation, doctrine qui est celle de la démocratie directe.

L'importance qu'il accorde à la formation et à l'éducation globale des citoyens, est rehaussée par l'importance qu'il accorde dans ce contexte à l'information des citoyens, et surtout à l'exercice, la pratique quotidienne de la politique, de la gestion directe par eux-mêmes du régime de la cité. Protagoras théorise effectivement dans ces domaines les pratiques de la démocratie athénienne, telle qu'elle était en effet, et telle que le concevait par exemple Périclès dans son oraison funèbre, que cite Thucydide, et dans laquelle il souligne bien que les citoyens ne participent pas à la vie politique active, les citoyens passifs, étaient déconsidérés, n'ayant aucune excuse pour se démettre pratiquement de leurs droits et devoirs envers la cité.

Il a fallu attendre par la suite plusieurs siècles pour trouver des penseurs mettant de nouveau à l'honneur les idées fondamentales esquissées par Protagoras propres à toute théorie de la démocratie directe qui sont celles de la formation des citoyens par l'information (dans son sens global) et par leur participation réelle dans l'exercice quotidien du pouvoir. Un tel penseur est par exemple incontestablement John Stuart Mill, que cite avec raison Moses Finley qui, dans ses *Considérations sur le gouvernement représentatif* a écrit ceci :

> On ne considère pas suffisamment combien il y a peu de chose dans la vie ordinaire de la plupart des hommes qui puissent donner quelque grandeur soit à leurs conceptions, soit à leurs sentiments. Donner (à l'individu) quelque chose à faire pour le public, supplée jusqu'à un certain point à toutes ces lacunes. Si les circonstances permettent que la somme de devoir public qui lui est confiée soit considérable, il en résulte pour lui une éducation. Malgré les défauts du système social et des idées morales de l'Antiquité, la pratique des *dicasteria* (jury) et des *Ekklesia* (assemblées) élevait le niveau intellectuel d'un simple citoyen d'Athènes bien au-dessus de ce qu'on a jamais atteint dans aucune agglomération d'hommes antique ou moderne.

La Commune de Paris et l'idée du dépérissement de l'État

La deuxième grande expérience à retentissement international de démocratie directe fut au 19e siècle la Commune de Paris. C'est encore Karl Marx qui a donné la meilleure description de ce régime, éclairant ses aspects fondamentaux et soulignant leur valeur exemplaire. On connaît ce qu'il a écrit à ce propos dans *La guerre civile en France* :

La Commune fut composée de conseillers municipaux élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville, responsables et révocables à court terme. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants connus de la classe ouvrière. La Commune devait être non pas un organe parlementaire mais un organisme de travail exécutif et législatif à la fois. La police, jusqu'alors instrument du gouvernement central, fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un agent de la Commune, responsable et, à tout moment, révocable. Il en fut de même des fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'en bas, ce service public devait être assuré par des salaires d'ouvriers. Les privilèges d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec les dignitaires eux-mêmes. Les fonctions publiques cessèrent d'être la propriété privée des créatures du gouvernement central. Non seulement l'administration municipale, mais toute l'initiative jusqu'alors exercée par l'État fut déposée entre les mains de la Commune. Les fonctions peu nombreuses mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devraient pas être supprimées, comme on a intentionnellement voulu le faire croire, mais devaient être remplies par des agents communaux strictement responsables. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire, elle devait être organisée par la constitution communale et devait devenir une réalité pour la destruction du pouvoir d'État, qui prétendait être l'incarnation de cette unité et restait indépendant de la nation et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis que les organes purement répressifs, de l'ancien pouvoir devraient être amputés, ses fonctions légitimes seraient rattachées à une autorité qui usurpait une prééminence au-dessus de la société elle-même et rendues aux agents responsables de la société. D'autre part, rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par des investitures hiérarchiques. La Commune a fait de ce mot d'ordre des révolutions bourgeoises, le «gouvernement à bon marché», une réalité, en détruisant ces deux grandes sources de dépenses, l'armée permanente et le fonctionnarisme d'État. Mais ni le gouvernement à bon marché, ni la «vraie république» n'étaient son but dernier; ils n'étaient que ses corollaires. C'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le produit de la lutte des classes des producteurs contre la classe des accapareurs, la forme politique enfin découverte sous laquelle on pouvait réaliser l'émancipation économique du travail. Sans cette dernière condition, la constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la

> prolongation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour détruire les fondements économiques sur lesquels repose l'existence des classes, et donc la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur et le travail productif cesse d'être un attribut de classe[1].

La Commune n'était pas seulement un système de pleine démocratie pour ses citoyens, mais également un système qui prévoyait des mesures radicales contre sa bureaucratisation, un système décentralisé, dé-hiérarchisé, mais sans nuire pour autant – comme le note Karl Marx – à «l'unité nationale», qui, au contraire devait surgir de «la destruction du pouvoir de l'État».

Frédéric Engels, dans sa préface de 1891 de ce même ouvrage de Karl Marx, insistait également sur les précautions prises par la Commune «contre ses propres délégués et fonctionnaires, en les déclarant sans exception aucune, révocables à tout moment». Il ajoutera:

> Pour éviter cette transformation de l'État et de ses organismes de serviteurs de la société en maîtres de la société – transformation inéluctable jusque-là dans tous les États – la Commune usa de deux moyens infaillibles. D'abord, elle fit occuper tous les postes dans l'administration, la justice et l'enseignement par voie d'élection au suffrage universel, avec le droit pour les électeurs de rappeler leurs élus à tout moment. En second lieu, elle ne rétribua les fonctionnaires supérieurs comme subalternes que par un salaire égal à celui que recevaient les autres ouvriers.

La Commune de Paris représente une forme de démocratie directe appliquée à une: société beaucoup plus compliquée que celle d'Athènes. Selon Karl Marx, cette organisation pouvait servir d'exemple à l'ensemble de l'État allemand de l'époque, peuplé par 40 millions d'habitants, réfutant les arguments de Bakounine, pour qui le suffrage universel n'était «qu'un mensonge sous lequel se cache le despotisme de la minorité gouvernementale».

Karl Marx remarquait que l'élection, remplaçant le mode beaucoup plus démocratique du tirage au sort utilisé à Athènes, n'était cependant pas une simple forme politique. Il fallait tenir compte qu'elle survenait à la suite du changement des rapports économiques et sociaux introduit par la Commune. Aussitôt donc que ces fonctions ont cessé d'être politiques, concluait Karl Marx: 1) il n'existe plus de fonctions gouvernementales; 2) la répartition des fonctions générales est devenue une chose de métier et ne donne aucun pouvoir; 3) l'élection n'a rien

1. [▶ Commune de Paris (La)].

du caractère politique actuel et cesse donc d'être un attribut d'une démocratie simplement formelle[1].

La Commune de Paris, forme de démocratie directe, dans une société plus compliquée, plus nombreuse également que celle d'Athènes, est vue par Karl Marx comme la clé du passage du capitalisme au socialisme pour parvenir au communisme. Elle a servi comme expérience pratique grâce à laquelle il fut possible de compléter la théorie de la démocratie directe dans les conditions historiques des temps modernes, en abordant concrètement les rapports entre le pouvoir politique, l'État et la démocratie directe.

Karl Marx a envisagé la Commune dans son triple aspect dialectique : comme la démocratie la plus ample pour les travailleurs, comme la forme politique transitoire de leur pouvoir, forme cependant qui se confond d'emblée avec le dépérissement immédiatement commencé de ce dernier, « supprimant aussi vite que possible les pires côtés de l'État[2] ».

Certes, l'État, même provisoire, même le plus démocratique, est un mal dont hérite obligatoirement le prolétariat victorieux dans « la lutte pour sa domination de classe », jusqu'au jour où une génération, élevée dans une société nouvelle d'hommes libres, pourra se débarrasser de tout le « fatras qu'est l'État[3] »

Entre Athènes du 5e et 4e siècles avant notre ère, et la Commune de Paris, l'État a connu un développement considérable, et a posé dans des termes autrement plus complexes la question capitale de son incompatibilité avec l'exercice de la démocratie directe. C'est après tout les fondateurs du marxisme qui, en partant de l'expérience de la Commune, élaborent la théorie de la démocratie directe moderne en insistant sur la notion capitale du dépérissement de l'État.

Ce qui est propre à Marx (et à Engels également) n'est pas la trouvaille de « l'État de la dictature du prolétariat », en tant qu'État du « prolétariat victorieux », mais son caractère spécifique en tant qu'État qui dépérit et qui, dès qu'il devient « effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu », s'éteint complètement.

Par quels moyens on assistera à tel processus ? Par l'introduction immédiate de la démocratie directe, comme l'a fait la Commune, son exercice amplifié étant à la fois le commencement du dépérissement effectif de l'État et la garantie de son abolition complète. Il serait donc

1. Voir les notes de Karl Marx sur l'État et l'anarchie de Bakounine.
[▶ Proudhon, l'autogestion ouvrière et les anarchistes].
2. [▶ Guerre civile en France (La)].
3. Friedrich Engels, préface à *La guerre civile en France.*

erroné d'insister simplement sur l'étatisation des moyens de production, sans insister simultanément sur les structures, les rapports sociaux, permettant dès le début l'exercice sans cesse amplifié de la démocratie directe, conduisant à l'abolition de l'État.

L'existence de l'État seul est incompatible avec la démocratie directe et son développement orienté vers ce que Frédéric Engels appelait simple «administration des choses et direction des opérations de production» remplaçant «le gouvernement des personnes.» C'est donc au marxisme de ses fondateurs que nous devons le développement de la théorie moderne de la démocratie directe, en établissant son incompatibilité avec l'existence d'un pouvoir politique qui ne commence immédiatement à dépérir que pour s'éteindre à la longue complètement.

La Commune a soulevé la question nouvelle de l'État par rapport à la démocratie directe, la question du pouvoir politique centralisé par rapport à celui de la «société civile» des citoyens.

Les fondateurs du marxisme avaient conclu à la fois sur la nécessité d'un pouvoir politique transitoire et sur celle d'entamer immédiatement son dépérissement, grâce, précisément, à la transformation des rapports économiques et sociaux propres au mode de production capitaliste. La manifestation d'un tel réel changement devait être le fonctionnement de la démocratie directe qui à la fois refléterait et déterminerait le dépérissement du pouvoir politique de l'État.

Dans l'expérience de la Commune, brève certes et limitée, mais non moins exemplaire et significative, l'État et la démocratie directe s'imbriquent dans une structure sociale unique qui déclenche la dynamique du dépérissement du premier au profit grandissant de la seconde, jusqu'à englober dans cette dernière l'ensemble des citoyens de la société. Les fondateurs du marxisme croyaient qu'ils avaient ainsi enfin trouvé la forme sociale assurant un tel processus. D'où l'importance capitale qu'ils ont accordée non seulement à l'expérience pratique de la Commune, mais aux développements théoriques que cette expérience permettait, imposait.

On peut multiplier à l'infini les efforts de donner telle ou telle explication à la pensée des fondateurs du marxisme, concernant l'idée exacte qu'ils avaient de la formule de la «dictature du prolétariat» et des termes de la démocratie, du socialisme. Quiconque parcourt objectivement leur œuvre dans son évolution inévitable, dans son approfondissement, ne trouve aucune coupure «épistémologique» ou autre dans la recherche patiente, passionnée, du dépérissement de l'État, à la fois résultat et condition fondamentale, d'après eux, de la démocratie directe élargie à tous les travailleurs et progressivement amplifiée à tous les citoyens.

Et telle fut également la conception qu'avaient les marxistes, fidèles à la véritable pensée de Marx et de Engels, jusqu'aux débuts de la Révolution russe. *L'État et la révolution* de Lénine en est la preuve[1].

L'expérience de la Révolution russe

Entre octobre 1917 et environ fin du printemps 1918, se réalise en Russie une expérience de démocratie directe sur une échelle infiniment plus vaste que celle de la démocratie athénienne ou de la Commune de Paris. Son importance internationale, du point de vue pratique et théorique, reste toujours immense. C'est l'expérience des «conseils» (des «soviets») et des «comités» de toutes sortes, qui surgissaient spontanément sur le vaste territoire du pays. Partout proliféraient de tels organismes à caractère nettement «autogestionnaire». Comités d'usines et de quartiers, comités de soldats, de cosaques, de matelots. Les «conseils» (les «soviets») apparaissaient également partout parce que «toute fraction de la population qui se considérait comme défavorisée se constituait en soviet indépendant.»

De manière générale, «chaque communauté, chaque groupe, chaque minorité, avait tendance à se constituer en organe autonome et à négocier d'égal à égal avec le gouvernement et les autres institutions révolutionnaires».

C'est à travers ces organes que les masses réalisent la révolution et l'imposent aussi bien aux partis qu'au gouvernement. Les mesures de la réforme agraire, des nationalisations, du «contrôle ouvrier» sur la production, les tribunaux populaires, etc. sont des créations spontanées des masses avant qu'elles ne s'institutionnalisent par le gouvernement. Par lui-même, le peuple se lance dans la plus vaste entreprise de démocratie directe, de pouvoir directe, jamais réalisée jusqu'ici sur une telle échelle. C'est cette ambiance qui influence Lénine et les idées à accent carrément libertaire que nombre d'historiens de toutes tendances lui

1. La plupart des citations proviennent de l'ouvrage de Marcel Liebman, *Le léninisme sous Lénine* (1973). Les chapitres : «Le léninisme et la démocratie révolutionnaire» (t. 1) et «Réalités et limites de la démocratie soviétique» (t. 2) de cet ouvrage sont en réalité à citer en entier. Et ceci pour illustrer entre autres dans quel esprit profondément démocratique Lénine a écrit son ouvrage inachevé, passablement bâclé (à cause des circonstances qui l'appelaient à l'action pour la révolution), *L'État et la révolution*. Pour expliquer également les multiples et significatifs accents «libertaires» qui fourmillent dans ses discours et écrits de la période allant de la veille de la Révolution d'octobre jusqu'au printemps 1918, quand Lénine est amené à reconnaître que «les briques qui serviront à bâtir le socialisme ne sont pas encore faites», et s'amorce le tournant de Brest-Litovsk.

reconnaissent, aussi bien dans ses discours et ouvrages de l'époque. En réalité, Lénine, jusqu'à cette date, a voulu rester avant tout fidèle à la pensée de Marx et Engels concernant la démocratie, l'État, le socialisme, et à l'exemple pratique de la Commune de Paris. Les subtiles divergences que certains découvrent entre lui et les fondateurs du marxisme sur ces questions, sont, certes, inévitables, portent parfois sur des nuances, mais il est peu sérieux de fonder sur elles une pensée, une orientation essentiellement différente entre eux. On peut taxer *a posteriori* de simpliste, «utopienne» même, la conception que développe Lénine sur le rôle de l'État et la façon de l'administrer durant la période de transition du capitalisme au socialisme, dans son ouvrage, *L'État et la révolution,* mais on ne saurait nier son attachement profond à l'idée essentielle du marxisme, du dépérissement de l'État à travers l'amplification de la démocratie directe.

Peut-on oublier qu'avant déjà cet ouvrage, en 1916, Lénine considérait que même la démocratie la plus large reste une «forme d'État», basée sur la soumission de la minorité à la majorité, et que le but ultime n'est pas à perpétuer la démocratie, donc l'État, mais la faire elle aussi disparaître «quand l'État disparaîtra lui-même [...] lors du passage du socialisme définitivement victorieux et affermi, au communisme intégral[1]»?

La vraie dialectique selon Lénine n'est pas l'opposition de la démocratie à l'État, mais celle qui, à travers l'amplification de la démocratie socialiste, de la démocratie directe, fait disparaître complètement l'État, et donc la démocratie également, synonyme de l'État d'une majorité.

L'application de la démocratie réelle, de la démocratie directe, est conçue par Lénine comme le moyen pour introduire le dépérissement de l'État, de déclencher le dynamisme qui conduirait à son extinction complète. Nous trouvons cette idée maintenue par Lénine dans ses fameuses «Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne», adoptées par le premier congrès de l'Internationale communiste (mars 1919) et formulée ainsi:

> L'anéantissement du pouvoir gouvernemental est le but que se sont proposés tous les socialistes, Marx le premier. Sans réalisation de ce but, la vraie démocratie, c'est-à-dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Or, le seul moyen pratique d'y arriver est la démocratie soviétique ou prolétarienne, puisque, appelant les organisations des masses laborieuses à prendre une part réelle et obligatoire au gouvernement, elle commence dès maintenant à préparer le dépérissement complet de tout gouvernement.

1. [▶ De la citoyenneté au dépérissement de l'État].

Durant cette phase ascendante de la Révolution russe, quand les masses réalisent elles-mêmes la transformation radicale de la société et assument un réel pouvoir direct dans nombre de domaines, Lénine, contre la majorité de son propre parti, exalte le rôle avant-gardiste des masses par rapport à ce dernier, et leur initiative créatrice multiforme «qui est le facteur fondamental de la nouvelle société[1]».

Le socialisme «n'est pas le résultat de décrets venus d'en haut. L'automatisme administratif et bureaucratique est étranger à son esprit : le socialisme vivant, créateur, est l'œuvre des masses elles-mêmes.» Lénine invite les «camarades travailleurs» à se rappeler «qu'à présent c'est vous-mêmes qui dirigez l'État. Nul ne vous aidera si vous ne prenez pas toutes les affaires de l'État entre vos mains. Mettez-vous vous-mêmes à l'œuvre, à la base, sans attendre personne». On peut multiplier ces exemples qui montrent bien qu'à cette époque, Lénine envisage la révolution comme se réalisant essentiellement par l'activité spontanée des masses et l'État comme se construisant sur la base des conseils et des comités, organismes autogestionnaires autonomes des masses qui s'érigent en nouvelle direction sociale de la nation. Le parti, élément coordinateur des activités dispersées des masses, s'insère dans le processus révolutionnaire comme composante intégrante de ce dernier, impulsé par les masses, à l'écoute attentive de ces dernières, afin d'être capable de formuler, dans le langage spécifique de la théorie et de la politique, ainsi que dans l'action gouvernementale, la ligne exprimant leurs réelles revendications et aspirations.

Lénine croyait sincèrement qu'en partant de l'expérience pratique des soviets, on construirait un État à l'image de la Commune de Paris, pleinement démocratique pour l'écrasante majorité de la population et, de ce fait, incluant la possibilité de dépérir rapidement en cessant d'être un État politique au service d'une majorité contre une minorité. Il reprend donc les idées des fondateurs du marxisme dans ce domaine, complétées, élaborées, à l'occasion de l'expérience de la Commune, sur la démocratie directe en tant que facteur qui conditionne le dépérissement de l'État, sans être encore en mesure de réaliser les différences essentielles entre les deux circonstances historiques.

La Commune de Paris représente une expérience de démocratie directe circonscrite dans une ville habitée par une majorité de prolétaires, sans paysans et sans la présence d'un parti politique structuré qui centralise d'importantes fonctions étatiques.

1. Les citations tirées de l'ouvrage de Marcel Liebman (1973).

L'expérience soviétique qui commence par le pouvoir autonome des conseils et des comités de toutes sortes, se développe à l'échelle d'un vaste pays à majorité paysanne et dans lequel agit un parti insensiblement impliqué dans la construction d'un centre étatique, accumulant des fonctions de plus en plus importantes.

La démocratie directe entre en opposition avec l'État centralisateur qui se renforce à son détriment. Le dynamisme de cette nouvelle dialectique échappe à la compréhension de Lénine qui, prisonnier des circonstances nationales et internationales adverses, temporise, recule, élabore des compromis et compte sur le parti pour renverser, à temps opportun, le courant. Il s'agit d'une situation essentiellement nouvelle par rapport à celle de la Commune de Paris qui pose, dans d'autres termes, la relation entre démocratie directe (conseils, comités) et l'État dans lequel se confond le parti qui l'administre. Nous n'avons pas l'intention dans cet écrit, de nous étendre sur les raisons objectives et subjectives qui expliquent le comportement pratique et théorique différent de Lénine et des bolcheviks en général (sauf quelques rares exceptions) après le printemps de 1918 et qui, *a posteriori,* apparaît comme la négation de *L'État et la révolution,* et de toute l'élaboration théorique de Lénine entre 1917 et cette date.

Nous disons seulement que l'expérience de la Révolution russe à l'époque est à la fois le troisième grand moment à retentissement international de l'esquisse d'un régime de démocratie directe à la base et l'amorce de la contradiction flagrante entre celle-ci et l'existence d'un pouvoir politique centralisé, assumé par un seul parti qui gère insensiblement à travers l'État, la société tout entière[1].

À partir du moment où s'établit une telle dualité de pouvoir, il s'ensuit un processus inexorable vers l'étatisation complète de la société de transition, où l'État, loin de dépérir, assumant des fonctions de plus en plus envahissantes sur l'ensemble de la vie sociale, devient tout-puissant, comme jamais dans toute l'histoire. Il s'agit donc d'une évolution fondamentalement différente de celle prévue aussi bien par les fondateurs du marxisme que par Lénine qui pose un problème nouveau.

Autogestion et socialisme

C'est le développement du capitalisme qui entraîne la tendance vers le rôle accru de l'État dans la production et l'ensemble de la société civile. Insensiblement, l'État pénètre toute la société par rapport à laquelle il acquiert une indépendance relative qui masque son caractère de classe

1. [▶ De l'autogestion à la bureaucratie soviétique].

et donne lieu aux diverses théories modernes qui aboutissent à l'ériger à une structure spécifique par rapport à laquelle on pourrait redéfinir les classes, leurs luttes, leur idéologie, les rapports sociaux, le mode de production.

L'évolution du capitalisme renforce constamment le rôle multiforme de l'État à l'échelle nationale et internationale, non seulement en tant qu'expression de la socialisation continue de la production, mais surtout en tant que moyen d'assurer la concentration monopoliste du capital, sa reproduction élargie et l'hégémonie de ce mode de production sur l'ensemble de la société.

La croissance sous sa forme capitaliste ne peut être assurée que par la concentration du capital et le développement du rôle multiforme de l'État, instrument maintenant suprême du dynamisme, de l'équilibre et de la survie du système. Sa complexité extrême qui accompagne son développement sur le plan national et international, dominé par des entreprises gigantesques et des agglomérations tentaculaires, déclenche automatiquement le recours à une hypercentralisation du pouvoir de gestion, d'intervention, de décision, de ce type de civilisation, assumé par l'État. Ces fonctions se doublent de celles du «maintien de l'ordre et de la sécurité» qui contribuent également puissamment à l'équilibre économique du système. On ne saurait nier l'énorme développement du rôle de l'État qui accompagne l'évolution du capitalisme de l'après-guerre, caractéristique d'une nouvelle phase de son évolution historique, encore insuffisamment analysée dans son fonctionnement global.

Cette tendance va naturellement à l'encontre du développement de la démocratie directe et nourrit les arguments contre celle-ci. Elle renforce par contre les diverses théories qui prennent appui sur le développement de l'État pour envisager, à travers sa conquête, réalisée de manière «révolutionnaire ou réformiste», la transition au socialisme. La question cependant n'est pas de conquérir, de telle ou telle manière, la machine mythique de l'État, à fonctions maintenant amplifiées, multiples, économiques, sociales, politiques, ni même de la «briser» et la restructurer, mais briser plutôt les fondements d'un développement basé sur le dynamisme et la logique développée par le capitalisme.

C'est-à-dire basée sur le développement des forces productives, mesuré de manière quantitative, sans tenir compte des conditions sociales et générales dans lesquelles continuerait ce développement sans tenir compte de la grandeur des unités économiques et urbaines, de l'outillage, du climat biologique, de la division sociale du travail et de ses conséquences.

Si à la place de l'État capitaliste moderne, conséquence et cause du développement moderne du capitalisme qui cherche désespérément à produire plus, mais par forcément mieux, c'est-à-dire de manière plus adaptée aux réels besoins des hommes, aux ressources de la terre et aux exigences biologiques, on met l'État «socialiste» gérant de manière encore plus totale la société entière, on conduit non pas au socialisme, mais au bureaucratisme d'État, à l'État bureaucratique. Or, cet État peut s'avérer historiquement à la fois un nouveau mode de production et une nouvelle civilisation, fondamentalement contraire l'un et l'autre à la société libre, dé-hiérarchisée, décentralisée, qui voit l'État dépérir constamment au profit de l'épanouissement de la société civile et de l'individu.

Sous le capitalisme, la toute-puissance de l'État reste une tendance qui se renforce mais qui ne saurait se parachever sans que le capitalisme disparaisse et devienne autre, une autre forme de société. L'État capitaliste coexiste avec la multitude des unités économiques, grandes, mais surtout moyennes et petites, dans une symbiose dialectique unique traversée par un processus incessant d'équilibre et de déséquilibre, de destruction et restructuration, sans que la tendance à l'étatisation complète se parachève de manière linéaire, progressive et «pacifique», «à froid», par la logique et le dynamisme propres du système. Le système est en réalité grandement contradictoire et ne saurait abolir complètement ni la propriété privée ni la société civile, sans se détruire en tant que tel.

Mais quand intervient la «révolution» anticapitaliste ou anti-impérialiste et qu'on arrive à la conquête de l'État par des forces sociales qui ont un programme, un intérêt, ou qui se voient obligées de parachever l'étatisation de l'économie et de la société, on entre insensiblement dans la formation et la stabilisation d'un nouveau mode de production, un nouveau système social, propre à ce nouveau rôle de l'État et des forces sociales qui le gèrent et le développent. Le point crucial est donc le moment du changement révolutionnaire, où, du point de vue socialiste, il ne s'agit pas seulement de conquérir ou même de «briser» l'ancienne machine de l'État, mais bien plus globalement de casser les rapports sociaux sur lesquels reposent le développement économique du capitalisme et la tendance au renforcement et à la toute-puissance de l'État. Ce dernier n'est pas une superstructure essentiellement distincte de ses fondements économiques et sociaux sur lesquels, certes, elle agit, et dont elle reçoit les pulsions, mais une structure imbriquée de manière beaucoup plus déterminante dans ces fondements. L'État pénètre toute

la société civile, toute la société et ne saurait être «brisé» sans restructuration de l'ensemble de cette dernière.

L'expérience acquise à la fois par l'évolution du capitalisme et l'évolution des révolutions anticapitalistes et anti-impérialistes depuis celle d'Octobre 1917 en Russie doit nous conduire à réviser une certaine façon. d'envisager le vrai rapport existant entre «structures» et «superstructures», entre «économique» et «politique», façon qui comporte le véritable danger d'une interprétation mécanique, «économiste» de la réalité dialectique profonde dans ces domaines.

Ce danger est particulièrement grave concernant la «superstructure» de l'État en relation avec les rapports de production. On ne saurait définir l'État comme «socialiste» au cas où à travers une révolution on rend possible le parachèvement de la tendance à l'étatisation complète de l'économie et de la vie sociale, le socialisme acquérant son véritable contenu par le dépérissement de tout pouvoir étatique au profit de l'autogestion de la société tout entière.

Croire qu'on peut aboutir à ce dernier résultat à travers une phase intermédiaire d'étatisation totale, est un leurre évident, une telle phase engendrant inexorablement des nouvelles structures sociales mortellement hostiles au projet socialiste. Quand l'État gère la société tout entière, cela signifie la création irrésistible, inévitable, nécessaire par rapport à cette fonction de l'État, d'une nouvelle catégorie sociale, la bureaucratie d'État, dont l'État devient à la fois la cause et l'instrument de la domination privilégiée sur l'ensemble de la société. La bureaucratie est une création inexorable du nouveau rôle de l'État.

On assiste ainsi au développement d'un nouveau système social qui a besoin pour survivre d'abolir non seulement toute conquête de démocratie directe, ou même formelle, mais toute tendance vers la démocratie, et cela de manière plus décidée et efficace, que n'importe quel régime totalitaire du passé.

Le capitalisme, régime d'exploitation, basé sur la permanence de la lutte des classes, pourrait affermir sa supériorité économique sur le féodalisme, et survivre à travers toute une gamme de régimes politiques, y compris des dictatures ouvertes. Mais le socialisme qui a besoin d'un délai historique pour affermir sa supériorité économique sur le capitalisme, ne saurait évoluer dans cette direction que grâce à sa supériorité politique d'emblée sur le capitalisme, par l'élargissement et l'approfondissement constants de la démocratie, qui devient progressivement directe, entraînant le dépérissement accéléré de l'État. D'autre part, des nouvelles données historiques nous obligent à repenser la notion du développement économique. S'insérer dans la logique capitaliste de

ce dernier, et surtout dans le cadre matériel crée par lui dans ce but, les machines, les forces, la technologie, les agglomérations, la division du travail, les genres de production et de consommation, hérités du capitalisme, signifierait inéluctablement sur le plan de l'État, perpétuer et aggraver le rôle de ce dernier au détriment de toute possibilité d'évolution vraiment socialiste de la société.

La controverse actuelle sur l'énergie atomique est, à ce propos, significative. Le capitalisme s'avère condamné à développer l'énergie atomique aussi bien pour des raisons économiques que pour des raisons militaires. Il développera donc cette nouvelle force productive qui risque de s'imposer aussi à la société de transition à travers son État[1]. Or, il est fort douteux qu'à l'étape actuelle de la science et de la technologie, la force nucléaire soit un «développement économique» positif, un «progrès» véritable. Faut-il s'engager dans cette voie, ou rompre avec cette manière d'envisager le «progrès matériel», en recourant à d'autres formes d'énergie (comme l'énergie solaire par exemple), à d'autres techniques, productions, consommations, etc.?

Dans ce cas-là, il serait nécessaire de concevoir le changement, la «voie vers le socialisme», de manière plus radicale, et non pas par la simple conquête et gestion différente de la superstructure de l'État et de ses fondements économiques et sociaux créés par le développement capitaliste. C'est-à-dire parvenir à une révolution plus profonde qui brise la logique et le dynamisme de l'ancienne société réorientant dans un autre sens ses tendances actuelles. Certes, il est exclu qu'on puisse rompre radicalement d'emblée avec celles-ci et restructurer la société sans une certaine période de transition plus ou moins selon les circonstances historiques générales.

Le seul fait d'être obligé de circonscrire le changement dans des limites tout d'abord nationales, tandis que toute véritable solution exige une base internationale développée rapidement sinon planétaire, impose une période de transition. À celle-ci correspond nécessairement un État de transition, mais qui doit constamment dépérir au lieu de se renforcer davantage. Les conditions d'un tel dépérissement, qui détermine l'évolution vers le socialisme, ou non, sont celles de l'introduction d'emblée de l'autogestion, de la démocratie directe, et de la démocratie en général, permettant de décentraliser le pouvoir, le transférer à la société civile et réorienter l'économie et le genre de vie, selon d'autres critères de civilisation dégagés par la réflexion et la décision libres d'une société démocratique composée de citoyens bien formés et informés comme

1. [▶ Société de consommation, écologie et autogestion].

l'avait sommairement mais correctement esquissé le philosophe de la démocratie athénienne, Protagoras.

La révolution ne consiste pas, à conquérir le pouvoir politique par un parti se réclamant le représentant des travailleurs, et l'exerçant par le contrôle de l'État sur l'économie et la société tout entière, mais à la structuration d'emblée d'un système de pouvoir politique exercé directement par la majorité et rapidement par la totalité des citoyens dans tous les domaines et à tous les niveaux.

C'est le système de la généralisation progressive de l'autogestion, c'est-à-dire de l'organisation de l'administration démocratique de la vie sociale tout entière qui éliminerait rapidement les fonctions centrales de l'État politique de transition et l'abolirait complètement. Un tel projet signifie une préparation idéologique adéquate des travailleurs et des citoyens pour imposer un changement qui va au-delà de la conquête et gestion de l'ancienne machine de l'État, des entreprises monopolistes gigantesques, et de leur technologie, des agglomérations tentaculaires, de la division du travail nationale et internationale imposée par le développement du capitalisme, etc.

L'autogestion est impossible sans remodeler la société héritée du capitalisme dans tous les domaines, afin qu'elle puisse redevenir contrôlable par la société civile, les collectifs de travail, les quartiers, les communes et toutes les cellules. Seulement dans ces conditions, il sera possible de réorienter l'évolution sociale vers de nouveaux buts, vers une nouvelle civilisation rompant radicalement avec les tendances et les critères engendrés par l'évolution du capitalisme.

Gigantisme et complexité extrême de la vie moderne sont le résultat de la logique du développement capitaliste à sa phase actuelle, contrôlé par des groupes restreints, de techniciens, d'affairistes, de politiciens, de bureaucrates, dans des centres de décision en dehors de tout regard indiscret des travailleurs, et de l'écrasante majorité des citoyens. Gérer un tel monde signifierait le perpétuer. Dans ce cas, l'autogestion n'a aucun sens, elle se limiterait à des activités marginales sous l'égide de l'État centralisateur, tout puissant. L'autogestion s'insère comme projet d'une nouvelle société qui démantèle les structures économiques, sociales, politiques actuelles, engendrant l'hypertrophie de l'État moderne. L'autogestion est incompatible avec la tendance au renforcement de l'État, étant la condition qui détermine au contraire le processus de son dépérissement jusqu'à son extinction complète.

Le contenu du socialisme n'est pas autre. Il ne saurait exister plusieurs genres de «socialisme» définis par exemple exclusivement ou essentiellement sur la base des «rapports de production», des «rapports de

propriété», sans poser simultanément la question de la gestion de ces rapports, de la gestion de l'État, des structures introduites d'emblée qui déclenchent le dépérissement de ce dernier[1].

En partant essentiellement du critère d'une économie étatisée et planifiée et d'un pouvoir politique assumé par le «parti révolutionnaire», on ne déclenche pas l'évolution vers le socialisme, mais au contraire celle vers l'État bureaucratique, la bureaucratie d'État, et leur mode de production particulier. La déviation devient totale, parvenant à des résultats diamétralement contraires à ceux voulus, projetés initialement. De tels régimes, dans des pays peu développés, leur serviront à résoudre les problèmes de l'accumulation primitive, de l'industrialisation, du «progrès économique», dans le sens qui lui a donné le capitalisme contemporain. Mais dans les pays avancés, ces régimes entreraient vite en contradiction avec les aspirations profondes des vastes masses des travailleurs et des citoyens pour une véritable réorganisation démocratique de la société, actuellement à la fois nécessaires et possible. Il est normal que le socialisme acquière son contenu là où le progrès matériel et culturel de la société a atteint un haut niveau. Mais en réalité, partant des pays avancés, le socialisme peut devenir la force de civilisation universelle sur la base des nouveaux rapports de coopération et de solidarité entre toutes les parties du monde.

Partout, les hommes bien formés, bien informés, possèdent la capacité de décider sur les affaires de leur société et perfectionner leur aptitude dans ce sens en exerçant la gestion directe de cette société. Les principes édictés par Protagoras gardent leur pleine actualité et restent toujours la base de toute théorie de la démocratie directe.

Depuis la première expérience de démocratie directe d'importance historique que fut celle d'Athènes, la société des hommes est devenue certes infiniment plus compliquée, aboutissant à la civilisation d'aujourd'hui dominée par l'État-Léviathan. Cependant, les conditions existent également actuellement pour que non seulement les individus, mais surtout leur masse, leur association multiforme, investie des fonctions de gestion de leur société, soit capable d'être au moins égale à l'éloge que faisait d'elle Aristote pensant à l'expérience d'Athènes. Il écrivait en effet dans *La politique,* les lignes qui suivent et qui ne laissent pas sans étonner par leur inhabituelle audace et leur clairvoyance pour l'époque :

> Attribuer la souveraineté à la masse, plutôt qu'aux meilleurs, qui sont en petit nombre, pourrait paraître comporter certaines difficultés,

1. [▶ Faire dépérir l'État].

> mais qui peuvent, en termes de vérité, être résolues. [...] La masse en effet, quoique formée d'individus qui, pris isolément, sont sans grand mérite, peut, une fois réunie, se montrer supérieure à ceux qui en ont – cela non pas de façon individuelle, mais en tant que collectivité. Car, comme ils sont nombreux, chacun a sa part de vertu et de sagesse, et leur réunion fait de la masse comme un être unique, ayant de multiples pieds, de multiples mains, de nombreuses sensations et également riche en formes de caractère et d'intelligence. C'est bien pourquoi la multitude juge mieux les œuvres musicales et poétiques : si chacun juge bien d'une partie, tous jugent bien du tout. Le sens collectif est supérieur à celui des gens qui exercent de hautes fonctions, soit individuellement, soit en collège restreint.

Sans cette confiance en l'homme en tant qu'individu et citoyen, il est naturellement impossible de militer pour le socialisme basé sur l'autogestion, la vraie *politeia* qui visait déjà au 4e siècle avant notre ère le philosophe de la politique. Toute théorie de la démocratie directe est fondée, en dernière analyse, sur cette confiance en l'homme social, qui, bien formé, bien informé, et s'exerçant dans la gestion quotidienne de la société dans laquelle il vit, est parfaitement capable d'assumer cette fonction suprême.

1977

Source

Texte présenté à la 2e conférence internationale sur l'autogestion (Paris, septembre 1977).

Pour en savoir plus

Finley, Moses (1976), *Démocratie antique et démocratie moderne,* Paris, Payot.
Liebman, Marcel (1973), *Le léninisme sous Lénine*, Paris, Le Seuil.
Lipset, Seymour Martin (1960), *Political Man,* New York, Garden City.
Michel, Robert (1971), *Les partis politiques,* Paris, Flammarion.
Romilly, Jacqueline de (1975), *Problèmes de la démocratie grecque*, Paris, Hermann.

Faire dépérir l'État

Jean-Pierre Lefèbvre

L'autogestion est-elle ignorante de la question de l'État ? Pas moins en tout cas qu'une gauche de gauche qui, se réclamant de la destruction de l'État, reste muette, le plus souvent, sur les chemins de cette disparition. Dans cette attente, celle-ci s'attache, le plus souvent, à la défense du *statu quo* plutôt qu'à

mettre en pratique les nouveaux dispositifs autogestionnaires de l'exercice d'une nouvelle souveraineté sociale et politique qui, sans attendre un «Grand Soir» à venir, dispute à l'État la gestion des affaires publiques.

La crise financière de septembre 2008 a ébranlé le monde capitaliste, mais l'échec des expériences «socialistes» du 20e siècle pèse encore lourdement. En effet, les États bureaucratico-capitalistes ont spolié les citoyens, ce qui a pour conséquence de redonner sa crédibilité au système financier effondré.

Pourtant, l'intervention directe des salariés et des citoyens dans les décisions économiques et politiques est la seule voie rationnelle capable d'empêcher le renouvellement de telles crises. L'autogestion, jointe à l'automatisation et à un protectionnisme nuancé, constitue sans doute la voie pour maintenir à moyen terme un tissu industriel et scientifique équilibré au service d'une bonne vie. Des entreprises autogérées deviendraient le bras armé de la résistance aux délocalisations.

Autre question dirimante qui se superpose à la crise financière et économique, celle de la survie de la biosphère. La religion de la croissance quantitative, du mode de développement technologique aveugle, mène à l'épuisement des ressources et au réchauffement catastrophique de la planète qui vont rendre définitivement invivable le séjour des hommes à son bord. Le capitalisme peut bien bavarder sur des remèdes partiels, mais l'industrialisation galopante, qui ne cesse de faire décroître le taux de profit, oppose la rage exploiteuse multidirectionnelle à une réorientation du système productif qui inscrirait dans ses prix de revient la dégradation environnementale et le respect de la nature quand les conditions de survie humaine exigent l'économie des moyens et une frugalité confortable, cultivée, ouverte à tous, qui se substitue à la compétition forcenée pour l'avoir et le paraître.

Pour empêcher cette chute irrémédiable dans l'agonie du monde, le citoyen de base ne peut plus faire confiance à l'État bureaucratique qui fonctionne comme le corollaire de l'économie capitaliste, son épine dorsale, son moteur. Polanyi, complétant Marx, a établi en 1944 que, dès sa formation, loin d'une éclosion spontanée, le capitalisme sauvage a recouru à une action étatique sauvage sans laquelle son système hyperlibéral, soi-disant autorégulé, n'aurait jamais pu s'instaurer (Polanyi, 1983).

L'État, fut-il dépendant d'élections démocratiques, est séparé, hors de portée du peuple citoyen par les mécanismes savants de la délégation de pouvoir et de la manipulation médiatique.

Le citoyen doit donc prendre en main ces affaires, certes épouvantablement complexes, et apprendre à contrôler lui-même les systèmes bancaire et productif. Il doit mettre en place les éléments d'un nouveau logiciel qui réduise la délégation de pouvoir à son strict minimum d'opacité dans les conditions contemporaines, lesquelles, techniquement et rationnellement, ouvrent de nouveaux possibles par rapport aux institutions, héritées du 19e siècle qui, en dépit de quelques greffons, portent toujours l'empreinte en creux du système d'exploitation, sous les oripeaux d'un intérêt général largement abusif.

Radicalisant une tendance à l'œuvre dans de nombreuses luttes mais jusqu'ici toujours dévoyée, la démocratie doit passer à un stade supérieur, devenir participative grâce à des droits nouveaux consentis aux salariés dans tous les secteurs de l'économie et de la politique. À la source de la décision, des milliers de délégués citoyens contrôleurs interviendront et élimineront les activités et les produits frauduleux, ils défendront une juste répartition à la source des produits entre salariat et actionnariat, jusqu'au dépérissement de ce dernier. Ils dissoudront les formations bureaucratiques qui obstruent les artères démocratiques et nourrissent le capital, dans une réciprocité perverse. C'est l'autogestion. Le socialisme par le bas. Par opposition au socialisme étatique, par le haut, expérimenté au 20e siècle et qui a échoué dramatiquement sur le globe entier.

Les partis de gauche, pour redevenir crédible, doivent revenir à leur tâche fondamentale : imaginer une société de substitution au capitalisme obsolète – une utopie crédible – et la stratégie de passage de l'une à l'autre[1]. Ils doivent abandonner le lassallisme hégélien qui ne voit le salut que dans le rôle miraculeux d'un État séparé du peuple et tout-puissant. Regagner la confiance des masses dans ces solutions autogestionnaires grâce à une praxis politique qui formule des réponses concrètes et radicales à chacune des manifestations concrètes de la malfaisance capitaliste, tel est l'objectif.

La gauche de la gauche devrait proposer des mesures concrètes de contrôle populaire répondant à chacun des problèmes et marquant une étape vers l'autogestion socialiste.

Ainsi des banques, il faut instituer un conseil de surveillance élu par les titulaires de compte et les salariés qui sont les vrais propriétaires de la banque : sans eux, elle n'existe pas. Une longue période de lutte de classe intense s'ouvrira ensuite vers la lente évaporation de l'actionnariat grâce à une fiscalité bien comprise. Ainsi des délocalisations

1. [▶ Demain est déjà commencé].

qui ne pourraient être tolérées par un comité d'entreprise aux compétences élargies à la stratégie, au contrôle des bilans, à la répartition de la plus-value, aux effectifs, aux méthodes managériales[1]. Ce ne serait pas encore la coopérative de production mais un pas vers elle. Ainsi de la cause première des désordres qui se situe dans la répartition inégalitaire des revenus. L'État politique peut intervenir par la fiscalité mais la solution la plus pérenne serait le choix à la source par les salariés eux-mêmes, des termes du partage de la plus-value produite grâce à l'extension des pouvoirs des comités d'entreprise. Ainsi de l'écologie qui aurait enfin un socle stable : le salarié est aussi un citoyen (90 % des actifs !), nul ne pourra mieux veiller aux problèmes environnementaux créés par son activité productive. La solution réformiste qui consiste à confier à l'État bureaucratique ce rôle, ne fonctionne pas.

À l'échelle historique, à la crise de 1929 avait succédé – avec Keynes et Roosevelt – l'intervention des États pour sauver le système économique mondial (ils avaient compris qu'il fallait des acheteurs pour consommer la production). Cela n'a pu toutefois empêcher la guerre mondiale. Mais, en 1975, au keynésianisme a succédé la vague délirante d'une rechute hyperlibérale qui a généré la crise actuelle ! Il faut sortir de ce cercle vicieux, ce d'autant que les cycles de l'éternel retour ne sont pas égaux : il y a une progression fatale vers l'apocalypse. En cas de nouvelle crise des liquidités, on ne voit pas comment la recette des fonds publics pour payer les dettes du privé pourrait resservir une nouvelle fois : la confiance disparaîtrait pour de bon.

Que faire de l'État ?

Magnifiquement anticapitaliste, la gauche de gauche n'a su jusqu'à présent s'unir que sur des batailles défensives contre les empiétements libéraux sur les avantages sociaux acquis et la défense des fonctionnaires, attitude légitime mais non exempte d'ambiguïté. Ainsi, défendant le service public sans plus de précision, ne se fait-on pas en même temps le rempart de l'État bourgeois ? Les salariés doivent être défendus, mais l'institution en elle-même ? Question. Qui pose entièrement une réflexion théorique, historique sur l'État, son utilité, son parasitisme, son intrication intime dans les mécanismes d'édification, puis de défense du capitalisme sous couvert d'intérêt général. Cependant, on ne voit guère poindre le moindre projet innovant et crédible de transformation socialiste de la société. Ainsi, quand Daniel Bensaïd et Olivier Besancenot (2009) exposent longuement des thèses autogestionnaires,

1. [▶ Contrôle ouvrier et État bolivarien].

participatives dans leur livre, les mots d'ordre immédiats avancés par la gauche antilibérale pour répondre à la crise ne vont guère dans ce sens et ressemblent furieusement au programme commun de 1981.

L'histoire a montré expérimentalement que l'appropriation collective des moyens de production au travers d'un État centralisé n'induit pas mécaniquement un socialisme démocratique. La démocratie a sa propre histoire autonome, liée au succès de la culture rationnelle sur les sous-développements obscurantistes et médiévaux, avec des régressions toujours possibles.

Au contraire, la fonctionnarisation totale substitue à une forme capitaliste une autre forme d'exploitation, la caste bureaucratique remplaçant le patronat. Le nouveau système (en fait aussi ancien que le mode de production asiatique) perd le dynamisme du marché et engendre l'impéritie, le laxisme, la sclérose bureaucratique, l'oppression policière, la misère, l'obscurantisme, *in fine,* l'effondrement.

Ce qui est exorbitant, deux cents ans après la prise de la Bastille, c'est que la moindre entreprise demeure une Bastille où le patron gouverneur est de droit divin et décide tout seul du sort des autres, de la répartition du travail des autres, en s'appropriant la partie la plus juteuse de la plus-value. L'étatisation n'est qu'une autre forme d'exploitation, encore plus mauvaise que celle qu'elle prétend soigner même quand elle peut offrir une solution partielle et plus douce à une minorité, puisque son extension entraînerait la mort de l'organisme tout entier. Il n'y a pas d'autre solution que de passer à l'autogestion généralisée de l'économie. Prolonger l'effort millénaire et contrecarré de l'humanité sur le long chemin de son invention démocratique contre les despotismes, depuis Solon et Périclès, jusqu'aux encyclopédistes des Lumières et la révolution de 1789, la Commune de Paris[1], les conquêtes politiques partielles mais précieuses du salariat en Europe (1936, 1945, etc.), remises en question, truquées, viciées mais toujours se relevant des pires régressions totalitaires et reprenant inlassablement le sourd cheminement de la taupe.

Ce qui n'est pas supportable, c'est que l'État, depuis les villes jusqu'à son sommet, a calqué sont fonctionnement sur celui de l'entreprise en rusant avec la démocratie, en la vidant de son contenu, en manipulant par les médias l'opinion publique de la même façon que la publicité manipule les consommateurs en leur fabriquant des besoins artificiels, en dévoyant les progrès techniques de l'informatique et de l'audiovisuel qui pourraient être de formidables leviers pour étendre les potentialités

1. [▶ Commune de Paris : entre autogestion et projet souverain].

de culture, de l'autonomie et du bonheur humains, en leur inverse, en abrutissement, aliénation, asservissement à la pensée unique, abêtissement télévisuel. L'État, forme d'exploitation, corollaire du capitalisme… Hobbes, obsédé par les violences des guerres civiles anglaises, a formulé le premier une théorie de l'État en justifiant l'édification d'un État puissant par la méchanceté rédhibitoire des hommes et la nécessité de la contenir par la force. Les Lumières ont esquissé les bases d'une théorie démocratique de l'État du peuple souverain, jusqu'à l'inversion napoléonienne qui instaura, sur le modèle colbertiste des royautés antérieures, le premier État moderne séparé du peuple par une bureaucratie forte d'un million de membres.

Hegel, idéaliste s'il en fut, épouse le rationalisme mais tourne le dos à ses bases matérialistes et françaises et édifie une grande théorie philosophique de l'État bureaucratique, comme essentialisation de l'Idée, laquelle serait antérieure à l'apparition de la réalité empirique qui la masquerait depuis. L'État seul pourrait à terme restituer l'Idée initiale contre l'empirie. Il fournit la matrice de tous les abus ultérieurs menant aux illusions réformistes de Lassalle comme aux totalitarismes, en hypostasiant la tradition aristocratique prussienne. Dans le même esprit, Kant promeut l'obéissance – à l'État – comme vertu cardinale et impératif catégorique. Marx, jeune hégélien, critique son maître et remet sa dialectique pénétrante sur des pieds matérialistes. Analysant le capitalisme qui s'effectue sous ses yeux, il pressent très tôt le rôle décisif joué par l'État dans la genèse de la nouvelle société par actions. Mais il consacrera toute sa vie à l'étude de l'économie capitaliste sans prendre le temps de développer ses premières intuitions fulgurantes sur l'État :

> Les bureaucrates sont les jésuites, les théologiens de l'État. La bureaucratie est la république prêtre. L'autorité est le principe de son savoir et l'idolâtrie de l'autorité son sentiment. La bureaucratie doit donc se comporter en jésuite vis-à-vis de l'État, que ce jésuite soit conscient ou non… Dès que la vie de l'État s'éveille et que la société civile, poussée par son propre instinct naturel, s'affranchit des corporations, la bureaucratie essaye de les rétablir. […]. Le même esprit qui dans la société civile crée la corporation, crée dans l'État la bureaucratie […], corporation achevée, remporte la victoire sur la corporation, bureaucratie inachevée… La bureaucratie est un formalisme politique qui se constitue comme puissance réelle et se change lui-même en un contenu matériel propre, il va sans dire que la bureaucratie est un tissu d'illusions pratiques. Par l'examen, qui est une manière de baptême bureaucratique du savoir, le citoyen a la possibilité de devenir prêtre de la bureaucratie pour entrer dans la hiérarchie du savoir mais si la fonction de cordonnier nécessite

> un examen, celle de fonctionnaire d'exécution ne présente pas la même exigence. La bureaucratie n'est pas le produit inévitable de la complexification de la société moderne mais la séparation de l'État d'avec la société civile bourgeoise [...]. L'esprit de la bureaucratie est le secret, le mystère, gardé à l'intérieur de la bureaucratie par la hiérarchie, et à l'extérieur de la bureaucratie par sa nature de corporation fermée. Toute manifestation de l'esprit politique comme aussi de l'esprit civique apparaissent donc comme une trahison envers son mystère (Marx, 2007).

Dans son introduction à ce texte, Costa Papaioannou ajoute :

> Face au matérialisme, c'est-à-dire à l'inconscience qui est censée régner dans la société civile, la bureaucratie se présente comme l'unique dépositaire du savoir et de la compétence et son organisation hiérarchique se définit comme hiérarchie du savoir. Or son savoir est purement formel et vide et son esprit est le contraire de l'esprit. Le principe de la science est le libre examen, tandis que le principe de la science bureaucratique est l'autorité. L'esprit est liberté et spontanéité tandis que l'esprit de la bureaucratie est la routine mécanique, l'idolâtrie de l'autorité et l'obéissance passive. [...] La science de la bureaucratie exige le maintien de la société dans un état d'inconscience et d'ignorance. [...] Le savoir imaginaire dont se targue la bureaucratie ne peut s'affirmer que par le maintien forcé de la société dans un état d'ignorance et de léthargie... Enfin, le spiritualisme de la bureaucratie se manifeste dans son jésuitisme, dans sa tendance à traiter la société comme une matière inerte, comme un simple objet de manipulation. [...] Comme la bureaucratie croit tout savoir, elle veut aussi tout faire, tout réglementer [...] elle érige la volonté au rang d'une cause première... L'État n'existe plus que par une multitude d'esprits bureaucratiques rigides, dont le lien est la subordination et l'obéissance passive... Aussi bien la suppression de la bureaucratie n'est possible que si l'intérêt général devient réellement l'intérêt particulier, ce qui ne peut se faire que si l'intérêt particulier devient réellement l'intérêt général. Ce sera la tâche de la démocratie qui représente, elle, la vraie unité de l'universel et du particulier.

À la fin de sa vie, dans *La guerre civile en France,* Marx revient sur la question de l'État, secoué par le formidable événement de la Commune de Paris de 1871 où il voit la première réalisation d'un pouvoir autogestionnaire, préalable à la révolution sociale, qui puisse démanteler l'État bourgeois, remplacer les fonctionnaires par des délégués élus et révocables ne gagnant que le salaire d'un ouvrier, et la machine despotique par un exécutif élu délibérant en permanence :

> L'appareil d'État centralisé qui, avec ses organes militaires, bureaucratiques, cléricaux et judiciaires, omniprésents et compliqués, enserrent

(enveloppent) le corps vivant de la société civile, comme un boa constrictor, fut d'abord forgé aux temps de la monarchie absolue comme arme de la société moderne dans sa lutte pour s'émanciper du féodalisme. [L'État] substitua à l'anarchie bariolée des puissances médiévales en conflit, la structure ordonnée d'un pouvoir d'État, avec une division systématique et hiérarchique du travail [...].

La première révolution française fut donc contrainte de développer la centralisation et l'organisation du pouvoir d'État, d'en agrandir le cercle et les attributions, d'augmenter le nombre de ses instruments, d'accroître son indépendance et son emprise surnaturelle sur la société réelle – emprise qui, en fait, remplaça le ciel surnaturel du Moyen âge avec ses saints. Tout intérêt mineur et isolé, engendré par les rapports des groupes sociaux, fut séparé de la société même, déterminé, rendu indépendant de celle-ci et mis en opposition avec elle, au nom de la raison d'État, que défendaient les prêtres du pouvoir d'État aux fonctions hiérarchiques exactement définies [...].

Sa fonction essentielle était de créer d'immenses armées permanentes, un grouillement de vermines d'État et d'énormes dettes publiques [...]. L'État devint non seulement un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie par la violence mais aussi le moyen d'ajouter à l'exploitation économique directe une deuxième exploitation du peuple en assurant aux familles bourgeoises toutes les riches prébendes du train de l'État [...]. La Commune ne fut pas une révolution contre telle ou telle forme du pouvoir d'État [...]. Ce fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la révolution par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale.

Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de la domination de classe. [...] L'illusion, c'était bien que l'administration et le gouvernement politique fussent des mystères, des fonctions transcendantes qu'on ne pouvait confier qu'aux mains d'une caste exercée de parasites d'État, des sycophantes grassement payés et de prébendiers qui, placés aux postes supérieurs, absorbent l'intelligence des masses et les retournent contre elles-mêmes aux rangs inférieurs de la hiérarchie. La Commune se débarrasse totalement de la hiérarchie politique et remplace les maîtres hautains du peuple par des serviteurs révocables, remplace une responsabilité illusoire par une responsabilité véritable, puisque ces mandataires agissent sous le contrôle du peuple[1].

Quelques années plus tard, Jean Jaurès lui fait écho :

1. [▶ Marx et l'autogestion]

> Que le patron s'appelle État ou Schneider, c'est toujours la même dépendance et la même misère, et, si l'organisation socialiste devait être l'extension du patronat actuel de l'État, des services publics de travaux tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui, elle serait une immense duperie.

La leçon de Marx a été oubliée par les bolcheviks puis trahie par la contre-révolution stalinienne. Dans *L'État et la révolution* – écrit en 1917 –, Lénine fait encore référence à l'insoluble oxymoron marxien : assurer la dictature de la classe ouvrière en armes sur l'État, pour tout aussitôt, dès la victoire assurée, entreprendre son démantèlement, son obsession est de ne pas se laisser vaincre comme la Commune de 1871 (Lénine, 1954). Ses indications sur le dépérissement de l'État restent très partielles, parfois contradictoires – *La révolution et le renégat Kautsky* (Lénine, 1954) –, surtout marquées par la violence des affrontements militaires avec la réaction tsariste. Il reporte à plus tard, après que les relations sociales soient complètement transformées, la bourgeoisie définitivement vaincue, les citoyens convaincus des nouvelles règles, la perspective d'une disparition spontanée, progressive de l'État et de la démocratie : quand chacun recevra selon ses besoins. Pis, il suit Engels qui avait commis la bévue d'affirmer légèrement, contrairement à Marx que « la propriété d'État sur les forces productives n'est pas la solution du conflit. Mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution. En poussant de plus en plus à la transformation des grands moyens de production socialisés en propriété d'État, il montre lui-même la voie à suivre pour accomplir ce bouleversement. Le prolétariat s'empare de l'État et transforme les moyens de production en propriété d'État » (Lénine, 1954). Lénine aura beau se convaincre que les nécessités de la répression seront faibles (!!) et que la démocratie prolétarienne sera dès la première étape aussi large que possible, la prédiction de Bakounine se réalisera : le peuple est réduit au parti et le parti à un petit groupe, le groupe à un dictateur unique !

Les méthodes et les structures du tsarisme vaincu ont été réinvesties. En 1913, 800 000 fonctionnaires tsaristes ; en 1920, 7 365 000 fonctionnaires soviétiques. Lénine affaibli s'inquiète de la montée bureaucratique et, après avoir écrasé l'insurrection ouvrière de Cronstadt, reprend dans la NEP la partie économique de ses revendications, malheureusement sans leur contenu politique sur les libertés individuelles, la presse, le pluralisme, l'*habeas corpus*… En 1927, après la NEP, il ne reste que 3 327 000 fonctionnaires, mais Staline, après avoir liquidé ses contradicteurs, bolcheviks ou non, va pousser sa paranoïa bureaucratique jusqu'aux 150 millions de fonctionnaires (la totalité des salariés

soviétiques), ce qui engendrera la stagnation économique, la pénurie rédhibitoire, la régression intellectuelle, l'effondrement et Tchernobyl. Rosa Luxemburg avait vu clair dès 1917 quand elle critiquait Lénine de n'avoir pas immédiatement procédé, comme la Commune, aux élections libres d'une nouvelle Constituante :

> Le côté négatif, la destruction, on peut la régler par décrets, la construction, les mesures positives, non. Terre inconnue. Mille problèmes. Seule l'expérience est en mesure d'apporter les corrections et d'ouvrir des voies nouvelles. Seule une vie sans entraves, effervescente, suscitera mille formes nouvelles, des improvisations, maintiendra l'énergie créatrice, corrigeant d'elle-même tous les faux pas. Si la vie publique des États à liberté restreinte est si pauvre, si misérable, si schématique, si peu féconde, c'est qu'en excluant la démocratie, elle tarit les sources vivantes de toute richesse et de tout progrès intellectuel (Luxemburg, 1982).

Stupéfiant le fait qu'aujourd'hui la leçon de Rosa, en dépit de ses sanglantes confirmations sur le globe entier, puisse être totalement ignorée par nombre de ses successeurs mêmes ! Pourtant l'embrasement de Mai 68 était orienté, dans son tumulte idéologique, dans deux grandes directions : contre le capitalisme, contre la bureaucratie, pour renouer avec la pensée d'un socialisme par en bas. Ainsi chez Henri Lefebvre, dont les idées ont nourri ce mouvement, dans son *De l'État* :

> La bureaucratie a ses intérêts, elle opère pour se manifester, pour accroître son influence sociale et son poids politique, au nom de l'intérêt général… dont elle s'empare. Elle mène sa lutte à elle, dans la société civile et l'État politique, se battant sur les deux fronts. […] La bureaucratie n'a qu'une rationalité bornée qui se détruit elle-même, loin d'incarner le savoir absolu et son identité avec le politique. Le savoir bureaucratique se contredit en renvoyant au secret des bureaux, au mystère des décisions, alors que la société civile a besoin de savoir pour que se forme une opinion publique. Elle développe l'autoritarisme, l'arrivisme et la corruption en son sein (Lefebvre, 1976).

La délégation de pouvoir

L'état du monde exige une analyse philosophico-historique de la délégation de pouvoir sur laquelle repose toute démocratie puisque la démocratie directe athénienne (très imparfaite) est irréalisable dans des État comportant des dizaines, voire des centaines de millions d'habitants.

Il faudrait consacrer des pages au dévoiement de la démocratie dans les institutions occidentales héritées du 19e siècle, par ailleurs les meilleures dont la planète dispose jusqu'ici, faute de mieux. Les moyens

de la publicité moderne ont décuplé la manipulation étatique décrite jadis par Stendhal dans *Lucien Leuwen*. Une cinquantaine d'élus municipaux ignorent pour la plupart ce que les quelques adjoints et hauts bureaucrates concoctent dans le secret et l'enfermement conformiste. L'essentiel est de défendre la forteresse et de maîtriser les techniques de réélection tous les six ans. Rémy Lefebvre, sociologue (*Le Monde,* 27 septembre 2009) peut écrire :

> Avec la décentralisation, on a assisté à la montée en puissance d'une haute fonction publique territoriale et de collaborateurs d'élus, membres des cabinets ou salariés des collectivités locales qui se retrouvent militants semi-professionnels. Ce système endogamique fonctionne en vase clos, dans un milieu social fermé, entre personnes liées par des intérêts professionnels et politique qui se confondent. Loin en tout cas des groupes sociaux que le Parti socialiste est censé représenter ou défendre.

Rien ne peut remplacer l'analyse fine des mécanismes de délégation de pouvoir, de leur lente et nécessaire évolution vers une transparence jamais atteinte, sans cesse améliorée par une effervescence de proximité. En premier lieu la distance délégataire avec l'élu de base, pour n'être pas excessive, ne devrait émaner que de deux cents citoyens environ, afin que l'un et les autres restent mutuellement connus et intimement contrôlables, comme dans un village. Ces grands électeurs désigneraient à leur tour leurs représentants au sein d'une pyramide irriguée en information dans les deux sens, suivant le même ratio des délégués, jusqu'au gouvernement (voire un jour radieux l'Europe et l'ONU). Les élections générales de députés (candidats choisis parmi les délégués de base) par circonscription, pourraient corriger les éventuels défauts restrictifs d'un système qui sera forcément évolutif. Des institutions nouvelles : formation accélérée des élus (méthode Testard), mise



au point de tests psychologiques décelant les éventuels manipulateurs égotiques (à l'image des tests d'embauche patronaux mais en inversant les critères mesurés, empathie plutôt que discipline militaire, désintéressement plutôt que bonus, etc.), outre l'institution de l'ostracisme des Anciens Grecs, définitif en cas de faute grave. L'autogestion pourrait aujourd'hui s'appuyer sur cet encadrement potentiel de salariés cultivés, capable de remplir les tâches d'une direction démocratique. Certains cadres supérieurs sont issus des couches modestes et tous n'ont pas abandonné leurs convictions familiales de gauche. La multiplication de l'engagement dans les ONG, les associations, montre la déperdition en bras de la démocratie active, encouragée par la pression hostile des médias, la course boulimique à la consommation éberluée et l'effet dissuasif des corruptions et manipulations habituelles de la classe politique bureaucratisée. Une rotation plus fréquente des élus devrait limiter les déviances.

Une critique libertaire précieuse mais irréaliste

L'échec des tentatives autogestionnaires tient également à certaines illusions anarchistes, proudhoniennes, sur une révolution par contagion, épidémique, seulement d'en bas. Cette dérive émane d'une hostilité irrédentiste à tout État parce qu'oppresseur par définition qui, par son excès même, en vient à négliger la réalité formidable de l'intrication du pouvoir d'État avec celui de la bourgeoisie. Elle aboutit à abandonner en fait à ses adversaires le terrain de la lutte politique. La transformation de l'idée autogestionnaire en une force opérationnelle implique l'étape incontournable de l'hégémonie politique du salariat (objectivement proche avec 90 % des actifs) et de la prise de pouvoir étatique par les tenants d'un socialisme radical ou par une alliance dont ils soient le levain (1936, 1945…).

L'hypostase de l'État en un ennemi global et unique conduit paradoxalement à ignorer son existence au profit d'une autogestion graduelle, sectorielle, au rêve d'une contre-société chimérique, ce qui a pour conséquence de déserter le terrain de la politique réelle, ce d'autant plus qu'elle est aujourd'hui peu ragoûtante. Se superposant, le thème confus d'un morcellement de la propriété de l'entreprise autogérée (absolument non viable), décrédibilise l'espoir de fonder une autogestion fonctionnelle, rentable. Ces sophismes, en vogue en 1968, laissaient un boulevard au réformisme et à la droite. Même chez Henri Lefebvre : la subversion est l'accumulation de petits changements dans l'ordre des pratiques, des idées et des valeurs qui parviennent à renverser l'ordre

établi… au niveau quotidien, imperceptibles mais cumulatifs… ils s'ajoutent et se superposent[1].

Donc ils finissent par engendrer des modifications irréversibles et décisives. C'est rejeter naïvement la lutte politique ingrate et cette difficulté majeure : la conquête du pouvoir d'État en vue de son démantèlement. Ce qui ne signifie naturellement pas l'interdiction d'expériences partielles de ce type qui peuvent être riches d'enseignements. Des formes intermédiaires constitueront des étapes nécessaires : l'autogestion pure tout de suite est un rêve, par contre il est possible de réveiller et d'étendre des dispositifs actuels comme les comités d'entreprise, en sommeil, vers des cogestions conflictuelles préparant la phase ultérieure, avec l'appui indispensable d'un État politique maîtrisé.

La tentative réformiste (lassallienne) dure depuis le 19e siècle : elle se fonde sur l'équilibre relatif des forces entre la bourgeoisie dominante en proie à des contradictions aggravées et les forces du salariat, encore insuffisantes, minées par le travail de sape du capital, divisées entre les mille solutions qui s'affrontent face à l'incertitude déterministe de l'avenir socialiste. À ce palier métastable, sous la bannière frauduleuse de l'intérêt général, les exactions bourgeoises sont censées être compensées par les mesures sociales et la péréquation des revenus, mais c'est alors la fonction bureaucratique qui prolifère, aggravant globalement l'exploitation par l'accentuation de la pression fiscale sur les salariés du privé.

Édouard Orban (2004), pour analyser les rapports entre le marché capitaliste et les « services publics », s'en tient à l'échelle individuelle et utilise de façon récurrente les termes d'ambivalence, d'ambiguïté et d'hybridation. Sa solution est le juste milieu entre ces deux modes de travail coexistants et interdépendants. S'accrochant à un intérêt général édénique, épuré de tout conflit de classe, il élimine d'emblée le recours à la solution viable d'un dépassement de la contradiction entre marché et bureaucratie qui puisse éliminer les défauts des deux systèmes, assoupissement et sauvagerie destructrice, plutôt que les cumuler : le recours à la décision de la base productive sur l'ensemble de la gestion et au dépérissement corrélatif des bureaucraties étatiques. Le statut du fonctionnaire de 1946 est issu d'une situation d'équilibre entre un gaullisme respectueux du capitalisme mais soucieux d'adaptation sociale et un communisme, à la fois inventeur du programme du Conseil national de la Résistance, mais imbibé du modèle stalinien, peu confiant dans un succès révolutionnaire, et qui se confine dans la défensive en constituant pour voir venir des forteresses ouvrières (EDF, Renault, SNCF, etc.),

1. [▶ Problèmes théoriques de l'autogestion].

en refusant d'envisager des solutions mieux adaptées, l'autogestion, à l'image des réquisitions de Marseille[1] puis de Lip[2] qui ont correctement fonctionné, avant leur éradication par l'État bourgeois. Seule la loi sur les comités d'entreprise de 1947 ouvrait cette perspective, vite démonétisée par la bourgeoisie qui en dissipera tout levain transformateur.

Conserver un marché mais autogestionnaire, y compris pour les services de l'État

L'autogestion pour être crédible doit être rigoureusement gestionnaire, rentable, efficiente. Tout comme les «services publics» de demain dont le fonctionnement nécessiterait une subvention étatique. L'excellence de la gouvernance autogestionnaire est la question décisive. Elle doit conserver tout organisme, tout mécanisme, tout dispositif capitaliste qui, après analyse, pourrait donner satisfaction dans le cadre nouveau de l'autogestion, une fois corrigées, canalisées ses tendances néfastes, liées à la course aveugle au profit privé, non plus à coup de réglementation et de bureaucratisation qui aggravent le mal mais par l'intervention directe des délégués de base au niveau décisionnel. La péréquation sociale devrait s'effectuer, chaque fois que c'est possible, directement à la source de la valeur, dans l'entreprise. Celle-ci doit maîtriser sa propre gouvernance, autonome, imbibée d'éthique mais tout autant d'efficacité productive, de rentabilité, de productivité, d'autodiscipline industrielle. Les exemples disponibles d'autogestion montrent que cet objectif n'est pas hors de portée.

La rationalité sensible doit s'emparer des masses. Parmi les compétences actuelles des directions d'entreprise, la conviction du personnel prendra une importance accrue, à l'opposé de la propagande visant à faire avaler les couleuvres de l'exploitation ! La dimension de complexité des rouages inventés au cours de deux siècles pour régler les problèmes posés par la croissance industrielle et l'insertion dans les échanges est incontournable. La rigueur productive résultant de la science technologisée s'appuie sur la coopération mais aussi sur la contrainte de l'appât du gain et de la discipline militaire de l'usine, du bureau, issue elle-même de la propriété privée, de droit divin, des moyens de production[3].

La question cruciale de l'autogestion est de trouver le vecteur de force, la source énergétique suffisamment puissants pour animer l'économie et qui soient capables de relayer l'énergie potentielle du divin droit de propriété du patron. L'évidence est donc de conserver l'aiguillon de

1. [▶ Réquisitions marseillaises, entre autogestion et cogestion].
2. [▶ Lip, « on fabrique, on vend, on se paie »].
3. [▶ Autogestion et pouvoir(s)].

la concurrence au sein du marché, en jugulant seulement la pression excessive de l'accumulation aveugle de profit privé et la manipulation publicitaire. Des banques concurrentielles – gérées démocratiquement par leurs usagers et leurs personnels – seront longtemps indispensables quand la Bourse n'a d'autre fonction que la course aveugle au profit spéculatif: pour elle, la conclusion s'impose, il faut la fermer. Un réseau de banques autogérées peut tout aussi bien gérer la compétition et aider au choix des investissements féconds.

L'avenir de la gauche: l'autogestion ou rien

La France a montré dans le passé qu'elle fut souvent disposée à faire avancer le mouvement progressiste mondial. Il lui manque à l'évidence un projet de gauche qui engage la nation dans un processus crédible de libération de ses tares capitalistes: Un nouveau logiciel socialiste forcément autogestionnaire. La droite extrême – et extrêmement intelligente – veut liquider l'empâtement du corps bureaucratique de l'État qui, particulièrement en France, dispute aux profits privés une part importante de la richesse nationale (environ sept points de PIB de plus que la moyenne des nations développées). Les exemples des pays nordiques montrent que cette tâche n'est pas insurmontable et qu'à terme, portée par des objectifs éthiques, une autre organisation des services publics est viable qui laisse la place à l'initiative et à l'aiguillon du marché.

Les services publics vendent des produits, tout comme dans le secteur privé, ce sont le plus souvent des services mais ils ont eux aussi une valeur calculable – si un marché existe pour les y faire tendre – et qui émane du temps de travail socialement nécessaire à leur «production». En Suède, des organismes d'État sont remplacés par des organes mixtes, passant contrat avec lui dans la concurrence. Les personnels sont représentés dans leur direction. Imaginons que l'économie privée tout entière se rallie un jour à l'autogestion: la disparité entre les deux secteurs économiques, fonctionnaires d'État et salariés autogérés ne saurait perdurer longtemps: l'unification du salariat s'imposerait, dans l'intérêt même des fonctionnaires qui pourraient enfin fonctionner comme des êtres humains à part entière disposant comme les autres autogérants de leur initiative et de leur liberté dans l'entreprise. Ajoutons que l'avantage exclusif de la fonction publique: la protection contre le chômage deviendrait sans objet puisque l'ensemble des salariés autogérés bénéficieraient de la même assurance. Nos syndicats de fonctionnaires sont absolument fondés à agir pied à pied contre l'offensive réactionnaire de la droite avide. Les partis de gauche ont raison de se solidariser avec ces

luttes acharnées pour la défense d'avantages sociaux acquis de haute lutte. Les fonctionnaires, en tant qu'individus salariés, n'ont aucune part dans les lourdeurs hiérarchiques, les traditions d'apathie, l'éloignement du réel, l'inertie du mammouth, l'usine à gaz improductive ni dans la protection des puissants. Ils ont été embauchés dans un cadre préparé, vieux de plusieurs siècles, celui d'une armée au service de la classe dominante.

Elle a depuis bien évolué, dans une osmose croissante avec le salariat privé. Les fonctionnaires aimeraient qu'on leur donne de l'initiative, qu'on libère leur créativité des normes imbéciles, qu'on fasse disparaître le psittacisme stérile des directions et l'irresponsabilité des commandeurs suprêmes et intéressés, les mandarins élus à tous les niveaux de l'État.

L'ENA formate désormais indifféremment la haute fonction publique et les éléphants du Parti socialiste (PS), qui agissent parfois en délégués de la classe exploiteuse. En un mot, dans la nouvelle société, les fonctionnaires devraient devenir des salariés comme les autres, gagnant leur autonomie de citoyens autogestionnaires, capables de prendre leur part, rien que leur part mais toute leur part, des décisions qui les concernent. L'ironie de l'histoire veut qu'une longue bataille ait été menée depuis 1945 par la fraction la plus révolutionnaire du mouvement ouvrier pour arracher les syndicats enseignants à la tutelle réformiste. Elle y est parvenue après trente ans d'efforts mais avec ce retournement incroyable qu'entre-temps, les bases révolutionnaires de cette entreprise historique avaient disparu. Trop longtemps stalinien, le Parti communiste français (PCF) s'effondrait avec le mur de Berlin. Les nouvelles directions syndicales ont été digérées par l'idéologie réformiste qu'elles combattaient.

D'où ce paradoxe : les enseignants ont comme salariés une place imprenable dans les processus de production. Pour parler marxiste, ils sont les seuls «prolétaires» à vendre leur force de travail pour produire des producteurs de plus value, à qui ils confèrent toute la valeur de leur force de travail, qu'elle soit purement intellectuelle ou partiellement manuelle. Leur rôle, dans un temps où la connaissance devient la principale richesse productive, est multiplicateur, exponentiel, stratégique. Il succède à celui de l'ajusteur hautement spécialisé de l'ancienne classe ouvrière. C'est sans doute ce qui explique la vigueur de leurs luttes, l'engagement de nombre des leurs dans la meilleure politique, gauche de la gauche, altermondialisme, combat syndical, ONG, etc. Il leur manque, comme eut dit Lukács, une conscience de classe, la compréhension achevée d'un rôle historique possible : celui de porter avec d'autres la culture et l'énergie nécessaires à l'immense enjeu de

la construction autogestionnaire, notamment dans leur pratique professionnelle même où ils devraient – les meilleurs le font déjà individuellement – s'opposer au vieux carcan de Jules Ferry, apte à la formation de petits prolétaires infatigables, strictement ajustés à leur tâche répétitive, pour au contraire ouvrir les consciences des futurs salariés à leur autonomie possible, aux contenus nouveaux du progrès, au développement durable, à la consommation économe et cultivée, aux techniques et à l'éthique autogestionnaires[1] ! Ainsi, quatre-vingt-dix ans après, il n'y a encore que 5 000 élèves qui suivent les principes pédagogiques du grand Freinet[2]. L'administration les freine quand leurs résultats sont absolument probants. Dangereux : l'axe pédagogique est la gestion démocratique de l'école par les enfants eux-mêmes, déplorable apprentissage ! Il faut donc, transformer les services publics pour les défendre, défendre les services publics pour les transformer ! Visages probables de l'autogestion.

Nul ne peut planifier les formes précises que prendra l'autogestion. Elles sont de l'ordre de l'incertitude déterministe au sein de la construction historique. Seules des probabilités tirées de l'expérience des deux derniers siècles peuvent esquisser de grands axes, issus du mouvement historique vers la liberté. L'énergie créatrice du peuple en mouvement définira, en détruisant l'ancien mode d'exploitation et son État inséparable, la réalité institutionnelle précise des nouveaux rapports. Il ne devrait y avoir à long terme que deux modes autogestionnaires.

En premier lieu pour ce qui peut être régulé directement par le marché, la forme de la Scop. Celle-ci regroupe déjà, dans les conditions défavorables du capitalisme, 2 000 entreprises qui ont accru leur valeur ajoutée de 88 % en dix ans ! Leurs salariés y possèdent 51 % du capital et partagent la plus value en 45 % pour les salaires et 15 % pour le capital commun des associés[3]. Ceux qui abandonnent la Scop sont indemnisés et l'ensemble des coopérateurs supporte à long terme, avec des prêts relais, ou sur les réserves de l'entreprise, le complément en capital.

En second lieu, les entreprises d'intérêt général ou de position stratégique dont l'utilité vitale n'est encore reconnue que par quelques-uns, celles, donc, qui ne peuvent vivre que de subventions publiques. Elles devraient avoir un conseil d'administration majoritairement composé de représentants des usagers, les salariés ayant une participation réduite d'autant. Plus le niveau culturel général progressera, mieux

1. [▶ Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école].
2. [▶ Pédagogie Freinet et autogestion].
3. [▶ Deux siècles de coopération].

la reconnaissance de ces nouveaux besoins de survie collective sera largement intériorisée, plus la délégation de pouvoir et l'État perdront en importance et opacité. Le corps des experts-comptables, autogéré et soumis à la surveillance de la banque centrale, veillerait partout à la clarté des comptes, à la bonne information des délégués élus et distribuerait des mises en garde en cas de dérapage. La fonction publique évoluerait vers des autogestions de ce type, concurrentielles et gérées par les usagers et les personnels dont le statut serait banalisé. La question du rachat ou non à terme de la part des actionnaires privés tiendra au rapport de force. Une lourde fiscalité sur les successions des moyens de production pourrait la régler à long terme, des formules transitoires permettant d'éviter les oppositions trop violentes. Bien entendu, dans la transition historique, il pourra y avoir nombre de formes intermédiaires, de la cogestion aux participations communale, régionale, étatique, à l'économie mixte, etc.

Des dispositifs de correction des dérives possibles devront agir efficacement : Cour des comptes, Conseil d'État débureaucratisés… Les doublons entre strates régionales, départementales, locales, devront être éliminés sans phrase. Des pistes comme l'élection des juges et des commissaires de police (comme aux États-Unis les shérifs) sans naturellement tomber dans l'autodéfense, l'extension du rôle des conseils de parents d'élèves dans l'enseignement, assorti d'une formation des parents par la télévision à des normes d'éducation vivante et solidaire, à l'utilisation massive des moyens audiovisuels, l'extension des pouvoirs des locataires dans les offices HLM, assortie d'une formation adéquate, sont à prospecter. Cette autogestion, conservant ceux des aspects techniques du mécanisme capitaliste qui se révéleront positifs mais amputée de la propriété privée de l'outil, de l'exploitation et de la spéculation, sera appuyée sur, encadrée par, la politique d'un État politique dégraissé, responsable devant l'assemblée nationale unique désignée à la proportionnelle. L'entreprise autogérée, à l'image de son aïeule privée, aura une pleine autonomie et jouera à fond le jeu du marché concurrentiel, la publicité en moins, remplacée par les avis pertinents des ONG spécialisées. Les salariés-électeurs assureront le maintien d'une éthique collective soutenue par l'État politique de transition et les grands moyens d'information, eux-mêmes autogérés.

L'édifice municipal, est la base de tout l'édifice démocratique actuel. Vieux de deux siècles, il doit être repensé de fond en comble pour que les citoyens puissent exercer directement leur pouvoir décisionnel en réduisant l'inévitable délégation de pouvoir à une dimension asymptotique. Le budget municipal ne peut plus être décidé par deux ou trois

personnes chaque année mais il doit devenir participatif comme à Porto Alegre[1]. Des comités de quartiers institutionnalisés, élus et contrôlés chaque année par tous les citoyens, détiendraient la réalité de chacun des pouvoirs municipaux. Ils recréeraient une utile échelle intermédiaire de socialité entre la famille affaiblie et l'échelon municipal trop distant. Sur la base de quartiers comprenant chacun 2 000 à 3 000 électeurs (qui recouperaient les actuels bureaux de vote urbains), ils respecteraient un même quotient électoral sur tout le territoire national (par exemple un élu pour deux cents électeurs). Ils constitueraient l'armée de conventionnels dont disposait la révolution de 1793 ou la Garde nationale de la Commune de 1870, une pyramide de plusieurs centaines de milliers de grands électeurs, disposant des moyens d'une formation civique permanente. Ils interviendraient non seulement dans la gestion de leur quartier et la désignation chaque année d'un maire tournant mais les meilleurs d'entre eux remplaceraient progressivement les administrations dans le contrôle actif et l'impulsion de services publics contractuels, concurrentiels, autogérés conjointement par les salariés et les usagers, selon des procédures institutionnelles à définir et des normes révisables en permanence pour s'adapter aux évolutions.

Cette nouvelle organisation impliquerait à terme dans les quartiers la refonte progressive de l'urbanisme traditionnel. Pour un temps au moins, la pyramide vivante des grands électeurs, irriguée de bas en haut et de haut en bas par une information rationnelle (utilisant une université rénovée et un Internet), serait recoupée au nom de la division des pouvoirs, qui sera longtemps utile, par l'élection directe de députés à la proportionnelle qui constitueraient la souveraineté nationale suprême. Les ONG fourniraient nombre d'entre eux, il serait cependant décisif de préserver leur existence autonome, gage d'une critique des déviations toujours possibles. Le président, élu par les Chambres, veillerait au respect de la Constitution et à son évolution, au fur et à mesure des progrès du socialisme autogestionnaire Le Sénat serait transformé en chambre économique, représentant les actifs, second derrière l'assemblée nationale, avec un système de navette, sur les questions qui le concernent (par exemple une échelle des revenus de un à cinq, la RTT continûment croissante, les choix énergétiques, les échanges économiques). Les appareils administratifs permanents dépériront donc au profit de ces entités spécialisées, autogérées, concurrentes. Les situations ubuesques où pour faire subventionner une idée créative intéressante par une collectivité, il faille obligatoirement préfinancer une étude

1. [▶ Budget participatif].

d'impact, traitée par des cabinets spécialisés coûteux, nécessitant à leur tour une subvention, paralysent toute initiative intéressante[1]. Etc.

Autogestion : pour une meilleure gouvernance économique

L'image actuelle de l'autogestion est un épouvantail : c'est celle du laxisme, de l'impossibilité d'obtenir des rendements comparables à ceux de l'entreprise privée, de son manque de souplesse en cas de nécessité d'adaptation au marché. Cette crainte doit être prise au sérieux bien que nombre d'exemples partiels dans le terrain hostile du capitalisme, aient prouvé la viabilité de cette forme de gestion. Des dispositions devront permettre que la direction dirige, sans perpétuelle remise en cause, grâce à des mandats du directeur élu suffisamment longs (cinq ans). Un fonds national de péréquation permettrait de remédier aux difficultés momentanées de l'entreprise. La garantie du salaire social par l'État devra alléger les craintes de blocage de la majorité des salariés devant des propositions trop hardies d'investissement ou des contraintes issues d'une restriction du marché. Il s'agit là non d'une promenade de santé mais d'une entreprise longue, extrêmement difficultueuse et promise à de nombreux aléas. Mais c'est la seule voie pour éviter un dépérissement fatal de l'humanité.

Il ne saurait être question d'un plan national bureaucratique, quelles que soient les garanties de transparence invoquées par Tony Andréani (2004) : la crainte de ressusciter le Gosplan soviétique est par trop évidente. Le dépérissement de la publicité, son remplacement par les avis pondérés des ONG spécialisée, libéreraient le système d'une partie de ses dérives marchandes possibles. Une politique économique définie par les assemblées nationale et régionale traiterait des grandes questions d'expansion de secteurs particuliers, des reconversions, des formations continues, des rythmes de la RTT, etc. Le contrôle actif des salariés devrait prévenir les dérives, rendre les échéances moins douloureuses et limiter le cas des licenciements collectifs ou de faillites, toujours possibles. Le débat national sur Internet, dans la presse écrite et parlée, elles-mêmes autogérées, allégées du fardeau obscurantiste de la publicité, devrait aider à ce que la gestion devienne mieux éthique, en limitant les inévitables dérives égoïstes[2].

En 1971, j'ai dirigé deux ans durant une prise de pouvoir électorale, de justesse, dans une ville moyenne par les communistes, à l'époque sur le mot d'ordre d'une gestion sociale moderne, démocratique ! Une

1. [▶ Ébauches pour un projet autogestionnaire].
2. [▶ Flaskô, dix ans d'occupation].

double orientation anima la nouvelle équipe : la parole au peuple, la lutte contre la bureaucratie. Première décision, que faire des hauts cadres fonctionnaires proches de l'ancienne équipe de droite ? Un verrou symbolique, posé entre le bureau du maire et celui, contigu, du secrétaire général, crée les conditions de l'autonomie de la décision politique qui s'élabore chaque jour par le débat libre une demi-douzaine d'élus les plus actifs dans le bureau du maire toujours ouvert puis chaque semaine au bureau municipal, entre élus. L'appui de cadres ouverts à la nouvelle donne est recherché. Malgré la création de six services nouveaux : culture, communication, développement économique, urbanisme, jeunes, personnes âgées, aucune embauche ne viendra alourdir l'effectif de 400 salariés pour 30 000 habitants, chaque départ est remplacé par des mutations internes (en 1990, ils seront 600, en 2009, 1 000 !). Les premières commissions extra-municipales sont créées. La pratique de conseils municipaux ouverts instaurée, la parole est donnée au public, la presse locale fait un large écho aux débats parfois vifs avec la droite. La tentative de création de comités de quartiers échouera cependant, faute d'encadrement disponible dans les quartiers populaires. L'enseignement de cette expérience, certes limitée, est d'avoir utilisé concrètement des éléments de l'appareil d'État conquis lors d'élections pour travailler à leur dépérissement au profit d'esquisses de solutions à caractère autogestionnaire. Il suffit donc de vouloir[1].

Seconde remarque : l'imagination d'appareillages étatiques ultra-légers, à géométrie variable, opératifs, réactifs, excluant toute usine à gaz productrice de sclérose et d'ossification. Des états-majors de campagne, des cabinets ministériels peu nombreux, composés de politiques dominant suffisamment l'essentiel de la technique pour dégager rapidement les issues aux problèmes du quotidien et, les concepts étant clairement établis, sous-traiter leur affinement et leur mise en œuvre concrète à des services autogérés, contractuels, concurrentiels, souples, interchangeables…

Réforme ou révolution ? La grande question qui sépare la gauche en deux depuis un siècle et demi, pourrait s'effacer quelque peu devant la perspective autogestionnaire. La révolution armée n'est plus de mise, sauf aberration toujours possible des possédants affolés. La meilleure réponse serait alors apportée par une majorité politique massive qui contraindrait le bras régalien au moins à la neutralité. La lutte politique visant à conquérir l'hégémonie politique sur un projet d'avenir démocratique crédible est donc une ardente obligation. Reste la question

1. [▶ De la citoyenneté au dépérissement de l'État].

importante de la cadence des changements, liée aux moyens de conviction pour gagner les salariés majoritaires à ces perspectives. Ensuite, la mobilisation, jusqu'à l'effervescence démocratique et populaire dont parlait Rosa Luxemburg et sans doute la démarche parallèle et non contradictoire des actions de masse (grève politique) et des processus électoraux où l'alliance avec des mouvements plus faibles, des secteurs retardataires, sera nécessaire. Si le but lointain est partagé, la patience et l'impatience historique peuvent cliver des camps. La majorité citoyenne aurait alors le dernier mot. Le mouvement est bien loin d'en être là encore ! La tâche la plus urgente n'est-elle pas de remettre l'autogestion au centre de la problématique transformatrice et de créer pour cela un lieu de débats sans exclusion entre toutes les fractions de la gauche, pourvu qu'elles veuillent sincèrement en finir avec le capitalisme obsolète en sa crise finale, pour échafauder le logiciel sociétal de remplacement ? Des radicaux de gauche aux anarchistes ! Une manière de forum politique et social où toutes les opinions s'affrontent et apprennent à dialoguer, à laver chacun son vieux linge sale historique, à négocier l'avenir, en dehors de l'affligeant piège de l'élection présidentielle, machine à prolonger le Capital jusqu'au trou ! On discuterait sans fin des désaccords, mais on ferait échec ensemble à la droite, en fourbissant les étapes de l'autogestion nécessaire[1]. Un candidat de toute la gauche mais seulement s'il s'engage à mettre fin au régime présidentiel pour engager une démarche autogestionnaire.

> Quand la gauche radicale parvient au pouvoir par des élections, son signe de reconnaissance est le fait qu'elle commence par changer les règles – non seulement les mécanismes électoraux et étatiques, mais la logique tout entière de l'espace politique, en s'appuyant directement sur les mouvements de mobilisation, en imposant de nouvelles formes d'auto-organisation locale, etc., pour garantir l'hégémonie de la base… (Zizek, 2009).

La foi, « c'est la contradiction de la démocratie avec le théologico-politique… Sa certitude est sans histoire. Pure comme les dogmes. Elle peut se passer de l'éthique dans la politique. Elle est fondamentalement dualiste. Elle accepte la séparation. Elle s'en renforce… L'utopie refuse, risque, construit, recommence. Son mythe aussi est unificateur. Elle avance, elle n'attend pas qu'il y ait un sol sous ses pieds. Si le sol vient, c'est après. Parfois il vient. Et les difficultés. Alors où se mettre ? » (Meschonnic, 2001).

L'écoute du sujet est autant l'écoute du social que l'écoute de

1. [▶ De Londres à Glasgow : la flamme du contrôle ouvrier].

l'histoire. Tout se passe comme si, à l'inverse des rapports de forces, les politiques et les théoriciens de la politique avaient peur à la fois du poète et de l'individu unique – le poète étant le représentant, le symbole de ce dernier – alors que le poète n'a pas peur du social, qui justement l'écrase. Car il ne peut être sujet que s'il est une écoute, il ne peut être une écoute que s'il est le sens le plus fin du social (Meschonnic, 2009).

avril 2010

Pour en savoir plus

Andréani, Tony (2004), *Le socialisme est (a)venir,* t. 2, Paris, Syllepse.
Bensaïd Daniel et Olivier Besancenot (2009), *Prenons parti,* Paris, Mille et une nuits.
Lefebvre, Henri (1976), *De l'État,* Paris, 10/18.
Lénine, Vladimir (1954a), *L'État et la révolution,* Moscou, Éditions de Moscou.
Lénine, Vladimir (1954b), *La révolution et le renégat Kautsky,* Moscou, Éditions de Moscou.
Luxemburg, Rosa (1982), *Textes,* Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (2007), *Critique de l'économie politique,* Paris, Allia.
Meschonnic, Henri (2001), *L'utopie du Juif,* Paris, Désolée de Brouwer.
Meschonnic, Henri (2009), *Critique du rythme,* Lagrasse, Verdier.
Orban, Édouard (2004), *Service public,* Paris, Syllepse.
Polanyi, Karl (1983), *La grande transformation,* Paris, Gallimard.
Zizek, Slavoj (2009), *Démocratie dans quel état ?,* Paris, La Fabrique.

Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)

Henri Maler

La perspective de l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange (auxquels il convient d'ajouter les moyens de communication)[1] est la pierre de touche qui permet de distinguer, aujourd'hui plus que jamais, le socialisme et le communisme de tous les avatars qui parfois en gardent encore les noms. Mais la perspective de cette abolition qui, dans sa forme positive, implique l'appropriation sociale de ces mêmes moyens par les producteurs-citoyens est aussi le trajet où se sont égarés tous les projets d'émancipation depuis plus de 150 ans. Jusqu'à leur inversion monstrueuse par la contre-révolution stalinienne : l'appropriation étatique des moyens de production et d'échange, au lieu d'ouvrir une voie de passage vers l'appropriation sociale,

1. Dans la suite de ce texte, je n'évoquerai, pour l'essentiel, que les moyens de production.

devient alors un des instruments majeurs d'une exploitation sans frein et d'une domination politique sans partage, dont le Goulag est à la fois le symbole et l'accomplissement.

La conception de Marx n'est pas sortie indemne de ce retournement désastreux. Rendue solidaire des effets qu'on lui impute, elle est devenue la proie de tous les contresens intéressés. Pourtant, même si l'expérience historique ne diffuse pas par elle-même une lumière suffisante, elle invite à explorer les recoins d'une œuvre indéfiniment ouverte à celles et ceux qui n'ont pas renoncé à la perspective de l'émancipation sociale. Non pour retrouver la fraîcheur des commencements ou pour se plonger dans une eau lustrale, mais pour l'interpeller à partir de problèmes qui se posent à nous. Cette contribution pourtant, parce qu'elle se tient dans les limites des textes de Marx et d'Engels, assume tous les risques d'un commentaire qui ne fait place que par allusion aux élaborations théoriques ultérieures ainsi qu'aux leçons théoriques que l'on pourrait extraire de l'histoire ou, plutôt, d'une réflexion sur l'histoire. Mais, pour inscrire la perspective de l'appropriation sociale dans une analyse contemporaine de la dynamique du capitalisme et réévaluer ce qui la rend souhaitable et réalisable, il n'est pas inutile de sonder les fondations.

Perspective et enjeux

Pour doter cette contribution d'un commencement qui permette de prendre d'emblée la mesure de la place que Marx accorde à la perspective de l'appropriation sociale, c'est au moment où il se déclare ouvertement communiste, que l'on peut se référer.

Des perfections imaginaires ?

En 1846, dans *L'idéologie allemande,* comme dans nombre de textes antérieurs, Marx trace la perspective d'une émancipation totale[1] (Marx et Engels, 1976). Dans la mesure où l'aliénation est complète (elle affecte la totalité des aspects de l'existence humaine), universelle (elle concerne la totalité des êtres humains), intégrale (elle mutile la totalité des manifestations de la vie individuelle), elle exige une émancipation complète, universelle et intégrale.

L'émancipation, tout d'abord, doit être *universelle,* puisqu'elle concerne la *totalité* des forces productives et des individus qui se les approprient. Le développement des forces productives, soutient Marx, a engendré

1. Je reprends ici, légèrement modifié, un passage de mon livre *Convoiter l'impossible : L'utopie avec Marx, malgré Marx* (1995 : 98-110).

le comble de l'aliénation et l'a rendue insupportable, au point que les «individus de l'époque actuelle sont contraints d'abolir la propriété privée» (Marx et Engels, 1976 : 445) par une appropriation des forces productives qui ne peut être qu'universelle : «Les individus sont obligés de s'approprier la *totalité* des forces productives existantes non seulement pour parvenir à manifester leur moi mais avant tout pour assurer leur existence» (Marx et Engels, 1976 : 71). Le même texte envisage cette appropriation sous toutes ses faces. Dans la mesure où cette appropriation est déterminée par son objet, c'est *une appropriation de forces productives universelles* :

> Cette appropriation est conditionnée, en premier lieu, par l'objet qu'il s'agit de s'approprier, ici donc les forces productives développées jusqu'au stade de la totalité et existant uniquement dans le cadre d'échanges universels. Déjà sous cet angle cette appropriation doit nécessairement présenter un caractère universel correspondant aux forces productives et aux échanges (Marx et Engels, 1976 : 71).

Dans la mesure où elle est déterminée par son sujet, c'est une appropriation universelle des forces productives, qui la subordonne à tous les individus : mais «les échanges universels modernes ne peuvent être subordonnés aux individus qu'en étant *subordonné à tous*». Cette appropriation, «conditionnée par la façon particulière dont elle doit s'accomplir», suppose, enfin, un *processus universel d'appropriation* qui repose nécessairement sur l'union universelle du prolétariat : elle suppose «une union obligatoirement universelle à son tour, de par le caractère du prolétariat lui-même» et une «révolution qui [...] développera le caractère *universel* du prolétariat» (Marx et Engels, 1976 : 71-72)[1].

Selon Marx, cette appropriation universelle est, en même temps et du même coup, nécessairement *intégrale,* puisqu'elle suppose et entraîne le développement *total* des individus. C'est l'objet même de l'appropriation qui l'implique :

> L'appropriation de ces forces n'est elle-même pas autre chose que le développement des facultés individuelles correspondant aux instruments matériels de production. Par là même, l'appropriation d'une totalité d'instruments de production est déjà *le développement d'une totalité de facultés des individus eux-mêmes* (Marx et Engels, 1976 : 71).

L'appropriation d'une totalité de forces productives et le développement d'une totalité de facultés individuelles se conditionnent réciproquement. Seul le développement des facultés rend possible l'appropriation qui rend possible à son tour ce développement. C'est ce

1. [▶ Citoyen-producteur (Le)].

second aspect que Marx développe, en faisant sans doute référence au passage précédemment cité, quand il écrit :

> Nous avons montré en outre que la propriété privée ne peut être abolie qu'à la condition que soit réalisé *un développement complet des individus* ; ceux-ci se trouvent en effet en présence de forces productives et de formes d'échange de caractère multiforme et seuls des individus dont le développement sera *complet* pourront se les assimiler, c'est-à-dire en faire l'activité *libre* de leur existence (Marx et Engels, 1976 : 445).

Enfin, comme toutes les sphères de l'aliénation sont interdépendantes, l'émancipation ne peut être que *complète* (puisqu'elle surmonte la *totalité* des aliénations humaines). De même que la division du travail engendre une aliénation universelle et intégrale qui requiert une appropriation universelle et intégrale, elle engendre toutes les formes de l'aliénation humaine (de la domination des hommes par les produits de leur propre activité). Dès lors la suppression de la division du travail doit engendrer une émancipation globale, qui doit mettre un terme à la subordination des hommes à la division à la division du travail (Marx et Engels, 1976 : 31-34), dépasser l'antithèse entre travail et plaisir (Marx et Engels, 1976 : 210-212), déjouer la fixité des désirs. Elle doit, en particulier, affranchir les hommes de l'existence des institutions politiques. L'existence de l'État résulte de la division du travail qui engendre « la contradiction entre intérêts particuliers et intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre en qualité d'État, une forme indépendante » (Marx et Engels, 1976 : 31). La suppression de la division du travail doit donc entraîner celle de l'État.

> De ce que nous avons dit plus haut contre Feuerbach, il ressort que les révolutions qui ont eu lieu jusqu'à présent, dans le cadre de la division du travail, ont nécessairement conduit à de nouvelles institutions politiques ; il en ressort également que *la révolution communiste qui abolit la division du travail aboutit en fin de compte à la disparition des institutions politiques* (Marx et Engels, 1976 : 381).

L'appropriation sociale apparaît bien ici comme la condition d'une émancipation totale dans toutes ses dimensions. Et avec une telle perspective, qui se présente comme historiquement fondée, le dépassement des formes partielles et dogmatiques du socialisme et du communisme, qui seront en 1847-1848 présentées comme des formes *utopiques* du socialisme et du communisme, est donné pour accompli. Mais quelle est cette nécessité qui « contraint » et « oblige » les individus à s'émanciper ou qui « ne peut que » ou « doit nécessairement » prendre les formes envisagées par Marx ? Quelle est cette nécessité qui conjugue ce qui

est indispensable si… et ce qui est inéluctable finalement ? Quelle est cette promesse et que promet-elle, si ce n'est le comble de l'utopie ? Celle-là même qui se distingue des prescriptions doctrinaires (et, pour Marx et Engels, proprement utopiques), mais se confond pourtant avec la poursuite de perfections imaginaires ? Ces questions méritent d'être posées, car, présentés ainsi, le contenu du projet (qui se défend d'en être un) ainsi que la nécessité historique (qui, semble-t-il, en garantit par avance la réalisation) menacent en permanence de miner la validité de la perspective communiste. Surtout quand le refus légitime de prescrire les formes et le trajet de l'émancipation sociale neutralise les tentatives d'esquisser ces formes et d'en inscrire la visée dans une stratégie.

Sans doute la dimension critique de cette utopie promise est-elle proprement explosive. Mais Marx, dans la suite de son œuvre ne cessera de se débattre avec le dispositif initial de ce communisme-là et de tenter d'en contenir les embardées, en s'efforçant de fonder sur une analyse du mode production capitaliste la nécessaire possibilité de l'appropriation sociale et d'en mettre à l'épreuve les effets escomptés, les modalités et les formes. Comment ? Quel contenu et quelle forme donner à la perspective de l'appropriation sociale – aux perspectives nécessaires à l'émancipation sociale[1] ?

Des perspectives nécessaires

Deux questions méritent donc une courte clarification préalable : quelle émancipation communiste ? Quelle transition au communisme ?

La question de l'émancipation. La critique de Marx vise, dans le monde capitaliste qu'il voit se renforcer sous ses yeux, une double séparation où s'inscrivent la domination et l'exploitation : la séparation entre la société civile et l'État ; la séparation entre les travailleurs et les moyens de production.

La séparation entre la société civile et l'État implique la séparation entre les individus concrètement socialisés et les citoyens abstraits. Dans cette séparation sont inscrits les mérites et les limites de l'émancipation politique. Les mérites, car cette séparation met un terme à l'unité de la domination politique et de l'oppression sociale, caractéristique de la relation féodale. Les limites, car l'émancipation politique, y compris dans ses formes les plus démocratiques, sépare l'homme de lui-même. Elle confie le citoyen abstrait à une communauté réelle, mais illusoire qui garantit des droits effectifs, mais dont le contenu est mutilé. Et elle abandonne l'individu réel à une société déchirée, dans laquelle il

1. [▶ Associations ouvrières (Les)].

ne peut réaliser ses potentialités, son «libre développement» (Marx et Engels, 1972a). L'émancipation politique n'est donc pas le dernier mot de l'émancipation humaine. La «vraie démocratie» suppose de surmonter la séparation : telle est la première conclusion de Marx.

Précisons un peu. La séparation entre la société civile et l'État s'enracine dans le déchirement de la société civile. Marx pense d'abord ce déchirement comme le règne de l'homme égoïste qui culmine dans la guerre de chacun contre tous (Marx, 1971). On sait que ce déchirement est pour lui, en vérité, dominé par l'existence de classes non seulement distinctes ou inégales, mais antagonistes. Autant dire que cette première séparation s'enracine dans la seconde : la séparation entre les travailleurs et les moyens de production.

La séparation entre les travailleurs et les moyens de production est synonyme d'appropriation privée des moyens de production : privée, c'est-à-dire non pas (ou pas seulement) individuelle, mais privative. Elle est privée parce que les autres en sont exclus (privée, c'est-à-dire exclusive), non seulement juridiquement, mais effectivement exclusive. La propriété ou l'appropriation privée, ce n'est pas seulement une propriété ou une appropriation individuelle, purement juridique ou marchande, mais une propriété ou une appropriation dont les producteurs sont exclus : parce qu'il n'exerce aucun pouvoir sur la finalité de la production, la répartition des produits, l'organisation de la production. Voilà pourquoi appropriation exclusive et exploitation sont synonymes.

Dans la double séparation entre la société civile et l'État et entre les travailleurs et les moyens de production sont inscrites la domination et l'exploitation que Marx, dans le *Manifeste* présente comme un double esclavage (Marx et Engels, 1972a). Surmonter ces séparations – les dépasser comme on le dit souvent, les abolir comme on le dit parfois – implique de les résorber autant qu'il est possible, faute de pouvoir totalement les supprimer.

Malgré nombre d'hésitations et d'ambiguïtés, Marx ne propose pas de réaliser la liberté de tous par la pure et simple absorption du politique par le social. Il pense l'existence d'un pouvoir public, débarrassé de toutes les fonctions oppressives et répressives qui résultent inévitablement de la division de la société en classes. Voilà ce que signifie très exactement le dépérissement de l'État : le dépérissement de l'État de classe et non la disparition de toutes les institutions politiques et donc de toute forme d'État[1].

1. Voir sur ce sujet, Maler (2002 : 117-129).

Malgré quelques hésitations et ambiguïtés, Marx ne propose pas de réaliser la liberté de tous par la pure et simple réunification entre le travailleur et ses propres moyens de production. Il pense l'existence d'une appropriation collective et non exclusive des moyens de production, placés directement sous le contrôle des producteurs. Voilà ce que peut signifier très exactement l'abolition de la propriété privée.

Quelles sont, pour Marx, les conditions de cette double émancipation ? La conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'exercice de sa suprématie politique – de sa dictature – durant toute la période de transition au communisme proprement dit.

La question de la transition. La transition au communisme se présente d'abord comme transition d'une société dominée par une organisation sociale échappant à la volonté des hommes à une société où les hommes en maîtrisant les conditions de la production, maîtrisent leur propre socialisation. Ce passage peut être présenté en des termes variables : d'une version faible qui évoque un contrôle conscient à une version forte qui culmine dans une maîtrise intégrale. Dans tous les cas, le ressort de ce contrôle et de cette maîtrise est constitué par la planification. À supposer qu'une telle planification ne comporte pas des traits intrinsèquement illusoires ou désastreux, son contenu est indissociable de ses formes sur lesquelles Marx est pour le moins discret. Cette planification repose sur des conditions juridiques et politiques : l'instauration d'une propriété et d'une délibération publiques.

La transition au communisme se présente ensuite comme transition d'une société fondée sur la séparation entre les producteurs et les moyens de production à une société fondée sur la résorption aussi complète que possible de cette séparation. Ce passage peut être présenté, en termes faibles, comme contrôle du travailleur collectif sur le procès de travail et l'organisation de la production ou, en termes forts, comme réappropriation individuelle des moyens de production. Dans tous les cas, le ressort de ce contrôle collectif et de cette réappropriation individuelle est constitué par une forme de coopération. À supposer que cette coopération ne comporte pas des traits intrinsèquement illusoires ou désastreux, son contenu est indissociable de ses formes. Cette coopération repose sur des conditions juridiques et politiques : l'attribution d'un pouvoir de décision et de gestion exercé par les travailleurs eux-mêmes.

Quoi qu'il en soit, même si l'on envisage qu'au terme de la transition le pouvoir public puisse n'être qu'un moment particulier de l'association des producteurs, force est d'admettre qu'il ne peut exister immédiatement de fusion entre les formes politiques d'exercice du pouvoir public et les formes sociales de l'association des producteurs. Quoi qu'il

en soit également, force est d'admettre qu'il n'existe pas de convergence spontanée entre la coordination de la production dans son ensemble et la coopération productive dans l'entreprise. La suite de ce texte n'a d'autre ambition que de parcourir les détours et d'examiner les recoins de l'argumentation de Marx et d'Engels sur ce sujet.

Figures de l'appropriation sociale

Il me semble que l'on peut soutenir qu'il existe chez Marx et Engels deux présentations différentes des formes de l'appropriation sociale, en partie successives, en partie contemporaines. Ces formes, généralement distinctes, sont parfois données comme convergentes ; mais elles ne sont pas véritablement pensées jusqu'au bout[1].

La figure étatique de l'appropriation

La première figure de l'appropriation sociale – la forme sous laquelle peut et doit s'effectuer le processus de l'appropriation sociale – est *la figure étatique de l'appropriation*. Elle apparaît dans toute sa netteté dans le *Manifeste* qui préconise, parmi les mesures immédiates prises par le prolétariat au pouvoir, la centralisation et l'appropriation étatiques : l'appropriation proprement dite se traduisant à la fois par l'intervention despotique dans le droit de propriété et les rapports de production et par la planification. Extrait :

> Le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout capital, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la masse des forces productive. Cela ne pourra se faire, naturellement, au début, que par une intervention despotique dans le droit de propriété et les rapports bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui économiquement paraissent insuffisantes, mais qui, au cours du développement, se dépassent elles-mêmes et sont inévitables, comme moyens de bouleverser le mode de production tout entier (Marx et Engels, 1972a : 85-87).

Parmi les dix mesures que mentionne le *Manifeste,* retenons celles-ci qui concernent plus directement notre propos : « 5. Centralisation du crédit entre les mains de l'État, par une banque nationale, dont le

1. Je m'inspire (très) librement de l'analyse de Jean Robelin dans *Marxisme et socialisation* (1989, Première partie : « Figures de la socialisation »).

capital appartiendra à l'État et qui jouira d'un monopole exclusif. 6. Multiplication des usines nationales et des instruments de production [...]. 7. Travail obligatoire pour tous ; organisation d'armées industrielles, et particulièrement pour l'agriculture » (Marx et Engels, 1972a : 89).

La centralisation des moyens de production, la propriété étatique de ces moyens, la planification de leur usage, l'intervention étatique dans le droit de propriété et les rapports de production suffisent alors, aux yeux de Marx et Engels, à ouvrir la transition au communisme. Et cette figure d'une socialisation par étatisation dominée par le prolétariat persistera bien au-delà, notamment dans *L'Anti-Düring,* rédigé en 1877-1878. Nous y reviendrons.

Pourtant rien n'autorise à confondre cette étatisation forcenée avec un quelconque étatisme ou à voir dans cette intervention despotique dans le droit de propriété, la marque d'un quelconque despotisme politique :

- L'appropriation étatique des moyens de production est d'emblée conçue comme une appropriation démocratique, dans la mesure où Marx et Engels affirment alors que la conquête de la démocratie se confond pour le prolétariat avec la conquête de sa propre suprématie politique : l'État démocratique (fondé sur le suffrage universel qui, même exclusivement masculin, est alors une exception en Europe) est à leurs yeux la forme d'État adéquate à l'exercice de cette suprématie.
- L'appropriation étatique des moyens de production est d'emblée conçue comme un moment transitoire de l'appropriation publique : elle est précisément destinée à ouvrir une phase de transition au terme de laquelle l'État de classe ayant dépéri, le pouvoir public cesse d'être un instrument de domination politique. C'est ainsi qu'il faut comprendre, me semble-t-il cette phrase apparemment énigmatique : « Les différences de classes une fois disparues dans le cours du développement, toute production étant concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd alors son caractère politique » (Marx et Engels, 1972a : 87). « Politique » étant ici, avec tous les risques de confusions qui en découlent, synonyme de « domination ». Et Marx de conclure : « À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (Marx et Engels, 1972a : 89).

Il n'en demeure pas moins que les conditions du passage de l'appropriation étatique, fût-elle « prolétarienne », à l'appropriation sociale par les individus associés, censément « communiste », sont à peine esquissées. Le *Manifeste,* en effet, comporte encore de nombreux points aveugles :

■ Le premier concerne la forme même de l'État démocratique appelé à étatiser les moyens de production : quelle est la forme politique adéquate à l'appropriation sociale, si cet État de transition ne doit pas reconduire la domination des gouvernés par des gouvernants et la séparation des travailleurs d'avec les moyens de production ?

■ Le deuxième concerne la formule même de l'appropriation sociale : que signifie « la concentration de la production dans les mains des individus associés », si la « concentration » ne doit pas s'opposer à l'« association » ?

■ Le troisième point aveugle concerne le mouvement même de dépassement de l'étatisation : comment s'effectue le dépassement de la propriété étatique à l'association de producteurs, dès lors que l'on ne peut se contenter de s'en remettre au secours protecteur de l'histoire et aux bienfaits certifiés de la dialectique, auxquels Marx semble, quand il évoque par exemple des « mesures [...] *qui, au cours du développement, se dépassent elles-mêmes* » (Marx et Engels, 1972a : 85-87) ?

Ces questions, ici adressées au texte de Marx, sont, bien sûr, les questions centrales qui nous sont posées par l'expérience historique : est-il possible d'éviter que le moment de la propriété étatique, loin d'ouvrir la voie à une transition au communisme, serve de base à de nouvelles formes de domination et d'exploitation ? Et si oui, comment ?

Un pas décisif sera franchi quand Marx, en liant la conquête de la domination politique du prolétariat à la destruction de la machine d'État léguée par l'État de classe, soulignera, dans *La guerre civile en France,* que la forme étatique de la socialisation est indissociable de la forme démocratique *spécifique* de cette État : une forme démocratique débarrassée de la bureaucratie et de la représentation proprement politiques. Telle est la principale leçon de la Commune de Paris (Marx, 1968a).

Mais il ne suffit pas que l'État de transition résorbe la bureaucratie et transgresse les modalités de représentation inscrites dans la séparation entre la société civile et l'État pour que cet État ne reconduise pas la séparation entre les producteurs et les moyens de production et, ce faisant, l'ensemble des rapports de production capitalistes qui s'inscrivent dans cette séparation. Sans doute est-ce la raison pour laquelle Marx, dans *La guerre civile en France* met en avant les coopératives et leur coordination. On doit alors se tourner vers la seconde forme de l'appropriation sociale : la figure coopérative de l'appropriation.

La figure coopérative de l'appropriation

Dans l'œuvre de Marx et Engels, les coopératives de production et de consommation ne font qu'assez tardivement l'objet d'un examen

critique spécifique[1]. Pour des raisons indissolublement historiques et théoriques : avant 1850, les expériences coopératives sont balbutiantes ou prises dans des expérimentations plus globales et la critique de Marx se focalise sur les théories et les expériences doctrinaires en général, qu'ils disqualifient comme des formes utopiques du socialisme et du communisme.

C'est le cas dans le *Manifeste* (1848), où Marx prend pour cible « la réalisation expérimentale » des « utopies sociales », sans référence particulière à l'organisation de la production proprement dite (Marx, 1972a : 113). C'est encore le cas dans *Les luttes de classes en France* (1848-1850), rédigé en 1850 (Marx, 1974 : 47-48 ; 107 ; 146-147), et surtout, en 1852, dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Au moment où les associations de producteurs commencent à se multiplier, Marx présente ainsi l'une des conséquences de la défaite de l'insurrection de juin 1848 :

> Pour une part, il se jette dans des expériences doctrinaires, *banques d'échange et associations ouvrières,* c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, dans le dos de la société, de façon privée, dans les limites de ses conditions d'existence, et, par conséquent, échoue nécessairement (Marx et Engels, 1968b : 113).

La plupart des critiques formulées alors seront reprises lorsque Marx abordera de front la question des coopératives proprement dites : sans changements des conditions générales, qu'il s'agisse du maintien de domination politique de la bourgeoisie ou des rapports marchands, les formes coopératives de production et de consommation sont vouées à l'échec et menacent de détourner le prolétariat de la perspective centrale de la prise du pouvoir[2].

Pourtant, le rôle des coopératives ouvrières dans le mouvement d'émancipation fait l'objet dans les textes de Marx postérieurs à 1850 d'une réévaluation. Et cela pour deux ordres de raisons. Des raisons théoriques, sur lesquelles on reviendra plus loin : les progrès de la critique de l'économie politique dans les écrits préparatoires à la rédaction du *Capital*. Et des raisons historiques : l'essor du mouvement coopératif après 1850 (ainsi que l'adhésion de certaines sociétés coopératives à l'Association internationale des travailleurs).

1. À l'exception des critiques très précises formulées dans *Misère de la philosophie* (1847) contre les fondements théoriques et les effets pratiques des conceptions de Proudhon.
2. [▶ Coopératives et transformation de la société].

Mais il faut attendre 1864 pour que Marx, dans l'« Adresse » de l'Association internationale des travailleurs (AIT), expose de façon synthétique une position précise sur le mouvement coopératif que confirme, deux ans plus tard, l'une des résolutions du 1er congrès l'AIT, consacrée au « travail coopératif[1] ». Or, ces textes politiques et publics confirment, on le verra, les écrits théoriques alors non encore publiés. Que faut-il en retenir ?

- Dans l'« Adresse », Marx présente le « bill des dix heures » (la réduction de la durée quotidienne du travail), comme une défaite de l'économie politique de la bourgeoisie devant l'économie de la classe ouvrière et enchaîne :

> Mais il y avait en réserve une victoire plus grande encore de l'économie politique du travail sur l'économie politique de capital. Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives, montées, avec bien des efforts et sans aide aucune, par quelques bras audacieux. La valeur de ces expériences sociales ne saurait être surfaite. Par des actions et non par des raisonnements, elles ont prouvé que la production sur une grande échelle, et en accord avec les exigences de la science moderne, peut marcher sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de « bras » ; que les moyens de travail pour porter fruit n'ont pas besoin d'être monopolisés pour la domination et l'exploitation du travailleur ; et que le travail salarié, comme l'esclavage, comme le servage, n'est qu'une forme transitoire destinée à disparaître devant les travailleurs associés qui, eux, apporteront à leur tâche des bras biens disposés, un esprit alerte, un cœur réjoui. En Angleterre la graine du système coopératif a été semée par Robert Owen. Les travailleurs du continent ont tenté des expériences qui donnaient une conclusion pratique à des théories qu'on n'a pas inventées en 1848, mais qu'on a alors préconisées bien haut (Marx, 1965, 1 : 466).

- Dans la résolution sur le « travail coopératif », même évaluation :

> Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de la société présente, fondée sur l'antagonisme de classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de

1. « Adresse inaugurale » de l'AIT, 28 septembre 1864 (Marx, 1965 : 453-472 ; Marx et Engels, 1972b, 1 : 97). Résolutions du 1er congrès l'AIT (réuni à Genève en septembre 1866), dans Marx (1965, 1 : 1463-1472), voir la résolution intitulée « Travail coopératif » (1965, 1 : 1469-1470). [▶ Seisan kanri !].

> l'association des producteurs libres et égaux (Marx, 1965, 1 : 1469 ; Marx et Engels, 1972b, 1 : 98).

Présenté comme une victoire de l'économie politique de la classe ouvrière contre l'économie politique de la bourgeoisie, le mouvement coopératif se voit donc reconnaître une portée essentiellement *démonstrative* (qui en relativise le rôle avant la prise du pouvoir politique) et, en même temps, *anticipatrice* (puisqu'il annonce le « système républicain de l'association des producteurs libres et égaux »).

Cette évaluation ambivalente, dans les textes qu'on vient de citer, est confortée par les réserves qui la suivent. Ainsi dans l'« Adresse » :

> Il y a une autre chose que ces expériences faites entre 1848 et 1864 ont établie sans doute possible : pour excellente qu'elle soit dans ses principes, et si utile qu'elle apparaisse dans la pratique, la coopération des travailleurs, si elle reste circonscrite dans un cercle étroit, si quelques ouvriers seulement font des efforts au petit bonheur et en leur particulier, alors cette coopération ne sera jamais capable d'arrêter les monopoles qui croissent en progression géométrique ; elle ne sera pas capable de libérer les masses, ni même d'alléger de façon perceptible le fardeau de leur misère.

Donc, la grande tâche des classes travailleuses, « c'est de conquérir le pouvoir politique » (Marx, 1965, 1 : 467 ; Marx et Engels, 1972b, 1 : 96-97). Même critique, même conclusion dans la résolution de 1866 :

> Mais le système coopératif restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salariés est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des changements généraux sont indispensables. Ces changements ne seront jamais obtenus sans emploi des forces organisées de la société. Donc, les pouvoir d'État, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les producteurs eux-mêmes (Marx, 1965, 1 : 1469 ; Marx et Engels, 1972b, 1 : 98).

La perspective de la socialisation coopérative généralisée est renvoyée à la transition ouverte par la conquête du pouvoir politique par le prolétariat : la critique de la forme coopérative comme forme directe de l'appropriation qui s'effectuerait sans changements des conditions générales (qu'il s'agisse du maintien de la domination politique de la bourgeoisie ou de celui des rapports marchands) est reconduite.

Deux conditions préalables, étroitement liées, sont donc requises : la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'étatisation de la propriété.

Première condition préalable : la forme coopérative de l'appropriation sociale est indissociable de la conquête du pouvoir politique par

le prolétariat qui seule peut créer les conditions d'une appropriation effective. Tel est le fondement de la polémique conduite par Marx et Engels dans plusieurs directions : contre Proudhon, contre Buchez (et le journal *L'Atelier*) et contre Lassalle notamment[1]. L'opposition aux revendications de Lassalle et des lassalliens est constante. Dès 1865, Marx réplique :

> L'aide aux sociétés coopératives de la part du gouvernement royal prussien – et quiconque est au courant des conditions de la Prusse en sait d'avance l'insignifiance – est égale à zéro en tant que mesure économique, cependant qu'elle *aggrave le régime de tutelle, corrompt une fraction de la classe ouvrière et émascule le mouvement ouvrier.*

De là cette leçon : « *L'honneur du parti ouvrier exige qu'il repousse de telles chimères, avant que l'expérience n'en ait démontré l'inanité. La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien…*[2] » Marx s'oppose ainsi à la revendication de « crédits d'État pour la création de d'association de producteurs » dans laquelle il voit, écrit-il en 1868, une « copie littérale du programme du socialisme *catholique* français, exposé par Buchez dans *L'Atelier* à l'époque de Louis-Philippe[3] ». Ou encore, plus radicalement : une reprise de « la formule que Buchez, chef du socialisme français *catholique,* avait lancée dès 1843 *contre le mouvement ouvrier réel en France*[4] ». Et pour donner toute la mesure de cette opposition au mouvement réel, Marx reprend, quant à lui, la critique des recettes doctrinaires qui constitue le fond constant de sa critique des formes utopiques du socialisme et de communisme depuis *Misère de la philosophie* et le *Manifeste du parti communiste.*

En 1871, Marx revient une fois encore sur les effets corrupteurs de la « solution » lassallienne[5]. Et, en 1875, dans la « Critique du programme de Gotha », il récapitule l'essentiel de sa critique :

> Il est superflu de faire ici la critique de la recette que Buchez prescrivait sous Louis-Philippe par opposition aux socialistes français et que les ouvriers réactionnaires de *L'Atelier* reprirent à leur compte.

1. Philippe Buchez (1796-1865), saint-simonien dissident, fondateur du journal en 1825, inspirateur d'une forme de socialisme chrétien ; Ferdinand Lassalle (1825-1864), président de l'« Association générale des travailleurs allemands » fondée en mai 1863, partisans d'une forme de socialisme d'État.
2. « Marx à J.-B. von Schweitzer », 13 février 1865 (Marx et Engels, 1972b, 1 : 93-94). Marx souligne « l'honneur », je souligne le reste.
3. « Marx à Engels », 19 septembre 1868 (Marx et Engels, 1972b, 1 : 87-88). C'est Marx qui souligne.
4. « Marx à J.-B. von Schweitzer », 13 octobre 1868, (Marx et Engels, 1972b, 1 : 89-93). Marx souligne « catholique » ; je souligne le reste.
5. « Marx à F. Bolte », 23 novembre 1871 (Marx et Engels, 1972b, 1 : 99-101).

> Aussi bien, le plus scandaleux n'est-il pas que l'on ait inscrit au programme cette cure miraculeuse et spécifique, mais que l'on fasse un recul général de la position d'un mouvement de classe à un mouvement de secte[1]. [...]
> Les ouvriers veulent instaurer les conditions de la production coopérative à l'échelle de la société et tout d'abord à l'échelle nationale. Ce fait ne signifie qu'une chose : les ouvriers travaillent au bouleversement des conditions de production actuelles. Cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives avec l'aide de l'État. Pour ce qui est des sociétés coopératives actuelles, elles n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations autonomes des travailleurs et ne sont protégées ni par le gouvernement ni par les bourgeois[2].

La leçon est claire : il ne suffit pas de créer des coopératives, voire de demander à l'État de les soutenir pour franchir les limites de l'ordre social existant. Livrées à elles-mêmes, les coopératives sont vouées à l'échec. Aidées par l'État, elles ne peuvent pas attendre de cet accouplement que celui-ci jette les bases d'un dépassement du capitalisme[3].

Deuxième condition préalable : le passage par l'étatisation de la propriété sous domination du prolétariat est indispensable au dépassement de la propriété et de l'appropriation privée.

Les coopératives relèvent d'une forme de propriété, non pas commune mais exclusive, dans la mesure où elles sont conçues ou pratiquées comme des entreprises qui appartiennent exclusivement aux travailleurs associés en coopérative. Marx et Engels ne cesseront de contester que la propriété coopérative puisse être la forme générale de l'appropriation sociale. En effet, la généralisation des coopératives, la transformation de l'association des producteurs en une mosaïque d'entreprises autogérées est une généralisation d'une forme exclusive de propriété ne connaissant entre elles d'autres médiations que celles de l'échange, de la concurrence, bref du marché. Ainsi :

> Transférer la terre à des travailleurs agricoles associés, ce serait livrer toute la société à une classe particulière de producteurs. La

1. Karl Marx, « Gloses critiques sur le projet de programme du parti ouvrier allemand » (1875), plus connue sous le titre de « Critique du programme de Gotha » (1965, 1 : 1409-1428 ; Marx, Engels, 1966 : 15 et suiv.).
[▶ Programme de Gotha (Critique du)].
2. *Ibid*. Ce qui n'exclut nullement la revendication de « la création de coopératives de production sur les domaines de l'État » qu'Engels préconisera en 1884-1886 (« Engels à Bebel », 30 décembre 1884 [Marx et Engels, 1972b, 1 : 101-103] et 20-23 janvier 1886 [Marx et Engels, 1972b, 1 : 103-105]).
3. [▶ Demain est déjà commencé].

> nationalisation de la terre (c'est-à-dire la propriété du sol et son affermage aux coopératives) opérera une transformation complète des rapports entre le travail et le capital, et elle éliminera enfin la production capitaliste dans l'industrie, aussi bien que dans l'agriculture. C'est alors que seulement que les différences entre les privilèges de classe disparaîtront, en même temps que la base économique sur laquelle ils reposent, et la société se transformera alors en une association de «producteurs»[1].

En revanche, sous la domination du prolétariat et sous réserve de prendre place dans un processus plus large incluant l'appropriation publique, les coopératives («un large et harmonieux système de travail coopératif») sont indispensables pour instaurer le «système républicain de l'association des producteurs libres et égaux».

C'est ce que Marx retiendra, dans *La guerre civile en France,* comme l'une des leçons majeures de la Commune (Marx, 1968a). Certes, «ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel – et ils sont nombreux – sont devenus les apôtres importuns et bruyants de production coopérative». Mais, poursuit Marx, «si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et un piège; si elle doit évincer le système capitaliste; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous sa propre direction et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, Messieurs, sinon du communisme du très "possible" communisme?» (Marx, 1968a: 46). C'est ce qu'Engels – parfois plus «oublieux», comme on le verra – soutiendra encore en 1886:

> Marx et moi, nous n'avons jamais douté que, pour passer à l'économie pleinement communiste, la gestion coopérative à une grande échelle constituait une étape intermédiaire. Or, il faudra en prévoir l'organisation de sorte que la société – donc tout d'abord l'État – conserve la propriété des moyens de production et que les intérêts particuliers des coopératives ne puissent pas se consolider vis-à-vis de la société dans son ensemble[2].

Ainsi, tout semble indiquer alors que Marx et Engels proposent de distinguer deux niveaux de socialisation, revêtant des formes

1. «La nationalisation de la terre» (1872) (Marx, 1965, 1: 1473-1479; voir aussi Marx et Engels, 1: 105, note 48).
2. «Engels à Bebel», 20-23 janvier 1886 (Marx et Engels, 1972b, 1: 103-105).
[▶ Propositions positives (Des)].

spécifiques, mais rigoureusement articulés entre eux. Ce serait ne tenir aucun compte des ambiguïtés persistantes.

Ambiguïtés et dérives

Pour le saisir, c'est vers les écrits proprement théoriques de la même période qu'il convient de se tourner. La réévaluation du mouvement coopératif se fonde partiellement sur les progrès de la critique de l'économie politique. Quelle est la place du mouvement coopératif dans le processus d'émancipation ?

Des ambiguïtés persistantes

Retour unilatéral de l'étatisation ? Marx distingue, dans *Le Capital,* deux formes de négation de l'appropriation privée : les sociétés par action et les coopératives[1]. Les sociétés par action et les usines coopératives apparaissent ainsi comme des formes de transition vers un nouveau mode de production. Mais Marx souligne que ces deux formes sont essentiellement différentes, voire contradictoires.

Les sociétés par action s'opposent au mode de production capitaliste dans les limites du mode de production capitaliste : elles s'opposent à lui, mais la transformation en sociétés par action reste « prisonnière des lisières capitalistes » :

> C'est là la suppression [*Aufhebung*] du capital en tant que propriété privée à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même. […]Ce résultat du développement suprême de la production capitaliste est le point où passe nécessairement la reconversion du capital en propriété des producteurs, non plus comme propriété privée des producteurs particuliers, mais en tant que propriété des producteurs associés, propriété directement sociale. Par ailleurs, c'est le point par où passe la transformation du procès de reproduction encore rattachée à la propriété du capital en simple fonction des producteurs associés. […] C'est la suppression [*Aufhebung*] du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production. […] Dans le système des actions existe déjà l'opposition à l'ancienne forme, dans laquelle le moyen social de production apparaît comme propriété privée ; mais la transformation en actions reste elle-même prisonnière des lisières capitalistes.

1. Marx (1967a, 2, chap. 27, « Le rôle du crédit dans la production capitaliste » : 101-107) ; Marx (1968c : 173-180).

En revanche, les usines coopératives, certes encore prisonnières du mode de production capitaliste, en préfigurent le dépassement : « À l'intérieur de la vieille forme, les usines coopératives des ouvriers elles-mêmes représentent la première *rupture* de cette forme. »

L'évolution de Marx qui, dans le *Manifeste,* préconise l'étatisation des moyens de production et néglige les solutions coopératives, et finit, dans *Le Capital,* par les présenter comme une forme positive de dépassement de l'appropriation privée laisse penser que l'étatisation des moyens de production, si elle doit être un moment transitoire, ne peut être dissociée de l'appropriation coopérative. Mais Marx ne tire pas toutes les conséquences de son diagnostic. C'est ainsi qu'il n'hésite pas à écrire ceci : « Il faut considérer les entreprises capitalistes par actions, et, *au même titre,* les usines coopératives comme des formes de transition du mode capitaliste de production au mode collectiviste » (Marx, 1967a : 106, c'est moi qui souligne). Cette mise en équivalence ouvre la voie au retour de la figure de l'appropriation sociale sous la forme exclusive de l'étatisation[1]. Comment ?

Pour le comprendre, il faut s'arrêter un instant sur le rôle reconnu aux sociétés par actions. « Résultat du développement suprême de la production capitaliste », elles constituent un point de transition nécessaire pour deux raisons convergentes mais différentes puisqu'elles forment selon Marx, « *le point par où passe nécessairement la reconversion du capital en propriété des producteurs* non plus comme propriété privée des producteurs particuliers, mais en tant que propriété des producteurs associés » ainsi que « *le point par où passe la transformation de toutes les fonctions du procès de reproduction encore attachées à la propriété du capital en simples fonctions des producteurs associés,* propriété directement sociale » (Marx, 1967a : 102-103, c'est moi qui souligne).

Conséquence : de ces deux négations de la propriété privée, Engels ne retiendra parfois que la dynamique d'étatisation, au point de négliger le rôle des coopératives. Précisément, le retour de l'étatisation coupée de la coopération apparaît quand prévaut la perspective d'une transformation des sociétés par action en propriété d'État, notamment dans *L'Anti-Dühring* qu'Engels achève de rédiger en 1878 (Engels, 1973 : 316-317, 319) – et dont *Socialisme utopique et socialisme scientifique,* en 1880, reprend les principaux passages (Engels, 1977 : 167-175).

Certes, Engels, dans son éloge de l'activité de Robert Owen ne manque pas de souligner la portée des sociétés coopératives :

> C'est ainsi qu'il [Owen] introduisit comme mesure de transition

1. [▶ Ouvrir une brèche dans la vieille société].

> menant à une organisation entièrement communiste de la société, d'une part, les sociétés coopératives (coopératives de consommation et de production) qui, depuis, ont au moins fourni la preuve pratique que le marchand ainsi que le fabricant sont des personnages dont on peut très bien se passer (Engels, 1973 : 300-301).

Mais lorsqu'il en vient à l'examen des conditions du passage au communisme, c'est la perspective de l'étatisation qui occupe tout le devant de la scène, rendue possible et nécessaire, notamment, par l'existence même des trusts : « Quoi qu'il en soit, avec trusts ou sans trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'État, en prenne la direction » (Engels, 1973 : 314). Nulle illusion cependant sur un quelconque capitalisme d'État :

> Ni la transformation en sociétés par action, ni la transformation en propriété d'État ne supprime la qualité de capital des forces productives. […]. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble[1].

Que va-t-il alors se passer ? C'est ce qu'annonce ce fragment de dialectique : « Mais arrivé à ce comble, il se renverse. » Que ce renversement puisse ne pas s'effectuer n'est pas encore enseigné par la théorie et par l'histoire. Engels glisse alors insensiblement d'une formule qui suggère un renversement inévitable à des formulations qui indiquent qu'il est possible, simplement possible : « La propriété d'État sur les forces productives n'est pas la solution du conflit mais elle renferme le moyen formel, la façon d'approcher la solution. Cette solution peut consister seulement dans le fait que la nature sociale des forces productives modernes est effectivement reconnue, que le mode de production d'appropriation et d'échange est mis en harmonie avec le caractère social des moyens de production. ». Comment ? La réponse suit : « Et cela ne peut se produire que si la société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne » (Engels, 1973 : 315-316). Comment s'opère cette « prise de possession des moyens de production par la société » (Engels, 1973 : 319) ? Rien ne le dit. Quant à l'absence de détours, elle signifie que l'État s'est éteint : au point d'être absorbé par la société ?

Quoi qu'il en soit, les coopératives, dans ce texte, ne semblent plus occuper aucune place dans le processus d'appropriation sociale. L'étatisation prépare la socialisation, comprise comme prise en charge directe et sans détour des forces productives par la société elle-même.

1. [▶ Utopie contre pragmatisme].

Dans la « Critique du programme d'Erfurt » (1891), Engels réitère et surenchérit au point de voir dans les trusts un point de passage vers la planification :

> La production capitaliste des sociétés par actions n'est déjà plus une production privée, mais une production pour le compte d'un grand nombre d'associés. Et si nous passons des sociétés par actions aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors *ce n'est pas seulement la fin de la production privée, mais encore la cessation de l'absence de plan* (Marx et Engels, 1966 : 96).

À suivre cette pente, l'étatisation menace d'absorber la socialisation ou la socialisation se réduire au couplage entre l'étatisation (certes prolétarienne…) et la planification (sans doute démocratique…). On sait quelles politiques tenteront de se doter de titres de noblesse théorique en se fondant sur cette présentation unilatérale que tant d'autres (d'Engels lui-même) contredisent.

Maintien du despotisme ? Les coopératives sont à la fois une forme de propriété et une forme d'appropriation : ces deux dimensions (que l'inflation des discours sur l'autogestion incite souvent à confondre) doivent être nettement distinguées. Les coopératives, répétons-le, relèvent d'une forme de propriété, non pas commune mais exclusive, dans la mesure où elles sont conçues ou pratiquées comme des entreprises qui appartiennent exclusivement aux travailleurs associés en coopérative. Mais les coopératives mettent en œuvre en même temps une forme d'appropriation sociale dans la mesure où elles placent la coopération des travailleurs dans le travail sous leur propre contrôle. Dans cette perspective, les coopératives de production sont avant tout une réponse au despotisme d'entreprise. Il convient donc de revenir sur les analyses de Marx sur le sujet, dans les écrits de critiques de l'économie politique qui s'étendent de 1957 à 1865[1].

Le point de départ de l'analyse de Marx est constitué par l'analyse de la coopération dans le travail, et d'abord de la coopération simple. Marx présente la coopération simple comme la forme simple de la soumission formelle du travail au capital qui – c'est décisif – demeure sous-jacente aux formes de la soumission réelle (Marx, 1967c : 20, 27 ; 1983 : 377 ; 1980b : 264, 377). Par soumission formelle, Marx entend le simple passage du travail sous les ordres du capital, sans transformation du procès de travail. Par soumission réelle, Marx entend la soumission qui

1. Marx, 1967a, 2, chap. 27, « Le rôle du crédit dans la production capitaliste » : 101-107 ; 1967b : 16-27 ; 1968c : 173-1180 ; 1980a, 2 : 75-76 ; 1980b : 264-274 ; 1983 : 362-377. Voir également, sur cette question, Artous, 1999 : 124-127.

engendre une transformation du procès de travail lui-même. Plus exactement, c'est avec la coopération que s'effectue le passage la subsomption simplement formelle à la subsomption réelle (Marx, 1980b : 272-273).

La direction de la coopération capitaliste revêt une forme spécifique : au lieu d'être une « fonction particulière du travail à côté d'autres fonctions particulières » elle est la puissance qui réalise l'unité de travailleurs « comme une unité qui leur est étrangère » (Marx, 1980b : 273). Placée « sous le commandement du même capitaliste », la coopération prend la forme d'un travail planifié (Marx, 1983 : 362, 366, 371 ; 1967c : 16[1]). D'abord « conséquence formelle » du travail aux ordres du capitaliste, ce commandement devient une exigence fonctionnelle de l'exécution du procès de travail proprement dit. Mieux : « en tant que fonction spécifique du capital, la fonction de direction acquiert des caractères spécifiques » et revêt une forme despotique (Marx, 1983 : 372 ; 1967c : 23-25). Ou, comparaison décisive : la coopération revêt la forme d'une armée qui repose sur une hiérarchie militaire[2] (Marx, 1983 : 374 ; 1967c : 24).

Ainsi, la direction du procès de travail, au lieu d'être une simple fonction particulière au sein de ce procès, devient fonction exclusive et despotique du capital (Marx, 1983 : 374 ; 1967c : 24). Plus exactement, ce sont à la fois l'association des producteurs et la direction du procès de travail qui deviennent – aliénation – des fonctions du capital (Marx, 1980a : 75-77 ; 1980b : 27)[3].

Le passage de la dépossession impliquée dans le procès de travail capitaliste à la réappropriation collective de ce procès – la restitution au travailleur collectif des conditions de sa coopération – suppose « la propriété commune des moyens de production » (Marx, 1983 : 376). Tout semble indiquer alors que cette propriété commune ne peut pas être exclusivement publique. Plus exactement la propriété commune doit reposer sur l'articulation entre l'appropriation publique et l'appropriation coopérative.

Nécessité renforcée par cette autre difficulté – qui mériterait qu'on lui consacre un développement plus ample : les rapports entre la planification et la division du travail. Une société émancipée – le communisme – serait une « une association d'hommes libres, travaillant avec des moyens de production collectifs et dépensant *consciemment* leurs

1. « Planifié » disparaît p. 18, mais apparaît p. 22.
2. L'organisation militaire du travail sera plus nettement analysée comme effet de la soumission réelle du travail au capital dans le *Chapitre inédit* et dans les *Grundrisse*, puis comme despotisme d'usine dans *Le Capital*.
3. De ces deux aspects, le premier – sur lequel insistent les *Grundrisse* – est effacé dans *Le Capital*.

nombreuses forces de travail individuelles comme une seule force de travail sociale». Or, cette conscience, précise le même passage du *Capital,* s'incarne dans la planification. Celle-ci consiste en une double répartition, réglée par le temps : répartition du travail et répartition des produits du travail ; la «répartition socialement planifiée» du travail consiste en une répartition planifiée des facteurs de la production – la force de travail et les moyens de production – et donc à une répartition planifiée des tâches productives.

Autrement dit, la «suppression de la division du travail» (Marx, 1976 : 445), «l'abolition de l'ancienne division du travail» (Marx, 1983 : 549) ou la fin de «l'asservissante subordination des individus à la division du travail» (Marx et Engels, 1966 : 32) implique l'instauration d'une division volontaire du travail qui n'est plus dès lors division du travail à proprement parler, mais répartition des tâches. Or, cette division volontaire n'est autre que la répartition planifiée. Mais, qu'il s'agisse de la répartition des facteurs de production entre les diverses branches de la production et de leur ajustement aux besoins (et par conséquent de la détermination de la diversité des produits), ou de la répartition des produits entre ceux qui sont destinés à la consommation individuelle et ceux qui sont destinés aux divers fonds sociaux, la maîtrise de la répartition suppose la maîtrise de la socialisation. Or, celle-ci dépend, pour une large part, des modalités de la planification : qui décide et selon quelles procédures, selon quels critères et avec quels moyens ? *L'objet de la planification ne peut être dissocié de ses modalités, le contenu ne peut être dissocié de la forme* : la planification autoritaire s'oppose à la planification démocratique. Mieux : une planification étatique menace de soustraire le procès social de production au «contrôle conscient» des individus associés ; elle réintroduit la scission que la planification prétend combattre, elle la porte à son comble, et les leçons de la dialectique n'y peuvent rien : ce comble ne se renverse pas. Le contrôle de la société sur elle-même renvoie nécessairement aux formes de l'appropriation sociale (et aux formes politiques qui la sanctionnent et la favorisent.). On mesure, une fois de plus, les enjeux d'une articulation entre l'appropriation publique et l'appropriation coopérative.

On a déjà évoqué la relative «instabilité» des formulations de Marx et surtout d'Engels à ce propos. Il faut encore souligner que même dans les éloges des coopératives les plus appuyés, la question du despotisme d'entreprise est à peine évoquée. La question est pourtant cruciale : la négligence, voire l'omission, de l'importance des coopératives (de l'autogestion) menace gravement l'ensemble du projet d'émancipation, notamment parce qu'en laissant au second plan (voire en faisant

disparaître) la question du despotisme d'entreprise, c'est l'ensemble des rapports de pouvoir qui soutiennent les rapports d'exploitation et de domination qui sont soustraits à la transformation sociale. Toutes les dérives sont alors possibles.

Des dérives insistantes

C'est surtout dans les textes d'Engels (sauf erreur ou omission de ma part) que l'on peut relever une présentation de plus en plus périlleuse. Marx souligne fortement le contraste entre le despotisme de l'organisation du travail et l'anarchie de la production. Que l'on puisse présenter ce contraste comme une contradiction fait problème (en quoi consiste précisément la «contradiction»?), surtout si cette contradiction, systématiquement soulignée par Engels, doit être résolue par la suppression d'un seul de ses termes: l'anarchie de la production. À suivre cette pente, on mesure où elle risque de conduire: le transfert de l'armée industrielle placée sous le commandement du capital dans l'entreprise à l'ensemble de la société.

- Un premier glissement engage sur cette pente: la présentation du despotisme comme une forme de direction indépendante de tout état social;
- Un second glissement – que l'on ne trouve pas directement chez Engels, me semble-t-il – menace de s'ensuivre aussitôt: la présentation de la planification comme transfert de l'organisation du travail dans l'entreprise à l'organisation d'ensemble de la société.

La métaphore militaire (du commandement des hommes) cesse alors d'être une simple métaphore et la métaphore administrative (de l'administration des choses) devient l'enveloppe d'une militarisation généralisée des forces de travail.

En l'absence de toute reprise sous le contrôle des producteurs de leur propre association dans la coopération et de la direction du procès de travail, la socialisation se transforme en généralisation de l'entreprise capitaliste; l'association des producteurs se résume dans la formation d'une seule entreprise d'État; la socialisation se confond avec la généralisation du despotisme d'usine.

Il n'existe aucune raison sérieuse d'imputer à Marx et Engels une telle dérive. Mais, dans la mesure où ils suggèrent que deux formes de d'appropriation opposées (sociétés par action et coopératives) indiquent la même tendance, l'on a pu conclure qu'elles préparaient au même titre l'appropriation sociale. Or, leur nature et leur destin divergent. Dans les limites mêmes du mode de production capitaliste, les coopératives tendent à réduire la disjonction entre le travail et le capital que

les sociétés par action tendent à amplifier. De là deux dépassements possibles de l'appropriation privée : par accélération des monopoles transférés à l'État ou par généralisation des coopératives confiées aux producteurs eux-mêmes. Autrement dit, la contradiction entre socialisation des forces productives et appropriation privée peut se résoudre de deux façons distinctes voire opposées. Or, non seulement ces deux modalités de reconnaissance de la socialisation des forces productives ne s'additionnent pas, mais elles s'opposent, comme les capitaux associés par étatisation et les producteurs associés par coopération. Tant que leurs rapports ne sont pas pensés et établis, ces deux négations de la propriété privée ne font pas une solution.

Après Marx et Engels, s'autorisant des textes, mais ne s'expliquant nullement par eux seuls, les régressions se sont multipliées. En effet, la logique de l'étatisation, non seulement menace de se replier vers des formes de propriété et d'appropriation proprement capitalistes (capitalisme d'État, nationalisations), mais livrée à elle-même elle menace de laisser subsister les effets de la séparation entre les travailleurs et les moyens de production dans l'entreprise. Soit très précisément le despotisme d'usine.

La première régression commence quand l'appropriation publique est effectuée par un État politique séparé qui confie à des gouvernants dominant les gouvernés les fonctions de direction et de gestion des entreprises « socialisées » : on aura reconnu là le destin de l'URSS sous Staline, quand la déformation bureaucratique, prémisse d'une contre-révolution sociale, est parachevée et devient la structure bureaucratique d'une dictature. La seconde régression – il n'est pas besoin d'argumenter longuement – commence quand, sous la domination politique de la bourgeoisie, les nationalisations (le cas échéant assortie d'une gestion démocratique) sont présentées comme une forme de socialisation : on aura reconnu les avatars de la démocratie avancée et autres bimbeloteries du PCF sous Georges Marchais.

Quant aux impasses de l'autogestion, souvent tributaires des impasses de l'étatisation, elles ont trop souvent invité à renoncer à sa perspective. Mais à quel prix ?

Tout en admettant qu'un programme ne saurait être qu'une esquisse, une esquisse des formes politiques et des formes sociales de la transition au communisme – stratégiquement nécessaires à la transition au communisme – est indispensable. Il faut rompre radicalement avec la sous-estimation marxienne de cette question (quels que soient les rectificatifs apportés par Marx et Engels dans le cours de leur cheminement) et avec les présupposés théoriques de cette sous-estimation.

S'en remettre au mariage aléatoire entre une tendance immanente à l'histoire et des circonstances historiques particulières est théoriquement douteux et peut devenir politiquement désastreux. En l'absence d'un projet fondé sur l'esquisse des formes, il devient difficile de démêler en théorie et en pratique ce que sont les formes imposées par les circonstances et les formes adéquates à l'histoire : et notamment entre les reculs tactiques et les retraites stratégiques, voire les reniements ou les retournements catastrophiques. Mais les « lacunes » ou les « erreurs » ne sont pas totalement indépendantes de l'héritage : Marx et Engels éprouvent des difficultés à penser ensemble les formes de l'appropriation publique et les formes de l'appropriation coopérative et à penser ensemble les formes de la domination politique et les formes de l'émancipation sociale.

Il convient dons d'avoir pour objectif de trouver des ébauches de réponse à cette double question : Comment penser les rapports (énigmatiques) entre une forme de domination (politique) et les formes (sociales) d'émancipation ? Quelle forme de domination politique peut être une forme d'émancipation sociale ? Quelles formes d'émancipation sociale peuvent être mises en œuvre sous la domination du prolétariat ?

Esquisses et problèmes

L'appropriation sociale des forces productives – forces de travail et des moyens de production – consiste, dans un même mouvement, dans l'abolition de l'appropriation privée des moyens de production (c'est-à-dire dans la pleine reconnaissance de leur caractère social) et dans l'abolition de l'appropriation privée des forces de travail et de leur coopération (c'est-à-dire dans la pleine reconnaissance à du caractère social du procès de production). Autrement dit, la socialisation des forces productives implique, dans un même mouvement, la socialisation des moyens de production et la socialisation des forces de travail : l'abolition de la propriété privée et l'abolition du salariat.

Vers une double appropriation sociale

La dissociation des deux figures de la socialisation est de manière tendancielle une dissociation de cette double socialisation. L'appropriation par l'étatisation tend à privilégier la socialisation des moyens de production : leur appropriation étatique ou publique. L'appropriation par la coopérative tend à privilégier l'appropriation collective et autogérée des moyens et du procès de travail.

Plus précisément, l'étatisation est une forme de socialisation des moyens de production qui a comme corrélat la militarisation des forces

de travail : ainsi, la métaphore de l'armée du travail n'est pas seulement une métaphore. La coopération sous la forme des coopératives, au contraire, met en jeu la socialisation des moyens de production (qui défait leur appropriation privée) et celle de la force de travail (qui défait le despotisme d'entreprise). Mais elle a pour corrélat le maintien d'entreprises indépendantes (et à ce titre privées) soumise à la loi du marché ou, plus exactement, à la valorisation de la valeur, du moins tant qu'il s'agit de coopératives ouvrières institutionnelles, constituées sous la tutelle de l'État, voire avec son aide, dans les limites de l'ordre capitaliste existant. Toute autre serait, même si les premières peuvent partiellement leur ouvrir la voie, une organisation coopérative de la production placée sous le contrôle d'une démocratie de citoyens-producteurs. C'est pourquoi l'appropriation sociale devrait revêtir une double forme.

Qu'en est-il exactement selon Marx et Engels ? La résorption de la séparation entre les travailleurs et les moyens de production passe par l'abolition de l'appropriation privée et exclusive. Mais l'appropriation collective et commune revêt nécessairement deux formes distinctes, du moins initialement : l'appropriation publique par l'État et l'appropriation collective par les travailleurs. Telle est du moins la leçon la plus sûre que l'on peut retenir, malgré tout, des arguments successifs et parfois dissociés de Marx et Engels.

C'est notamment le cas de *La guerre civile en France* où Marx s'efforce de penser ensemble les formes de la domination politique et les formes de l'émancipation sociale et, particulièrement les formes de la socialisation. Mais force est de constater que le résultat est inachevé. La transition au communisme coïncide donc avec le processus d'abolition du capitalisme et d'appropriation commune des moyens de production. En quoi consiste cette appropriation commune ? Marx propose deux formulations successives.

Selon la première (premier essai de rédaction), Marx invite le prolétariat à réaliser « la libération des formes sociales de production telles qu'elles existent dans l'organisation actuelle du travail (engendrées par l'industrie moderne) » et à « réaliser la coordination harmonieuse de ces formes sur le plan national et international » (Marx, 1968a : 216 ; Marx, 1967a). Mais quelles sont ces formes sociales qu'il s'agit de libérer et de coordonner ? Marx n'en dit rien, mais on peut légitimement penser qu'il s'agit des formes de production qui ont pour base la coopération et qui se déploient avec le machinisme et la grande industrie. S'agit-il des formes de la grande industrie privée transformée en sociétés par action ou les formes coopératives ? S'agit-il de libérer les formes capitalistes de leur détermination sociale capitalistes ou de donner à la coopération et

à l'appropriation une nouvelle forme sociale – celle des coopératives précisément ? Ces questions restent ouvertes.

Selon la seconde formulation (rédaction définitive, que nous avons déjà citée), il s'agit de parvenir à la régulation planifiée de la production nationale par l'ensemble des coopératives :

> Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et un piège ; si elle doit évincer le système capitaliste ; *si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous sa propre direction* et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, Messieurs, sinon du communisme du très « possible » communisme ? (Marx, 1968a : 46 ; 1967a, souligné par moi)[1].

Ainsi se trouve esquissée une solution cohérente. Jusqu'alors, la tendance des textes de Marx consiste, quand ces deux formes de l'appropriation sociale ne sont pas dissociées (ou la coopérative purement et simplement « oubliée »), à répartir entre elles deux fonctions différentes : la planification centralisée et la gestion coopérative. Mais les conditions et les formes de la combinaison de l'appropriation publique (ou indirecte) et de l'appropriation coopérative (et directe) ne sont pas clairement exposées.

Quel est donc le rapport entre les deux formes de l'appropriation sociale ? Les problèmes soulevés peuvent être présentés sous forme de questions distinctes.

Première série de questions : Quelle forme revêt cet « ensemble des associations coopératives », évoqué par Marx dans *La guerre civile en France* ? Quelle est la forme de coordination de cet ensemble ? Une fédération ? À ces questions, Engels (qui, comme on l'a vu, est souvent tenté par la perspective unilatérale de l'étatisation) répond très clairement en 1891. Présentant Proudhon comme « le socialiste de la petite paysannerie et de l'artisanat », qui « haïssait positivement l'association », Engels soutient que les proudhoniens (comme les blanquistes) furent amenés à faire, pendant la Commune, « le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école ». Et Engels d'écrire :

> En 1871, même à Paris, ce centre de l'artisanat d'art, la grande industrie avait tellement cessé d'être une exception que le décret de loin le plus important de la Commune instituait *une organisation de la grande industrie et même de la manufacture qui devait, non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais aussi*

1. Le deuxième essai de rédaction ne dit rien à ce propos.

> *réunir toutes ses associations dans une grande fédération*; bref, une organisation, qui, comme le dit Marx très justement dans *La guerre civile en France,* devait aboutir finalement au communisme, c'est-à-dire à l'exact opposé de la doctrine de Proudhon[1] (Engels, 1968: 299, souligné par moi).

Deuxième série de questions: Quelle est la forme que revêt la régulation planifiée qui permettrait à «l'ensemble des associations coopératives» de «régler la production nationale selon un plan commun, et de la prendre ainsi, comme le dit Marx, sous sa propre direction»? Dépend-elle directement de l'ensemble des coopératives (leur fédération) ou de l'ensemble des Communes (leur fédération), c'est-à-dire de l'État?

À ces questions, on peut, il est vrai, tenter de répondre que, placée sous la domination politique du prolétariat, c'est l'État, puis le «pouvoir public» qui succède à l'État de classe qui prend en charge la planification, dont il confie l'exécution à l'ensemble des coopératives, et non à une fantomatique «société». C'est donc à la perspective du dépérissement de l'État que nous sommes renvoyés.

Vers une démocratie sans domination

Les formes démocratiques de transition – les formes démocratiques de la transformation sociale – sont ou doivent être des formes de *domination* (politique) et d'*émancipation* (sociale). Toutes les contradictions d'une période de transition se concentrent dans l'opposition entre ces deux termes. Comment une forme de domination peut-elle être une forme d'émancipation? Comment une forme de domination peut-elle œuvrer à son dépassement? On connaît l'embarras – le terme est faible – où nous laisse l'héritage. Tout semble tenir, entre dépérissement de l'État et dictature du prolétariat, dans ce dédoublement insurmontable: à l'horizon, une démocratie sans domination; en transition, une domination sans démocratie. Trou noir qui menace d'engloutir toute tentative d'émancipation.

Si la Commune est «la forme enfin trouvée» de l'émancipation du prolétariat, c'est que cette forme de la domination politique du prolétariat n'est pas une fin, mais un moyen. Elle doit en effet remplir deux fonctions, en principe, indissociables, dont Marx souligne fortement la nécessité et l'articulation dans le premier essai de rédaction de *La guerre civile en France* (Marx, 1968a: 215-216 notamment).

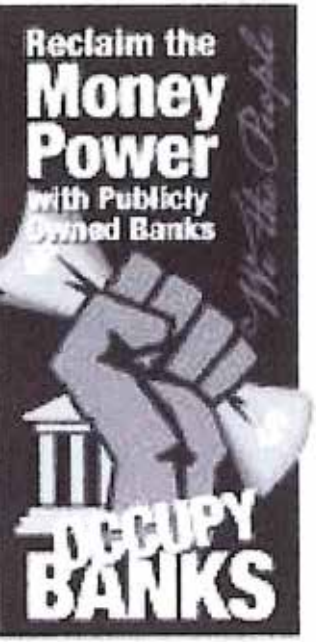
1. Sauf erreur, le décret auquel fait allusion Engels ne dit rien de la fédération des coopératives. Il est mentionné par Marx dans ses «Extraits de presse» (1968a: 129-130) et dans son «Premier essai de rédaction» (1968a: 199).

■ En tant que forme de domination politique – en tant qu'État politique ajusté à la domination du prolétariat – elle doit permettre de poursuivre la lutte des classes jusqu'à leur abolition. Et cela sur deux fronts : la lutte contre les tentatives violentes de contre-révolution et la lutte pour l'accomplissement de la révolution sociale, qui suppose une intervention proprement politique dans les rapports de propriété et les rapports de production capitalistes.

■ Mais en même temps cette forme de domination politique doit être une forme politique de l'émancipation sociale, non seulement par ce qu'elle intervient dans l'expropriation des expropriateurs, mais par ce qu'elle doit favoriser l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange et la maîtrise du processus de production et de distribution.

Ainsi, la domination du prolétariat comporte nécessairement deux faces : une face destructive et répressive et une face constructive et expansive. La lutte des classes et ses conditions décident des rythmes et des modalités particulières, des avancées et des reculs : c'est ce dont Marx est parfaitement conscient. C'est encore ce que souligne fortement le premier essai de rédaction de *La guerre civile en France* (Marx, 1968a : 216 notamment). Les circonstances historiques en contraignant à privilégier la première fonction peuvent conduire à reculer, voire à abandonner l'accomplissement de la seconde. Dans ce dernier cas, la défaite serait déjà consommée. Telle est la leçon théorique et stratégique que l'on peut tirer de l'expérience historique.

En tout cas, la Commune en fournissant «à la République la base d'institutions démocratiques» n'atteint pas ainsi «son but dernier». C'est



en poursuivant son but qu'elle assure vraiment la domination politique du prolétariat. En effet, si la Commune la « forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail », c'est à condition de poursuivre cet objectif : « Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du prolétariat ne peut coexister avec l'éternisation de son esclavage social » (Marx, 1968a : 45).

Mais l'appropriation sociale, condition du « libre développement de chacun comme condition du libre développement de tous » est incompatible avec le maintien d'une forme quelconque de *domination* politique. L'expansion de la démocratie des citoyens producteurs est la condition de leur émancipation.

2003

Source

Paru dans *Marx et l'appropriation sociale,* « Les Cahiers de critique communiste », Paris, Syllepse, 2003.

Pour en savoir plus

Artous, Antoine (1999), *Marx, l'État et la politique*, Paris, Syllepse.
Engels, Friedrich (1968), « Introduction à l'édition allemande de 1891 » de Karl Marx, *La guerre civile en France,* Paris, Éditions sociales.
Engels, Friedrich (1973) *Anti-Düring (M. E. bouleverse la science)*, Paris, Éditions sociales.
Engels, Friedrich (1977) *Socialisme utopique et socialisme scientifique,* Paris, Éditions sociales, bilingue.
Maler, Henri (1995), *Convoiter l'impossible : L'utopie avec Marx, malgré Marx,* Paris, Albin Michel.
Maler, mon Henri (2002), « Pour une démocratie sans domination : Retour critique sur le dépérissement de l'État », *Contretemps,* n° 3, février.
Marx, Karl (1965), *Œuvres, Économie 1,* Paris, La Pléiade.
Marx, Karl (1967a), *Le Capital,* Livre III, t. 2, Paris, Éditions sociales.
Karl Marx (1967b), *Le Capital*, Livre I, t. 2, Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1968a), *La guerre civile en France*, Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1968b) *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1968c), *Œuvres, Économie 2,* Paris, La Pléiade.
Marx, Karl (1971), *La question juive,* éd. bilingue, Paris, Aubier.
Marx, Karl (1974), *Les luttes de classes en France* (1848-1850), Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1980a), *Manuscrits de 1857-1858 (« Grundrisse »)*, 2 vol. Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1980b), *Manuscrits de 1861-1863 (Cahiers I à V),* Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1983) *Le Capital*, Livre 1, 4e éd. allemande (1890), trad. sous la resp. de Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl et Friedrich Engels (1966), *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt,* Paris, Éditions sociales.

Marx, Karl et Friedrich Engels (1972a), *Manifeste du Parti communiste,* éd. bilingue, Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl et Friedrich Engels, (1972b) *Le syndicalisme,* t. 1 : *Théorie, organisation activité,* textes traduits et réunis par Roger Dangeville, Paris, François Maspero.
Marx, Karl et Friedrich Engels (1976), *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales.
Robelin, Jean (1989), *Marxisme et socialisation,* Paris, Méridiens Klincksieck.

Guerre civile en France (La)

Karl Marx

Le 16 avril, la Commune ordonna un recensement des ateliers fermés par les fabricants et l'élaboration de plans pour donner la gestion de ces entreprises aux ouvriers qui y travaillaient jusque-là et devaient être réunis en associations coopératives, ainsi que pour organiser ces associations en une seule grande fédération. […]

La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montre que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail.

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc, la domination de classe. Une fois le travail émancipé, tout homme devient un travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe[1].

C'est une chose étrange. Malgré tous les discours grandiloquents, et toute l'immense littérature des soixante dernières années sur l'émancipation des travailleurs, les ouvriers n'ont pas plutôt pris, où que ce soit, leur propre cause en main, que, sur-le-champ, on entend retentir toute la phraséologie apologétique des porte-parole de la société actuelle avec ses deux pôles, capital et esclavage salarié (le propriétaire foncier n'est

1. [▶ Sanofi : bien public ou marchandise ? Qui décide ?].

plus que le commanditaire du capitaliste), comme si la société capitaliste était encore dans son plus pur état d'innocence virginale, sans qu'aient été encore développées toutes ses contradictions, sans qu'aient été encore dévoilés tous ses mensonges, sans qu'ait été encore mise à nu son infâme réalité.

La Commune, s'exclament-ils, entend abolir la propriété, base de toute civilisation. Oui, Messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l'«impossible» communisme ! Eh quoi, ceux des membres des classes dominantes qui sont assez intelligents pour comprendre l'impossibilité de perpétuer le système actuel – et ils sont nombreux – sont devenus les apôtres importuns et bruyants de la production coopérative. Mais si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et une duperie ; si elle doit évincer le système capitaliste[1] ; si l'ensemble des associations coopératives doit régler la production nationale selon un plan commun, la prenant ainsi sous son propre contrôle et mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont le destin inéluctable de la production capitaliste, que serait-ce, Messieurs, sinon du communisme, du très «possible» communisme ?

1871

Source

Karl Marx, *La guerre civile en France,* Paris, Savelli, 1976.

Implications de l'autogestion (Les)

Sam Farber

Much of the emerging critical Cuban left is advocating workers' self-management as a keystone of a truly democratic socialism. This is a welcome proposal that cannot be taken for granted in a country with a long history of labor militancy and struggle but lacking in traditions of class and group autonomy,

1. [▶ Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste].

the legacy of centralized top-down caudillismo and the rule of Communism – in its Cuban version – for over fifty years. Worker self-management has important implications that need to be fully explored. The worker self-management model adopted in Argentina and elsewhere in Latin America has been a courageous and self-confident response to prolonged strikes, employer lockouts and bankruptcies, which has led to the formation of democratically administered cooperatives.

But they are a local and defensive tactic. These coops exist and are part of a capitalist economy that they do not control. Consequently, the workers' self-directed activity remains fundamentally constrained by capitalist competition and the market.

This model is not relevant to a Cuba where worker self-management is being proposed for the whole economy, or, at least, for its dominant sectors. However, it is important to realize that what happens in each self-managed factory or work center is directly and closely interdependent with what happens in other economic units.

Poor coordination among economic units and sectors is already a major problem that the Cuban economy faces under the existing bureaucratic one-party state, which results in a great waste of resources.

In 2009, Marino Murillo Jorge, the minister of Economy and Planning, complained that new electrical equipment acquired to save precious energy had been kept in storage instead of being installed promptly and properly.

The official press has also reported on the serious impact that the lack of coordination among state enterprises – such as the various agencies responsible for the repair of water leaks – is having on the quality of work performance, which has fostered a climate where nobody takes responsibility for a project as a whole.

Conceived as the separate and uncoordinated administration of each work center, a system of worker self-management could not address the serious coordinating deficiencies of the existing system.

Moreover, inequalities would arise among workers in different plants and industrial branches due to the vast differences in the modernization, capitalization, and productivities among industries as well as different units within a given economic sector.

Such differences, for which the affected workers cannot be held responsible, would inevitable lead to large wage differentials and vastly different rates of investment that would perpetuate those inequalities.

À system of worker self-management would also have to face the task of economic innovation, particularly to lighten the burden of labor for as many people as possible.

Following this logic of innovation and economic progress, the economy may need to open new productive facilities and close obsolete ones without treating the workforce in the capitalist fashion, as objects to be dumped on the garbage heap, but rather as subjects, as human beings and workers worthy of equitable treatment, alternative equivalent employment and full compensation for the costs of their displacement.

By definition, a new productive facility has no previous body of workers to bring it into being and would logically need to be created by some kind of democratic planning body. Besides, it is undemocratic to leave the decision to close an obsolete facility, which often draws resources from the rest of society to stay in operation, only to the people who work there.

By the same token, all democratically run industries and work centers have to reconcile the decisions of those who work in each them with society-wide democratic priorities. To take an extreme example, it would be undemocratic for large media organizations to broadcast only the views of the people who happen to work in those enterprise[1]s.

The Yugoslavia model

In Yugoslavia, the system of worker self-management acquired a major economic and social weight from the 1950s until the 1970s. Being a part of a system that combined «market socialism» with political authoritarianism, self-management was limited to the operation of individual work centers; the political and economic power for the various regions and the country as a whole was monopolized by the one-party state embodied in Marshall Tito's League of Communists of Yugoslavia.

While this locally self-managed but regionally and nationally authoritarian «market socialism» did increase worker input, decision-making and productivity at the local level, it also created unemployment, sharp trade cycles, pay inequality and increased managerial usurpation of decision-making authority (Estrin, 1991 : 189).

1. [▶ Relance de la télévision publique].

Local self-management combined with the workers'lack of political and economic power outside their work place understandably fostered in them a parochial outlook.

As the Yugoslav scholar Mitja Kamusic pointed out, this model of self-management encouraged workers to be interested in investments that could ensure an immediate increase in their earnings, stable employment, and better working conditions, but not in investments over the long-term and in other parts of the enterprise, or in the types of investment that would require reduction of manpower or its re-qualification. Workers were least interested in investments – however viable – in other enterprises, particularly those situated far away (Kamusi, 1975 : 222).

Some of the attitudes that Tito's Yugoslav system fostered lead anew to the questions raised by Karl Marx in his polemic against the German socialist leader Ferdinand Lassalle in the *Critique of the Gotha Program*[1]. For Lassalle, every member of a socialist society should receive the «undiminished proceeds of labor».

But Marx insisted that deductions would have to be made from the «total social product» to replace the means of production that had been used up, and to expand production (an ecologically sound economic expansion is indispensable to improve the living standards of the great majority of the population), and to build a reserve or insurance fund to provide against accidents and natural calamities.

Deductions also would have to be made from the means of consumption to pay for the general costs of administration not belonging to production, and for those expenses that are intended for the common satisfaction of needs such as schools and health services, as well as for those unable to work[2].

The importance of coordination

All of this underscores that a democratic, self-managed economic system needs a coordinated decision making process for the economy as a whole that is fully transparent. For this decision process to be democratic, purposes and demands coming from numerous and diverse social sectors must be integrated into internally coherent programs that are bound to provoke disagreement.

That is what political parties should be about : forums to debate alternative socio-economic priorities for society as a whole. This requires

1. [▶ Programme de Gotha (Critique du)].
2. [▶ Repères yougoslaves].

the abolition of «monolithic unity» and the constitutionally mandated single party system that enforces it.

One of the most important questions to be addressed in such a democracy would concern the amount and kinds of accumulation that the society requires ; in other words, whether to reduce savings to improve present living standards, or to increase savings, in spite of current scarcities, out of concern for the standard of living of future generations.

Decisions would also need to be taken about where or in which sectors of the economy to realize the savings. Market mechanisms always favor the elimination of «unprofitable» economic units or sectors of the economy, but they may need to be kept and subsidized for otherwise sound social reasons.

This does not mean that every economic enterprise can be subsidized because the economy would in short order become severely inflationary and undercapitalized. But a rational economy policy can include a calculated and measured use of subsidies for specific and thought out purposes.

It is conceivable, although very unlikely, that the Cuban Communist Party might be compelled to allow for worker self-management of factories. But if that happens, self-management will be limited to the operation of discrete, separate units while the single ruling party retains its control over the coordination of sectors of production and the economy as a whole[1].

Cornelius Castoriadis, perhaps still reflecting the anti-Stalinist Marxist tradition in which he was trained, described this state of affairs as akin to the «specialists of the universal», that is, the ruling party, saying : « You go manage your little corner, that's fine ; as for us, we are going to take care of the general coordination of activities.»

Obviously, if that were to occur, local «management» would very quickly be emptied of all meaning, since the question of the integration of the various «social units» cannot be miraculously be resolved all by itself, and it does not constitute some sort of secondary and external aspect whose repercussions on each unit might remain strictly circumscribed and of limited importance.

It is absurd to think of socialist factories or simply self-managed ones within the context of a bureaucratic «coordination» of the economy and society (Curtis, 1997 : 7-8).

Some will argue that a democratic socialist economy would be best managed through one or another form of market socialism. This is not

1. [▶ Plan, marché, autogestion : une nouvelle dynamique ?].

the place to argue an issue about which hundreds of books and articles have been written.

In any case, that would be a matter to be decided by the Cuban people once they are free to debate on the issue in all its enormous implications. That is when others, myself included, can make the case for a democratically planned economy as the only way in which people are able to control their destiny, both political and economic.

juillet 2012

Source

Havana Times, 9 juillet 2012.

Pour en savoir plus

Curtis, David Ames (1997), «"The Only Way to Find Out if You Can Swim is to Get into the Water": An Introductory Interview (1974)» dans David Ames Curtis (éd.), *The Castoriadis Reader,* Oxford, Blackwell Publishers.

Estrin, Saul (1991), «Yugoslavia: The case of self-managing market socialism», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, n° 4, automne.

Farber, Samuel (2011), *Cuba Since the Revolution of 1959: A Critical Assessment,* New York, Haymarket Books.

Kamusi, Mitja (1975), «Economic efficiency and workers'self-management», dans Branko Horvat, Mihailo Markovic et Rudi Supek (éd.), A *Reader. Self-Governing Socialism,* vol. 2, *Sociology and Politics. Economics.*, White Plains, International Arts and Sciences Press.

Internationale communiste et les coopératives (L')

Internationale communiste

[Le congrès] charge le comité exécutif de créer une section coopérative qui devra préparer selon les besoins la convocation de consultations, conférences et congrès coopératifs internationaux, pour réaliser dans l'Internationale les buts déterminés dans les thèses. La section devra, en outre, se proposer les buts pratiques suivants:

1. Renforcer l'activité coopérative des travailleurs des campagnes et de l'industrie en constituant des coopératives d'artisans demi-prolétaires, en amenant les travailleurs à rechercher la direction et l'amélioration en commun de leur exploitation[1].

1. [▶ De la coopération].

2. Mener la lutte pour la remise aux coopératives de la répartition des vivres et des objets de consommation dans tout l'État.

3. Mener la propagande pour les principes et les méthodes de la coopération révolutionnaire et diriger l'activité de la coopération prolétarienne vers l'appui matériel de la classe ouvrière combattante[1].

4. Favoriser l'établissement de rapports commerciaux et financiers internationaux entre coopératives ouvrières et organiser leur production commune.

juin 1921

Source

Internationale communiste (1971), « 3e congrès », *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste 1919-1923,* Paris, François Maspero.

Industrie nationalisée et gestion ouvrière

Léon Trotsky

En 1938, quand le gouvernement mexicain exproprie l'industrie pétrolière accaparée par les compagnies anglo-américaines, Léon Trotsky, alors en exil dans ce pays, exprime son appréciation de cette mesure dans un article publié aux États-Unis. Ce texte sera publié en français pour la première fois en 1946 dans la revue *Quatrième Internationale.* L'introduction (non signée) cache mal la surprise du rédacteur à la lecture de l'article : « On ignorait que Trotsky s'était prononcé plus complètement sur un autre aspect de l'expropriation à savoir sur la mise sous gestion ouvrière de l'industrie pétrolière. »

Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières de pouvoir étatique. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Ceci confère au gouvernement un caractère bonapartiste *sui generis* […]. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En fait, il peut gouverner soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit

1. [▶ 5e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2015)].

en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même si loin jusqu'à lui faire des concessions, acquérant ainsi la possibilité d'une certaine liberté vis-à-vis des capitalistes étrangers. La politique actuelle [du gouvernement mexicain] en est au second stade ; ses plus grandes conquêtes sont l'expropriation des chemins de fer et des industries pétrolières.

Ces mesures se situent entièrement dans le domaine du capitalisme d'État, Toutefois, dans un pays semi-colonial, le capitalisme d'État se trouve sous la lourde pression du capital privé étranger et de ses gouvernements, et il ne peut se maintenir sans le soutien actif des travailleurs. C'est pourquoi, sans laisser échapper de ses mains le pouvoir réel, il tente de placer sur les organisations ouvrières une part considérable de la responsabilité pour la marche de la production dans les branches nationalisées de l'industrie.

Que doit être la politique du parti ouvrier dans ce cas ? Ce serait évidemment une erreur désastreuse [...] que d'affirmer que la voie vers le socialisme ne passe pas par la révolution prolétarienne, mais par la nationalisation opérée par l'État bourgeois de diverses branches de l'industrie et par leur transfert dans les mains des organisations ouvrières. Mais il n'est pas question de cela. Le gouvernement bourgeois lui-même a effectué la nationalisation et a été contraint de demander la participation des ouvriers dans la gestion de l'industrie nationalisée. On peut, bien entendu, esquiver la question en mentionnant le fait qu'à moins que le prolétariat s'empare du pouvoir, la participation des syndicats dans la gestion des entreprises de capitalisme d'État ne peut pas donner des résultats socialistes. Toutefois, une telle politique négative de la part de l'aile révolutionnaire ne serait pas comprise des masses et renforcerait les positions opportunistes. Pour les marxistes, il n'est pas question de construire le socialisme avec les mains de la bourgeoisie, mais d'utiliser les situations qui se présentent dans le capitalisme d'État et de faire avancer le mouvement révolutionnaire des ouvriers[1].

La participation à des parlements bourgeois ne peut plus donner d'importants résultats positifs ; dans certaines conditions, elle peut même mener à la démoralisation des députés ouvriers. Mais ceci n'est pas, pour les révolutionnaires, un argument en faveur de l'antiparlementarisme.

Il serait inexact d'identifier la politique de participation des ouvriers dans la gestion de l'industrie nationalisée à la participation de socialistes dans un gouvernement bourgeois [...]. La participation à la gestion d'une certaine branche de l'industrie accorde la possibilité complète d'une opposition politique. Dans le cas où les représentants ouvriers

1. [▶ Oxi avait conjuré les « dix plaies » de la Grèce].

sont en minorité dans la direction, ils ont toute possibilité de faire connaître et de publier leurs propositions qui ont été rejetées par la majorité, de les porter à la connaissance des ouvriers, etc., etc.

La participation des syndicats à la gestion de l'industrie nationalisée peut être comparée à la participation des socialistes aux municipalités, où les socialistes obtiennent quelquefois une majorité et se trouvent obligés de diriger une importante administration municipale, tandis que la bourgeoisie continue de dominer l'État et que subsistent les lois de la propriété bourgeoise. Les réformistes, dans les municipalités, s'adaptent passivement au régime bourgeois. Les révolutionnaires dans ce domaine font tout ce qu'ils peuvent dans l'intérêt des ouvriers et en même temps enseignent aux travailleurs à chaque pas qu'une politique municipale est impuissante sans la conquête du pouvoir étatique. À vrai dire, la différence réside en ce que, dans le domaine des municipalités, les ouvriers occupent certaines positions au moyen d'élections démocratiques, tandis que dans le domaine de l'industrie nationalisée, le gouvernement lui-même les invite à prendre certains postes. Mais cette différence a un caractère purement formel. Dans les deux cas, la bourgeoisie est obligée de céder aux ouvriers certaines sphères d'activité. Les travailleurs les utilisent dans leurs propres intérêts.

Ce serait légèreté d'esprit que de fermer les yeux aux dangers provenant d'une situation dans laquelle les syndicats jouent un rôle dirigeant dans l'industrie nationalisée [...].

Un danger d'une autre sorte réside dans le fait que les banques et les autres entreprises capitalistes [...] peuvent utiliser et utiliseront des méthodes spéciales de sabotage pour placer des obstacles sur la voie de la gestion ouvrière, pour la discréditer et pour la mener au désastre. Les dirigeants réformistes essayeront d'esquiver ce danger par une adaptation servile aux exigences de leurs fournisseurs capitalistes, en particulier des banques. Les dirigeants révolutionnaires, au contraire, tireront du sabotage des banques la conclusion qu'il est nécessaire d'exproprier les banques et d'établir une seule banque nationale qui serait le centre comptable de toute l'économie. Bien entendu, cette question doit être indissolublement liée à la question de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

Les diverses entreprises capitalistes, nationales et étrangères, comploteront inévitablement avec les institutions étatiques en vue de placer dès obstacles sur la voie de la gestion ouvrière de l'industrie nationalisée. D'autre part, les organisations ouvrières qui participent à la gestion des diverses branches de l'industrie nationalisée doivent s'unir pour échanger leurs expériences, elles doivent se soutenir économiquement,

elles doivent agir en unissant leurs forces sur le gouvernement, sur les conditions de crédit, etc. Évidemment, un tel bureau central de la gestion ouvrière des branches nationalisées de l'industrie doit être en contact étroit avec les syndicats[1].

En résumé, on peut dire que ce nouveau domaine de travail renferme à la fois les plus grandes possibilités et les plus grands dangers. Les dangers consistent dans le fait que, par l'intermédiaire de syndicats contrôlés, le capitalisme d'État peut tenir en échec les ouvriers, les exploiter cruellement et paralyser leur résistance. Les possibilités révolutionnaires consistent dans le fait que, se basant sur leurs positions dans des branches exceptionnellement importantes de l'industrie, les ouvriers peuvent mener l'attaque contre toutes les forces du capital et contre l'État bourgeois. Laquelle de ces possibilités l'emportera ? Et dans combien de temps ? Il est naturellement impossible de faire des prédictions. Cela dépend entièrement de la lutte des diverses tendances au sein de la classe ouvrière, de l'expérience des ouvriers eux-mêmes, de la situation mondiale.

En tout cas, pour utiliser cette nouvelle forme d'activité dans les intérêts de la classe ouvrière et non de l'aristocratie et de la bourgeoisie ouvrières, il ne faut qu'une condition : l'existence d'un parti révolutionnaire qui étudie soigneusement chaque forme d'activité ouvrière, critique toute déviation, éduque et organise les ouvriers, gagne de l'influence dans les syndicats et assure une représentation ouvrière révolutionnaire dans l'industrie nationalisée.

1938

Source

Léon Trotsky, *Œuvres,* t. 18, *juin -septembre 1938*, Saint-Martin d'Hères, Institut Léon Trotsky, 1984.

Liberté, émancipation, autogestion… le fil du temps

Pierre Cours-Salies

Nous sommes loin du moment où Henri Lefebvre écrivait que l'autogestion c'était «l'ouverture vers le possible». Consacrer du temps à ce sujet part d'une conviction, de principes à défendre afin de consolider et préciser le sens d'une nécessaire révolution

1. [▶ Nationalisation, autogestion et droit de propriété].

démocratique. Cet assemblage de mots fait question. Certes. Mais les luttes de classe conservent une dimension dont les racines dans les Lumières et 1789 demandent un prolongement et une nouvelle floraison. D'où cet essai de mise en perspective en six tableaux et une ouverture en guise de conclusion.

On ne peut parler de «démocratie» sans travailler à nouveau le sens que ce mot peut avoir. Ni sans définir à nouveau des instruments d'analyse. Deux types de démocratie sont «réellement existantes» actuellement, et toutes les deux sont à dépasser, à nos yeux! Nous devons les affronter et montrer comment les dépasser pour que soit possible une perspective d'autogestion.

L'une des deux a gagné son extension au cours du 20e siècle: la démocratie élitiste traditionnelle, accompagnée par le consensus politique et un plein-emploi relatif sur le plan économique. Elle a assumé ses contradictions, plus ou moins régulées avec la présence de conflits sociaux. Mais, voyons celle qui a pris sa place aujourd'hui. En effet, un modèle néolibéral a gagné, depuis le milieu des années 1970 et le «compromis de Washington» de 1980: pour que la démocratie soit «gouvernable», une partie de la population est exclue et pèse sur l'autre partie. La sélection et la légitimation des «élites», propres aux pseudo-démocraties du temps de Raymond Aron, d'inspiration wébérienne, ont laissé place à des formes qui ont du mal à se légitimer.

Pour les dirigeants du G8, voire du G20, la «démocratie» devient très réduite: dominée par le pouvoir des exécutifs, pariant sur les effets de manipulations médiatiques et sur l'incapacité de ses opposants à proposer une alternative, au vu de ce que fut le «siècle soviétique» (Lewin, 2004).

Il nous faut donc reprendre un effort ordonné, sans pouvoir développer, dans cette contribution, l'analyse critique de l'imbrication entre les rapports sociaux quotidiens, les institutions, les formes de propriété et les rapports sociaux de travail. Or, la lutte contre toutes les dominations (sexistes, racistes, élitistes) est présente dès avant 1789, mais écartée des préoccupations principales; il en sera de même en 1848... L'organisation autogestionnaire, selon des auteurs comme Proudhon, suppose des réponses niant l'autonomie des femmes, et ceux qui défendent l'inverse seront minorés longtemps. Comment imaginer que machisme et patriarcat puissent cohabiter avec des structures de travail et de vie quotidienne de démocratie active dans la perspective ou sur le chemin de développement de l'autogestion? Ce bilan critique reste malheureusement hors du champ de cet article, même si les racines des défaites

sont pour beaucoup dans la façon dont les institutions acceptent des formes de partage de pouvoir.

Notre effort, déjà trop vaste, se bornera à rappeler des continuités qui tracent une place actuelle et à venir pour l'«autogestion». Nous esquisserons une tentative de redéfinition, sous la forme de quelques tableaux d'expériences et de réflexions toujours actuelles, pour dégager quel est l'apport de la perspective de l'autogestion, plus centrale pour les luttes d'émancipation qu'on ne veut bien le dire. Mais à reconstituer. Avec une méthode, celle de Walter Benjamin : brosser l'histoire à rebrousse-poil.

Premier tableau : « Cette lumière de 1789 persiste totalement » (Bloch, 1976 : 74)

Le débat sur la démocratie s'est mal terminé au moment fondateur qu'a représenté la Révolution française. Thermidor, défaite assez dénaturée pour que l'image même de Robespierre et de Saint-Just en reste encore dans le côté sombre des excès : tel est d'ailleurs le destin des vaincus quand la classe dirigeante parvient à les lier étroitement à la faillite politique de la bureaucratie russe. Pour démêler ces obstacles à tout effort de projet historique, prenons donc ce tableau[1].

Pour Sieyès, auteur du célèbre «Qu'est-ce que le tiers-état ?», la politique a ses bornes, sa réalité : les gens capables d'en faire s'en chargent et se soucient de la satisfaction des besoins courants du reste de la population. Il survivra à Thermidor et sera un des fondateurs de l'Empire. Mais il vaut mieux savoir que, bon an mal an, il défendait déjà une conception de type élitiste avant que ne commence «la découverte de la politique» (Vovelle, 1992). Certes, tous sont des êtres humains «actifs» et «passifs» : ils ont des besoins semblables ; mais, de ces «malheureux voués aux travaux pénibles, producteurs de la jouissance d'autrui [...] ne possédant que des mains peu gagnantes et une âme absorbée [...], y en a-t-il un seul qui fût capable d'entrer en société ?» (Sieyès, 1981) ; «De là, poursuit-il, vient la séparation des travaux, effet et cause de l'accroissement des richesses [...] parfaitement développée dans l'ouvrage du Docteur Smith : il vaudra mieux détacher le métier de gouvernement et le laisser exercer par une classe d'hommes qui s'en occupent exclusivement.»

Condorcet, dans une option de fait opposée, cherche une synthèse entre les principes de Rousseau, opposés à la délégation des pouvoirs pour leur effet de soumission renouvelée, et la nécessité de trouver des solutions adaptées à de grandes unités politiques, tels les États-Unis[2]. Il

1. [▶ Commune et forme révolutionnaire].
2. Condorcet : « Or, les droits des hommes résultent uniquement de ce qu'ils sont des êtres

juge donc que les institutions doivent développer la capacité de participer à la vie politique. Le système électif est «aristocratique par nature» et doit être, selon lui, compensé par des droits généraux pour toute la population, hommes et femmes, tels le droit à des prises de positions locales, à des interventions permettant de s'opposer aux lois votées à l'Assemblée nationale afin qu'elles soient à nouveau soumises à débat public (projet de Constitution de 1793). Nous ne reprendrons pas ici les précisions de ces dispositifs et de leur discussion. Thomas Paine, l'*alter ego* de Condorcet sur ce terrain en a écrit une assez bonne synthèse :

> On a souvent fait remarquer que les révolutions sont créatrices de génie et de talents ; mais elles ne font en réalité que les mettre en évidence. Dans l'homme sommeille un grand volume d'intelligence qui, si rien ne vient le mettre en branle, l'accompagnera tel quel jusqu'à la tombe.

Il poursuit avec cette option qui pourrait être un refrain commun des défenseurs de l'autogestion :

> Comme il est de l'intérêt de la société que l'ensemble des facultés qui s'y trouvent soient utilisées, la structure politique doit être telle qu'elle fasse émerger, dans le cadre d'un fonctionnement normal et paisible, toute l'étendue des talents qui se manifestent d'ordinaire dans les révolutions (Paine, 1991 : 171).

Les inséparables questions de la propriété et des droits individuels feront éclater l'illusion du «contenu sans classe» (Bloch, 1976 : 170) de la révolution. Dans un ouvrage remarquable de rigueur sur le plan des enjeux de théorie inscrits dans les phases de cette histoire, Florence Gauthier montre comment se constitue la conscience politique de classe bourgeoise dans les liens entre les organisateurs de Thermidor et, par exemple, le parti colonial de Corse et de Saint-Domingue. On y voit comment Robespierre, en fait, ne se situe pas dans le cadre d'un mode de production précis, mais «refuse l'autonomie de l'économique» (Gauthier, 2013). C'est en ce sens qu'on peut lire l'énoncé, en 1789, des «droits naturels et imprescriptibles de l'homme : la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression». Bien des textes furent des compromis en lien avec les mouvements populaires des «sans-culottes». La définition du droit de propriété oppose ceux qui critiquent

sensibles, susceptibles d'acquérir des idées morales, et de raisonner sur ces idées. Ainsi, les femmes ayant ces mêmes qualités, ont nécessairement des droits égaux. Ou aucun individu de l'espèce humaine n'a de véritables droits, ou tous ont les mêmes, et celui qui vit contre le droit d'un autre, quels que soient, sa religion, sa couleur ou son sexe, a dès lors abjuré les siens» (*Essai sur la Constitution et les fonctions des assemblées provinciales,* 1788).

le libéralisme économique et défendent le «droit à l'existence» à ceux qui défendent le droit de propriété sans limite. Pour ceux-ci, il fallait dépasser les limites ressortant du «droit naturel» et reconnaître «le droit de disposer à son gré de ses biens, de ses capitaux…». Cette rédaction révolte un Gracchus Babeuf: «Déclaration des droits, non de l'Homme, mais des agioteurs, des usuriers, des accapareurs [...] des spéculateurs cupides de tous les genres.» Elle est repoussée par Robespierre qui en conclut à la nécessité d'une clarification politique plus nette:

> En définissant la liberté le premier des biens de l'homme [...] vous avez dit avec raison qu'elle avait pour bornes les droits d'autrui. Pourquoi n'avez-vous pas appliqué ce principe à la propriété qui est une institution sociale?

On sait trop comment cela finit, avec le soutien des libéraux anglais: après Thermidor, la Constitution du Directoire (1795) ne comporte plus de déclaration des droits naturels. On sait bien la formule de l'ex-jacobin Boissy d'Anglas présentant la Constitution de 1795: «Un pays gouverné par les riches est dans l'ordre social.» On sait comment Sieyès boucla le tout dans les plébiscites et la mise en place de l'Empire. On sait aussi comment Babeuf en radicalisa le sens de classe et voulut relancer la dynamique par la Conjuration des Égaux et en périt. On sait enfin comment répondit Paine, à qui, une fois libéré de prison, on demanda son avis sur cette Constitution de l'an III: celle-ci n'était pas, pour lui, républicaine: «Elle donne pour base à la société le bonheur d'une partie seulement», alors que «l'égalité des droits de tous les individus est la racine d'où tout doit partir».

Retenons que le projet de 1789 comportait la reconnaissance des droits humains et des garanties pour le plus grand nombre, jusqu'à pouvoir contrôler les lois et décrets des élus du peuple. Selon ce qu'Ernst Bloch appelait si bien le «principe espérance», le souvenir vivant du souhaitable, les foules parisiennes de la révolution de 1848 «saluent [leurs] frères de 1792», ceux de la République de la fraternité. Voyageant à Paris en 1837, le poète allemand Henri Heine avait décrit, sur les établis, dans les échoppes d'artisans, les brochures de Buonarroti dans la continuité de Babeuf et des discours de Saint-Just et de Robespierre, «une littérature qui sent la poudre».

Deuxième tableau: «Nos frères de 1792», comme disaient ceux de 1848

Comment démembrer les dimensions de pouvoir, de production et de propriété? Toute poussée autogestionnaire comporte-t-elle une réorganisation de celles-ci? Pendant la révolution de 1848, une brochure de large diffusion, L'organisation du travail, nous donne un repère, avec en

contrepoint le discours d'Alexis de Tocqueville contre le droit au travail à l'Assemblée nationale. L'auteur, Louis Blanc, est aujourd'hui peu et mal connu. Journaliste célèbre, il était l'auteur d'une Histoire des dix ans. 1830-1840 et d'un premier volume de *La Révolution française* qui le situait dans une continuité avec les jacobins. Sa brochure[1] reprenait pour l'essentiel les positions communes des animateurs du «compagnonnage» (Agulhon, 1973 ; Sewell, 1983). Son succès vient de ce qu'il transcrit avec force des idées «liées aux différentes tentatives du prolétariat de s'affranchir» (Faure et Rancière, 1976 : 284). Résumons les thèmes principaux. Chaque citoyen doit avoir droit au travail, ainsi que l'avait fort bien expliqué Flora Tristan : ceux qui ne possèdent que leurs bras doivent au moins se voir reconnaître cette propriété-là sous peine de ne pouvoir être citoyens ou citoyennes. Le travail sera organisé, selon Louis Blanc, dans les branches les plus importantes de l'économie nationale «par des ateliers sociaux», formés par les structures du compagnonnage par et pour les ouvriers non-propriétaires. Ces ateliers produiront en fonction des besoins connus, par branches et régions, et ainsi éviteront autant qu'il est possible les pics de travail et les périodes de chômage ; les ouvriers seront d'autant plus efficaces qu'ils travaillent pour eux et non pour un patron, c'est pourquoi des semaines de cinq jours de travail pendant sept heures devraient suffire !

Ces paroles et pensées datent d'avant 1848, quand même ! Il faut en redire les contours pour mesurer comment l'histoire bégaie, et aussi comment les racines des exigences contemporaines ont de longues et de solides racines. Cela supposait, dès 1848, de répondre à quelques questions politiques car, à l'opposé des conceptions de Proudhon et de changements par la seule organisation du travail, ce courant a une lucidité :

> L'émancipation du prolétariat [...] contredit trop d'intérêts pour qu'il n'y ait pas folie à croire qu'elle se puisse accomplir par une série d'efforts partiels et de tentatives isolées. [...] Ce qui manque aux prolétaires pour s'affranchir, ce sont les instruments de travail : c'est au gouvernement de les leur fournir. [...] Prenez-le comme instrument sous peine de le rencontrer comme obstacle (Blanc, 1847 : 67-68)[2].

1. *L'organisation du travail* : cette grosse brochure, éditée cinq fois de 1839 à 1845 a été publiée à 45 000 exemplaires. La dernière édition, 1847, a pris la forme d'un livre où il reprend des éléments d'une polémique avec des adversaires «libéraux». Le texte cité est l'édition de 1847, consultable à la Bibliothèque nationale.
2. [▶ Aube précoce de Lyon (L')].

Louis Blanc se refuse à «commencer par conquérir le pouvoir» et à renvoyer «la discussion des questions sociales au lendemain de la révolution politique»: «C'est au gouvernement de fournir des instruments de travail», par le crédit garanti aux ateliers sociaux, un mode de gestion permettant la prise en charge des malades, infirmes, vieillards, et une péréquation des risques entre les industries. Ces fonctions attribuées au gouvernement sont, à son avis, très temporaires, une ou deux années. «À l'inverse des saint-simoniens, l'État ne doit pas tout faire par lui-même», mais créer les conditions permettant aux producteurs associés de ne pas subir la concurrence. Il y a aussi, dans les conceptions de l'auteur, ne l'oublions pas, une vision internationale, une perspective d'Europe mettant fin aux guerres et «un système d'alliance fondé sur les nécessités de l'industrie et les convenances réciproques des travailleurs dans toutes les parties du monde» (Blanc, 1847 : 85)[1].

Certes, on peut trouver une maîtrise de l'exposé amplement supérieure à celle des textes rassemblés dans *La parole ouvrière*; mais, indépendamment des questions de tactique et du déroulement de février à juin 1848, il reste que Louis Blanc fut porté par une manifestation ouvrière le 28 février au nom des idées de l'«organisation du travail».

À chaud, ses adversaires dévièrent la montée des exigences et transformèrent l'auteur en une sorte de ministre du travail sans pouvoir qui présidait la «commission du Luxembourg»; le gouvernement, quant à lui, «donnait» du travail sans utilité sociale définie à des masses de chômeurs. Puis il fut procédé à des mises à la rue qui aboutirent au soulèvement et à la répression de juin et à une franche division des partis favorables à la République et à la démocratie. Une défaite qui en prépare d'autres, même si les débats politiques se poursuivent. On peut donc mesurer l'ampleur du refus fondamental des thèses sur l'«organisation du travail» parmi les démocrates élitistes opposés à l'émancipation ouvrière en lisant le discours de Tocqueville en octobre 1848. Il s'opposait à un amendement prévoyant le «droit au travail»: «La Révolution française a consacré la propriété individuelle»; face à la pauvreté, il faut «une révolution chrétienne et démocratique», «la charité dans la politique [...] afin de venir au secours de ceux qui seraient réduits à la misère si l'État ne leur tendait pas la main». «Le droit au travail [...] cela amène l'État, une fois arrivé à de telles responsabilités [...] au communisme» (Tocqueville, 1990 : 167-197). Cela fit sensation à l'Assemblée, mais après la répression des journées de juin[2]!

1. [▶ Vers une révolution autogestionnaire]
2. [▶ Ateliers coopératifs de la Commune de Paris].

Marx, inversement, polémique avec le «droit au travail»: «C'est seulement du droit bourgeois retourné contre lui-même.» Il y voit les illusions philosophiques du droit naturel et aussi la fragilité de ce qui peut passer pour une alliance porteuse de défaite entre les travailleurs disposant d'alternatives et les bourgeois progressistes désireux de formules étatiques de simple pacification républicaine. Louis Blanc déclara lui-même, en 1851, en réponse aux arguments de Thiers au sujet de l'échec des ateliers nationaux: «Avec la moitié de ce qui a été dépensé dans les Ateliers nationaux (lesquels ont été organisés sans moi et contre moi), il m'eût été facile de fermer la bouche à ceux qui disent [...] c'est impossible.»

Il nous reste, pour la réflexion sur l'actualité de l'autogestion, la présence, dans le mouvement socialiste débutant, d'une réflexion liant réorganisation de la production sous une forme associée, dimensions de planification de celle-ci et définition d'exigences sur le rôle de l'État et de sa transformation.

Troisième tableau: la proclamation de la Commune: l'événement, la postérité

Référence controversée, événement révélateur des mûrissements des vingt années de l'Empire et des options stratégiques et politiques de tout le début de 20e siècle, elle forme une sorte de pivot: «événement» (Lefebvre, 1965), dont l'origine appelle une analyse au-delà du cadre événementiel; dont les postérités demeurent sujettes de conflits politiques et polémiques.

Quelle différence avec 1848! La première révolution industrielle s'est affirmée. Des patrons donnent des conseils en modernisation et participent aux tentatives de mesures de l'Empire libéral[1]. Dans les rangs des travailleurs, très fortement marqués par les représentations proudhoniennes, la discussion politique a lieu. Des courants se confrontent, malgré la répression et les interdits policiers veillant à ce que les revendications soient strictement internes aux entreprises, malgré la présence

1. Nombre d'interventions violentes de la troupe, nombre d'emprisonnements de militants, font douter de l'expression «Empire libéral». Mais il s'agit d'une évolution des politiques dans les rapports sociaux au travail, imitées de celles de l'Angleterre, au moment où Bismark lui-même cherche les moyens d'un consensus social. Signalons deux livres qui finalement illustrent ces volontés de modernisation de l'Empire. Celui de Denis Poulot, *Le sublime,* paru en 1869, dans lequel un patron paternaliste mais «modernisateur» se demande pourquoi les ouvriers n'obéissent plus; et celui de Gustave de Molinari, qui reprend des articles publiés dans *Le Journal des débats* en 1869 avec d'autres écrits d'intervention politique. Il a aussi publié, en 1870, son étude sur *Les clubs rouges* pendant le siège de Paris.

policière dans les réunions publiques. Alors qu'une grande vague de grèves se développe en 1864-1865, les lois courent après la volonté de cantonner et de contrôler le mouvement. L'espoir des «modernisateurs» et des «modérés» est de voir advenir une évolution :

> Les trade-unions sont destinées, qu'elles le veuillent ou non, à devenir de simples intermédiaires faisant le «commerce du travail» [...]. Après avoir été organisées comme des conspirations, elles ont senti la nécessité de se faire reconnaître par la loi [...]. Le gouvernement a accueilli favorablement leur requête, et le parlement a accordé à ces ci-devant sociétés secrètes la protection de la loi (Molinari, 1872 : 172).

Avec ses diverses sensibilités politiques et culturelles, l'Internationale est présente ; son évolution, à l'époque était connue :

> La fondation de l'Association internationale des travailleurs a changé la situation en réunissant ce qui avait été jusqu'alors séparé : la théorie du socialisme et la pratique des grèves (Molinari 1872 : 175).

Molinari souligne comment, dès 1869, est scellé un accord entre L'Internationale et les Amis de la paix et de la liberté, dont Victor Hugo proclame qu'il se produit ainsi «l'embrassement de la République et du socialisme» (Molinari, 1872 : 206). «À dater de ce moment, l'Internationale s'est jeté tête baissée dans la vie révolutionnaire», écrit notre auteur pour le regretter et prôner la poursuite des débats publics contre ces idées. Il critique la perspective de la «suppression du salariat», dont il souligne la continuité avec «l'idéal, de M. Louis Blanc, dans son petit livre *L'organisation du travail* : "Le gouvernement de l'entreprise devrait être élu par les travailleurs", une association collectivement propriétaire de ses outillages et matériaux, se gouvernant elle-même. [...] Les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt du capital» (Molinari 1872 : 219)[1].

Pour la discussion d'aujourd'hui sur l'autogestion, il est frappant de voir cette «réponse» dans un livre contemporain de la Commune :

> Le gouvernement des entreprises peut-il appartenir aux travailleurs ? Le capital peut-il être réduit à la condition de salarié du travail [...] ? En renversant ainsi les rôles qu'ont joués de tout temps les éléments qui la constituent, les socialistes ne méconnaissent-ils pas la nature des choses ? (Molinari, 1872 : 220).

Retenons, cependant, que cette discussion porte sur l'apparition au grand jour d'un «parti socialiste». Avec ses sensibilités et ses cultures politiques différentes, l'Internationale avait affirmé une option : être une

1. [▶ Commune de Paris : entre autogestion et projet souverain].

organisation de combat qui cherche en permanence à unifier luttes corporatives et luttes politiques. Elle ne sépare pas les syndicats ouvriers tolérés des sections de quartiers discutant d'une République socialiste et prolétarienne. Les multiples réunions, thématiques ou liées à la phase de préparation de votes, amènent à s'exprimer, devant des dizaines de milliers de personnes, quelques centaines d'orateurs, blanquistes, «jacobins», membres de l'Internationale, eux-mêmes divisés entre ceux qui défendent la perspective communiste et ceux qui la combattent. Les «économistes» modérés sont assez vite rejetés. Quant à la question des femmes, de leurs droits et de l'oppression, elle restera très controversée. Les droits du travail et le contrôle sur l'industrie, en revanche, s'affirment avec netteté. Depuis le congrès de Bâle, en septembre 1869, l'influence des proudhoniens a reculé.

Une radicalisation a eu lieu. Des militants comme Eugène Varlin[1], voient les progrès de conscience et d'organisation :

> Dans nos réunions, écrit-il toutefois, nous avons été presque unanimes à reconnaître que nous n'étions pas prêts pour la révolution ; qu'il nous fallait encore un an, deux ans peut-être, de propagande active par le journal, les réunions publiques et privées, et l'organisation de sociétés ouvrières, pour arriver à être maîtres de la situation et être assurés que la révolution ne nous échappera pas au profit des républicains non socialistes.

Ces militants craignent les républicains modérés, libéraux. Et on verra comment, à chaud, les communards furent désarmés idéologiquement devant la possibilité, et la nécessité sans doute, de confisquer l'or de la Banque de France qui resta comme une enclave versaillaise dans Paris.

Cela crée cependant le contexte dans lequel mûrit la Commune, une sorte de république autogérée. Des études au sujet des réunions publiques à Paris de 1868 à 1870 l'ont amplement montré. «La Commune est née sous l'Empire» (Dalotel et coll.), mais elle n'a pu se développer, avant les combats décisifs, comme le souhaitaient ses militants socialistes révolutionnaires et communistes les plus lucides et déterminés.

Après d'autres provocations, Thiers, père du coup d'État du 2 décembre 1851, et encore chef du gouvernement après le renversement de l'Empire, fait enlever les canons que les Parisiens avaient mis sur les hauteurs afin de tenir un siège et de ne pas dépendre de l'armée. La réponse du comité central de la Commune est de résister à cette opération et de

1. Eugène Varlin, fusillé le 28 mai 1871, fut secrétaire de la section française de l'Association internationale des travailleurs (AIT).
[▶ Appel pour la formation d'une cuisine coopérative].

l'empêcher. Il est des «provocations» auxquelles une riposte forte et directe est inévitable pour qui veut protéger vraiment la mobilisation collective !

La Commune est proclamée le 28 mars, malgré son isolement relatif dans le pays. Soixante-douze jours de pouvoir et d'écrasement, jusqu'aux derniers fusillés du 28 mai. Cependant, on pourra dire, quelques années plus tard, «la Commune est par terre mais l'idée est debout». Marx lui-même a écrit : «Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat»... Une phrase qui soulève bien les problèmes[1]. Quelle idée, quelle continuité, quelle postérité ?

Quatrième tableau : l'échec oublié des syndicalistes révolutionnaires

Dans la suite de la Commune, tous les projets s'affermissent. Celui de la bourgeoisie qui veut tirer parti de la situation pour obtenir une République modérée, celui du Parti socialiste sur le modèle allemand, dont Jules Guesde sera le héraut en France, celui des syndicalistes révolutionnaires avec leurs contacts en Europe et au-delà[2].

Dans les mois et années qui suivent le printemps de 1871, une partie des couches dirigeantes pense à la seule répression. Le droit de grève accordé en 1864 est supprimé en 1872. D'autres fractions de ces couches savent bien que «l'idée reste debout» et déploient leurs efforts pour éradiquer le mouvement en faveur de l'émancipation des ateliers et de la transformation de l'État.

Les auteurs que nous avons cités publient et rééditent leurs livres préparés avant et pendant la Commune. Ils défendent l'«unionisme», vantent la réussite du modèle anglais des trade-unions, prônent une modernisation des relations de travail et la reconnaissance des syndicats. Molinari, dont l'ouvrage paraît en 1872, polémique contre l'AIT et le «socialisme continental» écrit :

> Les événements en ont empêché la publication [...]. Si cette étude n'a point la vertu de convertir les socialistes et de désarmer les révolutionnaires, elle pourra contribuer du moins à rassurer les classes conservatrices et à les convaincre qu'une nouvelle dictature, impériale ou autre, n'est pas nécessaire pour sauver la société.

Denis Poulot veut des syndicats reconnus afin d'opposer les «ouvriers vrais» et les meneurs «rouges» : «Le peuple est un grand enfant qui bégaie ses besoins» (Poulot, 1980 :353). Il préconise le développement

1. [▶ Guerre civile en France (La)].
2. Notamment les Industrial Workers of the World (IWW) fondés en 1905.
[▶ Utopie aux commandes (L')].

des formes de négociation : « Ce sont les syndicats qui tueront les grèves [...]. Nous félicitons les courageux citoyens qui travaillent hardiment à leur développement », écrira-t-il encore en 1887 dans la préface à la troisième édition de son livre (Poulot, 1980 : 108). Nommé maire (par le Président) du 11e arrondissement de Paris et président de la Chambre patronale de la métallurgie, l'auteur de ces propos organisera des concours annuels pour récompenser les inventions techniques pouvant remplacer des savoir-faire ouvriers trop difficiles par des machines, créera une banque pour aider les salariés méritants à équiper leur logement en donnant ainsi à leur « bourgeoise » la possibilité de s'occuper de leur « intérieur » sans travailler à l'extérieur. Le débat de la loi sur les syndicats, en 1884, sera d'ailleurs mené avec l'idée de pérenniser ce trade-unionisme-là.

Au sein de la CGT, le courant idéologique de Poulot, animé par Jean Barberet, deviendra majoritaire à la direction en 1876, avant d'être renversé par des syndicalistes se réclamant du socialisme et par l'activité militante des anarchistes. Une histoire du redéploiement des courants socialistes serait à évoquer, avant et après 1880. Des « possibilistes » à Paul Lafargue et Jules Guesde. Ce dernier, républicain rentré d'un exil en Suisse en 1876, découvre le marxisme et son accord avec le Parti socialiste allemand. Nous ne pouvons pas non plus suivre ici, étroitement imbriquée, le changement du syndicalisme : de la fusion entre des fédérations syndicales et les Bourses du travail. Il faut renvoyer au rôle tenu par Fernand Pelloutier, qui assura l'animation de la CGT avec une forte conception de son autonomie.

Même si le souvenir de ce processus semble perdu dans les limbes du mouvement ouvrier, cet épisode fondateur et loin d'être négligeable : le syndicalisme de lutte a été gagné par des militants, anarchistes, socialistes révolutionnaires, communistes, contre une direction en partie bourgeoise[1].

Au sein de la CGT, après la fusion officielle en 1895 entre les Bourses et les fédérations syndicales, les courants se confrontent. Et des anarchistes avec des blanquistes et certains courants socialistes produisent cette convergence « syndicaliste révolutionnaire ». L'un des personnages emblématiques en est Émile Pouget, revenu d'un exil à Londres où il a appris l'expérience des *trade-unions,* défend la nécessité pour les anarchistes de militer dans les syndicats afin que les prolétaires puissent se défendre tous les jours en construisant une mentalité de dépassement de la société capitaliste.

1. [▶ CGT 1900 : poussées autogestionnaires].

La perspective de la grève générale traduit, finalement, le souci ne pas finir comme la Commune : unir ceux et celles qui peuvent faire vivre un réseau d'entreprises reprises à leurs patrons et autodirigées, avec des coopératives utiles localement, afin de préparer l'émancipation, consciemment[1]. Au Parti selon Guesde qui fera changer la société en prenant la majorité à l'Assemblée nationale et qui laisse un rôle minoré aux syndicats, ils opposent la conception de l'action directe qui peut négocier des réformes tout en visant à reconstituer dans la lutte une autre forme d'État par une socialisation de la production (Pataud et Pouget, 1995). Une brochure présente d'ailleurs la CGT comme «le parti du travail», en compétition avec le Parti socialiste de type parlementaire.

Au cours des mêmes années, légitimant la perspective de la grève générale afin de donner un horizon, une véritable crise de confiance entoure les partis politiques. Ils sont stigmatisés pour leur rôle non démocratique au service d'une oligarchie. Significatif est le livre de Moïsei Ostrogroski, exilé puis membre du parti russe Cadet, un réformateur, qui est publié en 1902, puis en 1912. Il fournit une analyse ravageuse des partis de Grande-Bretagne et des États-Unis : la machine des partis empêche une véritable vie politique à partir des réalités sociales, car les candidats, puis les élus, doivent obéir aux exécutifs ou aux groupes dirigeants capables d'accéder aux responsabilités de gouvernement. Dans la première édition, il fait une exception pour le Labour qui vient d'être créé, en 1898, par les trade-unions et devrait donc permettre un autre type de parti. Mais dès la deuxième édition, il corrige son chapitre et montre comment, très vite, c'est au contraire une forme de bureaucratie équivalente qui se met en place en mélangeant celle des syndicats et celle des candidats au Parlement.

Tout aussi critiques, au sujet du Parti socialiste allemand, les articles de Roberto Michels paraissent dans la revue *Le Mouvement socialiste* (Michels 1993). L'auteur suit les congrès, les luttes sociales et politiques, et fait des comptes rendus au public militant français. Son orientation correspond à celle de la gauche socialiste allemande et il crée des liens avec les syndicalistes révolutionnaires. Face à cette crise de confiance, Max Weber construira une sociologie politique démontrant que les règles de la démocratie contribuent à une régulation du capitalisme et qu'on doit considérer celle-ci comme une «pseudo-démocratie», pas une démocratie comme un idéal : cette réalité est, selon lui, indépassable

1. [▶ Travail coopératif].

même si elle est partiellement réformable (Weber, 1959 : 98 ; 2004 : 229, 457).

Dans ce contexte, il faut bien comprendre les tentatives de Jean Jaurès afin de se rapprocher des syndicalistes révolutionnaires, notamment en leur ouvrant les colonnes de *L'Humanité,* mais aussi en reconnaissant le rôle de la grève générale pour créer des droits nouveaux et pour pouvoir s'opposer à la guerre (Jaurès, 1976). Cette option fut rejetée au congrès socialiste de Stuttgart et, par la logique des États, les forces organisées du mouvement ouvrier finirent par jouer un rôle d'agents de mobilisation pour la guerre et ses massacres de masse.

Sans pouvoir poursuivre cette histoire ici, les résultats contradictoires de cette boucherie comportent un fait auquel il nous faut reconnaître sa portée et son sens : en janvier 1919, le dirigeant allemand qui orchestre la répression contre les spartakistes et l'assassinat de Karl Liebknecht, de Rosa Luxemburg, de Kurt Eisner et de Gustav Landauer sera le même qui, en 1907, dans les congrès socialistes, s'était opposé aux positions antimilitaristes… Max Weber faisait ainsi remarquer comment, du fait de la guerre de 1914, une partie de la social-démocratie avait acquis la confiance de la bourgeoisie en participant à la cohésion nationale. Ne sous-estimons pas comment l'échec du courant de l'auto-organisation à partir de la base, en Europe, s'est traduit par la mobilisation générale pour la guerre. Et n'oublions donc pas comment cela pèsera ensuite[1].

Cinquième tableau : une « démocratie avancée » et la Restauration

Les possibilités de 1945, multiples, sont trop souvent oubliées, parce qu'elles furent détournées par les principales forces avant d'être suivies par les drames des guerres coloniales contemporaines de l'essor capitaliste des années 1950 et 1960. Toutefois, ce moment mérite attention pour les références essentielles à une perspective de république autogérée.

Un texte, après une offensive idéologique de la droite présidentielle, permet de mesurer la radicalité des objectifs du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) : « L'éviction des grandes féodalités économiques et financières […] et la participation des travailleurs à la

1. Il n'est pas question de traiter ici d'autres phénomènes qui marquent, durant les années 1920 et les années 1930, les effets de ce partage du monde après la guerre de 1914. Avec, par ailleurs l'essor de la puissance des États-Unis, tirant un énorme parti de la guerre et menant une campagne interne pour faire disparaître leurs courants socialistes et syndicalistes révolutionnaires. Avec aussi ce que devint la révolution des conseils ouvriers, en Russie.
[▶ Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe].

direction de l'économie.» Sans oublier «un plan complet de sécurité sociale, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État», pour la santé, les retraites et le droit au travail (Citoyens… 2010 : 23-26)[1]. Voilà qui donne une pleine légitimité aux prises d'usines décrites par Robert Mencherini à Marseille. Et voilà poindre une contradiction terrible, dont parlaient les militants de l'époque : l'impression d'un abandon, sinon d'une trahison, des projets de la «libération sociale» (Cours-Salies, 1988 : 30)[2]. Cette réalité se comprend parfaitement à la lecture de l'analyse d'André Ferrat :

> À des millions d'hommes il est apparu que la 3e République n'était pas une véritable démocratie mais une institution réactionnaire, recouverte de décors démocratiques, et qui comptait bien pouvoir pactiser d'égale à égale avec la contre-révolution hitlérienne aux dépens de son propre peuple, en abolissant tout ce qui restait des conquêtes démocratiques du passé (Ferrat, 1945 : 13-14).

L'auteur montre «la continuité des administrations depuis l'an VIII, décembre 1799, et la Constitution du Consulat». La composition des organismes dirigeants fait que l'«oligarchie financière» contrôle l'exercice réel du pouvoir :

> «Liens de familles, de camaraderie, de services rendus, de fréquentation», avec déjà «le passage de la quasi-totalité des membres des hautes administrations par l'École libre des sciences politiques[3]» (Ferrat, 1945 : 29, 161, 180).

Ses propositions furent écartées et les ruptures qu'il délimitait n'eurent pas lieu :

> Remplacement du corps préfectoral, de la Cour des comptes, de l'Inspection des finances, etc. par un système d'institutions démocratiques, des assemblées élues et des fonctionnaires élus, tous responsables devant leurs électeurs (Ferrat, 1945 : 233).

On doit examiner les possibilités qu'offrait la protection sociale, qui pèse à l'époque au moins deux fois le budget de l'État, si elle avait été gérée directement par ceux et celles qui en paient les cotisations. Élément de la masse salariale, la «part patronale» ne devrait-elle donc pas être contrôlée et gérée uniquement les propriétaires directs de cette valeur ? 75 % des pouvoirs de gestion appartiennent, dans un premier temps aux salariés contre 25 % aux employeurs. Cette position est usurpée, car

1. Citoyens et résistants d'hier et d'aujourd'hui, *Les jours heureux. Le programme du CNR de mars 1944 : comment il a été écrit et mis en œuvre, et comment Sarkozy accélère la démolition*.
2. [▶ Réquisitions marseillaises, entre autogestion et cogestion].
3. Ancêtre de l'ENA créé au lendemain de la Commune.

toutes les cotisations sont de la masse salariale ; mais elle est imposée politiquement afin de montrer à ces messieurs qu'ils seront respectés. Ils intrigueront afin que les votes soient à la proportionnelle dès qu'ils auront aidé à la scission du mouvement syndical ; puis en 1967, il y sera mis une dose de « paritarisme » : 50/50, on se demande pourquoi, hormis la volonté, après l'avoir restauré en 1945-1947, de garantir le rapport entre les classes et de donner la majorité aux syndicats choisis par les représentants patronaux[1].

Peut-on imaginer deux fois le budget de l'État géré par des représentant·es des salarié·es, officiellement en charge de la santé (y compris avec des moyens préventifs sur les lieux de travail ou d'habitation) et du financement des médicaments… Quelle immense place pour une gestion de l'amélioration de la vie quotidienne ! Ou quelle immense gabegie en confinant les moyens de la démocratie entre salarié·es au profit de la « gestion » entre responsables ! La question n'aura pas été posée. Mais la confiscation par une élite, à la place du pouvoir à reconnaître aux salariés, montre à quel point les forces principales se réclamant de la « classe ouvrière » ont tourné le dos à une perspective d'autogestion.

Il en est de même du Préambule de la Constitution[2], toujours en place, et qui devrait permettre des poursuites devant le Conseil constitutionnel depuis les dernières réformes. Celui-ci comporte tous les droits refusés lors de la révolution de 1848, dont celui de gérer directement et démocratiquement les entreprises, plus les droits des femmes et la libre détermination de leur avenir par les peuples colonisés. Cela n'a pas empêché de faire le contraire avec les guerres coloniales, ni de bafouer le droit à l'égalité pour les femmes ou le droit à l'emploi et aux revenus. La présence de ces contradictions traduit ce qui aurait été possible, sans l'accord entre de Gaulle et l'URSS contribuant à la stabilité des deux piliers de l'ordre bourgeois, pour reprendre les mots d'Henri Lefebvre (1968).

Toutefois, le souci de l'autogestion resurgit si souvent ! Dans les options en Yougoslavie[3], dans des controverses à Cuba[4], en Algérie[5],

1. [▶ Élections à la Sécurité sociale : une histoire ancienne].
2. Le Préambule de la Constitution de 1946, resté dans sa fonction pour celle de la 5e République en 1958 énonce des principes qu'il faudra aussi affirmer, avec des moyens pour qu'ils soient actifs, dans une prochaine possible 6e République ! Contradictions de l'idéologie…
3. [▶ Loi sur le travail associé (La)].
4. [▶ Implications de l'autogestion (Les)].
5. [▶ Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)].

dans les «cordons» au Chili[1], dans les conseils ouvriers en Hongrie ou en Pologne[2] (Naville, 1978 : 108), à propos de la Chine… ou dans les «années 68». Parfois la discussion est posée avec ampleur : comment les opprimé·es s'émancipent en prenant leurs affaires en mains ? Parfois, cependant, l'illusion colportée par le terme de «gestion» enferme dans des voies de garage et d'échec. Cela se traduit par de grands débats du mouvement ouvrier français et européen (Cours-Salies, 1998 : 426-435 ; 2008 : 162-176).

Quand Nicolas Sarkozy veut éradiquer l'idée même d'un Mai 68 – tellement déformé par certains de ses protagonistes, comme dans tous les ralliements aux vainqueurs –, il nous incite à en rappeler, avec Henri Lefebvre, les options historiques réelles : l'autogestion généralisée peut permettre d'éviter les pièges de la gestion, car «le désir de création ou de créativité surgit comme besoin social» (Lefebvre, 1998).

Sixième tableau : voyons un peu le présent et l'horizon…

Essayons de faire jouer les éclairages précédents. Et relevons ce défi : marquer l'actualité de la perspective autogestionnaire située dans le fil du temps. Pour être compris dans les enjeux du local au global, sans gommer les dimensions mondiales et politiques, nous reviendrons en fait du global au local : sans mise en perspective, celui-ci reste trop objet de controverses.

Quelques réalités interrogent toute proposition de perspective autogestionnaire : l'ampleur de la centralisation réelle des pouvoirs et des richesses et l'atomisation extrême des situations laissent interrogatif. Ce monde brille par ses incohérences et sans doute ainsi reste enfoncé dans des discours inquiets accompagnés de passivité. Ainsi, des mois durant, le président du GIEC, Rajendra Pachauri, a déclaré : «Il nous reste sept ans pour inverser la courbe des émissions de CO2.» À cet égard, la conférence de Copenhague aurait dû être décisive, avec pour tâche d'orienter l'action des gouvernements du monde entier pour l'après Kyoto, c'est-à-dire pour 2012. Au vu de ses résultats, il paraît qu'il «faut agir avant dix ans» et renforcer les votes écologistes pour être mieux entendus… Nous parlons sans doute de l'urgence dans un sens plus immédiat[3].

Changer le monde ne sépare pas cette injonction environnementale, plus largement écologiste, des dimensions sociales et économiques du

1. [▶ Poder popular].
2. [▶ Mouvements pour l'autogestion en Europe du centre et de l'est].
3. [▶ Des dégâts du «productivisme» à la planification écosocialiste autogestionnaire].

capitalisme contemporain. En contrepoint de ces médiatisations, au rang des urgences on doit évidemment ajouter celle mise en avant par la FAO, témoignant, avec quinze minutes de télévision par an, du milliard d'êtres humains souffrants de sous-nutrition.

Puisqu'on peut actuellement parler du capitalisme sans paraître fou, reprenons le fil du temps, la réalité du pouvoir et des moyens pour changer le système. Propriété et pouvoir en temps de mondialisation, cela peut paraître source de désorientation, mais…

Comment ne pas annoncer et expliquer la nécessaire disparition du pouvoir des multinationales ? 125 000 personnes dirigent et possèdent les pouvoirs économiques et financiers sur le quart des richesses du monde… Donnée à la fois statistique et de sociologie politique, le pouvoir ne s'exerce pas par des relations directes entre êtres humains, il est médié par les rapports sociaux, le capital accumulé, ses règles de circulation et les institutions qui stabilisent le tout. Par exemple, les états-majors des cinq multinationales qui possèdent et dirigent 90 % des grandes surfaces contrôlent la circulation et la distribution des produits de millions de sous-traitants, artisans, salariés, paysans… Avec quelques millions de personnes cette « classe » mondialisée, plus ou moins en cours de formation, contrôle une grande moitié des moyens de production et d'échange. On peut appeler cela d'un terme plus ébouriffant et donner dans le « nouveau » sous le nom de globalisation ou mondialisation.

Ces phénomènes ne sont en rien neutres et quasi « naturels » : le pouvoir et ses possesseurs se réorganisent. Sans expropriation de ces couches sociales, de quoi parle-t-on ? Peut-on vouloir une transformation radicale des institutions internationales sans nommer clairement ceux qui doivent perdre pouvoir et privilèges afin d'être remplacés par des formes de socialisation et de démocratie donnant toute leur place aux mouvements populaires (paysans, syndicalistes, chercheurs, mouvements de femmes, etc.)[1].

La plupart des entreprises peuvent fonctionner avec les savoir-faire de leurs ouvriers, employés et techniciens et elles pourraient produire tout autre chose si les besoins étaient débattus démocratiquement. Mais, pour exercer un pouvoir réel, développer une socialisation des richesses à la place de l'« ordre » actuel, il faut quelques conditions, celles-là même dont auraient discutées les socialistes de 1848, avec quelques moyens modernes en plus.

Il faudrait sûrement inventer des formes de préparation et de déroulements de « Forums » internationaux à la place des groupes de directions

1. [▶ Demain est déjà commencé].

des multinationales plus ou moins dirigés et en tout cas disciplinés par le FMI, l'OMC, les G8 ou G20. Les Forums sociaux, mondiaux ou régionaux, ne donnent qu'une image de ce qui pourrait être[1].

Il faut aussi travailler à imposer des critères de travail et de sécurité, de santé, de conditions de travail, de niveau de vie, sans lesquels les conditions de contrôle sur la qualité des produits sont illusoires. Les trade-unions avaient repris le souci d'instaurer un «label ouvrier» qui avait aussi été présent avec les «corporations» du compagnonnage français (Sewell). Des Forums sociaux mondiaux, différenciés par activités quand cela est utile, seraient seuls à même de donner de telles garanties. Qui y participeraient sans que cela soit une bureaucratie syndicale ou gouvernementale relookée ? Des délégués mandatés par des assemblées populaires, en usant enfin des moyens de communication et d'information directe des télévisions comme d'Internet. Mais il est vrai que ces moyens ne devraient plus relever de propriétés privées.

Cela vaut aussi pour les options de production qui soient soucieuses de l'avenir de la planète : la masse de biens à produire pour utiliser au mieux le solaire et les autres formes d'énergie non polluante appellent un immense effort de diffusion d'information. Nous sommes loin derrière ce qui est possible, parce que la majeure partie de celles et ceux qui en seraient les premiers intéressés n'ont ni les moyens de s'informer ni les moyens de décider.

Quelles sont les potentialités de production, les innovations déjà sans doute utilisables ? Pourquoi ne sont-elles pas connues par la masse de la population afin d'en organiser une vérification préalable des risques et des avantages ? Cela appelle, il est vrai, que les chercheurs et la plupart des intellectuels ne soient plus dans des sphères confinées, dépendant des pressions et des réseaux d'influence sans grand droit aux discussions publiques et contradictoires. Autre question : quelles sont les ressources plus ou moins rares dans divers pays ? Pourquoi cela devrait-il rester un objet de guerres ? Les biens du sous-sol, en s'assurant que les peuples n'en soient pas lésés, ne devraient-ils pas être sous le contrôle d'une institution démocratique mondiale, évaluant les risques sanitaires et environnementaux, les possibilités et les rythmes d'utilisation ?

Quelles sont les possibilités de réorganiser le travail, de dégager du temps non contraint ? Pour la seule question du temps de travail, cependant, nous devrions reprendre un fil inspiré d'une approche de Keynes en 1930, réactualisée. Dans un texte qui mérite d'être cité, où il se présente comme un défenseur du capitalisme libéral, il démontre comment les

1. [▶ Des Rencontres sud-américaines porteuses de perspectives (2013)].

gains de productivité des investissements capitalistes doivent mener, en quelques dizaines d'années, à de semaines de travail de quinze ou vingt heures seulement, avec ainsi un enrichissement social dû à la pluriactivité et au dynamisme dans la société (Keynes, 2002). Il est vrai qu'à cette époque les revendications syndicales aux États-Unis ont comporté celle de trente-six heures payées quarante avec embauches… assorties de la démonstration que les gains de productivité devaient permettre ces concessions. Quand Pierre Naville reprit cette perspective, dans les années 1950, au nom de la réorganisation possible du travail, il se fit rejeter de belle façon (Naville, 1963 ; 1964)[1] ! Oubliées, alors, les éclairages de 1848, de 1871, voire de 1945 !

Tant pour les droits des hommes et femmes qui circulent sur cette planète mondialisée que pour avoir les moyens de changer les rapports sociaux au quotidien, il faut cesser d'avoir peur de s'emparer autrement des moyens de production. Nous ne pouvons pas reprendre ici un débat auquel, par exemple André Gorz a participé dès avant 1968 (Gorz, 1964). On ne détruira le capitalisme qu'en le remplaçant. Une révolution démocratique est donc bien nécessaire. Dans le fil du temps, que cet article a retracé trop sommairement, s'impose une question :

> Le processus de l'autogestion, pratique sociale et théorie de cette pratique, implique la mise en place d'un réseau complexe d'organismes ; la pratique et la théorie modifient le concept classique – dans la démocratie formelle – de représentation et de représentativité. […] Automatisation à la base dans les forces productives – utilisation des moyens électroniques […], ces nouvelles techniques fondent des possibilités nouvelles. À condition qu'on les utilise pour assurer le dépérissement de l'État et de la bureaucratie (Lefebvre, 1998 : 79).

avril 2010

Pour en savoir plus

Agulhon, Maurice (1973), *1848 ou l'apprentissage de la République,* Paris, Le Seuil.

Bloch, Ernst (1976), *Droit naturel et dignité humaine,* Paris, Payot.

Citoyens et résistants d'hier et d'aujourd'hui (2010), *Les jours heureux. Le programme du CNR de mars 1944 : comment il a été écrit et mis en œuvre, et comment Sarkozy accélère la démolition,* Paris, La Découverte.

Cours-Salies Pierre (1988), *La CFDT. Un passé porteur d'avenir,* Montreuil, La Brèche.

Cours-Salies Pierre (1991), « Louis Blanc et le socialisme autogestionnaire », *Économies et Sociétés,* n° 28-29.

Cours-Salies Pierre (1998), « Travail et autogestion », dans Jacques Kergoat *et al., Le monde du travail,* Paris, La Découverte.

1. [▶ Automation et avenir du travail].

Cours-Salies Pierre (2008), « CFDT », dans Antoine Artous, Didier Epsztajn, Patrick Silberstein (2008), *La France des années 68,* Paris, Syllepse.
Crozier, Michel, Samuel Huntington, Joji Watanuki (1975), *The crisis of democracy,* New York, New York University Press.
Dalotel, Alain, Alain Faure, Jean-Claude Freiermuth (1980), *Aux origines de la Commune,* Paris, François Maspero.
Faure, Alain et Jacques Rancière (textes rassemblés et présentés par) (1976), *La parole ouvrière, 1830-1851,* Paris, UGE.
Ferrat, André (1946), *La République à refaire,* Paris, Minuit.
Gauthier, Florence (2013), *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution, 1789-1795-1802,* Paris, Syllepse.
Goblot, Jean-Jacques (2003), *Le droit au travail. Passé, présent, avenir, Paris,* Syllepse.
Gorz, André (1964), *Stratégie ouvrière et néocapitalisme,* Paris, Le Seuil.
Jaurès, Jean (1976), *La classe ouvrière,* textes présentés par Madeleine Rebérioux, Paris, François Maspero.
Keynes, John M. (2002), « Perspectives économiques pour nos petits enfants », dans John M. Keynes (2002), *La pauvreté dans l'abondance,* Paris, Gallimard.
Lefebvre, Henri (1965), *La proclamation de la Commune,* Paris, Gallimard.
Lefebvre, Henri (1966), *Autogestion,* n° 1.
Lefebvre, Henri (1998), *Mai 68. L'irruption…,* Paris, Syllepse.
Leroy, Maxime (1913), *La coutume ouvrière : Syndicats, Bourse du travail, Fédérations professionnelles, coopératives doctrines et institutions,* Paris, Giard et Brière.
Lewin, Moshe (2004), *Le siècle soviétique,* Paris, Fayard.
Marx, Karl (2008), *Critique du programme de Gotha*, Paris, La Dispute/Éditions sociales.
Michels, Roberto (1993), *Critique du socialisme,* présentation et introduction par Pierre Cours-Salies et Jean-Marie Vincent, Paris, Kimé.
Molinari, Gustave de (1872), *Journal des débats* du 27 juillet 1869, repris dans son livre *Le mouvement socialiste et les réunions publiques avant la Révolution du 4 septembre 1870,* suivi de *La pacification du capital et du travail,* Paris, Garnier.
Naville, Pierre (1963), *Vers l'automatisme social ? Problèmes du travail et de l'automation,* Paris, Gallimard.
Naville, Pierre (1964), *Questions du socialisme. La classe ouvrière et le régime gaulliste,* Paris, EDI, Paris.
Naville, Pierre (1978), « Notes sur l'histoire des conseils ouvriers », *Arguments,* n° 4, Paris, UGE.
Ostrogorski, Moïsei (1912), *La démocratie et les partis politiques,* Paris, Calmann-Lévy.
Paine, Thomas (1991), *Les Droits de l'Homme,* Nancy, Presses de l'université de Nancy.
Pataud, Émile et Émile Pouget (1995), *Comment nous ferons la révolution,* Paris, Syllepse.
Poulot, Denis (1980), *Le sublime, ou le travailleur comme il est en 1870, et ce qu'il peut être,* Paris, François Maspero.
Rancière, Jacques (1981), *La nuit des prolétaires,* Paris, Fayard.
Rancière, Jacques (2005), *La haine de la démocratie,* Paris, La Fabrique.
Sewell, William H. (1983), *Gens de métier et révolutions : Le langage du travail de l'Ancien Régime à 1848,* Paris, Aubier.
Sieyès, Emmanuel (2008), *Textes choisis,* Montreux, Archives contemporaines.
Tocqueville, Alexis de (1990), *Œuvres,* t. 3, Paris, Gallimard.
Tristan, Flora (1986), *Union ouvrière,* Paris, Des femmes.

Vovelle, Michel (1992), *La découverte de la politique : Géopolitique de la Révolution française,* Paris, La Découverte
Weber, Max (1959), *Le savant et le politique,* Paris, UGE.
Weber, Max (2004), *Œuvres politiques (1895-1919),* Paris, Albin Michel.

Lutte pour l'autogestion et la révolution (La)

Tendance marxiste révolutionnaire internationale

La société, sa finalité, son fonctionnement jusque dans les aspects les plus concrets de la vie quotidienne deviennent le point de mire d'une critique globale [...] engendrée par le développement même de la société capitaliste [...] et par la conséquence des possibilités de la révolution scientifique et technologique. [...] Les premières esquisses d'autodétermination ont pris la forme concrète de l'autogestion. La pensée autogestionnaire [...] est sortie du domaine des idées pour devenir un programme d'action. C'est sur des bases entièrement renouvelées qu'[elle] s'est imposée [...] comme forme de lutte et comme stratégie révolutionnaire, d'une part, et comme modèle de socialisme, d'autre part. [...]

La stratégie de l'autogestion suppose l'existence de mots d'ordre et de formes d'organisation adaptés à la fois à chaque moment de la lutte de classes aux aspirations générales des travailleurs à l'autodétermination [...].

Dès lors qu'il prend un caractère de masse, le contrôle ouvrier sort très rapidement de ses limites et se transforme en une expression de la capacité des travailleurs à gérer leur propre vie professionnelle et sociale. Comme son nom l'indique, l'application du contrôle ouvrier ne se limite qu'à la surveillance et à la vérification de la marche d'une entreprise dont la direction effective reste entre les mains des capitalistes ou des représentants de l'État : l'autogestion et le contrôle ouvrier, malgré la confusion intéressée entretenue par certains, sont de nature fondamentalement différente[1]. Mais le contrôle ouvrier, qui ne peut être réalisé que par la lutte, enclenche un processus dynamique impliquant la négation progressive des prérogatives de la direction patronale ou étatique. Le contrôle ouvrier, ou les tentatives de l'exercer, constitue pour les travailleurs un exercice de préparation, en quelque sorte, qui leur rend sensible la nécessité de passer à une phase supérieure de l'action. Le rôle des révolutionnaires consiste à placer toutes les luttes

1. [▶ Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion].

partielles pour le contrôle ouvrier dans la perspective de l'autogestion. L'autogestion représente le dépassement des perspectives réformistes sous quelque forme qu'elles se présentent. Du développement de la lutte des classes dans la perspective de l'autogestion dépend non seulement l'extension du mouvement révolutionnaire, mais aussi son incidence et son intensité. La stratégie de l'autogestion intègre et développe la revendication du contrôle ouvrier.

Si le contrôle ouvrier est, par conséquent, une sorte de banc d'épreuve rendant perceptible la nécessité de l'autogestion, l'autogestion d'une usine ou d'un service isolé, ou même d'un ensemble s'élevant à plusieurs unités, est, en règle générale, une entreprise utopique en régime capitaliste. L'environnement hostile aura tôt fait d'en paralyser le fonctionnement en tarissant l'approvisionnement en matières premières et en sabotant la commercialisation et l'écoulement de la production[1].

[…] L'instauration de l'autogestion dans quelques entreprises crée un double pouvoir qui, pour des raisons à la fois économiques et politiques, ne peut que s'étendre ou disparaître, aboutir à la prise du pouvoir par les travailleurs ou à leur défaite. Ainsi, la réussite de l'autogestion réclame son extension à des branches entières de l'activité économique. En partant des revendications immédiates, en préfigurant l'organisation sociale de la société de transition par l'organisation des masses en lutte, la stratégie de l'autogestion pose de façon concrète la destruction de l'appareil d'État bourgeois et le renversement de la bureaucratie. […]

La société autogérée est fondamentalement un ensemble, un réseau d'unités de base : communes, régions, services sociaux, entreprises industrielles et agricoles, qui fonctionnent sous la direction des travailleurs et des habitants groupés dans des assemblées générales ou des conseils. Ces unités de base ne sont pas simplement juxtaposées : elles forment un tout composé de parties dont l'autonomie ne peut être que relative. Cette totalité est une réalité économique et sociale. C'est pour cela que la planification reste une règle générale que l'on ne peut transgresser. Mais à la différence du plan hypercentralisé, imposé d'en haut et que les zélateurs du stalinisme se sont évertués à faire passer pour l'essence même du socialisme, la pièce maîtresse de l'établissement du plan sont les propositions et les initiatives de la base. Et ce n'est qu'après la consultation des travailleurs et des habitants des communes que le plan central est fixé dans ses grandes lignes et sous leur contrôle. Il se présente alors sous la forme d'une synthèse globale et optimale où sont conciliés les intérêts généraux de la société et les intérêts légitimes des unités de

1. [▶ Contrôler aujourd'hui pour décider demain].

base, dans le but de faire fonctionner l'ensemble le plus harmonieusement possible. L'articulation entre le plan central, les entreprises, les communes et les régions est, à la fois, la question la plus importante et la plus épineuse des problèmes économiques de la construction du socialisme. [...]

Le pouvoir des travailleurs n'est pas la somme de pouvoirs locaux dans l'entreprise ou la commune (c'est l'erreur des nouvelles formes de réformisme d'interpréter l'autogestion en ce sens) ; il traduit au contraire un renversement dans la domination de classe qui rend possible et effectif l'exercice des responsabilités à tous les échelons. D'un autre point de vue, l'erreur des anarchistes [...] est de croire à la possibilité d'une harmonie préétablie entre les groupements sociaux de base [...]. Leur position est au fond la négation de la nécessité d'une période de transition[1].

L'autogestion et sa généralisation à tous les aspects de la vie sociale, qui n'est pas autre chose que le socialisme lui-même, c'est-à-dire l'association libre des travailleurs, ne peut être qu'une conquête, le résultat d'un combat plus ou moins prolongé, permanent, aux multiples péripéties. L'issue du combat, il est vrai, sera grandement facilitée par les applications de la révolution scientifique et technologique. En permettant la multiplication des centres d'information et de décision, et la décentralisation des responsabilités, l'informatique et la cybernétique sont des alliées du socialisme autogestionnaire contre les hiérarchies et les effets sociaux de la division du travail et, à terme, contre la division du travail elle-même.

1972

Source

TMRI, *La lutte pour l'autogestion et la révolution,* Paris, François Maspero, 1972.

Marx et l'autogestion

Yvon Bourdet

Le mot *autogestion* n'est guère d'usage courant que depuis une dizaine d'années et il paraît bien anachronique de le juxtaposer au nom de Marx[2]. Toutefois – pour que ceux qui l'ignoreraient

1. [▶ Capitale mondiale des entreprises récupérées (La)].
2. Pourtant, Pero Damjanovic a déjà publié dans la revue *Praxis* (1962) un article intitulé :

n'aillent pas imaginer que nous allons nous livrer à je ne sais quel exercice scolastique de rapprochement artificiel du genre : « Que penserait aujourd'hui Platon de la télévision ? » – précisons d'emblée que si Marx n'emploie pas le mot autogestion il s'intéresse (nous le prouverons par de nombreux textes) à ce que ce mot désigne et qu'on appelait alors « les coopératives de production ».

Certes, le fait que ce terme (autogestion) n'ait apparu que récemment ne manque pas de signification. Il témoigne, bien sûr, pour une part, de l'ignorance du passé et on peut comprendre que certains anarchistes, fouriéristes ou proudhoniens, par exemple, s'irritent de ce que beaucoup de « conseillistes » ou d'« autogestionnaires » croient avoir trouvé *quelque chose de nouveau avec un nouveau mot.* Il n'en reste pas moins, en revanche que le besoin d'une nouvelle terminologie marque au moins le souhait d'une démarcation d'avec les doctrines existantes. Même si, maintenant, la plupart des anarchistes se montrent soucieux d'action de masse et des moyens économiques de transition pour beaucoup, à tort ou à raison, le terme d'anarchisme évoque davantage la volonté de détruire les pouvoirs en place que l'essai de construire, au niveau national ou international, une organisation d'un type nouveau. Au plan politique, leur action apparaît surtout négative et leurs tentatives de réalisations positives semblent se borner au rassemblement libre de petits groupes qui cherchent à réaliser, d'une façon marginale, « une hausse immédiate du jouir ». Il ne s'agit pas là, pour autant, toujours, de la quête d'un salut égoïste ; ils croient être des ferments ou les « détonateurs » de la révolution universelle ; mais leur démarche, fût-elle « exemplaire », demeure l'activité de quelques pionniers.

Le terme d'autogestion, au contraire, semble désigner une organisation plus large, plus technique et qui, en tout cas, est liée plus à la *production* qu'à la *jouissance*. Ainsi, la revendication de l'autogestion paraît plus proche du projet des marxistes bien que se creuse entre eux, aux yeux de presque tous, un abîme quasi infini, car on entend ordinairement par « autogestion » la concertation des autonomies, et par

« Les conceptions de Marx sur l'autogestion sociale. » L'auteur soutient que « l'autogestion est immanente à la classe ouvrière et à son mouvement de libération ». Il se réfère à Marx qui lui semble – depuis ses écrits de jeunesse où il dénonce l'individu abstrait laminé par l'État – avoir toujours pensé que seules les associations autonomes des producteurs pourront réaliser la vraie liberté. Malheureusement, dans son article, Pero Damjanovic reste allusif et ne donne pas les références précises des textes sur lesquels il s'appuie. Il nous paraît également avoir laissé de côté des aspects importants.

«marxisme» le trop fameux centralisme démocratique de Lénine que ses dysfonctions, depuis plus de cinquante ans, ne mettent aucunement en question puisque tous les vices du système sont inlassablement expliqués par les prétendus défauts de la personnalité des dirigeants. Même ceux qui acceptent de dissocier le marxisme du stalinisme, du léninisme ou du trotskisme n'en persistent pas moins à estimer que les appels que fait Marx à la «violence accoucheuse de l'histoire» et à la «dictature du prolétariat» sont incompatibles avec les méthodes et les buts des partisans de l'autogestion.

Pour y voir clair, il est donc nécessaire de décaper les textes de Marx de l'épaisse crasse accumulée non point tant par les gloses des théoriciens que par l'effet des «retombées» – un demi-siècle durant – de la *praxis* des partis communistes prétendant incarner la théorie de Marx. Ce que nous proposons est donc bien, comme d'autres, une *re-lecture,* mais non pas pour projeter, entre les lignes, ce que Marx n'a pas écrit. C'est au contraire, pour donner ou redonner à voir les textes oubliés, négligés, rejetés ou simplement jamais lus.

Les moyens de la révolution selon Marx

L'œuvre de Marx est une critique de la société capitaliste et sa vie une lutte pour hâter l'heure de l'expropriation des expropriateurs. Toutefois, pour beaucoup le passage de la critique théorique à l'action politique fait problème : dans le chapitre 32 du livre premier du *Capital,* on peut lire : «La production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature» (Marx, 1950). Par là, d'ailleurs, il ne faisait que reprendre la conclusion de la première partie du *Manifeste communiste* qui donnait pour «inévitable l'élimination de la bourgeoisie et le triomphe du prolétariat» (Marx, 1963). Dès lors le «Que faire ?» semble dénué de sens comme on l'a souvent noté : «Les marxistes qui annoncent l'avènement inéluctable du régime postcapitaliste font penser à un parti qui lutterait pour provoquer une éclipse de lune[1]» (Boukharine, 1971). De même, Lénine mettait dans la bouche des populistes des années 1894-1895 cette réflexion : «Si les marxistes considèrent le capitalisme en Russie comme un phénomène inévitable [...], il leur faut ouvrir un débit de boissons» (Lénine, 1961a, 22 : 291). Cette «objection» n'avait pas échappé à Marx qui l'avait lui-même introduite à titre de canular[2] dans un brouillon d'article sur

1. Il va sans dire que Boukharine présente cet «argument» comme un «sophisme».
2. «Pour ce qui est du «canard» souabe, ce serait un coup amusant que de duper l'ami de Vogt, ce Mayer souabe» (lettre de Marx à Engels du 7 décembre 1867).

Le Capital qu'Engels devait se charger de faire publier, sous un nom d'emprunt, dans un journal dirigé par Karl Mayer :

> Quand il [Marx] démontre que la société actuelle [...] porte en elle les germes d'une forme sociale nouvelle supérieure, il ne fait que montrer sur le plan social le même procès de transformation que Darwin a établi dans les sciences de la nature [...]. L'auteur a, du même coup, [...] peut-être malgré lui (souligné par Marx) sonné le glas de tout le socialisme professionnel[1].

La « réfutation » de cette « objection » se trouvait déjà dans la préface du *Capital* lorsque Marx expliquait qu'une société qui était arrivée « *à découvrir la piste de la loi naturelle qui préside à son mouvement* (souligné par Marx) [...] ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir par des décrets les phases de son développement naturel, mais peut abréger la période de la gestation et adoucir les maux de leur enfantement » (Marx, 1963). On trouve là le thème célèbre de la violence conçue comme la force « accoucheuse de toute vieille société en travail » (Marx, 1963), ou, comme dit la vulgate de la violence accoucheuse de l'histoire. De ce fait, précise Marx, « la force est un agent économique ». C'est donc aplatir « le marxisme » que de le réduire soit à une action politique qui ignorerait les phases du développement naturel, soit à l'économisme béat du laisser-faire. Certes la force ne peut « faire tourner à l'envers la roue de l'histoire » (Marx, 1963)[2], mais les communistes n'en déclarent pas moins « ouvertement qu'ils ne peuvent atteindre leurs objectifs qu'en détruisant part la violence l'ancien ordre social[3] ». On retrouve ainsi la question fameuse et controversée de la « dictature du prolétariat ». On sait que Kautsky, pour critiquer les bolcheviks, affirma que Marx n'avait, pour ainsi dire jamais préconisé une telle dictature, qu'il s'agissait là d'un « petit mot », écrit, « en passant », dans une lettre[4].

En fait, Marx a parlé plusieurs fois du rôle et de la nécessité d'une telle dictature[5], mais la simple recension et comptabilité des textes ne sert pas à grand-chose si on ne s'entend pas sur le sens, chez Marx, du

1. Lettre de Marx à Engels du 7 décembre 1867.
2. De ce fait les forces, dites réactionnaires, ne peuvent jouer qu'un rôle de frein.
3. Dernier paragraphe du *Manifeste communiste*. Voir également la lettre d'Engels à Marx du 23 octobre 1846.
4. Karl Kautsky, *Die Diktatur des Proletariats*, Vienne, 1918, p. 20. La « lettre » dont parle Kautsky désigne les « Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand », dit Programme de Gotha, envoyées à W. Bracke le 5 mai 1875.
5. H. Draper a rassemblé onze textes – et même quatorze si on compte à part les variantes – qui se rapportent à cette question (« Marx and the dictatorship of the proletariat », *Cahiers de l'ISEA*, série S (6), septembre 1962, p. 5-73).

mot «dictature». Dans une note du 20 octobre 1920, Lénine caractérise la dictature comme un pouvoir qui ne reconnaît «*aucun* autre pouvoir, *aucune* loi, *aucune* norme, d'où qu'ils viennent [...] le pouvoir illimité, extralégal, s'appuyant sur la force, au sens le plus strict du mot, c'est cela la dictature» (Lénine, 1961b, 31 : 363)[1]. Et c'est une telle dictature que doit exercer le prolétariat, qu'il soit minoritaire ou majoritaire dans la nation. Max Adler, au contraire, distingue soigneusement entre «dictature majoritaire» et «dictature minoritaire» (Adler, 1970 : 140) : lorsqu'une *minorité opprime une majorité,* on est en présence du despotisme que Marx a toujours combattu, sous toutes ses formes ; si Marx préconise la dictature du prolétariat c'est parce qu'elle ne peut pas être autre chose que la force de la majorité :

> Tous les mouvements du passé ont été le fait de minorités ou ont profité à des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'*immense majorité* dans l'intérêt de l'immense majorité (Marx, 1963).

Pour Marx, la révolution prolétarienne sera la dernière possible ; en effet, lorsque le prolétariat, classe universelle, aura pris le pouvoir, il n'y aura bientôt plus de classes et par conséquent plus de luttes entre elles :

> L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classes, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous.

Notons, en passant, que Marx donne ainsi la définition exacte d'une société autogérée. Quant aux voies et moyens du passage à cette domination immensément majoritaire du prolétariat, ils seront variables selon les circonstances ; la violence, nous l'avons vu, sera souvent nécessaire mais pas toujours ; dans son discours du 8 septembre 1872 aux ouvriers d'Amsterdam, Marx déclara que «l'Amérique et l'Angleterre [pouvaient] arriver au socialisme par des moyens pacifiques[2]».

Dans la préface à l'édition anglaise du *Capital,* en 1886, Engels assure que ce ne fut pas là une déclaration de circonstance et que Marx avait exprimé sa véritable pensée. D'ailleurs, Engels écrivit lui-même, un peu plus tard (1891), que l'on «peut concevoir que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tous les pouvoirs» et même, plus explicitement, que «la république démocratique [...] est la forme spécifique de la

1. [▶ Autogestion et pouvoir(s)].
2. Lénine fait allusion à ce texte dans sa polémique contre Kautsky et il essaye de l'expliquer par l'absence «du militarisme et de la bureaucratie», dans les années 1870, en Angleterre et en Amérique.

dictature du prolétariat». Précisant sa pensée, dans l'introduction, écrite en 1895, aux *Luttes de classes en France,* Engels affirmait que l'usage illégal de la force armée n'était plus un bon moyen pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir et que même «la bourgeoisie et le gouvernement» en étaient un peu arrivés «à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du parti ouvrier».

Ce disant, Engels avait sans doute donné trop d'importance à la déclaration célèbre d'Odilon Barrot: «La légalité nous tue!» et à l'expérience de la Commune de Paris qui s'était terminée par une catastrophique saignée du prolétariat. Son point de vue fut ensuite assez généralement contesté par les marxistes[1].

Quoi qu'il en soit, il reste de la lecture de tous ces textes que Marx et Engels n'ont pas toujours maintenu la même théorie en ce qui concerne les moyens de passage au socialisme et mieux qu'ils ont soutenu explicitement qu'il fallait s'adapter aux circonstances.

Cela ne veut point dire qu'il suffise pour eux d'*attendre,* comme nous l'avons déjà rappelé et comme la polémique de Marx contre Bakounine l'a bien montré. Il ne s'agit pas ici de traiter à fond de la comparaison entre marxisme et anarchisme, mais seulement dans la perspective de la présente mise au point. Ce qui nous occupe, en effet, est de préciser comment Marx conçoit la société, une fois brisée l'oppression capitaliste, et par quels moyens on peut hâter cette libération. Or, les notes écrites en 1874 par Marx, en marge du livre de Bakounine: *Étatisme et anarchie* sont, à ce propos, très éclairantes[2]. À partir de ces notes, on peut restituer le dialogue suivant (sans changer un mot, naturellement, au texte de l'un et de l'autre):

> Bakounine. – Les Allemands sont environ 40 millions. Tous les 40 millions, par exemple, seront-ils membres du gouvernement?
>
> Marx. – Certainly! Car la chose commence par le self-government de la Commune.
>
> Bakounine. – Alors, il n'y aura pas de gouvernement, pas d'État, mais, s'il y a un État, il y aura des gouvernants et des esclaves [...] Ce dilemme dans la théorie marxiste se résout facilement. Par gouvernement du peuple ils (les marxistes – non! interrompt Marx, c'est

1. Voir Rosa Luxemburg, dans *Le programme de la Ligue Spartacus*; Karl Kautsky, dans *Le chemin du pouvoir* (Anthropos, 1969: 162); Otto Bauer (1976) divers textes, dans *Otto Bauer et la Révolution* (Paris, EDI).

2. Konspekt von Bakunin Buch, «Staatlichkeit und Anarchie», dans *Marx, Engels Werke*, Berlin, Dietz, Berlin, t. 18, p. 634 et suiv., partiellement traduit par Rubel dans *Pages de Karl Marx*..., Paris, Payot, 1970, t. 2.

> Bakounine qui le prétend) entendent le gouvernement du peuple à l'aide d'un petit nombre de dirigeants élus par le peuple.
>
> Marx. – Âne ! c'est du verbiage démocratique, du radotage politique ! L'élection est une forme politique [...] qui dépend [...] des rapports économiques entre les électeurs ; aussitôt que les fonctions ont cessé d'être politiques : 1- il n'existe *plus de fonction gouvernementale* ; 2- la répartition des fonctions générales est devenue une chose de métier et ne confère aucun pouvoir ; 3- l'élection n'a rien du caractère politique actuel.
>
> Bakounine. – Le suffrage universel par tout peuple.
>
> Marx. – Tout le peuple au sens actuel du mot est une pure chimère.
>
> Bakounine. – La notion de « représentants du peuple » constitue « un mensonge sous lequel se cache le despotisme de la minorité gouvernante » (souligné par Bakounine) d'autant plus dangereuse qu'elle apparaît comme l'expression de la soi-disant volonté du peuple.
>
> Marx. – Sous la propriété collective, la soi-disant volonté du peuple fait place à la volonté réelle du coopératif.

On voit bien, par ce dialogue, que, s'agissant des *buts ultimes,* Bakounine fait une mauvaise querelle à Marx ; ce dernier admet fort bien que l'organisation sociale par des techniques d'autogestion (coopératives) relève d'un *métier* mais ne confère *aucun pouvoir*. Il faut cependant reconnaître à Bakounine une vision prophétique, car malgré les dénégations de Marx, les marxistes-léninistes ont – par le centralisme démocratique – réalisé exactement les funestes prédictions de Bakounine : « Despotisme d'une minorité d'autant plus dangereuse qu'elle apparaît comme l'expression de la soi-disant volonté du peuple. » D'autre part, Marx reste indirectement la cause de la déformation bolchevique par sa théorie de l'étape de transition. Si, en effet, ce qu'il faut viser, c'est l'autogouvernement de la société dans son ensemble et si de ce fait, comme écrit Marx dans la même note sur Bakounine : « L'État populaire de Liebknecht [...] est une ineptie », il n'en reste pas moins que le prolétariat selon Marx, « durant la période de la lutte pour le renversement de l'ancienne société, agit encore sur la base de cette ancienne société et, par conséquent [...] durant cette période de lutte, *il emploie pour son affranchissement des moyens qui disparaîtront après cet affranchissement* ». Ce sont ces moyens – imposés par la société de classe et prétendument provisoires – que Bakounine refuse prudemment, car sous prétexte de libérer le prolétariat de la domination bourgeoise, on institue une nouvelle domination politique, en un sens, pire que la précédente. Alors que faire ? Selon Marx, voici la réponse de Bakounine : « De là, M. Bakounine conclut qu'il doit plutôt ne rien faire du tout..., qu'il doit

attendre le jour de la *liquidation générale* (souligné par Marx), le jugement dernier.» Il va sans dire que Bakounine, à son tour, crierait au scandale devant cette «déduction» de Marx[1]. Ce sont là les lois de la polémique. Ce qui nous intéresse seulement ici, c'est la contradiction soulignée par Bakounine entre le but ultime de Marx (société homogène sans classe) et les moyens impurs qu'il croit indispensables d'utiliser pour briser la machine oppressive de la bourgeoisie. Les colombes ne peuvent ni convaincre ni vaincre les vautours, si, dans un premier temps, elles n'attaquent les vautours avec la violence des vautours. Celui qui garde ses mains blanches n'a pas de mains. Marx se place ainsi à l'opposé de l'axiome évangélique : *les doux posséderont la terre* qui a été repris par les partisans actuels de la non-violence, ceux qui n'ont d'armes que de fleurs (amour et paix) ou qui, réunis autour du Pentagone, espéraient le faire sortir de terre par leurs pensées associées dans la foi qui soulève les montagnes. Ce sont là, dira-t-on, de gentils rêveurs, mais il reste que Marx n'était pas, non plus, satisfait par l'obligation politique de lutter contre les bourgeois avec des armes semblables aux leurs. C'est pourquoi, d'ailleurs, il ne préconisait pas exactement une telle imitation. Il ne voulait pas que son «parti» fût un parti comme les autres, ni son action un ensemble de petites ruses mijotées dans le secret des appareils «directeurs». Les travailleurs devaient, selon Marx, autogérer leurs luttes. C'est un thème constant qui affleure, à intervalles, dans ses écrits et dans ses actes. Qu'on en juge par ces brefs rappels : en 1848, «le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité»; en 1864, «l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»; en 1866 «l'œuvre de l'Association internationale est de généraliser et d'unifier les mouvements spontanés de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinaire quel qu'il soit»; en 1868, «l'Association internationale des travailleurs [...] n'est fille ni d'une secte ni d'une théorie. Elle est le produit *spontané* de la classe prolétaire»; en 1871, après la Commune[2], «ce serait méconnaître complètement la nature de l'Internationale que de parler d'instructions secrètes venant de Londres [...] de quelque centre pontifical de domination et d'intrigue [...]. De fait,

1. Zola met dans la bouche de Souvarine une des «réponses» possibles des anarchistes, «Votre Karl Marx en est encore à vouloir laisser agir les forces naturelles. Pas de politique, pas de conspiration, n'est-ce pas ? Tout au grand jour, et uniquement pour la hausse des salaires… Fichez-moi la paix avec votre évolution ! Allumez le feu aux quatre coins des villes», Émile Zola, *Germinal*.

2. [▶ Associations ouvrières (Les)].

l'Internationale n'est nullement le gouvernement de la classe ouvrière, c'est un lien, ce n'est pas un pouvoir». Le 17 septembre 1879 :

> Nous avons formulé, lors de la création de l'Internationale, la devise de notre combat : l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. Nous ne pouvons, par conséquent, faire route commune avec des gens qui déclarent ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes, et qu'ils doivent être libérés par en haut, c'est-à-dire par de grands et petits bourgeois philanthropes[1].

Marx n'a jamais voulu être à la tête d'un parti partisan qui ne représenterait qu'une partie de là classe ouvrière ; dès 1848, il précisait : «Les communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers. Ils n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble» (Marx, 1963). Dans une lettre à Freiligrath, Marx ajoute : «sous le vocable *parti*, j'entends parti dans le grand sens historique», c'est-à-dire la cause de l'ensemble du prolétariat. Il s'agit non de parader sur des estrades ou dans des meetings, mais de comprendre, de faire comprendre, et, par là, de hâter le mouvement historique de la société de classe vers son dépassement. Les parlottes et les petites intrigues de la vie politique des partis ont toujours déplu à Marx ; comme il l'écrivait à Engels, le 11 février 1851, il était irrité d'être ainsi amené à avaliser indirectement des prises de position, à se sentir lié par des déclarations «d'ânes» et à en porter le ridicule. Deux jours plus tard, le 13 février 1851, Engels répond :

> Nous avons l'occasion de montrer que nous n'avons besoin ni de popularité ni du «support» d'un parti quelconque [...]. Comment des gens comme nous, qui fuyons comme la peste des situations officielles, pourrions-nous être d'un parti ? Que nous chaut un parti, à nous qui crachons sur la popularité ?

On ne veut souvent voir, dans ces lettres, que le signe d'une irritation passagère. La preuve dit-on, que ce ne sont là qu'accès de mauvaise humeur, c'est que Marx a adhéré ensuite, en 1864, à l'Association internationale des travailleurs. Justement, voici ce qu'en pense Marx, dans une lettre à Engels, du 26 décembre 1865 : «Quant à l'Association internationale, elle me pèse tel un incube et je serais content de pouvoir m'en débarrasser.» Marx n'assiste pas au congrès de Bruxelles de 1868, pensant être plus utile à la classe ouvrière en continuant son œuvre théorique. Il appliquait ainsi la consigne donnée par Engels, dix-sept ans

1. Lettre circulaire adressée par Marx et Engels aux chefs de la social-démocratie allemande (citée par Maximilien Rubel, *Cahiers de l'ISEA*., novembre 1970, p. 2013).

plus tôt : « L'essentiel est de nous faire imprimer[1] ». Il ne viendra à l'esprit de personne que, ce disant, Marx ou Engels visaient une gloire littéraire quelconque. Mais le mouvement autonome de l'émancipation prolétarienne est, en même temps, une prise de conscience et cette dernière devient aussitôt un facteur complémentaire du mouvement d'émancipation. Certes, « l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique par les armes, la force matérielle doit être renversée par la force matérielle. Mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle saisit les masses ». C'est donc sur les lieux de travail mêmes que les ouvriers doivent comprendre concrètement les modalités de l'exploitation de leur force de travail par la classe dominante. Le rôle du théoricien est de leur rendre visible cet invisible quotidien comme Galilée a expliqué le mouvement apparent du soleil, ébranlant du même coup, à jamais, la mythologie religieuse antérieure. Qui ne comprend, dès lors, que pour Marx, militer n'est pas jouer au stratège dans les états-majors du comité fédéral ou du comité central, avec la prétention de commander, de l'extérieur, la manœuvre. Ce sont les travailleurs qui sont seuls capables non seulement d'organiser, d'autogérer leurs luttes, mais aussi d'instaurer, au sein même de l'ancienne société, les structures nouvelles d'une coopération égalitaire et fraternelle qui n'a que faire de chefs ni de dirigeants[2]. Dans son *Speech on the Anniversary of the People's Paper,* le 19 avril 1856, Marx faisait remarquer que les révolutions résultent davantage de causes économiques et des découvertes scientifiques et techniques que de l'action de soi-disant « meneurs » ; il disait, en effet : « Vapeur, électricité et machine à tisser avaient un caractère autrement dangereux que les citoyens Barbès, Raspail et Blanqui eux-mêmes. »

Quinze ans plus tard, à Kugelmann qui contestait, dans une lettre du 15 avril 1871, l'opportunité de l'insurrection de la Commune parce que la défaite priverait « de nouveau les ouvriers de leurs chefs », Marx répondit, le 17 du même mois : « La démobilisation de la classe ouvrière aurait été un malheur bien plus grand que la perte d'un nombre quelconque de "chefs". » (Marx met lui-même entre guillemets le mot chef.) Ainsi on ne peut insister davantage que Marx ne le fait sur les capacités d'auto-émancipation de la classe ouvrière qui peut, non seulement autogérer son combat, mais autogérer la production, ce qui est de surcroît le moyen le plus radical de supprimer l'aliénation et l'exploitation. Ainsi, dans cette dialectique, la réalisation du *but* final ne se sépare pas de la mise en œuvre de moyens spécifiques de l'atteindre. L'autogestion des

1. Lettre du 13 février 1851.
2. [▶ Citoyen-producteur (Le)].

luttes est une condition de l'autogestion de la production et réciproquement. Certes cette conquête de l'autonomie active ne peut être que progressive et impure comme Marx l'expliquait à Bakounine, mais la tâche du révolutionnaire est d'éclairer cette entreprise, d'y «coller» et de s'y coller. Aussitôt que l'organisation à prétention libératrice devient une sorte d'institution extérieure, qui fonctionne en tant qu'instrument de lutte pour les ouvriers au lieu d'être une ébauche d'organisation nouvelle de la production elle-même, Marx s'en désintéresse et souffre d'en faire partie. Il n'y a même pas à distinguer entre autogestion des luttes et autogestion de la production car ces deux formes d'émancipation se conditionnent réciproquement.

Mais on dira, peut-être, que ce ne sont là que déductions à partir du «montage habile» de quelques textes. Il faut donc voir, plus précisément ce que Marx dit lui-même du fond du débat puisque aussi bien il l'a abordé dans un assez grand nombre de textes que les interprétations des divers appareils des partis politiques marxistes ont laissés dans l'ombre.

1971

Source

Première partie d'un article paru dans *Autogestion et socialisme*, n° 15, mars 1971.

Pour en savoir plus

À noter de nombreuses notes et références bibliographiques absentes ou imprécises dans la source utilisée.

Adler, Max (1970), *Démocratie politique et démocratie sociale*, Paris, Anthropos, 1970.
Boukharine, Nikolaï (1971), *L'Économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos.
Lénine, Vladimir, (1961a), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans ***Œuvres complètes,*** t. 22, Moscou, Éditions de Moscou.
Lénine, Vladimir (1961b), «Contribution à l'histoire de la question de la dictature», *Œuvres complètes*, t. 31, Moscou, Éditions de Moscou.
Marx, Karl (1950), *Le Capital,* Livre 1, t. 3, Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1963), *Économie*, 1, *Le manifeste communiste,* Paris, La Pléiade.

Marx et le marxisme

Romain Testoris

«Tout ce que je sais, disait Marx à la fin de sa vie, c'est que je ne suis pas marxiste.» La pensée de Marx, pensée critique sans cesse en travail, est devenue tout autre chose en devenant «marxisme», corps d'idées et de pratiques où Marx n'aurait pas reconnu ses petits. Les exemples abondent. Ainsi, le «marxisme»

fait une large place au «sens de l'histoire» et au «socialisme», pour ne rien dire du «socialisme scientifique», toutes notions introuvables chez Marx qui a pensé le communisme et sa première étape, ainsi que ses conditions historiques de possibilité, et non le «socialisme». Malgré certaines formules, Marx ne pensait pas du tout que le simple développement des forces productives suffirait à assurer l'avènement du communisme. Cet «économisme» lui était étranger.

En introduisant son œuvre en France, les guesdistes avaient déjà simplifié outrageusement sa pensée dans le sens de l'«économisme». Puis vint le caricatural «marxisme-léninisme» mis en avant par les partis communistes stalinisés et plus tard leurs épigones maoïstes. Le «marxisme-léninisme» n'avait rien à voir avec Marx et fort peu avec Lénine : il n'était qu'un bricolage hâtivement monté par Staline et ses idéologues pour légitimer leur pouvoir. La bureaucratie l'invoqua pour justifier les répressions contre les peuples des pays de l'Est, les pires dogmatismes comme l'affaire Lyssenko, et les atteintes permanentes aux libertés individuelles et collectives, comme le refus du droit de grève.

Censé enfermer la réponse définitive à toutes les questions, le «marxisme-léninisme» a stérilisé toute recherche théorique pendant un demi-siècle, tout en jouant un rôle de référence abstraite dans l'élan et l'espoir révolutionnaires dans le monde durant ce demi-siècle.

Déjà Gramsci, après l'irruption des conseils ouvriers à Turin[1] et la fondation du Parti communiste italien, avait protesté du fond de sa prison fasciste contre l'économisme qu'il relevait en URSS dès la mort de Lénine, et donc avant la mise en place du stalinisme. Gramsci voyait dans l'économisme la mise à l'écart de l'initiative populaire au profit d'une conception prétendument «scientifique», en fait positiviste, où l'histoire réelle était évacuée au profit d'une histoire idéologique faite par le parti-État et non par les masses.

Il y eut d'autres réactions dans le mouvement communiste. En opposition avec le «marxisme-léninisme», certaines de ces réactions peuvent être regroupées sous la dénomination de «marxisme-révolutionnaire» que plusieurs courants politiques ont revendiquée dès les années 1930 et de manière plus significative trente ans plus tard. Se réclamant de Marx et d'Engels, de Lénine et de Trotsky, parfois de Rosa Luxemburg, ce marxisme-révolutionnaire – souvent confondu avec le trotskisme alors qu'il ne s'y réduit pas – s'est battu contre la bureaucratisation du parti révolutionnaire, contre la répression exercée sur les masses par la

1. [▶ Printemps des conseils ouvriers (Le)].

bureaucratie et le parti-État[1], et pour certaines de ses variantes, contre l'étatisme. Il a aussi tenté de réintroduire en pratique et de théoriser l'initiative populaire sous la forme de la grève générale, de la démocratie directe et des conseils ouvriers et populaires.

Sans se situer au départ ouvertement en opposition au «marxisme-léninisme», d'autres courants issus du mouvement communiste et de sa crise des années 1960, parfois influencés par la révolution chinoise et le maoïsme, se rapprocheront de la critique marxiste révolutionnaire et tenteront de redéfinir un projet et une stratégie révolutionnaires : le cas le plus emblématique est celui d'*Il Manifesto* en Italie et de la «nouvelle gauche» italienne des années 1970. Avec des effectifs très réduits et une influence plus limitée, la Tendance marxiste révolutionnaire internationale (TMRI)[2], après sa rupture militante et politique avec la 4e Internationale et le choix de l'autogestion comme référence en lieu et place du trotskisme, a tenté dans les années 1970 de faire vivre «un marxisme vivant et non fossilisé».

Mais aucun de ces efforts n'a réussi à bousculer la domination du «marxisme-léninisme» appuyé sur la violence d'État des partis communistes au pouvoir, imitée à leur échelle par les partis communistes des pays capitalistes à base de masse dans les pays de l'Europe méditerranéenne, où ils ne laissaient qu'un espace très réduit au marxisme-révolutionnaire.

Ces efforts relèvent d'un combat politique qui n'aura pas été inutile par ses avancées politiques et théoriques, et qui était en phase avec les révoltes et les révolutions – en particulier hongroise, tchèque et polonaise – qui ont jalonné l'histoire des pays de l'Est sous le stalinisme ; ils ont redonné vigueur aux aspirations démocratiques et autogestionnaires exprimées à travers la réapparition des conseils ouvriers, les exigences de démocratie directe et d'autogestion. En ayant à l'esprit que jamais, de surcroît, ne fut demandé au cours de ces révoltes et ces révolutions le rétablissement du capitalisme, n'étaient-elles pas plus proches de l'idée que se faisait Marx du communisme que ne l'était le «marxisme-léninisme» ?

Les militantes et les militants de la TMRI – mais aussi du Parti socialiste unifié (PSU)[3] – ont su pour leur part détecter en mai 1968, et dans les années qui ont suivi, la réapparition des aspirations autogestionnaires et les nouveaux terrains de lutte que les partis communistes officiels, mais aussi les organisations d'extrême gauche se réclamant du trotskisme

1. [▶ Autogestion et pouvoir(s)].
2. [▶ Lutte pour l'autogestion et la révolution (La)].
3. [▶ Contrôler aujourd'hui pour décider demain].

et du maoïsme, ont dans un premier temps, au mieux superbement ignoré, au pire combattu : autogestion et féminisme en particulier. Dans cette extrême gauche, seul le courant de la 4e Internationale – et donc en France la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) – a manifesté un réel intérêt pour l'autogestion – non pas comme pratique immédiate mais comme perspective après la révolution – et le féminisme, mais avec retard et sans en tirer de conséquence théorique et pratique[1].

Globalement, ces réactions au « marxisme-léninisme » n'ont donc eu qu'une portée limitée, et leur référence centrale à un marxisme vivant, non-fossilisé, outil de la réflexion pour comprendre le monde et le changer, n'aura pas suffi à éviter le discrédit jeté par le « marxisme-léninisme » sur les conceptions de Marx.

Pourtant, on parle à nouveau de Marx en ce début du 21e siècle. Après avoir été jugé horizon indépassable de notre temps, puis après avoir subi une longue éclipse, il y aurait aujourd'hui un retour de Marx, un retour à Marx ; des colloques lui sont consacrés, une activité éditoriale non négligeable se développe, des revues voire des quotidiens ouvrent leurs colonnes à ses idées. Mais, dans le même temps qui, dans les milieux militants, lit encore Marx ? Situation paradoxale donc.

Comment douter de l'actualité de la pensée de celui qui écrivait : « C'est seulement par le gaspillage le plus énorme du développement d'individus particuliers qu'est assuré et réalisé le développement de l'humanité en général, au cours de l'époque historique qui précède immédiatement la reconstitution consciente de la société humaine » (Marx, 1977), lignes qu'on croirait écrites aujourd'hui, alors que toutes les contradictions du capitalisme qu'il avait analysées sont exacerbées par la crise globale et que de tous côtés monte dans le monde la conscience qu'il est urgent d'intervenir pour sauver la civilisation et la planète. « Le monde n'est pas une marchandise ! » Ce mot d'ordre de l'altermondialisme aurait parfaitement convenu à celui qui avait diagnostiqué avec perspicacité la marchandisation du monde alors qu'elle n'en était qu'à ses débuts en Europe occidentale.

Il y a deux éléments d'explication à ce regain d'intérêt pour l'œuvre de Marx. La phase historique de l'ultralibéralisme triomphant, marquée à l'Ouest par une vague de privatisations, de destructions systématiques des conquêtes ouvrières, de montée de la nouvelle pauvreté, le tout sur fond de défaites ouvrières, et à l'Est par l'effondrement des bureaucraties d'État, la chute du Mur et le rétablissement du capitalisme, est en train de se clore. Nous entrons dans une nouvelle phase où l'ultralibéralisme

1. [▶ Capitale mondiale des entreprises récupérées (La)].

perd sa légitimité : la naissance et le développement mondial de la crise, d'abord financière puis globale, la mise à nu de toutes les contradictions capitalistes, l'impuissance désormais évidente pour toutes et tous de ses dirigeants et idéologues à ouvrir une issue à cette crise, la faillite du «tout marché», conduisent à s'interroger à nouveau : comment empêcher le capitalisme d'entraîner la société vers la catastrophe ?

L'intervention cynique des États des grands pays volant au secours des grandes banques et des grands groupes financiers en totale contradiction avec les dogmes ultralibéraux, au moment même où le chômage généralisé est présenté comme inévitable, remet en lumière leur caractère de classe, au service des classes dominantes.

Né à Seattle en 1999, l'altermondialisme témoignait, dès avant la crise actuelle, d'un renouveau de la pensée critique et du militantisme dans une optique d'emblée internationaliste[1]. Dans ces conditions, l'œuvre de Marx, du moins son versant critique et analytique, apparaît – même dans une perspective modérée – comme apportant des éléments indispensables de réflexion et de compréhension. Et cela d'autant, deuxième élément d'explication, que la référence à Marx est désormais libérée de la lourde hypothèque que constituaient les pays du «socialisme irréel» ; on peut aujourd'hui se plonger dans Marx pour son œuvre même, et non pour y chercher des arguments pour ou contre les États qui se réclamaient de lui, pour ou contre telle ligne politique.

Mais dans le même temps est-il possible, est-il souhaitable de redonner vie à ce «marxisme» historique fossilisé, dont les représentants ont ignoré, quand ils ne l'ont pas combattu, tout ce qui naissait de neuf au 20e siècle, écologie, féminisme, autogestion, alors que nous ressentons le besoin de nous débarrasser des modèles mentaux périmés ? Paradoxe ou, peut-être, contradiction dialectique ? D'un côté, Marx et Engels indispensables pour penser le monde en sa perspective historique et le transformer dans une visée d'émancipation sociale et humaine ; de l'autre, le fait incontestable que l'histoire a été influencée par le «marxisme» plus que par leur pensée réelle. Comment en sortir ?

Quel nouveau rapport à Marx ?

Appelons «marxisme étatiste» ou «marxisme» tout court l'ensemble de pratiques et d'idées historiquement datées qui s'est effondré en même temps que l'URSS[2]. Ce marxisme de parti, étatisé et centré sur la prise de l'État, articulé sur le «sens de l'histoire», profondément marqué

1. [▶ Altermondialisme, un nouveau mouvement d'émancipation (L')].
2. [▶ Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)].

par la vision de la révolution comme guerre civile, devenu idéologie légitimante, est mort. C'est désormais un phénomène historique. Il appartient à la connaissance du passé. Et le bilan de ce marxisme-là et du socialisme prétendu réel est assez lourd pour n'alimenter aucune nostalgie chez les autogestionnaires.

Il s'agit donc plutôt que de faire retour à Marx de repartir de Marx d'avant le «marxisme». Pour cela s'impose un important travail visant à libérer sa pensée de toutes les strates qui se sont accumulées sur elle.

Le libérer des falsifications de la 2e Internationale et des falsifications staliniennes, qui, est-ce vraiment surprenant, se rejoignent dans l'économisme, ainsi que dans la sujétion des masses par l'électoralisme pour la social-démocratie, et pire par la terreur d'État pour le stalinisme ; le libérer des prolongements qui, dans un tout autre esprit, l'ont infléchi au gré des besoins révolutionnaires du moment, comme la centralisation bolchevique qui apparaît aujourd'hui comme un véritable artefact par rapport à la pensée profonde de Marx ; le libérer du poison de l'étatisme qui très tôt, sous l'influence de Lassalle et au grand dam de Marx, imprégna le mouvement ouvrier organisé ; le libérer de certaines lectures qui tout en lui posant des questions de fond, se sont éloignées de son âme critique et révolutionnaire. On pense ici surtout à Althusser et ses disciples : si leur œuvre a témoigné d'une réaction contre l'éclectisme de la direction du Parti communiste français (PCF) des années 1960 et 1970, conséquence de son opportunisme, si elle a conduit à poser un regard plus exigeant que celui de la direction du PCF sur les classiques du «marxisme», elle ne s'en est pas moins enfermée dans une vision structuraliste qui a rejeté des concepts cruciaux tels que l'aliénation ou la dialectique. À côté d'indications fructueuses comme les appareils idéologiques d'État, quel silence sur tout ce qui



naissait de neuf à l'époque ! L'extrême gauche maoïste influencée par ces travaux s'est assez vite mise hors-jeu par son dogmatisme.

Ce n'est là que la moitié du chemin. Ainsi décapé, Marx doit aussi être dialectiquement dépassé : la pensée critique dont nous avons besoin ne peut être la simple reprise de ses travaux, marqués d'erreurs et de silences que nous apercevons mieux aujourd'hui. Marx a, par exemple, confondu la fin de l'État et la fin de la politique, bloquant ainsi une réflexion sur la démocratie dans les sociétés de classes qu'il avait pourtant inaugurée. De même, sa légitime insistance sur le développement des forces productives ne s'est pas accompagnée d'une réflexion critique à l'égard de ce que nous appelons, depuis le dernier quart du 20e siècle, productivisme, même si certaines indications chez Engels, surtout, pointent le danger. La dégradation considérable de l'état de la planète, depuis leur époque, exige une réflexion nouvelle.

Ce dépassement dialectique exige un double mouvement : étudier le capitalisme mondialisé d'aujourd'hui à la lumière de la pensée de Marx, et interroger la pensée de Marx, la mettre en pratique, en fonction de nos questions et besoins de militants. Plus facile à dire qu'à faire ? C'est au travail collectif d'y répondre.

La pure rébellion est en effet insuffisante, la révolte est certes indispensable mais n'est pas encore la révolution : elle est subalterne à ce qu'elle combat, alors que la révolution supprime l'exploitation et la domination et commence à établir les fondements d'une société libre et émancipée Pour cela il est nécessaire de comprendre les causes et les conditions du système d'exploitation et d'élaborer le projet capable d'assurer l'hégémonie des exploité·es ainsi que la stratégie permettant à ce projet de triompher. La pensée critique est indispensable Cette pensée critique sera une pensée de l'intérieur, de l'intérieur des pratiques sociales, des mouvements sociaux, du savoir, du travail, de l'altermondialisme, et non plus une pensée de l'extérieur, délivrée aux masses par le parti-État. Elle s'inscrira explicitement dans la perspective d'une société autogestionnaire.

Une pensée critique de l'intérieur, enjeu majeur de notre temps

Le mouvement ouvrier à ses débuts avait pris pour drapeau la formule de la 1re Internationale qui devait beaucoup à Marx et Engels : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

La Commune de Paris en 1871 faisait une large place à la démocratie directe et à l'intervention populaire. Marx dans *La guerre civile en France* s'est appuyé sur la Commune pour avancer l'idée que la révolution

ouvrière doit briser la machine de l'État bourgeois si elle veut assurer une véritable démocratie. Lénine, dans *L'État et la révolution,* va remettre en lumière cet objectif soigneusement oublié par la social-démocratie allemande réformiste et électoraliste. Mais enfermés dans la théorie non dialectique de la conscience révolutionnaire venant à la classe ouvrière de l'extérieur, théorie empruntée à Kautsky, aux prises avec des difficultés inouïes causées par les ravages de la guerre impérialiste et de la guerre civile, ainsi qu'avec le retard considérable de la Russie tsariste, les bolcheviks ont eu, une fois au pouvoir, une pratique de plus en plus centraliste et autoritaire, dont le sommet fut la répression de la révolte de Cronstadt.

Qu'il y ait eu dans l'Octobre de 1917 d'autres virtualités, le développement des soviets par exemple, est incontestable. Elles ne se sont pas accomplies. Dès avant la contre-révolution stalinienne, le «communisme de guerre» est devenu synonyme de commandement venu du parti-État et adressé aux masses. Nous ne saurons jamais si la «nouvelle politique économique» (NEP) aurait pu redresser la situation.

Toujours est-il que l'imaginaire révolutionnaire s'est construit autour du militant, rarement de la militante, qui va aux masses, et non pas qui vient des masses. Le rapport ainsi institué était un rapport pédagogique d'explication plus qu'un rapport politique de prise de décision commune, un rapport hiérarchique entre celui – et bien rarement celle – qui sait, qui a été formé, qui a de l'expérience, et les autres, les travailleurs qui ont besoin d'être informés, mobilisés – terme révélateur – et qui constituent une masse inerte qui doit être mise en mouvement.

On sait avec quelles difficultés ont été prises en compte les initiatives spontanées telles que les grèves avec occupation en juin 1936[1] et le mouvement de Mai 68[2], étudiant mais aussi ouvrier, et avec quelle inquiétude elles ont été considérées, jusqu'au moment où elles ont été contrôlées de l'extérieur; et avec quels procédés les bureaucraties politiques et syndicales les ont combattues quand elles s'avéraient irrécupérables.

Bien entendu, les actions menées en commun et la pratique militante ont conduit à assouplir ce modèle. Mais le modèle en tant que tel était bien l'extériorité de l'organisation par rapport aux travailleurs. A-t-on fait mieux depuis? Les tensions permanentes entre, d'une part les organisations politiques et syndicales, et d'autre part les organes de

1. [▶ Une tentative d'exploitation directe].
2. [▶ UNEF propose (L')…].

lutte nés hors d'elles, comités de grève, coordinations et autres éléments d'auto-organisation, permettent d'en douter.

Pour l'organisation instituée, l'extérieur c'est toujours l'inconnu. Bien entendu il ne s'agit pas de tordre le bâton dans l'autre sens et d'ouvrir le feu sur tout ce qui est organisé. Le spontanéisme a lui aussi son bilan d'échec. Il s'agit de redonner à l'idée d'organisation son sens fort, son sens vivant, où l'élément actif, ce qui organise, a le primat sur le résultat, ce qui est organisé, élément qui n'est nullement négligeable mais second. Et ce qui organise ne peut que venir de l'intérieur des organisé·es, des salarié·es, des masses. C'est là que la pensée critique se lie aux pratiques spontanées de résistance et de lutte qu'elle aide à passer à un plan supérieur de cohérence et d'efficacité. C'est là que naissent les pratiques autogestionnaires, dans les périodes où les crises ouvrent des interstices dans l'organisation capitaliste du travail, pratiques qui risquent de rester minoritaires ou de dépérir rapidement si elles n'atteignent pas un degré suffisant d'organisation.

Pensée critique et pratiques autogestionnaires sont ainsi liées et forment cercle, ou plutôt spirale ascendante née du mouvement social lui-même animé d'un auto-mouvement. L'autogestion ainsi conçue est à la fois l'objectif du mouvement social et son mode de développement[1]. Elle constitue le terrain où se développe l'indispensable pensée critique qui pourra s'alimenter en même temps aux pratiques nées du mouvement en cours et à l'acquis théorique du mouvement ouvrier, en particulier à l'œuvre de Marx.

Marx autogestionnaire ? Faut-il rappeler que Marx a sous-titré *Le Capital* non pas « Traité d'économie politique », manuel que la classe ouvrière n'aurait eu qu'à assimiler et appliquer, mais « Critique de l'économie politique », de toute économie politique, ouvrant de ce fait l'interminable chantier d'une pensée critique qui milite pour l'organisation de la production par la société elle-même, libérée de toute domination, de toute exploitation.

Quelques questions brûlantes

Il ne peut être question l'espace d'un article de faire le tour de toutes les questions à reprendre. En fait tout est à remettre en chantier, qui a été tenu jusqu'ici pour assuré. Quelques grandes questions peuvent servir à aimanter le champ théorique, questions de fond présentant un caractère d'urgence.

1. [▶ Typologie des coopératives].

L'autogestion, bien sûr, et ce livre tente d'y contribuer, dans l'esprit de Marx qui écrivait «si dans la société telle qu'elle est, nous ne trouvions pas masquées les conditions matérielles de production d'une société sans classe et les rapports d'échanges qui leur correspondent, toutes les tentatives de la faire exploser ne seraient que donquichottisme» (Marx, 1980). L'autogestion appelle le dépassement des régulations par le marché, la démocratie active, le dépérissement de l'État[1], de la bureaucratie et de la division capitaliste du travail, la désaliénation de la conscience sociale et le libre développement de chacune et chacun.

L'écologie, car nous avons appris à nos dépens que les forces productives sont en fait à la fois des forces productives et destructrices et que se libérer du capitalisme et de son productivisme est indispensable pour développer une économie sobre, une économie économe pour reprendre les termes de Jean-Marie Harribey[2].

Le féminisme, si négligé par le mouvement ouvrier, et qui doit être intégré à la définition même d'une société émancipée, au même titre que l'appropriation sociale des moyens de production et d'échange. Revendiquant l'égalité des droits sans s'y réduire, le féminisme est une figure de l'universalité sans laquelle aucune société ne peut se dire une société juste[3].

La pensée dialectique a été discréditée par un certain «marxisme» qui en avait fait une pensée de légitimation. En effet, comment prendre en compte les violentes contradictions qui travaillent notre époque, avec leurs périls et leurs promesses, sans penser ces contradictions comme appartenant au contenu concret de cette époque ?

La démocratie, pensée ni comme pur rapport de forces ni comme pure procédure, mais comme unité du dialogue et du conflit, de l'universel et des intérêts de classe. Opposer les libertés «réelles» aux libertés «formelles» s'est révélé une impasse. L'articulation de la démocratie représentative à la démocratie directe avec primat à la démocratie directe est «la question des questions» pour une révolution qui veut se faire par les masses et non d'en haut[4].

L'aliénation, concept qui parcourt toute l'œuvre de Marx même là où le mot est absent. Conçu non comme la perte d'une essence humaine mais comme la souffrance et la diminution des pouvoirs du sujet exploité, comme dessaisissement général d'une société écrasée

1. [▶ De la citoyenneté au dépérissement de l'État].
2. [▶ Écologie et socialisme : travail, production et valeur]
3. [▶ Féminisme et autogestion].
4. [▶ Citoyen-producteur (Le)].

par le profit, comme l'affolement d'une production non réglée par les producteurs, le concept d'aliénation permet de comprendre la catastrophe anthropologique aujourd'hui en cours, et aussi grave que la catastrophe écologique.

Il y a donc urgence pratique et théorique à se réapproprier la pensée de Marx à partir du niveau mondial où elle avait su se hisser. C'est en effet à partir du mondial que doit se penser la reprise révolutionnaire, que doit se tenter la synthèse du rouge ravivé par la démocratie et le féminisme, avec sa couleur complémentaire le vert, car c'est à cette échelle et par cette synthèse que se joue la possibilité d'une société «où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous» (Marx, 1976). Or, sur toutes ces questions, l'œuvre de Marx apporte les acquis d'une réflexion qui n'a jamais séparé la rigueur de l'analyse du point de vue militant.

Ainsi, Marx est le grand penseur de l'aliénation, quoi qu'en aient dit Althusser et ses disciples (Sève, 2012). C'est aussi le penseur qui avec la 6e thèse sur Feuerbach[1] jette les bases d'une anthropologie matérialiste qui permet d'en finir avec l'idéologie réactionnaire de la «nature humaine» et ouvre la voie à une science de l'individualité et de la biographie. C'est encore le penseur qui, partant de la philosophie de Hegel, met en œuvre du point de vue matérialiste, notamment dans *Le Capital,* une dialectique des contradictions, qui bien que non conceptualisée, est d'un apport irremplaçable. Sa volonté de sortir de la philosophie et de rencontrer le monde réel, non seulement pour l'interpréter, mais pour le transformer, a conduit Henri Lefebvre à qualifier sa pensée de «pensée devenue monde», au double sens de pensée devenue universelle et pensée devenue force matérielle dans les combats qu'elle inspire pour l'émancipation.

Telle est la stature de Marx : penseur de l'aliénation, de l'individualité, de la dialectique, de l'émancipation universelle ; nous sommes bien loin de l'image convenue d'un Marx penseur du travail, de l'économie, du Marx positiviste indifférent aux peines des hommes et des femmes, de cette caricature qui sous la responsabilité conjointe de la 2e Internationale et du stalinisme s'est répandue sous le nom de «marxisme». Si loin qu'un philosophe comme Lucien Sève propose aujourd'hui de remplacer ce terme par la formule «pensée-Marx» :

> Je lui vois deux avantages majeurs : elle se désolidarise de ce -isme maléfique pour inviter à reprendre inspiration dans Marx même ; et

1. «L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux», Marx, «6e thèse sur Feuerbach» (Sève, 2008, 2 : 64).

en rompant avec le vocabulaire traditionnel elle invite à u renouveau de pensée véritablement majeur (Sève, 2015).

Ce renouvellement ne saurait être une simple mise à jour : alors que le capitalisme vraisemblablement entré dans sa phase finale risque d'entraîner l'humanité dans la catastrophe, la possibilité de sortir de sa crise par le haut exige de recommencer par les commencements et en allant cette fois jusqu'au bout du chemin

juin 2015

Pour en savoir plus

Marx, Karl (1976), *Le Manifeste du parti communiste,* Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1977), *Le Capital,* t. 3, Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl (1980), *Grundrisse,* t. 1, Paris, Éditions sociales.
Sève, Lucien (2008), *Penser avec Marx*, t. 2, « *L'Homme* » *?,* Paris, La Dispute.
Sève, Lucien (2012), *Aliénation et émancipation,* Paris, La Dispute.
Sève, Lucien (2015), « Avec Marx, placer haut le travail philosophique », entretien, *ContreTemps,* n° 24, 1er trimestre.

Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France

Bruno Della Sudda, Jean-Pierre Hardy, Arthur Leduc, Patrick Silberstein

Au cours des années 1960 et 1970, la problématique autogestionnaire se répand sur la planète et s'insinue, bon gré mal gré, dans les discours de la quasi-totalité des organisations de la gauche parlementaire et extraparlementaire. Référence centrale pour la CFDT et pour nombre d'associations de ce qu'on appellerait aujourd'hui le « mouvement social », l'idée autogestionnaire est progressivement intégrée, récupérée, détournée, déformée, « coupée en rondelles », absorbée… pour être abandonnée au premier retournement de conjoncture ou encore dès que commence l'exercice du pouvoir dans le cadre des institutions de la 5e République.

La problématique autogestionnaire émerge réellement en France à l'occasion de la rupture de la Yougoslavie avec l'URSS de Staline en 1948. Il s'agit alors pour la Ligue des communistes yougoslaves de consolider sa base au sein de la classe ouvrière en l'associant à la gestion des entreprises. Bien qu'elle ait été restreinte au plan économique local, et en réalité sous le contrôle de l'État dirigé par un parti unique, l'hérésie

autogestionnaire yougoslave ouvrait à la fois une brèche dans le partage du monde de Yalta et dans ce que le stalinisme avait érigé comme le modèle unique de «socialisme». À Belgrade[1], le socialisme retrouvait ainsi un visage «humain» qu'il était désormais possible d'opposer à celui, «monstrueux», de Moscou. Une décennie plus tard, l'autogestion algérienne (1962-1965)[2] constituera une nouvelle tentative d'orienter un processus de libération nationale vers une perspective socialiste.

La décennie 1967-1977 est le théâtre d'une floraison de pratiques sociales et de «nouveaux mouvements sociaux» pratiquant le «fait accompli» (*on revendique, on prend, on fait*), la transgression de l'ordre établi («changer la vie, ici et maintenant») et la critique-pratique des institutions et des normes de la société bourgeoise (comités de quartier, crèches autogérées, Lip et «mini-Lips», pratique «sauvage» des IVG, expériences pédagogiques et contre-cours, «contre-culture», etc.) qui mettent l'autogestion – explicitement ou implicitement – au cœur des dynamiques émancipatrices embrassant l'ensemble des sphères de la société[3].

Les expériences internationales se multipliant – Mai 68 français, Mai rampant italien, Printemps de Prague[4], Pérou[5] et Chili[6], révolution portugaise –, l'idée autogestionnaire fait florès. Elle est désormais incontournable. Elle doit être intégrée ou combattue, voire détournée, déformée et «coupée en rondelles».

Signe des temps et du rapport de forces, elle s'introduit, bon gré mal gré, dans les discours et les programmes de la quasi-totalité des partis et des organisations de la gauche parlementaire et extraparlementaire. Des structures de toutes natures (politiques, syndicales, associatives, municipales, pédagogiques, culturelles, du cadre de vie, nationalitaires…) se déclarent alors en faveur de l'autogestion, laquelle connaît son apogée avec le programme de la République autogérée formulé au début des années 1980 par Solidarnosc en Pologne[7].

En 1973, la revue *Autogestion et Socialisme* publie un dossier intitulé «La gauche, l'extrême gauche et l'autogestion» qui fait l'inventaire des

1. [▶ Loi fondamentale de 1950 sur la gestion par les collectifs de travail des entreprises d'État et des associations économiques supérieures].
2. [▶ Une démocratie autogestionnaire en gestation].
3. [▶ Demain est déjà commencé].
4. [▶ Projet de thèses du 14e congrès extraordinaire (clandestin) du Parti communiste tchécoslovaque].
5. [▶ Consult'action à Bobigny].
6. [▶ Poder popular].
7. [▶ La république autogérée].

positionnements autogestionnaires d'une trentaine d'organisations politiques et syndicales. Huit d'entre elles, selon la revue, sont favorables à l'autogestion : la CFDT, le Parti socialiste unifié (PSU), l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), le Cercle socialisme, l'Alliance syndicaliste, le groupe de *La Révolution prolétarienne,* la Fédération anarchiste (FA) et le Groupe Hispano-Suiza. Deux contributions s'y opposent frontalement, celle des stalino-maoïstes de *L'Humanité rouge* et celle de *Lutte ouvrière* (LO). Les autres organisations sollicitées n'ont pas donné suite.

Une revue pluraliste : *Autogestion* puis *Autogestion et Socialisme*

C'est en décembre 1966 que paraît à Paris le premier numéro d'*Autogestion*. L'autogestion, écrit Henri Lefebvre, « doit s'étudier de deux façons différentes : en tant que moyen de lutte, frayant le chemin » et « en tant que moyen de réorganisation de la société ». Le comité de rédaction reflète à la fois la pluralité des approches et celle des parcours, on y trouve notamment Yvon Bourdet, Jean Duvignaud, Joseph Fišera, Daniel Guérin, Serge Jonas, Henri Lefebvre, Catherine Lévy, Pierre Naville et Michel Raptis[1].

Henri Lefebvre y dresse un portrait théorique de l'autogestion[2], résumant pour l'essentiel la problématique : en tant que stratégie politique, elle permet l'« ouverture vers le possible ». Elle est la fois la voie et l'issue, elle « montre le chemin pratique pour changer la vie », ce qui est, rappelle-t-il, le but et le sens d'une révolution. Il s'agit donc d'une utopie concrète et d'une stratégie qui tentent d'éclairer les voies révolutionnaires de la fin du 20e siècle, que ce soit dans les pays capitalistes avancés, dans les sociétés bureaucratiques de l'Est ou encore dans les pays coloniaux. Si elle naît spontanément, écrit encore Henri Lefebvre, l'autogestion « n'apparaît pas n'importe où n'importe quand », elle se manifeste « dans les points faibles de la société existante[3] ». À l'appui de sa démonstration, il revient sur l'exemple algérien :

> Où s'installe l'autogestion ? Dans les domaines abandonnés par les colons. Elle met en question la société entière, et les appareils hérités de l'ère coloniale ou constitués lors de l'indépendance.

1. Georges Gurvitch, un des initiateurs du projet, est décédé avant la parution du premier numéro.

[▶ Avènement des conseils d'usine (L')].

2. [▶ Problèmes théoriques de l'autogestion].

3. [▶ Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire].

La problématique autogestionnaire porte donc en elle «sa généralisation et sa radicalisation possibles», mettant ainsi à nu les contradictions de la société. Pour Henri Lefebvre, l'autogestion contient à la fois les ferments du dépérissement de l'État[1] (fût-il issu d'une révolution) et ceux de la mise en cause de la bureaucratisation naissante:

> La contradiction principale que l'autogestion introduit et suscite, c'est sa propre contradiction avec l'État. Par essence, elle met en question l'État, en tant que puissance contraignante, érigée au-dessus de la société entière, captant et accaparant la rationalité inhérente aux rapports sociaux (à la pratique sociale). Dès que pointe au ras du sol, dans une fissure, cette humble plante, l'énorme édifice étatique est menacé. Les hommes de l'État le savent, l'autogestion tend à remanier en fonction de son développement, l'État, c'est-à-dire à le mener vers le dépérissement. Elle avive toutes les contradictions au sein de l'État.

L'autogestion doit donc «se constituer en pouvoir qui ne soit pas étatique», ce qui nécessite, bien entendu, l'établissement des besoins sociaux «formulés, contrôlés, gérés par les intéressés», sous la forme d'une planification démocratique.

La CFDT: un mouvement politico-syndical pour le «socialisme démocratique et autogestionnaire»

Le positionnement de la CFDT est à la fois le révélateur et l'accélérateur de cette nouvelle donne dont le mouvement de Mai-juin 1968 est l'accoucheur. Déconfessionnalisée sous l'impulsion d'Eugène Descamps, la centrale évolue rapidement vers l'autogestion et joue donc de ce point de vue un rôle essentiel dans la période qui nous intéresse. Deux ans auparavant Mai 68, Frédo Krumnow, secrétaire général de la fédération Hacuitex CFDT, propose une articulation entre les revendications immédiates et la perspective de transformation sociale:

> C'est dans les manifestations publiques à l'occasion des grèves largement suivies que la classe ouvrière doit crier son droit à l'autogestion des entreprises et de l'économie tout autant et peut être plus que la semaine de 40 heures payées 48 ou la retraite à 60 ans.

Il réclame la mise en œuvre du «suffrage universel en économie». Sa fédération prend ainsi position pour la planification démocratique, l'expropriation de la propriété privée capitaliste et manifeste ouvertement sa volonté de rupture avec le capitalisme tout en se gardant de ce qui se fait en Europe de l'Est. En 1965, la fédération de la chimie, dirigée par

1. [▶ De la citoyenneté au dépérissement de l'État]

Edmond Maire, se prononce elle aussi en faveur de l'autogestion, bien que de manière autrement plus ambiguë : « Un socialisme autogestionnaire qui peut exister avant que la propriété capitaliste soit abolie, une autogestion qui ne présuppose pas l'appropriation collective des moyens de production. »

Le 16 mai 1968, un communiqué de la CFDT appelle à « substituer des structures démocratiques à base d'autogestion » au pouvoir patronal et politique. C'était la première fois que la centrale syndicale mettait publiquement en avant la perspective de l'autogestion. Notons que ce n'est pas un moment anodin et que dans le feu de l'action révolutionnaire, l'autogestion trouve sa « vérité », elle est à la fois un moyen et une fin[1].

Dans un document interne daté d'avril 1969, Albert Détraz, responsable du secteur politique de la confédération, précise les conditions d'une issue autogestionnaire : « L'appropriation sociale des moyens privés de production est la condition nécessaire de l'autogestion. » Quant à Eugène Descamps, il évoquera en 1971 une des faiblesses du mouvement de Mai : « Ni les occupations ni la mise en place de services auto-organisés [...] ne sont consciemment développées comme des structures de base [pour exiger] une solution politique. »

Ce constat est à rapprocher de la lecture très prudente que fait Jacques Kergoat dans « Sous la plage, la grève » de l'usage de l'autogestion dans la grève générale (Kergoat, 2008) et de l'expérience du comité central de grève de Nantes décrite par *Les Cahiers de Mai* :

> La ville de Nantes s'est organisée elle-même sans passer par les corps intermédiaires de l'État. Dès les premiers jours de grève, le dépérissement de l'État se réalisait dans les faits. [...] Un élément du socialisme se réalisait concrètement [...]. Ce front uni [les trois syndicats ouvriers, des associations familiales, des syndicats paysans, l'UNEF, la FEN [enseignants] a permis [...] la création d'un pouvoir autonome des travailleurs face à la désagrégation du pouvoir de la classe dominante[2].

« Ceux qui ne croient pas à l'autogestion sont ceux qui hier ne croyaient pas en la République », affirmait à l'époque une affiche de la CFDT de La Roche-sur-Yon[3]. Le congrès de 1970 de la CFDT confirme l'option stratégique, André Jeanson indiquant dans son rapport introductif que la confédération cherche à créer un rapport de forces pour l'utiliser « jusqu'au débouché dans la société socialiste ». Pour briser les piliers

1. [▶ Autogestion comme mot d'ordre d'action (L')].
2. [▶ Nantes : récit des débuts d'une gestion directe].
3. [▶ Communautés et autonomie].

de la société capitaliste («propriété des capitaux, propriété des moyens de production, pouvoir»), il pose les «trois piliers du socialisme autogestionnaire : propriété sociale des moyens de production, autogestion, planification démocratique». Il définit au passage quelques éléments qui donnent un éclairage particulier au clivage entre partisans et adversaires de l'autogestion :

> Les militants de la CFDT refusent de se laisser enfermer dans l'alternative entre «réformistes» et «révolutionnaires». Les perspectives de la confédération sont définies comme «révolutionnaires» et les combats de classe quotidiens sont conçus comme inscrits dans un but ultime («la réalisation totale de notre projet de société»). Le passage d'une société à l'autre impliquant qu'il y ait à un moment donné «un passage décisif, qualitatif, une rupture», laquelle sera progressivement atteinte.

Avec la signature du programme commun de la gauche (1972), la question de la transition au socialisme – et donc de l'autogestion – fait à nouveau l'objet d'un débat au sein de la CFDT :

> La conquête du pouvoir politique et économique est une condition nécessaire, mais elle est insuffisante. La construction du socialisme démocratique et autogestionnaire exigera des transformations radicales visant à la propriété sociale [...], la transformation des rapports de production, le développement économique fondé sur la satisfaction des besoins, la remise en cause puis la disparition de la division sociale du travail [...] ; le passage des rapports sociaux hiérarchiques à des rapports égalitaires ; la répartition plus égalitaire des revenus, etc.

En décembre 1973, au cours du conflit de Lip, Frédo Krumnow met en débat ses réflexions sur les liens entre l'action syndicale et la question du pouvoir :

> En cas de victoire électorale, il est indispensable d'avoir une classe ouvrière prête à une prise de pouvoir aux divers niveaux, capable immédiatement de mettre en cause les formes de la légalité capitaliste bourgeoise pour y substituer sa propre légalité. [...] La classe ouvrière a déjà une expérience de la sortie de la légalité, non seulement chez Lip mais dans beaucoup d'autres occasions. [Elle] doit être prête à aller le plus loin possible dans la rupture de la légalité, créant ses formes de pouvoir, même partielles, fondées sur des alliances sociales les plus larges possibles (Krumnow, 1975).

Lors du «recentrage» de la CFDT, à la suite de la rupture de l'union de la gauche en 1977, Pierre Rosanvallon, «chargé de mission» d'Edmond Maire, fait de l'autogestion avant tout «une stratégie d'expérimentation» qui permettra, selon lui, de «dépasser de façon concrète l'alternative réforme ou révolution» (Rosanvallon, 1976). Critiquant,

souvent d'ailleurs avec pertinence, les conceptions téléologiques d'un certain marxisme, il n'en évacue pas moins la rupture qui permet de passer des parties au tout. Autrement dit, il se contente d'installer des bribes de d'expérimentation autogestionnaire dans les espaces que le despotisme d'entreprise ou le pouvoir d'État voudront bien consentir et laisser agir les contradictions du système[1].

Cependant, un large courant de la confédération reste insensible aux sirènes des «recentreurs»: en témoigne la contribution déposée au congrès où l'autogestion est réaffirmée comme processus d'expropriation, «à la fois un processus qui tend à déposséder les capitalistes de leur pouvoir et de leurs moyens de production et un processus de conquête du pouvoir par les travailleurs». Le texte ajoute:

> Parce que le pouvoir politique permet aux capitalistes de se maintenir [...], c'est bien le pouvoir politique qui doit être conquis le premier par les travailleurs et leurs organisations politiques, ce qui ne veut pas dire que nous lions notre action à des échéances électorales. [...] Cette première conquête par les forces politiques de gauche, si elle est indispensable ne saurait être suffisante.

Frédo Krumnow réaffirme que «Lip ne peut donc rester un accident de parcours. Il doit être intégré comme élément essentiel et probablement déterminant d'une stratégie syndicale révolutionnaire. La réflexion et l'examen des possibilités d'action de masse mettant en échec la légalité bourgeoise devraient se faire dans chaque branche et dans chaque entreprise» (Krumnow, 1975)[2].

Le Parti socialiste unifié (PSU)

Le PSU adopte en 1972 à son congrès de Toulouse un document, *Contrôler aujourd'hui pour décider demain* (PSU, 1973) – précisant ainsi son choix en faveur d'une stratégie révolutionnaire pour l'autogestion en affirmant l'incompatibilité des «organes populaires de base» avec l'État bourgeois et leur rôle «dans la dissolution du pouvoir jusqu'à l'échelon central». Il souligne dans ce manifeste que «les luttes, même dures, [...] ne rendent pas directement crédible la possibilité de prendre le pouvoir» et qu'il faut donc mettre en avant des «revendications qualitatives difficilement assimilables par le capitalisme et remettant en cause la réalité de son pouvoir[3]».

1. [▶ Ébauches pour un projet autogestionnaire].
2. [▶ Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire].
3. [▶ Contrôler aujourd'hui pour décider demain].

Dans ses «Quatorze thèses pour l'autogestion», le Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS), qui regroupe de 1972 à 1974, notamment l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), les Centres d'initiative communiste (CIC) et le PSU, critique le contenu du programme commun de gouvernement de la gauche sous deux aspects. D'abord parce qu'il entretient l'illusion d'une possible avance vers le socialisme en restant dans le cadre du système et en «laissant subsister les formes institutionnelles de son appareil d'État». Ensuite, parce qu'il s'inscrit dans une logique de «capitalisme d'État assorti d'une gestion dite démocratique, mais dans laquelle ce sont les appareils des partis et de syndicats qui, dans le cadre de la propriété étatique des moyens de production, assumeraient le rôle dirigeant». Dans son livre, *Autogestion,* paru en 1970, Daniel Chauvey avait parfaitement cerné la question en articulant les divers éléments contenus dans l'idée d'expropriation du capital :

> L'abolition du régime de propriété privée des entreprises n'offre par elle-même aucune garantie d'abolition de l'exploitation des activités de travail. C'est le mode social de production qu'il faut transformer, c'est le salariat qu'il faut abolir, et ceci ne résulte pas automatiquement du changement de forme juridique de la propriété des moyens de production (Chauvey, 1970).

Le CLAS voit aussi un «second clivage» séparant les partisans des adversaires de l'autogestion se superposer à celui, classique, séparant les révolutionnaires des réformistes.

La réduction par les «rocardiens» du PSU, qui vont passer au PS à la suite des «Assises du socialisme» en 1974, de l'autogestion à l'expérimentation sociale et à la décentralisation des pouvoirs, est évidemment aux antipodes de la démarche d'un Pierre Naville, ancien dirigeant trotskiste de l'avant-guerre qui milite au PSU, qui, s'il insistait sur la notion d'expérimentation sociale, ne la concevait que comme un outil de la planification démocratique, permettant à un pouvoir socialiste de «procéder par la "méthode des essais et des erreurs"», d'émettre des hypothèses et de faire des choix, de les vérifier, les corriger, les abandonner ou les améliorer, pour éviter de répéter les «expériences brutales [et] étatiques» (Naville, 1980)[1].

Il s'agit donc désormais pour ceux qui réduisent l'autogestion à des «fioritures», selon le mot d'Yvan Craipeau du courant marxiste révolutionnaire du PSU, opposant à la dérive «droitière» de Michel Rocard au sein du PSU, de diluer la question des «pouvoirs» et du «double

1. [▶ Contrôle ouvrier sur la production].

pouvoir» dans une perspective intégratrice où «peuvent coexister l'État, "démocratisé", mais tel qu'il a été construit par la bourgeoisie, et des structures "autogestionnaires" disposant de [...] pouvoirs.»

Le courant marxiste révolutionnaire pour l'autogestion

L'autogestion constitue pour ce courant une des réponses mises en avant par l'activité spontanée du mouvement des masses: «Lorsque le développement de la lutte de classe ouvrira une période révolutionnaire, les travailleurs tendront à assurer eux-mêmes le fonctionnement de leur entreprise. L'instauration de l'autogestion dans quelques entreprises crée un double pouvoir qui, [...] ne peut que s'étendre ou disparaître. [...] La stratégie de l'autogestion pose de façon concrète la destruction de l'appareil d'État bourgeois et le renversement de la bureaucratie», écrit en 1972 la TMRI[1]. Il va de soi que d'autres propositions politiques (front unique et bloc social, gouvernement des partis ouvriers, etc.) accompagnent indissolublement une telle perspective.

À l'inverse de la Ligue communiste, l'autogestion n'est pas pour lcette organisation, une nouvelle formulation des thèmes classiques de la démocratie ouvrière des conseils: c'est pour le développement même des forces productives qui a placé l'autogouvernement au centre de la stratégie révolutionnaire:

> L'autodétermination [et] la démocratie sont devenues la condition d'une large mobilisation révolutionnaire des masses, aussi bien pour fixer les objectifs revendicatifs, les moyens de lutte que pour définir le contenu du socialisme (TMRI, 1972).

Il n'est donc pas nécessaire de conquérir préalablement le pouvoir pour lutter en faveur de l'autogestion, mais il faut au contraire «commencer par poser la question de l'autogestion des lieux du travail, pour entamer

1. Formée d'abord au sein de la 4e Internationale puis, à partir de 1965, à l'extérieur de celle-ci, la Tendance marxiste révolutionnaire de la 4e Internationale prendra en 1972 le nom de Tendance marxiste révolutionnaire internationale (TMRI). C'est d'abord au travers du soutien à l'expérience yougoslave et plus encore de la participation à l'autogestion algérienne que ceux et celles qui formeront l'AMR en France à partir de 1969 forgent leur conception de l'autogestion. Les transformations du capitalisme, la «révolution scientifique et technique», Mai 68, le Printemps de Prague et l'émergence des «nouveaux mouvements sociaux» qui accompagne la crise «généralisée» de la société dans les années 1970 leur permettront de préciser leur conception de l'autogestion «comme programme fondamental d'action socialiste». Sur la genèse de la TMRI, les différents regroupements auxquels participent ses membres et sur ses évolutions, voir Jean-Pierre Hardy (2015) et Béroud et coll. (2003).

la lutte pour le pouvoir tout entier» (*Sous le drapeau du socialisme,* 21 juin 1968).

La société autogérée est alors envisagée fondamentalement comme un ensemble, un réseau d'unités de base : communes, régions, services sociaux, entreprises industrielles et agricoles, qui fonctionnent sous la direction des travailleurs et des habitants groupés dans des assemblées générales ou des conseils.

Ces unités de base ne sont pas simplement juxtaposées : elles forment un tout composé de parties dont l'autonomie ne peut être que relative. Cette totalité est une réalité économique et sociale. C'est pour cela que la planification reste une règle générale que l'on ne peut transgresser. Mais à la différence du plan hypercentralisé, imposé d'en haut – et que les zélateurs du stalinisme se sont évertués à faire passer pour l'essence même du socialisme –, la pièce maîtresse de l'établissement du plan est constituée par les propositions et les initiatives de la base. Et ce n'est qu'après la consultation des travailleurs et des habitants des communes que le plan central est fixé dans ses grandes lignes et sous leur contrôle. Il se présente alors sous la forme d'une synthèse globale et optimale où sont conciliés les intérêts généraux de la société et les intérêts légitimes des unités de base, dans le but de faire fonctionner l'ensemble le plus harmonieusement possible. L'articulation entre le plan central, les entreprises, les communes et les régions est à la fois la question la plus importante et la plus épineuse des problèmes économiques de la construction du socialisme[1].

Pour l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), qui regroupe en France les militants de la TMRI, l'autogestion constitue l'axe stratégique du nouveau programme de transition en ceci qu'elle s'attaque à l'ensemble des éléments qui permettent l'exploitation capitaliste et les contraintes sociales qu'elle nécessite :

> [L'autogestion] trouve ses fondements dans les conditions nouvelles de la socialisation capitaliste de la production, de la consommation, de l'espace, du temps, et des relations sociales. […] La pratique autogestionnaire peut être définie comme la pratique qui questionne en termes d'action directe la finalité des institutions et des valeurs.

La stratégie révolutionnaire pour l'autogestion implique évidemment pour ses partisans que les révolutionnaires du dernier tiers du 20e siècle révisent en profondeur leurs modes d'intervention et leurs conceptions des rapports «parti(s)-masses» afin de favoriser systématiquement «l'autodétermination, l'auto-organisation, l'autonomie des mouvements de

1. [▶ Lutte pour l'autogestion et la révolution (La)].

masse». Les conditions nouvelles de la lutte des classes supposent «la reconnaissance de multiples déterminations dans la conscience de la lutte anticapitaliste, qui peuvent donner naissance à des mouvements spécifiques et autonomes» (AMR, 1973).

À l'occasion d'un colloque sur l'autogestion organisé par la CFDT (février 1974), Michel Raptis, principal animateur de la TMRI, synthétise la pensée stratégique du marxisme-révolutionnaire autogestionnaire :

> Il ne s'agit pas d'appliquer d'emblée l'autogestion «parfaite», mais de la concevoir comme un processus de perfectionnement incessant. [...] Les conditions de l'autogestion conçue comme un processus global, historique (s'étalant sur toute une période historique) sont d'ordres objectif et subjectif. Ordre objectif tout d'abord : c'est le nouveau niveau atteint par les forces productives, leur nouvelle qualité, qui rend l'autogestion socialiste à la fois nécessaire et possible : il est donc limitatif de se référer à l'autogestion comme étant essentiellement l'aspiration séculaire des travailleurs à la démocratie directe. Ce qui est nouveau, déterminant, c'est que cette aspiration est actuellement nécessaire et possible, découlant du nouveau niveau atteint par les forces productives [...] et permet une autre organisation de la société. Ordre subjectif également : [...] il sera nécessaire d'accomplir une véritable «révolution culturelle» afin que les partis et les syndicats se réclamant du socialisme, abandonnent leurs conceptions élitistes, cessent de concevoir le socialisme comme le régime où la classe et les travailleurs gouvernent essentiellement à travers les médiations de l'État [...]. Il faut [faire] dès maintenant un immense effort de formation et d'éducation des travailleurs et des citoyens, diffusant, explicitant par tous les moyens possibles la conception du processus global de l'autogestion socialiste. Pas seulement d'ailleurs la conception, mais également la pratique de l'autogestion, aussi limitée qu'elle soit à l'étape actuelle. [...] Une expérience «à la Lip» constitue une étape supérieure. Une expérience à la «Mai 68» de nouveau possible, dans le contexte de la longue et profonde crise inédite qui s'empare du système capitaliste pose la question sur un niveau encore plus élevé. Il s'agit là d'une crise nationale révolutionnaire majeure où des millions de travailleurs et de citoyens se mobilisent activement, occupant entreprises, services sociaux divers, écoles... et les gérant eux-mêmes. En agissant ainsi, ils posent objectivement la question de la prise du pouvoir total, du passage du pouvoir partiel qu'ils détiennent ainsi au pouvoir total. Ainsi s'éclaire mieux la conception globale de la stratégie de l'autogestion, pédagogie de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et base du socialisme de demain (Raptis, 1974).

L'extrême gauche libertaire

Les différentes composantes libertaires se réclament ouvertement de l'autogestion. Il s'agit pour eux d'une référence historique, largement alimentée par les expériences conseillistes et les éléments de dynamique autogestionnaire présents dans les révolutions russe de 1917 et allemande de 1918-1919, ainsi que par l'expérience de la révolution espagnole de 1936, en particulier en Catalogne[1]. Dans le numéro de la revue *Autogestion* consacré au positionnement de la gauche française sur l'autogestion, Maurice Joyeux, au nom de la Fédération anarchiste (FA), livre une contribution intitulée : « Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière ». Celle-ci sera reprise et complétée dans la revue *Volonté anarchiste* (n° 9) à l'occasion du congrès d'Anthony de la FA (novembre 1979) sous le titre « Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière, la FA et l'autogestion ». Il s'agit de « reformuler une position précise face à la récupération et à la déformation du thème de l'autogestion par nombre de parti et syndicats ». Pourtant, en 1979 comme en 1973, Maurice Joyeux affirme qu'il serait préférable, au lieu d'« ânonner un terme [autogestion], qui pour l'instant ne contient strictement rien d'autre que du vent », d'utiliser la formule de « gestion ouvrière » ; « ce qui paraît plus propre que celle d'autogestion [...] on peut penser que seule la mode à substituer le premier terme au second. » Il précise :

> Nous sommes pour l'autogestion, encore qu'on puisse se servir d'un terme moins équivoque, celui de gestion ouvrière, nourri théoriquement par tous les grands congrès de l'histoire de notre mouvement ouvrier, depuis celui de l'Internationale qui se tint à Bâle en 1869 jusqu'à celui qui, à Amiens en 1906, résuma dans un document concis et solide les moyens de lutte et les aspirations gestionnaires des travailleurs. Mais enfin soyons dans le vent et va pour l'autogestion.

La gestion ouvrière d'une entreprise autogérée ne peut se baser que, soit sur les « conseils » comme le propose les « conseillistes » et les principaux courants trotskistes, soit sur les « syndicats » comme le proposent les anarcho-syndicalistes.

> S'il fallait conclure ce problème, écrit encore Maurice Joyeux, que le déroulement des événements et l'expérience se chargeront de définir en dernier ressort, on peut dire que le conseil est un élément révolutionnaire. Il anime la révolution, il en maintient la flamme ; le syndicat lui organise la production et la distribution. De toute manière, c'est d'un équilibre entre ces deux propositions gestionnaires

1. [▶ Collectivisations industrielles].

> que peut naître l'harmonisation indispensable à la santé économique de l'entreprise. [...] Pour que l'autogestion fasse ses preuves, soit crédible, il faut non pas construire pour un instant exceptionnel où l'exaltation révolutionnaire rend tout momentanément possible, mais pour qu'elle fonctionne dans les temps normaux, lorsque la fièvre est tombée.

Quant à l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), son positionnement sur l'autogestion se lit dans les brochures que l'organisation publie en 1974 et 1975. Ce courant libertaire défend ainsi l'autogestion au sein de la CFDT en insistant sur le fait que l'autogestion doit être «anti-autoritaire, anti-hiérarchique et anti-étatique», sans aller toutefois plus loin que cette proclamation en déclinant son modèle de société autogérée dans des thèses plus élaborées. À son congrès de Nantes de mars 1986, l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), issue d'une scission de l'ORA, adopte des thèses sur le projet communiste libertaire qui met l'autogestion au centre : socialisme autogestionnaire, socialisme anti-autoritaire, production autogérée, démocratie autogestionnaire (UTCL, 1988). Dans son *Manifeste* (1991), l'Alternative libertaire – qui succède aux organisations précédentes – reprend le flambeau autogestionnaire qui est au centre de sa problématique et de sa pratique revendiquées.

L'extrême gauche trotskiste (LO, LC-LCR, OCI)

Dans une brochure publiée en 1972, *Autogestion et dictature du prolétariat,* la Ligue communiste estime pour sa part que les propagandistes de l'autogestion «esquivent la question clé de la conquête du pouvoir d'État» et qu'il s'agit dès lors d'une perspective «confusionniste» et «réformiste». Pierre Frank, dirigeant de la 4e Internationale, qu'on ne peut soupçonner d'esquiver une telle question, n'avait pourtant pas hésité à proclamer en mai 1968 que la Sorbonne était le «premier territoire socialiste de France».

Pour la Ligue, contrairement à la TMRI, l'autogestion n'est pas un mot d'ordre transitoire. Dans l'introduction à *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion,* l'anthologie qu'il publie en 1970 aux éditions François Maspero, Ernest Mandel principal dirigeant et théoricien de la 4e Internationale rappelle fermement que l'autogestion n'est applicable que si on évolue vite vers la prise totale du pouvoir[1]. Michel Pablo (Raptis) rétorque que «la prise du pouvoir total serait énormément

1.[▶ Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion].

facilitée par l'"autogestion" des entreprises et services occupés en ouvrant la possibilité d'un "bond qualitatif"».

Le premier Manifeste de la Ligue communiste, *Ce que veut la Ligue communiste?* (1972), ne fait encore aucune mention de la thématique autogestionnaire. Et à lire les documents de l'époque, on a l'impression qu'Ernest Mandel – qui évoque «le caractère universel de la tendance des travailleurs à s'emparer des entreprises et à réorganiser l'économie et la société sur la base des principes qui correspondent à leurs besoins d'autodétermination» – semble réduire l'autogestion à une nouvelle formulation des thèmes classiques de la démocratie ouvrière des conseils (Mandel, 1970).

Tout au long des années 1970, la Ligue rechigne à faire de l'autogestion un axe stratégique. Dans *Oui le socialisme!,* son manifeste de 1978 bien plus détaillé que celui de 1972, la référence à l'autogestion n'est pas centrale, mais la formule est cette fois employée. Si la perspective générale reste celle de la «démocratie des conseils», le document distingue la bataille pour des nationalisations, non «sous gestion ouvrière» – comme le revendiquent les Comités communistes pour l'autogestion qui feront les campagnes des élections législatives de 1978 et de 1981 sur ce thème – mais sous contrôle ouvrier, comme perspective transitoire d'une «planification démocratique et autogérée» qui supposerait l'existence d'un gouvernement des travailleurs. La référence à la «centralisation autogestionnaire» sert surtout à critiquer le courant rocardien. La LCR refuse l'idée de soutenir la proposition d'autogestion des entreprises nationalisables par le programme commun au prétexte que celui-ci ne remet pas en cause l'économie capitaliste (1979).

À propos de Lip, la LCR préfère parler de «contrôle ouvrier». Citant Charles Piaget qui a déclaré que «Lip, n'est pas de l'autogestion, mais de l'autodéfense», elle met en garde contre des tentations de gestion ouvrière dans le cadre du système capitaliste qui, à Manuest, par exemple, ont conduit les nouveaux patrons, anciens délégués CFDT, à proposer le licenciement des délégués syndicaux (Yvetot, 1979)[1]. Ailleurs, Charles Piaget évoque la dynamique du conflit qui a bouleversé l'ordre social dans l'entreprise et qui a fait toucher du doigt aux salariés «ce que pourrait être concrètement une forme d'autogestion»:

> Si au départ cela n'a pas été voulu comme ça, on a vu qu'il pouvait y avoir une autre forme d'organisation, une autre forme de travail [et] l'imbécillité d'une certaine forme de production, des produits, du système de consommation (Piaget, 1974).

1. [▶ Lip, «on fabrique, on vend, on se paie»].

À Cerizay, dans les Deux-Sèvres, en 1973, une grève a fait sensation. Pendant trois mois, 95 des 300 ouvrières de l'usine de confection CSV tiennent tête à un patron rétrograde pour la réintégration de leur déléguée syndicale. Une «grève productive», au cours de laquelle les jeunes femmes fabriquent elles-mêmes des chemisiers dans des ateliers de fortune baptisés «Pil» («Populaire inventé localement»), en hommage aux Lip. On nage en pleine autogestion. Les filles chantent dans le car qui les amène à la manifestation parisienne pour les Lip: «Sans chef et sans patron/Vive les ouvrières/Sans chef et sans patron/Vive l'autogestion!»[1]

Dans un livre publié en 1976, un collectif de travailleurs de Lip donne son analyse:

> Les Lips ont donné du «contrôle ouvrier» l'illustration la plus accomplie, si accomplie qu'elle a dépassé le simple stade du contrôle, notamment avec la reprise de la production (Collectif, 1976).

Quant à Lutte ouvrière, invitée à fournir un texte de positionnement par la revue *Autogestion et Socialisme,* l'organisation d'Arlette Laguiller s'oppose à l'autogestion en invitant à se limiter aux écrits de Lénine et de Trotsky et donc d'en rester aux concepts de contrôle ouvrier, conseils ouvriers, centralisation et «pyramide des conseils».

Pour l'Organisation communiste internationaliste (OCI), qui regroupe les trotskistes «lambertistes», le développement de la problématique autogestionnaire dans le mouvement ouvrier est un complot de l'Église catholique dont la CFDT – qui ne serait que formellement déconfessionnalisée – est le cheval de Troie. En 1973, dans une brochure intitulée *Les marxistes contre l'autogestion,* le dirigeant «lambertiste» Stéphane Just – qui la préface – dénonce l'autogestion comme une «machine de guerre contre le prolétariat». Il faut donc combattre l'«intoxication autogestionnaire» grâce à laquelle la réaction cléricale veut «pulvériser» la classe ouvrière... Quant à Jean-Luc Dallemagne, il reprend dans un ouvrage paru aux éditions 10/18 en 1976, le titre précité de la brochure de 1972 de la LC – *Autogestion et dictature du prolétariat* – en remplaçant le «et» par un «ou» pour faire une dénonciation en règle de l'autogestion.

L'OCI, dont les militants sont influents à Force ouvrière (FO), n'est pas pour rien dans l'hostilité persistante de la confédération syndicale FO à l'égard de l'autogestion. Michèle Biaggi, actuelle secrétaire confédérale de FO en charge des comités d'entreprise et de la négociation collective, campe sur ses positions:

1. [▶ Caron-Ozanne: une expérience d'autogestion en Normandie].

> On n'a jamais été partisan de la cogestion. Et l'autogestion encore moins. Parce que quand on est cogestionnaire, on ne peut plus être revendicatif. Si on élit le patron, comment négocier avec lui, après ?

Alors que pour la LCR, l'autogestion n'est acceptable qu'en tant que perspective pour l'après-révolution, pour l'OCI comme pour LO, elle doit être combattue sans réserve.

La CGT et le PCF

Dans les années 1960-1970, la CGT reste une fidèle «courroie de transmission» du Parti communiste français qui ne s'est pas «déstalinisé» et refuse de se «social-démocratiser» dans le cadre de l'eurocommunisme, comme le fera le Parti communiste italien et la majorité du Parti communiste espagnol. C'est pourquoi il est difficile de ne pas examiner de concert l'évolution de la CGT et du PCF.

L'autogestion ? Une «formule creuse», c'est ainsi qu'en Mai 68, Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, qualifiait un des thèmes majeurs qui avait émergé au plan international au cours des années 1960. Pourtant, dans sa charte d'Amiens (1906), la CGT, tout en préconisant la grève générale comme moyen d'action, considérait aussi que le syndicat «aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale[1]». Ainsi, au lendemain de l'armistice de 1918, le comité confédéral national déclarait :

> La réorganisation économique ne pourra produire tous ses effets utiles que si la Nation reprend, maintient ou rétablit son droit social sur la propriété des richesses collectives et des moyens de les produire ou de les échanger, et si elle confie, de plus en plus, la gestion autonome mais contrôlée aux départements, communes, coopératives et surbout à des organes collectifs nouveaux, dotés de la personnalité civile et administrés par des représentants qualifiés des producteurs et des consommateurs.

René Mouriaux signale que si la Libération a été propice à la relance «sans le patronat officiel» d'entreprises occupées ou mises sous séquestre[2], «la guerre froide et l'expansion refoulent la revendication d'un autre type de pouvoir dans l'entreprise» (Mouriaux, 1982 : 184).

1. [▶ CGT 1900 : poussées autogestionnaires].
2. En juin 1945, des comités mixtes à la production sont instaurées dans l'aéronautique et une conférence nationale des comités d'entreprise de la métallurgie (février 1946) propose d'élargir leur champ d'action (Mouriaux, 1982 : 184).
[▶ Réquisitions marseillaises, entre autogestion et cogestion].

Dans les années du «programme commun de la gauche» – réponse politique aux années 68 (Artous et coll., 2008), la CGT «souligne la nécessité de la prise du pouvoir d'État et d'une planification démcratique appuyée sur un large secteur public» (Mouriaux, 1982 : 185) et réaffirme son intérêt pour le mouvement coopératif.

Ces prises de positions aussi positives et intéressantes soient-elles ne sont pas pour rappeler le bilan de Mai 68 que tirait le secrétaire général du PCF, Waldeck Rochet, dans l'introduction au *Manifeste* paru en décembre 1968, qui n'hésitait pas à écrire que les «gauchistes» et les «opportunistes» ont pour projet d'«instituer l'autogestion dans l'entreprise [...] sans toucher à la propriété privée des moyens de production et sans changer l'État bourgeois par un État socialiste. [...] De tels mots d'ordre ne représentent qu'un néant, un cri en l'air, un vain bavardage.»

Et, Waldeck Rochet d'interroger : comment peut-on en effet préconiser la conquête d'«un pouvoir à l'usine», d'un «pouvoir à l'Université» sans jamais poser la question du pouvoir politique ? La question posée s'apparente évidemment à un tour de passe-passe venant d'un parti qui, six mois auparavant, avait lourdement contribué à l'échec politique de la crise révolutionnaire de mai-juin 1968. Elle mérite cependant d'être prise en considération, car si le mot d'ordre de «prise des pouvoirs étudiant, ouvrier et paysan» pouvait revêtir une certaine dose d'ambiguïté, il était cependant l'expression de l'aspiration de certains secteurs à la prise en main immédiate de leurs affaires à un moment où le pouvoir, qu'il soit patronal ou gouvernemental, se délitait[1].

Si la critique de l'illusion gradualiste d'un certain néoréformisme de l'époque revendiquant la «conquête des pouvoirs» est justifiée, elle n'évacue pas pour autant la question essentielle qu'avait posée la conjonction de la grève générale, des occupations, de la Commune étudiante et de la vacance gouvernementale : comment peut-on passer des «pouvoirs» qui commencent à tomber dans l'escarcelle du mouvement des masses au pouvoir ? Dans un texte publié à la fin de l'été 1968, Henri Lefebvre revient sur ce qui aurait pu être et anticipe sur ce qui sera dans les années 1970 en affirmant que le mouvement «esquisse un projet d'autogestion généralisée et dans ce sens engage une pratique sociale» :

> Les grèves actives vont jusqu'à tenter la constitution d'une sorte d'économie parallèle [...] (liens directs entre producteurs et consommateurs, entre paysans et ouvriers dans certaines régions). On envisage de soustraire à l'État des secteurs clés [...]. L'esquisse de

1. [▶ Pouvoirs étudiant et lycéen].

> l'autogestion généralisée s'étend à tous les niveaux de la société [...]. Un peu partout [...] cette pratique sociale cherche sa voie (Lefebvre, 1998).

L'autogestion est donc conçue comme un mot d'ordre transitoire permettant de passer, dans les circonstances d'une crise majeure comme celle de mai-juin 68, d'une phase «négative» – la contestation radicale du pouvoir – à une phase «positive»: l'affirmation par les masses de leur propre pouvoir.

Le programme commun de la gauche, signé en juin 1972, enregistre le désaccord sur l'autogestion entre le PS – qui l'accepte formellement – et le PCF qui la rejette au profit de la «gestion démocratique» dans le cadre d'une «démocratie avancée». La gauche prévoit que les entreprises nationalisées seront «gérées démocratiquement», c'est-à-dire avec une participation des travailleurs et dans le cadre d'une autonomie de gestion.

Dans le débat entre la CFDT et la CGT, cette dernière écarte d'un revers de main les questions relatives à l'autogestion comme moyen et but pour s'en remettre aux seules solutions apportées par le programme commun. Pour Henri Krasucki, le risque bureaucratique fait partie de l'héritage du capitalisme, et ce n'est qu'après la prise du pouvoir que la participation des travailleurs peut devenir un élément de pouvoir. Henri Krasucki proclame avec dérision que l'autogestion était un mot «magique».

Si le PCF a longtemps considéré l'autogestion comme un mot vide de sens, il finit cependant par l'adopter du bout des lèvres à partir de 1978. Son programme électoral de 2007 y fait néanmoins encore allusion: «Fonder une 6e République solidaire, démocratique, laïque et autogestionnaire. Le programme des communistes: donner le pouvoir aux citoyens et aux salariés, dans la cité et l'entreprise.» Il se prononce officiellement pour l'autogestion en 1979 lors de son 23e congrès.

Cette mue autogestionnaire a été soutenue par un livre signé par deux de ses dirigeants de l'époque, Félix Damette et Jacques Scheibling, *Pour un socialisme autogestionnaire*. Les deux auteurs reconnaissant à l'occasion que le PCF n'avait «pas su prendre en compte, en 1968, tout ce qui germait de positif et dont l'autogestion faisait partie». Avec l'autogestion, le PCF veut se dissocier du modèle de l'URSS et des pays de l'Est qu'il vient pourtant d'apprécier comme «globalement positif».

Le PCF utilise aussi l'autogestion afin d'étayer sa stratégie d'«union à la base» qui se veut une tentative de substitution et de justification de la rupture de l'union de la gauche dont il porte la principale responsabilité.

Le Parti socialiste et ses différents courants

Alors que le foisonnement des luttes et l'émergence de nouvelles couches sociales en lutte l'obligent à adopter un «profil» autogestionnaire, l'absorption de l'autogestion par le Parti socialiste (PS) lui permet de se dégager d'une filiation trop visible avec la SFIO discréditée et de se rapprocher du mouvement syndical et associatif.

Le «nouveau» Parti socialiste qui naît à Épinay (1971) s'emparera bientôt de l'autogestion et de l'aspiration à «changer la vie» pour les assécher. L'autogestion, considérée seulement comme un «modèle» d'un socialisme plus ou moins lointain se révélera alors, notamment pour le PS en voie de régénération, n'être qu'un leurre destiné à drainer les voix de couches sociales à la recherche d'un débouché politique et d'un «changer la vie». Dans les années 1970, les exigences de renouvellement des formes de la démocratie s'expriment de façon aiguë et très diversifiée à travers des exigences de «participation citoyenne» et de «démocratie économique».

En affirmant vouloir donner le «pouvoir aux citoyens», le PS naissant associe deux thèmes. La nécessité de décentraliser les pouvoirs est traduite par des propositions de changements institutionnels tels que la suppression de la tutelle sur les communes ou l'élection de l'exécutif du conseil général (fonction alors assurée par le préfet). Il développe aussi l'idée de «démocratiser» les institutions, en particulier les entreprises: elle se traduit par l'élection de collèges chargés de la direction générale des entreprises du secteur public et, partout, par une représentation accrue des syndicats dans les conseils d'administration et autres organismes de décision. Cette conception de la démocratisation qui renforce la représentation et le poids des syndicats, très proche de celle qui est défendue par le parti communiste, figure dans le programme commun de la gauche. En outre, dans ses programmes et autres textes officiels, le PS prend bien soin de distinguer sa position de toute apparence de démocratie directe. Le programme de 1972 comporte cependant cette petite phrase formulée par le Centre d'études et de recherches socialistes (CÉRES) qui, à l'époque, put être interprétée comme une concession à une forme de démocratie directe:

> Dans de telles circonstances [offensive du capitalisme contre le gouvernement de gauche], et avec l'accord ou à la demande des travailleurs intéressés – car la collectivisation, elle-même liée à l'autogestion, est l'affaire des travailleurs autant que du pouvoir d'État – le gouvernement d'Union de la gauche pourrait être conduit à proposer des mesures de nationalisation supplémentaires à l'Assemblée nationale.

Créé en 1966, le CÉRÈS, la tendance animée par Jean-Pierre Chevènement dans la SFIO puis dans le PS, accompagne la CFDT dans son évolution autogestionnaire. Le CÉRES publie entre 1967 et 1972, onze *Cahiers du CÉRES* et crée en 1972 la revue *Frontière* avec le renfort de Gilles Martinet venu du PSU. Le numéro 18 de cette revue consacrée au colloque «Autogestion et programme commun» est publié en commun avec *Critique socialiste,* la revue théorique du PSU, signe avant coureur du ralliement des rocardiens qui dirigent alors le PSU, au PS.

Le CÉRES associe l'autogestion au contrôle. Son mot d'ordre est: «Lutter aujourd'hui pour contrôler demain», alors que celui du PSU est «Contrôler aujourd'hui pour décider demain». Pour le CÉRES, il ne peut y avoir de contrôle avant la prise du pouvoir. Il y a aussi une grande proximité entre le CÉRES et le PCF sur le rôle de l'État, la planification, la «gestion démocratique» des entreprises nationalisées et du secteur public.

Or, à l'occasion du conflit phare de Lip, ni le PCF ni le PS ne précisent si les nationalisations qu'ils préconisent s'étendraient à telle ou telle entreprise si les travailleurs en faisaient la demande? Telle était pourtant bien la réponse d'un gouvernement de gauche («Nationalisation et autogestion») qu'auraient attendue les Lips et quelques autres, en même temps que l'engagement d'en avoir le contrôle et la gestion, seule garantie que la nationalisation soit comprise comme une véritable socialisation.

En 1974, les Assises du socialisme sont l'occasion pour les rocardiens (la «deuxième» gauche) de quitter le PSU pour le PS avec la ferme intention d'influer et de transformer celui-ci. Mais ils se heurtent à la personnalité de François Mitterrand qui se dit «agacé» par la référence constante des rocardiens à l'autogestion. La convention nationale du PS sur l'autogestion des 3 et 4 mai 1975 adopte à l'unanimité les «Quinze thèses pour l'autogestion», élaborées au sein d'une commission de travail et mises en forme par Gilles Martinet. La convention ne reprend pas l'amendement additionnel (seizième thèse) présenté par le CÉRES sur «l'initiative autonome des masses». Cette seizième thèse est refusée avec la justification qu'elle introduit l'idée d'un «double pouvoir». Ces «Quinze thèses» tournent autour de l'articulation du «mouvement d'en haut» et du «mouvement d'en bas» et elles ne constituent pas un texte de référence. L'autogestion a pour enjeu la transformation d'attitudes et de modes de pensée, des rapports au travail, à la consommation, au savoir notamment technique. Elle devient alors un projet de société. Mais le document n'a pas statut de programme. L'autogestion correspond pour

le PS à la phase du socialisme accompli, horizon qui ne sera atteint que longtemps après la prise du pouvoir.

Mettre l'autogestion au cœur du PS, c'est pourtant le but affiché de Michel Rocard, leader du PSU et de la «deuxième gauche», lorsqu'il adhère au PS en 1974. Et lorsqu'il accède à Matignon, de 1988 à 1991, Rocard n'a pas pu et pas voulu avancer sur le pouvoir dans l'entreprise. «La France étant ce qu'elle est, culturellement, on ne peut pas favoriser la cogestion par la loi. Et en plus, à ce moment-là, il y avait trop à faire avec la protection sociale, le budget. Je me suis donc concentré sur l'application des lois Auroux», déclare-t-il aujourd'hui. Bref, en 1988, c'est trop tard. Rocard a gagné, mais l'autogestion a déjà perdu[1].

Après l'échec de sa seizième thèse lors de la convention nationale du PS sur l'autogestion, le CÉRES lance la revue *Repère* qui remplace *Frontière*. Cette revue dénonce les rocardiens et la «deuxième gauche» qualifiée de «gauche américaine». *Repère* sera publiée de 1975 à 1979, remplacée par la revue *Non!* de 1980 à 1983, puis Enjeu à partir d'avril 1983. Les positions nationalistes et étatistes du CÉRES – proches du PCF – entraînent la scission d'un courant emmené par Christian Pierret. *Enjeu* a pour sous-titre «Pour la république et le socialisme», c'est la revue de la «gauche républicaine», le CÉRES devenant au sein du PS «Socialisme et République».

Les rocardiens publient d'octobre 1975 à mars 1978, la revue *Faire* qui a pour sous-titre «Pour le socialisme et l'autogestion» animée par Gilles Martinet et Patrick Viveret. Cette revue promeut l'expérimentation sociale («entrepreneurs sociaux plutôt que soldats de la révolution»), la décentralisation, la régionalisation, l'autonomie de gestion… Elle veut promouvoir la «culture décentralisatrice autogestionnaire» en opposition avec la «culture social-étatique». De nombreux jeunes cadres rocardiens réinvestiront par la suite leur «capital militant» en tant qu'élus locaux ou consultants thuriféraires de l'économie sociale et solidaire.

Le congrès du PS de Metz en avril 1979 voit l'affrontement entre Michel Rocard et François Mitterrand, ce dernier étant soutenu par le CÉRES. L'autogestion est instrumentalisée par les uns et les autres. Et, c'est à l'occasion de ce congrès que le *Projet socialiste pour la France des années 1980,* dont la rédaction a été confiée au CÉRES, fait référence pour la première fois à la formule du «socialisme autogestionnaire».

Pour le CNPF hier comme pour le Medef aujourd'hui, on ne touche pas à «l'indispensable unité de gestion de l'entreprise», «le patron reste le patron, maître de ses décisions» C'est d'ailleurs le même argument

1. [▶ Droit du travail et droits des travailleurs].

qu'un Dominique Strauss-Kahn oppose alors à la cogestion, et à plus forte raison à l'autogestion : « Le commandement d'une organisation humaine ne se fractionne pas »…

Encore en décembre 2003, le PS a organisé un séminaire sur la démocratie dans l'entreprise. Il reste quelques courants minoritaires qui revendiquent encore la représentation des salariés dans les instances de direction des entreprises. Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire nationale aux entreprises pour le PS reconnaît : « C'est vrai que c'est une question sur laquelle on n'a pas réussi à avancer sous Jospin. Mais maintenant, avec la CGT, on a envie d'aller vers la cogestion. » Et le contre-projet de démocratie sociale avancé lors de ce séminaire comporte un tiers des droits de vote pour les représentants des salariés dans les conseils d'administration, et la moitié dans les conseils de surveillance.

Il est évidemment inutile d'épiloguer dans le cadre de cet article sur ce qu'il est advenu de tout cela dans PS d'aujourd'hui et dans l'action gouvernementale qu'il conduit régulièrement depuis 1981.

Le reflux des années 1980 : l'autogestion aux oubliettes

Le profond reflux politico-social des années 1980, prolongé jusque dans la première partie de la décennie suivante, et la nouvelle conjoncture ouverte par la victoire électorale de l'Union de la gauche en 1981 vont correspondre de manière générale si ce n'est à la disparition, tout au moins à la réduction de l'autogestion, dans la plupart des forces qui s'y étaient ralliées, à une sorte de coquille vide. Quand la référence est maintenue, c'est de manière formelle, déconnectée de tout objectif programmatique ou stratégique.

Ce sera le cas pour le PS. L'évolution à droite du courant « rocardien » et sa conversion sans barguigner au libéralisme le plus plat (« la concurrence est dans les gênes », Michel Rocard) relèguent aux oubliettes l'autogestion comme erreur de jeunesse et lointaine turbulence. Il en sera de même pour le CÉRES, dont la matrice nationaliste-républicaine prendra aisément le dessus sur la référence autogestionnaire, réalisme gouvernemental oblige, avant même la rupture de sa direction historique autour de Jean-Pierre Chevènement en 1992 et la création du Mouvement des citoyens qui s'en suivra.

Ce sera parallèlement le cas pour la CFDT à partir du « recentrage » imposé par Edmond Maire et son équipe (congrès de Brest, 1979), avant l'approbation du tournant gouvernemental de l'Union de la gauche par la centrale cédétiste (1982-1983), lui-même annonciateur de son cours néolibéral malgré une opposition vivace qui, elle, continue peu

ou prou de se réclamer de l'autogestion jusqu'à son départ par vagues successives de la CFDT.

Le cas de la CGT et du PCF est particulier : l'autogestion n'y a été adoptée que de manière relativement marginale et tardive, sans marquer en profondeur leur histoire, leurs organisations et la culture militante, contrairement à ce qu'il s'est produit au PS dans la première partie des années 1970 et bien davantage encore à la CFDT, dont la référence autogestionnaire a fait d'elle, un temps, une sorte de modèle de « syndicalisme alternatif » au syndicalisme traditionnel après 68, d'autant plus que cette référence s'accompagnait d'une ouverture modeste – mais réelle – à l'écologie, à la solidarité des luttes avec les travailleurs immigrés, aux droits des femmes, au syndicalisme des comités de soldats, au refus du nucléaire et à la question du Larzac, questions alors complètement ignorées (voire pire) par la CGT et par FO (Artous et coll., 2008).

Pour les autogestionnaires, la décennie des années 1980 et la première partie de la décennie suivante ressemblent à une traversée du désert. Dans le champ syndical, la référence à l'autogestion n'est maintenue que par des secteurs minoritaires de la CFDT. Dans le champ politique, elle n'est plus exprimée que par les libertaires, par un PSU fortement diminué, et par le courant marxiste révolutionnaire pour l'autogestion, lui-même divisé. Le regroupement, en 1984, au sein de la Fédération pour une gauche alternative (FGA) verra encore la référence autogestionnaire s'estomper du fait de la présence au sein de cette fédération de courants peu réceptifs à la thématique autogestionnaire.

On verra réapparaître de manière fugace une trace programmatique de la référence autogestionnaire au moment de la campagne présidentielle de l'ex-dirigeant communiste rénovateur Pierre Juquin en 1988, de par la présence de plusieurs militants issus du courant marxiste révolutionnaire comme Maurice Najman dans l'équipe de campagne des comités Juquin. La référence à l'autogestion paraît alors résiduelle dans le champ politique.

Dans un processus similaire à celui qui a frappé le « courant des Assises » en 1974, les succès électoraux des Verts au cours de ces mêmes années verront nombre de militants issus des divers courants autogestionnaires des décennies précédentes qui s'y étaient inscrits être « aspirés » par les institutions européennes, régionales et municipales et abandonner toute velléité de politique autogestionnaire.

À l'occasion de son 10e congrès (février 1992), la LCR adopte un nouveau programme : *À gauche du possible : pour un projet socialiste autogestionnaire, écologiste et féministe.* Celui-ci, marqué par « l'effondrement sur la droite du stalinisme en URSS et dans les pays de l'Est » met en avant

la planification autogestionnaire opposée à la planification bureaucratiquement centralisée. L'autogestion n'en reste pas moins ici la forme accomplie du socialisme (le but) et toujours pas le moyen d'y parvenir (le chemin). C'est aussi à ce congrès que la LCR se prononce pour la constitution d'un «nouveau parti pour une époque nouvelle».

Nouveau cycle et retour de l'autogestion

Le nouveau cycle politico-social ouvert par le renouveau des mobilisations sociales en Europe dans la deuxième partie des années 1990, l'émergence et l'affirmation de l'altermondialisme et les changements politiques majeurs survenus dans l'ensemble de la partie indo-afro-latine du continent américain, voilà ce qui va permettre la lente réapparition de l'autogestion dans le champ politique en France. Ce retour de l'autogestion se confirme et s'amplifie depuis.

Dans un premier temps, ce retour s'effectue par le détour des pratiques vivaces et revivifiées d'un mouvement coopératif, dans la dynamique d'essor – malgré son caractère éminemment ambigu – de l'économie sociale et solidaire.

Ces pratiques prennent de l'ampleur et sont d'autant plus légitimées que ce secteur de l'économie est maintenant reconnu de manière officielle comme celui qui licencie le moins et créée le plus d'emplois, ce qui n'est pas mineur dans un contexte de chômage de masse. S'ajoute à cela le fait que les pratiques coopératives apparaissent comme une réponse possible aux problèmes posés par la dégradation combinée de l'emploi et des conditions de travail. Leur impact fait écho à celui que rencontre dans de nombreux réseaux militants – particulièrement ceux de l'altermondialisme – le thème de la démocratie participative et les succès du budget participatif expérimenté à Porto Alegre[1]. C'est le constat que fait Florian Rochat :

> Malgré ou à cause de l'application des politiques néolibérales, avec les conséquences que l'on sait pour les classes populaires, des collectifs d'individus et des mouvements sociaux s'organisent un peu partout dans le monde pour produire autrement et pouvoir ainsi améliorer leurs conditions de vie. Poussés par la nécessité, ils agissent sans nécessairement attendre une situation politique favorable. Dans bien des cas, ils n'en développent pas moins une critique aiguisée du système néolibéral et s'opposent, tant en actes qu'en paroles, à la logique du capital. Au travers d'expériences partielles, ils montrent ainsi qu'il est possible de produire de la richesse autrement, tout en

1. [▶ Participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul].

nourrissant la réflexion sur le développement et en prenant une part active au combat pour «changer le monde» (Duchatel et Rochat, 2008)[1].

Enfin, la crise de la politique et de sa représentation, élément qui, combiné au refus grandissant des phénomènes de corruption qui lui sont associés, est l'un des ingrédients de la crise globale et systémique, vont contribuer au succès du thème de la démocratie participative, indépendamment des avatars d'une terminologie déjà galvaudée.

Si le terme n'est pas toujours mis en avant de manière explicite, c'est bien la question de l'autogestion qui est de nouveau à l'ordre du jour dans plusieurs projets de remise en route de la production par les salarié·es, dans plusieurs mobilisations, des «P'tits Lus» à Philips[2] (Dreux), et de manière plus récente et plus emblématique encore, des ex-Pilpa/La Fabrique du Sud[3] et des ex-Fralib/Scop-Ti[4]. Et c'est bien la question de l'autogestion qui transparaît au travers du processus du budget participatif pratiqué à Porto Alegre, puis ailleurs au Brésil et dans l'ensemble de l'Amérique indo-afro-latine, et plus généralement de la démocratie participative comprise comme démocratie active dans les différentes échelles territoriales[5].

Les pratiques et les expériences autogestionnaires, dans la cité comme dans l'entreprise, ont commencé à être traitées dès 2002 en tant que telles dans les Forums sociaux en Europe et dans le monde, y compris au Forum social mondial. L'existence du réseau Démocratiser la démocratie, qui a largement contribué à diffuser en France les enseignements et les questionnements de l'expérience de Porto Alegre, est aussi un révélateur des aspirations autogestionnaires et un signe annonciateur du retour de l'autogestion, de même que la persistance dans les thématiques de la CGT et plus nettement encore de Solidaires des exigences de nouveaux droits pour les salarié·es sur leurs lieux de travail.

Si la question des pratiques et des luttes autogestionnaires dans les entreprises n'est certes pas théorisée au sein de la CGT, deux éléments laissent à penser que des évolutions dans ce sens sont possibles. Il y a d'abord le fait que ces sont souvent des équipes syndicales cégétistes qui sont en première ligne, comme chez les ex-Fralib ; et il y a enfin, plus récemment, l'offensive toute nouvelle pour la CGT depuis plusieurs

1. [▶ Villa El Salvador : économie solidaire, développement local et co-production de services dans un bidonville].
2. [▶ Philips-EGP Dreux sous contrôle ouvrier].
3. [▶ La Fabrique du Sud (ex-Pilpa)].
4. [▶ Fralib : le chemin d'une alternative populaire].
5. [▶ Un volcan d'émancipations en construction].

décennies : sa conversion franche et offensive en 2015 à la thématique de la réduction massive du temps de travail. Cette conversion, récente et largement passée inaperçue, recèle un potentiel émancipateur dont on ne mesure pas encore les conséquences et qui pourrait renforcer les poussées coopératives et donc autogestionnaires dans la culture commune interne à cette centrale syndicale.

Dans la résolution de son 4e congrès (2008), l'Union syndicale Solidaires évoque le pouvoir des salarié·es dans l'entreprise en posant, même de manière générale, la question de la propriété des entreprises. Depuis, l'approfondissement de la thématique autogestionnaire ne cesse de se développer au sein de Solidaires, à la fois dans ses textes de congrès, par l'engagement réaffirmé dans le mouvement altermondialiste – et en particulier dans le Forum social mondial –, par la participation de plusieurs de ses responsables nationaux à l'Association Autogestion (www.autogestion.asso.fr) et enfin par les sessions de formation interne consacrées à l'autogestion. Cela s'est traduit lors de son 6e congrès de juin 2014 par l'organisation d'une table ronde sur le thème de l'autogestion introduit par une intervention conjointe de Catherine Lebrun et Christian Mahieux du secrétariat national de Solidaires autour de leur texte « Nationalisation, privatisation, socialisation, autogestion : le droit de propriété en question » (2013)[1], complétée par une présentation du processus de récupération des entreprises en Argentine par Richard Neuville de l'association Autogestion[2].

Le cas de la Fédération syndicale unitaire (FSU), dont la forte représentativité se limite pour l'essentiel à l'Éducation nationale est particulier : si elle est indifférente à l'autogestion, y compris dans son approche éducative, ses tendances minoritaires, l'École émancipée et Émancipation, sont de longue date plus coutumières d'un soutien aux luttes et pratiques autogestionnaires[3].

Dans le champ politique, au-delà de la fidélité des libertaires à l'autogestion, une évolution générale « à gauche de la gauche » donne aussi le sentiment d'un retour de balancier. Il est, du reste, symptomatique du chemin parcouru d'observer les évolutions au sein même du Front de gauche depuis sa création en 2012 – dont le PCF, le Parti de gauche (PG) et Ensemble ! sont les principales composantes. Autodissous pour intégrer Ensemble ! à l'issue de leurs congrès de 2014 et 2015, les

1. [▶ À propos du congrès des travailleurs de la terre].
2. [▶ Entreprises récupérées par les travailleurs (Les)].
3. [▶ Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école].

Alternatifs faisaient depuis 1998 de l'autogestion leur référence centrale, articulée à l'écologie, au féminisme, aux solidarités et à l'altermondialisme, réaffirmant des exigences autogestionnaires dans la cité comme dans l'entreprise.

D'autres composantes de la gauche alternative – dont les contours sont en mouvement perpétuel – doivent être mentionnées à propos de l'autogestion, telles que la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) et, en son sein, l'Association des communistes unitaires. En 2011, la FASE adopte un manifeste, *Osons la révolution démocratique!* dans lequel, malgré l'absence du terme, l'autogestion affleure à travers l'exigence de la socialisation des moyens de production et d'échanges et de la nécessité de «décider démocratiquement quoi et comment produire». Cette sensibilité à l'autogestion est aussi présente dans les écrits des communistes unitaires[1].

En 2013, après sa sortie du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), la Gauche anticapitaliste se présente avec ses références politiques où l'autogestion figure explicitement et en bonne place.

Fondée en 2014-2015, la nouvelle force politique, qui fédère en particulier les composantes précédemment citées, prend le nom d'Ensemble! (Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire), fait elle aussi référence dans ses textes fondateurs à l'autogestion, à l'appropriation sociale et aux «communs».

Le PG a lui aussi fait sienne la thématique du soutien aux projets d'entreprises coopératives et autogérées dans différents textes et avec la mise en place d'un secrétariat national à l'économie sociale et solidaire. Dans la campagne présidentielle de 2012, le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, avait mis en avant ce soutien de manière claire et offensive en s'appuyant sur le contenu de la plateforme commune du Front de gauche, *L'humain d'abord*. La publication de deux ouvrages signés François Longérinas, secrétaire national du PG à l'économie sociale et solidaire (Longérinas, 2012 ; 2013) en témoigne[2]. Cette commission s'est impliquée dans l'organisation en décembre 2012 d'un «séminaire ouvrier de l'économie sociale et solidaire» à Gémenos en soutien aux ex-Fralib ; une contribution écrite mettant en avant l'importance des «alternatives concrètes» et des reprises d'entreprises par les salarié·es, en Argentine comme en France, comme point d'appui pour une véritable rupture avec le capitalisme.

1. [▶ Flaskô, le manifeste].
2. [▶ Droit de préemption, une première étape vers la socialisation des entreprises].

Du côté du PCF, des évolutions positives se confirment de manière générale. Le soutien à l'économie sociale et solidaire et aux projets de reprise des entreprises par leur salarié·es est affirmé de manière plus nette qu'autrefois. Ce n'est pas seulement le produit du lien existant entre de nombreuses équipes syndicales concernées par de tels projets et ce parti. C'est aussi la prise en compte pragmatique par ce parti des aspirations à prendre ses affaires en mains et de la recherche d'autres voies que celle de l'impasse néolibérale sur le plan économique. On retiendra aussi que ce sont souvent des élu·es de ce parti qui ont joué un rôle particulièrement actif dans les institutions locales, pour soutenir le secteur de l'économie sociale et solidaire, les luttes pour la défense de l'emploi corrélées aux projets coopératifs, comme dans le cas des ex-Fralib. À cela s'ajoute le travail législatif des députés communistes sur le terrain de la préemption donnant la possibilité aux salarié·es de mener à bien de tels projets. Enfin, la couverture de *L'Humanité* et de *L'Humanité-Dimanche* de l'ensemble de ce qui touche à l'économie sociale et solidaire et aux luttes comme celle des ex-Fralib est unique et donc exceptionnelle dans le paysage sinistré de la presse quotidienne nationale[1].

Dès la publication de *L'humain d'abord*, document programmatique du Front de gauche à l'occasion de la campagne présidentielle de 2012, la dimension autogestionnaire perçait implicitement au travers de plusieurs éléments combinés : la volonté affichée de mettre en avant la question de l'appropriation sociale, la promotion de l'économie sociale et solidaire dans sa dimension de coopération et le soutien clair aux projets coopératifs de reprise des entreprises par leurs salarié·es. Ainsi, du côté du Front de gauche, la petite musique de l'autogestion se fait entendre de plus en plus nettement.

Du côté de l'extrême gauche, au-delà du soutien général « classique » aux luttes ouvrières, le retour de l'autogestion ne se traduit pas par des éléments de nouveauté majeurs. Les libertaires d'Alternative libertaire et de la Confédération nationale du travail (CNT) entretiennent toutefois un lien fidèle à la référence autogestionnaire, patrimonial et historique, sans mise à jour significative – sauf exception –, malgré

1. Dans *La France en commun* (2015), tout en n'employant jamais le terme d'« autogestion » et sans préciser ce qu'il entend par « planification rénovée et démocratisée » ni le périmètre de « l'extension du pouvoir d'intervention des salariés » qu'il revendique, le PCF se prononce néanmoins pour l'institution d'un « droit de reprise des salariés » et pour une « aide à la création et au développement » des Scops. Sur la question de l'appropriation sociale, l'entreprise n'étant pas « la propriété des apporteurs de capitaux », le PCF revendique un « statut juridique » de l'entreprise afin de « partager le pouvoir en son sein ».

la progression des pratiques coopératives se réclamant peu ou prou de l'autogestion[1]. Une brochure d'Alternative libertaire, parue en 2005, *L'autogestion, une idée toujours neuve*, ajoute cependant des textes consacrés au Chiapas (1994), à l'Argentine (2001) et au Québec (2003) à des contributions plus anciennes, justifiant l'actualité de l'autogestion. Dans le domaine éducatif, la revue *N'autre école,* publiée par la CNT, se réclame de l'autogestion, y compris en s'appuyant sur des pratiques actuelles significatives[2].

Quant au NPA, il avait, lors des débats préparatoires de son second congrès en 2012-2013, accordé à l'autogestion une importance nouvelle en ce sens qu'il s'est dit désormais favorable au déploiement d'expériences autogestionnaires avant la révolution[3].

Chez les écologistes, Europe Écologie-Les Verts (EELV) défend de longue date l'économie sociale et solidaire, y compris par ses élu·es. Mais l'expérience gouvernementale et ministérielle des ex-ministres Verts en la matière est faible : elle réduit le tiers-secteur à un élément relativement marginal de l'économie capitaliste et ne favorise pas dans l'économie sociale et solidaire ce qui a à voir avec une véritable dynamique autogestionnaire[4]. Son soutien aux projets coopératifs de reprise des entreprises par leurs salarié·es reste discret et peu offensif à l'exception des secteurs d'EELV qui se sont retrouvés lors de son université d'été de 2014 autour du *Manifeste participatif* et de ses « 21 thèses pour l'écologie sociale » qui considère que « l'écologie populaire repose sur l'initiative populaire, l'autogestion des luttes, la construction de la démocratie par en bas, le rapport au commun ».

Ce manifeste entend participer au renouveau de la réflexion sur des questions qui intéressent tout particulièrement les autogestionnaires : la forme parti, la place des expérimentations sociales ou de la démocratie active, c'est-à-dire la question de la stratégie de transformation de la société. C'est ainsi que selon ce manifeste, la stratégie de l'écologie sociale ou populaire – on retrouve les deux expressions dans le texte – « n'exclut pas la question de l'État de sa réflexion mais considère que la transition doit faire émerger un système d'autogouvernement où les citoyens instituent eux-mêmes leur pouvoir dans les communes, les

1. [▶ Alternative et reprises d'entreprises].
2. [▶ Résistance pédagogique].
3. La tendance « Claire » a ainsi déposé une contribution pour le congrès de 2015 du NPA intitulée « Pour le communisme autogestionnaire ».
4. [▶ De l'économie sociale à l'économie sociale et solidaire en passant par l'économie alternative et solidaire].

régions, les entreprises. L'organisation politique doit aider à mettre en place ces pratiques d'autogouvernement et ne pas s'y substituer.»

La dynamique néolibérale globale des politiques publiques menées depuis 2012 par les gouvernements successifs déporte vers la droite le Parti socialiste lui-même. Elle ne laisse aucune place à une stimulation réelle de l'économie sociale et solidaire dans le sens de la coopération et de l'autogestion, malgré l'affichage spectaculaire de la visite du président de la République aux ex-Fralib lancés dans leur nouveau projet coopératif au printemps 2015. Le contenu très modeste de la loi Hamon de 2013 en témoigne, s'il en était besoin : ce contenu est même particulièrement faible sur l'aide aux démarches de reprise des entreprises par leur salarié·es : celle-ci est envisagée seulement, de fait, en cas d'absence de projet de la direction de l'entreprise concernée et donc selon le bon vouloir patronal.

En termes de référence à l'autogestion dans le champ syndical et politique, malgré les évolutions positives, nous sommes encore bien en deçà des nécessités de la période. Au-delà des principes généraux et du soutien aux luttes et aux projets coopératifs à dynamique autogestionnaire qui leur sont associés, un véritable travail de réflexion et d'élaboration est nécessaire. Or, il fait encore largement défaut aujourd'hui.

Toutefois, la tendance régressive des années 1980 est maintenant loin derrière nous. Le mouvement est inversé. Et il y a fort à parier que le déclenchement d'une expérience autogestionnaire significative pourrait avoir un retentissement analogue à l'extraordinaire aventure des Lip de 1974, surtout si une telle expérience s'élargit, en termes de reconversion de la production à une dimension écologique plus que jamais essentielle et si elle revêtait une dimension européenne d'affrontement avec les logiques de la Bourse et de Bruxelles.

juillet 2015

Pour en savoir plus

Artous, Antoine, Didier Epsztajn, Patrick Silberstein (2008), *La France des années 68,* Paris, Syllepse.

Béroud, Sophie et coll. (2003), « Éléments pour l'étude du courant "pabliste" : Discours et pratiques autogestionnaires », dans Georgi (Frank) (dir.) (2003), *Autogestion. La dernière utopie,* Paris, Publications de la Sorbonne.

Chauvey, Daniel (1970), *Autogestion,* Paris, Le Seuil.

Collectif (1976), *Lip : affaire non classée,* Paris, Syros.

Dallemagne, Jean-Luc (1976), *Autogestion et dictature du prolétariat,* Paris, 10/18.

Damette, Félix et Jacques Scheibling (1979), *Pour un socialisme autogestionnaire,* Paris, Éditions sociales.

Duchatel, Julie et Florian Rochat (2008), *Produire de la richesse autrement : Usines récupérées, coopératives, micro-finance… les révolutions silencieuses,* Lausanne, Cétim.

Hardy, Jean-Pierre (2015), « Histoire du courant marxiste révolutionnaire pour l'autogestion dit "pabliste" », https://cmrasite.wordpress.com/.
Kergoat, Jacques (2008), « Sous la plage, la grève », dans Artous, Antoine, Didier Epsztajn, Patrick Silberstein, *La France des années 68,* Paris, Syllepse.
Krumnow, Frédo (1975), *La CFDT et l'autogestion,* Paris, Cerf.
Lefebvre, Henri (1998), *L'irruption ?,* Paris, Syllepse.
Lebrun, Catherine et Christian Mahieux (2013), « Nationalisation, privatisation, socialisation, autogestion : le droit de propriété en question », *Les Cahiers d'Alter,* n° 44, août.
Ligue communiste (1969), *Le contrôle ouvrier,* supplément à *Rouge,* n° 38.
Ligue communiste (1972), *Autogestion et dictature du prolétariat.*
Ligue communiste (1972), *Ce que veut la ligue communiste ?,* Paris, François Maspero.
Ligue communiste révolutionnaire (1978), *Oui le socialisme !,* Paris, François Maspero.
Longérinas, François (2012), *Prenons le pouvoir,* Paris, Bruno Leprince.
Longérinas, François (2013), *Avec les Fralib de la résistance à l'alternative,* Paris, Bruno Leprince.
Mouriaux, René (1982), *La CGT,* Paris, Le Seuil.
ORA (1974), *Dialogue avec l'organisation révolutionnaire anarchiste.*
ORA (1975), *À propos de l'autogestion*, Groupe de Boulogne-sur-Mer.
PSU (1973), *Manifeste du parti socialiste unifié : Contrôler aujourd'hui pour décider demain,* Paris, Téma.
Raptis, Michel (1974), « Sur le concept global de l'autogestion », *Sous le drapeau du socialisme,* n° 62.
Rosanvallon, Pierre (1976), *L'âge de l'autogestion,* Paris, Le Seuil.
UTCL (1988), *Pour l'alternative : le projet communiste libertaire,* 2e éd., Paris, Le Fil du temps.

Multiples facettes de l'autogestion (Les)

Frank Mintz

L'important est ce que recouvre concrètement ce mot. Notre idéal politique est connu : l'union libre de communes autonomes, de groupes de producteurs et d'autres, des associations, des fédérations. Cela entraîne une certaine forme d'organisation, qui développe chez les gens une grande solidarité, le rôle de la pleine identification de leurs intérêts avec ceux de la société, quelle qu'elle soit.

C'est une organisation libre, volontaire, fondée sur le libre accord[1]. Avant cette position, à propos des coopératives un camarade avait écrit :

1. *Rousskaïa revolioutsia i anarkhism (dokladi tchitanie na sezde Kommunistov-Anarkhistov, v oktobr 1906 goda)* [La révolution russe et l'anarchisme (rapports lus au congrès des anarcho-communistes, en octobre 1906), Londres, 1907, p. 58-59.

> La coopération sous tous ses aspects est incontestablement une forme équitable et rationnelle du futur système de production. Mais pour qu'elle puisse atteindre ses buts qui sont l'émancipation des masses laborieuses [il faut la] propriété collective. Aussi longtemps que cela n'aura pas été fait, la coopération, dans la plupart des cas, sera écrasée par la concurrence toute-puissante du grand capital [...]. Ainsi, dans les conditions actuelles de l'économie sociale, la coopération ne peut apporter l'émancipation aux masses ouvrières ; néanmoins, elle offre cet avantage que, même dans le présent, elle habitue les travailleurs à s'unir, à s'organiser et à conduire eux-mêmes leurs propres affaires (Bakounine, 1976 : 356-366).

Ces deux points de vue sont complémentaires car ils visent un futur hors du capitalisme. Il existe, cependant, une pratique qui désire s'inscrire dans la société hiérarchique – thèse 1 : Nous revendiquons la mise en place d'une réforme autogestionnaire et démocratique à tous les niveaux du pouvoir de décision, d'un nouvel ordre économique qui conciliera le plan, l'autogestion et le marché ; thèse 20 : Une autogestion authentique des travailleurs sera le fondement de la République autogestionnaire[1]. On peut ajouter l'autogestion proposée aux détenus dans les années 1960 dans des prisons étatsuniennes à Terre Haute (Indiana) et Leavenworth (Kansas) (Blumberg, 1975 : 334-337). Dans ces deux cas, mon commentaire est que les partisans de l'autogestion ont été écartés parce que les états-majors capitalistes ne supportent pas la discussion avec des subordonnés.

On a eu aussi deux pratiques léninistes. Lénine lui-même a affirmé : « L'organisation de l'autogestion révolutionnaire, le choix par le peuple de ses représentants n'est pas le prologue, mais c'est l'épilogue de l'insurrection. » Lénine s'est répété en précisant : « Tant qu'il n'y a pas encore de forces pour un soulèvement armé victorieux, jusqu'à ce moment il est ridicule de parler d'autogestion révolutionnaire du peuple[2] » (Meister, 1981 : 255). Les successeurs de Lénine n'ont même pas appliqué l'« épilogue ». La seconde expérimentation a été plus sérieuse, c'était celle de Tito en Yougoslavie, étudiée avec intérêt par Albert Meister, puis avec davantage d'informations, définie comme « les seules manifestations vivantes de l'autogestion dans les entreprises yougoslaves sont les grèves[3] ».

1. [▶ République autogérée].
2. *Proletari,* n° 12, 16 (3) août 1905, « Boïkot bulguinski doumi i vosstanie » [Le boycott de la douma de Boulguine et l'insurrection] ; *Proletari,* n° 14, 29 (16) août 1905, « Edinenie tzara s narodom i naroda s tzarem » [L'union du tsar avec le peuple et du peuple avec le tsar].
3. [▶ Pour une appropriation plurielle des bilans].

On pourrait être tenté de rejeter à chaque fois toute revendication autogestionnaire se limitant à aménager la société actuelle. Ce serait une erreur car des luttes réelles ont été autogérées (comme la grève avec occupation et production de plusieurs mois chez Lip en 1973)[1]. Des cadres psychologiques sont parfois proposés pour réguler les assemblées, y résoudre les conflits et les indignés espagnols cherchent à en appliquer en ce moment[2].

L'élément qui pourrait permettre de conjuguer les deux approches contradictoires sur l'autogestion est justement l'assemblée, comprise comme un groupe dont les décisions sont portées par des délégués, contrôlées et révocables[3]. Dans ce lieu, les rapports hiérarchiques et capitalistes de gagnants et de perdants, de machisme, d'informations mensongères ou fragmentaires sont proscrits. Et en cela, les rapports humains le deviennent réellement. Et c'est cette oasis non autoritaire qui est susceptible de porter le projet libertaire.

Du reste, les pratiques qui devraient collectives et qui étaient démenties par la réalité, ont été dénoncées avec justesse par des non anarchistes Nous sommes contre le fait que seule la classe ouvrière supporte le poids des réformes économiques. Nous sommes pour l'autogestion de haut en bas, mais cela est impossible si les organismes autogestionnaires et parlementaires n'ont pas de représentants directs des producteurs («Lettre d'étudiants à Tito», juin 1968).

En Argentine les pratiques horizontalistes «entraînent des changements psychologiques quand nous voyons des femmes qui auparavant restaient chez elles, sans autre destin que de travailler comme domestiques, dirigeant une bibliothèque populaire, rangeant des livres et faisant des fiches ; quand nous voyons des jeunes qui étaient dans le gang du coin de la rue et qui maintenant produisent sans patron, luttant contre leurs propres habitudes pour s'efforcer d'arriver à l'heure [...] pour produire pour leurs voisins, nous constatons que, effectivement, ils sont en train de créer un monde nouveau» (Zibechi, 2003 : 268).

L'autogestion des luttes et des organisations forment un tout anti-hiérarchique, chez des personnes qui ne connaissent pas les idées anarchistes. C'est sa richesse, elle se passe de dieu et de maître. En effet, d'un point de vue libertaire, pour une vision strictement anarchiste, il n'existe

1. [▶ Lip, «on fabrique, on vend, on se paie»].
2. Je vois cela avec scepticisme car on risque de tomber sur des «gourous» maniant la psychologie au détriment de la lutte de classes.
3. Une assemblée a ses règles comme des tours de paroles limités, des horaires précis, la recherche du consensus plus que le vote majoritaire, etc.

pas de pouvoir authentiquement socialiste, de pouvoir populaire s'il ne se fond pas, ne se confond pas dans l'autogestion.

C'est le collectif local, l'assemblée générale des habitants qui décident, de même que les travailleurs de telle et telle entreprises du même secteur géographique, qui gèrent leur vie dans tous ses aspects. Les problèmes d'ordre général (des langues de communication, des vaccinations, et de l'éducation jusqu'à l'adoption de nouvelles techniques administratives, les regroupements économiques) sont étudiés au cas par cas par les collectifs locaux, selon leur rythme adapté aux leurs urgences. C'est du local que des séries de liaisons partent au niveau horizontal (régional, provincial, national et international) et de façon concentrique vers un dôme (réseau sanitaire, éducatif, scientifique, etc.) dont les fondements s'écroulent si les ententes et les accords locaux viennent à disparaître. Et je propose cette conclusion encore actuelle :

> Une ligne, pas du tout droite, mais une ligne quand même, qui relie les plus grands événements révolutionnaires de notre histoire contemporaine : la Commune de Paris, la Révolution russe et sa suite, les révolutions chinoise, espagnole, la vague révolutionnaire de 1956 dans les démocraties populaires et surtout la révolution hongroise (Nagy, 1961 : 120).

février 2013

Source

«Autogestion» (2013), *Le Monde libertaire,* n° spécial.

Pour en savoir plus

Bakounine, Michel (1976), *Étatisme et anarchie,* «Appendice A», Paris, Champ libre.
Blumberg, Paul (1975), *Self-Management : Economic Liberation of Man,* Hammondsworth, Penguin.
Meister, Albert (1981), «Pour en finir avec l'autogestion yougoslave», *Autogestions,* n° 6.
Nagy, Belasz (1961), *Études,* n° 10, Bruxelles.
Zibechi, Raúl (2003), *Argentine : Généalogie de la révolte,* Paris, CNT.

Nationalisation, autogestion et droit de propriété

Catherine Lebrun et Christian Mahieux

Le syndicalisme ne peut pas faire l'économie d'approfondir ces questions car elles sont au cœur de tout projet de transformation sociale radicale. Au-delà des positions de principe de lutte contre le système capitaliste, les réponses et les stratégies

alternatives à construire doivent prendre la mesure de l'évolution du capitalisme et des conditions concrètes dans lesquelles se mène la lutte des classes. Elles reposent sur la nécessaire articulation entre revendications immédiates et changements structurels, entre revendications et construction du rapport de force pour les faire aboutir, entre projet alternatif et formes d'action (démocratie ouvrière, démocratie dans les luttes, grèves de masse, grèves reconductibles, autonomie des mouvements sociaux, conséquences politiques concrètes des luttes, etc.)

Le présent texte ne prétend à nulle exhaustivité, il n'entend pas fixer une quelconque ligne politique en dehors des cadres de débats et décisions de notre organisation syndicale. C'est une contribution, dont l'objectif est de relancer la réflexion et les échanges sur ces sujets. Elle est basée sur les acquis historiques[1] du mouvement ouvrier, l'analyse de la société dans laquelle nous vivons, la prise en compte des rapports de forces nécessaires à une organisation différente de la société qui passe par une rupture avec le capitalisme. C'est un, très partiel et modeste, outil pour les militant·es qui veulent renouer avec ce nécessaire travail, individuel et collectif, d'élaboration d'une stratégie émancipatrice.

Nationalisation, socialisation, autogestion, ces concepts ont imprégné des années de débats au sein du mouvement syndical[2]. Ce ne sont pas des discussions «dans le vide»; des expériences ont été menées, des bilans ont été tirés. La gestion des outils de production[3] directement par celles et ceux qui travaillent est possible. C'est un premier point important car il rappelle avec force que des alternatives sont possibles, en vrai, pas seulement sous forme de slogans[4]. Réapproprions-nous notre histoire, ne nous laissons pas imposer la vision de la classe dominante dont un des objectifs est de nous conduire à accepter comme fait acquis que «le capitalisme est la fin de l'histoire[5]»!

1. Il s'agit ici des acquis en matière d'enseignements des luttes et expériences passées; non pas des «acquis sociaux», dont la défense est par ailleurs nécessaire car articulant la double tâche de défense des intérêts immédiats des travailleurs et des travailleuses et de construction du mouvement émancipateur.
2. [▶ Lip : l'histoire d'un syndicalisme particulier].
3. C'est-à-dire la gestion directe des entreprises et des services. Nous n'abordons pas ici la question de la gestion directe dans le monde agricole, faute de pratiques et de réflexions.
4. [▶ Alternative et reprises d'entreprises].
5. « *There is no alternative* » est un slogan attribué à Margaret Thatcher, qui fut Premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990, chantre de l'ultralibéralisme qui mena une guerre sociale intense contre les syndicats. Il symbolise le combat idéologique mené pour nous faire croire que le capitalisme, le marché, la mondialisation sont, non pas des choix politiques

Dans le cadre du système capitaliste, cette gestion directe des entreprises et services n'est pas possible. Car il s'agit là d'un projet de transformation sociale de la société dans son ensemble, avec des modifications fondamentales en termes de pouvoir de décision, de rapports entre classes sociales, de notions de hiérarchie et de responsabilité, etc. Il nous faut donc construire notre réflexion en intégrant cette nécessaire rupture avec le système capitaliste. Là encore, pour que ce soit utile, nous devons retrouver et inventer des revendications, des formes d'action, des organisations, des slogans, des exemples de luttes, qui rendent crédibles aux yeux de nos collègues ces changements fondamentaux.

À travers certaines résistances et luttes sociales actuelles est parfois posée la question de l'organisation du travail dans toutes ses dimensions : qui décide dans l'entreprise et dans chaque collectif de travail ? Que produire ? Dans quelles conditions ? Quelle utilité sociale ?… Ce ne sont que des interrogations, rarement des tentatives concrètes, nullement un mouvement de fond. Mais n'est-ce pas à nous de créer les conditions pour que celui-ci existe ?

Réponses alternatives, mouvement de masse, changements concrets

Le bilan des politiques de nationalisation et de privatisation menées depuis cinquante ans et les leçons à tirer des luttes pour une appropriation sociale collective, sont autant de repères pour ébaucher des réponses alternatives destinées à construire un mouvement de masse permettant la rupture avec le système capitaliste. Les crises économiques et financières successives et leurs conséquences sociales dévastatrices ont mis à jour l'impasse du capitalisme financier, phase actuelle de ce système économique. Elles renforcent la nécessité d'une utopie transformatrice. Mais les effets du néolibéralisme en termes de chômage de masse, de précarisation, d'individualisation de la relation salariale handicapent toute velléité de dynamique d'émancipation, sans oublier le bilan désastreux des expériences du « socialisme » dit réel, par exemple dans les ex-pays de l'est qui pèse encore dans l'inconscient collectif.

Dans ce contexte contradictoire et paradoxal, le syndicalisme ne peut pas se limiter à la défense des intérêts immédiats des travailleur·euses mais se doit d'élaborer un projet de transformation sociale à la hauteur des bouleversements du capitalisme contemporain et conforme à notre volonté d'émancipation des travailleurs et des travailleuses.

d'organisation de la société et son économie, mais en quelque sorte des phénomènes naturels.

Trop de forces syndicales, hexagonales et mondiales, ont abandonné cette tâche essentielle et ne visent plus qu'à aménager, voire à accompagner les effets du libéralisme. Rien d'étonnant par conséquent que leurs stratégies et leurs revendications ne visent plus à remettre en cause le système ni à esquisser les contours d'une autre organisation sociale. Créer les conditions de nouveaux rapports de forces idéologiques et sociaux implique de se battre sur des orientations syndicales inversant la logique même du système d'exploitation capitaliste et faisant le lien avec la situation et les revendications quotidiennes des salarié·es, chômeur·ses, jeunes en formation et retraité·es.

Entre autres problématiques auxquelles travaille, encore insuffisamment, l'Union syndicale Solidaires, citons la répartition des richesses, la socialisation des moyens de production, la transition écologique, les formes d'organisation sociales et les processus de décision sur les choix économiques et sociaux que porte notamment la thématique de l'autogestion.

Du passé, avant de faire table rase, tirons les enseignements !

La question de la propriété est toujours révélatrice de l'état des rapports de forces entre les classes sociales, de l'état du débat social et politique du moment. Sans retracer des siècles de débat sur cette question, reprenons quelques périodes charnières, parmi les plus récentes.

Suite à la crise de 1929, le débat sur les nationalisations refait surface en Europe entre les partisans d'une politique de nationalisation des infrastructures et des secteurs clés de l'économie et ceux préconisant un régime d'économie mixte où le régime de propriété capitaliste reste dominant. En France, un clivage existe dans le mouvement syndical (notamment entre CGT et CGT-U puis dans la CGT réunifiée) entre les «réformistes» et les «syndicalistes révolutionnaires», ces derniers considérant qu'étatiser une partie de l'économie sans rompre avec le régime du profit et les inégalités de classe, est un leurre. La nationalisation des chemins de fer par la création de la SNCF en 1937 illustre cette situation, puisqu'il s'agit avant tout d'éponger les dettes des grands actionnaires des compagnies privées, sans toucher aux profits accumulés depuis des dizaines d'années, et en les indemnisant très généreusement : «socialiser les pertes, privatiser les profits», est une revendication patronale ancienne…

À l'échelle internationale, les collectivisations en Espagne, entre 1936 et 1938, sont une expérience particulièrement intéressantes. Sans les mythifier, elles montrent que «c'est possible» à grande échelle, sans recours aux nationalisations étatiques, mais en fédérant des initiatives

mises en œuvre à la base. Plusieurs millions de personnes participèrent à des réalisations sans précédent : les collectivités agricoles d'Aragon et la socialisation d'entreprises et des services publics en Catalogne[1], par exemple, se sont faites sans recours à l'État. Celles et ceux qui produisaient se sont emparé·es des usines, des bureaux, des champs. Ils et elles ont géré directement la production[2], sa répartition, les échanges, mais aussi les moyens à mettre en commun pour l'éducation, la santé, etc. Dans certaines collectivités, un salaire unique a été mis en place, dans d'autres l'argent était aboli au profit de bons d'échange, non capitalisables et utiles pour la seule satisfaction des besoins familiaux… Bien entendu, le contexte politique, économique et social[3] de l'Espagne de 1936 n'est pas celui de notre monde contemporain, mais ces expériences méritent toute notre attention[4].

Le débat sur le pouvoir, et en fait sur l'autogestion, a traversé le mouvement ouvrier dans tous les pays et dans des périodes bien différentes. On sait ce qu'il advint de la Révolution russe de 1917 et ce que furent les régimes autoritaires des pays dits « communistes ». Mais, en Russie, de 1917 au début des années 1920, la remise en cause du pouvoir des conseils ouvriers (les soviets[5]) a été contestée, y compris au sein du Parti bolchevik au pouvoir[6].

En 1945, après la Seconde Guerre mondiale, où tout est à reconstruire et afin d'écarter toute velléité de remise en cause du système, nombre de gouvernements européens mettent en place des politiques dites keynésiennes[7] fondées sur un interventionnisme étatique fort. En France, dans le cadre du Conseil national de la résistance (CNR) regroupant les

1. [▶ Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire (L')].
2. [▶ Gestion ouvrière des transports publics].
3. Cette page d'histoire sociale s'écrit entre le coup d'État militaire et fasciste de Franco (19 juillet 1936) et la seconde guerre mondiale. Il y avait deux organisations syndicales en Espagne, rassemblant chacune des millions de syndiqué·es : la CNT anarcho-syndicaliste, l'UGT socialiste ; hormis en Catalogne où l'UGT, sous influence du Parti communiste combattit les collectivisations, les deux organisations participèrent au processus autogestionnaire.
4. [▶ Autogestion et usines récupérées dans la nouvelle réalité espagnole].
5. Paradoxalement, c'est en 1922 qu'est officiellement créée l'Union des républiques socialistes soviétiques, à un moment où le pouvoir qu'exerçaient directement les travailleurs et les travailleuses dans les usines, à travers les soviets, a été définitivement confisqué par le Parti communiste.
[▶ Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe].
6. C'est le cas notamment des « communistes de gauche », puis de l'« Opposition ouvrière », voir notamment Smolny (2011) ; et Kollontaï (1974).
7. Keynes est un économiste britannique. Sa théorie, largement mise en œuvre au cours de la

courants politiques de droite et de gauche, le projet était «le retour à la nation de tous les grands moyens de production monopolisée, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques»; le préambule de la constitution de 1946 reprend ces principes. Une grande partie du patronat ne s'y oppose pas, non seulement parce que les actionnaires indemnisé·es pourront investir dans des secteurs plus juteux à court terme, mais aussi parce que les lourds investissements assumés par l'État seront profitables à terme au développement du capitalisme. De surcroît, en exigeant que la gestion des secteurs nationalisés ne soit pas sous contrôle ouvrier, le simple changement juridique de la propriété ne remet en cause ni la logique de rentabilité ni le pouvoir de décision et de gestion des cadres dirigeants. Rien d'étonnant, comme le dit le sociologue Pierre Bourdieu, tant la porosité entre «la noblesse d'État» technocratique[1] et les pouvoirs économiques, contredit la notion d'État garant de l'intérêt général.

L'important travail de recherches, de confrontation d'idées, mené au cours des années 1960 dans des organisations ouvrières (y compris syndicales, notamment dans la CFTC-CFDT) et la dynamique de Mai 68, mettent l'autogestion au centre de nombreux débats. Avec le recul, certains «exemples» d'alors méritent d'être considérablement rediscutés[2].

C'est dans ce contexte où se mêlent débats théoriques et forte volonté de «changer les choses dès maintenant» que naît le conflit des Lip en 1973 à Besançon… Contre les licenciements, les salarié·es, massivement syndiqué·es, réquisitionnent le stock de montres et s'emparent des plans de fabrication. S'ensuit une période novatrice, qui cristallise espoirs et soutien populaire, au cours de laquelle est mis en œuvre le slogan «C'est possible, on produit, on vend, on se paie[3]».

---

seconde moitié du 20e siècle est que les marchés ont besoin d'une intervention étatique forte pour trouver leur équilibre. Il ne remet nullement en cause l'exploitation capitaliste.

1. L'École nationale d'administration (ENA) est l'archétype de l'institution formant ce type de «serviteurs de l'État», qui sont avant tout serviteurs d'eux-mêmes et de leur classe sociale.

2. Nombre de textes de la CFDT de l'époque, mais aussi d'organisations politiques (PSU, trotskistes, libertaires), portent sur ce qui est présenté alors comme «des expériences autogestionnaires» en Yougoslavie ou en Algérie. Certes, les critiques pointent, fort justement, bien des insuffisances.

[▶ Communautés et autonomie].

3. Voir le film de Christian Rouaud, *Les Lip, l'imagination au pouvoir,* www.filmsduparadoxe.com/les-lip.html.

Les nationalisations de 1982, sous Mitterrand, représenteront 17% du PIB, et toucheront plusieurs dizaines de sociétés industrielles (Compagnie générale d'électricité, Saint-Gobain, Péchiney, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt) et financières, mais elles suivront la même logique que les processus antérieurs, avec 47 milliards de francs d'indemnisations pour les actionnaires. Il n'y avait aucune volonté politique de permettre une remise en cause des choix stratégiques de production, du pouvoir de décision et de gestion des salariés-es dans les entreprises. Les équipes dirigeantes resteront les mêmes notamment dans le secteur bancaire où la course à la spéculation aboutira à une facture salée pour les contribuables (cf. les 100 milliards de dette du Crédit lyonnais). Le gouvernement PS-PCF est loin même du programme commun de la gauche des années 1970 qui préconisait la mise en place de conseils d'ateliers et de services pour un contrôle ouvrier des entreprises. Les libéraux comme les sociaux-démocrates utilisent la socialisation des pertes comme une transition avant un retour fructueux au secteur privé. À l'instar des politiques ultralibérales anglo-américaines de Thatcher et Reagan dont la doctrine est la restauration de «l'ordre spontané du marché», le gouvernement «socialiste» opérera le tournant libéral en 1983.

Les privatisations ne vont pas cesser de s'enchaîner sous les gouvernements de droite comme de gauche, notamment sous le gouvernement Jospin (PS-PCF-Verts : 1997 à 2002). Le drame de la sidérurgie française privatisée en 1996 est un des symboles. D'autres secteurs verront la participation de l'État baisser sans cesse et en bout de course circonscrite à l'énergie, les transports, l'audiovisuel public, les télécommunications, la Poste… souvent de plus en plus partiellement d'ailleurs.

Cette contre-révolution conservatrice amorcée dans les années 1980, prendra dans les années 1990 des formes nouvelles de domination de la finance sur l'ensemble de la sphère économique dont la recherche de rentabilité maximum et à court terme, conjuguée avec une concentration croissante des entreprises, abouti à l'extension des privatisations et à une offensive brutale contre les services publics.

Force est de constater que le bilan des privatisations est marqué par un coût social élevé. Les États ont souvent bradé les entreprises publiques au secteur privé. Ce dernier, guidé par la recherche du profit immédiat, n'a cure des productions nocives écologiquement et désastreuse socialement pour les salarié·es. Et quand, celui-ci est en faillite, les États renflouent, sans contreparties, et font payer la note aux populations, détruisent le secteur public, comme c'est le cas aujourd'hui avec les politiques d'austérité instaurées en Europe dans la foulée de la crise économique et financière de 2008. Ce ne sont pas les quelques mesures

de Benoît Hamon sur l'économie social et solidaire, ni le projet de François Hollande sur la possibilité de reprise par les salarié·es d'entreprises bénéficiaires, qui modifieront la domination de la loi du marché et la captation des pouvoirs de décision par une oligarchie minoritaire[1].

Socialisation, autogestion : une autre voie possible

Les questions que nous devons poser sont celles de la répartition des fruits des richesses produites et de l'organisation de la production (ce qui implique celles sur son contenu, son utilité sociale, ses implications écologiques, etc.)

La nationalisation de tel ou tel secteur, où seule la forme juridique de la propriété change en devenant étatique, ne bouleverse pas la logique du système dans son ensemble. À certains moments, elles peuvent permettre de sauvegarder les intérêts des salarié·es ; mais une véritable transformation sociale du système suppose la socialisation de l'ensemble des moyens de production et d'échange, donc la remise en cause de la propriété privée, et du pouvoir par les travailleur·ses, au sein des entreprises, mais aussi plus largement pour l'« administration de la société ». Cela implique également un cadre national de planification des besoins sociaux futurs, des ressources allouées pour les satisfaire, en tenant compte des impératifs écologiques. L'articulation de ces orientations, à l'échelle nationale et internationale, avec les besoins locaux, ceux des entreprises et des branches, pose la question de l'ensemble de la « chaîne démocratique » pour assurer des choix cohérents au profit de la collectivité dans son ensemble[2].

Au-delà des mots différents (autogestion, collectivisation, socialisation…), ce que nous entendons par autogestion c'est que les classes sociales[3] qui produisent la richesse collective, aujourd'hui sans pouvoir, peuvent gérer l'économie (donc les entreprises, les services, etc.) et plus généralement la société. Ceci suppose l'appropriation collective directe des outils de production et des moyens d'échanges. Nous ne voulons par là décrire un modèle idéal pour « après la révolution », mais d'une part « construire par nos luttes d'aujourd'hui la société de demain », d'autre part créer les conditions pour que des luttes faisant bouger réellement les choses se développent[4].

1. [▶ Droit de préemption, une première étape vers la socialisation des entreprises].
2. [▶ Sanofi : bien public ou marchandise ? Qui décide ?].
3. Comme indiqué précédemment, nous ne traitons pas ici de la question paysanne.
4. [▶ Nationalisations et contrôle ouvrier dans la révolution portugaise].

Ces principes posés, l'évolution du capitalisme et ses effets sur la structuration du salariat, nous obligent à repenser les termes du débat sur ces thématiques. Nous ne sommes plus dans les années 1970 où nous étions face à un capitalisme encore largement patrimonial, familial, avec un pouvoir de décision unique et identifié. L'internationalisation du capital, les centres de pouvoir opaques et insaisissables, l'interdépendance économique à l'échelle planétaire, la domination des multinationales sur l'ensemble des filières, des petites et moyennes entreprises (PME) et du marché des matières premières, impliquent de redéfinir le contenu des réponses alternatives et les stratégies syndicales et politiques[1].

La perspective de socialisation des secteurs clefs de l'économie et autogérés par les salarié·es suppose d'anticiper la chaîne de conditions économiques de production et de la repenser au-delà des murs d'une seule entreprise. En d'autres termes, l'autogestion n'est pas concevable en l'organisant entreprise par entreprise, sans prendre en compte les interactions entre de nombreuses entités tout au long de la production d'un produit ou d'un service. C'est sans doute une des raisons qui explique que l'«aventure» autogestionnaire surgisse rarement des luttes d'entreprises, les salarié·es évaluant eux-mêmes les conditions nécessaires à sa réussite. Le caractère outrageusement réformiste de la majorité du mouvement syndical contemporain, que nous évoquions plus haut, est aussi une des explications.

Cela ne veut pas dire que des espaces d'expériences autogestionnaires sont impossibles, même sous des formes inachevées comme les Scop[2] en France ou plus abouties et plus nombreuses comme en Argentine (les entreprises «récupérées») ou la coopérative ouvrière Mondragón[3] au Pays basque espagnol, mais dans les tous les cas ce sont dans des secteurs et des créneaux restreints. Quant à «l'économie sociale et solidaire», appelée aussi «tiers-secteur», si elle traduit parfois une aspiration à sortir des lois du marché, elle n'est pas exempte de contradictions[4] ; la gestion de ces entités, à l'exemple de nombre de comités d'entreprise ou d'associations, étant loin d'être en rupture avec le modèle dominant ! Elle se situe aux marges du système et sans vue d'ensemble, perméable à l'instrumentalisation dans un processus de privatisation des services

1. [▶ Regarder là-bas pour construire ici…].
2. Scop : Sociétés coopératives et participatives. La dénomination officielle jusqu'en 2010 était «Société coopérative ouvrière de production».
3. [▶ Mondragón : un groupe coopératif unique au monde].
4. [▶ De l'économie sociale à l'économie sociale et solidaire en passant par l'économie alternative et solidaire].

publics et à la récupération marchande, comme le commerce équitable par les grandes chaînes de distribution[1].

Dans un autre registre, mais avec la même aspiration, le développement des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) pose la question des circuits courts entre paysans et consommateurs, posant la question de mettre de côté les grands groupes prédateurs de la distribution, mais aussi la qualité de la nourriture produite et le soutien à une agriculture non productiviste[2]…

De toute manière, les expériences qui peuvent être menées à travers des comités d'entreprise (bien peu !) ou des Scop aussi utiles et intéressantes soient-elles, ne sont pas l'autogestion au sens d'un projet d'ensemble qui a des conséquences sur toute la société, et remet en cause les rapports entre classes sociales que nous connaissons. Le projet autogestionnaire dont nous nous revendiquons est nécessairement en rupture avec le système capitaliste.

Le syndicalisme autogestionnaire

Le défi pour le syndicalisme est global : imposer un changement systémique, à l'échelle nationale et internationale. À cet égard, la construction de luttes conjointes entre salariés·es des grands groupes opérant dans plusieurs pays, notamment au niveau européen, doit devenir un objectif prioritaire ; le développement de réseaux syndicaux « lutte de classes » à l'échelle internationale, ou encore la pérennité des forums sociaux européens et mondiaux, sont eux aussi décisifs. Des outils existent, comme le Réseau syndical international de solidarité et de luttes et les réseaux qui s'organisent dans plusieurs secteurs professionnels ; mais ils ne nous seront utiles pour construire les ruptures politiques et sociales que nous voulons, que si nos collectifs syndicaux de base (syndicats, sections syndicales) se les approprient, les font vivre, les banalisent auprès de la masse des salarié·es. Sinon, ils ne servent qu'à donner une bonne conscience internationaliste, sans effet réel sur la lutte des classes, donc sans conséquence sur les rapports sociaux et le système capitaliste !

Un autre défi posé au syndicalisme est celui de la conception du sujet social, acteur de cette perspective de transformation sociale : est-ce la classe ouvrière dans sa vision la plus restrictive ? Est-ce les salarié·es (qu'ils et elles aient un emploi, soient au chômage, en formation ou en retraite) ? Quel est le rapport avec les paysan·nes ? Avec les artisan·nes ? La grande majorité du syndicalisme est encore imprégnée

1. [▶ Initiatives solidaires de commerce équitable].
2. [▶ Du champ à l'assiette].

d'une conception restrictive des bases sociales de la démocratie économique et sociale.

Le syndicalisme ne doit plus penser les forces dynamiques de la transformation sociale uniquement à partir du seul rôle de producteur·trices et du lieu clos de l'entreprise, mais bien appréhender cette question de manière transversale, à la fois dans toute sa dimension interprofessionnelle mais aussi par l'articulation et la jonction entre les moments où nous sommes usagers, salarié·es, citoyen·nes ; ce dernier terme caractérisant ici la place des travailleur·ses dans «la cité», sans renvoyer à une définition le limitant aux contours de la république bourgeoise héritée de 1789.

La cohérence de choix économiques, des finalités de production de biens communs, nécessite une vision globale qui dépasse les intérêts d'une seule communauté de production ou de service. Transformer l'ensemble des rapports sociaux suppose d'aller au-delà de la question de l'appropriation sociale des moyens de production et de développer une réflexion sur les sujets de la démocratie sociale, la citoyenneté et l'égalité pour sortir de la figure unique du producteur émancipé. De manière, certes modeste et avec toutes leurs insuffisances, les campagnes de boycott des produits (comme Danone en 2001[1]), de «votation citoyenne» contre la privatisation de la Poste, ou encore les luttes syndicales internationales pour le droit à la santé, pour la défense du service public ferroviaire, sont autant d'illustrations d'alliances nécessaires de forces sociales complémentaires.

Plus récemment, la pertinence de la propriété des entreprises a de nouveau été posée. Les syndicats CGT et CGC de Fralib[2], à Géménos, ont un projet de reprise de la production du thé Éléphant-Lipton. La multinationale Unilever bloque, refusant de céder la marque Éléphant… À Florange, c'est une autre multinationale, Arcelor-Mittal, qui a bafoué ses engagements et fait renoncer le gouvernement aussitôt après une timide annonce de possible nationalisation partielle et temporaire… Concernant le groupe Peugeot-Citroën (PSA), nous écrivions en août 2012 dans un tract national de Solidaires :

> Un débat doit s'ouvrir avec les salarié·es concernés mais aussi avec l'ensemble de la population sur les questions de la socialisation, du contrôle des salarié·es sur ce qu'ils et elles produisent, sur l'utilisation de la plus-value dégagée, sur les investissements utiles à la société

1. Action menée en soutien aux salarié·es de Lu-Danone luttant contre des licenciements.
2. [▶ De Fralib à la Scop-Ti, état des lieux].

> [...]. Ces questions se posent pour la filière automobile comme dans les autres secteurs productifs.

En réalité, les grévistes de PSA n'ont jamais envisagé collectivement une reprise de la production, fut-elle accompagnée d'une reconversion ; une telle démarche suppose un travail syndical préalable, dans la durée[1].

L'absence de réflexion collective sur une gestion autre, et plus précisément sur une possible autogestion, a affaibli les perspectives émancipatrices des mouvements.

La question des contre-pouvoirs dans l'entreprise, mais pas seulement dans l'entreprise, est essentielle. C'est un des exercices de « gymnastique révolutionnaire » dont parlaient les syndicalistes révolutionnaires du début du 20e siècle[2]. Car il ne s'agit pas de se limiter aux contre-pouvoirs mais bien de construire par là, notamment, une dynamique aboutissant à poser concrètement la question du pouvoir, de sa forme, de son exercice, de sa réalité, de son utilité… et nous en revenons au débat sur l'autogestion.

Nos mots d'ordre et nos revendications de redistribution des richesses produites, de diminution massive du temps de travail, de droit de veto des représentant·es des travailleur·ses dans les comités d'entreprise, de réquisition des emplois, d'appropriation collectives des entreprises qui ferment, etc., s'articulent pleinement avec ces réflexions. Applicables à la situation présente, donc dans le cadre du système capitaliste, tout ceci peut être taxé de « réformisme ». Mais c'est le rapport dialectique[3] avec les luttes qui peut leur donner un caractère révolutionnaire. La construction du rapport de forces et de mouvements de masse qui s'opposent frontalement au système en place, donc le renforcement des outils syndicaux qui portent cette dynamique, sont incontournables pour passer des débats abstraits à la pratique concrète.

De même, l'autogestion ne doit pas être une notion qui demeurerait abstraite aux yeux de la majorité des travailleur·ses. Dans un processus de crédibilisation de nos aspirations autogestionnaires, il serait utile que les collectifs syndicaux travaillent sur ce que ceci pourrait signifier dans leur secteur (comme indiqué par ailleurs, en intégrant qu'il n'est pas

1. [▶ Contre-plans ouvriers alternatifs].
2. Redressement et liquidation judiciaire sont la source de licenciements plus nombreux encore que les « plans sociaux ». Le syndicalisme interprofessionnel ne devrait-il pas s'interroger sur la latitude qu'il laisse aux seuls patrons, à travers les tribunaux de commerce, de décider ainsi du sort des travailleurs et travailleuses ?
3. Les revendications ont leur propre portée. Les luttes ont leur dynamique. Mais les deux s'influencent réciproquement et créent une situation nouvelle qu'il convient à nouveau d'analyser pour agir le plus efficacement possible.

question d'autarcie). Ceci peut se concevoir relativement facilement pour une entreprise mono-activité, même si cela amène à poser des questions importantes comme l'utilité ou non de la hiérarchie, les modalités de décision collective, les rapports entre services, la non-opposition entre autogestion et parfois «commandement» technique, etc. Mais dans des entreprises plus importantes, dans des services en réseau (transports, énergie, etc.), c'est incontestablement plus complexe; raison de plus pour y travailler dès maintenant. Là encore, pas pour construire «un schéma idéal coupé de toutes réalités» mais pour apprendre ensemble, construire ensemble, rendre crédible la perspective d'autogestion, donc de changement fondamental de l'organisation de la société.

Nous l'avons dit: l'autogestion telle que nous l'entendons ne se résume pas à la gestion directe par les salarié·es de chacun de leur lieu de travail. *A contrario,* elle doit s'ancrer à ce niveau. Nous sommes «chez nous» dans nos entreprises, nos services, nos lieux de travail! Cette affirmation peut paraître naïve et apolitique; elle est loin de l'être. C'est en prenant confiance dans leur «bon droit» (pas au sens du droit légal bourgeois) à décider ensemble de ce qu'ils et elles font au boulot que les travailleur·ses oseront des actions plus radicales au sens où elles remettront en cause des principes présentés jusque-là comme des évidences: la hiérarchie, les différences de rémunération, les directives qui ne correspondent pas au travail réel, etc. Se réapproprier collectivement nos lieux de travail est une action syndicale à première vue réformiste qui a une portée radicale et révolutionnaire[1].

La mise en pratique d'une conception autogestionnaire de la société concerne aussi les pratiques syndicales au sein des syndicats et dans les luttes. Toute conception pyramidale des prises de décisions est aux antipodes d'une conception autogestionnaire. Nombre d'organisations syndicales se considèrent comme les états-majors, les têtes pensantes, auxquelles les acteurs et actrices des mouvements sociaux doivent se soumettre. Rompre avec cette conception et favoriser les formes de démocratie directe (assemblées générales décisionnaires au plus près des collectifs de travail, comités de grève, assemblées générales interprofessionnelles, coordinations...), c'est œuvrer à l'apprentissage de l'autogestion dans une perspective plus globale, c'est aussi choisir la démocratie dans les luttes, favorisant ainsi leur autonomie vis-à-vis de toutes forces extérieures (politiques, étatiques, gouvernementales...) prétendant les diriger. L'autogestion des luttes est exigeante: pour que les revendications, les formes et la durée d'une grève, la coordination éventuelle avec

1. [▶ Autogestion: une question pour le 21e siècle?].

d'autres secteurs, le contrôle des négociations, etc., s'inscrivent réellement dans la démocratie ouvrière dont nous nous revendiquons, il faut par exemple que les assemblées générales (ou comités de grève, etc.) soient réellement représentatives des salarié·es en lutte.

En conclusion, si personne ne peut prétendre avoir un modèle clé en main d'un processus de transformation sociale, ni des formes achevées d'une organisation sociale autogestionnaire, commencer à se poser quelques questions fondamentales c'est tenter d'y répondre. Et surtout, l'histoire nous enseigne que les mouvements sociaux produisent eux-mêmes les outils nouveaux de la transformation sociale. Être attentifs aux nouvelles formes d'organisation collectives et disponibles à l'inattendu, c'est être fidèle au combat de l'émancipation sociale.

août 2013

Source

Paru dans *Les Cahiers d'Alter,* n° 44, août 2013 et *Les Utopiques, Cahiers de réflexions de l'Union syndicale Solidaires,* n° 1, mai 2015.

Pour en savoir plus

Bourdieu, Pierre (1989), *La noblesse d'État : Grandes écoles et esprit de corps,* Paris.
Collonges, Lucien (coord.) (2010), *Autogestion, hier, aujourd'hui, demain,* Paris, Syllepse.
ContreTemps (2002), « Propriété et pouvoirs », Paris, Textuel.
Coutrot, Thomas (2005), *Démocratie contre capitalisme*, Paris, La Dispute.
Fondation Copernic (2001), *L'appropriation sociale*, Paris, Syllepse.
Kollontaï, Aleksandra (1974), *L'opposition ouvrière,* Paris, Le Seuil.
Mintz, Franck (1976), *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Paris, François Maspero.
Smolny (2011), *Moscou 1918, la revue Kommunist*, Smolny.

Organiser la production sur une base coopérative

Friedrich Engels

On dira par conséquent : le parti ouvrier allemand tend à supprimer le travail salarié, et par là même les différences de classes, en organisant la production industrielle et agricole sur une base coopérative[1] et sur une échelle nationale ; il appuie toute mesure qui permet d'atteindre ce but !

28 mars 1875

Source

Lettre à August Bebel, 28 mars 1875.

1. [▶ 1res Rencontres européennes de « L'économie des travailleurs » (2014)].

Ouvrir une brèche dans la vieille société

Karl Marx

La production capitaliste en est arrivée à un point où le travail de direction, entièrement séparé de la propriété capitaliste, court les rues. Ce travail de direction n'a donc plus besoin d'être exercé par le capitaliste. Un chef d'orchestre n'a pas du tout besoin d'être le propriétaire des instruments et le «salaire» des autres musiciens n'a rien à voir avec sa fonction de dirigeant. Les entreprises coopératives démontrent que le capitaliste, comme fonctionnaire de la production, est devenu superflu [...]. Pour autant que le travail du capitaliste ne découle pas de la nature strictement capitaliste du processus de production et ne cesse donc pas avec le capital; pour autant qu'il ne se limite pas à la fonction d'exploiter du travail d'autrui; pour autant qu'il résulte de la forme sociale du travail, de la combinaison et de la coopération d'un grand nombre d'individus en vue d'un résultat commun, ce travail est aussi indépendant du capital que cette forme même, dès qu'elle s'est libérée de son enveloppe capitaliste [...].

La rémunération des fonctions administratives [...] est complètement séparée du profit d'entreprise, que ce soit dans les ateliers coopératifs [...] ou dans les entreprises capitalistes par actions. La séparation entre le salaire d'administrateur et le profit d'entreprise, qui n'est ailleurs que fortuite, est ici constante. Le caractère antagonique du travail de surveillance disparaît dans l'atelier coopératif, le directeur étant payé par les ouvriers au lieu de représenter le capital face aux ouvriers. En général, les sociétés par actions – développées grâce au système du crédit – ont tendance à séparer de plus en plus la fonction du travail administratif de la propriété du capital, qu'il soit emprunté ou non; tout comme le développement de la société bourgeoise entraîne la séparation entre les fonctions judiciaires et administratives et la propriété foncière dont elles étaient les attributs pendant l'époque féodale [...]

Les bilans officiels des entreprises coopératives en Angleterre montrent que le profit, déduction faite du salaire du directeur qui constitue, tout comme le salaire des autres ouvriers, une partie de la dépense en capital variable, était supérieur au profit moyen, bien que ces entreprises aient dû payer, dans certains cas, un intérêt bien plus élevé que les fabricants privés. La cause d'un profit plus élevé était toujours une plus grande économie dans l'emploi du capital constant. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est que le profit moyen (intérêt + bénéfice d'entreprise) représente en fait, et de façon tangible, une donnée qui est absolument

indépendante du salaire d'administrateur. Puisque le profit était ici plus grand que le profit moyen, le profit d'entreprise y était également plus élevé qu'ailleurs [...][1].

La confusion entre le bénéfice d'entreprise et le salaire de surveillance et d'administration a son origine dans l'opposition dans laquelle l'excédent du profit se trouve vis-à-vis de l'intérêt. Cette confusion fut entretenue avec l'arrière-pensée apologétique de présenter le profit non comme de la plus-value, c'est-à-dire du travail non payé, mais comme le salaire du capitaliste lui-même pour un travail fourni. À cette attitude, les socialistes opposèrent la revendication, tendant à réduire le profit à ce que, théoriquement, il prétendait être : un simple salaire de surveillance [...]. Avec l'extension des coopératives [...] et des entreprises par actions [...], le dernier prétexte pour confondre le profit d'entreprise et la rémunération des fonctions administratives du directeur s'évanouit ; le profit se montra alors pratiquement ce qu'il était indéniablement en théorie : de la plus-value pure et simple, une valeur pour laquelle aucun équivalent n'est payé, du travail obtenu sans paiement [...].

Au sein de la vieille société, les fabriques coopératives des ouvriers représentent la première brèche dans le système, bien qu'elles reproduisent naturellement et nécessairement partout, dans leur organisation effective, tous les défauts du système existant. Et pourtant, dans ces coopératives, l'antagonisme entre le capital et le travail est supprimé, même si les travailleurs ne sont d'abord, en tant qu'association, que leur propre capitaliste, c'est-à-dire s'ils utilisent les moyens de production à exploiter leur propre travail. Elles montrent comment, à un certain degré de développement des forces productives matérielles et de leurs formes sociales, un nouveau mode de production surgit et se développe tout naturellement à partir de tel mode de production. Sans le système des fabriques issu du mode de production capitaliste, l'atelier coopératif ne pourrait pas se développer, pas plus qu'il ne le pourrait sans le système de crédit issu du même mode de production. Ce système de crédit qui constitue la base principale de la transformation progressive des entreprises capitalistes privées en sociétés capitalistes par actions offre également les moyens d'une extension progressive des entreprises coopératives à une échelle plus ou moins nationale. Il faut considérer les entreprises capitalistes par actions et, au même titre, les ateliers coopératifs comme des formes de transition du mode capitaliste de production au mode de l'association productrice avec cette différence que, dans les

1. [▶ Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)].

premières l'antagonisme est aboli négativement et dans les secondes, positivement.

1864-1875

Source

Karl Marx, *Le Capital,* livre 3, www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III.

Pour en savoir plus

Marx, Karl et Friedrich Engels (2013), *Propriété et expropriations : Des coopératives à l'autogestion généralisée,* textes présentés par Pierre Cours-Salies et Pierre Zarka, Paris, Syllepse.

Ouvrir le débat sur les perspectives pour le contrôle et l'autogestion socialiste

Michel Fiant

Si construire une organisation est d'abord affaire de programme, c'est aussi, simultanément, affaire d'orientation politique. Particulièrement dans la conjoncture actuelle. L'organisation communiste pour l'autogestion ne peut concevoir son rôle comme une association de propagande pour le programme autogestionnaire. Celui-ci se précisera et s'élaborera en grande partie à travers l'expérience même de la lutte. Les conditions conjoncturelles de ce combat sont donc un élément déterminant du débat sur la constitution d'une organisation.

Les récentes élections municipales [de 1977] ont mis en évidence les grandes tendances de la situation française. L'incapacité persistante des partis bourgeois à maîtriser la crise du capitalisme a accentué leur recul et leur division. Cette crise atteint certes l'ensemble des pays capitalistes, mais elle révèle les faiblesses particulières à certains d'entre eux, dont la France. Les inquiétudes de la grande bourgeoisie sur la capacité respective des Indépendants de Giscard et du Rassemblement pour la République (RPR) de Jacques Chirac à maintenir l'intégralité du pouvoir bourgeois, exacerbe les conflits entre ces politiciens.

Face aux partis bourgeois en plein désarroi, les partis de l'Union de la gauche[1] s'affirment comme capables d'accomplir des réformes. Ils

1. En 1972, les partis communiste, socialiste et radical de gauche signent un « programme commun de gouvernement » en vue des élections législatives de 1973, formant ainsi les partis

rassemblent donc les suffrages de la grande majorité des travailleurs qui aspirent à un changement profond, mais aussi ceux d'une partie des couches moyennes qui, sachant des réformes inéluctables, souhaitent qu'elles ne remettent pas en cause le système capitaliste. Les partis de l'Union de la gauche multiplient donc les assurances. Les nationalisations seront limitées à ce qui est indispensable à la survie du système et en tout cas seront indemnisées. Les travailleurs ne peuvent espérer que les difficultés économiques seront rapidement surmontées et leurs revendications ne pourront être immédiatement satisfaites.

En tout cas, les cadres et les échéances constitutionnels seront respectés. Les radicaux de gauche (MRG)[1] s'avérant être des garants insuffisants pour la bourgeoisie, c'est avec satisfaction que les partis de l'Union de la gauche voient certains gaullistes s'associer à eux.

Cette attitude de l'Union de la gauche a d'autres conséquences, d'autant qu'elle se concrétise dans le comportement des directions syndicales. En effet, la CGT et la CFDT, en riposte aux licenciements et au chômage ne s'engagent pas dans une mobilisation unitaire, préférant des manifestations symboliques comme les journées nationales d'action. Or, une proportion croissante de travailleurs sait que ces formes d'action servent principalement de soupape de sécurité au mécontentement. Ils s'inquiètent donc de la résolution effective du mouvement ouvrier traditionnel à s'attaquer à la bourgeoisie et à son régime. D'autres courants sociaux sont sensibles au fait que l'Union de la gauche ne s'attaque pas aux hiérarchies du capitalisme et à son mode de vie. Les votes ouvriers de défiance qui se sont portés sur les candidats révolutionnaires et les bulletins contestataires des écologistes témoignent de l'existence de secteurs critiques par rapport à la politique de l'Union de la gauche[2].

C'est donc sur trois tendances fondamentales – crise accentuée du capitalisme, montée de l'Union de la gauche, développement d'une opposition non parlementariste – que doivent se baser les révolutionnaires pour définir leurs interventions dans les prochains mois.

de l'« Union de la gauche ». Les confédérations syndicales CGT et FEN (enseignement) appuient l'union de la gauche, la CFDT s'en tient éloignée au nom de l'indépendance syndicale, ce qui recouvre deux orientations : une plutôt contestataire de gauche et autogestionnaire, l'autre plus cogestionnaire.

1. Mouvement des radicaux de gauche, troisième composante (bourgeoise) de l'Union de la gauche.

2. Aux élections municipales de 1977, dans de nombreuses localités, les listes indépendantes de l'Union de la gauche (extrême gauche, PSU, régionalistes et surtout écologistes) dépassent les 10 % des voix.

La crise du capitalisme français

Une des raisons essentielles de la déroute des partis bourgeois aux élections municipales est leur incapacité à maîtriser la crise du capitalisme dans ses diverses formes.

La crise économique

L'économie française ne se redresse pas. La production industrielle stagne depuis plusieurs mois autour de l'indice 127. L'inflation continue, même si son rythme s'est ralenti depuis quelques mois. Les prix de détail ont augmenté de 11,9% depuis un an (février) déclare la CGT, alors que l'Insee ne reconnaît que 9%. Le chômage continue à croître. Selon les estimations gouvernementales, il serait à la fin février de plus de 1 000 000 de personnes, soit 5,3% de la population active. [...]. Et il ne semble même pas que le taux de profit ait augmenté, ce qui était pourtant l'objectif réel du plan Barre. En fait, l'économie française est soumise à la crise générale de l'économie capitaliste qui traverse une crise cyclique sans précédent depuis quarante ans. La production industrielle n'a retrouvé qu'à peine le niveau atteint en 1973 ou 1974.

Le chômage progresse constamment dans les pays capitalistes. L'inflation n'est nullement jugulée, même si elle est ralentie. La moindre remontée économique s'accompagne inéluctablement d'une poussée des prix, comme les exemples récents des États-Unis et de l'Allemagne tendent à le montrer, même en faisant la part des incidences climatiques. Les experts bourgeois s'accordent à penser que la légère reprise du premier semestre 1977 ne se prolongera pas dans la seconde moitié de l'année. Or, depuis quelque temps, leurs prévisions ont plutôt été trop optimistes.

Seul un rétablissement des taux de profit pourrait permettre une relance franche. La réduction du pouvoir d'achat des travailleurs aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans une moindre mesure en France et en Allemagne est encore bien insuffisante pour y parvenir. En fait, il faudrait non seulement une réduction sensible des revenus des ouvriers, mais également une prolétarisation massive des couches techniciennes, qui ont jusqu'alors bénéficié d'une part de la plus-value extorquée au prolétariat. Dans aucun pays, les conditions politiques ne permettent immédiatement d'atteindre ces objectifs. Cette dépression accentue certaines faiblesses relatives que le capitalisme français n'a pas réussi à surmonter.

La force du mouvement ouvrier n'a pas permis aux capitalistes une diminution suffisante des revenus. La redistribution des revenus obtenus par les travailleurs en 1968 n'a pu être entièrement résorbée.

La concentration des entreprises techniques et surtout financières reste insuffisante sauf dans quelques domaines limités (pneumatiques, verre, ciment). Parmi les 500 premières entreprises européennes, il n'y en a encore que 78 françaises. Le capital français n'a pas encore l'assise internationale des capitaux américains, britanniques, allemands, qui leur permet de jouer sur les taux d'exploitation et la fiscalité, pour assurer une masse de profit croissante malgré les aléas économiques[1].

Or, il n'y a pas de solution à court terme pour le capitalisme français. Si les signes de reprise qui se manifestent aux États-Unis venaient à se confirmer et s'amplifier, il faudrait au moins six mois pour que les effets de la reprise se fassent sentir en France. Pour résorber le chômage conjoncturel et limiter le volant de chômeurs à 600 000 ouvriers, il faudrait une croissance annuelle de la production dépassant 5 %. Or, les experts n'envisagent pas plus de 2,75 % en rythme annuel au cours du second semestre 1977. Il n'y aura donc pas d'amélioration des conditions économiques dans l'année, mais plutôt une dégradation.

La crise politique

Depuis le départ de De Gaulle[2], la bourgeoisie française a essayé divers types de gouvernement sans trouver de solution stable. La crise de la démocratie bourgeoise n'est pas possible à surmonter. Les petite et moyenne bourgeoisies qui donnaient une base sociale au régime de démocratie bourgeoise se sont réduites et le statut de ce qui en subsiste est menacé.

Le grand capital s'efforce de concentrer les activités commerciales et l'agriculture. Ces intérêts économiques, nationaux et internationaux ne peuvent plus dépendre de couches conservatrices.

Les nouvelles couches moyennes ne sont pas attachées à la propriété privée, elles sont sensibles aux contraintes du mode de vie capitaliste. Elles ne constituent pas une base sociale de rechange.

Le prolétariat se développe dans les usines, les bureaux, les services, il s'homogénéise politiquement. Les partis ouvriers, même réformistes, ne sont pas les meilleurs gérants du capitalisme.

Le recours au suffrage universel ne permet donc plus d'utiliser la Chambre des députés comme conseil d'administration de la société capitaliste. Les décisions importantes ne sont plus élaborées au Parlement,

1. [▶ Crise économique, marché et autogestion].
2. Un an après la grève générale de mai et juin 1968, le président de Gaulle quitte le pouvoir, le référendum qu'il avait organisé en avril 1969 s'étant avéré un échec avec une majorité de non, dont les voix d'une partie de la droite non gaulliste. Pompidou succède à de Gaulle de 1969 à 1974, puis c'est Giscard d'Estaing, non gaulliste, qui devient président de 1974 à 1981.

mais dans les relations bilatérales entre le gouvernement et les puissances capitalistes.

Le bonapartisme institutionnalisé par de Gaulle n'est possible qu'avec un dirigeant ayant un ascendant personnel longuement acquis. La période antérieure n'a pas été propice à la fabrication de ce type de personnage. La tentative de Pompidou a montré qu'en l'absence d'un bonaparte, l'autorité d'un tel gouvernement ne pouvait s'établir que par un recours généralisé à la répression. Dans ces conditions, tout conflit devient un affrontement et s'accumulent les conditions d'une véritable guerre civile, que le grand capital n'a aucune certitude de gagner.

Le présidentialisme, auquel s'essaie Giscard, suppose une société qu'aucun conflit majeur ne traverse. Il s'avère inapplicable lorsqu'au contraire apparaissent les divisions sociales profondes. La gestion des affaires courantes à laquelle est réduit le gouvernement Barre n'est qu'une des manifestations de l'incapacité du grand capital à établir actuellement une forme de gouvernement efficace et stable.

La crise sociale

Les institutions bourgeoises sont successivement frappées par de graves conflits ; ils semblent se résorber, ils réapparaissent avec une ampleur nouvelle. En fait, ces institutions ne peuvent plus assurer les mêmes fonctions que dans le passé. L'armée ne sait plus ce qu'est la « défense nationale ». L'école ne sait plus ce qu'il faut apprendre, à qui et comment. La famille ne sait plus à quoi elle sert.

Ce qui atteint ces institutions, c'est en réalité la remise en cause des relations sociales (les rapports de production et de reproduction) par la révolution scientifique et technique commencée (les forces productives)[1].

Quelle défense nationale est possible lorsque les pays capitalistes ne constituent plus seulement un marché unique, mais tendent à se constituer comme entité unique de production ? La guerre ne peut plus être qu'une guerre contre la révolution, une guerre civile. Quel enseignement de classe est possible lorsque le niveau général de connaissance devient une condition nécessaire de l'activité quotidienne. Lorsque l'ouvrier et le paysan ont besoin de savoir ce qui se passe dans la société entière pour assurer correctement leur travail de production, quel « savoir » réserver à la bourgeoisie ?

Quelle famille est nécessaire quand le nombre d'enfantements se réduit, que la nature du travail se transforme et que la femme s'avère

1. [▶ Automation et avenir du travail].

aussi compétente que l'homme. Comment les femmes pourraient-elles admettre d'être confinées aux travaux ménagers, au travail gratuit et pour cela à un statut mineur[1] ?

Les idéologies qui voulaient donner une apparence raisonnable aux hiérarchies bourgeoises se dissolvent et les institutions, de l'État à la famille, apparaissent pour ce qu'elles sont : des instruments de domination de la bourgeoisie.

Ainsi, la crise de chaque institution révèle les contradictions des mêmes relations sociales dans d'autres institutions. La remise en cause de l'autorité, de la hiérarchie par les étudiants en Mai 68, a trouvé un écho rapide chez les jeunes ouvriers dans les entreprises et, plus tard, parmi les appelés dans l'armée. La crise d'une institution fait apparaître les contradictions latentes dans d'autres institutions. L'école, la famille, la justice, l'armée, la ville sont ainsi atteintes de proche en proche.

Mais l'ensemble de ces révoltes montre, en négatif, qu'une autre société est nécessaire. Elle ne permet plus aux réformistes de réduire les revendications ouvrières au niveau de salaires, elle pose dans des termes nouveaux le vieux problème de la libération du prolétariat. La crise des rapports sociaux bourgeois montre qu'une révolution sociale est nécessaire et possible.

Un choix impossible

La bourgeoisie française est donc dans une situation grave. Ses politiciens semblent incapables de lui proposer un moyen de gouverner. Giscard a voulu regagner une assise sociale par des réformes. Mais faute de s'attaquer aux couches bourgeoises qui dominent chacune des institutions, ces réformes ont échoué. La libéralisation de l'avortement, pour laquelle il a dû user de tous les moyens politiques à sa disposition, s'est heurtée au corps médical et n'a eu que des résultats très limités.

Ainsi, faute d'accomplir les réformes utiles au maintien de la stabilité sociale, il a cherché à transformer à petits pas l'orientation politique de l'État. Il a échoué et aujourd'hui son gouvernement n'a plus aucune politique évidente, compréhensible. La diplomatie, la défense nationale, le chômage, les prix peuvent donner matière à des discours, le gouvernement s'avère par contre incapable de définir une orientation et de s'y tenir. Il ne maîtrise ni la situation économique ni la situation sociale.

Chirac et le RPR offrent de revenir à la politique de Pompidou, c'est-à-dire d'utiliser la répression pour contenir les effets de la crise. Il parviendra certes à constituer un rassemblement de la peur et de la

1. [▶ Féminisme et autogestion].

réaction. Mais le grand capital sait où cette politique conduit, il n'est pas prêt aujourd'hui à la guerre civile. Ainsi le choix proposé par les politiciens bourgeois entre un réformisme sans réforme et un bonapartisme sans bonaparte est impossible. Les partis bourgeois vont connaître d'autres reculs, il n'est plus possible de gouverner comme auparavant.

La montée des. travailleurs

Un succès ambigu

Les élections municipales ont donc été une nouvelle étape des luttes politiques en France. Elles ont été marquées par un recul généralisé des candidats bourgeois. Sur les 221 communes de plus de 30 000 habitants, l'Union de la gauche dirige désormais 158 municipalités. Ce gain de 58 mairies fait que maintenant plus des deux tiers des grandes villes sont dirigées par des conseils municipaux se réclamant de la gauche. Au second tour, les voix qui s'étaient portées au premier tour sur les listes d'extrême gauche ou écologistes se retrouvent dans une large proportion sur les candidats de l'Union de la gauche.

Mais les résultats obtenus au premier tour par ces listes anti-électoralistes surprennent.

Paris-Écologie obtient 10,13 % des suffrages exprimés dans la capitale. Ces résultats sont confirmés dans d'autres grandes villes, alors même que ne se sont pas posés des problèmes graves d'environnement, dans ces communes. À Strasbourg, 10,4 % des voix, à Mulhouse 13,09 %, à Boulogne-Billancourt 11,5 %. Les résultats sont plus médiocres à Lille (6,4 %) et à Dunkerque (6,7 %). Cet électorat apparaît sociologiquement composite, mêlant des intellectuels, des employés et aussi certains électeurs bourgeois. Les listes présentées par LCR-LO-OCT[1] obtiennent des résultats significatifs d'un courant critique de l'Union de la gauche parmi les travailleurs. Ces listes unitaires obtiennent des résultats sensiblement supérieurs à ceux d'Alain Krivine et d'Arlette Laguillier à l'élection présidentielle de 1974. Dans les cas les plus favorables, ces écarts sont considérables. Ainsi, entre 1974 et 1977, les révolutionnaires passent de 2,9 % à 8,3 % à Caen, de 1,67 % à 8,3 % à Nancy, de 2,2 % à 9,5 % à Montbéliard, de 2,8 % à 9,5 % à Saint-Ouen, et atteignent 9,8 % à Vénissieux. Le PSU, parti caméléon, ne semble avoir que 2,2 % de voix dans les communes où un choix précis a dû être fait.

1. Il s'agit des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » associant la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière et l'Organisation communiste des travailleurs, organisation ayant existé dans la décennie 1970, aujourd'hui disparue. Alain Krivine a été candidat de la LCR à la présidentielle de 1974 et Arlette Laguillier, celle de Lutte ouvrière.

Ces résultats ont suscité de nombreux commentaires. Mais il ne s'agit nullement de s'en tenir à des considérations journalistiques, car ces phénomènes expriment un mouvement profond.

La stratégie réformiste du programme commun

Ce qui provoque ce courant critique à l'égard des partis de l'Union de la gauche n'est pas essentiellement un désaccord avec tel ou tel objectif retenu par le programme commun. C'est la pratique des partis de l'Union de la gauche qui de forums en confrontations négocient en fait avec le patronat les réformes en les présentant comme politiquement et économiquement indispensables au maintien du système capitaliste. Ce qui suscite ces désaccords, c'est donc une stratégie réformiste et électoraliste qui rappelle les défaites de 1938 et de 1947.

Le débat sur les nationalisations a illustré dans ces derniers mois le projet de l'Union de la gauche. Le MRG, garant des intérêts bourgeois, avait depuis longtemps réclamé la suppression dans le programme commun d'une petite phrase donnant la possibilité d'une extension des nationalisations. Le PS et le PCF ont souligné que les députés trancheraient et ils ont indiqué ce que serait leur comportement dans un tel cas.

Le PS s'en tient aux nationalisations prévues par le programme commun : neuf groupes industriels plus le crédit. Et Mitterrand précise :

> Les signataires du programme commun se sont refusés consciemment à confisquer les entreprises. Nous ne voulons pas spolier. La classe ouvrière ne va pas devenir propriétaire des entreprises. On ne bougera pas là-dessus. La seule question est de savoir comment on indemnisera et qui on indemnisera. Le débat reste ouvert.

Ainsi, les travailleurs sont prévenus, l'Union de la gauche n'établira pas leur pouvoir. Elle limitera les nationalisations à ce qui est indispensable pour « créer un pôle dominant assez puissant pour exercer un effet d'entraînement ». Elle indemnisera les capitalistes pour leur permettre de créer d'autres entreprises. Bien plus, la nationalisation des banques d'affaires n'entraînera pas celle de leurs nombreuses filiales. Ainsi, Michel Rocard[1] déclare :

> Dans le cas des filiales et des participations diverses, en particulier celui des quatorze banques d'affaires, il va de soi que, après les restructurations industrielles nécessaires, la puissance publique

1. Michel Rocard, qui avait été secrétaire national du PSU et son candidat à l'élection présidentielle de 1969, soutient François Mitterrand dès le premier tour en 1974 et rejoint le Parti socialiste à l'occasion des « Assises du socialisme » cette même année.

n'entendra pas se rendre automatiquement maîtresse de tout le bric-à-brac de leurs participations, qui est souvent le produit des circonstances.

La position du PCF, plus à gauche, n'apparaît que comme un discours destiné à sa clientèle électorale. Le PCF propose certes d'étendre les nationalisations à l'ensemble de la sidérurgie, au groupe CPF-Total et à Citroën-Peugeot. Mais en n'entamant aucune campagne de masse, en ne proposant pas aux travailleurs de décider eux-mêmes, il montre bien qu'il acceptera la politique de restructuration industrielle défendue par le PS. Les modalités d'indemnisation, de gestion font de la même façon l'objet d'un débat technocratique dont sont exclus les principaux intéressés. Mais, en tout cas, il n'est pas question de renoncer à la logique du profit et au gaspillage capitaliste.

Car, oubliant l'extraordinaire anarchie du capitalisme, les partis se réclamant du socialisme prétendent continuer à accroître la production de marchandises[1]. Le PCF et la CGT persistent à présenter comme nécessaire l'énergie nucléaire, le Concorde et la croissance de la production automobile, qui n'ont d'autre intérêt que de développer la production marchande et d'accélérer la concentration industrielle, financière et urbaine. Le Parti socialiste s'en tient à protester localement contre des décisions contraires au niveau de vie et aux conditions de vie des travailleurs en évitant soigneusement de s'engager sur le fond. Ainsi, ces partis démontrent qu'ils n'ont pas l'intention de changer la vie, mais seulement d'apporter quelques aménagements aux tares les plus criantes de la société bourgeoise.

Une dialectique complexe

Il apparaît donc que la grande majorité des travailleurs appuie le PCF et le PS et qu'en même temps se développent dans de larges secteurs de la classe ouvrière une méfiance envers les objectifs et la stratégie du programme commun. Il est fort vraisemblable que parmi les milliers de travailleurs qui ont voté pour le PS et le PCF, à Aubervilliers, à Saint-Ouen, à Montbéliard, il y a une proportion notable partageant les doutes exprimés par les suffrages obtenus par les listes révolutionnaires.

Il faut donc comprendre la dynamique qui porte ces partis à la direction d'une mobilisation des masses que déjà ils ne représentent plus que partiellement.

La transformation du PS, commencée à la fin des années 1960, a été la plus significative des développements du mouvement ouvrier. La

1. [▶ Écologie et socialisme : travail, production et valeur].

vieille SFIO[1], abandonnée par sa base sociale en raison d'une politique outrancière de collaboration de classe, a dû se rénover. Le processus commencé avant 1968 s'est largement amplifié et enrichi ensuite. Ainsi, le nouveau PS a affirmé une politique d'unité de la gauche. Il a intégré l'autogestion dans ses objectifs socialistes et ses moyens réformistes[2]. Il s'est assuré une base sociale nouvelle à la fois en donnant un instrument politique aux couches «techniciennes» et en amenant à l'expérience politique un mouvement syndicaliste échappant à l'action catholique.

La perspective d'une Union de la gauche, agitée sporadiquement par le PCF depuis la fin de la guerre froide, devient ainsi concrète.

En montrant la possibilité d'un débouché politique, la perspective d'un gouvernement d'Union de la gauche favorise les luttes. Dans ces luttes, tendent à s'exprimer les aspirations des travailleurs. Elles sont souvent très différentes de celles des auteurs du programme commun, notamment lorsqu'elles n'émanent pas des professionnels qualifiés constituant l'ancien noyau du mouvement ouvrier. La première grève Lip[3], la grève des OS[4] de Renault ont cristallisé les espoirs de larges couches de travailleurs. Elles ont ainsi permis une nouvelle amélioration du rapport de forces, au profit de la classe ouvrière. Le problème du gouvernement s'est objectivement posé. Les seuls partis immédiatement capables de constituer un nouveau gouvernement étaient le PS et le PCF. Par un paradoxe apparent, ils ont été les principaux bénéficiaires politiques de conflits sociaux qu'ils n'ont cessé d'ignorer que pour les combattre. Mais ce succès a des conséquences contradictoires. D'une part, la possibilité sans cesse plus grande de voir disparaître le gouvernement bourgeois incite les travailleurs à tout subordonner au succès électoral.

Mais en même temps, la politisation accentuée fait apparaître plus explicitement les aspirations des travailleurs. Comme le PS et le PCF sont amenés à multiplier les assurances prodiguées aux bourgeois, les expériences anciennes reviennent en mémoire. Il y a donc coexistence parmi les travailleurs d'un appui au PS et au PCF contre le gouvernement bourgeois et expression de doutes sur la résolution anticapitaliste de ces partis. Ces tendances ne semblent d'ailleurs nullement s'affronter

1. Section française de l'Internationale ouvrière. En 1969, le congrès d'Issy-les-Moulineaux intègre plusieurs clubs et reprend le nom de Nouveau Parti socialiste. Au congrès d'Épinay (1971), François Mitterrand y adhère et en devient le premier secrétaire.
2. [▶ Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France].
3. [▶ Lip, « on fabrique, on vend, on se paie »].
4. Ouvriers spécialisés, en fait main-d'œuvre souvent immigrée, ils constituent les travailleurs à la chaîne des usines automobiles.

dans la classe ouvrière, mais bien plutôt se recouvrir, c'est-à-dire coexister dans les mêmes secteurs, parmi les mêmes travailleurs.

En fait, la surprise provoquée par cet aspect des résultats des élections municipales vient à la fois d'une théorisation abusive de moments particuliers de l'histoire du mouvement ouvrier et aussi du décalage entre les organisations révolutionnaires et certaines manifestations des contradictions du capitalisme. Le raisonnement par analogie avec la période d'avant-guerre, qui vit la classe ouvrière se constituer en bloc monolithique derrière le Front populaire, tient pour négligeable les conclusions tirées par le prolétariat des échecs des tentatives électoralistes. *A fortiori,* les idéologues, qui ont essayé de figer ces phénomènes dans la pseudo-théorie du bloc social et politique, sont impuissants à comprendre la dialectique permanente entre le contenu et les formes, entre les aspirations des travailleurs et les organisations qu'ils peuvent utiliser pour les réaliser.

L'indication majeure que les révolutionnaires doivent tirer de ces résultats électoraux concerne la dynamique du débordement. Elle est inéluctable lorsqu'une direction réformiste se trouve temporairement à la tête d'une mobilisation du prolétariat et des couches alliées. Mais dans la situation concrète, en France comme dans les pays capitalistes très avancés, elle ne s'accomplira pas principalement par un dépassement linéaire des objectifs proposés par les directions traditionnelles,



mais davantage par un détournement à partir des problèmes concrets posés par la lutte de classe.

Par exemple, ce n'est pas le catalogue des nationalisations à effectuer qui nourrira la lutte des travailleurs, mais bien davantage les moyens de prendre le contrôle des entreprises[1].

Les formes provisoires de la radicalisation

Les voix obtenues par les listes révolutionnaires, autogestionnaires ou écologistes ne répondent donc pas à une coupure parmi les travailleurs. Elles ne peuvent, non plus, être comprises principalement comme le résultat d'un travail d'explication des militants révolutionnaires ou écologistes. Elles sont la manifestation encore sectorielle d'une expérience collective des travailleurs qui recherchent pragmatiquement les voies du socialisme effectif, c'est-à-dire du socialisme autogéré. Ces travailleurs – qui participent à l'aile la plus avancée de la classe ouvrière – empruntent pour s'exprimer les moyens qui leur paraissent les plus adaptés à l'expression de leurs aspirations. Partant, ils font aussi l'expérience des orientations proposées, des formes d'organisation et d'actions qu'elles permettent.

De ce point de vue, aucun des organismes au travers desquels se sont exprimées les voix contestataires ne peut trouver là de garantie pour l'avenir. Bien plus, il semble qu'elles ne soient toutes que des formes provisoires correspondant seulement à un moment de la construction d'un nouveau mouvement des travailleurs.

Comme cela a déjà été mentionné, les listes «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs» ont enregistré dans plusieurs communes des résultats surprenants. Passer de 1 à 2% des voix à 8 ou 10% pourrait signifier qu'après une existence marginale, le courant révolutionnaire est devenu une réalité sociale. Il est très vraisemblable que l'alliance des trois groupes révolutionnaires a fait sortir de l'expectative des travailleurs radicalisés se refusant jusqu'alors à choisir entre des chapelles occupées à des discussions byzantines ou paraissant comme telles. Cependant, ces listes n'ouvraient aucune perspective, elles n'ont pas été le résultat d'une lutte commune dans les entreprises et les quartiers de la municipalité concernée pour imposer le contrôle des travailleurs. Elles ne proposaient même pas d'engager de telles actions. Elles s'en tenaient à une affirmation propagandiste :

> Il ne s'agit pas de se leurrer, ni se laisser leurrer : si les résultats de ces élections peuvent manifester notre volonté d'en finir avec ce

1. [▶ Nationalisation, autogestion et droit de propriété].

> régime, nous ne pouvons pas changer notre sort en glissant un bout de papier dans l'urne. [...] Il nous faudra surtout compter sur nos capacités à prendre en main en tant que travailleurs l'économie et la vie sociale à tous les niveaux de la société.

Dans des cas significatifs, les groupes révolutionnaires n'eurent pratiquement pas d'apparition, même propagandiste, au cours de la campagne en dehors de la diffusion de la profession de foi par les moyens légaux. Aucun d'ailleurs ne s'est aventuré à déclarer avant qu'ils obtiendraient des résultats supérieurs – ni même égaux aux voix Krivine-Laguillier en 1974.

Il s'agit donc bien d'une manifestation de mécontentement, de critique à l'égard de l'Union de la gauche. Elle ne peut évidemment se contenter d'une affirmation symbolique. Il appartient aux révolutionnaires de comprendre les motifs et les aspirations qui ont suscité ce mouvement pour lui offrir les moyens d'agir.

Les écologistes n'ont souvent guère fait plus que les révolutionnaires pour avoir les résultats obtenus. Il est vrai qu'ils étaient en tout cas plus gais. Leurs voix ne sont pas généralement obtenues parmi les ouvriers, mais plutôt dans les couches de population frappées par le mode de vie capitaliste, par la concentration urbaine et industrielle[1]. Cette protestation ne se limite nullement à l'exigence de quelques squares ou à des inquiétudes sur la prolifération des centrales nucléaires. De droite ou de gauche, les partis avaient pris soin de mettre en avant quelques écologistes et d'assurer de leurs bonnes volontés. Les voix écologistes sont donc dans une large mesure l'expression d'une défiance à l'égard d'un système politique et économique. Le report au second tour d'une majorité représentant environ les deux tiers sur les listes de l'Union de la gauche, et malgré les équivoques des candidats écologistes eux-mêmes, confirme cette coloration anticapitaliste.

Une des raisons de succès de ces listes a été leur caractère anti-parti et non pas apolitique. Elles expriment le refus de la démocratie de délégation, c'est-à-dire en fait de la démocratie capitaliste. Elles sont donc critiques par rapport aux partis « ouvriers » qui s'en réclament, mais aussi par rapport aux groupes révolutionnaires qui ne voient pas l'utilité de se différencier dans la pratique de cette pseudo-démocratie.

Cet électorat est certes très composite. Mais, dans sa majorité, il est constitué par ces couches techniciennes de plus en plus sensibles aux aliénations que le capitalisme leur fait subir. Cette sensibilité s'accentue avec la prolétarisation qui les frappe. Il ne s'agit donc nullement de

1. [▶ Société de consommation, écologie et autogestion].

petits-bourgeois attachés à la propriété privée, mais de couches dont le développement est lié aux débuts de la révolution scientifique et technique. Ces couches, dans leur majorité, peuvent être associées aux luttes révolutionnaires à venir ou neutralisées. Mais cela dans la mesure où ces luttes partent de l'ensemble des rapports sociaux pour les transformer fondamentalement.

Encore faut-il que ces couches s'organisent pour participer à ces luttes anticapitalistes. C'est ainsi qu'elles peuvent prendre conscience, dans une pratique collective et sociale, du caractère nécessairement anticapitaliste de ces luttes. Il est d'ailleurs remarquable dans la vallée du Rhin, où il y a eu de véritables luttes de masses, non seulement les listes écologiques ont obtenu de très bons résultats dans les grandes villes, mais ont eu dans de nombreux bourgs la majorité ou de très substantielles minorités.

Les animateurs du mouvement écologique ne paraissent pas partager une telle analyse. Ils paraissent plus attirés par des gadgets publicitaires, par la libération du discours, que par l'organisation collective pour des actions concrètes. Il ne s'agit nullement d'une tendance ressortant de l'origine sociale actuelle de ce courant d'opinion, puisqu'un nombre notable de ces animateurs ont été des militants révolutionnaires. Cela n'est pas une garantie pour l'avenir. Si ce courant ne s'organise pas, ne développe pas la logique anticapitaliste de ces actions, n'établit pas des convergences avec l'ensemble des courants contestataires y compris les groupes révolutionnaires, il tombera dans les pires mythifications[1]. Dans ce cas, la contestation du mode de vie empruntera pour la majorité des travailleurs d'autres moyens d'expression, de luttes et d'organisation.

Les partis se réclamant du socialisme se refusent évidemment à prendre en charge les luttes qui, dans les diverses institutions, remettent objectivement en question le capitalisme. Les groupes d'extrême gauche transformant en doctrine l'héritage politique de la période antérieure des luttes de classe, sont incapables d'assurer une fonction de synthèse. Cela ne serait d'ailleurs totalement possible qu'avec une nouvelle avancée dans la construction du nouveau mouvement des travailleurs. Il faudrait qu'à l'instar des syndicats, dans les entreprises, des organismes permanents puissent assurer les luttes des travailleurs dans la ville, mais aussi celles des femmes, des jeunes. Cependant, actuellement les groupes révolutionnaires ne précèdent pas la mutation qui s'opère, ils la suivent péniblement. Ils ne voient dans ces mouvements qu'un vivier de militants pouvant seuls ou en groupes accéder à la politique révolutionnaire.

1. [▶ Écosocialisme et planification démocratique].

Il est donc compréhensible que la révolte s'exprime sous de formes variées et changeantes, qu'elle conteste aux organisations politiques, réformistes et révolutionnaires, le monopole du champ politique. C'est au contraire en faisant l'expérience des luttes politiques que, dans les conditions concrètes, certains de ces courants aboutiront à une conscience révolutionnaire.

Il ne s'agit donc pas de rejeter ces mouvements écologiques ou autres parce qu'ils ne sont pas immédiatement compréhensibles par des travailleurs dont l'expérience collective a lieu dans le mouvement traditionnel. Mais il n'est pas non plus possible de prétendre à la théorisation de mouvements qui ne répondent qu'à un moment d'un processus général, à une mutation des objectifs, des moyens de lutte et des formes d'organisation du mouvement des travailleurs.

Les perspectives

Si l'on considère que l'installation d'un gouvernement de l'Union de la gauche est maintenant la perspective la plus vraisemblable à moyen terme, on doit s'interroger sur les résultats aux divers moments du jeu entre les aspirations des travailleurs et les orientations des partis de l'Union de la gauche.

Vers un gouvernement d'Union de la gauche

La bourgeoisie ne peut espérer d'ici 1978 un redressement de la situation économique permettant que le chômage se résorbe et que l'inflation soit supportable. L'Insee envisage même un ralentissement pour la deuxième moitié de l'année. La croissance du produit national brut, qui augmente de 3 % en taux annuel durant ce premier semestre, serait ramenée à 2,75 % au cours du second semestre. L'OCDE considère que le taux de chômage en France va atteindre 5 %. Le second plan Barre, pas plus que le premier, ne modifiera la situation des travailleurs. Les 4 milliards de francs annoncés sont dérisoires par rapport à un produit intérieur brut qui devrait atteindre 1 600 milliards environ en 1977. Ce plan constitue un véritable défi, il a pour objet de rendre supportable pour certaines catégories de vieillards particulièrement défavorisés une politique systématique de diminution du pouvoir d'achat.

La reprise que manifeste l'économie américaine dans ces dernières semaines ne suffira pas non plus à entraîner l'ensemble des économies capitalistes, même si elle se poursuit. En tout cas, les effets d'une telle reprise ne pourraient commencer à se faire sentir en France avant la fin de l'année 1977. La conjoncture économique ne permettra pas de résorber le chômage avant de longs mois et n'empêchera pas un

développement de l'inflation. Le gouvernement Giscard ne peut donc espérer une situation économique meilleure pour affronter l'Union de la gauche.

La crise entre partis bourgeois ne va pas se résorber, bien au contraire. Le RPR presque unanime dénonce l'attitude de Giscard réduisant l'initiative gouvernementale à une gestion au jour le jour, mais se refusant à affirmer des options précises sur aucun des sujets placés au centre des préoccupations politiques : emploi, prix, politique internationale, défense nationale, etc. Mais en fait, il n'y a pas de politique de rechange. Une politique de tension imitée de celle de l'Italie supposerait des appuis sérieux dans la police et l'armée. Or, ces deux corps sont actuellement en France trop divisés pour qu'ils puissent assurer une politique semblable.

Le recours tactique à une loi électorale permettant une représentation proportionnelle a peu de chance d'aboutir. L'opposition du RPR à cette proposition rendrait plus flagrante les divisions de la majorité bourgeoise et, partant, les chances de l'Union de la gauche d'obtenir la majorité parlementaire. Ces divisions rendent donc illusoire d'empêcher ainsi une majorité de gauche. En fait, chacun prépare l'avenir. La décision d'un Edgar Faure ralliant le Parti radical est très significative. Un certain nombre de politiciens bourgeois se mettent en position de monnayer leur appui ou leur neutralité à l'égard d'un gouvernement d'Union de la gauche. C'est la fin d'une période politique ouverte par la prise du pouvoir par de Gaulle en 1958.

Les organisations constituant ou soutenant l'Union de la gauche poursuivront la politique menée depuis plusieurs mois. Les centrales syndicales vont relayer les partis pour quelque temps sur le devant de la scène. Elles développent des mouvements sectoriels dans les régions ou industries particulièrement frappées par la dépression capitaliste et la politique déflationniste. Faute de s'étendre, ces luttes seront longues et n'aboutiront qu'à des compromis d'intérêt limité. Le comportement de la CGT et de la CFDT dans la crise de la sidérurgie lorraine est exemplaire de cette politique.

Des journées nationales de lutte, comme celles du 28 avril, permettront aux travailleurs de manifester leur mécontentement sans mettre en cause la stratégie électoraliste des partis du programme commun ni malheureusement la politique de chômage et de concentration du gouvernement Barre. En refusant d'engager une campagne de lutte pour contraindre Giscard à la démission, les centrales syndicales acceptent en fait que cette politique se prolonge. Mais dès que se préciseront les échéances électorales, les partis tendront à canaliser la combativité dans

les campagnes électorales. Cela ne signifie nullement que des différences n'apparaîtront pas entre PS et PCF d'une part et CFDT, FEN et CGT d'autre part. Notamment alors que les deux partis conjuguent leurs efforts pour rassurer la bourgeoisie, ainsi qu'en témoignent les prises de position de Georges Marchais[1] devant les représentants du CNPF[2]. Le PCF peut s'engager dans une certaine surenchère, mais elle ne portera que sur des propositions et ne se traduira pas dans la mobilisation des travailleurs. Les améliorations que le PCF voudrait voir apporter au programme commun sont de cette nature. Elles sont défendues avec d'autant plus d'énergie que le PCF sait que Mitterrand ne peut revenir sur les garanties accordées au grand capital. Le refus du PS de «gauchir» le programme commun n'amènera cependant aucune rupture du PCF, même au niveau tactique. Il permettra simplement celui-ci de maintenir, voire d'élargir sa clientèle électorale. L'acceptation prudente du Parlement européen par le PCF illustre bien sa tactique : se présenter comme l'aile marchante de l'Union de la gauche, mais ne rien faire qui mette en cause son existence et sa stratégie et finalement accepter un compromis avec la politique du PS et de Mitterrand.

Le PSU à son échelle aura le même comportement. Il proposera l'amélioration dans un sens autogestionnaire des mesures envisagées par le Programme commun. Il soutiendra les luttes de masse, même non traditionnelles, mais ne prendra pas l'initiative d'actions pouvant remettre en cause la stratégie du programme commun et pouvant le contraindre à la rupture avec ses partenaires, notamment avec la CFDT.

Les luttes de masse seront donc déterminées à la fois par les contradictions du capitalisme et la politique des organisations ouvrières. Les travailleurs frappés par les licenciements et l'inflation s'en tiendront vraisemblablement dans leur majorité aux actions défensives proposées par les organisations réformistes. Mais cela n'ira pas sans doutes ni critiques. Plus particulièrement, les OS des usines et des bureaux, qui ne se satisfont pas de quelques augmentations modérées, peuvent aller au-delà des intentions syndicales. Ce milieu serait particulièrement sensible à des manifestations dans l'armée ou l'université, témoignant de la faiblesse du pouvoir bourgeois à répondre à des attaques portées contre ses hiérarchies.

1. Georges Marchais, secrétaire général adjoint du PCF en 1970, puis secrétaire général de 1972 à 1994.
2. Confédération nationale du patronat français (Medef depuis 1998).

L'organisation effective des luttes de chômeurs pourrait également modifier les conditions de la lutte politique dans les prochains mois. Or, dans chacun de ces secteurs des luttes paraissent possibles.

L'enjeu est d'importance. Si l'Union de la gauche parvient à mettre en place un nouveau gouvernement grâce à la faillite des partis bourgeois et aux pesanteurs sociales, la mobilisation qui en résultera sera modérée, la marge de compromis de ce gouvernement avec la bourgeoisie sera plus grande et donc également les risques de défaite ultérieure. [...]

Le maintien d'un gouvernement minoritaire dans le pays, incapable de maîtriser le chômage et l'inflation, incapable d'autre chose qu'une mauvaise gestion des affaires courantes, va créer une situation de plus en plus tendue. Giscard voudrait apparemment attendre la première éclaircie dans la conjoncture économique pour aller aux élections. Il paraît difficile qu'il puisse attendre jusque-là. Les différends entre politiciens bourgeois et l'impatience des travailleurs vont se combiner pour rendre cette situation sans cesse plus intenable. L'hypothèse d'élections législatives anticipées durant le second semestre 1977, voire avant la période de vacances, n'est nullement à exclure.

Il serait très positif que la dissolution de la Chambre des députés apparaisse comme un résultat de ces manifestations plutôt qu'octroyées par le gouvernement dans une affirmation démagogique de démocratie. Des manifestations de mécontentement peuvent survenir malgré le freinage du PS et du PCF. Les révolutionnaires ont la possibilité de mener une campagne commune sur le mot d'ordre «Dehors Giscard!». Des comités peuvent être construits dans les entreprises et les quartiers, un comité national mis en place. Simultanément, et sans doute seulement avec la LCR, une campagne propagandiste devrait être conduite sur le thème «Pour un gouvernement des travailleurs demain, gouvernement PS-PC maintenant».

Du gouvernement de gauche au gouvernement des travailleurs.

L'installation d'un gouvernement d'Union de la gauche n'entraînera pas immédiatement une mobilisation des travailleurs pour le socialisme. Il n'y a plus dans le prolétariat et les couches alliées la confiance naïve à l'égard du PCF et du PS qu'il y avait en 1936. Les désillusions de 1936-1938, celles de la Libération ne sont pas oubliées. Le «paradis socialiste» d'Union soviétique est devenu pour le plus grand nombre un État policier entravant avec ses tanks la démocratie des travailleurs des pays voisins. Pour autant, ce prolétariat a vécu dans les années 1920 l'expérience collective de rupture avec la social-démocratie. Des pans entiers de la classe ouvrière rejettent le réformisme, même s'ils n'ont

pas réussi à construire d'alternative aux orientations du PS et du PCF. L'installation d'un gouvernement de gauche marquera une rupture avec vingt ans de domination sans partage des partis bourgeois. Elle libérera les espoirs des travailleurs au travers du mouvement ouvrier organisé et en dehors. La situation sera plus tendue que celle créée par la mise en place de gouvernements sociaux-démocrates ou travaillistes dans le Nord de l'Europe.

La mobilisation des travailleurs, des femmes, des jeunes, c'est donc lorsque apparaîtront les difficultés entre le gouvernement d'Union de la gauche et la bourgeoisie qu'elle se manifestera. Mais, plus qu'une mobilisation de défense de l'Union de la gauche, elle donnera déjà des réponses concrètes aux difficultés rencontrées. La logique du front unique des travailleurs va se développer dans des conditions différentes de 1936 ou même de celles du Chili[1]. C'est dans l'organisation du double pouvoir dans l'entreprise et la commune que va s'esquisser une réponse alternative au gouvernement des partis se réclamant du socialisme. C'est alors que le gouvernement des conseils apparaîtra comme une possibilité et comme une nécessité.

Il n'y a évidemment aucune certitude à cette évolution, la capacité des secteurs les plus conscients à aider les travailleurs à chaque moment, à s'organiser, à établir leur contrôle, à s'attaquer aux pouvoirs dans chaque institution, détermine largement les choix, les décisions que les exploités, les aliénés du capitalisme devront collectivement prendre.

La conquête de la majorité parlementaire par l'Union de la gauche ne provoquera certainement pas de conflit institutionnel grave. Giscard n'aura plus les moyens de renverser la situation par une dissolution de la Chambre ou par le recours à des forces extraparlementaires. Il doit par contre s'efforcer de préparer la rupture de l'Union de la gauche et pour cela accepter une collaboration avec un gouvernement Mitterrand. Celui-ci ne recherchera pas non plus d'affrontement. D'une part, il s'efforcera de réaliser les ajustements constitutionnels dans les formes arrêtées par la constitution gaulliste et tentera d'éviter l'intervention des masses. L'appel à une Assemblée constituante sera nécessaire pour les révolutionnaires.

Mais, d'autre part, le maintien de Giscard sera pour Mitterrand une bonne justification pour retarder et limiter l'application des dispositions du programme commun qui paraissent dangereuses à la bourgeoisie. Le PCF protestera devant ces atermoiements, mais ne peut être conduit à rompre avec ses alliés que si un mouvement puissant se manifeste à sa

1. [▶ Poder popular].

gauche. C'est de cet attentisme que va naître la crise du gouvernement de l'Union de la gauche. Les incertitudes politiques seront telles que s'amplifieront les mesures qui déjà sont prises par les groupes capitalistes multinationaux ou plus étroitement français.

Les mouvements de capitaux et d'actions, la chute de la monnaie, la réduction des investissements et des commandes extérieures risquent sous quelques mois de créer une situation très difficile. L'intégration du système économique français, non seulement au marché mondial mais au système de production international, rend impossible tout développement autarcique. Les faillites, les fermetures d'usines risquent de se multiplier. La situation politique et les conditions économiques joueront en multiplicateur réciproque. Les brillantes inventions des jeunes technocrates du PS seront réduites au statut de jeu de société mais n'auront plus aucune réalité sociale. Dans le contexte général de dépression économique, ces avatars peuvent survenir avec une relative rapidité.

Il serait alors au moins nécessaire que s'opère un complet retournement d'orientation et que s'établissent des relations économiques et politiques privilégiées avec les États de l'Europe de l'Est et les pays ayant rejeté la tutelle directe de l'impérialisme. Dans tous les cas, cette hypothèse imposerait une difficile période de transformation, une extension de la collectivisation à l'ensemble des entreprises du grand capital français et étranger, une remise en cause des structures de l'État bourgeois. Elle permettrait de retarder les échéances révolutionnaires, elle ne les écarterait nullement. Les révolutionnaires devront faire des campagnes pour une telle réorientation économique[1].

Mais l'hypothèse de loin la plus vraisemblable est que voulant s'en tenir à ses intentions premières, un gouvernement d'Union de la gauche se trouvera confronté à des difficultés économiques sans autre issue possible que la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs.

Le gouvernement d'Union de la gauche ne tentera à aucun moment d'organiser la masse des travailleurs, confiant le soin aux appareils politiques et surtout syndicaux d'être les médiateurs entre lui et les masses. Les craintes que les partis du programme commun ont devant l'éventualité d'assemblées des travailleurs dans les entreprises et les quartiers, est évidemment liée à leur hantise du débordement. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que naissent des organes de défense du programme commun et du gouvernement et que par évolutions successives ils se transforment en instruments de mobilisation des travailleurs. Les comités unitaires se développeront en fait pour répondre à des problèmes

1. [▶ Une alternative pour la Grèce].

concrets, non pas en opposition mais indépendamment des partis de l'Union de la gauche. Ils apparaîtront donc comme des ruptures tactiques.

Le problème posé sera donc de constituer l'ensemble du mouvement anticapitaliste en un réseau de comités d'action préfigurant la constitution de conseils des travailleurs dans les diverses institutions, de l'entreprise à la ville. Dans cette dynamique, la prise de contrôle, c'est-à-dire la prise de pouvoirs restreints, sectoriels, sera un élément décisif pour la préparation de la prise du pouvoir. La subversion autogestionnaire sera un élément décisif de la période prérévolutionnaire.

La déstructuration interne de l'armée et même de certaines forces de police va se poser avec de plus en plus d'acuité. Il ne s'agit nullement de placer quelques petits noyaux de révolutionnaires dans une position ennemie. Il faut que la masse des soldats, des secteurs importants des sous-officiers et même de certains officiers remettent en question le rôle de l'armée et les conditions d'une possible «défense nationale». Le développement de l'organisation autonome des soldats et sous-officiers est donc un élément stratégiquement décisif. L'instauration d'un gouvernement d'Union de la gauche doit signifier une extension de cette syndicalisation des soldats et non sa mise en sommeil. Des mesures d'améliorations de l'ordinaire et du régime des permissions seront bien sûr prises par ce gouvernement, il faut donc de plus en plus poser le problème de la fonction et donc de la structure de cette armée.

Les tâches des communistes pour l'autogestion

La tâche majeure, en cette période, des révolutionnaires partisans du socialisme d'autogestion est la construction simultanée de l'unité des travailleurs et d'une alternative politique et organisationnelle au réformisme.

Pour l'unité des travailleurs

De toutes leurs expériences de luttes, de la naissance du mouvement ouvrier en France aux plus récents affrontements de l'après-guerre ou de Mai 68, les travailleurs ont appris que l'unité d'action était une condition indispensable des succès contre la bourgeoisie. De plus, cette histoire montre également que c'est au cours de ces mobilisations, dans les succès obtenus, que les travailleurs développent leur combativité et leur conscience collectives. L'action unie des travailleurs est donc une condition impérative de tout développement révolutionnaire.

Dans les prochains mois, cette action se développera à la fois dans les orientations proposées par le programme commun et en dehors.

Une majorité de travailleurs, suivant l'Union de la gauche, tendra à réduire son action aux démarches électorales. Sans accepter la stratégie réformiste du programme commun, il faut apporter à ces démarches un soutien critique lorsqu'elles aboutissent à un affrontement avec la bourgeoisie. C'est la signification reconnue par de larges secteurs ouvriers du désistement des candidats révolutionnaires devant les candidats ouvriers placés en tête du premier tour. C'est aussi ce qui doit déterminer l'attitude face à un gouvernement de l'Union de la gauche. Placés devant le choix entre un gouvernement d'Union de la gauche et la reconduction du gouvernement bourgeois, nous ne sommes pas neutres.

Nous soutiendrons toutes les mesures anticapitalistes qu'un tel gouvernement pourrait être amené à prendre, mais, dès maintenant, comme après une éventuelle victoire électorale, nous agitons la perspective d'un gouvernement PC-PS, sans ministres bourgeois, sur un programme anticapitaliste, comme seule réponse de classe immédiate à la crise du régime. Le soutien critique à un tel gouvernement ne serait qu'une position tactique, la mobilisation des travailleurs amenant à préciser une autre perspective : le gouvernement des conseils des travailleurs.

Dans sa campagne électorale, l'Union de la gauche peut être amenée à développer certains de ses mots d'ordre et à organiser certaines manifestations de masse. La lutte contre les licenciements, l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, peuvent donner lieu à de semblables actions. Nous soutiendrons ces actions en nous efforçant d'améliorer leur contenu et leurs formes dans le sens de la prise de contrôle et de l'autogestion : occupation active, utilisation de l'outil de travail, augmentation des bas salaires, 35 heures, assemblée générale, comité de grève élu composé de syndicalistes et de non syndicalistes, etc.

Dans cette orientation, il serait positif de parvenir à des accords avec les partis réformistes. Mais il ne peut s'agir que d'accords favorisant les luttes de masse contre la bourgeoisie et donc en dehors de la logique électoraliste. De semblables accords ne peuvent être espérés que s'ils répondent à la mobilisation de secteurs d'une certaine signification dans les luttes sociales.

La participation et l'animation, par des militants révolutionnaires, de luttes et d'actions autonomes par rapport aux directions du mouvement ouvrier traditionnel sont donc indispensables pour l'élargissement et l'approfondissement de l'unité d'action des travailleurs. Ces actions auront pour base privilégiée les couches qui expriment le plus directement les aspirations autogestionnaires et qui sont difficilement organisées par le PCF et le PS, c'est-à-dire les OS des entreprises et des bureaux, les femmes et les jeunes. Le développement des revendications

et des actions dans ces secteurs doit d'abord répondre aux besoins des travailleurs concernés, mais il faut aussi proposer l'extension à d'autres entreprises, à d'autres branches.

Les secteurs militants dans les entreprises, la ville, le milieu rural, l'école, l'armée expliciteront nos interventions en analysant : 1) les revendications du programme commun pouvant favoriser des luttes ; 2) les aspirations immédiates des travailleurs concernés. Trois campagnes nationales permettront de concrétiser cette orientation :

- Contre le chômage, qui frappe un nombre croissant de travailleurs et notamment de jeunes et de femmes. À la lumière des échecs antérieurs, il faut proposer des objectifs et des moyens permettant de mobiliser la lutte des chômeurs.
- Pour des nationalisations sous contrôle ouvrier. Sans attendre 1978 le problème d'une extension des nationalisations et d'une transformation de leur mode de gestion doit être posé, dans les entreprises déjà nationalisées, dans celles qui devraient l'être, dans celles qui sont en faillite ou dont les travailleurs le désirent. Des prises de contrôle devraient déjà se développer dans ces entreprises sans attendre que les patrons aient vidé les caisses et transférées les commandes à l'étranger[1].
- Dehors Giscard ! Dans chaque lutte pouvant modifier, même de façon légère, le rapport de forces en faveur des travailleurs, il faut comme un leitmotiv appeler à la démission de Giscard. Une campagne nationale devrait être entreprise sur ce thème et renforcée dans la préparation des législatives.

Pour la construction du mouvement pour l'autogestion

Dans chaque lutte un tant soit peu généralisée, y compris dans les affrontements électoraux, se manifestent les aspirations à l'autogestion. Des organismes plus ou moins durables selon les secteurs et les revendications prennent en charge ces aspirations dans leur expression concrète : la gauche syndicale CFDT[2], la CSCV[3], le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), les groupes femmes[4],

1. [▶ Demain est déjà commencé].
2. [▶ Communautés et autonomie].
3. Confédération syndicale du cadre de vie. Confédération nationale des associations populaires familiale (CNAPF) jusqu'en 1976-1977, elle devient CSCV, puis après 1998, Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV).
4. [▶ Pourquoi nous réclamons-nous de l'autogestion ?].

le Mouvement d'action syndicale (MAS[1]), les comités de soldats, les régionalistes, les groupes écologistes et antinucléaires, etc.

Bien qu'elles naissent souvent à la marge de la classe ouvrière, ces formations expriment dans une situation de transformation du mouvement des travailleurs, les effets sociaux de la crise généralisée du capitalisme. Elles révèlent les contradictions en jeu dans l'ensemble des institutions bourgeoises et par là donnent une dynamique nouvelle aux luttes sociales et notamment à celles de la classe ouvrière.

Elles constituent donc un élément essentiel à la construction de l'alternative politique et organisationnelle aux politiques réformistes acceptant la production marchande, l'État bourgeois et les modes de vie qu'ils déterminent. Partant d'aspirations immédiates, ces organismes n'ont pas nécessairement d'expérience collective et sociale les rattachant à la lutte de classe, ils s'en tiennent aux attitudes immédiates des partis. Certains peuvent aller, comme les Amis de la Terre à Paris, jusqu'à cautionner des entreprises démagogiques des partis bourgeois. D'autres considèrent les partis de l'Union de la gauche comme. interlocuteurs possibles. Mais indépendamment des illusions immédiates qui peuvent exister dans ces organisations, elles reflètent un courant et des aspirations qui s'éloignent de la logique électoraliste et réformiste dès que s'ouvrent des luttes de masse. C'est dans une expérience sociale et collective que ces courants peuvent trouver une conscience véritable des rapports sociaux et non pas principalement par le discours révolutionnaire. Notre tâche est donc de favoriser l'organisation autonome de ces mouvements, d'en développer l'action à partir de leurs revendications, de leur proposer des prises de contrôle et partant de s'engager dans des affrontements avec le pouvoir bourgeois[2].

L'ambiguïté sociale et politique des courants contestataires ne peut être surmontée que par des actions à caractère de masse et la structuration réclamée par ces actions. Ces courants pourront ensuite être amenés dans leurs actions à prendre en compte l'ensemble des contestations sociales et notamment celle du prolétariat. Cette convergence ne peut s'établir que par l'action collective de groupes sociaux et non principalement par une démarche idéologique et individuelle. Les bases matérielles de ces convergences seront aussi bien l'information (journaux d'entreprises ou locaux, cinéma militant) que les moyens pratiques (locaux de réunion, de permanence, tracts, affiches, journaux).

1. Mouvement d'action syndicale, syndicat étudiant anticapitaliste et autogestionnaire (1976-1980).
2. [▶ Autogestion comme mot d'ordre d'action (L')].

La tâche particulière des communistes pour l'autogestion est de rechercher, dans les formes adaptées aux problèmes locaux, à faire converger le plus grand nombre de courants radicalisés et contestataires. Cela devrait tendre à transformer les courants d'opinion existants en force sociale. Une formation communiste pour l'autogestion trouverait dans cette tâche sa justification par rapport aux courants radicaux qui se développent en opposition à l'électoralisme des partis «ouvriers» traditionnels.

Au plan national, la campagne contre le programme électronucléaire est toujours la meilleure expression possible des aspirations à un autre mode de vie[1]. Après les élections municipales, elle ne permet certes plus les démonstrations pratiques sur la nature de la démocratie bourgeoise qui auraient été possibles. De plus, il semble se confirmer que le PS tient à récupérer la clientèle électorale des écologistes et fera des promesses de modération qui désarmeront une partie de l'opposition au programme électronucléaire.

Néanmoins, il est vraisemblable que la contestation écologique peut se cristalliser sur ce thème. Pour aller plus avant, il serait donc nécessaire de développer, animer, construire des comités d'information et d'action contre le programme électronucléaire ; aider à la mise en place d'une coordination nationale permanente du mouvement antinucléaire (cette coordination devrait associer aux comités de base les organismes écologistes, syndicaux, politiques, culturels qui le souhaiteraient).

Construire le parti pour l'autogestion

Le socialisme sera autogéré par les travailleurs, c'est la conséquence des expériences antérieures du mouvement ouvrier et d'un développement scientifique et technique qui réclame la concertation des producteurs dans tous les domaines. L'autogestion apparaît ainsi comme la condition nécessaire pour que le socialisme aboutisse à la destruction de l'ensemble des rapports sociaux bourgeois. Dans la révolution puis la construction d'une nouvelle société, l'ensemble des travailleurs ou presque, prendra le parti de l'autogestion.

La lutte pour le socialisme ne se déroule plus seulement pour l'amélioration du niveau de vie, mais aussi pour un autre mode de vie. La volonté des travailleurs de détruire la hiérarchie des salaires et des fonctions s'exprime dans la lutte contre le capitalisme à travers l'ensemble des institutions : l'entreprise, la ville, l'école, l'armée, l'État. Dans la montée révolutionnaire, la stratégie de l'autogestion mobilisera la

1. [▶ Des dégâts du «productivisme» à la planification écosocialiste autogestionnaire].

grande majorité des travailleurs, des femmes, des jeunes. Une restructuration d'ensemble du mouvement des travailleurs interviendra, qui verra entre autres de larges secteurs militants influencés aujourd'hui par la direction du PCF et du PS se regrouper dans le parti de l'autogestion.

Actuellement, les communistes partisans d'une stratégie de l'autogestion ne présentent pas une alternative politique et organisationnelle. Ils ne sont qu'une faible minorité parmi les travailleurs. Mais précisément pour construire cette alternative, il faut qu'ils se regroupent, qu'ils se constituent comme force ayant une action, une expérience, une réflexion collective. Cette organisation ne peut avoir qu'un caractère provisoire, car il s'agit pour ce courant de fusionner avec l'expérience de secteurs militants plus larges. Mais en même temps l'orientation politique du courant communiste pour l'autogestion suppose qu'il se donne les structures permettant de lutter contre la société capitaliste et donc de couvrir les luttes survenant dans un nombre croissant d'institutions. Une organisation nationale du courant tel qu'il existe aujourd'hui s'avère donc nécessaire[1].

Les groupes révolutionnaires se sont affirmés en opposition à la pratique réformiste, voire contre-révolutionnaire, des prétendus partis communistes. Pour autant, ils se cantonnent trop souvent à une approche idéologique des contradictions de la société capitaliste. Il faut des démonstrations répétées du mouvement des masses pour les contraindre à surmonter les crispations dogmatiques ou à défaut s'effacer. Certains groupes comme la LCR ou l'OCT se montrent plus sensibles aux aspirations apparaissant dans les luttes des travailleurs, notamment à leur paroxysme. Dans les récentes élections municipales, ils ont été amenés à se présenter de façon unifiée avec LO. Leur succès a montré qu'une cause de l'isolement relatif des groupes révolutionnaires est leur extrême dispersion.

De la même façon qu'il est indispensable de défendre constamment la nécessité de l'unité des travailleurs comme force sociale, il faut défendre celle de l'unité des révolutionnaires comme force politique, indépendamment des possibilités immédiates de réussite : *a fortiori* aujourd'hui alors que de nouvelles avancées paraissent possibles des campagnes communes doivent être engagées. C'est ainsi dans un développement de luttes de masse que les révolutionnaires se placeront sur la perspective du socialisme autogestionnaire.

La création d'un comité permanent de liaison pour le contrôle et la démocratie des travailleurs doit donc être proposée. Des actions

1. [▶ Du parti-État au parti-mouvement].

unies à la base et au sommet doivent être engagées. L'élaboration d'un programme d'action commune des révolutionnaires doit être entreprise. La préparation des élections législatives peut être l'occasion de rassembler pour l'action autour d'un front des révolutionnaires, des travailleurs, des femmes, des jeunes. Mais la condition d'efficacité est que l'ensemble des courants puissent s'exprimer, que les revendications et les candidats ne soient pas arrêtés par les états-majors, mais avec une large participation des assemblées de base.

Construire l'internationale

L'ancien mot d'ordre communiste, «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous» est encore d'une brûlante actualité.

Les avances et les reculs de la classe ouvrière en Espagne, en Italie ou en Pologne influent, en France par exemple, sur la combativité des travailleurs et donc sur le rapport de forces entre les classes. Lip ne peut se comprendre sans Mai 68, mais aussi sans le Mai rampant italien, sans les grèves de la Clyde[1] ou de Kiruna[2]. La crise du capitalisme resterait totalement incompréhensible si on prétendait l'aborder avec les seuls phénomènes nationaux. Et non seulement la théorie et la politique révolutionnaires ne peuvent s'élaborer en dehors d'une confrontation de militants de plusieurs pays, mais de surcroît sur le continent européen au moins, il n'y aura pas de succès de la révolution sans montée révolutionnaire dans les pays voisins.

Les illusions de la 3e Internationale sur la possibilité d'un parti mondial de la révolution n'ont pas résisté aux avatars du bolchevisme. Il n'y a plus aujourd'hui d'orientation ou d'expérience politique qui soit une référence incontestée pour les militants révolutionnaires. Une nouvelle génération révolutionnaire est apparue en Europe qui est en train d'acquérir sa maturité politique. Elle l'acquiert dans la confrontation entre les idéologies nées du «trotskisme» et du «maoïsme» et des événements qui ne trouvent pas d'explication satisfaisante dans ces orientations doctrinaires.

Le ralliement à une quelconque organisation internationale d'un nombre significatif d'organisations européennes n'est donc pas concevable. La confusion actuelle a cependant des conséquences graves, comme au Portugal[3] et en Italie, et des conséquences qui touchent l'en-

1. [▶ Grève active à la Clyde].
2. Référence aux «grèves sauvages» des mineurs de Kiruna en Suède.
3. [▶ Révolution des Œillets, Poder popular et autogestion].

semble du mouvement révolutionnaire des pays européens. Le dépassement de cette confusion est une nécessité.

La convocation d'une conférence européenne des révolutionnaires est toujours aussi importante. Certes, il serait sans intérêt de rassembler des courants politiques trop disparates, même si cela était possible. Ce sont les organisations et courants qui se battent pour le contrôle et la démocratie des travailleurs qui doivent d'abord se confronter. Les échéances en Espagne, en Italie, au Portugal, en France, voire en Grande-Bretagne, rendent urgente une telle conférence. Ce comité d'organisations devrait être suffisamment ouvert pour témoigner des intentions poursuivies.

1977

Source

Mise à jour, « Revue de débat des communistes pour l'autogestion », n° 1, 2e trimestre 1977.

Planification et autogestion

Pierre Naville

Qu'est-ce que planifier ? Aujourd'hui, je dois introduire une discussion portant sur les rapports de la planification avec l'autogestion, et les problèmes que cela pose à l'autogestion. [...] En tout cas je crois qu'en abordant le problème des relations de ce que nous appelons une politique autogestionnaire, ou programme autogestionnaire (car il y a plusieurs qualificatifs qu'on peut donner à ce terme d'autogestion) et les processus de planification, on aborde un problème qu'il n'est pas facile de traiter de façon littéraire.

Les questions relatives à la planification sont traitées surtout par des économistes et je n'en dirai pas autant des problèmes relatifs à l'autogestion, qui ont été traités surtout par des politiques, des militants, quelquefois des gens neutres, mais assez rarement, sauf en Yougoslavie, comme vous le savez, par l'économie politique. Cela suggère qu'il peut y avoir plusieurs méthodes, plusieurs façons d'aborder ce problème des rapports entre des modes de planification et des modes autogestionnaires de régulation de la vie sociale.

Il n'est pas facile de faire un choix parmi ces différentes façons d'aborder le problème, et je n'essaierai pas de trancher la question maintenant, mais j'essaierai de montrer sous tel ou tel aspect quelle est la technique

ou la méthode qui paraît la plus adéquate. La première question qui se pose, c'est la désignation des processus de planification.

Comment faut-il les appeler? Les termes de planification et de méthode de planification désignent quelque chose qui existe partout, y compris dans l'économie capitaliste, y compris dans les entreprises. On planifie, autrement dit on programme, des projets et à différents niveaux on essaie de tenir les prévisions qu'on a faites, d'atteindre les objectifs qu'on s'est fixés. Donc, planifier, c'est quelque chose qui se fait dans toutes les économies modernes, aussi bien dans le monde capitaliste que dans le socialisme d'État, et ce qui varie c'est autre chose. C'est le contenu et les méthodes utilisées pour satisfaire à des principes qu'on appelle de planification.

Dans le mouvement socialiste, depuis la dernière guerre, on parlait de planification «démocratique» pour l'opposer à une planification «autoritaire». C'est un thème qui a été commun au Parti socialiste, au Parti communiste dans une certaine mesure, et aux autres partis de gauche ou d'extrême gauche qui admettaient que débarrassés de l'emprise de l'entrepreneur privé, des grandes affaires privées, l'État et d'autres collectivités publiques seraient bien obligés de passer à un système planifié de régulation de l'économie où l'on trouve les thèmes de la programmation, des objectifs fixés à l'avance, des prévisions plus ou moins aléatoires de la façon dont les choses se dérouleraient, bref de tout ce qui constitue les mécanismes primaires d'un processus de planification.

Mais comment obliger les instances intéressées, les instances de production des entreprises, les instances de consommation, les instances intermédiaires, par exemple celles des loisirs, des sports, de l'éducation, à réaliser des objectifs planifiés? Il y a le système dit autoritaire qui en principe est le système soviétique. Le système russe est appliqué avec des variantes dans d'autres pays de l'Est ou en Asie, en Chine, etc. Il y a une autre variante, celle que nous appelons encore souvent «planification démocratique»; mais comment appliquer ce qualificatif, que signifie exactement une planification démocratique, cela reste assez vague. Quand on consulte les projets, les programmes, les textes, les livres des partis, même des syndicats, on n'est pas toujours beaucoup plus avancé.

Nos propres documents, au Parti socialiste unifié (PSU), en particulier ceux du fameux manifeste *Contrôler d'abord pour décider ensuite*, écrit dans une large mesure sous l'influence de Michel Rocard qui a transporté maintenant ses espoirs ailleurs, on s'aperçoit que tout le monde est partisan d'une démocratisation des processus de planification.

La planification et le marché

Disons un mot de certaines conceptions qui ont eu cours pendant très longtemps et d'ailleurs sont encore répandues : la première est d'opposer la planification et les mécanismes de marché[1]. Certains croient encore qu'en Union soviétique par exemple il n'existe plus de marché, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'échange de valeurs dans cette économie, que tout est réglé par les instances bureaucratiques qui planifient à l'avance qui produira quoi, qui échangera ceci avec tel autre produit, et comment les consommateurs consommeront ce qui est produit. Le tout soi-disant sans avoir recours à des principes de marché. C'est une supposition qui pendant un temps a pu passer pour caractéristique de ces États, et directement opposée à ce qui se passe chez nous.

Dans la vie capitaliste, disait-on alors, il y a impossibilité de planifier parce qu'on se fie au mouvement du marché, à l'équilibre spontané de l'offre et de la demande, qui implique aussi une action des prix, et par conséquent il n'y a pas moyen de planifier car on ne sait pas ce qui deviendra à la mode, ce qui sera trop rare pour qu'on puisse avoir des prix faibles à la consommation, etc.

Mais lorsqu'on passe aux aspects concrets, on retombe toujours dans deux types de préoccupations : la première, pour être fidèle au terme démocratique, c'est qu'il faut consulter les organismes de base de la société, qui sont d'abord les organismes de production des entreprises, et aussi les organismes de consommation. Car il y a un certain ajustement entre les deux et les organismes intermédiaires qu'il n'est pas toujours facile de situer entre les deux (par exemple, certains types de transports, ou maintenant le système d'informatique et des choses semblables). II faut alors déterminer des unités de base à partir desquelles on va examiner : qu'est-ce qu'il faut produire ? Qu'est-ce qu'il faut consommer ? Et qu'est-ce qu'on voudrait consommer ? Et comment ajuster tout cela ? C'est la préoccupation de faire intervenir les préférences des gens, des groupes, des collectivités, à la base. Mais il y a une préoccupation au sommet aussi. Pourquoi ? Parce que toutes les unités de base existantes ou à former, constituent un total, une somme, un ensemble qui pourrait être plus ou moins incoordonné. Les organismes de sommet se revendiquent alors du pou voir, de la volonté de concentrer toutes ces données provenant de la base, pour en tirer des objectifs d'ordre général. C'est là un dilemme que toutes les organisations connaissent et que finale ment les États dits socialistes connaissent aussi. On appelle souvent l'organisation qui est conçue et dessinée au sommet une planification autoritaire,

1. [▶ Plan, marché, autogestion : une nouvelle dynamique ?].

centralisée, etc. Celle d'en bas, qui ne partirait que d'en bas, elle n'existe pratiquement pas sauf au niveau de petites entreprises, des petits organismes, où en effet on planifie même à court terme pour six mois ou un an. Mais cela reste des décisions isolées, qu'on exécute si on le peut et qui n'entrent pas toujours dans le cadre de décisions prises à une échelle plus vaste, par exemple à l'échelle nationale. On pourrait dire que les discussions actuelles sur les fonctions de la planification oscillent entre ces deux pôles. Or, le pôle qui nous intéresse le plus, c'est celui que j'appelais celui de la base qu'on peut appeler aujourd'hui le pôle autogestionnaire, c'est-à-dire les unités, les niveaux si vous voulez, à partir desquels on peut essayer de prévoir ce qu'il faudra faire, comment le faire, comment l'exécuter, et ensuite comment contrôler ce qui a été prévu. C'est pour cela que ce problème nous intéresse plus particulièrement dans une perspective dite autogestionnaire.

Ces deux attitudes, celle qui concerne la soi-disant planification rigoureuse, centralisée et autoritaire en URSS, et celle qui concerne le jeu libre des lois de marché chez nous, sont une opposition assez factice à l'heure actuelle. D'un point de vue abstrait, schématique, on peut dire qu'il en est ainsi, mais dans les faits ce n'est pas comme cela. Il y a longtemps que les grandes entreprises capitalistes ne connaissent plus une concurrence libre, absolue, sur le marché, que les ententes, les grands groupements de trusts d'entreprises, même à l'échelle multinationale, règlent les marchés. Donc le marché n'est plus libre. Les prix sont fixés par des mécanismes d'entente plus ou moins monopolistes qui n'ont pas grand-chose à faire avec les lois ordinaires d'un marché entière ment libre. De plus, l'État lui-même étant devenu un participant de la production, et même un grand producteur dans nos pays, il est évident par exemple que la façon dont il fixera les prix de certaines productions de services ne sera pas adaptée aux lois du marché libre. Comme tout le monde sait, la RATP dans la région parisienne ne recueille de la vente des billets de métro et de RER que 20% de son prix de revient. Les 80% qui restent, c'est l'État qui les verse comme subventions. Vous avez pu lire dans les journaux ces temps derniers, que l'EDF elle-même va être obligée de recourir à une subvention de l'État cette année. L'année dernière et les années précédentes, elle équilibrait à peu près ses dépenses et ses recettes, mais cette année elle n'y est pas arrivée. Renault est la seule entreprise publique qui fasse des bénéfices nets importants, alors que les Charbonnages de France et tous les autres, Air France même je crois cette année, sont obligés de recourir à des subventions de l'État, ce qu'on appelle parfois aussi des transferts. Cela veut dire qu'il n'y a pas de marché qui joue pour ces produits-là. Or,

les services sont des produits comme les autres, ils coûtent une certaine somme et il faut les vendre ; mais on s'aperçoit qu'on ne peut pas les vendre au prix marchand. On voit ainsi que nos économies sont déjà des économies qui dans une large mesure échappent aux notions traditionnelles de ce qui est le marché ; autrement dit, celui-ci fonctionne dans une large mesure sous l'égide de certains types de planification. C'est là que se pose pour nous le problème de ce que sont ces intrusions de quelques mécanismes de planification dans nos économies. Je vais y revenir.

Réformes à l'Est ?

Voyons maintenant un peu ce qui se passe dans les pays de l'Est. Dans ces pays la déformation des structures rigides de la planification se fait plutôt dans l'autre sens, c'est-à-dire que dans les règles impératives du plan ou des plans qui sont élaborés là-bas, s'introduisent des jeux semi-libres, à différents niveaux, et notamment sur le plan des relations, c'est-à-dire des échanges entre entreprises, qui modifient les principes autoritaires de la planification. Certains économistes soviétiques, par exemple, ou bien en Hongrie, en Pologne, de façon encore plus accentuée, essayent de pousser dans ce sens en disant : notre système manque de souplesse, notre planification ne tient pas assez compte des besoins de la base, des besoins intermédiaires des entreprises, de la nécessité des contacts directs entre entreprises. Il faut donc adoucir les règles, laisser un jeu plus grand, introduire des modalités qui ressemblent en quelque sorte à celles qui existent en Occident. Il y a eu des économistes en Hongrie, en Tchécoslovaquie, notamment pendant le Printemps de Prague[1], comme Ota Sik, qui ont développé ce genre d'idées. Il y en a aussi en Union soviétique.

Ces idées vont jusqu'à poser la question de savoir s'il ne serait pas temps de rendre une certaine souplesse aux revendications portant sur le travail, car dans le cas d'une planification autoritaire, les contingents de travailleurs affectés à telle entre prise, ou groupe d'entreprises, et les masses de salaires affectées à ces entreprises pour ces travailleurs sont aussi décidés à l'avance. On assiste à ce phénomène curieux où dans une entreprise soviétique où il y a par exemple 1 000 ouvriers, cette entreprise reçoit une dotation, en salaires, pour 1 000 ouvriers, évaluée en heures de travail, ni plus ni moins. Cela n'empêche pas que la main-d'œuvre elle-même, les hommes, peut changer énormément, la rotation de la main-d'œuvre en URSS est prodigieuse. On cite des

1. [▶ Printemps de Prague].

exemples d'entreprises où la rotation de la main-d'œuvre, le *turn-over,* est de 100%, c'est-à-dire que la totalité du personnel est renouvelée en cours d'année. Les travailleurs s'en vont, on en embauche d'autres, chose absolument impensable ici. Ici, on lutte même contre l'absentéisme de façon beaucoup plus serrée. Autrement dit, on voit que même dans ces régimes, malgré un ensemble de décisions planifiées et théoriquement autoritaires, s'introduisent des facteurs de souplesse entraînés par la nature des choses. On voit que les mécanismes ne sont pas aussi purs qu'on le dit. Ces derniers temps les choses vont même un peu plus loin. J'ai eu l'occasion de voir des documents réunis par des économistes yougoslaves qui étudient des documents de provenance soviétique. On y discute précisément de problèmes d'autogestion, au sens propre du mot, et on voit qu'il y a des ingénieurs d'entreprises, même des petits fonctionnaires des syndicats soviétiques dans les entreprises qui posent ces questions : ne pourrait-on pas trouver, par exemple à propos de l'absentéisme et de la rotation de la main-d'œuvre dont je parlais à l'instant, des moyens de donner une liberté aux ouvriers de discuter eux-mêmes les modes de représentation, d'intervention, sur la marche des choses, de façon à les fixer un peu mieux à l'entreprise ? Vous voyez comment des idées de ce genre s'introduisent par le biais des défauts mêmes du système.

J'ai eu aussi l'occasion de voir un document extrêmement intéressant rédigé par un jeune Soviétique journaliste, rédacteur aux *Isvetzia.* Il avait comme tâche d'examiner les lettres de lecteurs au journal, presque toujours pour se plaindre. Et quand il y avait quelque chose qui paraissait intéressant aux dirigeants soviétiques des entreprises, on l'envoyait pour examiner l'affaire pour laquelle les gens écrivent, parlent, etc. Il allait dans les entreprises pour voir qui étaient les gens qui écrivaient, pourquoi, etc. Il a écrit un article où il compile tout cela, et qu'est-ce qu'il révèle ? Il révèle premièrement qu'il y a partout des grèves, des petites grèves qui surgissent localement, au niveau d'ateliers, au niveau de départements entiers d'entreprises. Alors tout de suite on cherche, on discute. Il y a des comités spontanés, dit-il, en dehors des syndicats, qui existent partout. Les gens se réunissent, parmi eux ils trouvent des camarades, des délégués qui comprennent mieux, etc. Il y a une certaine vie que nous ne connaissons pas parce que dans cette société il y a quelque chose qui est bien planifié de façon autoritaire c'est l'information, la diffusion d'informations.

Ici ce n'est rien à côté de ce que c'est là-bas. De telle sorte que des intellectuels disposant de certains moyens d'expression peuvent arriver à faire le *samizdat*, ou publier et sortir même à l'étranger des documents.

Mais les travailleurs, dans les entreprises souvent loin des grandes capitales comme Moscou ou Leningrad, n'ont pas ces moyens. Tout cela reste alors confiné et soigneusement coupé du reste de la vie dans le pays et vis-à-vis de l'étranger. C'est pourquoi on est si mal renseigné sur ce qui s'y passe. Ce que je dis là, c'est pour montrer que les problèmes liés à la planification et aux revendications autogestionnaires sont une préoccupation très générale dans le monde entier aujourd'hui. Ce n'est pas un petit problème propre par exemple à la Yougoslavie. Les Yougoslaves ont été les pionniers parce qu'ils ont les premiers élaboré un système qui tient compte d'une certaine formule autogestionnaire, et qui est maintenant inscrite dans la Constitution adoptée en Yougoslavie il y a deux ans de façon extrêmement détaillée et qui comporte un système fondé sur certains types de rapports économiques et sur certains types de droits des travailleurs de tous les échelons dans les entreprises autogérées[1].

La perspective autogestionnaire dans la planification

Voyons maintenant comment on pourrait situer, par rapport au processus de planification, les différents problèmes que cela suscite dans la perspective autogestionnaire.

Premièrement, nous parlons couramment d'autogestion, mais nous savons que désormais dans les pays du socialisme d'État bien implanté la planification est une combinaison, un enchevêtrement de plans. Il y a eu l'époque des plans quinquennaux du temps de Staline jusqu'à la dernière guerre, et peu à peu, dans ces facteurs d'assouplissement dont je parlais, s'introduit la question : pourquoi un seul plan quinquennal ? Pourquoi tous les cinq ans ? Qu'est-ce qui détermine que ce soit cinq ans qui soit un délai valable ? On n'en sait rien. C'était une idée de début. J'ai entendu moi-même, dans une conférence internationale, le vice-président du *Gosplan* russe demander à Claude Gruson, qui était à l'époque au Commissariat au plan à Paris : plan à cinq ans ? Gruson a dit : au fait, je ne sais pas, on a fait comme cela au début, c'est peut-être parce que l'on parlait toujours du plan quinquennal. Eh bien, a répondu l'expert soviétique, cela ne veut rien dire, chez nous cela n'existe plus, et l'on n'a jamais su pourquoi c'était un délai de cinq ans qui était prévu pour la planification. Nous avons des plans à un an, à deux ans et même mensuels dans certaines branches de production, puis nous avons des plans à dix ans, des plans à long terme à quinze ans. Tout cela s'enchevêtre et c'était devenu nécessaire pour toutes sortes de raisons.

Les plus immédiates sont des raisons de type technologique.

1. [▶ Constitution de 1963 (La)].

Par exemple, quand on entreprend de reboiser, ou de planter du blé d'hiver en Sibérie, vous ne pouvez pas faire un plan à un an en fixant des objectifs, parce que pour faire pousser des arbres il faut pas mal d'années. Quand on creuse des canaux, ou des entreprises à très grand spectacle, on a des perspectives sur de nombreuses années. Donc le problème des délais est un problème fondamental. Cela veut dire qu'il y a du jeu possible. Même les entreprises isolées, quand elles font leurs propres plans, en font elles aussi à plusieurs niveaux. Une entreprise comme Renault a des plans mensuels, des plans hebdomadaires, des plans annuels, et puis de grands projets pour l'avenir, et tout cela doit fonctionner au maximum de telle façon que la réalisation ou la non-réalisation de chaque niveau de plan n'empêche pas l'exécution des plans suivants. Ce n'est pas une petite affaire, et c'est pour cela qu'on fait travailler des ordinateurs très complexes, dont en particulier ceux que les Américains devaient fournir maintenant aux Russes, et que, paraît-il, ils ne vont plus leur fournir.

Le problème des durées est donc un problème très important.

Il est difficile à résoudre parce que les problèmes du recours à la base, à l'opinion de la base dans une perspective autogestionnaire sont justement très difficiles à régler. Quand vous ne savez pas, vous demandez l'opinion des gens. Quand on vote dans une institution classique comme les Conseils municipaux ou le Parlement en France, il y a une périodicité connue. On vote une fois, et puis cela suffit pour cinq ou sept ans pour le président de la République. Mais dans la production on travaille tous les jours. On consomme aussi tous les jours et si vous avez des plans à échéances différentielles et multiples, allez-vous être obligés de recourir à l'opinion de tout le monde d'une façon quasi-permanente ? Par exemple, si on fait un plan sur la base de certains projets pour un an, et que les résultats atteints ne soient pas conformes à ce qu'on prévoyait, ou au contraire soient excessifs, que faut-il faire ? Faut-il recourir de nouveau à l'opinion de ceux qui avaient prévalu, ou bien quoi ? Autrement dit, le recours à l'opinion, c'est-à-dire juste ment un mode démocratique de gestion, pose un problème comme celui-ci de façon très difficile.

On peut dire : comme nous n'avons pas beaucoup l'expérience de ce genre de gestion, il faudra la tenter, et on verra bien comment on trouvera des modes d'ajustement. Je suis tout à fait partisan de considérer la planification dans cette perspective, comme une sorte d'expérimentation et non comme quelque chose de dogmatique et d'imposé à l'avance, sans qu'on discute des résultats. Mais même à titre d'expérimentation, cela n'est pas facile.

Autre niveau : la diversité des produits et des consommations dans un plan. Si un plan est fait d'en haut, il est relativement facile de fixer des objectifs en quantité. Dans certains cas, cela peut être en poids, on peut dire par exemple on va extraire tant de kilos de charbon pour l'année qui vient, ou pour tant d'années qui viennent. Mais tout ne se résout pas en kilos, il y a beaucoup d'autres unités de mesures en nature, et cela complique les choses. Il n'y a pas que les évaluations en nature, il y a aussi les évaluations en valeur, en coût, en prix, et là aussi cela pose des problèmes difficiles qui sont ceux de la fixation de prix. C'est un des terrains sur lesquels en Union soviétique il y a l'arbitraire le plus arbitraire ! Donc, cette diversité dans les moyens de définir ce que sont les produits est liée à la diversité des produits. Prenons par exemple un secteur où tout le monde observe très facilement les fluctuations, c'est le domaine agricole, celui de l'alimentation. Il ne dépend pas seulement du travail industriel, mais aussi du travail de la nature. S'il y a une sécheresse ou s'il n'y a pas de sécheresse, s'il y a des tempêtes, s'il y a des pluies au moment où il n'en faudrait pas, bref tout ce qu'on appelle le climat joue énormément et varie. Il n'est donc pas facile de faire des prévisions dans ce domaine. Il suffit d'observer les prévisions [météo] pour s'apercevoir que ce n'est pas toujours facile de savoir le temps qu'il fera même le lendemain. Mais ce sont des paramètres dont on est obligé de tenir compte. Or, il n'y a pas que dans l'industrie agricole avec sa finalité dans l'alimentation, il y a toute une série d'autres circonstances où il n'est pas facile de contrôler les quantités, les variétés de produits qui seront disponibles ou qui pourront être travaillés. C'est vrai pour certaines ressources minières, et cela se produit aussi au niveau de l'habitat, du vêtement, toutes ces choses qui ont une incidence dans la vie quotidienne où agissent des facteurs comme la mode qui ne sont pas minces dans nos sociétés. De nos jours où il y a une certaine uniformisation du vêtement, ce sont des problèmes de masse. Tout d'un coup, un certain type d'habillement a la faveur du public, d'où des fluctuations très grandes. Bref, ce facteur des diversités joue dans la matière des choses à planifier.

Il y a un troisième type de problèmes qui se pose, c'est ce qui concerne le marché intérieur et le marché extérieur. On planifie, c'est-à-dire qu'on fait des programmes de ce qu'il faut produire et de ce qu'il faut consommer, mais tout d'abord en fonction du marché intérieur, c'est-à-dire pour nous en France. Qu'est-ce qui sera nécessaire en France ? Les gens qui y vivent et y travaillent, et même qui n'y travaillent pas, les enfants, les vieux et les gens qui n'ont rien à faire, ont besoin d'objets liés à du commerce extérieur. Cela pose des problèmes déjà plus

compliqués. C'est déjà difficile de planifier en tenant compte réellement des besoins de la masse populaire dans un pays, mais s'il faut en même temps tenir compte de ce qui se passe ailleurs, alors cela complique extraordinairement les choses sur tous les terrains dont j'ai parlé. Or il y a des pays qui vivent, pourrait-on dire, presque entièrement de leurs relations avec l'extérieur, pour toutes sortes de raisons. Les uns parce qu'ils n'ont pas de ressources primaires chez eux, par exemple les pays qui n'ont pas de pétrole, les pays qui ont très peu de terrain cultivable, par exemple les Suisses qui ont beaucoup de montagnes très élevées et guère de plaines cultivables. Vous avez des pays qui ont des côtes énormes, comme la Norvège, et presque pas de terrains cultivables quoiqu'ils aient quelques mines.

La division internationale des productions

Cela signifie aussi que la planification dépend aussi de la division internationale du travail et des productions. Cette expression n'est pas très bonne, car ce n'est pas une division au sens propre, c'est une répartition des ressources et des moyens qui est diverse, inégale si l'on calcule en valeur, par exemple entre différents procédés, des différents moyens ; ce terme de division internationale du travail est très inadapté. Une chose qui est divisée, c'est une chose qu'on a partagée. Au point de vue du capital et des ressources financières, on peut parler d'une division quand un capital se fragmente entre différentes entreprises ou différents pays, mais en ce qui concerne les ressources fondamentales d'un pays par rap port à un autre, ce n'est pas un problème de division, c'est un problème de répartition.

Ce problème du commerce extérieur est capital dans notre perspective. Qu'est-ce qu'il signifie ? Il signifie qu'une politique de planification démocratique, mais que nous prenons dans le sens autogestionnaire, est indissociable des conséquences qu'elle peut avoir pour d'autres pays, et inversement de l'influence que ces autres pays peuvent avoir sur le nôtre ou sur un pays quelconque qui est engagé dans ce domaine. Voyez précisément le cas de la Yougoslavie. La Yougoslavie a beaucoup développé son industrie, et même son agriculture qui est exportatrice depuis plus de trente ans que ce pays existe dans sa forme non-capitaliste. Ce problème est lié, malgré le régime autogestionnaire qui y existe depuis 1950, à une certaine dépendance de l'étranger, des marchés étrangers et pas seulement des marchés pour acheter leurs produits, mais pour acheter à l'extérieur de l'outillage ou faire construire des navires, et aussi pour obtenir des capitaux, des financements. Le même problème se pose pour la Pologne, la Hongrie, et dans une certaine mesure, mais d'une

manière beaucoup plus faible pour l'Union soviétique qui a recours à l'étranger.

Il n'y a pas d'autonomie absolue. J'entends tous les jours parler de l'indépendance nationale : Achetez français ! Produisez français ! Très bien, mais ni Marchais ni Mitterrand ni Giscard n'ignorent qu'aujourd'hui il n'y a pas de pays qui puisse être totalement indépendant. Avant-guerre, pendant la grande crise de 1930-1936, on parlait d'autarcie, et certains pays se sont repliés sur l'autarcie. L'Allemagne nazie a développé prodigieusement sa production d'ersatz, de produits artificiels (le caoutchouc artificiel a été créé dans cette période pour ne pas recourir aux achats à l'étranger), mais le résultat, joint à beaucoup d'autres raisons, bien sûr, a conduit à la guerre qui était la seule issue pour le nazisme allemand. Dans cette situation il lui fallait un beau jour éclater d'où l'idée qu'il lui fallait aller conquérir les marchés du monde entier, ceux de l'URSS entre autres, et ceux du Moyen-Orient.

Le problème de l'indépendance est avant tout un problème politique. Tout est politique si l'on veut, mais dans la mesure où on peut séparer l'attitude politique, c'est-à-dire la maîtrise des conditions du pouvoir, le problème n° 1 est politique, et le problème n° 2 c'est d'ajuster autant que possible les besoins des marchés extérieurs aux besoins de la planification démocratique dans le pays. Tâche très difficile. Je suis convaincu que si ici on avait eu des élections en 1978 qui auraient amené au pouvoir la coalition du mouvement de gauche, c'est à ce genre de problèmes là que les difficultés les plus grandes seraient apparues.

Il y a vraisemblablement des solutions auxquelles il faudra revenir et qu'il faudra étudier dans le cadre de ce que je viens d'indiquer. Ce sont les solutions du Marché commun et du Comecon. Autrement dit, il faut essayer de trouver des partenaires avec lesquels on puisse opérer une certaine convergence d'intérêts. Bien sûr, il y a souvent des heurts et des difficultés, et certainement autant sinon plus dans le Comecon soviétique que dans le Marché commun européen. C'est néanmoins une formule intermédiaire qui permet de répondre aux besoins indiscutables du commerce extérieur et des relations avec l'extérieur. Autrement dit, la planification va dans le sens, je ne dirai pas d'une intégration, mais de types d'agencements internationaux sans lesquels elle n'est pas envisageable. C'est aussi par ce biais que certains problèmes liés à l'autogestion peuvent être posés internationalement, et nous le voyons en Europe en ce moment par la campagne dans le cadre européen sur la durée du travail[1].

1. [▶ Automation et avenir du travail]

Je parlerai tout à l'heure sur la durée du travail, mais vous avez vu que la Confédération européenne des syndicats, à laquelle la CGT voudrait bien adhérer maintenant, a entrepris au moins de mettre à l'ordre du jour au niveau des pays du Marché commun le problème d'une réduction générale à partir de la base hebdomadaire des 35 heures dans tous les pays. Les gouvernements et les organisations patronales des différents pays sont gênés par le cadre international donné à cette revendication, parce qu'ils avaient l'habitude de répondre aux revendications sur le plan national par les problèmes de la concurrence. Comment voulez-vous que chez nous on réduise la durée du travail à 35 heures hebdomadaires, disent-ils, chez nous on travaille beaucoup plus qu'en Italie, etc. Et cet argument peut en partie être bloqué si des luttes communes se développent à travers plusieurs pays du Marché commun. Mais évidemment, il y en a beaucoup d'autres dans lesquels ce type de revendications peut être impulsé, précisément par les besoins concertés, par une planification à un échelon au-delà du national.

Planification et déplanification

Maintenant il faudrait dire quelque chose au sujet de la façon dont on juge actuellement en France ce qui est tendance vers la planification et ce qui est tendance contraire à la planification. Il y a une opinion assez répandue dans les milieux de gauche, qui a d'ailleurs été popularisée par Mendès France à plusieurs reprises et que je crois assez dangereuse, qui est la suivante : après la guerre, sous l'influence de De Gaulle et des socialistes, a été créé un commissariat général au Plan, qui existe toujours et qui avait une certaine autorité, qui prévoyait, qui faisait des plans et des programmes et qui avait certains pouvoirs. Mais depuis assez longtemps cette politique a été contrebattue à la fois au niveau gouvernemental et par le patronat, au travers du CNPF et de beaucoup d'autres associations patronales, au nom du libéralisme. On assiste alors à un démantèlement des pouvoirs du Commissariat au Plan. Le 8e Plan qui est actuellement déposé devant le Parlement ne présente même plus un plan en valeurs et avec des objectifs chiffrés, mais simplement des tendances, ce qu'il faudrait faire. Nous assistons à une sorte de processus de déplanification.

Je dis qu'il faut faire attention quand on dit cela, parce qu'on idéalise beaucoup ce qui existait jusqu'aux années 1970, jusqu'au 6e Plan. J'ai participé à des sous-commissions du Commissariat au plan en matière de formation professionnelle, de mobilité de la main-d'œuvre et de choses comme cela. J'ai bien vu comment fonctionnaient ces commissions. On faisait souvent des études intéressantes parce que tous les

syndicats étaient représentés, et y venaient des gens souvent très qualifiés pour connaître ces problèmes. Bref, on faisait de la documentation. Les vraies décisions se prenaient à des niveaux très élevés, au ministère des finances, toujours, et le Commissariat au plan était chargé de suivre un peu le développement de tout cela et rien de plus. Je n'ai jamais très bien compris comment à partir de là on pouvait parler de déplanification. Je dirai même que la politique de Giscard est une sorte de politique de sincérité, de vérité, de ce qu'était la planification en France. Pourquoi bluffer en donnant des chiffres de prévisions alors qu'en réalité on ne sait pas à quoi on aboutira, et que les expériences ont montré dans le passé que les situations ne correspondaient pas du tout à ce qu'on avait prévu ?

Un exemple : à la fin de la guerre d'Algérie le Commissariat au plan avait étudié le problème des Pieds-Noirs, des Français qui allaient revenir d'Algérie. On disait : ils rentreront à un rythme peut-être de 40 000 à 50 000 par mois, on a du temps devant nous, cela se fera tranquillement comme ça. Or, comme vous le savez, 800 000 personnes sont revenues d'un seul coup.

Il n'est pas facile de prévoir et de planifier les mouvements internes à la population active, chez les travailleurs, et même chez les petits patrons. Le seul changement à espérer, c'est celui qui permettrait d'élaborer un nouveau type de planification, qui comporterait certains objectifs qu'on pourrait appeler obligatoires. C'est-à-dire des objectifs fixés, que l'entreprise serait chargée d'exécuter. Il y a un secteur qui s'y prête mieux que les autres à l'heure actuelle, c'est précisément le secteur public qui est important en France. Je regrette que dans la gauche on n'ait pas retenu des idées de ce genre, à savoir qu'on pourrait présenter des modalités de planification réelle dans le secteur public qui se trouve débarrassé de l'hypothèse des nationalisations. On nous répond souvent, en matière de planification, que pour planifier il faut d'abord être maître du terrain ; et que pour que le terrain soit obéissant il faut qu'il appartienne à l'État ou au public, qu'il devienne en tout cas un service public. Or, en France, il y a un service public considérable et dans certaines branches comme l'énergie et les transports, l'État est vraiment le maître. Et par conséquent, on n'a plus à poser la nécessité d'une nationalisation. Dans une certaine mesure, il faudrait aussi dénationaliser, je veux dire par là désétatiser. Précisément pour introduire des modalités autogestionnaires[1]. Or, cela on ne le fait pas à l'heure qu'il est. Je crois que plutôt que de s'échiner sur une bataille à retardement au

1. [▶ Nationalisation, autogestion et droit de propriété].

sujet d'une soi-disant déplanification par le régime Giscard, il vaudrait mieux se préoccuper de savoir quel type de planification on pourrait envisager maintenant.

Comment évaluer les besoins ?

Un dernier mot sur une question qui est peut-être la question fondamentale. C'est celle qui touche en particulier ce que nous appelons une perspective autogestionnaire : la théorie des besoins. En effet, si on planifie, ce n'est pas pour produire n'importe quoi, n'importe quand, n'importe comment ; et à n'importe quelles fins. C'est pour produire des biens et des services qui procurent certains types de satisfactions de besoins, de besoins plus ou moins utiles, et plus ou moins urgents. Nous entrons là dans un domaine très compliqué. Bien entendu, le capitalisme sait aussi ce que c'est que la théorie des besoins. On a raison de dire d'un point de vue théorique que le capitalisme produit n'importe quoi pourvu que cela lui profite, que cela rapporte. C'est vrai du point de vue de la mécanique financière. Mais pour savoir ce qui rapporte, il faut aussi connaître les besoins. Et les capitalistes savent l'étudier, car tout ce qu'on appelle le marketing qu'est-ce que c'est ? De la publicité pour ceci plutôt que pour cela, mais aussi l'étude des marchés, les sondages sur les besoins, les préférences des consommateurs. Cela consiste à chercher où sont les besoins les plus rentables pour les capitalistes, et dans une certaine mesure concordant avec des besoins réellement éprouvés par les gens, en les poussant dans tel ou tel sens et en travaillant par échelons. Quand certains besoins sont satisfaits, on en suscite d'autres, et l'habileté consiste à mettre en avant les besoins primaires qui engendreront les besoins secondaires. Par exemple, si on fait de la propagande pour les stations d'hiver, pour les vacances d'hiver des enfants, etc., ensuite viendront les marchands de skis, puis les marchands de ceci et cela, etc.

Autrement dit, rie soyons pas naïfs, ne croyons pas que le grand capital ou l'État dans les entreprises qui lui appartiennent, c'est-à-dire les hauts fonctionnaires, ne s'intéressent pas du tout aux besoins et ne s'occupent que du profit, car je le répète, pour faire du profit, il ne faut pas le faire n'importe où et n'importe comment, il ne faut pas investir, développer, faire travailler, exploiter n'importe où et n'importe comment. Il y a aussi des entreprises qui font faillite ! Par conséquent, la question est de trouver une nouvelle façon de satisfaire les besoins et non seule ment de les satisfaire, mais de détecter tous les niveaux auxquels se présentent les besoins. Quand nous parlons de cela, nous disons : il y a les besoins alimentaires, d'éducation, de logement, de culture, etc. Mais

ce sont des exigences qui n'ont pas toutes la même nature, le même caractère, et il ne faut pas perdre de vue un phénomène essentiel qui est que pour satisfaire certains besoins en produisant certains objets ou certains services, il faut aussi satisfaire les besoins des entreprises qui fabriquent ces produits. En effet, les machines qu'on fabrique et qui servent à fabriquer les produits sont elles-mêmes un besoin ; mais c'est un besoin qui n'intéresse pas ce qu'on appelle le consommateur final, c'est-à-dire nous tous. Il intéresse par contre l'industriel qui produit autre chose avec ces machines. Or, c'est une grande question chez les économistes et chez les planificateurs de savoir s'il faut donner priorité aux produits intermédiaires ou aux produits finaux, autre ment dit : quel est l'équilibre des satisfactions de besoins qui doivent être prioritaires ? S'il arrive que vous avez installé trop d'usines, c'est-à-dire produit trop de machines pour certains produits, tout d'un coup on s'aperçoit que le marché ou les besoins, même légitimes, n'ont pas besoin de ce produit. Alors voilà un déséquilibre. Ou bien, dans d'autres cas, c'est l'inverse qui se produit. Tout à coup il y a une possibilité de satisfaction de certains besoins qu'on n'a pas moyen de produire. Alors on achète à l'étranger.

Ainsi la théorie des besoins est pour nous une question absolument prioritaire, car on ne peut pas étudier les problèmes de la planification sans étudier les problèmes des besoins. Et ce que les organismes sociaux (pas seulement les associations de consommateurs, des groupements· spontanés, d'associations culturelles, ou même des syndicats) doivent avoir pour tâche, c'est précisément d'élaborer des méthodes d'évaluation des besoins. On a fait pas mal d'essais dans ce genre, mais toujours en fonction de considérations de rentabilité. Cela pose tous les problèmes de ce qui doit être gratuit, semi-gratuit, ou payant. Il faudra bien inventer des formules intermédiaires. On ne supprimera pas la monnaie du jour au lendemain, il faudra trouver des formes intermédiaires, et dont certaines existent déjà, et l'évaluation des besoins, des désirs, disons même des souhaits, des préférences, c'est la clé de ce qu'on appelle l'autogestion[1].

Les industriels le savent bien, parce que dans leur système, une fois que les productions ont été faites et qu'elles sont vendues à l'extérieur à d'autres entreprises ou aux consommateurs privés, on procède au partage du bénéfice brut. Il y a ce qui est payé en impôts à l'État, puis ce qui est mis en réserve comme amortisse ment, nécessité de renouvellement d'outillage, etc. ; il y a ce qui est distribué en salaires, et ce qui est distribué en primes en plus de salaires, ce qui est distribué en facteurs

1. [▶ Tout n'a pas été essayé].

culturels, congés, clubs sportifs, etc., etc. Et c'est là que s'élabore la politique autogestionnaire à partir de la base, car les travailleurs sont amenés dans l'entreprise à prendre des décisions, où tout le monde doit avoir une voix sur la répartition de ces fonds. Il se produit fatalement des divergences d'intérêts, pas seulement entre les cadres ou la direction de l'entreprise et la masse des travailleurs, mais souvent entre des groupes de travailleurs eux-mêmes, certains préférant que ce soit du côté des salaires individuels, que la fraction la plus importante soit l'élévation de leur niveau. D'autres jouent plutôt sur les primes, d'autres estiment qu'on devrait investir dans les activités périphériques, culturelles, etc., puisque cela peut compenser des dépenses de salaire personnel qu'on ne fera pas si c'est l'entreprise qui les paye. Bref, c'est cela le début de l'autogestion. Les Yougoslaves la connaissent, avec ses avantages et aussi ses dangers, ou les soucis qu'elle suscite et qui sont parfois inévitables.

J'ai peut-être touché de trop nombreux problèmes, mais c'était pour vous dire que selon moi les problèmes de la planification dans une perspective autogestionnaire sont parmi les plus importants qui nous sont posés dans l'époque qui vient.

1980

Source

Cahiers du Centre populaire de formation socialiste, n° 7-8, supplément à *Critique socialiste,* 3e trimestre 1980.

Plan, marché, autogestion : une nouvelle dynamique ?

Guy Giani

Dans l'«air du temps», il y a les prémices d'un regain d'intérêt pour les formes d'organisation sociale alternatives au capitalisme. C'est au cœur des expériences politiques de masse, au Venezuela, en Bolivie et en Argentine, que s'exprime le plus nettement le foisonnement des initiatives. Mais, on peut aussi les percevoir dans les expériences partielles et limitées de reprise, de fonctionnement différent de la production et des règles de propriété, dans la progression des coopératives et de l'économie sociale et solidaire, dans les pratiques de l'altermondialisme, ainsi que dans les initiatives de réseaux militants alternatifs ici et ailleurs.

L'une des caractéristiques communes à cette recherche d'alternatives est d'intégrer, dans l'expérimentation, la mise en œuvre politique ou la réflexion comme une donnée frappée d'évidence, la critique des impasses dans lesquelles les précédentes expériences historiques se sont fourvoyées, privant ainsi du principe d'espérance l'ensemble du mouvement d'émancipation et l'affaiblissant dans la nouvelle phase de globalisation du capital. C'est là un signe positif et encourageant. Il semble indiquer que, dans la nouvelle période historique ouverte par cette globalisation, par l'épuisement des vieilles organisations du mouvement ouvrier et par l'apparition d'une conscience planétaire, les bilans sont enfin tirés, ouvrant des perspectives réellement nouvelles, nourrissant les combats à venir et leur permettant parfois de s'inscrire, implicitement ou explicitement, dans une perspective de renouvellement radical du vieux projet communiste.

Une autre de ces caractéristiques communes en germe semble être de vouloir redonner du sens aux finalités de la transformation révolutionnaire et à la nécessité d'une participation citoyenne active. En effet, ces expériences, tentatives partielles, pratiques et théoriques, se hissent au niveau de la redéfinition du projet, si souvent noyé dans les luttes politiques dont l'objectif premier semble être d'accaparer des ressources institutionnelles ou de multiplier les opérations visant à obtenir le titre de parti des luttes plus qu'à conquérir de nouveaux droits élargissant la démocratie sociale et politique et enrichissant la conscience collective des opprimé·es. Si le terme d'autogestion est peu utilisé – au fond, peu importe qu'il le soit ou que d'autres termes s'y substituent, pourvu qu'ils intègrent la richesse historique de ce qu'il a signifié et qu'ils indiquent clairement la nécessité d'un devenir d'auto-émancipation – ces expériences nouvelles mettent au premier plan, chacune à sa manière, la mobilisation collective des potentialités humaines de chacun·e, le respect de son libre arbitre, l'implication citoyenne active et la coopération comme « valeur » se substituant à la concurrence et la compétition. C'est en fait la reconnaissance par des secteurs encore limités et le plus souvent de façon implicite, de l'intérêt d'une dynamique d'auto-organisation et d'automobilisation à la fois comme finalité historique, comme modalité efficace de lutte et de conquête de droits et comme nécessité stratégique de conquête de l'hégémonie culturelle.

La troisième de ces caractéristiques communes, la plus problématique car elle peine à s'appuyer sur des expériences d'ampleur suffisante[1],

1. À une notable exception près : la Yougoslavie des années 1950 à 1980. [▶ Repères yougoslaves].

concerne les modalités d'organisation de la production économique, les techniques d'allocation des ressources produites et celles qui doivent être mises en œuvre pour que s'expriment et soient recueillis les besoins sociaux. Elle émerge notamment au travers des structures de participation mises en place par les gouvernements bolivariens[1] en Amérique du Sud, mais aussi en Europe et aux États-Unis, se limite encore aux recherches et tentatives théoriques d'intellectuel·les engagé·es dans les luttes d'émancipation[2]. Dans un tout autre contexte que celui de l'opposition entre le socialisme réellement existant organisé autour de la planification centralisée et le capitalisme des pays du centre, structuré par les forces du libre marché, elle essaie de revisiter l'articulation/opposition entre plan et marché, en y adjoignant l'élément décisif de la nécessité d'une élaboration et d'un contrôle citoyen ou, mieux encore, d'une véritable participation autogestionnaire des producteurs/consommateurs/citoyens à tout le processus de choix, de création et de distribution des richesses produites.

Sur ce plan comme sur d'autres, la réflexion doit nécessairement s'appuyer sur le «mouvement réel» de contestation, de plus ou moins grande ampleur, qui s'exprime à l'échelle de la planète, au travers de l'altermondialisme, des expériences de budget participatif[3] et de l'affirmation de la nécessité d'un «socialisme du 21e siècle». Mais en même temps, plus encore que sur d'autres plans, elle est bornée par l'horizon actuel des rapports sociaux et ne peut se projeter au-delà qu'avec prudence, en évitant le travers de l'élaboration de modèles théoriques qui ne s'enracinent pas dans l'expérience sociale. Il faut donc faire preuve de modestie dans la réactualisation des débats sur l'organisation de la production, les modalités d'échange des richesses produites[4] et le type de richesses qu'il faut produire, dans une perspective alternative à la logique de marchandisation du capitalisme financiarisé. Sans perdre de vue à aucun moment que c'est à la société tout entière, à travers des formes d'expression individuelle mais aussi grâce à la médiation collective, qu'il revient de décider des activités dans lesquelles il faut investir, de ce que l'on produit et échange et du temps consacré au travail productif.

1. [▶ Contrôle ouvrier et État bolivarien].
2. [▶ Féminisme-marxiste et économie solidaire].
3. [▶ Budget participatif].
4. Cette dimension de notre contribution, notamment la typologie des «modèles» de socialisme, emprunte beaucoup au travail de Thomas Coutrot (2002).

Marché, plan et optimum social

Des pères fondateurs classiques, Smith et Ricardo, à l'École libérale autrichienne – l'efficience des «forces du marché» de von Mises et Hayek – en passant par Walras et sa théorie de l'équilibre général, malgré la différence de leurs approches et des contextes historiques, le marché apparaît comme un ordre spontané (Hayek, 2002), la forme naturelle et supérieure de coordination des échanges. Il est progressivement devenu une sorte de «fin de l'histoire» qui, adossé à la démocratie libérale (de marché), borne l'horizon de l'humanité. Aujourd'hui, les «forces du marché» pénètrent la sphère du vivant, s'emparent de la diffusion de l'information et régissent partiellement les émissions de gaz à effet de serre : des quotas de droits à polluer sont échangés entre entreprises et un marché individualisé des gaz à effet de serre se prépare.

Parmi les théoriciens du marché, Hayek est plus particulièrement intéressant parce qu'il a produit une solide critique de la planification soviétique, mais aussi des théories du «socialisme de marché» (Lange, 1936) qui, en réaction à l'ordre bureaucratique soviétique, ont cherché à concilier coordination par le marché, idéal démocratique, égalité et justice sociale. Sa critique, qui vise aussi la théorie de l'équilibre général walrasien, cœur de la théorie néoclassique et bible actuelle de l'enseignement bourgeois dans les universités de sciences économiques, s'appuie sur l'idée qu'entre le niveau microéconomique décentralisé qui implique les acteurs économiques locaux et le niveau macroéconomique qui implique les «structures» du marché ou celles de l'État, il y a une perte décisive d'information. Le commissaire-priseur qui symbolise le processus de tâtonnement walrasien jusqu'à obtention de l'équilibre de marché comme le planificateur d'État ne peut accéder à toute l'information car les agents économiques, outre le fait qu'ils n'ont pas intérêt à la divulguer, ont accumulé des connaissances issues de l'expérience, tacites et implicites, non formalisables par le planificateur ou l'organisateur des enchères[1]. Autrement dit, personne n'a pu et ne pourra jamais parvenir à une compréhension détaillée de l'ensemble des mécanismes qui font passer d'une somme de comportements individuels – les acteurs économiques locaux – à un effet collectif, parce que ce mécanisme ne peut être rationnellement formalisé.

Joseph Stiglitz, prolongeant la critique de Hayek sur les imperfections de l'information, introduit la variable de l'incertitude et approfondit la critique de l'omniscience du marché[2]. Il met à mal le mythe de son

1. Pour une démonstration plus complète, voir Coutrot (2002).
2. Voir notamment Stiglitz (1996), cité par Coutrot (2002) ; voir également Stiglitz (2004).

efficacité en mettant l'accent sur l'incomplétude des marchés et l'opacité des prix : pour que l'efficience soit établie, il faut que chaque décision prise aujourd'hui, par exemple celle de l'entrepreneur capitaliste à la tête d'une grande entreprise qui cherche à évaluer la rentabilité de l'investissement qu'il veut proposer à ses actionnaires, intègre l'ensemble des paramètres exogènes inscrits dans les évolutions du futur. Ce qui est rationnellement impossible. Intégrant l'apport keynésien, Stiglitz montre que l'incertitude est au cœur des mécanismes de choix et que l'intuition et le pari tiennent lieu de rationalité aux «forces du marché».

Sur un autre registre, il s'en prend à la supériorité supposée des mécanismes incitatifs de marché. S'appuyant sur les effets de l'attribution des stock-options au-delà du court terme, il montre que les incitations monétaires, qui ont pour objectif d'accroître la motivation des dirigeants, peuvent être contre-productives quant à la position future de l'entreprise sur le marché. Il n'y a d'ailleurs pas de raison de réduire ce raisonnement aux seuls dirigeants. Les incitations, par exemple sous forme de primes, dont «bénéficient», à court terme, de nombreux salariés peuvent avoir le même effet, même si son amplitude est moindre. Mais si Hayek propose de laisser jouer à plein le pouvoir de coordination des «forces du marché» décentralisées car le marché est le lieu efficace de socialisation de l'information détenue par les acteurs économiques et si Stiglitz, insiste sur la nécessité d'encadrer le marché par des politiques publiques car il ne peut s'autoréguler, tous deux insèrent leur raisonnement dans une vision utilitariste plus globale selon laquelle la «nature humaine» est guidée par des comportements égoïstes et opportunistes.

Ils s'appuient sur une vision anthropologique intemporelle et pessimiste, qui était déjà celle de Smith et des tout premiers libéraux – tels Hobbes (1651 [2005]) et Mandeville (1714), selon laquelle la supériorité de la «main invisible» résultait de la nécessité de contenir au mieux les passions individualistes, appropriatrices et guerrières de l'humanité. Nous ne nous inscrivons évidemment pas dans cette perspective à la fois naturaliste et utilitariste. Dans le sillage des conceptions matérialistes, nous considérons qu'il n'y a pas une nature humaine donnée une fois pour toutes mais une humanité définie par les conditions historiques qui structurent son existence. Il est donc probable que l'évolution à long terme des rapports sociaux de production, des rapports de forces politiques entre classes, puisse entraîner une transformation des comportements humains et des relations que les êtres humains entretiennent avec leur environnement pour qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'une plus grande coopération. Les transformations qualitatives de la conscience que provoquent à court terme les luttes et résistances sociales renforcent les possibilités de transformation à plus long terme des rapports sociaux.

C'est pourquoi nous défendons l'idée que le débat entre coordination par le marché ou planification publique, de la base au sommet, ne doit pas seulement être déterminé par des critères relatifs à leur efficacité respective dans l'allocation optimale des ressources. La logique utilitariste doit être prise en compte mais dépassée si la coopération négociée est envisagée comme devenir de l'humanité.

Pourquoi une société visant au dépassement du capitalisme devrait-elle nécessairement fonctionner en adhérant à la conception selon laquelle l'augmentation constante des volumes de production et l'accroissement incessant de l'efficacité des processus productifs seraient une loi positive de l'histoire ? C'est l'apport des écosocialistes que d'avoir remis en cause de façon convaincante les conceptions dominantes au sein du mouvement ouvrier selon lesquelles le développement illimité des forces productives a nécessairement un caractère progressiste (Löwy, 2005)[1].

Rien n'interdit que le débat démocratique entre forces sociales et politiques fasse surgir la nécessité d'autolimiter la quantité d'énergie ou de travail nécessaire à la réalisation d'une infrastructure choisie pour son utilité sociale. Potentiellement, à travers la critique de l'écologie radicale, ces questions sont déjà présentes dans le débat public même si ce dernier peine à intégrer/réintégrer la critique de la rationalité marchande et notamment la nécessité de réduire radicalement le temps de travail contraint[2].

La «supériorité» de la planification participative et autogestionnaire, nous y reviendrons, c'est qu'elle permet aux citoyen·nes d'être créateurs·trices du monde dans lequel ils et elles vivent en ajustant les moyens aux fins tout en s'interrogeant sur les fins elles-mêmes. Là où précisément la coordination marchande est aveugle et le socialisme de marché sans effet de remise en cause de la logique utilitaire des rapports sociaux dominants[3].

Mais avant d'aller au-delà, un bref détour par l'histoire est nécessaire. Il vise à montrer que les économies marchandes, comme forme de

1. [▶ Écosocialisme et planification démocratique].
2. Une des raisons pour lesquelles ce débat n'est que potentiel est sans doute que l'espace politique est encore structuré par des formations qui peinent à dépasser le keynésianisme de gauche qui a marqué la phase antérieure de conquêtes sociales et de développement du mouvement ouvrier.
3. Alors qu'il semble être tout à fait conscient de ce problème, Tony Andréani, partisan de la recherche d'un modèle de socialisme intégrant la coordination par le marché («la seule véritable alternative au nouveau capitalisme, au tournant de ce siècle, se situe du côté d'une forme quelconque de socialisme de marché») le laisse curieusement en marge de sa réflexion (Andréani, 2001).

coordination de la production et des échanges ne sont pas animées par des «forces invisibles». Elles se sont structurées grâce aux institutions dont les classes dominantes ont besoin, à un moment donné du processus historique : structures d'organisation du capitalisme, elles permettent de dépasser les contradictions des «forces du marché».

Bourgeoisie, capitalisme et institutionnalisation du marché

La généralisation du marché et sa transformation en support de la domination du capital suppose un travail d'institutionnalisation, d'instauration de règles de droit et d'infléchissement de la conscience sociale accompli par les grandes structures socialisatrices de l'État bourgeois ; son maintien comme force de coordination et condition de l'appropriation du surplus social par la bourgeoisie aujourd'hui internationalisée suppose l'intervention d'institutions supra-économiques : grands États nationaux, structures inter-étatiques de gestion et de valorisation du capital, institutions internationales «gendarmes» du capitalisme.

Ce que dit Alain Caillé à propos des dernières décennies de domination du capital : «À défaut de l'achat d'une paix sociale par l'État-providence, l'ordre de marché aurait été balayé depuis longtemps» (Caillé, 1986) est sans doute applicable aux décennies antérieures et ne se limite pas à l'institution d'un système de protection sociale, lui-même fruit des luttes sociales menées par les classes ouvrières. Sans nier la dynamique propre à l'économie de marché dans sa transformation progressive en économie capitaliste, par exemple au travers de l'extension et la monétisation des échanges, l'augmentation de la productivité agricole favorisant la constitution d'un capital privé disponible pour d'autres emplois, il faut rappeler que la bourgeoisie a accompagné cette dynamique en investissant les structures de l'État monarchique et en poussant à l'adoption de mesures «révolutionnaires» : elle a «libéré» la terre en organisant le mouvement des enclosures, d'abord en Grande-Bretagne puis sur le continent ; elle a interdit les coalitions pour briser les tentatives de monopole de métiers, organiser la concurrence, valoriser l'individualisme et se protéger du mouvement ouvrier naissant ; elle a structuré et formalisé les droits de propriété, adaptant le droit à l'évolution des techniques et aux transformations de ce qui est appropriable et susceptible de devenir valeur d'échange[1] ; elle a lutté et lutte toujours contre les tendances à la monopolisation qui ruinent les bases de sa domination

1. La formidable offensive sur la propriété intellectuelle des brevets, sur l'appropriation du vivant et sur les droits d'auteur dans le numérique et la résistance qu'elle suscite dans les paysanneries du sud et dans le mouvement altermondialiste doit être interprétée comme

par la mise en place de lois antitrust et l'adoption de règles préservant la concurrence ; elle a organisé l'extension des marchés par la suppression des droits de douane, d'abord internes aux territoires nationaux, puis à l'échelle de regroupements nationaux et bientôt à l'échelle de la planète entière.

Elle a accompagné l'encadrement de la production et des échanges par un encadrement politique des formes de l'expression démocratique. Certes, elle a combattu, dans un premier temps, l'universalisation du droit de vote[1] masculin acquis sous la pression populaire. Mais, dès le début du 20e siècle, les effets contradictoires du suffrage universel sont apparus : à la fois outil de réforme sociale et politique et facteur d'intégration à l'ordre existant des forces sociales et politiques qui le combattaient. Il a canalisé l'expression populaire dans une logique de choix individuel, détachée des appartenances, des solidarités de classe et des périodes d'incandescence sociale. L'actuelle crise des institutions de la démocratie représentative révèle les limites de l'exercice aux yeux de fractions croissantes de la population. Lorsque les principales décisions sont prises au sein d'exécutifs restreints ou au cœur des structures dirigeantes des grandes entreprises transnationales, les formes qui assuraient hier un équilibre relatif entre les classes, perdent progressivement toute légitimité.

C'est aussi la bourgeoisie marchande naissante qui a organisé l'aventure coloniale. L'afflux d'or, portugais puis espagnol, issu du pillage des territoires domestiqués, a largement contribué à l'accumulation du capital. Faut-il enfin rappeler la constitution progressive d'appareils répressifs spécifiques dont le rôle n'est plus la rapine ou l'accaparement des terres mais l'exercice de la violence contre-révolutionnaire organisée contre les mouvements populaires qui menacent la stabilité ou la domination de l'ordre bourgeois ?

Autrement dit, la transformation des économies de marché en économies capitalistes est d'abord liée à l'émergence de la bourgeoisie comme « classe pour soi » et à son poids croissant dans le rapport des forces sociales. Le détournement à son profit d'appareils institutionnels existants ou la création de formes institutionnelles nouvelles ajustées à

la matérialisation d'un nouveau terrain d'affrontement entre la bourgeoisie (cosmopolite) transnationale et une fraction des classes dominées.

1. Universalisation qui, on le notera, ne concerne pas encore, du moins en France, les résidents étrangers, même européens. Il y a fort à parier que la transnationalisation du capital viendra à bout de cette anomalie. Cela ne signifie pas qu'il suffit d'attendre. Ce qui est obtenu, voire arraché, à la bourgeoisie se traduit en droits nouveaux et enrichit la conscience collective des peuples.

ses objectifs a permis à la bourgeoisie d'«embourgeoiser» les rapports sociaux et de se glisser dans les habits du marché, taillés à sa mesure.

Il est d'ailleurs significatif que dans les régions où la différenciation sociale est plus lente et où la bourgeoisie peine à se constituer en classe, les rapports sociaux capitalistes s'imposent difficilement. La Bretagne connaît très peu d'échanges avec l'extérieur jusqu'à la fin du 19e siècle et la Corse est encore une économie majoritairement non monétaire à la fin de la Première Guerre mondiale. Ainsi, le passage de marchés désarticulés à une économie de marché articulée et structurée, c'est-à-dire ces moments particuliers où la bourgeoisie prend l'initiative comme classe, s'est accompli «sous la protection» et à l'initiative de l'État capitaliste naissant. Il est le reflet de rapports de classe et contribue à les modifier.

Aujourd'hui, l'extension du domaine du capital à de nouveaux champs sociaux transformés en marché s'effectue certes sous la pression des «forces du marché» mais aussi grâce à l'action des grands états capitalistes européens et des institutions internationales qui, en même temps qu'ils démantèlent l'État social, redéploient les forces de contrôle social et de répression et organisent l'état de guerre permanente pour conquérir de nouveaux marchés. L'avènement d'une société de marché, extension à l'infini de l'économie de marché et transformation des individus eux-mêmes en marchandises, requiert la suppression des règles du capitalisme keynésien mais aussi un tour de vis autoritaire pris en charge par les États. Le marché d'une part, le capitalisme d'autre part sont des créations historiques et non des invariants universels. Il n'y a pas de raison pour que l'un et l'autre, maintenant étroitement imbriqués, soient la fin de l'histoire.

Ce sont les forces sociales et politiques qui créeront ou non les conditions du dépassement du marché comme élément central de coordination des échanges. Ce sont elles également qui pourront donner à la planification un contenu radicalement différent de celui qui a prévalu en Union soviétique et dans ses satellites. L'expérience de ces impasses, directe ou non, le fait d'avoir éprouvé, au moins indirectement, le



pouvoir oppressif des sociétés bureaucratiques à planification centralisée pourraient éviter aux générations actuelles et à venir, les erreurs accomplies par les précédentes.

Dépasser la domination des « forces du marché »

Nous ne vivons plus au sein de sociétés encastrées[1] dans lesquelles la clé des échanges était sociale et renvoyait à des règles de réciprocité peu affectées par la règle de maximisation du profit liée à une économie de marché déjà pénétrée de part en part par le capital. La généralisation des rapports marchands a façonné nos comportements sociaux, nos représentations et jusqu'à notre imaginaire. Dans les premières phrases du Manifeste, Marx et Engels évoquent les liens complexes qui unissaient les hommes entre eux, brisés par la bourgeoisie qui n'a laissé subsister « d'autre lien entre l'homme et l'homme que le froid intérêt », noyant les valeurs féodales « dans les eaux glacées du calcul égoïste ». Les solidarités internes à la classe ouvrière, les luttes et les explosions sociales paroxystiques, moments de socialisation de la coopération, ont contrebalancé la rationalité économique du capitalisme. L'offensive entamée dans les années 1970 contre l'État social et poursuivi sans relâche, l'« hétérogénéisation » croissante que la classe ouvrière subit dans les pays du centre, les inégalités internes au salariat ont marqué les consciences et les identités collectives. Elles ont fait progresser les logiques individuelles au détriment des stratégies collectives[2].

Mais plus encore que la crise du sujet, c'est la crise du projet qui atomise les résistances et les prive de perspectives. La conquête d'espaces démocratiquement planifiés, c'est-à-dire où la logique de marché ne domine pas (coopératives de production ou de consommation, entreprises de l'économie solidaire réellement engagées dans une autre logique, structures et lieux de vie alternatifs liés à l'altermondialisme)

1. Karl Polanyi utilise ce terme pour désigner une situation où le système économique n'est pas autonome et dépend de règles sociales de réciprocité et de redistribution. Ce serait le cas de la société anglaise avant qu'elle ne se soumette complètement au marché au début du 19e siècle. La périodisation choisie, sur laquelle on peut s'interroger, s'éclaire si on prend en compte le fait que, pour Polanyi, le capitalisme se confond avec l'économie de marché. Les intérêts de classe qui jouent un rôle majeur dans la distinction que nous proposons entre économie de marché et capitalisme n'interviennent pas, selon lui, dans les processus sociaux de long terme (Polanyi, 1983).

2. En Amérique du Sud, dans un tout autre cadre historique, on assiste au mouvement inverse. Les minorités noires, les peuples autochtones et, plus généralement les classes populaires reprennent espoir, entraînant un effet de déplacement des espoirs de révolution.

est une condition nécessaire – mais non suffisante – de la conquête de l'hégémonie politique et culturelle[1]. Elle prépare les moments où l'exaspération de masse peut se transformer en explosion et donne à voir d'autres possibles. C'est un travail de «démarchandisation» et de désaliénation des pratiques sociales et des représentations. Un renouveau du potentiel subversif des imaginaires. Dit autrement, la substitution de la «coordination négociée» au marché comme forme dominante n'est pas seulement une tentative de réponse aux nécessités d'efficience économique. Elle ne peut être adoptée seulement parce qu'elle est socialement plus efficace mais aussi et surtout parce qu'elle est socialement et politiquement souhaitable. Elle trace une voie pour la reconstruction d'un projet révolutionnaire et introduit une perspective nouvelle pour penser les problèmes de la transition du capitalisme au socialisme autogestionnaire[2].

On ne peut en effet se contenter d'une reprise du projet communiste débarrassé de sa gangue bureaucratique. Une synthèse nouvelle, construite dans un aller-retour constant avec ce que révèlent les luttes, les résistances et les propositions des mouvements sociaux, doit prendre en considération tous les champs de l'oppression et toutes les appartenances qu'hommes et femmes se reconnaissent. Elle doit aussi repenser les formes et les rythmes de l'activité et de la transformation révolutionnaire. Le mouvement altermondialiste apporte une première réponse en ce qui concerne le renouvellement des formes de la contestation et de la résistance en action[3]. La question des rythmes est plus complexe. Dans le moment actuel du rapport de forces entre les classes et des rapports des pays du sud avec l'impérialisme, la réflexion peut s'appuyer sur les expériences bolivariennes mais ne peut s'appuyer que sur elles. Elles donnent à voir un processus de révolution longue qui s'appuie sur la permanence de la mobilisation populaire et qui doit à la fois ménager l'adversaire, par exemple sur la lenteur de l'appropriation publique des biens privés, et faire face à de brusques poussées réactionnaires ou au contraire initier des mesures d'accélération du processus.

Il serait sans doute assez vain de chercher à approfondir la question des rythmes de production du changement social dans les pays du centre et de se demander dans quelle mesure ils reproduiraient la séquence bolivarienne.

1. [▶ Demain est déjà commencé].
2. [▶ Flaskô, le manifeste].
3. [▶ Altermondialisme, un nouveau mouvement d'émancipation (L')].

Les moments de rupture avec l'ordre du monde et d'incandescence sociale demeurent nécessaires mais ne peuvent plus avoir le même statut d'évidence que par le passé. En Amérique du Sud, l'effervescence a précédé la victoire électorale. Les nouveaux pouvoirs se sont installés dans le cadre des institutions bourgeoises, mais pouvaient s'appuyer sur la mobilisation populaire pour transformer ces institutions. L'auto-organisation, la mobilisation et l'implication citoyenne semblent donc être à la fois une condition de réussite et en même temps un élément essentiel du nouveau projet évoqué plus haut. La planification participative est à la fois l'aboutissement de ce processus d'auto-organisation qui conteste et remet en cause la domination du capital et un élément du socialisme autogestionnaire dont nous souhaitons qu'il s'impose comme avenir possible de l'humanité.

Planification participative et société autogestionnaire

Le capitalisme a mûri. Il produit des éléments nouveaux susceptibles de favoriser des conduites de coopération. Les institutions d'intégration et de contrôle social qui lui préexistent – la famille et l'école notamment – comme les lieux de production qu'il a façonnés s'accommodent de plus en plus difficilement d'un fonctionnement strictement hiérarchisé et de codifications, normes, règlements et programmes rigides. La réactivité est devenue une des conditions de la compétitivité des grandes firmes transnationales et l'organisation en réseaux une des conditions de cette réactivité. Les nécessités internes de la production capitaliste – la valorisation du capital – rendent nécessaires une formation et une qualification croissante de la main-d'œuvre et une socialisation des savoir-faire productifs[1].

Le modèle de la compétence qui se substitue à celui de la qualification individuelle suppose une prise d'initiative et la responsabilité de cette prise d'initiative par les salarié·es. Il s'agit de moins en moins d'effectuer une tâche routinière, prise en charge par les systèmes automatisés, et de plus en plus de faire face à des événements particuliers contenant une part d'imprévisibilité : une panne, une dérive de la qualité du produit, la diversité des relations-clients. Ce modèle suppose à la fois un engagement fort de l'individu, générateur de stress et une activité de travail de plus en plus collective, en interdépendance étroite et en coopération, souvent interprofessionnelle, avec les activités d'autres salarié·es[2].

1. [▶ Planification et autogestion].
2. Pour plus de détails, voir Zarifian (2001, 2009).

Ces transformations de l'organisation sociale, de l'organisation de la production, des conditions de la reproduction de la force de travail et du procès de travail lui-même sont objectivement favorables à des conduites de coopération négociée – à la contestation et au dépassement du capitalisme par des formes sociales librement administrées. Il ne faut cependant pas en exagérer l'importance car le travers qui consiste à faire crouler et s'écrouler le capitalisme sous le poids de ses contradictions néglige l'importance de l'action consciente et organisée des forces sociales qui ne se satisfont pas de leur situation dans le système actuel de production et de reproduction.

Sur ce plan-là précisément, de nouvelles pratiques se sont développées. Nous avons mentionné les plus récentes au tout début de cet article. Elles ont été précédées, à partir des années 1970 par des tentatives de réorientation de la production – les contre-plans ouvriers[1] mis en œuvre pour répondre à la perte de débouchés de certaines productions ou pour valoriser des productions socialement ou écologiquement utiles – et d'appropriation sociale de l'outil de production – l'expérience de Lip. Si le reflux amorcé au début des années 1980, a été un obstacle à leur développement, la mémoire et l'expérience sociale les ont enregistrées et ont permis qu'elles resurgissent sous d'autres formes, moins radicales, mais où la dynamique d'initiative et de contrôle citoyen est toujours présente : campagnes de boycott envers les produits des transnationales (Nike, Danone, Shell), pression citoyenne pour le respect de normes décentes de travail (campagne « L'éthique dans l'étiquette »), développement du commerce équitable qui favorise les lieux de production coopératifs, notamment au Sudèse combinent avec les pressions citoyennes exercées sur les gouvernements et les grandes organisations internationales pour changer les règles du commerce mondial[2].

C'est dans ce contexte de crise du projet, d'interrogations sur les contours du sujet et de multiplication d'expériences nouvelles de démocratie économique, notamment dans le cadre de la donne nouvelle ouverte par la victoire des partisans du socialisme du 21e siècle en Amérique du Sud, que la réflexion sur les alternatives de société s'est accélérée. Ces dernières années, cette réflexion s'est développée aux États-Unis, puis en France autour de ce que Thomas Coutrot qualifie de « modèles de socialisme ».

Nous avons dit plus haut pourquoi les modèles de « socialisme de marché » ne nous paraissent pas pertinents sur le plan de la transformation

1. [▶ Contre-plans ouvriers alternatifs].
2. [▶ CGT 1900 : poussées autogestionnaires].

des comportements culturels. À cela, il faut ajouter des raisons politiques : la perspective d'un capitalisme encadré, sans pouvoir de classe semble contradictoire dans les termes. C'est un pari hasardeux qui pourrait aboutir à la reconstitution rapide des formes actuelles de la domination, échec signifiant alors pour des décennies l'inactualité de tout nouveau projet de transformation sociale et politique. Et enfin, des raisons économiques : le maintien de prix de marché, y compris pour les biens d'équipement, masque les inconvénients et avantages de tel ou tel choix du fait des effets externes négatifs ou positifs produits sur la société dans son ensemble et non sur les seuls participants à l'échange : il suffit de penser aux OGM pour s'en persuader. D'autre part, les prix ne donnent pas d'indication sur les conditions de travail des producteurs des différentes unités de production et ne favorisent pas la prise en compte du bien-être d'autrui dans les décisions prises à l'échelle d'une seule unité de production. Ce qui est susceptible de favoriser le maintien d'une logique de concurrence et complique les tentatives de coopération.

Les deux autres catégories de modèles ont en commun une critique radicale des rapports marchands mais divergent sur la place qu'il faut accorder aux mécanismes de marché. Les socialismes de démocratie directe à dimension « électronique[1] », dont Ernest Mandel est le représentant le plus connu, s'accordent pour considérer l'abolition des mécanismes de marché comme nécessaires. L'évolution vers la planification serait facilitée par les transformations technologiques du capitalisme et par la socialisation du procès de travail qui réduiraient le rôle des marchés et renforceraient les processus de coopération Le facteur décisif est ici la transformation des rapports sociaux et des modèles de comportement, vers le dépérissement de l'opportunisme et de l'individualisme marchand. Un des problèmes posés par cette approche est qu'elle prend peu en compte les critiques hayékiennes sur les mécanismes d'incitation et la prise en compte de toutes les possibilités de production et de consommation alternatives à celles qui auront été initialement choisies (les coûts d'opportunité). Elle maintient l'idée d'un bureau central de fixation des prix dont la tâche serait facilitée par l'évolution des technologies numériques et elle n'explicite pas, en dehors des arguments sur les transformations internes au capitalisme, comment des comportements égoïstes et calculateurs pourraient être transformés en attitudes empathiques et coopératrices. C'est un élément d'autant plus important que, dans ces modèles, la démocratie directe nécessitant un haut degré

1. Ces termes, recomposés, sont empruntés à Thomas Coutrot (2008).

d'implication personnelle et de prise en compte d'autrui joue un rôle central dans la détection et la vérification des besoins.

Les socialismes autogestionnaires : ce troisième courant, représenté notamment par Diane Elson et Pat Devine, vise à domestiquer ou «socialiser» les mécanismes marchands dans le cadre d'un projet autogestionnaire. L'allocation du travail et du capital doit être soustraite au marché et régulée par des procédures démocratiques. Ce courant défend donc un socialisme autogestionnaire avec marchés des produits mais sans marché du travail ni marché des capitaux. Les travailleur·euses ne sont pas salarié·es. Ils et elles peuvent changer de postes de travail en s'associant à des coopératives différentes. Les capitaux pour investir doivent être empruntés à des organismes de crédit sous contrôle public. Les salarié·es décident des orientations de l'entreprise et des productions mises en œuvre en lien avec des «réseaux publics d'information à l'accès libre» (Elson, 2002). Les échanges marchands peuvent se déployer, mais les «forces du marché» ne dominent pas le développement social car l'investissement est socialisé. C'est là un point essentiel car il signifie que la société peut démocratiquement décider, de la base au sommet, d'orienter les gains économiques réalisés vers telle ou telle production ou, si la collectivité le décide, de les affecter, par exemple à la réduction du temps de travail.

Les incitations, monétaires ou non monétaires, ne sont pas supprimées. Elles favorisent l'efficience productive. De même, les marqueurs de la reconnaissance sociale ne peuvent être négligés car ils accroissent l'identification entre les buts de l'individu et ceux de l'entreprise. Néanmoins, le rôle de ces incitations doit s'amenuiser progressivement en même temps que d'autres valeurs se substituent à la logique utilitariste. Mais on ne peut décréter leur disparition. En effet, le dépassement du capitalisme est un processus long, marqué par des accélérations, des périodes de régression ou de stagnation et la «libération» des structures mentales et culturelles ne peut se décréter. Elle doit être un processus maîtrisé et progressif qui s'appuie sur l'extension des droits humains.

Conclusion

Le débat doit se poursuivre et se nourrir des expériences à venir, qu'elles proviennent du mouvement ouvrier et du syndicalisme, de l'altermondialisme et des mouvements sociaux radicaux ou de la contestation dans les pays du Sud et en particulier au Brésil, en Argentine et dans les pays «bolivariens[1]». Autrement dit, en intégrant tout ce qui

1. [▶ Un volcan d'émancipations en construction].

nous vient du «mouvement réel des masses». Si le modèle des socialismes autogestionnaires semble le plus pertinent et le plus fécond de notre point de vue, les réflexions qui ne s'inscrivent pas explicitement dans ce champ ne doivent pas être négligées pour autant. En Europe, la parenthèse ouverte par le mouvement de décembre 1995 en France, première grande contestation du néolibéralisme et poursuivie au début des années 2000 par les résistances à la dérégulation du marché du travail en Allemagne, la poussée altermondialiste et le refus du traité constitutionnel européen en France, aux Pays-Bas et en Irlande, semble s'être provisoirement refermée. Souvent dos au mur, miné·es par la précarité et les conséquences de la crise financière, les salarié·s mènent des luttes défensives de préservation de l'emploi.

Cette situation paraît peu propice à l'émergence de «contestations positives» à une échelle de masse. Néanmoins, la crise actuelle du capitalisme – crise majeure – peut tout aussi bien sécréter, notamment en Europe où la mémoire du vieux mouvement ouvrier a cristallisé des tentatives d'alternatives de sortie de crise incite à l'humilité[1]. Même si la première hypothèse est la plus probable, même si l'émiettement des résistances et des luttes n'incite pas à l'optimisme et rend plus difficile l'émergence d'expériences à contenu autogestionnaire, nous devons rester particulièrement attentifs à ce qui surgit de ces résistances et à ce que produisent les mouvements sociaux dans d'autres zones géographiques que la vieille Europe. C'est une condition essentielle pour enrichir notre réflexion collective, questionner et confronter les projets et alimenter le débat autour d'un «nouveau projet communiste».

2010

Pour en savoir plus

Andréani, Tony (2001), «Le socialisme de marché : problèmes et modélisations», dans Jacques Bidet et Eustache Kouvélakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain,* Paris, PUF.

Caillé, Alain (1986), *Splendeurs et misères des sciences sociales : Esquisse d'une mythologie,* Paris, Droz.

Coutrot, Thomas (2002), «Socialisme, marchés, autogestion : un état du débat», 18 octobre.

Coutrot, Thomas (2008), «Une stratégie de transition à l'économie solidaire», dans Stathis Kouvélakis (dir.), *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?,* Pantin, Le Temps des cerises.

Hayek, Friedrich von (2002), *La route de la servitude,* Paris, PUF.

1. [▶ Crise économique, marché et autogestion].

Hobbes, Thomas (2005), *Le Léviathan,* Paris, Vrin.
Lange, Oskar (1936), «Sur la théorie économique du socialisme», *Review of Economic Studies,* vol. 4, n° 1.
Löwy, Michael (dir.) (2005), *Écologie et socialisme,* Paris, Syllepse.
Polanyi, Karl (1983), *La grande transformation,* Paris, Gallimard.
Stiglitz, Joseph (1996), *Whither Socialism ?,* Cambridge, MIT Press.
Stiglitz, Joseph (2004), *Principes d'économie moderne,* Paris, De Boeck.
Zarifian, Philippe (2001), *Le modèle de la compétence,* Paris, Liaisons.
Zarifian, Philippe (2009), *Le travail et la compétence : entre puissance et contrôle,* Paris, PUF.

Problèmes théoriques de l'autogestion

Henri Lefebvre

Henri Lefebvre, dans le n° 1 de la revue *Autogestion,* présente un tableau où «la tendance dite révolutionnaire et la tendance dite réformiste, en fait, ne sont plus que des variantes du socialisme d'État», c'est-à-dire du lassallisme. Il montre le combat de Marx, de 1860 à sa mort contre ce socialisme d'État. L'autogestion naît et renaît au sein d'une société contradictoire : elle est à la fois un moyen de lutte, frayant le chemin ; et le moyen de réorganisation de la société, de bas en haut, de la vie quotidienne à l'État : l'autogestion radicalisée et généralisée doit le soumettre au contrôle démocratique «de la base».

Sur l'unité du mouvement ouvrier et révolutionnaire

Que le problème de l'unité, c'est-à-dire de la réunification du mouvement soit essentiel, qui le contestera ? À ce mot, «mouvement», il n'est pas utile d'ajouter à chaque reprise les mots : «ouvrier», «révolutionnaire». En effet, sans intervention active de la classe ouvrière révolutionnaire, il n'y a pas de mouvement. L'expérience contemporaine nous montre trop bien qu'il peut y avoir croissance économique et technologique sans véritable développement social, sans enrichissement des rapports sociaux. Ce qui ne donne dans la pratique sociale qu'un mouvement mutilé, qui laisse stagnants de nombreux secteurs de la réalité sociale : la vie politique, idéologique, culturelle, esthétique. La croissance quantitative de la production et de l'outillage technique peut se séparer jusqu'à un certain point du développement qualitatif. Le décalage entre les deux aspects du mouvement sera-t-il comblé lors

d'une nouvelle période historique ? On peut l'espérer. Cette interrogation fait partie de la problématique de l'unité[1].

Ce problème fondamental est généralement posé d'une façon étroite par les organismes et par les théoriciens officiels, ce qui le rend insoluble. Il se traite entre institutions et appareils, au sommet, par la voie de pourparlers qui se terminent par des compromis ou font ressortir les divergences. Les spécialistes de l'idéologie s'érigent en spécialistes de l'unité, toujours prêts à la confisquer. Supports de la bureaucratie politique, ils la justifient, ils l'entretiennent. Ils transportent dans la recherche de l'unité les conditions et les circonstances de la division, ses thèmes, que par essence ils ne peuvent soumettre à une critique radicale. [...]

Sur le plan théorique, lorsque se firent jour les divergences, du temps où Marx et Lénine élaboraient leurs positions doctrinales, [elles] portaient essentiellement sur la fameuse *période de transition*. Pour Marx et pour Lénine, trois aspects indissolubles et indissociables devaient marquer ou plutôt constituer le mouvement de cette période ; l'élargissement et l'approfondissement de la démocratie, le dépérissement de l'État, la dictature du prolétariat.

Pour Marx, son objectif ne s'opposait pas à celui des anarchisants : fin de l'État, fin des hiérarchies et instances politiques, accompagnant l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Pourtant les anarchisants (bakouniniens) pensaient abréger la période de transition et même sauter par-dessus elle. Par la suite, les révolutionnaires mirent l'accent sur la dictature du prolétariat en la séparant de la démocratie approfondie et du dépérissement de l'État. Les réformistes, eux, ont mis l'accent sur la démocratie en laissant de côté la dictature du prolétariat et bien entendu le dépérissement de l'État[2]. [...] Dans un accord tacite sur le non-dépérissement de l'État, les uns admettaient la permanence de l'État national constitué, les autres prônant énergiquement la transformation de l'État bourgeois en État dit ouvrier (ou bien « ouvrier et paysan »). [...]

Le réformisme s'érigea en idéologie réaliste et en stratégie au nom de l'évolution contre la transformation radicale des rapports sociaux. Qu'il ait eu tort, cela ne fait aucun doute. Le réformisme n'a obtenu aucune « réforme de structure », sa pression, appuyée dans les grands pays industriels par la classe ouvrière organisée en syndicats, n'a obtenu que des mesures compatibles avec la conservation des rapports de production

1. [▶ Automation et avenir du travail].
2. [▶ Faire dépérir l'État].

capitalistes, ainsi que de la propriété et de la gestion par la bourgeoisie des moyens de production. Réformisme sans réformes, il a laissé s'accroître la plus-value relative, même quand la classe ouvrière a quelque peu bénéficié de l'accroissement de la productivité.

Et cependant, le réformisme n'a pas eu complètement tort. S'il n'avait aucun sens, il aurait disparu. Sa permanence ne peut pas ne pas avoir une raison. Une coupure absolue, un bond de la nécessité dans la liberté, une révolution totale, une fin simultanée de toutes les aliénations humaines, cette image sans doute naïve, mais qui fut longtemps forte, ne peut plus se maintenir. La transformation de la société se définit d'abord comme un ensemble de réformes, allant des réformes agraires à la planification impliquant le contrôle des investissements ; mais cette somme de réformes, nécessaire, ne suffit pas ; il faut y ajouter quelque chose d'essentiel. La transformation de la société, c'est une série de réformes, plus l'élimination de la bourgeoisie comme classe gestionnaire des moyens de production.

Le « courant » révolutionnaire a-t-il eu raison ? Plus précisément a-t-il eu pour lui la raison dans l'histoire ? Oui. Il fallait prendre le pouvoir en utilisant les lacunes et les trous dans le système impérialiste. Il fallait livrer l'assaut en suscitant la plus grande discontinuité possible. Ceci dit, il est trop évident que notre époque subit les conséquences d'un certain échec de la révolution mondiale. Elle a ébranlé et même fait reculer le capitalisme et son expression politique, l'impérialisme. Elle ne les a pas abolis, et même elle a stimulé la bourgeoisie, apportant un sursaut de vitalité au capitalisme. Un mouvement dialectique – le conflit des deux « systèmes », [...] – s'est substitué au processus qui aurait pu suivre l'un ou l'autre « système » considéré en soi. L'extension du mouvement révolutionnaire aux pays où prédominent les questions agraires et les problèmes de croissance industrielle ne peut passer que pour une demi-victoire de la révolution. Le mouvement qui visait la transformation sociale s'est lui-même transformé d'une façon qui n'est pas toujours « positive », comme on dit. [...]

Il faut se rendre à l'évidence. Entre 1860 et sa mort, Marx combattit âprement la tendance au socialisme d'État, incarnée par Lassalle. Un texte particulièrement important et mal compris, la *Critique du programme de Gotha* (1875), est éloquent à cet égard. Il se formait une idéologie précise, peu étudiée comme telle : le lassallisme. On peut affirmer qu'aujourd'hui pendant un siècle de lutte acharnée, le lassallisme l'a emporté sur le marxisme. La tendance dite révolutionnaire et la tendance dite

réformiste, en fait, ne sont plus que des variantes du socialisme d'État, c'est-à-dire du lassallisme[1]. […]

Éléments pour une sociologie de l'autogestion

[D']après Proudhon, une société économique se constitue spontanément, qui peut et doit devenir la société entière. Opposée par essence à la société politique, à l'État, elle a «*sa réalité, son individualité, son essence, sa vie, sa raison propre*» […]. Le producteur et l'atelier nient le gouvernant. L'État n'est que le représentant abstrait des consommateurs, alors que la société réelle est un ensemble concret de travaux et de productions. Au-dessus de l'appareil étatique, à l'ombre des institutions politiques, la société produit lentement et en silence son propre organisme, la constitution économique ou plutôt socio-économique. Il y a donc deux constitutions incompatibles par nature. La constitution socio-économique tend à se subordonner et à absorber le système politique.

Sur ce point de première importance, la pensée de Proudhon a hésité. Georges Gurvitch a mis en lumière ces fluctuations […]:

> L'État, comme la propriété sont en pleine métamorphose ; la démocratie industrielle n'exclut guère mais complète et renforce la démocratie politique. […] La démocratie industrielle a pour éléments constituants […] les associations d'ouvriers, foyer de la constitution sociale. Cette démocratie industrielle éliminera le patronat dans les usines et dans l'État. Elle fera de tous les ouvriers les copropriétaires, en confiant le pouvoir à leurs représentants. Elle organisera une propriété mutualiste, ou fédérative, des moyens de production. […] Il y aura donc équilibre entre l'État politique et la société économique organisée.

Il n'entre pas dans notre propos de reprendre la discussion sur Proudhon et le proudhonisme. Justice leur a été rendue il y a peu d'années par Georges Gurvitch, plus récemment par Daniel Guérin. […] Certains textes de [Proudhon] ont l'audace révolutionnaire de Marx, avant lui[2]. D'autres glissent vers ce qui sera le réformisme. La question de l'État est fondamentale. L'attitude devant l'État et le problème de l'État départagent les thèses. C'est le critère. Lorsque Proudhon prévoit, sans le désigner ainsi, un dépérissement de l'État, il se rapproche singulièrement de la pensée marxiste. C'est d'ailleurs une erreur théorique et méthodologique que poser à Proudhon des questions qui n'ont de sens que dans un contexte postérieur.[…] La critique qui met Proudhon en

1. [▶ Programme de Gotha (Critique du)].
2. [▶ Proudhon, l'autogestion ouvrière et les anarchistes].

contradiction avec lui-même risque d'éclipser, en prenant pour prétexte l'absence d'une cohérence qu'il ne cherchait pas, la richesse de ses propositions et la complexité de sa pensée.

Sans doute n'a-t-il conçu les associations gestionnaires qu'installées dans les points privilégiés, donc forts, de la société existante, dans les secteurs [...] bien placés au sens du marché et de la concurrence. Les banques par exemple. Sur ce point l'expérience, c'est-à-dire la pratique sociale, n'a pas confirmé les vues de Proudhon. Les associations gestionnaires constituées par des travailleurs et qui tentèrent de s'instituer dans les «points forts» de la société bourgeoise, ont mal tourné. Ou bien elles firent faillite ; ou bien [...] elles ont été absorbées par le capitalisme ; elles ont fonctionné comme des entreprises capitalistes, sous une étiquette «communautaire», ou «coopérative».

[...] L'expérience (la pratique sociale) montre, à notre avis, que les associations gestionnaires – sous leur forme la plus nette et la plus intéressante, à savoir l'autogestion – apparaissent dans les points faibles de la société existante. En toute société on peut percevoir des points forts [...]. L'État existant repose sur ces points forts. les hommes de l'État s'occupent de colmater les fissures par tous les moyens dont ils disposent. Autour des lieux renforcés, rien ne se passe, dès qu'ils sont consolidés. Entre eux se trouvent des zones faibles, ou même des lacunes. C'est là qu'il se passe quelque chose.

Des initiatives, des forces sociales agissent, interviennent dans ces lacunes, les occupent, les transforment en points forts ou au contraire en «autre chose» que ce qui existe de façon consolidée. Les parties faibles, les vides, ne se révèlent que dans la pratique, à l'initiative des individus capables d'une telle initiative, ou aux investigations tâtonnantes des groupes capables d'intervenir. Si des points faibles peuvent ainsi se changer en points forts dans l'ensemble de la structure sociale, ils peuvent réciproquement résulter d'un fléchissement ou d'un effondrement de l'ensemble (déstructuration) [...].

En 1870, Paris est le point faible de l'empire bonapartiste. Au début de 1871, la capitale est le point faible de la France. À cause de l'industrialisation, de la croissance du prolétariat, en raison de l'activité politique, de l'opposition à Badinguet. À cause de la guerre, de la défaite, de la proclamation de la République, du siège, de l'armistice. Certes. Mais aussi à cause de la ségrégation sociale opérée par Haussmann, de la répartition des ouvriers dans les quartiers périphériques, de l'embourgeoisement et de la détérioration commençante du centre de la ville. Après le 18 mars, le peuple prend en main la gestion de ses affaires dans les quartiers ainsi qu'à l'Hôtel de Ville. Sous la Commune, les

ouvriers entendent mettre en autogestion les entreprises abandonnées par la bourgeoisie versaillaise, projet qui n'aura pas le temps d'aboutir. Dans les PTT, Theisz prévoit une autogestion ou cogestion, encore peu distinctes. Par malheur, la bourgeoisie et son État et les rapports de production capitalistes restent forts en dehors de Paris, Thiers peut reconstituer rapidement à Versailles l'appareil d'État et l'armée [...].

En 1917, pendant l'effondrement du tsarisme, d'anciens points forts de son armature sociopolitique, à savoir l'armée et le village, se changent en points faibles. Ils rejoignent dans cette situation les entreprises capitalistes qu'une bourgeoisie mal établie n'avait pas réussi à consolider. Les secteurs faibles se rejoignent. Les soviets de soldats, de paysans, d'ouvriers, s'unissent en un immense mouvement, celui de la révolution. Faut-il rappeler que Lénine, en proclamant le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets », ne voyait pas en eux des organes représentatifs ou destinés à élire des représentants, mais des groupes de travailleurs associés, gérant librement et directement leurs intérêts ? Surprenante conjoncture. Jamais l'autogestion généralisée ne fut à ce point possible. Jamais elle ne sera aussi difficile à réaliser. Nous savons à peu près aujourd'hui pour quelles causes et raisons historiques.

L'exemple récent de l'Algérie confirme cet essai d'analyse. Où s'installe l'autogestion ? Dans les domaines abandonnés par les colons. Elle met en question la société entière, et les appareils hérités de l'ère coloniale ou constitués lors de l'indépendance[1].

Il serait d'un grand intérêt théorique et pratique de déceler les points faibles de la société et de l'État français actuels. Où se situent-ils ? Dans l'Université, chez les étudiants ? Dans la vie rurale des régions situées au sud de la Loire ? Dans les nouveaux ensembles urbains ? Dans le secteur public (étatisé) de l'économie ? De telles affirmations ne peuvent s'émettre qu'avec une extrême prudence. Une double analyse est nécessaire : celle des tentatives d'autogestion qui se font jour ici et là, celle de la société française dans sa globalité.

[...] Comment surgissent les tentatives d'autogestion ? [...] D'un effort des hommes, là où c'est objectivement possible, pour prendre en main l'organisation de la quotidienneté, pour *s'approprier* leur propre vie sociale, en mettant fin au décalage entre la maîtrise technique du monde extérieur et la stagnation des rapports pratiques entre la puissance sur la nature matérielle et la misère de la « nature humaine » ? [...]

1. [▶ Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)].

La problématique de l'autogestion

Nous savons qu'elle naît spontanément, mais qu'elle ne naît pas n'importe où, n'importe comment. Au contraire. [...] Or, il ne lui suffit pas d'apparaître pour que surgisse devant elle une voie royale, un chemin tracé d'avance. En quelque lieu et instant que l'autogestion se manifeste spontanément, elle porte en elle sa généralisation et sa radicalisation possibles ; mais du même coup elle révèle et cristallise devant elle les contradictions de la société. La perspective optimale et maximale aussitôt ouverte, c'est le bouleversement de la société entière, la métamorphose de la vie. Mais pour que l'autogestion se raffermisse et s'étende, il lui faut occuper les points forts de la structure sociale qui se raidissent aussitôt contre elle. De secteur privilégié, il lui faut devenir ensemble, globalité, «système». Dur cheminement le long duquel il peut arriver que l'autogestion entre en conflit avec elle-même. N'est-il pas besoin, pour gérer un domaine ou une entreprise, à plus forte raison une branche industrielle, de compétences, d'experts, de comptables, de techniciens ? Ainsi tend à se constituer, à l'intérieur de l'autogestion, une bureaucratie qui la nie par essence, qu'elle doit résorber sous peine de se démentir.

La contradiction principale que l'autogestion introduit et suscite, c'est sa propre contradiction avec l'État. Par essence, elle met en question l'État, en tant que puissance contraignante, érigée au-dessus de la société entière [...] Dès que pointe au ras du sol, dans une fissure, cette humble plante, l'énorme édifice étatique est menacé. Les hommes de l'État le savent, l'autogestion tend à remanier en fonction de son développement l'État, c'est-à-dire à le mener vers le dépérissement. [...]

Pour se généraliser, pour se changer en «système», à l'échelle de la société entière [...] l'autogestion ne peut éviter le heurt avec le «système étato-politique». [Elle] ne peut éluder cette dure obligation : se constituer en pouvoir qui ne soit pas étatique. [...] Par essence, le principe étatique tend à limiter le principe de l'autogestion, à réduire ses applications. Ne serait-ce pas une des principales contradictions de notre histoire, un moment dialectique nouveau, à peine commencé ? L'autogestion doit aussi affronter et résoudre les problèmes de l'organisation du marché. Il n'entre pas dans son principe ni dans sa pratique de nier la loi de la valeur. On ne prétendra pas en son nom «transcender» le marché, la rentabilité des entreprises, les lois de la valeur d'échange[1]. [...]

L'autogestion ne tend que dans une conception étroite et condamnée à dissoudre la société en unités distinctes [...]. Dans une conception élargie, il convient de proposer et d'imposer des modalités de l'autogestion à tous les niveaux de la pratique sociale, y compris les organisations de coordination. Le principe de l'autogestion ravive la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur d'échange. Il tend à rendre la primauté à la valeur d'usage. Il «est» valeur d'usage des êtres humains dans leurs rapports pratiques. Il les valorise contre le monde de la marchandise. Il met en question le monde de la marchandise, sans pour autant nier ce que ce monde eut des lois qu'il faut maîtriser et non pas négliger. Limiter le monde

1. [▶ Plan, marché, autogestion : une nouvelle dynamique ?].

des marchandises ne signifie pas que l'on prétende s'en affranchir par magie. Ce qui permettrait de donner un contenu aux projets de planification démocratique, mettant au premier plan les besoins sociaux formulés, contrôlés, gérés par les intéressés.

L'organisation du marché et la planification démocratique ne peuvent aller sans risques. Le principe de l'autogestion implique le refus d'une «cogestion» avec un appareil économique, avec une bureaucratie simplificatrice. [...]

■ L'autogestion naît et renaît au sein d'une société contradictoire. [Elle] introduit et réintroduit la seule forme de mouvement, de contestation efficace, de développement effectif, dans une telle société. Sans elle il n'y a que croissance sans développement (accroissement quantitatif de la production, stagnation qualitative de la pratique et des rapports sociaux). En ce sens, l'idée de l'autogestion coïncide avec celle de la liberté. Elle est son essence théorique, concentrée aujourd'hui et identifiée avec une notion pratique et politique.

■ L'autogestion naît de ces contradictions, comme tendance à les résoudre et à les surmonter. [...]. Elle ajoute aux contradictions de la société où elle naît une contradiction nouvelle – essentielle, principale, supérieure – avec l'appareil d'État existant [...].

■ L'autogestion tend donc à résoudre la totalité des contradictions diverses en les surmontant dans une totalité nouvelle, mais au cours d'un paroxysme théorique et pratique, en poussant à bout et jusqu'à son terme dialectique l'ensemble de ces contradictions. Ce qui suppose un moment historique, une conjoncture favorable.

■ L'autogestion doit s'étudier de deux façons différentes : en tant que moyen de lutte, frayant le chemin – en tant que moyen de réorganisation de la société, la transformant de bas en haut, de la vie quotidienne à l'État. Son principe implique son extension à tous les échelons de la société. À ce processus s'opposeront des difficultés et des obstacles d'autant plus grands qu'il mettra en question les échelons supérieurs de la société, les instances.

Il ne faut jamais oublier que la société constitue un tout et ne consiste pas en une somme d'unités élémentaires. Une autogestion, même radicalisée, qui ne s'instaurerait que dans des unités partielles sans atteindre le global, se vouerait à l'échec. [...].

L'État ne pouvant coexister pacifiquement avec l'autogestion radicalisée et généralisée, celle-ci doit le soumettre au contrôle démocratique «de la base». L'État de l'autogestion, c'est-à-dire l'État au sein duquel l'autogestion s'élève au pouvoir, ne peut être qu'un État dépérissant. Par conséquent, le parti de l'autogestion ne peut être que le parti qui mène

la politique vers le terme et la fin de la politique, par-delà la démocratie politique. [...]

[Le projet de l'autogestion] serait-[il] une utopie ? Non, pour autant que cette conception n'évoque pas l'image d'une explosion spontanée, d'une effervescence enflammant la société entière, mais plutôt d'une longue suite, d'un long processus. L'autogestion pourra n'être qu'un élément d'une stratégie politique, mais ce sera l'élément essentiel sans lequel le reste ne vaudrait rien et qui valorisera le reste. Le concept de l'autogestion, aujourd'hui, c'est l'*ouverture vers le possible*. C'est la voie et l'issue, la force qui peut soulever les poids colossaux qui pèsent sur la société et l'accablent. Elle montre le chemin pratique pour *changer la vie,* ce qui reste le mot d'ordre et le but et le sens d'une révolution.

1966

Source

Article paru dans *Autogestion,* n° 1, décembre 1966.

Processus (À propos du concept de)

Josiane Zarka

Beaucoup de monde s'accorde désormais sur l'idée que la transformation de la société doit passer par un processus. Ce dernier s'appuie sur des expérimentations et des représentations déjà présentes dans la réalité et qui peuvent faire système en se généralisant à l'échelle de la société. Mais la mise en œuvre de cette conception se heurte à plusieurs obstacles : ce qui reste du « Grand Soir » et une conception parfois spontanéiste des *petits pas.*

La stratégie du « Grand Soir » contenait une cohérence liée à une conception messianique de l'histoire : C'est seulement l'aboutissement qui fait sens et non le cheminement. Il existe alors une tension entre le présent et l'« avènement final » du communisme. Cette tension crée un entre-deux qui vide le temps intermédiaire de toute substance. Dans cette conception, l'idée du processus est pour l'essentiel un impensé, alors même que le mot est largement utilisé. Quand le concept de processus émerge dans la pensée politique entre les années 1960 et 1980, le reliquat de la stratégie du « Grand Soir » va continuer à peser sur les représentations et les comportements politiques, notamment le caractère messianique de l'État et de l'organisation.

Le concept de processus est réduit à l'idée d'un temps de transition flou pendant lequel on accumule des forces avant le moment décisif, le plus souvent électoral. En conséquence, on dénie toute portée stratégique au *déjà là* et on continue à penser le peuple comme une force de protestation et de soutien et non comme la force motrice principale[1].

Or, à mes yeux, la notion de processus contient aussi une cohérente interne. Dans cette démarche, ce n'est plus une intervention extérieure et soudaine qui réalise le but, c'est le mouvement de la réalité lui-même. Dans ce mouvement, le *déjà là* prend une importance stratégique et le centre de gravité de la stratégie se déplace vers ceux qui agissent. La nature autogestionnaire du «*cheminement vers*» importe autant que son résultat parce qu'elle conditionne la réussite du projet final. Inversement, la pensée du projet final va influencer les pratiques et la pensée au présent. De nombreux mouvements partagent cette conception. Mais, pour certains, le *déjà là* tend à devenir une force autonome et spontanée qui, par sa dynamique propre finirait par imposer le changement. À propos de la lutte pour la gratuité des transports à Aubagne, certains militants pensaient qu'en s'étendant et en se multipliant de proche en proche, la gratuité finirait par s'imposer ne serait-ce que par contagion et devenir aussi «naturelle que l'éclairage public». C'est ce qu'ils appellent «attraper le capitalisme par la queue». La force de l'exemplarité ne semble pas suffire aujourd'hui.

Depuis la faillite du soviétisme, le mouvement populaire pense plus prudent de ne pas donner à voir une autre conception de la société. Certes, l'idée d'un changement global par le haut a échoué. Mais en voulant prendre le contre-pied du «Grand Soir», n'a-t-on pas jeté le bébé avec l'eau du bain et abandonner la visée d'un changement de mode de production et des rapports sociaux à l'échelle de la société? Ne verse-t-on pas aujourd'hui dans le défaut inverse du «Grand Soir» en pensant que l'addition de luttes revendicatives ou locales finirait par imposer des changements? Pour Hardt et Negri, le concept de commun (ne pas confondre avec «le commun» chez Dardot et Laval[2]) est la production relativement autonome des forces sociales à l'échelle du monde. Il y a, chez eux, un recentrage stratégique sur le rôle du mouvement populaire et du déjà là. Mais le problème, c'est que le peuple et la nature sont considérés comme des forces productives spontanées. Le commun existerait indépendamment de son exploitation par le capital. L'exploitation est réduite à un vol effectué par le capital financier, qui se

1. [▶ Demain est déjà commencé].
2. [▶ Lutte pour les communs dans les Balkans (La)].

détachant de la production n'est plus qu'une puissance rentière et parasite qui devient extérieure au développement des forces productives. En pensant ainsi, on sous-estime que l'organisation par le capital de la production, de la connaissance et de la vie n'a jamais été aussi directe et profonde et on sous-estime la nature du combat à mener pour s'en émanciper. À la limite, il y a là un contournement de la question du pouvoir.

Un exemple : les mutations du travail. Il est vrai que l'autonomie des personnes et leur implication subjective et intellectuelle sont devenues parties prenantes du processus de travail. Mais elles sont aussi devenues partie intégrante du processus de valorisation du capital. Il est vrai aussi comme le dit Yves Schwartz (2013) que « les salariés ne sont jamais de purs exécutants, mais des êtres d'activité, de pensée et d'arbitrage ». Mais cela ne suffit pas à soi seul pour sortir de la condition d'exploité. Certains semblent confondre les mutations des forces productives, dont il ne s'agit pas de sous-estimer le potentiel d'émancipation, avec une autonomie accrue du travail, comme si ce dernier était devenu une force autonome[1]. De ce fait, de nombreux militants dans les entreprises ont tendance à sous-estimer les luttes à mener contre les nouvelles formes d'exploitation capitaliste comme certaines formes du management.

Comment peut-on contribuer à l'émergence d'un processus de transformation sociale ?

Aider le mouvement *déjà là* à devenir force de transformation de la société

Depuis plusieurs décennies, émergent et se développent dans le monde des luttes et des expérimentations d'un nouveau type[2]. Ce qui est frappant, c'est que ces réalisations alternatives ont beaucoup de points communs, malgré la diversité des cultures et des situations. Ces citoyens sortent des gens de la misère, sauvent des entreprises, créent des coopératives de travail ou d'habitat, ouvrent des cliniques gratuites[3], des microbanques, des ateliers de réparations citoyens, des banques de semences. Ils échangent des biens sans argent, des services et des savoirs, redynamisent les économies locales, rendent leur village autonome grâce aux énergies renouvelables[4]. Enfin, ils mettent en œuvre des

1. [▶ Automation et avenir du travail].
2. [▶ Commune du 17 avril (La)].
3. [▶ Centres médicaux populaires (Les)].
4. [▶ Une économie au service des communautés].

formes nouvelles de pouvoir populaire[1]. Ceux qui agissent ainsi ne sont pas des marginaux, mais des gens des couches moyennes, des ouvriers et des paysans. Après avoir intégré la fin du soviétisme, ces acteurs tirent un trait sur les «promesses» du libéralisme, sur la capacité des politiques à représenter leurs idéaux mais aussi pour une part, sur l'État et les institutions.

Ces luttes ont aussi un sens en termes de projet de société : la plupart traduisent la fin de l'aveuglement consumériste, une responsabilité écologique et la promotion d'une économie socialement juste, ancrée dans le local. Elles misent sur la coopération, la mutualisation des moyens matériels et humains et non sur la mise en concurrence. Sur l'échange et non sur le commerce. Sur le collectif et non sur l'individualisme. Elles redonnent vie à la valeur d'usage et non marchande ; aux valeurs de partage, de dons et de gratuité et aussi à la notion de maîtrise collective.

Ces démarches s'inscrivent dans le rejet grandissant du système capitaliste. Ces mouvements ne cherchent pas pour l'instant à modifier radicalement le système capitaliste, c'est d'ailleurs souvent revendiqué. C'est une limite forte, voire un obstacle, sur lequel je reviendrai. Pour l'instant, je retiens qu'ils ont abandonné la seule protestation pour chercher à modifier la réalité à leur échelle. Ils sont dans le *faire.* Isabelle Frémeaux dans *Les sentiers de l'utopie* dit à propos de ces expériences qu'«elles n'exigent pas le changement, elles le créent directement». Elle poursuit en écrivant qu'«au regard de la crise économique écologique et sociale, la question n'est plus seulement de savoir comment résister au capitalisme mais comment survivre au déclin de la civilisation et simultanément créer de la résilience face à l'effondrement» (Frémeaux et Jordan, 2012). Pour eux, l'action est tout à la fois adaptation pour survivre et transformation effective des rapports sociaux. Un changement radical de vie devient possible quand les déséquilibres sociaux en appellent la nécessité.

Des historiens évoquent «l'émergence, dans le contexte de la déroute esclavagiste de l'Empire romain, des formes de retour à l'autodéveloppement, à travers les abbayes puis les seigneuries. Ou l'apparition, à la fin du Moyen Âge, des sites marchands dispersés aux marges des sociétés féodales, qui sont les ancêtres des mouvements qui conduiront au capitalisme généralisé» (Decaillot, 2012). Tout se passe comme si la société au plus fort de sa crise cherchait à produire ses propres antidotes[2].

1. [▶ Conseils communaux et double pouvoir].
2. [▶ Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire].

Le rôle des organisations et du politique n'est-il pas de repérer l'émergence de ces nouvelles formes de vie et de pensée, de les aider à se développer, à se fédérer, afin qu'elles constituent de véritables ruptures avec le capitalisme et fassent émerger une alternative au système actuel ?

J'en viens aux limites. Pour se pérenniser, ce processus des luttes *déjà là* doit prendre une taille critique et élaborer ses propres dispositifs instituant à l'échelle de la société. C'est la condition pour passer au « ensemble ». Pour l'instant, ces expériences sont éparpillées, isolées les unes des autres et essentiellement défensives. Leur caractère marginal fait que les gens n'en retiennent que leur exemplarité auquel ils adhèrent le plus souvent. Mais ils pensent, à commencer par les intéressés eux-mêmes, que ces expériences ne peuvent pas devenir le principe de fonctionnement de l'économie à grande échelle. De ce point de vue, ils nourrissent l'indifférence des politiques et du mouvement syndical à leur égard.

Pour convaincre sur la crédibilité économique et sociale de ces expériences et sur le fait qu'elles peuvent se fédérer et devenir pouvoir instituant à grande échelle, nous ne pouvons pas faire l'économie de stimuler l'émergence d'un imaginaire commun, d'une autre conception de la propriété et de la démocratie

Une des raisons fondamentales de nos échecs à rassembler les luttes en cours tient dans le recul de la capacité à créer de l'imaginaire commun. L'imaginaire et la symbolique en politique ne sont pas la cerise sur le gâteau, c'est la capacité de voir dans une chose ce qu'elle n'est pas encore. Dans l'Histoire, la capacité du peuple à créer un imaginaire politique a été une des clefs des dynamiques de transformation. Cet imaginaire contribue à construire l'action et l'action crée à son tour de la symbolique dont elle se nourrit.

Paul Ricœur (1991) précise que « l'imagination est la manière privilégiée d'accéder au réel, parce qu'elle permet de dévoiler dans celui-ci ses différents sens possibles en laissant de côté l'aspect circonstanciel de leur mode d'apparition ». Elle n'est pas une représentation comme image de quelque chose, elle est création de significations politiques, c'est-à-dire invention de manières d'être et de penser radicalement nouvelles. Ces créations de l'imaginaire politique ne se confondent pas avec une conception fonctionnaliste des institutions qui ne fait que répondre aux besoins. La Sécurité sociale, avant d'être une institution qui administre des services a d'abord été une idée mutualiste considérée au départ comme utopique : *De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins.* Cette idée a cheminé à travers l'histoire des luttes populaires des 19e

et 20e siècles avant de devenir institution avec le programme du CNR. Ricœur ajoute : « Pour accueillir des événements qui apportent avec eux un sens innovant, l'individu doit faire sien le sens profond de ces événements » (Ricœur, 1991). C'est pourquoi le récit quand il apparaît sous une forme trop explicite et exhaustive, risque d'anéantir l'émergence du sens. C'est le cas, par exemple des programmes ou des projets trop ficelés fait sans le concours des intéressés. Dans le cas de la Sécurité sociale, la dimension institutionnelle et l'*administration des choses* a tué la dynamique instituante et le sens politique sous-jacent[1].

Stimuler l'imaginaire politique, c'est le sens de la démarche de Christian Laval et Pierre Dardot (2014) dans leur ouvrage *Commun*. Ils partent d'un examen précis des mouvements en cours et constatent que la thématique des *communs* comme conception alternative de la propriété et de la démocratie, grandit dans ces luttes. Pour les altermondialistes, le paradigme de commun en ce qu'il assure une « *chaîne d'équivalence* » entre des luttes dans des champs différents possède une valeur stratégique de prise de conscience de l'interdépendance des questions écologiques, sociales et économiques et par conséquent de rassemblement de ce qui est dispersé : « En évoquant le commun, nous pouvons commencer à construire un vocabulaire partagé pour désigner l'ennemi commun, ce qui nous appartient collectivement et qu'il nous faut gérer ensemble » (Bollier, 2011 : 307).

À partir de ces expériences et de ces luttes, Dardot et Laval proposent le concept de « commun » tout à la fois comme nouvelle conception de l'appropriation sociale et comme praxis instituante par les intéressés eux-mêmes[2]. Le commun comme principe politique est à penser comme co-activité et non comme co-appartenance, co-propriété ou co-possession des biens communs. « *C'est seulement l'activité pratique des hommes qui rend les choses communes.* »

De même que « c'est seulement cette activité pratique qui peut produire un nouveau sujet collectif ». Cette conception brise la fausse alternative de l'état ou du marché. Les auteurs entendent par *révolution* « ce moment d'accélération, d'intensification et de collectivisation des luttes, où la praxis instituante devient institution de la société par elle-même ou auto institution ».

1. [▶ Élections à la Sécurité sociale : une histoire ancienne].
2. [▶ Appropriation sociale, autogestion, commun].

Le nouveau sujet collectif de la transformation sociale n'est pas une donnée sociologique. Il se construit dans l'activité commune des humains et à la lumière d'autres possibles

Ce qu'il y a de commun à toutes les luttes et mouvements aujourd'hui, c'est la volonté de sortir du sentiment d'impuissance et le désir de constituer une force de pouvoir au sens de pouvoir faire collectivement (Yes we can, Podemos…). Comment celles et ceux qui subissent les dominations et discriminations peuvent-ils devenir force de transformation de la société ? Exploités et dominés sont sociologiquement extrêmement divers. Se constituer en sujet collectif, c'est-à-dire se rassembler en ayant conscience de ce qu'il y a de commun quant à sa place dans la société est un enjeu décisif.

Le terme de collectif ne veut pas seulement dire faire des choses ensemble ; il a aussi une signification de représentation commune. C'est l'espace commun d'intelligibilité dans lequel des êtres humains déploient leur activité et la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes et du monde. Dans ce processus, la vision d'autres possibles est déterminante. Pour une part ce qu'on appelle la conscience de classe ou l'« identité d'un peuple » sont des déclinaisons de ce processus[1].

Mais le passage du moi individuel au mouvement collectif est complexe dans la mesure où il ne met pas seulement en jeu des idées et des raisonnements. Le désir, les affects, la relation aux autres y jouent un rôle déterminant. Le désir individuel de changement, pour se réaliser dans le champ social, a besoin des autres. Ce passage au collectif ne peut se réaliser qu'à certaines conditions.

- Un collectif peut faire écho aux désirs individuels quand un individu retrouve chez les autres, ses propres désirs et volontés. Cette découverte a pour effet de les « légitimer » à ses propres yeux, de les transformer en valeur sociale.

- Dans le mouvement collectif, la partie opaque de l'« autre » peut être abolie au profit de la reconnaissance que la moitié de moi-même est dans mon semblable. Le philosophe Gérard Bras analyse la nature de ce phénomène dans son livre : les ambiguïtés du peuple : « Quand nous disons : nous sommes tous des Juifs allemands, des sans-papiers, des jeunes de banlieue » (Bras, 2008), ce *nou*s ne désigne pas une souche ou une identité ; à ce moment-là, *nou*s sommes tous ce que nous ne sommes pas ; il y a un processus de dés-identification ; et j'ajoute de ré-identification grâce à l'agir commun.

1. [▶ Ébauches pour un projet autogestionnaire].

■ Quelqu'un doit parler et agir en rupture avec le rôle que la société lui avait assigné. La portée symbolique de ces comportements de dé-liaison précipite (au sens chimique) les phénomènes de prise de conscience. C'est ce qu'ont fait, par exemple, les femmes et les médecins qui pratiquaient l'IVG avant qu'il ne soit légalisé. Le «faire tout de suite» ne se limite pas à l'action en elle-même. L'imagination d'une autre vie possible que contient cet acte décuple sa force d'entraînement.

Dans le processus de transformation sociale, les luttes doivent changer de nature. Elles doivent disputer au capitalisme la capacité d'organiser la société et montrer que les citoyens sont capables de gouverner les entreprises et la société

Dans la culture traditionnelle, les luttes servent à accumuler des forces dans la perspective des élections comme seules échéances politiques envisageables ; la perspective étant de prendre le pouvoir pour le «restituer ensuite aux intéressés». Cette démarche délégataire est illusoire, puisque les citoyens n'intervenant pas directement dans le champ politique, il n'y a pas de processus. Dans un processus de transformation sociale, les luttes et le suffrage universel doivent être conjointement appropriation de pouvoir par le mouvement populaire. Ce qui change en profondeur le sens et l'enjeu d'une élection : il ne s'agit plus d'être bien représentés mais d'instituer directement les objectifs populaires. Dans ce cas, le cheminement importe autant que son résultat final puisque c'est déjà lui qui dès l'affichage de son intention commence à sortir ses acteurs de l'aliénation.

Dans l'Histoire, des mouvements ont cherché à faire vivre l'alternative dans les luttes elles-mêmes. Je voudrais m'arrêter sur le *mouvement pour l'autonomie et le communisme* qui a marqué l'Italie dans le milieu des années 1970. Il est injustement méconnu et ne se réduit pas à ses aspects aventuristes ni à sa fin tragique. Il me semble, sur certains aspects, précurseur de ce que pourraient être les luttes politiques aujourd'hui. Ces militants italiens cherchaient à produire directement la perspective dans les luttes elles-mêmes. Ils considéraient que les luttes ouvrières traditionnelles en se limitant à résister à l'exploitation capitaliste tendaient à maintenir les ouvriers dans une identité d'exploités. Ils ont tenté de mettre en œuvre des pratiques à travers lesquelles les exploités refusent concrètement et en actes l'exploitation du travail salarié et le fonctionnement de l'État. Ces expériences locales se veulent à la fois expérience de désobéissance à l'ordre établi et mise en œuvre du communisme. Lutter pour le pouvoir ne veut pas dire lutter pour s'emparer de la machine étatique, mais extension de zones libérées où pouvaient naître

de nouvelles formes de vie communistes. Dans les usines, ils décident, entre autres choses, de réduire eux-mêmes leur temps de travail. Des territoires entiers furent arrachés au contrôle étatique : les provinces de Venise, de Bologne et de Turin autoréduisent les charges qui pèsent sur le logement et sur les impôts. À Milan et à Rome, des centaines de familles ouvrières occupent des immeubles où elles mettent en place des crèches, des dispensaires. La gratuité dans les transports et dans l'accès aux spectacles sont mis en place. On organise des « marchés rouges » où on achète des marchandises à des prix plus bas que dans la grande distribution. La mobilisation populaire fait émerger des pratiques et des institutions d'autogouvernement qui ont laissé des traces dans les luttes actuelles en Italie.

Une nouvelle stratégie de la transformation sociale et de l'organisation aurait pu émerger si le Parti communiste italien et les syndicats n'avaient pas préféré combattre ces tentatives en prenant la défense de l'État. Ce que je voudrais retenir ici, c'est une nouvelle idée des luttes et des expérimentations qui ne sont plus moyen de pression, mais cherchent à transformer directement la réalité[1].

Les expériences de mise en coopérative se développent. Elles donnent à voir une autre manière d'envisager la propriété et la démocratie. Il en est de même pour la proposition de Bernard Friot de généraliser le *déjà là* que représente la mutualisation de la valeur ajoutée par la Sécurité sociale et de mettre en place la cotisation-investissement à la place du profit. C'est à ces conditions, me semble-il, que le *déjà là* peut devenir un point d'appui pour proposer tout de suite une réelle perspective de changement. C'est ainsi que le concept de processus perd toute ambiguïté et annonce d'emblée ce qu'il veut être.

juin 2015

Source

Communication au séminaire organisé par l'Association des communistes unitaires sur le thème « Comment transformer la société ? ».

Pour en savoir plus

Bollier, David (2011), « Les communs : ADN d'un renouveau de la culture politique ».

Bras Gérard (2008), *Les ambiguïtés du peuple,* Paris, Pleins Feux.

Dardot, Pierre et Christian Laval (2014), *Commun : Essai sur la révolution au 21e siècle,* Paris, La Découverte.

Decaillot, Maurice (2012), communication, Observatoire des mouvements de la société.

1. [▶ Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales].

Frémeaux, Isabelle et John Jordan (2012), *Les sentiers de l'utopie,* Paris, La Découverte.
Ricœur, Paul (1991), *Temps et récit*, t. 3, *Le temps raconté,* Paris, Le Seuil.
Schwartz, Yves (2013), « Séminaire d'ergologie », Paris, CNAM.

Programme de Gotha (Critique du)

Karl Marx et Friedrich Engels

Le Parti ouvrier allemand réclame, pour *préparer les voies à la solution de la question sociale,* l'établissement de sociétés de production avec *l'aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs*. Les sociétés de production doivent être suscitées dans l'industrie et l'agriculture avec une telle ampleur que l'organisation socialiste de l'ensemble du travail en résulte.

Après la « loi d'airain du salaire » de Lassalle, la panacée du prophète. D'une manière digne on « prépare les voies ». On remplace la lutte des classes existante par une formule creuse de journaliste : la « question sociale », à la « solution » de laquelle on « prépare les voies ».

Au lieu de découler du processus de transformation révolutionnaire de la société, « l'organisation socialiste de l'ensemble du travail résulte » de l'« aide de l'État », aide que l'État fournit aux coopératives de production que lui-même (et non le travailleur) a « suscitées ». Croire qu'on peut construire une société nouvelle au moyen de subventions de l'État aussi facilement qu'on construit un nouveau chemin de fer, voilà qui est bien digne de la présomption de Lassalle !

Par un reste de pudeur, on place l'« aide de l'État »… sous le contrôle démocratique du « peuple des travailleurs ». Tout d'abord, le « peuple des travailleurs », en Allemagne, est composé en majorité de paysans et non de prolétaires. Ensuite, *demokratisch* est mis pour l'allemand *volksherrschaftlich*. Mais alors que signifie le « contrôle populaire et souverain (*volksherrschaftliche Kontrolle*) du peuple des travailleurs » ? Et cela, plus précisément pour un peuple de travailleurs qui, en sollicitant l'État de la sorte, manifeste sa pleine conscience qu'il n'est ni au pouvoir, ni mûr pour le pouvoir !

Quant à faire la critique de la recette que prescrivait Buchez[1] sous Louis-Philippe par opposition aux socialistes français et que reprirent les ouvriers réactionnaires de *L'Atelier*, il est superflu de s'y arrêter. Aussi bien, le pire scandale n'est-il pas que cette cure miraculeusement

1. Buchez préconisait l'instauration de coopératives avec le soutien de l'État.

spécifique figure dans le programme, mais que, somme toute, on abandonne le point de vue de l'action de classe pour retourner à celui de l'action de secte.

Dire que les travailleurs veulent établir les conditions de la production collective à l'échelle de la société et, chez eux, pour commencer, à l'échelle nationale, cela signifie seulement qu'ils travaillent au renversement des conditions de production d'aujourd'hui ; et cela n'a rien à voir avec la création de sociétés coopératives subventionnées par l'État[1]. Et pour ce qui est des sociétés coopératives actuelles, elles n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations indépendantes aux mains des travailleurs et qu'elles ne sont protégées ni par les gouvernements, ni par les bourgeois[2].

1875

Source

Karl Marx et Friedrich Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt,* Paris, Éditions sociales, 1972.

Propositions positives (Des)

Friedrich Engels

Comme vous nous demandez des propositions positives [...], nous répondons : soit, placez donc les travailleurs et la bourgeoisie sur un pied d'égalité. Pour chaque million que vous tirez directement ou indirectement de la poche du travailleur pour le fourrer dans celle du bourgeois, vous donnerez un million aux travailleurs ; de même pour le crédit de l'État. Donc quelque chose du genre suivant [...] :

1. Octroi de subventions et d'avances aux coopératives ouvrières, non pas tant pour créer de nouvelles affaires (car ce ne serait qu'un projet à la Lassalle avec tous ses défauts), mais plus particulièrement : a) prendre à bail des domaines et les gérer en coopération (ou aussi d'autres biens-fonds) ; b) acheter et gérer en coopération des fabriques, etc., dont les propriétaires ont fermé les portes en temps de crise ou en raison de faillites, et commencer ainsi le passage graduel de toute la production aux entreprises coopératives. 2. Donner la priorité aux coopératives

1. [▶ 5e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2015)].
2. [▶ Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs].

plutôt qu'aux capitalistes et à leurs associations lors des adjudications de travaux à conditions égales ; par conséquent, en principe, adjuger aux coopératives autant que possible tous les travaux publics. 3. Éliminer tous les obstacles légaux qui continuent à entraver le développement des coopératives libres, donc avant tout rétablir pour la classe ouvrière le droit commun – si misérable soit il – par l'abolition de la loi antisocialiste, qui ruine les syndicats et les coopératives. [...]

En demandant cela, vous exigez simplement que l'on considère le travailleur à l'égal du bourgeois ; et si les cadeaux offerts aux bourgeois doivent accroître le niveau de l'industrie, ceux que l'on accorde aux travailleurs le feront encore bien plus[1].

30 décembre 1884

Source

Lettre de Friedrich Engels à August Bebel, cité par Tom Lowitt, « Marx et le mouvement coopératif », *Cahiers de l'ISEA*, n° 6, septembre 1962.

Pour l'autogestion généralisée

Michel Fiant

Si on regarde ce qui se passe en Amérique latine depuis l'insurrection zapatiste au Chiapas en 1994, on se rend compte que c'est un mouvement continu – une « chaîne de révolutions » aurait pu dire Jacques Godechot – qui est en train de s'y développer. L'originalité de ce mouvement, c'est un fonctionnement, une référence à l'autogestion qui n'est d'ailleurs pas toujours explicite. Ce mouvement se heurte néanmoins à un problème qu'on va retrouver certainement encore plus fortement sur notre continent, celui du passage à une transformation globale.

Même les initiatives les plus radicales ne sont pas encore arrivées à poser ce problème, encore qu'une des premières initiatives de Hugo Chávez avait été d'organiser un référendum pour convoquer ensuite une assemblée constituante. Ainsi, au Venezuela[2], alors que l'appareil d'État originel subsiste, pour arriver à le contourner le gouvernement a

1. [▶ Utopie aux commandes (L')].
2. [▶ Essai de caractérisation du processus bolivarien].

créé des «Missions» qui assument certaines des tâches qui normalement reviennent à des structures plus permanentes, plus formalisées.

C'est l'Amérique latine, me direz-vous, mais est-ce transposable ? Je crois que nous devons réfléchir au mouvement qui a abouti au succès du 29 mai 2005 contre le traité constitutionnel européen (TCE) et qui nous a permis de battre la bourgeoisie sur le terrain politique, il y a eu une structuration qui n'a pas – cela a été amplement signalé – été dirigée par le mouvement ouvrier traditionnel. Nous avons eu une organisation qui, au travers de centaines de comités, a effectivement rassemblé toute une série de couches sociales. La configuration politique et sociale était très diversifiée selon les localités et, globalement, il y a eu une modification des lignes et du panorama politique, et c'est sans doute ce qui a permis la victoire.

À quoi a-t-on assisté si ce n'est à l'émergence d'un bloc social ? Non pas que les anciennes classes sociales aient disparu, évidemment, mais j'ai le sentiment que nous sommes dans un processus de long terme de transformation et de constitution d'un nouvel acteur social. Et on va achopper, maintenant, ici en France, sur un problème : il faut désormais envisager à la fois une modification complète des institutions politiques existantes et, tout en utilisant celles réellement existantes, il nous faut dire immédiatement ce que nous voudrions pour la suite. Il faut forger une utopie, une utopie concrète s'entend.

Il est donc nécessaire que les mouvements politiques se développent à partir des dysfonctionnements des institutions politiques pour contester l'actuel et expérimenter le possible, et que dans le cours de ces actions ils élaborent des contre-propositions institutionnelles. De façon générale, les larges mobilisations indispensables au changement réclament un projet de société, donc un projet politique.

En France, nombreux – y compris parmi nos amis proches – sont ceux qui ont cru devoir reléguer l'autogestion au rang des illusions perdues. Ce serait désormais le domaine bien délimité de l'économie sociale et des coopératives isolées, installées dans les interstices de la société telle qu'elle est. En ce qui nous concerne, nous ne rejetons pas cette réalité, bien au contraire, nous la défendons comme expérience et comme recours[1]. Les mineurs gallois, les récupérations d'entreprise en Argentine, et, bien entendu, ce qui semble pouvoir se passer ici, en France, sont des exemples de ce qui est possible et nécessaire. Même si cela n'est pas généralisable partout et si les «enclaves» autogérées que

1. [▶ Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste].

nous entrevoyons ne sont pas à l'échelle des espoirs et des luttes du passé, ni des possibilités et des nécessités du présent.

Il y a cependant une objection que nous ne pouvons ignorer : comment se fait-il que tant de tentatives aient finalement échoué ? Mon vieux fond marxiste et quelque peu trotskiste pourrait faire taxer ma réponse de partiale. Aussi j'appelle en témoignage un auteur, un sociologue, se réclamant de Proudhon, Georges Gurvitch, qui fut à l'origine de la revue *Autogestion* en 1966. Dans un cours donné en 1958 à la Sorbonne, il déclarait :

> L'histoire des conseils ouvriers dans les pays capitalistes depuis les Whibley Councils de 1916 en Angleterre, les conseils d'usine prévus et réalisés par la Constitution de Weimar, et dans plusieurs pays européens (Autriche, Norvège, Suède, dans les années 1920, France et Grande-Bretagne après la libération en 1945) a montré l'impossibilité de leur succès sans des nationalisations et des planifications totales. L'échec des expériences jusqu'à présent dans les pays non collectivistes n'est que la défaite du réformisme qui, en s'appuyant sur les conseils d'usine, a espéré transformer pacifiquement le capitalisme en socialisme (Gurvitch, 1966).

J'ai peu de choses à ajouter à ce jugement. Lorsqu'elle n'est pas généralisée l'autogestion est condamnée. Je ferai toutefois des réserves sur les «*nationalisations et* [les] *planifications totales*» auxquelles Gurvitch fait référence[1]. La dramatique expérience du peuple russe montre qu'une étatisation généralisée de la propriété et de la planification est complètement antagonique à l'autogestion. Ces formes, en limitant, voire en interdisant l'autonomie et l'initiative des salariés, pérennisent leur aliénation. Elles empêchent la déprolétarisation du prolétariat.

L'autogestion, c'est non seulement un projet et une stratégie, c'est aussi une culture politique, et si nous devons chercher une des origines de l'échec de la Révolution d'octobre, on peut penser qu'une des erreurs des bolcheviks fut de croire que la mutation culturelle et idéologique pouvait s'opérer *a posteriori,* après la révolution.

Pour moi, c'est dans les luttes et les pratiques autogestionnaires, avant et dans le cours même du processus révolutionnaire, qu'une nouvelle culture se construit. Elle se construit dans tous les espaces sociaux, dans l'école, dans l'entreprise, dans la cité, etc. On ne peut comprendre les dynamiques, les enjeux, les contradictions que révèlent ou recèlent les manifestations et les expériences autogestionnaires sans cette vision globale.

1. [▶ Avènement des conseils d'usine (L')].

Un bilan incertain

Depuis plus d'un siècle, les tentatives d'autogestion ouvrière naissent et renaissent dans des entreprises isolées ou dans des pays entiers ; elles annoncent ou accompagnent les tentatives d'autodétermination politique. Mais, aussi régulièrement, la pression du profit ou la répression du politique limite ou annihile les avancées.

Les formes et les représentations politiques accentuent ou modèrent, confortent ou infirment les évolutions, les contradictions des rapports de production. La construction de nouveaux rapports sociaux et la transition vers une nouvelle civilisation commencent dans les anciennes formes politiques, mais elles ne peuvent s'y accomplir, s'y achever. Les États écartent, ou tentent d'écarter, toute possibilité d'innovation aux producteurs et aux citoyens associés. Concevoir, construire, expérimenter des formes politiques différentes c'est déjà une rupture. L'État, comme corps social différencié ayant ses règles, ses modes de sélection, de hiérarchisation, de valorisation, est voué à la reproduction ou au mieux à l'aménagement des rapports sociaux existants qu'ils soient stables ou « provisoires[1] ».

Les révolutions des époques précédentes du capitalisme se sont avérées incapables de concevoir et de construire des institutions politiques stables permettant un dépérissement effectif des séquelles étatiques. Si elles ont su abolir les formes de propriété et d'exploitation, reliques de modes de production antérieurs, elles n'ont pas su mettre en marche le dépérissement de l'État[2]. Les transformations sociales et les crises politiques qui aux 17e et 18e siècles ont bouleversé la société seigneuriale européenne doivent nous faire réfléchir. Le capitalisme peut-il être à la fois abattu et dépassé sans que préalablement ses logiques internes entraînent des transformations qualitatives, multipliant les contradictions qui affectent la société ? Dire cela n'est pas vraiment original, d'autres l'ont dit avant nous, dont Karl Marx lui-même, en 1847 :

> Si donc le prolétariat renverse la domination politique de la bourgeoisie, son triomphe ne sera que passager [...] tant que dans le cours de l'histoire, dans son "mouvement" ne sont pas créées les conditions matérielles qui rendent nécessaire l'abolition du mode de production bourgeois et, par conséquent, la chute définitive de la domination politique bourgeoise (Marx, 1952).

Ainsi considérées, les transformations actuelles du capitalisme semblent précisément conduire à une telle situation. La globalisation capitaliste

1. [▶ De la citoyenneté au dépérissement de l'État].
2. [▶ Faire dépérir l'État].

est immédiatement la résultante d'une série d'événements et d'évolutions (mise au point de l'informatique pour le nucléaire et le spatial, implosion du bloc dit soviétique, etc.). Elle concrétise la tendance générale du capitalisme à faire de la production des biens, des services, des savoirs, une activité planétaire et «socialisée», c'est-à-dire supposant non seulement la coopération de multiples acteurs, mais aussi une certaine capacité des institutions et des rapports sociaux à permettre et à favoriser cette coopération.

Or, l'informatisation réclame la formalisation des savoirs et des savoir-faire, donc une possibilité de contrôle des techniques et des techniciens, source d'amélioration des technologies et d'accumulation des savoirs, mais aussi de saturation et finalement de sclérose. Entre l'outil informatique et l'utilisateur tend à s'installer un rapport ambigu masquant l'origine sociale du savoir, nouvelle forme des relations paradoxales qui s'établissent entre le maître et le serviteur. Ce traitement des informations et des savoirs fait du travail immatériel la fonction structurante du procès de travail. Le savoir ne peut plus être l'apanage de la classe dominante mais devient une exigence et un produit social.

Le mouvement de l'autogestion

Par une dialectique inattendue, c'est le «mouvement des mouvements» qui, se construisant à l'échelle planétaire, ouvre un nouvel espoir et rend concevable une reconstruction du mouvement ouvrier. Cependant, alors que la radicalité des contestations s'affronte aux États, le pragmatisme de leur démarche – condition de leurs succès – les empêche en même temps de définir un débouché politique commun. La reconstruction d'un mouvement ouvrier, donnant à l'ensemble de la contestation une permanence et une mémoire qui souvent lui font défaut, peut ouvrir de nouvelles perspectives. Le «mouvement des mouvements» et le mouvement ouvrier se présenteraient ainsi en conditions réciproques. Encore faut-il qu'ils trouvent des convergences, des dynamiques communes. La perspective de l'autogestion généralisée semble pouvoir leur en donner.

Même si elles répondent aux aspirations du plus grand nombre, les propositions autogestionnaires ne pourront se développer et se généraliser que si les institutions politiques existantes sont délégitimées. Aujourd'hui, plusieurs facteurs jouent dans ce sens. En Europe, la très grande majorité des forces de la gauche établie, faute de vouloir ou de pouvoir susciter de larges mobilisations populaires, ont été conduites à accepter la primauté des intérêts du capital mondialisé. L'ajustement aux besoins du capital mondial fait que nombre de décisions politiques, de normes, de procédures qui incombaient aux États sont déléguées,

explicitement ou implicitement, à des organismes supranationaux d'origine étatique ou privée.

Dans le couple inséparable que constituent le capital et son État, c'est maintenant le premier qui donne le la, qui donne à l'autre la possibilité de gouverner, voire d'exister. Les décisions majeures sont négociées avec les principaux groupes capitalistes concernés ; les syndicats ouvriers sont consultés pour lisser si nécessaire les dispositions envisagées ; le passage devant les assemblées élues ne constitue plus alors qu'une ultime étape vérifiant la faisabilité politique. Alors même que la complexité des rapports sociaux et les contraintes territoriales ou écologiques, réclameraient un processus de débat et de décisions dans lequel soient impliqués les acteurs sociaux concernés, c'est au contraire la dissimulation et le secret qui sont privilégiés par les gouvernements, de droite comme de gauche. Les partis de gauche – instrumentalisés par l'État – n'expriment plus les aspirations populaires qu'en les modérant et les canalisant.

C'est dans ce contexte que la crise et la critique des instances politiques et des faux-semblants de la démocratie de délégation, peuvent se traduire dans un avenir relativement proche, par des luttes politiques à dynamique autogestionnaire. C'est sur cette dynamique autogestionnaire qu'il faut miser, sans trop de préalables idéologiques. La nécessaire distinction classique entre réforme et révolution ne peut résumer une dialectique de transition qui partant de luttes sectorielles, mettant en cause des pouvoirs patronaux ou étatiques, peut se généraliser. Même des luttes n'entraînant pas de radicalisation et de généralisation immédiates peuvent devenir exemplaires par leurs objectifs, leurs formes d'action et d'organisation. Avec Henri Lefebvre il faut «étudier [l'autogestion] de deux façons différentes : en tant que moyen de luttes, frayant le chemin ; en tant que moyen de réorganisation de la société, la transformant de bas en haut, de la vie quotidienne à l'État» (Lefebvre, 1966)[1].

Le temps de la construction de contre-pouvoirs, dans lequel globalement nous sommes encore, ne serait-il pas un temps de maturation indépassable ? C'est, en effet une culture qu'il faut développer, dans tous les espaces sociaux. D'autant que nul ne peut plus prédire, après Mai 68, dans quelle sphère sociale les politiques et les dominations bourgeoises peuvent apparaître si inacceptables qu'un conflit, qu'une crise surgisse. Chacun·e dans son parcours, de l'école à l'entreprise, en passant par la cité peut – devrait – être confronté à une expérience autogestionnaire.

1. [▶ Problèmes théoriques de l'autogestion].

Cela ne vaut pas seulement pour la «société civile», mais aussi pour les institutions politiques, pour certaines au moins, nous y reviendrons.

Le mouvement autogestionnaire se construira en identifiant les problèmes spécifiques à chaque espace social – tant quantitatifs que qualitatifs – en prenant, si nécessaire, de la hauteur par rapport à l'approche syndicale souvent attachée à l'évidence et à l'urgence plus qu'à ce qui chemine souterrainement et n'émerge qu'en temps de crise. Ce qui suppose que le mouvement autogestionnaire ait une mémoire, une pérennité, une capacité critique mettant en question les représentations, les idéologies et les théories. Sa justification est de mettre les larges couches populaires en situation de réaliser leurs aspirations à une effective démocratie, à l'autogestion. Or, il y a des enseignements, des propositions à tirer des esquisses et des tentatives d'autogestion de la production, aussi partielles qu'elles sont ou qu'elles furent, dans les pays capitalistes ou sous des régimes d'État-parti.

Cette fonction d'analyse et de mémoire critiques s'avère indispensable, particulièrement lorsque surviennent les frémissements avant-coureurs des grandes perturbations politiques. Souvent alors il apparaît que les expériences, les débats, les élaborations des générations antérieures ont disparu sous la poussière des bibliothèques. Qui connaît encore la production des autogestionnaires de la génération précédente qui, dans les années 1960 et 1970, à la lumière des nouvelles luttes et des nouvelles contradictions, ont repris et enrichi le patrimoine commun? C'est dire la nécessité d'un «mouvement», de structures autogestionnaires... Cette mouvance par définition est ouverte et il appartient aux organisations, aux associations, à tel groupe, à tel forum de s'y reconnaître. Toutefois



la reconstitution d'un lieu de débat autour d'une publication, comme le fut la revue *Autogestion* paraît aujourd'hui nécessaire et urgente.

Dans le climat de désarroi actuel, bien des initiatives se sont étiolées parce qu'elles sont restées isolées. Combien de fois dans ces dernières années n'avons-nous pas soutenu ou suscité – sans grand succès – la rencontre de groupes locaux qui, en se rassemblant, auraient pu faire éclore des initiatives comparables et constituer ainsi un réseau, une organisation ayant une influence réelle ? Il y a donc également urgence d'une construction volontaire. Les circonstances sont plus favorables que précédemment[1]. Ce n'est pas le lieu d'examiner concrètement les ouvertures qui se présentent à nous. Par contre, il est temps de réfléchir aux formes d'organisation politique répondant à des objectifs et à des pratiques autogestionnaires, à un parti-mouvement[2].

Les institutions et la politique

Si des autogestionnaires, craignant que l'imaginaire collectif soit trop immature ou trop lent dans l'événement, se tournent vers les acquis pratiques ou théoriques de leurs familles politiques d'origine, les réponses qu'ils trouveront s'avéreront – je le crains – trop abstraites, trop générales ou, expériences faites, dépassées ou erronées. La dénonciation de l'État bourgeois, plus que jamais justifiée dans son fond, ne suffit pas face à un mode de gouvernement où la violence, les menaces de répression massives restent le plus souvent immanentes mais peuvent toujours se concrétiser en dernière extrémité. Dans le chaos, ce sont alors des solutions fortes, de droite ou de gauche, qui semblent devoir s'imposer. Faut-il favoriser un nouveau développement d'un appareil étatique «républicain» qui conduit à défendre et reproduire les logiques capitalistes ? Car, avec l'État fort, tout est à recommencer ! C'est donc avant qu'il faut y penser, et c'est notre rôle, à nous, les organisations, les mouvements qui nous prononçons contre l'ordre existant, et c'est aussi celui de tous ceux et celles qui se sentent concernés.

Comme alternative à la privatisation des entreprises et des services publics, ne faut-il pas réclamer des établissements publics, autogérés et sous contrat avec les instances politiques qui assurent tout ou partie de leur financement ? Bien sûr, cela suppose une remise en question de la hiérarchie des tâches et des salaires au profit de structures autonomes,

1. [▶ Demain est déjà commencé].
2. [▶ Du parti-État au parti-mouvement].

responsables, pratiquant l'auto-évaluation des résultats qualitatifs et quantitatifs[1].

Dans certains moments politiques particuliers, la campagne pour une Constituante prendrait une grande portée. Quelles institutions précisément envisager ? Faut-il concevoir une forme monolithique de représentation assumant tous les pouvoirs à partir de « conseils ouvriers » ou de « communes populaires » constitués « naturellement » d'ouvriers, comme disait Marx à propos de la Commune de Paris ? Faut-il envisager un empilement fédératif, au risque d'oublier de vrais problèmes, de rejeter les minorités, et d'en faire apparaître de fausses, de sélectionner de nouveaux notables ? Faut-il donc privilégier un projet ou peaufiner un modèle ? Faut-il s'en tenir à quelques principes – ce ne serait déjà pas si mal – ou entrer dans les détails, où gît le diable comme chacun sait ?

Nous participons à une société complexe, multiple, qui ne peut se réduire et se développer sans reconnaître et associer les différences et les cultures, les techniques et les disciplines. Une prospective ouverte permet de concevoir, de critiquer voire de tester des hypothèses, des modèles différents, contrastés. En dessinant ainsi un champ des possibles nous pouvons en retour privilégier certaines options. En prolongeant les critiques sommaires antérieures, on peut formuler quelques propositions, quelques « principes ».

L'autogestion suppose que, non seulement le plus grand nombre possible de problèmes et de décisions soient de la responsabilité des collectifs directement intéressés, mais que ceux-ci en contrôlent l'exécution et mieux encore participent directement à leur mise en œuvre. Ce n'est pas exactement la subsidiarité dont nous rabattent les oreilles les instances européennes, c'est même l'inverse. La délimitation des responsabilités des instances élémentaires ne peut être le fait de celles qui les surplombent. Cette délimitation réclame des débats, des procédures et puis des révisions périodiques, car l'expérience et les réseaux de communications aidant la compétence et l'esprit de responsabilité des acteurs locaux se développeront.

Les principales décisions nécessaires à la cohérence des structures et des politiques d'une communauté, d'une région, d'un pays, d'un continent peuvent parfaitement être mises simultanément en débat aux divers niveaux et par approximations successives aboutir à quelques propositions contrastées, d'autant que l'informatique autorise aujourd'hui une expression rapide des opinions et des votes. Des assemblées de délégué·es peuvent être utiles pour mettre en forme des matériaux

1. [▶ Autogestion et le mouvement du 15 mai (L')].

foisonnants, proposer des synthèses, apporter par leurs débats des éclairages nouveaux sur la portée de telle ou telle décision, voter des textes d'application et désigner des exécutifs se limitant à l'exécution. Mais en quoi serait-il besoin de politiciens professionnels dans une société où un très grand nombre d'hommes et de femmes auraient dès l'enfance et dans tous les espaces sociaux des responsabilités effectives. L'évaluation systématique des politiques précédemment mises en œuvre, la consultation de praticiens expérimentés vaudraient tout autant et bien plus que les visions technocratiques des énarques et polytechniciens.

L'activité sociale – pour l'individu comme pour les collectivités – se déploie dans des «espaces» distincts, ayant des logiques, des contraintes spécifiques, parfois même contradictoires. Le Toulousain veut, à juste titre, éloigner les usines chimiques. L'ouvrier toulousain, même s'il n'est pas employé dans celles-ci, ne veut pas accroître le chômage ou obliger ses collègues à déménager. Il y a la logique de l'habitat, il y a la logique de l'emploi. Confier le choix à la municipalité ou aux syndicats, et la réponse risque fort de privilégier une des optiques. Et dans un même espace comme l'entreprise, les délégués syndicaux pourront-ils simultanément gérer et contester ? Il faut donc distinguer les fonctions et les structures qui les assument. Il faut sans doute en premier lieu différencier ce qui ressort de la cité et ce qui concerne la production des biens, des services, et des savoirs.

Des assemblées aux divers niveaux territoriaux occupées aux orientations générales et d'autres attachées à la production, cela à nouveau pose des problèmes de cohérence, de choix, qui pour beaucoup devraient se régler dans l'échange et le débat, d'autre part les arbitrages de «sages» ou des assemblées nationales. Le référendum peut être le dernier recours dès lors qu'il y a eu un large débat public où les parties et partis se sont exprimés. En d'autres termes ce n'est pas à des députés élus de loin en loin qu'il faut confier les décisions majeures pour lesquelles ils n'ont en règle générale reçu aucun mandat particulier mais directement aux citoyens et aux citoyennes.

Il ne s'agit pas de réinventer la démocratie des *landsgemeinde,* ces assemblées annuelles des citoyens de certains cantons ruraux suisses, dont le vote est public et sans débat, mais s'il faut absolument donner une référence historique et française à la fois, s'inspirer plutôt des assemblées sectionnaires et des sociétés fraternelles de la Révolution française[1]. Il s'agit que les débats essentiels de politique générale ou de développement économique aient lieu dans des assemblées citoyennes

1. [▶ Commune et forme révolutionnaire].

ou des assemblées économiques qui débattent, proposent et préparent les votes de tous et toutes, sur des orientations, sur des politiques et après seulement sur les individus qui vont les défendre, les négocier, les mettre en forme avec et dans d'autres instances. Paraphrasant Engels, je dirais volontiers : « Vous voulez savoir de quoi l'autogestion à l'air, regardez Porto Alegre ! » Nul ne peut ignorer que les institutions mises en place dans cette ville et dans d'autres, sont encore partielles et fragiles. Le capitalisme et les capitalistes, l'État et l'armée, les tentations du « réalisme » réformiste, subsistent. Tôt ou tard, il y aura des affrontements, de nouvelles avancées ou des répressions, mais l'exemple est donné[1].

Si maintenant ceci ne suffit pas à nous convaincre ou à convaincre nos amis et nos collègues du réalisme de nos propositions, il faut sans doute les détailler en précisant toutefois qu'elles supposent le débat et l'expérience collective ; qu'elles ne peuvent prendre leur plein effet que si l'autogestion est généralisée ou en cours de généralisation et donc que la propriété capitaliste est supprimée pour les plus grandes sociétés et contrôlée pour les plus petites. Il y a donc beaucoup de « si » auxquels seul le « comment » peut répondre. Les recompositions sociales esquissées depuis Seattle et les propositions politiques qui mûrissent dans les confrontations plurielles comme celles de Porto Alegre et de Florence montrent que de nouvelles forces se construisent, de nouvelles perspectives s'ouvrent. Dans quelles confrontations politiques et sociales, dans quel continent, dans quel pays vont-elles se concrétiser ? Nul ne peut le dire avec certitude, même si l'Amérique latino-indienne paraît aujourd'hui être à l'initiative. C'est donc comme projet, comme schéma provisoire que nous pouvons concevoir l'autogestion des activités de production, dire comment nous voyons l'autogestion des usines, des ateliers, des laboratoires, des administrations publiques, des établissements d'enseignement, de la vie sociale.

Dans une production de biens, de services, de savoirs conditionnée par la maîtrise et le développement du travail immatériel, c'est dans un collectif associant sans hiérarchie formelle, des compétences, différentes et complémentaires, qu'est obtenue la meilleure efficience.

Les équipes ont besoin d'une cohérence, des modalités et du déroulement du procès de travail ; cette coordination doit être assurée à tour de rôle par l'un des membres de chaque équipe désigné par ses collègues.

L'ensemble des salarié·es d'un atelier, d'une usine, d'un bureau, d'un service, d'un établissement se réunit chaque fois que nécessaire pour

1. [▶ Budget participatif].

débattre des objectifs, des méthodes et des moyens de son travail. Cette assemblée seule ou avec celles des entités voisines élit un conseil de gestion. Ce conseil peut inclure des représentants des instances politiques, mais aussi comporter des usagers notamment dans le cas des établissements d'enseignement. Une délégation syndicale élue par les salariés sur listes syndicales est chargée de la défense des conditions de travail et de rémunération.

Le conseil de gestion soumet à l'assemblée générale les orientations et le budget qui lui paraissent les mieux adaptés à la commande des instances politiques s'il s'agit d'une entreprise, d'une administration ou d'un service assurant une production ou une mission d'intérêt public ; à la demande privée, exprimée ou prévisible si la production lui est destinée. Le bien-fondé des évaluations et prévisions des institutions ou des services extérieurs peut être contesté ; des interventions de conciliation et des arbitrages peuvent être demandés selon le cas, aux conseils départementaux, régionaux ou nationaux tant politiques qu'économiques. Le conseil propose également à l'assemblée la désignation d'un directoire constitué d'un directeur général – ou équivalent – et d'adjoints pour les divers services ou départements. Le directeur et la majorité de ses adjoints doivent être – sauf rare exception – choisis parmi les salariés de l'entreprise, une certaine faculté étant laissée au directeur pour quelques embauches élargissant ou renouvelant les compétences du directoire.

L'expérience acquise dans le travail collectif doit être formalisée et sanctionnée par la formation permanente assurée pendant les heures de travail. La nomination à des fonctions de plus grande compétence se faisant en collaboration entre les équipes et les responsables.

Sans doute, je le rappelle, il s'agit d'un schéma contestable et perfectible, mais il faut aussi montrer que l'autogestion c'est non seulement souhaitable mais c'est concret, c'est possible.

En forme de conclusion

L'enjeu majeur de toute stratégie de changement de société est la constitution d'un *bloc social majoritaire.* La convergence des mouvements de contestation sociale et politique est la condition nécessaire à l'émergence d'un tel bloc On peut adopter, comme hypothèse de travail soumise à l'expérience, que quatre types de démarches doivent pour y contribuer être menés de manière concomitante : le développement autonome de chacun des mouvements de contestation ; l'élaboration d'un nouveau projet de société, d'une nouvelle utopie concrète ; la construction d'une nouvelle force politique aux formes adaptées aux

diverses étapes du processus mais aussi aux rapports sociaux alternatifs qui déjà s'esquissent dans l'ancienne société, une refondation et une alliance. L'approfondissement de la crise du capitalisme suppose qu'à chaque défi de la crise, les travailleurs soient en mesure d'opposer leur contre-plan[1], dont l'application ne saurait être renvoyée à un hypothétique «meilleur gouvernement». Tout contre-plan suppose que les perspectives avancées ne soient subordonnées qu'à la volonté des travailleurs de prendre leurs affaires en main, donc à se mobiliser pour s'opposer à la fermeture de leurs entreprises, mais aussi pour en prendre la direction. La dynamique qu'induit cette stratégie pose elle-même la question du pouvoir. Mais cette stratégie, pour être opératoire, suppose un projet dessinant l'amorce d'un nouveau mode de vie.

2005

Pour en savoir plus

Gurvitch, Georges (1966), «Les conseils ouvriers», *Autogestion*, n° 1, Paris, Anthropos, décembre.
Lefebvre, Henri (1966), «Problèmes théoriques de l'autogestion», *Autogestion,* n° 1, Paris, Anthropos, décembre.
Marx, Karl (1952), *La guerre civile en France,* Paris, Éditions sociales.

Proudhon, l'autogestion ouvrière et les anarchistes

Daniel Guérin

Le sujet est, je crois, d'une certaine actualité. Il tourne, en effet, autour de la question, déjà abordée par les réformateurs sociaux du 19e siècle et que se posent avec encore plus de perplexité, les hommes d'aujourd'hui : qui doit gérer l'économie ? Est-ce le capitalisme privé ? Est-ce l'État ? Sont-ce les travailleurs associés ? En d'autres termes, trois options se présentaient, et se présentent encore : libre entreprise, nationalisation, socialisation – c'est-à-dire autogestion.

Pierre-Joseph Proudhon a été, dès 1848, l'ardent promoteur de la troisième solution. Il se séparait ainsi de la plupart des socialistes de son temps, partisans, au moins à titre transitoire, de la gestion par l'État. Leur porte-parole avait été Louis Blanc, dans sa brochure sur l'*Organisation du travail* (1840). Louis Blanc était la bête noire de Proudhon, à défaut de

1. [▶ Contre-plans ouvriers alternatifs].

Marx et d'Engels, dont le *Manifeste communiste,* rédigé en allemand à la fin de 1847, n'était pas parvenu à sa connaissance. Dans ce *Manifeste* où d'ailleurs se faisait sentir l'influence de Louis Blanc[1], il était question de «centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'État». La centralisation étatique revenait comme une litanie : «Centralisation du crédit dans les mains de l'État, au moyen d'une banque nationale avec capital de l'État et monopole exclusif.» «Centralisation, dans les mains de l'État, de tous les moyens de transport.» «Organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture.»

Il est vrai que les rédacteurs du *Manifeste,* toujours dans le sillage de Louis Blanc, envisageaient une étape ultérieure, non plus étatique, mais nettement libertaire, à partir de laquelle le prolétariat, ayant détruit les classes, donc les antagonismes de classes, le pouvoir politique cesserait d'exister, l'État disparaîtrait et la production serait – enfin – gérée par les travailleurs[2].

Mais la fin de la période étatique transitoire était reléguée dans un futur lointain, plus ou moins considéré comme utopique et, de ce fait, l'on s'estimait dispensé d'avoir à creuser, avant terme, les problèmes de l'autogestion ouvrière. Lorsqu'on lit l'œuvre de Marx, on est surpris de la rareté, de la brièveté, du caractère sommaire des passages concernant la libre association des producteurs. En revanche Proudhon, qui, parce que d'origine et de formation ouvrières, considérait l'autogestion comme un problème concret, immédiat, en a étudié, très à fond, dans le détail, le fonctionnement. C'est pourquoi ceux de nos contemporains qui se penchent sur le problème de l'autogestion ou qui s'efforcent de la mettre en pratique tirent, sur ce point, davantage parti des travaux de Proudhon que de ceux de Marx.

Avant d'essayer d'exposer la conception proudhonienne de l'autogestion ouvrière, il est nécessaire de rappeler brièvement, par contraste, son refus d'une gestion «autoritaire» de l'économie. Comme il n'avait pu lire le *Manifeste communiste* et qu'il ne pouvait connaître que très imparfaitement (notamment par *Misère de la philosophie,* rédigé en français) la pensée marxiste, c'est principalement contre Louis Blanc, son compatriote et son adversaire direct, qu'il multiplia les attaques :

> L'État, c'est le patrimoine, c'est le sang et la vie de Louis Blanc. Soufflez sur l'État, Louis Blanc est un homme mort.
>
> La révolution économique accomplie, le gouvernement, l'État,

1. [▶ Vers une révolution autogestionnaire]
2. [▶ Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)].

peut-il, doit-il subsister encore ? Avec la révolution économique [...], l'État doit entièrement disparaître (Proudhon, 2013c).

Les instruments de production et d'échange ne doivent pas être confiés à l'État. Étant aux ouvriers qu'ils occupent « ce que la ruche est aux abeilles », leur gestion est à confier à des associations ouvrières (Proudhon, 2013c).

Ainsi seulement « la grande industrie qui, par l'aliénation de la force collective, avait ravalé le salarié à une condition pire que l'esclavage, devient un des principaux organes de la liberté et de la félicité publique[1] ». « Nous, producteurs associés ou en voie d'association », proclame Proudhon dans un style de manifeste, « nous n'avons pas besoin de l'État. [...] L'exploitation par l'État, c'est toujours de la monarchie, toujours du salariat. [...] Nous ne voulons pas plus de gouvernement de l'homme par l'homme que de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le socialisme est le contraire du gouvernementalisme. [...] Nous voulons que ces associations soient [...] le premier noyau de cette vaste fédération de compagnies et de sociétés, réunies dans le commun lien de la république démocratique et sociale[2]. »

Voyons, maintenant, en quoi consistait cette autogestion ouvrière que Proudhon opposait à la gestion étatique transitoire chère à Louis Blanc comme à Karl Marx.

La Révolution de février 1848 avait vu naître à Paris, à Lyon, une floraison spontanée d'associations ouvrières de production. Cette autogestion naissante était, pour le Proudhon de 1848, beaucoup plus que la révolution politique, le « fait révolutionnaire ». Elle n'avait pas été inventée par un théoricien, prêchée par des doctrinaires. Ce n'était pas l'État qui avait donné la première impulsion. C'était le peuple. Et Proudhon pressait les travailleurs de s'organiser pareillement sur tous les points de la République, d'attirer à eux, d'abord la petite propriété, le petit commerce et la petite industrie, puis la grande propriété et les grandes entreprises, puis les exploitations les plus vastes (mines, canaux, chemins de fer, etc.) et, ainsi, de « devenir maîtres de tout[3] ».

On a tendance, aujourd'hui, à ne retenir de Proudhon que ses velléités, naïves certes, anti-économiques sans aucun doute, de faire survivre la petite entreprise artisanale et commerciale. Assurément, il ne manque pas de textes où Proudhon prend le parti des petits producteurs. Georges Gurvitch a observé dans le riche petit livre qu'il lui a consacré (Gurvitch,

1. « Manifeste électoral », *Le Peuple,* n° 4, 8-15 novembre 1848, dans *Mélanges 1848-1852,* 1868, 1.
2. *Ibid.,* un passage presque identique est à relever dans *Idée générale…* (Proudhon, 2013c).
3. « Manifeste électoral », *op. cit.*

1965) que l'écrivain avait donné pour titre à un post-scriptum aux *Confessions d'un révolutionnaire* (1851) : « Apothéose de la classe moyenne » et qu'il avait « rêvé d'une réconciliation du prolétariat et de la classe moyenne. » Dans son livre posthume, *Théorie de la propriété,* Proudhon devait faire la mise au point suivante :

> Les associations ouvrières ont pour objet non pas de remplacer l'action individuelle par l'action sociétaire, comme on l'a cru follement en 1848, mais d'assurer à tous les entrepreneurs de petite et moyenne industrie, ainsi qu'aux petits propriétaires, le bénéfice des découvertes, machines, améliorations et procédés inaccessibles autrement aux entreprises et aux fortunes médiocres. (Proudhon, 1997).

Mais la pensée proudhonienne est ambivalente sur ce point. Proudhon était une contradiction vivante. Il fustigeait la propriété, source d'injustice et d'exploitation, et il la célébrait dans la mesure où il voyait en elle un gage d'indépendance personnelle. Au surplus, on a trop souvent tendance à confondre Proudhon avec la petite coterie « soi-disant proudhonienne » qui, au dire de Bakounine, s'était formée autour de lui dans les dernières années de sa vie. Cette coterie passablement réactionnaire était, disait-il, une « mort-née » (Bakounine, 1973). Elle tenta vainement, dans la Première Internationale, d'opposer la propriété privée des moyens de production au collectivisme. Et, si elle n'eut pas la vie longue, ce fut surtout parce que la majorité de ses adeptes, aisément convaincus par les arguments de Bakounine, ne tardèrent pas à abandonner leurs conceptions prétendument proudhoniennes pour le collectivisme.

D'ailleurs, le dernier carré des « mutuellistes », comme ils s'intitulaient, ne rejetait que partiellement la propriété collective : ils ne la combattaient que dans l'agriculture, eu égard à l'individualisme du paysan français ; mais ils l'acceptaient dans les transports et, en matière d'autogestion industrielle, ils réclamaient la chose tout en repoussant le nom (Guillaume, 1904 : 12). S'ils avaient si peur du nom, c'était, surtout, parce que le front unique temporaire formé contre eux par les collectivistes disciples de Bakounine et certains marxistes « autoritaires », partisans à peine déguisés de la gestion étatique de l'économie – tel Lucraft au congrès de Bâle – n'était pas pour les rassurer. La diffamation marxiste a fait le reste, en attribuant à Proudhon les vues quelque peu rétrogrades de ses épigones.

En fait, Proudhon marche avec son temps. Comme le souligne Pierre Haubtmann, dans sa thèse magistrale[1] :

1. Haubtmann (1980 ; 1981 ; 1982 ; 1988).

> On l'a souvent présenté comme hostile au principe même de la grande industrie. Bien à tort. Sans doute, à la vue de l'usine Moloch – comme de l'État tentaculaire – il esquisse un réflexe de peur qui le fait pencher, par réaction, du côté de la petite exploitation et de la décentralisation. Mais, en ce qui concerne la vie économique, on se tromperait fort en s'imaginant qu'il est hostile au principe de la grande production. Tout au contraire, il nous parlera longuement, et parfois en termes enthousiastes, de la nécessité de puissantes associations ouvrières de production, de leur rôle et de leur avenir grandiose. La grande industrie, il l'admet donc, il la veut même. [...] Mais son propos est de l'humaniser, d'exorciser sa puissance maléfique, de la socialiser en en remettant les destinées à une communauté de travailleurs, égaux, libres et responsables (Haubtmann, sd).

Proudhon comprend qu'il est impossible de revenir en arrière[1]. Il est assez réaliste pour apercevoir, comme il le confie dans ses *Carnets,* que «la petite industrie est aussi sotte chose que la petite culture».

Pour la grande industrie moderne, exigeant une importante main-d'œuvre, une mécanisation poussée, il est délibérément collectiviste : «La grande industrie et la grande culture, il faut à l'avenir les faire naître de l'association» (Proudhon, 2009a). Dans l'*Idée générale de la révolution au 19e siècle* (1851), Proudhon est revenu, à maintes reprises, sur cette conception moderniste et, si je puis dire, futuriste :

> Les compagnies ouvrières, protestation contre le salariat, sont appelées à jouer un rôle considérable dans notre prochain avenir. Ce rôle consistera surtout dans la gestion des grands instruments du travail et dans certains labeurs, qui demandent à la fois une grande division des fonctions, une grande force de collectivité.

Dans sa *Justice* (1858), Proudhon s'indigne qu'on ait osé le faire passer pour un adversaire du progrès technique (Proudhon, 2013a)[2]. Dans son dernier ouvrage, paru peu après sa mort, *De la capacité politique des classes ouvrières,* il confirme encore une fois :

> L'exécution des chemins de fer aurait dû être confiée à des compagnies de travailleurs. S'agit-il de la grande production manufacturière, extractive, métallurgique, maritime, il est clair que là il y a lieu à association : personne ne le conteste plus (Proudhon, 2013b).

J'ai déjà eu l'occasion d'énumérer, dans mon petit livre sur *L'anarchisme* (Guérin, 2001), les conditions essentielles (Proudhon, 2013c) de l'autogestion ouvrière. Je les rappelle ici : tout individu associé a un droit

1. Haubtmann (sd : 994-995, d'après les notes inédites du «Cours d'économie» de Proudhon).
2. Cité par Gurvitch (1964 : 93).

indivis dans l'actif de la compagnie ; chaque ouvrier doit assumer sa part des corvées répugnantes et pénibles ; il doit passer par une série de travaux et de connaissances, de grades et d'emplois qui lui assurent une formation encyclopédique.

Proudhon tient absolument à « faire parcourir à l'ouvrier la série des opérations de l'industrie à laquelle il est attaché. Ainsi la division du travail ne peut plus être pour l'ouvrier une cause de dégradation ; elle est au contraire l'instrument de son éducation et le gage de sa sécurité » (Proudhon, 2013c[1]).

Ici, Pierre Haubtmann, commentant Proudhon, a fait remarquer que pour Marx c'est l'« atelier automatique » – on dirait aujourd'hui l'automation – qui, par la division du travail et la réduction des heures de travail toutes deux poussées à l'extrême, permettra à chaque homme d'atteindre son « développement intégral ». La machine relayant l'homme, la désaliénation s'opérera, non dans le travail, mais dans le loisir. Proudhon n'est guère séduit par une telle perspective. Pour lui, l'homme est essentiellement un producteur. Il voudrait qu'il soit constamment au travail. Nous sommes aux antipodes du pétulant *Droit à la paresse* de Paul Lafargue (1990). Pour le puritain farouche, pour le « saint Paul du socialisme » qu'était Proudhon, loisir n'était pas loin d'être synonyme de luxure (Guérin, 1963). La « désaliénation », il l'attend d'un mode de production qui donnerait à l'ouvrier une vue synthétique du processus de travail[2].

Gurvitch, confrontant Marx et Proudhon, a souligné le passage que voici de la *Justice* : « L'esprit n'est plus dans l'ouvrier, il est passé dans la machine[3]. Ce qui devrait faire le mérite des travailleurs est devenu leur abêtissement. » Ces maux ne pourraient être corrigés que « si les forces collectives aliénées au profit de quelques exploitants revenaient au travail dans son ensemble » (Proudhon, 2013a ; Gurvitch, 1964).

Proudhon compte sur un accroissement de la productivité dans l'autogestion, grâce à la joie du travail désaliéné. Après cette digression, les conditions essentielles de l'autogestion sont selon Proudhon :

- Les fonctions sont électives et les règlements soumis à l'approbation des associés.
- Les rémunérations sont proportionnées à la nature de la fonction,

1. Notes pour « Cours d'économie », citées par Pierre Haubtmann (sd : 996).
2. Marx, *Misère de la philosophie*, p. 136 et suiv. de l'édition originale ; Pierre Haubtmann, (sd : 998-999).
3. [▶ Automation et avenir du travail].

à l'importance du talent, à l'étendue de la responsabilité. Tout associé participe aux bénéfices dans la proportion de ses services.

- Chacun est libre de quitter à volonté l'association, de faire régler son temps et liquider ses droits.
- Les travailleurs associés choisissent leurs conducteurs, leurs ingénieurs, leurs architectes, leurs comptables. Proudhon insiste sur le fait que le prolétariat manque encore de capacités. Il faut le reconnaître, «la classe travailleuse est encore, par l'insuffisance de ses vues et son inexpérience des affaires, incapable de gérer d'aussi grands intérêts que ceux du commerce et de la haute industrie, et conséquemment au-dessous de sa propre destinée. Les hommes manquent dans le prolétariat» (Proudhon, 2013a)

D'où nécessité d'associer à l'autogestion ouvrière des «notabilités industrielles et commerciales» qui initieraient les ouvriers à la discipline des affaires et seraient rémunérées par un traitement fixe: «Il y a place pour tout le monde au soleil de la révolution» (Proudhon, 2013c).

Remarquons, en passant, que cette conception libertaire de l'autogestion est aux antipodes de l'«autogestion» paternaliste et étatique telle que l'avait exposée Louis Blanc dans un projet de décret du 15 septembre 1849 (Proudhon, 1929: 257-260). L'auteur de l'*Organisation du travail* voulait créer des associations ouvrières sous l'égide de l'État, commanditées par l'État. Il prévoyait pour elles une répartition autoritaire des bénéfices, ainsi ventilés: 25% à un fonds d'amortissement du capital; 25% à un fonds de secours social; 25% à un fonds de réserve; 25% à partager entre les travailleurs.

Proudhon ne voulait rien entendre d'une «autogestion» de ce genre. Pour l'intransigeant qu'il était, pas de compromis possible. Les travailleurs associés ne devaient pas «se soumettre à l'État», mais «être l'État lui-même[1]»: «L'association [...] peut tout faire, tout réformer sans l'assistance du pouvoir, envahir et se soumettre le pouvoir lui-même.»

Proudhon voulait «marcher au gouvernement par l'association, non à l'association par le gouvernement» (Proudhon, 2009a). Il mettait en garde contre l'illusion que l'État, tel que le rêvent les socialistes «autoritaires», pourrait tolérer une autogestion libre. Comment, en effet, supporterait-il «à côté d'un pouvoir centralisé la formation de foyers ennemis»? D'où cette mise en garde où l'intransigeance devient prophétique:

1. «Manifeste de la démocratie anarchiste», dans *Le Peuple,* 22, 26 et 31 mars 1848, reproduit dans *Solution du problème social,* 1868.

> Rien n'est faisable par l'initiative, par la spontanéité, par l'action indépendante des individus et des collectivités tant qu'elles seront en présence de cette force colossale dont l'État est investi par la centralisation (Proudhon, 2013b).

Proudhon, en effet, anticipe ici le drame de l'autogestion contemporaine, expérimentée que ce soit en Yougoslavie ou en Algérie, dans le cadre d'un État dictatorial.

C'est en fait la conception libertaire, et non la conception étatique, de l'autogestion qui prévalut dans les congrès de la 1re Internationale[1]. Au congrès de Lausanne (1867), le rapporteur, le Belge César De Paepe, ayant proposé de rendre l'État propriétaire des entreprises à nationaliser, Charles Longuet, alors libertaire, spécifia :

> D'accord, à la condition qu'il soit bien entendu que nous définissons l'État comme la collectivité des citoyens [...], aussi que ces services ne seront pas administrés par des fonctionnaires de l'État [...] mais par des compagnies ouvrières.

Le débat reprit l'année suivante (1868) au congrès de Bruxelles et le même rapporteur, cette fois, eut soin d'apporter la précision réclamée : « La propriété collective appartiendrait à la société entière, mais elle serait concédée à des associations de travailleurs. L'État ne serait plus que la fédération des divers groupes de travailleurs. » La proposition, ainsi explicitée, fut adoptée (Freymond, 1962, 1 : 151, 365-465).

L'optimisme dont Proudhon avait fait preuve en 1848 à l'égard de l'autogestion devait être quelque peu démenti par la leçon des faits. Quelques années plus tard, en 1857, il soumit les associations ouvrières encore existantes à une sévère critique. Leur inspiration avait été naïve, illusoire, utopique. Elles avaient payé le tribut de l'inexpérience. Elles étaient tombées dans le particularisme de l'exclusivisme. Elles avaient fonctionné comme un patronat collectif, subi l'entraînement des idées de hiérarchie et de suprématie. Tous les abus des sociétés capitalistes « furent exagérés encore dans ces compagnies soi-disant fraternelles ». Elles avaient été déchirées par la discorde, les rivalités, les défections, les trahisons. Leurs gérants, une fois initiés aux affaires, s'étaient retirés « pour s'établir à leur compte en patrons et bourgeois ». Ailleurs, ce furent les associés qui avaient réclamé le partage des produits. De plusieurs centaines d'associations ouvrières créées en 1848, il en restait, neuf ans plus tard, tout juste une vingtaine. Et Proudhon opposait à cette mentalité étroite et particulariste une conception de l'autogestion « universelle » et « synthétique ». Car la tâche de l'avenir, c'était beaucoup

1. [▶ Associations ouvrières (Les)].

plus que «la réunion en sociétés de quelques centaines d'ouvriers», ce n'était rien de moins que «la reconstitution économique d'une nation de 36 millions d'âmes». Les associations ouvrières futures devraient, «au lieu d'agir au profit de quelques-uns», travailler pour tous (Proudhon, 2009b). L'autogestion exigeait donc «une certaine éducation» des autogestionnaires. «On ne naît point associé, on le devient.» La tâche la plus difficile des associations c'était «de civiliser les associés». Ce qui leur avait manqué – ici Proudhon renouvelait sa mise en garde de 1851 –, c'était «des hommes sortis du sein des masses travailleuses qui avaient appris à l'école des exploiteurs à se passer d'eux». Il s'agissait moins de former une «masse de capitaux» qu'un «fonds d'hommes».

Sur le plan juridique, Proudhon avait d'abord envisagé de confier aux associations ouvrières la propriété de leurs entreprises. Maintenant, comme l'a souligné Georges Gurvitch, il rejetait sa conception initiale «de la possession appartenant aux groupes de producteurs» (Gurvitch 1964 : 46, 108). Pour ce faire, il distingua, dans un écrit posthume (Proudhon, 1997), entre possession et propriété. La propriété est absolutiste, aristocratique, féodale, despotique ; la possession est démocratique, républicaine, égalitaire : elle consiste en la jouissance usufruitière d'une concession incessible et inaliénable. Les producteurs recevraient, à titre d'«alleu», tout comme les anciens Germains, leurs instruments de production. Ils n'en seraient pas les propriétaires. Cette «formule supérieure» de possession réunirait tous les avantages de la propriété et de l'association sans aucun de leurs inconvénients. Ce qui succéderait à la propriété, ce serait, comme le commente Gurvitch, une copropriété fédérative attribuée non certes à un État, mais à l'ensemble des producteurs réunis en une vaste fédération agricole et industrielle. La fédération économique serait amenée à «contrebalancer» l'État, un État non plus rayé, cette fois, de la carte proudhonienne, mais transformé de fond en comble[1]. Et Proudhon de lire dans l'avenir d'une autogestion ainsi revue et corrigée :

> Ce n'est pas une vaine rhétorique qui le déclare, c'est la nécessité économique et sociale. Le moment approche où nous ne pourrons plus marcher qu'à ces conditions nouvelles. [...] Les classes [...] doivent se résoudre dans une seule et même association de producteurs (Proudhon, 1997).

Sur quelles bases assurer les échanges entre les diverses associations ouvrières ? Proudhon a, d'abord, soutenu que la valeur d'échange de toutes les marchandises pouvait être mesurée par la quantité de travail

1. [▶ Propriété sociale en droit yougoslave (La)].

nécessaire pour les produire. Les diverses associations de production céderaient leurs produits au prix de revient. Les travailleurs rétribués en «bons de travail» achèteraient dans les comptoirs d'échange ou magasins sociaux les marchandises au prix de revient estimé en heures de travail.

Cette conception dite mutuelliste était quelque peu utopique, en tout cas plutôt malaisée à mettre en application en régime capitaliste. La Banque du peuple, fondée par Proudhon au début de 1849, réussit à obtenir, en six semaines, quelque 20 000 adhésions, mais son existence devait être brève. Certes l'ascension foudroyante du prince-président Louis Bonaparte y fut pour quelque chose. Mais il était chimérique de croire que le mutuellisme ferait tache d'huile, de s'exclamer, comme le Proudhon d'alors: «C'était vraiment le nouveau monde, la société de "promission" qui, se greffant sur l'ancienne, la transformait peu à peu!»

Pierre Haubtmann a eu raison, semble-t-il, de souligner, dans sa thèse, le caractère illusoire de ce mutuellisme des années 1846-1848. Mais il a peut-être accablé un peu trop lourdement Proudhon par l'insistance avec laquelle il évoque ses péchés de jeunesse qui devaient assez être vite corrigés par des vues concrètes et plus positives sur l'autogestion ouvrière.

Quant à la rémunération basée sur l'évaluation de l'heure de travail, elle était, à divers titres, contestable. Aux alentours de 1880, les anarchistes communistes (ou «communistes libertaires») de l'école de Kropotkine, Malatesta, Elisée Reclus, Carlo Cafiero..., ne se firent pas faute de la critiquer. Tout d'abord, à leurs yeux, elle était injuste. «Trois heures de travail de Pierre, objecte Cafiero, peuvent souvent valoir cinq heures de travail de Paul.» D'autres facteurs que la seule durée interviennent dans la détermination de la valeur du travail: l'intensité, la formation professionnelle et intellectuelle, etc. Il faudrait aussi tenir compte des charges de famille de l'ouvrier. On retrouve les mêmes objections dans la «Critique du programme de Gotha», rédigée par Karl Marx en 1875, mais mise sous le boisseau par la social-démocratie allemande jusqu'en 1891 et que les «communistes libertaires» ne connaissaient donc pas quand ils argumentaient contre Proudhon[1].

En outre, soutint l'école de Kropotkine, le travailleur demeure, en régime collectiviste, un salarié, esclave de la communauté qui achète et surveille sa force de travail. La rémunération proportionnelle aux heures de travail fournies par chacun ne peut être un idéal, tout au plus un pis-aller temporaire. Il faudrait en finir avec la morale puisée dans les livres de comptabilité, avec la philosophie du «doit et avoir».

1. [▶ Programme de Gotha (Critique du)].

Ce mode de rétribution procède d'un individualisme mitigé en contradiction avec la propriété collective des moyens de production. Il est incapable d'opérer une transformation de l'homme, profonde et révolutionnaire. Il est incompatible avec l'«anarchie». Une forme nouvelle de possession exige une forme nouvelle de rétribution. Les services rendus à la société ne peuvent être évalués en unités monétaires. Il faudrait placer les besoins au-dessus des services. Tous les produits créés par le travail de tous devraient appartenir à tous et chacun en prendre librement sa part. À chacun selon ses besoins, telle devrait être la devise du communisme libertaire (Malatesta, 1884; Kropotkine, 2011, 2013, 2015).

Mais Malatesta, Kropotkine et leurs amis semblent avoir ignoré que Proudhon lui-même avait prévu, au moins en partie, leurs objections et, finalement, révisé sa conception première. Sa *Théorie de la propriété,* publiée après sa mort, expliquait que c'était seulement dans son *Premier Mémoire,* celui de 1840, qu'il avait soutenu l'égalité de salaire à égalité de travail:

> J'avais oublié de dire deux choses: la première, que le travail se mesure en raison composée de sa durée et de son intensité; la seconde, qu'il ne faut comprendre dans le salaire du travailleur ni l'amortissement de ses frais d'éducation et du travail qu'il a fait sur lui-même comme apprenti non payé, ni la prime d'assurance contre les risques qu'il court, et qui sont loin d'être les mêmes dans chaque profession.

Cet «oubli», Proudhon affirmait l'avoir «réparé» dans ses écrits suivants, où il faisait compenser par des sociétés coopératives d'assurances mutuelles les frais et risques inégaux (Proudhon, 1997). Remarquons ici que Proudhon ne considérait nullement la rétribution des membres de l'association ouvrière comme un salaire, mais bien plutôt comme une répartition des bénéfices, librement décidée entre travailleurs associés et coresponsables. Sinon, comme le remarque, à ce propos, Pierre Haubtmann, l'autogestion n'aurait aucun sens[1].

Les «communistes libertaires» crurent aussi devoir reprocher au mutuellisme de Proudhon et au collectivisme, plus conséquent, de Bakounine, de n'avoir pas voulu préjuger la forme que prendrait, en régime socialiste, la rétribution du travail. Ces censeurs semblent perdre de vue que les deux fondateurs de l'anarchisme avaient eu le souci de ne pas enfermer, prématurément, la société dans des cadres rigides. Ils voulaient, sur ce point, réserver aux associations ouvrières la plus grande latitude. Pour Bakounine, le collectivisme devait être mis en pratique

1. [▶ Vers une révolution autogestionnaire].

«sous des formes et des conditions diverses, qui seront déterminées dans chaque localité, dans chaque région et dans chaque commune par le degré de civilisation et par la volonté des populations» (Bakounine, 1973).

Mais la justification de cette souplesse, de ce refus des solutions précipitées, les «communistes libertaires» la fournirent eux-mêmes, à l'encontre de leurs impatientes anticipations, lorsqu'ils soulignèrent que, dans le régime idéal de leur choix, «le travail produirait beaucoup plus qu'il ne faut pour tous». Ce n'est, en effet, que lorsque s'ouvrirait l'ère de l'abondance que les normes «bourgeoises» de rémunération pourraient faire place à des normes spécifiquement «communistes». Mais pas avant, comme l'ont aperçu Marx (1972) et Lénine (1977), avec une certaine lucidité, mais non sans un préjugé étatiste.

Rédigeant, en 1884, le programme d'une Internationale anarchiste encore dans les limbes, Malatesta convint que le communisme ne serait immédiatement réalisable que dans des secteurs très restreints et que, «pour le reste», il faudrait accepter «à titre transitoire» le collectivisme :

> Le communisme, pour être réalisable, a besoin d'un grand développement moral des membres de la société, d'un sentiment élevé et profond de solidarité que l'élan révolutionnaire ne suffira peut-être pas à produire, d'autant plus que manqueront, dans les débuts, les conditions matérielles favorisant un tel développement (Malatesta, 1884).

Après Malatesta, l'anarchiste Fernand Pelloutier, devenu syndicaliste révolutionnaire, sera encore plus catégorique :

> Personne ne croit [...] que la prochaine révolution réalise le communisme pur. Par le fait qu'elle éclatera sans doute, avant que soit achevée l'éducation anarchiste, les hommes ne seront point assez mûrs pour pouvoir s'ordonner absolument eux-mêmes. Nous devons prendre les hommes tels qu'ils sont, tels que nous les léguera l'ancienne société (Pelloutier, 1895).

Parmi les normes héritées de l'économie bourgeoise, il en est une dont le maintien, en économie collectiviste ou autogestionnaire, soulève d'épineux problèmes, à savoir la concurrence. De même qu'aux yeux de Proudhon la propriété individuelle des produits du travail constitue pour le producteur la garantie de son indépendance personnelle, la concurrence est «l'expression de la spontanéité sociale», le gage de la «liberté» des associations. En outre, elle constitue, pour longtemps encore, un stimulant irremplaçable, sans lequel une «immense relâche succéderait à la tension ardente de l'industrie». «Otez la concurrence [...], la société, privée de force motrice, s'arrête comme une pendule

dont le ressort est détendu» (Proudhon, 2015). Et Proudhon proposait des recettes pratiques :

> Vis-à-vis de la société, la compagnie ouvrière s'engage à fournir toujours au prix le plus près du prix de revient les produits et services qui lui sont demandés. [...] À cet effet la compagnie ouvrière s'interdit toute coalition [monopolistique], se soumet à la loi de la concurrence, tient ses livres et ses archives à la disposition de la société qui conserve à son égard, comme sanction de son droit de contrôle, la faculté de la dissoudre (Proudhon, 2013c).

> La concurrence et l'association s'appuient l'une sur l'autre. [...] La plus déplorable erreur du socialisme est de l'avoir regardée [la concurrence] comme le renversement de la société. Il ne saurait [...] être [...] question de détruire la concurrence [...] Il s'agit d'en trouver l'équilibre, je dirais volontiers la police (Proudhon, 1867, 1 : 208).

Cet attachement au principe de la concurrence valut à Proudhon les sarcasmes de Louis Blanc :

> Nous ne saurions comprendre ceux qui ont imaginé je ne sais quel mystérieux accouplement des deux principes opposés. Greffer l'association sur la concurrence est une pauvre idée : c'est remplacer les eunuques par les hermaphrodites (Proudhon, 1867, 1 : 210).

Louis Blanc voulait «arriver à un prix uniforme», fixé par l'État, et empêcher toute concurrence entre les ateliers d'une même industrie. Proudhon lui rétorqua que le prix «ne se règle que par la concurrence», c'est-à-dire par la faculté que le consommateur trouve «de se passer des services de celui qui les surfait» (Proudhon, 1867, 1 : 210).

Proudhon, certes, ne se dissimulait pas les méfaits de la concurrence qu'il avait, au surplus, surabondamment décrits dans sa *Philosophie de la misère*. Il savait qu'elle est source d'inégalité. Il admettait que «dans la concurrence la victoire est assurée aux plus gros bataillons». Tant qu'elle est «anarchique» (au sens péjoratif du terme), qu'elle ne s'exerce qu'au profit d'intérêts privés, elle engendre nécessairement la guerre civile, et, en fin de compte, l'oligarchie. «La concurrence tue la concurrence» (Proudhon, 1867, 1 : 209, 211, 234)

Mais de l'avis de Proudhon, l'absence de concurrence ne serait pas moins pernicieuse. Il citait l'exemple de la Régie des tabacs. Ce monopole, du fait même qu'il est soustrait à la concurrence, est un service trop cher, sa productivité est insuffisante. Si toutes les industries étaient soumises à un tel régime, la nation, selon lui, ne pourrait plus équilibrer ses recettes et ses dépenses (Proudhon, 2015).

Mais la concurrence telle que la rêvait Proudhon n'est pas la concurrence abandonnée à elle-même de l'économie capitaliste, mais une

concurrence dotée d'un principe supérieur qui la «socialise», une concurrence qui opère sur la base d'un échange loyal, dans un esprit de solidarité, une concurrence qui, tout en sauvegardant l'initiative individuelle, ramènerait à la collectivité les richesses qu'actuellement l'appropriation capitaliste détourne (Proudhon, 2015).

De toute évidence, il y a dans cette conception une part d'utopie. La concurrence, l'économie dite de marché produisent fatalement l'inégalité et l'exploitation, même si l'on partait d'une situation d'égalité parfaite. Elles ne sauraient être accouplées à l'autogestion ouvrière qu'à titre transitoire, comme un moindre mal nécessaire, en attendant qu'une mentalité de «sincérité de l'échange», comme disait Proudhon (Proudhon, 2015), se soit développée chez les autogestionnaires; et, surtout, que la société ait passé du stade de la pénurie à celui de l'abondance, à partir duquel la concurrence perdrait sa raison d'être[1].

Mais, dans cette période transitoire, il paraît souhaitable que la concurrence soit limitée, comme c'est le cas, d'ailleurs, aujourd'hui, en Yougoslavie, à la sphère des moyens de consommation, où elle a, au moins, l'avantage de défendre les intérêts du consommateur (Meister, 1964: 334). Toutefois, la concurrence, en Yougoslavie, conduit, trop souvent, à des excès et à des irrationalités que se plaisent à dénoncer les adversaires autoritaires de l'économie de marché. Utile, à la fois, comme stimulant à l'esprit d'entreprise et comme moyen de lutte contre la vie chère, elle entretient trop souvent chez les autogestionnaires yougoslaves une mentalité égoïste et quasi capitaliste, d'où le souci de l'intérêt général est absent.

Il est à noter que l'autogestion ouvrière en Yougoslavie est critiquée, aujourd'hui, par les Cubains et les Chinois, à cause, précisément, de son incapacité à concilier concurrence et socialisme.

Bien avant que les «communistes» autoritaires d'aujourd'hui ne dénoncent l'accouplement de l'autogestion et de la concurrence, les «communistes libertaires» des années 1880 s'en étaient pris à une économie collectiviste de type proudhonien, fondée sur le principe de la lutte, où l'on ne ferait que rétablir parmi les compétiteurs l'égalité du point de départ pour les jeter ensuite dans une bataille comportant nécessairement des vainqueurs et des vaincus, où l'échange des produits finirait par se faire selon le principe de l'offre et de la demande, «ce qui serait tomber en pleine concurrence, en plein monde bourgeois». Ce langage ressemble fort à celui que tiennent aujourd'hui, contre l'expérience yougoslave, certains de ses détracteurs du monde «communiste».

1. [▶ Plan, marché, autogestion : une nouvelle dynamique ?].

Ils croient devoir faire retomber sur l'autogestion l'hostilité que leur inspire l'économie de marché concurrentielle : comme si les deux notions étaient inséparables l'une de l'autre. Tel était – je parle de lui au passé – le cas, par exemple, de Che Guevara, qui se méfiait de l'autogestion parce qu'il la croyait synonyme de concurrence[1].

Proudhon pour en revenir à lui, aperçoit fort bien que la gestion par les associations ouvrières ne peut être qu'unitaire. Il insiste sur le « besoin de centralisation et d'unité ». Je ne trouve pas en lui « ce provincialisme fermé au vaste monde » qu'ont cru voir certains. Il pose la question :

> Est-ce que les compagnies ouvrières pour l'exploitation des grandes industries n'expriment pas l'unité ? Ce que nous mettons à la place du gouvernement, c'est l'organisation industrielle. Ce que nous mettons à la place de la centralisation politique, c'est la centralisation économique.

L'autogestion, c'est pour Proudhon la société enfin « vivante, organisée », « le plus haut degré de liberté et d'ordre auquel l'humanité puisse parvenir ». Et, dans une envolée, il s'écrie :

> Nous voilà libres, émancipés de notre coque embryonnaire. Tous les rapports sont intervertis. Hier nous marchions la tête en bas. Nous changeons d'existence. Telle est au 19e siècle la Révolution (Prouhon, 2013c).

Toutefois Proudhon, en dépit de son souci d'unité, appréhende une planification autoritaire et c'est pourquoi il lui préfère, d'instinct, une concurrence d'inspiration solidariste. Mais l'anarchisme s'est fait, depuis, d'une façon plus conséquente, l'avocat d'une planification démocratique et libertaire, élaborée de bas en haut, par la confédération syndicale des entreprises autogérées.

C'est ainsi que Bakounine entrevoyait les perspectives de planification à l'échelle mondiale qui s'ouvrent à l'autogestion :

> Les associations coopératives ouvrières sont un fait nouveau dans l'Histoire ; nous assistons aujourd'hui à leur naissance, et nous pouvons seulement pressentir, mais non déterminer à cette heure l'immense développement que, sans aucun doute, elles prendront et les nouvelles conditions politiques et sociales qui en surgiront dans l'avenir. Il est possible et même fort probable que, dépassant un jour les limites des communes, des provinces et même des États actuels, elles donnent une nouvelle constitution à la société humaine entière, partagée non plus en nations, mais en groupes industriels.

1. Voir à ce sujet Ernest Germain [Ernest Mandel] (1964).

Ainsi elles formeront «une immense fédération économique», avec, au sommet, une assemblée suprême. À la lumière des «données, aussi larges que précises et détaillées, d'une statistique mondiale», elles combineront l'offre avec la demande pour diriger, déterminer et répartir entre les différents pays la production de l'industrie mondiale, de sorte qu'il n'y aura plus, ou presque plus, de crises commerciales ou industrielles, de stagnation forcée, de désastres, plus de peines ni capitaux perdus[1].

La conception proudhonienne de la gestion par les associations ouvrières comportait une équivoque. Il n'était pas toujours précisé si les groupes autogestionnaires demeureraient en compétition avec des entreprises capitalistes, en un mot si, comme on dit aujourd'hui en Algérie, le secteur socialiste coexisterait avec un secteur privé ou si, au contraire, la production dans son ensemble serait socialisée et mise en autogestion.

Bakounine, à la différence de son maître Proudhon, dont la pensée est encore hésitante sur ce point, est un collectiviste logique avec lui-même. Il aperçoit clairement les dangers d'une coexistence des deux secteurs. Les ouvriers, même associés, ne peuvent rassembler des capitaux capables de lutter contre les grands capitaux bourgeois. Et, d'autre part, le danger existe qu'au sein des associations ouvrières, ne surgisse, par la contagion de l'environnement capitaliste, «une nouvelle classe d'exploiteurs des travaux du prolétariat».

L'autogestion contient en elle tous les germes de l'émancipation économique des masses ouvrières, mais elle ne pourra développer réellement tous ces germes que lorsque «les capitaux, les établissements d'industrie, les matières premières et les instruments [...] deviendront la propriété collective des associations ouvrières productives, tant industrielles qu'agricoles, librement organisées et fédérées entre elles». «La transformation sociale ne pourra s'opérer de façon radicale et définitive que par des moyens agissant sur l'ensemble de la société», c'est-à-dire par une révolution sociale transformant la propriété individuelle en propriété collective. Dans une telle organisation sociale, les ouvriers seraient collectivement leurs propres capitalistes, leurs propres patrons. Ne seraient laissées à la propriété individuelle «que les choses qui servent réellement à l'usage personnel» (Bakounine, 1973).

Tant que la révolution sociale n'est pas accomplie, Bakounine, tout en admettant que les coopératives de production ont l'avantage d'habituer les ouvriers à s'organiser, à diriger leurs affaires eux-mêmes, qu'elles

1. «Programme et statuts de la Fraternité révolutionnaire» (1865), dans Max Nettlau (1896, 1 : 224 et suiv.).

créent les premiers germes d'une action ouvrière collective, estimait que ces îlots au sein de la société capitaliste ne peuvent avoir qu'une efficacité limitée, et il incitait les travailleurs à «s'occuper moins de coopération que de grèves» (Bakounine, 1973). C'est, comme l'a fait remarquer Gurvitch, la position inverse de celle de Proudhon qui, nourrissant des illusions sur la rapide absorption de l'économie capitaliste par l'autogestion ouvrière, sous-estimait l'importance du syndicalisme ouvrier et faisait trop peu de cas du droit de grève (Gurvitch, 1964 : 113).

En guise de conclusion

Les vues de Proudhon sur l'autogestion ne forment, certes, pas un corps de doctrine homogène, parfaitement ajusté, pur de toute hésitation et de toute ambiguïté. Loin de là. Les contradictions y abondent.

Il y a un Proudhon mutuelliste qui défend, exalte, essaie de préserver de la roue implacable du progrès le petit producteur indépendant, et il y a un Proudhon résolument collectiviste qui n'hésite pas à marcher avec son temps, avec le progrès technique, avec le machinisme, avec la grande industrie.

Il y a un Proudhon optimiste qui, en 1848, couvre de fleurs les associations ouvrières nées spontanément, et il y a un Proudhon pessimiste qui, quelques années plus tard, en 1857, dressera sévèrement le bilan de l'échec ces associations.

Il y a un Proudhon chimérique qui imagine le mutuellisme susceptible d'une application partielle au sein même du régime capitaliste et qui se persuade que le secteur socialiste, par son dynamisme propre, ferait



tache d'huile, et il y a un Proudhon beaucoup plus réaliste et donc réticent sur ce point.

Il y a, en ce qui concerne le régime juridique de la propriété dans l'autogestion, un Proudhon désintégrateur qui, d'abord, envisage de la confier aux associations ouvrières elles-mêmes, selon le principe «l'usine aux ouvriers», et il y a un Proudhon intégrationniste qui, plus tard, préférera la remettre à l'ensemble des producteurs réunis en une vaste fédération agricole et industrielle.

Il y a un Proudhon simpliste, qui propose une définition fort contestable de la valeur du travail, et il y a un Proudhon plus subtil qui, ensuite, admet que la durée du travail ne saurait être la seule base du calcul et qui s'efforce de réparer ce qu'il appelle ses «oublis».

Il y a un Proudhon qui fait le procès de la propriété privée, et il y a un Proudhon qui l'exalte, de même qu'il y a un Proudhon qui célèbre les vertus de la concurrence et il y a un Proudhon qui insiste sur ses méfaits. Ce n'est que bien rarement qu'il parvient à opérer une véritable synthèse de notions contradictoires, et c'est pourquoi il dissimule ses échecs en se flattant seulement d'«équilibrer» les antinomies.

Il y a un Proudhon décentralisateur et fédéraliste, qui se méfie de toute planification, par crainte de ressusciter l'autorité, et il y a un Proudhon qui n'hésite pas préconiser la centralisation économique et qui souligne le caractère unitaire de la production.

Il y a un Proudhon qui, en affirmant la capacité de la classe ouvrière et le devoir qu'elle a de se séparer radicalement des institutions bourgeoises, ouvre la voie au syndicalisme ouvrier moderne et il y a un Proudhon qui sous-estime les luttes revendicatives, hanté qu'il est par la formation de coopératives ouvrières de production.

Ici, nous touchons peut-être à la lacune la plus sérieuse de la conception proudhonienne de l'autogestion. Il lui manque d'être articulée, coordonnée, par un anarcho-syndicalisme ou un syndicalisme révolutionnaire du type de celui grâce auquel sera possible l'admirable expérience des collectivisations espagnoles de 1936[1]. Quand Proudhon fait allusion à une «vaste fédération agricole et industrielle», il s'abstient d'approfondir, à la manière syndicaliste, cette notion qui, sous sa plume, demeure inarticulée et vague.

Il y a un Proudhon qui, dans la première partie de sa vie militante, est uniquement préoccupé d'organisation économique, qui se méfie de tout ce qui touche au politique et il y a un second Proudhon qui cessera de négliger le problème de l'administration territoriale, qui la fondera sur

1. [▶ Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire (L')].

la commune autonome (Proudhon, 2013a ; 1952), toutefois sans lier de façon suffisamment précise et cohérente le pouvoir communal, d'une part, les associations ouvrières de production, d'autre part.

Enfin, il y a un Proudhon qui refuse catégoriquement toute forme d'État – au point d'opposer un refus sectaire à une commandite des associations ouvrières par un État socialisant – et il y a aussi un Proudhon qui ne se veut plus anarchiste mais fédéraliste et qui fait la part de l'État.

Telles sont, brièvement rappelées, quelques-unes des lacunes et déficiences de la pensée proudhonienne en ce qui concerne l'autogestion ouvrière.

Mais, à côté de ses faiblesses, que de vues lucides, que d'anticipations prophétiques ! Le lecteur de Proudhon, s'il est au courant des problèmes concrets que pose la pratique de l'autogestion en Yougoslavie [des années 1950 et du début des années 1960][1] et en Algérie [de l'indépendance jusqu'au coup d'État de Boumediene, 1962-1965][2], se trouve, à tout instant, avec lui, en pays familier. Presque toutes les difficultés qui forment le drame de l'autogestion contemporaine se trouvent annoncées, décrites, dans l'œuvre proudhonienne, elles y font l'objet de pathétiques mises en garde : qu'il s'agisse de l'incompatibilité de l'État tentaculaire et de l'autogestion libre ; qu'il soit question de la pénurie d'hommes préparés à l'autogestion, du manque de cadres techniques ; qu'il s'agisse, au moins pendant une période transitoire, de l'inéluctabilité d'une économie de marché comportant un certain degré de concurrence ; qu'il s'agisse, enfin, de la difficulté d'instaurer, prématurément, un communisme intégral, lequel serait praticable seulement le jour où régnerait l'abondance et où le consommateur n'aurait plus qu'à « puiser au tas » – sur tous ces points, Proudhon éclaire l'avenir d'un projecteur puissant. Mais, là même où il hésite, où il se contredit, où il se reprend, il donne à son lecteur une leçon combien précieuse de relativisme.

Il est passionnant d'assister à l'épanouissement d'une pensée créatrice toujours en mouvement, toujours en pleine recherche, jamais figée, jamais dogmatique, tumultueuse certes, se laissant parfois emporter par la boutade, l'improvisation, l'irréflexion, mais capable de se corriger, de se réviser, d'accepter l'enseignement des faits, d'évoluer à la lumière des expériences. D'ailleurs, Proudhon avait des excuses. La première : il abordait, en jetant les fondements de l'autogestion ouvrière, un domaine

1. [▶ Loi fondamentale de 1950 sur la gestion par les collectifs de travail des entreprises d'État et des associations économiques supérieures].
2. [▶ Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)].

si neuf et si vierge que personne ne pouvait lui servir de guide ; la seconde : la contradiction était moins dans sa pensée que dans l'objet même qu'elle reflétait. L'autogestion ouvrière, en effet, par sa nature même, est contradictoire. Elle est condamnée à osciller entre deux pôles : d'une part, l'autonomie des groupes de production, nécessaire pour que chacun d'eux se sente réellement libre et « désaliéné » ; d'autre part, la nécessité de la coordination en vue de faire prévaloir l'intérêt général sur les intérêts égoïstes.

Cette coordination, je le crois, peut être assurée dans les conditions optimales par le syndicalisme ouvrier révolutionnaire, qui est le mieux qualifié pour jouer un tel rôle, puisqu'il est l'émanation directe et authentique des travailleurs. Mais là où il fait défaut, où il est dégénéré et bureaucratisé, là aussi où il est insuffisamment structuré, où il est sous-estimé, domestiqué, regardé comme un « parent pauvre », comme une « cinquième roue du carrosse », inévitablement c'est à l'État qu'échoit le rôle de coordinateur : un État qui, par la force des choses, songe surtout à se perpétuer, à étendre sans cesse ses attributions, à empiéter sur toutes les autonomies, à rogner toutes les libertés.

En dernière analyse, la contradiction la plus profonde qui déchire l'autogestion ouvrière prend sa source dans le retard historique de la formation du prolétariat. Le régime capitaliste, de même que le syndicalisme exclusivement revendicatif qui en est le corollaire, n'a pas préparé les travailleurs, ou les a fort mal préparés, à leur fonction autogestionnaire.

Pendant toute une période, ils sont donc obligés d'aller chercher au-dehors les compétences, les cadres techniques, les comptables, etc. Là où, comme en Algérie, ces cadres n'existent qu'à peine, le fonctionnement de l'autogestion est sérieusement entravé : quelqu'un observait récemment qu'il eût fallu à l'autogestion algérienne 200 000 comptables, et le gouvernement de ce pays envisage la formation annuelle accélérée de 20 000 comptables. Mais là où ces compétences existent, au moins partiellement, leur intrusion de l'extérieur vassalise l'autogestion. Des « organes de tutelle », sous couleur de fournir aux autogestionnaires une assistance technique et comptable désintéressée, ont tendance à se substituer à eux et à devenir, à leur place, gestionnaires.

Ces graves inconvénients ne pourront être éliminés que le jour où la fusion rêvée par Ferdinand Lassalle et, après lui, par Rosa Luxemburg, « de la science avec la classe ouvrière » permettra l'abolition des tutelles. Au fur et à mesure que la masse s'éduquera, la base sociale sur laquelle reposaient les tuteurs s'évanouira. Ils ne seront plus que les « organes

exécutifs», constamment contrôlables et révocables, de l'«action consciente» des travailleurs[1] (Luxemburg, 1974 : 36-37 1997 : 140-141).

Le socialisme est destiné à demeurer un vain mot, une option démagogique et creuse, tant que les travailleurs ne seront pas aptes à gérer eux-mêmes la production, tant qu'ils seront assujettis ou se laisseront assujettir à une bureaucratie parasitaire singeant le patronat dont elle s'empresse de prendre la succession.

Dans des pays comme la Yougoslavie et l'Algérie, où l'autogestion est encore atteinte de multiples vices de fonctionnement, elle s'avère avoir, pour le moins, l'avantage de permettre aux masses de faire leur apprentissage à la fois de la démocratie et de la gestion, de stimuler leur ardeur au travail (à condition, bien entendu, de leur assurer, ce qui n'est pas toujours le cas, une rémunération équitable) ; elle leur inculque le sens de leurs responsabilités, au lieu d'entretenir chez elles, comme c'est le cas sous le joug de l'État omnipotent, les habitudes séculaires de passivité, de soumission, le complexe d'infériorité légué par un passé esclavagiste.

Au terme de cet apprentissage, l'autogestion est, en quelque sorte, condamnée à réussir. Car, s'il n'en était pas ainsi, le socialisme aurait failli à sa mission historique. Comme l'a fait observer Proudhon :

> De la réponse qui sera faite [...] dépend tout l'avenir des travailleurs. Si cette réponse est affirmative, un nouveau monde s'ouvre à l'humanité. Si elle est négative, le prolétariat peut se le tenir pour dit [...] : il n'y a pour lui, dans ce bas monde, point d'espérance (Proudhon, 1857).

1965

Source

Texte paru dans *Pour un marxisme libertaire,* Paris, Robert Laffont, 1969, et Paris, Spartacus, 2003.

Pour en savoir plus

Bakounine, Mikhaïl (1973), *Œuvres complètes*, Paris, Champ libre.
Freymond, Jacques (1962), *La Première Internationale,* Genève, Librairie Droz.
Germain, Ernest (1964), «La loi de la valeur, l'autogestion et les investissements dans l'économie des États ouvriers», *Quatrième Internationale,* février-mars.
Guérin, Daniel (1963), «Proudhon et l'amour unisexuel» dans *Essai sur la révolution sexuelle après Reich et Kinsey*, Paris, Belfond.
Guérin, Daniel (2001), *L'anarchisme,* Paris, Gallimard.
Guillaume, James (1904), *Le collectivisme de l'Internationale,* Neuchâtel.

1. Rosa Luxemburg, «Masse et chefs», dans *Œuvres complètes* (en allemand, n'existent pas en français), vol. 3, p. 199-206 (article paru sous le titre «Espoirs déçus» *dans la Neue Zeit* n° 2, 12e année, 1903-1904).

Gurvitch, Georges (1964), *Proudhon et Marx : une confrontation,* Paris, Centre de documentation universitaire.
Gurvitch, Georges (1965), *Proudhon*, Paris, PUF.
Haubtmann, Pierre (sd), *P.-J. Proudhon, genèse d'un antithéiste,* thèse principale de doctorat sur Proudhon (non publiée).
Haubtmann, Pierre (1980), *La philosophie sociale de Proudhon,* Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
Haubtmann, Pierre (1981), *Proudhon, Marx et la pensée allemande,* Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
Haubtmann, Pierre (1982), *Proudhon, sa vie, sa pensée (1809-1849),* Paris, Beauchesne.
Haubtmann, Pierre (1988), *Proudhon, sa vie, sa pensée (1849-1865),* Desclée de Brouwer.
Kropotkine, Pierre (2011), *L'anarchie, sa philosophie, son idéal,* [1896], Paris, De Londres.
Kropotkine, Pierre (2013), *La conquête du pain,* Stock [1890], Paris, Dialectics.
Kropotkine, Pierre (2015), *La science moderne et l'anarchie* [1913], Paris, H. Trinquier.
Lafargue, Paul (1990), *Le droit à la paresse* [1880], Paris, Spartacus.
Lénine, Vladimir (1977), *L'État et la révolution,* Paris, Éditions sociales.
Luxemburg, Rosa (1974), *Marxisme contre dictature,* Paris, Spartacus.
Luxemburg, Rosa (1997), *Réforme sociale ou révolution,* Paris, Spartacus.
Malatesta, Enrico (1884), *Programme et organisation de l'Association internationale des travailleurs,* Florence.
Marx, Karl et Friedrich Engels (1972), *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt,* Paris, Éditions sociales.
Meister, Albert (1964), *Socialisme et autogestion : L'expérience yougoslave,* Paris, Le Seuil, 1964.
Nettlau, Max (1896), *Michel Bakounine,* 1896, Londres.
Pelloutier, Fernand (1895), « L'anarchisme et les syndicats ouvriers », *Les Temps nouveaux,* 2 novembre.
Proudhon, Pierre-Joseph (1857), *Manuel d'un spéculateur à la Bourse*, « Conclusion ».
Proudhon, Pierre-Joseph (1867), « Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère » [1846], ch. 4, « La concurrence », dans *Œuvres complètes,* Paris, A. Lacroix, Verboeckhoven & Cie.
Proudhon, Pierre-Joseph (1929), *Les confessions d'un révolutionnaire pour servir à l'histoire de la révolution de février (1848)* [1849], Paris, Librairie Marcel Rivière & Cie ; [1849].
Proudhon, Pierre-Joseph (1952), « Contradictions politiques » [1862], *Œuvres complètes,* Paris, Marcel Rivière.
Proudhon, Pierre-Joseph (1997), *Théorie de la propriété,* Paris, L'Harmattan [1866, A. Lacroix, Verboeckhoven & Cie].
Proudhon, Pierre-Joseph (2009a), *Carnets,* Paris, CNRS.
Proudhon, Pierre-Joseph (2009b), « Conclusion », dans *Manuel d'un spéculateur à la Bourse,* [1853], Paris. È®e.
Proudhon, Pierre-Joseph (2013a), *De la justice dans la Révolution et dans l'Église* [1858], Nabu Press
Proudhon, Pierre-Joseph (2013b), *De la capacité politique des classes ouvrières* [1865], Paris, BNF/Hachette.
Proudhon, Pierre-Joseph (2013c), *Idée générale de la Révolution au 19e siècle,* [1851], Paris, BNF/Hachette.
Proudhon, Pierre-Joseph (2015), *Philosophie de la misère,* Paris, FB.

Question de l'appropriation sociale (La)

Jacques Texier

Quel est le problème que je cherche à élucider? Il s'agit de savoir à quelles conditions il est légitime de parler d'une véritable appropriation sociale. C'est un problème qui n'est pas nouveau : nous savons tous que l'étatisation et la socialisation sont deux choses différentes.

Pour les gens de ma génération, au début des années 1970, lors de l'élaboration du programme commun de gouvernement, nous ne cessions de répéter ou de nous entendre répéter que la socialisation et l'étatisation n'étaient pas choses identiques, et en vérité, à l'époque, nous ne parlions le plus souvent, ni de socialisation, ni d'étatisation, mais de nationalisation. Simple changement de mot qui ne changeait rien au problème de fond, car la nation s'incarnait dans l'État et la nationalisation était par conséquent l'instauration d'une propriété de l'État. La conscience de la distance existant entre socialisation et étatisation se manifestait par l'idée de démocratisation du secteur et des services publics. Comme le concept de nationalisation, celui de propriété publique remplissait un rôle important pour rassurer les esprits inquiets. Propriété publique s'oppose à propriété privée et l'idée du «public» ne produit pas le même effet sur les esprits que l'idée d'État. L'idéologie anti-étatiste est en effet très répandue et connaît des formes diverses, voire opposées. L'anarchisme est évidemment anti-étatiste, mais on peut en dire autant du libéralisme et même du marxisme. L'idée de «pouvoirs publics» et de propriété publique ne rencontre pas la même hostilité : elle est en effet liée à celle d'intérêt général et il n'y a pas si grand monde pour prétendre que le concept d'intérêt général est une pure mystification.

Mais il y a encore d'autres complications conceptuelles qui se manifestent aujourd'hui mais qui existaient également au siècle dernier. La propriété sociale étant commune a été appelée collective et pendant tout un temps cette désignation était revendiquée par ses partisans qui parlaient de «collectivisme». Aujourd'hui, «collectif» fait problème, parce que dorénavant le collectif est opposé à l'individuel. Il semble bien qu'une véritable socialisation ou appropriation sociale implique l'individu. Marx est intervenu en ce sens dans le livre 1 du *Capital* et d'une façon générale, il définit le communisme comme la propriété des individus associés (Marx, 1950 : 3, chap 32). La question est importante par rapport au libéralisme et à l'anarchisme, mais de façon plus générale, par rapport aux valeurs de notre temps.

Notre question est donc celle-ci : comment parvenir à une véritable appropriation sociale ?

On peut déjà préciser que le problème se pose en termes de transition, celle du capitalisme au communisme (ou au socialisme). Essayons d'identifier les principaux problèmes. Le premier qui se présente est celui du rôle de l'État dans ce processus de transition. À ce sujet, Engels a exprimé une opinion dont on peut partir : « La propriété d'État sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution » (Engels 1977 : 315).

Le conflit dont il est question ici oppose le caractère de plus en plus social de la production et le caractère toujours privé de l'appropriation. L'idée d'Engels est que la propriété de l'État, de même que les sociétés par actions et les trusts qui apparaissent à la fin du siècle sont une façon de tenir compte, dans les limites du capitalisme, du caractère social de la production. Pour Engels, lorsque l'étatisation intervient pour des raisons économiques, elle signifie un progrès économique. Pour autant, Engels ne confond pas le capitalisme d'État, dont on va beaucoup parler au cours du 20e siècle, et le socialisme. Dans l'*Anti-Dühring,* il critique radicalement les théories du socialisme d'État qui ont fleuri en Europe et en Allemagne à la fin du siècle dernier.

Si Engels ne les confond pas, il souligne néanmoins que le capitalisme d'État prépare l'avènement du socialisme et c'est une formule dialectique à la Hegel qui est chargée de nous faire comprendre comment on passe du capitalisme d'État au socialisme. Le capitalisme d'État est le comble du capitalisme comme forme d'exploitation, mais il organise la production sociale, comme le faisaient déjà les sociétés par actions et les trusts, si bien qu'on arrive au socialisme par un « renversement en son contraire » du capitalisme d'État. Mais Engels prend bien soin de souligner que « ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'État ne supprime la qualité de capital des forces productives ».

Bref, si l'étatisation tient compte du caractère de plus en plus social de la production, le capitalisme d'État n'en est pas moins toujours du capitalisme : le capital est toujours présent et donc le rapport capital/travail. Mais c'est un fait que l'idée de capitalisme d'État est considérée favorablement par une partie de ceux qui attendent du socialisme l'émancipation des producteurs. Cela n'a pas toujours été le cas. En particulier, des courants radicaux du mouvement ouvrier ont souvent expliqué – en opposition aux courants réformistes du socialisme d'État – qu'on ne

voyait pas ce que les salariés avaient à gagner à l'étatisation des forces productives.

Il faut me semble-t-il prendre en considération, non seulement les nationalisations, mais surtout la création des services publics dont certains comme l'éducation échappent très largement au secteur marchand, pour comprendre que les partisans du socialisme et du communisme regardent les nationalisations avec les yeux de Chimène. C'est qu'avec les services publics, nous pouvons nous croire en présence, non d'un État ayant un caractère de classe, qui exerce des fonctions politiques répressives et des fonctions économiques au service du capital et de son accumulation, mais d'un pouvoir public dont la fonction est de servir l'intérêt général. À partir de cette expérience des services publics sur laquelle l'offensive néolibérale voudrait bien revenir, on assiste à une évolution philologique qui a son importance : on parlera de propriété publique et non simplement de propriété étatique ou d'étatisation.

Le premier problème que nous rencontrons lorsque nous abordons théoriquement la question de la transition est de savoir quel peut être le rôle de la propriété publique dans la transition du capitalisme au socialisme. On peut aussi formuler le problème de façon un peu différente. Si l'on accepte l'idée formulée par Engels dans l'*Anti-Dühring* sur le rôle joué par l'État pour accrocher la solution, la question pourrait se formuler ainsi : soit le mode d'appropriation communiste qui caractérisera la société communiste. Cette appropriation communiste ou cette propriété communiste conservera-t-elle, au moins à titre de dimension nécessaire et peut-être non suffisante, quelque chose de la propriété publique ? Si la propriété publique reste une dimension nécessaire de la propriété communiste, quelle sera exactement sa fonction ? Est-ce que la propriété publique sera là pour exprimer la dimension sociale ou collective de la production et de sa maîtrise commune, en opposition avec les autres dimensions que nous pouvons imaginer qui sont celles des collectifs de base, voire celle de l'individu ?

Le deuxième problème de la transition se pose à partir des élaborations nouvelles que nous trouvons dans l'œuvre de Marx dans les années soixante du 19e siècle, à l'époque de l'Association internationale des travailleurs et de l'élaboration de l'ensemble des livres du *Capital*. Elles portent sur le rôle que peuvent jouer les coopératives ouvrières de production dans la transition d'une société à l'autre. Dans le livre 3 du *Capital* en particulier, Marx affirme très nettement que les coopératives ouvrières, de même que d'une autre façon, les sociétés par actions, sont caractéristiques de la période de transition du capitalisme au communisme. Si donc nous acceptons la thèse de Marx sur le rôle

décisif que pourrait jouer la multiplication des coopératives ouvrières de production dans la transition au communisme, la question que nous pouvons nous poser est celle-ci : si nous acceptons l'idée présente dans les textes de Marx selon laquelle le communisme ne saurait se réduire à la simple propriété coopérative, notre question est alors celle-ci : est-ce que la propriété coopérative disparaît purement et simplement dans l'appropriation communiste ? Ou bien au contraire n'en est-il pas ainsi et ne faut-il pas plutôt affirmer que si la propriété coopérative joue son rôle dans la transition au communisme, c'est parce que, d'une certaine façon, elle a des affinités mêmes limitées avec l'appropriation communiste et que bien loin de disparaître sans laisser de traces, il en reste quelque chose dans l'appropriation communiste. En sorte que nous pourrions dire pour nous servir des facilités du vocabulaire hégélien qu'il s'agit d'une *Aufhebung* de la propriété coopérative et non d'une simple abolition. Il reste quelque chose de l'appropriation coopérative dans l'appropriation communiste : elle est supprimée sans doute, mais aussi conservée au sens où l'entendait Hegel.

Si l'on accepte de considérer qu'il y a une sorte d'équivalence entre les coopératives du 19e dont parlait Marx et les usines autogérées du 20e siècle, et si on nous autorise à faire une audacieuse opération sémantique, nous poserions la question de la façon suivante dont nous espérons qu'elle apporte plus de lumières que de confusion : ne faut-il pas conserver le mot d'autogestion malgré les risques qu'il comporte et l'utiliser pour désigner une dimension de l'appropriation communiste sans laquelle elle ne serait pas ce qu'elle doit être, c'est-à-dire quelque chose de plus riche que la simple propriété publique ? Nous autorisera-t-on à dire qu'il n'y a pas de dépassement communiste du capitalisme si le communisme lui-même ne comporte pas ce que nous pourrions appeler le *moment* autogestionnaire[1] ?

Si nous nous efforçons maintenant de prendre ensemble les deux questions que nous venons de poser sur la propriété publique (du type service public) et sur la propriété coopérative, nous parvenons à la dernière question que nous voulons poser sur la nature de la propriété communiste.

La propriété communiste n'est-elle pas nécessairement une forme complexe de propriété qui articule d'une certaine façon un moment de propriété commune d'ensemble que nous pouvons appeler « publique » et un moment d'appropriation par les collectifs de base que je propose d'appeler provisoirement autogestionnaire, toute la difficulté étant de

1. [▶ Ouvrir une brèche dans la vieille société].

savoir comment s'articulent concrètement ces deux moments de l'appropriation communiste.

Je ne voudrais pas terminer cette introduction sans souligner un point décisif: il est impossible de traiter la question de l'appropriation sociale sans poser simultanément la question de l'État, du pouvoir et de la domination. Nous l'avons trouvée sous nos pas en parlant de l'étatisation qui n'est pas la socialisation et des pouvoirs publics qui peuvent s'exercer démocratiquement et, faisons cette hypothèse, sans domination. Au 19e siècle la question s'appelle dans la pensée sociale, celle de l'abolition ou de l'extinction de l'État. Ce n'est pas une question dont on peut se débarrasser. À défaut de la traiter systématiquement, je voudrais indiquer l'orientation que j'aimerais pouvoir défendre à son propos. Conformément aux textes de Marx et d'Engels, je soutiendrai que ce qu'ils visent lorsqu'ils parlent de l'État et de son dépérissement, c'est le caractère de classe de l'État: il s'agit presque d'une tautologie puisque le socialisme ou le communisme sont des sociétés sans classes. Ce sont donc en particulier les fonctions répressives de l'État qui doivent disparaître. Mais l'État a bien d'autres fonctions fort utiles et il est à prévoir que de nouvelles fonctions feront leur apparition. Nous pouvons exprimer ceci dans le jargon de Marx et d'Engels en disant que l'«État politique» au sens propre du terme disparaît et que subsistent des «pouvoirs publics» dont aucune société ne peut se passer. Cette première proposition est tout à fait fidèle aux textes de Marx et d'Engels.

Je n'en dirai pas autant pour la distinction que je propose d'introduire dans la théorie marxiste. Je ne l'ai pas inventée: je la rencontre constamment dans mes lectures. Elle consiste à distinguer pouvoir et domination et à affirmer que la fin des sociétés de classe sera aussi la fin de toute domination d'une classe sur une autre ou d'une fraction de la population sur une autre (tendanciellement). Mais à affirmer également que domination et pouvoir ne sont pas identiques et que les phénomènes de pouvoir ne disparaîtront pas avec l'exploitation et les formes multiples de la domination. L'autogestion généralisée des sociétés libérées de l'exploitation et de la domination n'implique pas des sociétés sans pouvoirs, mais bien plutôt des sociétés dans lesquelles le pouvoir est autogéré.

Dans la suite de cet exposé, je me propose d'étudier deux moments distincts de la réflexion de Marx et d'Engels sur l'appropriation sociale ou communiste. Le premier moment est celui du *Manifeste* et des textes qui n'en sont pas séparables comme les *Principes du communisme* d'Engels. Le deuxième moment est ultérieur et correspond à la fois à la rédaction du *Capital* et à la direction de l'Association internationale des

travailleurs. La grande nouveauté consiste à prendre en considération les fabriques coopératives ouvrières pour penser la transition du capitalisme au communisme.

Le moment du *Manifeste* ou le passage des moyens de production des « mains de l'État » aux « mains des individus associés ».

Je citerai trois passages du *Manifeste* pour mettre en évidence deux points essentiels à mes yeux. Premier point : la conquête du pouvoir par le prolétariat et la centralisation de la production dans les mains de l'État jouent évidemment un rôle essentiel dans la conception de Marx et d'Engels. Néanmoins et ce sera mon deuxième point, ce premier moment qui doit caractériser la transition du capitalisme au communisme ne définit pas le communisme et donc le but à atteindre. Ce but est « la concentration de la production dans les mains des individus associés ».

La considération de cette différence entre le point de départ et le point d'arrivée de la transformation révolutionnaire me permettra de répondre à des auteurs d'orientation libertaire comme Pierre Ansart et Daniel Guérin qui voient dans le *Manifeste* un texte proposant un communisme étatiste (Ansart, 1984 : 154 et suiv. ; Guérin, 327-328).

Voici maintenant mes citations :

> Le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie (Marx et Engels, 1972 : 85).
>
> Le prolétariat se servira de sa domination politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout le capital, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État (*in den händen des Staats*), c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante… (Marx et Engels, 1972 : 85).
>
> Les différences de classes une fois disparues dans le cours du développement, toute production étant concentrée dans les mains des individus associés (*in den händen der assoziierten Individuen konzentriert*), le pouvoir public (*die öffentliche Gewalt*) perd alors son caractère politique (Marx et Engels, 1972 : 87)[1].

Ajoutons quelques commentaires à ces textes. Il n'est pas trop compliqué de comprendre comment se fait la concentration des instruments de production dans les mains de l'État. Depuis la fin du 19e siècle, nous sommes habitués à ce que l'on a appelé le capitalisme d'État dont Lénine disait qu'il était l'antichambre du socialisme. Plus encore, nous

1. [▶ Figures de l'appropriation sociale chez Marx (Les)].

sommes habitués à l'organisation de services publics, auxquels nous sommes attachés et qu'on est en train de démanteler. Ils reposent sur la propriété publique des moyens de production ou des infrastructures nécessaires à leur fonctionnement.

Il faut observer qu'il est un peu plus compliqué de comprendre ce que peut signifier la concentration de toute la production dans les mains des individus associés.

Est-ce qu'il y a dans le *Manifeste* des éléments qui peuvent nous aider à mieux comprendre comment cela peut advenir? Il me semble que oui. Selon Marx et Engels, au terme du processus de transition, les classes n'existent plus et par conséquent ce que Marx appelle l'«État politique» cesse également d'exister. Par contre, ce que Marx appelle les «pouvoirs publics» (*die öffentliche Gewalt*) continuent à exister. De plus, nous savons que lors de la première phase de la révolution, les révolutionnaires donnent à l'État une forme démocratique. Le *Manifeste* parle de «conquête de la démocratie» et les *Principes du communisme* de l'établissement d'une «constitution démocratique» (Engels, 1972 : 205, 217).

Nous pouvons donc penser que l'appropriation sociale par les individus associés se fait à l'aide de ces pouvoirs publics démocratiques. «L'autogouvernement des producteurs» dont parlera Marx dans *La guerre civile en France* ou pour employer le vocabulaire du 20e siècle, l'autogestion de l'ensemble de la vie économique fait nécessairement intervenir le niveau politique, en entendant par là, l'instance de coordination des activités multiples des citoyens-producteurs.

Il faut noter que dans le *Manifeste* (et déjà antérieurement dans *Misère de la philosophie* qui date de 1847), Marx signale deux changements simultanés. Au terme du processus de transition : la société civile bourgeoise disparaît ainsi que l'État dit politique. À la place de la société civile s'instaure un autre type de société que Marx appelle l'«association» : elle est caractérisée par la solidarité et par le développement réciproque des individus.

L'association est le nom de la société communiste et dans les *Principes du communisme,* Engels oppose frontalement association et concurrence.

Avant d'en finir avec le *Manifeste,* il est nécessaire d'élucider deux points. Le premier concerne la définition de la politique que Marx identifie avec la domination. Avec une semblable définition, on est conduit à penser que le communisme coïncide avec la disparition du politique et de la politique. Pourtant, nous l'avons vu, c'est l'État au sens politique du terme qui doit disparaître selon Marx. Subsistent ce qu'il appelle des pouvoirs publics qui n'ont plus un caractère de classe et qui n'ont plus de fonction de domination. Par ailleurs, Marx et Engels n'ont pas cessé

d'enseigner au prolétariat la nécessité de la politique. Pour éviter toute confusion, je propose donc de mettre en place une définition plus large de la politique et d'en finir avec cette définition trop étroite qui identifie politique et domination. Certes, dans la société communiste la domination de classe et l'exploitation de l'homme par l'homme disparaissent. Mais, nous pouvons affirmer que subsisteront d'autres conflits – ceux par exemple entre les diverses conceptions du développement social qui s'affronteront au niveau global de l'autogouvernement démocratique et peut-être également des conflits d'intérêts qui n'opposeront plus des classes entre elles, mais d'autres regroupements sociaux. D'autre part, il nous semble que la politique n'a pas seulement affaire avec les conflits quelle qu'en soit la nature. Elle désigne un niveau de la vie sociale qui a sa spécificité et cette spécificité se rapporte aux fonctions de coordination générale. Ces fonctions ne sont pas appelées à disparaître mais à prendre de l'ampleur dans une société communiste, étant donné que les coordinations assumées par le marché dans la société capitaliste de manière *ex post,* le seront *ex ante,* consciemment, méthodiquement et *a priori* dans la société communiste. Ces fonctions coordinatrices sont politiques au sens le plus haut du mot. Sur ce point, il faut donc faire retour à la *polis* et à la définition aristotélicienne de l'homme comme animal politique.

Le deuxième point à élucider concerne le rapport de Marx et d'Engels avec Saint-Simon et certaines de ses thèses. Il s'agit encore du politique et de la politique comme nous allons le voir.

Dans le chapitre 3 du *Manifeste,* Marx parle des utopistes et des éléments critiques qu'on trouve dans leurs conceptions. Dans ce contexte et donc d'une façon positive, Marx parle de «la transformation de l'État en une simple administration de la production» (Marx et Engels, 1972 : 113). L'idée est reprise par Engels dans l'*Anti-Dühring* avec plus de précisions dans un lieu où il expose sa conception du dépérissement de l'État :

> L'intervention d'un pouvoir d'État dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production (Engels, 1977 : 317).

Si on la lie à celle de fin de la politique, cette idée d'une administration des choses qui prend la place du gouvernement des personnes peut être interprétée de façon technocratique. Il faut évidemment éliminer radicalement tout risque d'interprétation technocratique, quelle que soit la sympathie qu'on éprouve pour le génie de Saint-Simon. Il n'est pas inutile pour comprendre pourquoi Marx et Engels ont repris certaines

des thèses de Saint-Simon à leur compte de relire de temps en temps ses œuvres. On y verra qu'il n'élimine pas la politique, mais qu'il oppose deux façons de faire de la politique : la première consiste à gouverner les hommes, c'est-à-dire à les commander et à s'en faire obéir. La deuxième est celle qu'il préconise de mettre en œuvre désormais et elle consiste à bien administrer les choses et la production sans commander les hommes. Il n'est pas trop difficile de comprendre qu'une des cibles de Saint-Simon est la domination politique et que c'est pour cela que Marx et Engels ont repris cette idée. L'idée de mettre fin à la domination doit être conservée. Mais comme je l'ai dit à la fin de l'introduction, cette élimination ne règle pas tout. La question posée est celle du pouvoir et elle consiste à demander si l'élimination de la domination est aussi celle du pouvoir. Je propose de répondre négativement à cette question. Domination et pouvoir ne se confondent pas. Les « pouvoirs publics » dont Marx continue à parler après la fin de ce qu'il appelle l'État politique sont bien des institutions grâce auxquelles le pouvoir s'exerce. Ce que nous pouvons concevoir, c'est qu'avec la fin de ce que Marx appelait la préhistoire de l'humanité, il y ait un pouvoir sans domination. L'autogouvernement démocratique généralisé est toujours un pouvoir, mais étant donné la fin de l'exploitation et de la domination économique, on peut penser qu'il s'agit d'un pouvoir sans domination. Obéir à des lois qu'on a librement déterminées n'est pas subir une contrainte venant d'une instance externe, c'est être autonome (Maler, 2002).

Concluons cette première partie avec quelques observations sur le vocabulaire du communisme. Avant 1848, ce vocabulaire est celui de la communauté. Par exemple, dans la Ligue des Justes, les mots d'ordre sont la « communauté des biens » et la fraternité : « Tous les hommes sont frères ». Proudhon, qui sera un adversaire du communisme tout au long de sa vie, parle des communistes comme des partisans de la communauté, de la fraternité et de l'État (ce qu'il appelle le « gouvernementalisme »). Avec la Ligue des communistes et le *Manifeste,* il faut noter un changement important. Sans doute le vocabulaire de la communauté ne disparaît-il pas mais il semble bien qu'on puisse dire qu'avec l'entrée en scène de Marx et d'Engels, le vocabulaire de l'association devient dominant[1].

Il serait intéressant de pouvoir répondre à la question : pourquoi ce changement intervient-il ? Il est un peu trop tôt pour que je puisse répondre avec assurance à cette question. Il me semble que la réponse

1. [▶ Associations ouvrières (Les)].

est à chercher en relation avec ce qui advient dans l'expérience, la conscience et le langage des masses ouvrières.

L'expérience du monde ouvrier converge vers diverses formes d'unité économique et politique de la classe. En ce qui concerne Marx et Engels, n'oublions pas leur théorie très significative selon laquelle la classe se constitue en classe en s'unissant. N'oublions pas que le *Manifeste* tout d'abord et l'« Adresse inaugurale » de l'AIT ensuite se terminent par le célèbre : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! »

Parmi les formes économiques d'association, les coopératives ouvrières font leur apparition. En un premier temps, Marx et Engels n'en parlent pas ou très peu. Pourtant, les coopératives de production apparaissent très tôt en Europe et en Angleterre en particulier avec l'appui de Robert Owen. Or, ces coopératives ouvrières sont le plus souvent appelées « associations ».

Ainsi le mot association a deux significations. Au singulier, il désigne la société future où le principe de l'association s'oppose au principe de la concurrence et la solidarité à la lutte de tous contre tous. Au pluriel, le mot désigne une entreprise industrielle ou autre dans laquelle les travailleurs sont les propriétaires et assurent le bon déroulement de la production sans le concours des capitalistes.

Ainsi le langage que nous trouvons dans les discours ouvriers et dans celui des théoriciens semble poser le problème du rapport de l'unité et de la pluralité.

L'hypothèse de Lénine dans *L'État et la révolution* où, traitant du socialisme, il parle d'une seule usine et d'un seul bureau, d'un « cartel » unique de tous les ouvriers et de tous les employés semble peu convaincante. Elle indique tout au plus unilatéralement, le moment de l'unité à laquelle correspondent l'appropriation publique et la planification.

Mais il y a aussi l'autre moment : celui de la pluralité des unités particulières que nous appelons usines et bureaux. Notre problème est précisément de savoir comment peuvent s'articuler l'unité d'ensemble et



les unités particulières. Le mot *autogestion* – l'autogestion politique de l'ensemble de la société et l'autogestion économique des usines particulières – évoque ce type de problème. C'est de la réponse que nous donnerons à cette question que dépend le sens que nous donnerons à l'appropriation sociale[1].

Au 19e siècle, il n'est pas question d'autogestion. Pourtant, Marx parle de l'autogouvernement des producteurs dans ce texte capital qu'est *La guerre civile en France.* D'autre part, si dans un premier temps, celui de la révolution de 1848, Marx et Engels ne parlent pas des coopératives ouvrières, il en va tout autrement au cours des années 1860 et au-delà. La question du jugement que l'on donne au sujet des diverses expériences de coopératives s'impose absolument. C'est ce qui arrive à Marx et à Engels de diverses façons, soit dans le cadre de l'AIT, soit dans le cadre de leur rapport avec le mouvement ouvrier organisé de leur pays d'origine. *Le Capital* de Marx, principalement le livre 3 qu'Engels publiera en 1894 en traite abondamment. Il en est également question dans *La guerre civile en France* qui est le texte décisif de cette nouvelle période du mouvement ouvrier. La thèse que je voudrais avancer à cet égard, c'est que l'idée que se fait Marx de l'appropriation sociale et de la société communiste ne peut pas être comprise indépendamment des jugements qu'il porte sur les diverses expériences de coopératives ouvrières[2].

Avant d'aller plus loin dans cet exposé, je voudrais en quelque sorte établir cette thèse en considérant avec une grande attention philologique, le vocabulaire qu'utilise Marx pour parler de la société socialiste ou communiste dans un texte d'une grande importance théorique qui date de 1875 : je veux parler des « Gloses critiques sur le projet de programme du Parti ouvrier allemand » dit de Gotha.

Dans ce texte, Marx est en quelque sorte contraint de parler des coopératives ouvrières parce qu'il rejette le programme de Lassalle à ce sujet et qu'il doit préciser une nouvelle fois à quelles conditions les coopératives ouvrières sont une bonne chose. Ce point est assez bien connu, et je n'y insisterai pas pour l'instant. Ce qui m'intéresse c'est de montrer, à propos de ce texte, à quel point le principe coopératif est déterminant théoriquement.

Demandons-nous en effet comment Marx appelle la société socialiste ou communiste qu'il propose comme objectif au prolétariat. Il l'appelle, je cite « société coopérative fondée sur la propriété collective

1. [▶ Appropriation sociale, autogestion, commun].
2. [▶ Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs].

des moyens de production» (Marx, 1965 : 1418). Il faut pour s'en apercevoir aller voir le texte allemand et chercher une bonne traduction. Le texte allemand dit : «*Innerhalb der genossenschaftlichen, auf Gemeingut an den Produktion-mitteln gegründeten Gesellschaft…*» (MEW). Il est donc sans équivoque et l'expression est utilisée deux fois dans la même page. Quant à la bonne traduction, elle existe en français, c'est celle qu'on trouve dans l'édition des *Œuvres* de Marx par Maximilien Rubel à La Pléiade.

L'emploi de ce vocabulaire coopératif est massif. Il est question de «richesse coopérative» (Marx, 1965, 1 : 1420), de «propriété coopérative» (Marx, 1965, 1 : 1421), et de «production coopérative» (Marx, 1965, 1 : 1427). Par contre, la traduction des Éditions sociales gomme totalement ce rapport intime de la société socialiste ou communiste avec la coopération et remplace «société coopérative» par «ordre social communautaire». Nous sommes dans l'arbitraire[1].

Ce coup d'œil rapide aux «Gloses critiques sur le projet de programme de Gotha» constitue une transition toute naturelle à la deuxième partie de mon exposé.

La position de Marx à l'égard du mouvement coopératif dans les années 1860 et au-delà

Nous pouvons parler d'un second moment de la réflexion de Marx sur l'appropriation sociale et le communisme qui est caractérisé par la prise en compte dans cette réflexion du mouvement coopératif. Il s'agit d'un phénomène massif et c'est d'abord ce que je voudrais établir ne serait-ce qu'extérieurement, en donnant les références des principaux textes dans lesquels Marx et Engels décrivent le mouvement coopératif et portent un jugement sur lui.

1. «L'Adresse inaugurale» de l'Association internationale des travailleurs (1864) (Marx, 1965, 1 : 453-472).

2. Les résolutions du congrès de Genève de l'AIT (1866) (Marx, 1965, 1 : 1463-1472).

3. *Le Capital*. Le livre 1 publié par Marx en 1867 parle de la célèbre coopérative de Rochdale. Mais les choses décisives se trouvent dans le livre 3 rédigé pour l'essentiel en 1863-1865 et qu'Engels publiera en 1894. Dans l'édition d'Engels, c'est le chapitre 27 («Le rôle du crédit dans la production capitaliste») qui a une importance décisive (Marx,

1. [▶ Programme de Gotha (Critique du)].

1950). On dispose désormais en allemand du manuscrit original de Marx datant de 1863-1865 (MEGA 2).

4. Autre texte capital rattaché à l'activité de Marx à la tête de l'AIT, puisqu'il s'agit d'une «Adresse» du conseil général de l'Association: *La guerre civile en France* (1871) (Marx, 1972).

5. Le texte intitulé «La nationalisation de la terre» dans lequel Marx discute avec César de Paepe des coopératives agricoles et des formes de propriété qu'il faut leur donner (1872) (Marx, 1965, 1: 1473-1479).

6. «Gloses critiques sur le projet de programme du parti ouvrier allemand» (Gotha) dans lesquelles Marx critique la conception lassallienne des coopératives financées par l'État bismarckien et revient rétrospectivement sur la conception de Buchez et du journal *L'Atelier* qu'il traite de réactionnaire (Marx, 1965, 1: 1409-1428).

7. L'introduction d'Engels à une nouvelle édition de *La guerre civile en France* dans laquelle il revient sur les positions de Proudhon et sur le principe de l'association (1891) (Engels, 1972b).

8. Enfin le grand article d'Engels intitulé «La question paysanne en France et en Allemagne» (Marx et Engels, 1978, 3: 478et suiv.), où il développe le principe de la création des coopératives agricoles comme la seule façon de venir en aide aux petits paysans menacés par la concurrence de la grande exploitation. Il est à mettre à côté de l'article de Marx sur «La nationalisation de la terre» qui ne traitait pas des usines coopératives ouvrières, mais des coopératives agricoles et de la forme de propriété qui leur convient.

Après cette énumération rapide qui avait pour but de démontrer que la réflexion sur les usines coopératives et sur les coopératives agricoles n'occupe pas une place subalterne dans l'œuvre de Marx et d'Engels, nous chercherons à décrire la position de Marx en particulier, à l'égard des usines coopératives.

Nous pouvons résumer sommairement la position de Marx en parlant d'une attitude ouverte et foncièrement positive à l'égard des usines coopératives ouvrières, en ajoutant toutefois qu'elle comporte une dimension critique constante à l'égard de certaines conceptions et illusions et plus généralement la thèse que les usines coopératives ouvrières ne peuvent jouer un rôle positif dans la transition au socialisme qu'à certaines conditions.

Il s'agit donc d'un contenu complexe et c'est sans doute la raison qui explique que l'on rencontre quelques fois des jugements sur la position de Marx qui mettent unilatéralement l'accent sur les réserves critiques. Lorsque Marx dans le «programme de Gotha» s'en prend au programme

lassallien de création de coopératives ouvrières sous le patronage et avec le financement de l'État bismarckien, on peut facilement s'en tenir à ce seul texte et généraliser cette critique très particulière, en oubliant tous les autres textes. Face à ces déformations, je maintiens ma thèse d'une attitude foncièrement positive de Marx à l'égard des usines coopératives ouvrières.

Pourquoi Marx a-t-il cette attitude largement positive ? Parce que les usines coopératives ouvrières démontrent que les ouvriers peuvent faire fonctionner de grandes entreprises modernes en se passant des services des patrons capitalistes. En ce sens, les coopératives ouvrières ne sont pas seulement comme les sociétés par actions, les trusts ou le capitalisme d'État un symptôme éclatant du phénomène de socialisation de la production dont ces formes économiques nouvelles cherchent à tenir compte en s'y adaptant, elles sont quelque chose de plus qui a une grande signification : elles représentent une première rupture avec le système capitaliste à l'intérieur du système lui-même.

Néanmoins, Marx souligne immédiatement dans la plupart des textes que j'ai cités le point décisif à ses yeux. Il n'est pas possible d'oublier la question du pouvoir politique. Les ouvriers doivent conquérir le pouvoir politique et alors les coopératives ouvrières pourront jouer un rôle important dans la transition du capitalisme au socialisme.

Le chapitre 27 du livre 3 du *Capital* confirme l'idée que les usines coopératives ouvrières peuvent jouer un rôle important dans la transition au communisme. Le manuscrit de Marx considère les sociétés par actions et les usines coopératives comme des formes économiques transitoires annonciatrices d'un nouveau mode de production.

Cependant, je dois préciser au passage que la thèse soutenue par un certain nombre d'intellectuels communistes sur l'actionnariat salarié ne peut trouver aucun appui dans le chapitre 27. Il est vrai que Marx y parle à la fois des sociétés par actions et des coopératives ouvrières. Mais il ne les traite pas du tout de la même façon et surtout il ne recommande à aucun moment aux ouvriers d'acheter des actions de leurs entreprises pour pouvoir changer leurs critères de gestion.

Si on a des doutes sur les idées de Marx à ce sujet, il faut lire la résolution sur le travail coopératif adoptée en 1866, lors du premier congrès de l'AIT. Le point (e) de cette résolution précise :

> Dans le but d'empêcher les sociétés coopératives de dégénérer dans les sociétés ordinaires bourgeoises (sociétés par actions), tout ouvrier employé doit recevoir le même salaire, associé ou non. Comme compromis purement temporaire, nous consentons à admettre un bénéfice très minime aux sociétaires (Marx, 1 : 1469-1470).

La guerre civile en France nous donne des précisions importantes sur la façon dont les usines coopératives ouvrières peuvent conduire au communisme. C'est la fédération nationale des coopératives qui leur permet de sortir de l'isolement qui les menace et d'envisager concrètement, à travers cette forme d'organisation, une planification de l'ensemble de la production[1].

Le texte de Marx intitulé «La nationalisation de la terre», de même que l'article tardif d'Engels sur «La question paysanne en France et en Allemagne» permet d'élucider un autre point qui concerne la forme de la propriété. Les marxistes qui refusent toute référence à l'autogestion peuvent prendre appui sur ce texte et son argumentation. Nous venons de voir également, il y a un instant, que le principe de la planification conduisait à distinguer nettement le communisme de la simple existence de ce que l'on appelle quelquefois un secteur d'économie sociale à l'intérieur du capitalisme.

Dans la discussion entre Marx et César de Paepe, nous pouvons voir que Marx choisit sans équivoque l'appropriation nationale de la terre contre le principe d'une simple propriété coopérative. Quel argument fait-il valoir pour motiver son choix? Je cite d'après la traduction de La Pléiade:

> Le sol – dit Marx – ne peut être que la propriété nationale. Abandonner le sol à des travailleurs ruraux associés, ce serait exclusivement remettre la société entre les mains d'une seule classe de producteurs (Marx, 1965, 1: 1476).

L'argument peut être généralisé par les adversaires de l'autogestion au sens où on l'entend souvent. Pourquoi faudrait-il que les salariés qui travaillent à EDF soient les seuls habilités à prendre des décisions concernant la production de l'électricité? Il paraît évident que c'est à l'ensemble des citoyens que revient la décision en cette matière.

Étant donné des arguments comme celui-là ou d'autres qui concernent la nécessité de coordonner au niveau politique l'activité économique globale de la société, je suis amené à faire une observation et à proposer une distinction pour permettre à la discussion d'avancer.

Mon observation porte sur les formes de la propriété. Selon moi, le principe valable d'une propriété nationale de la terre ou des usines (je dis nationale, mais l'instance publique qui s'approprie pourrait être d'un autre niveau, local, régional, continental ou planétaire) n'exclut pas son articulation avec un principe subordonné d'appropriation ou de possession par des collectifs de base.

1. [▶ Guerre civile en France (La)].

Ma préoccupation est en effet de mettre fin au divorce entre les producteurs et leurs moyens de production. Et j'ai peur qu'un certain nombre de propositions qui nous sont faites aujourd'hui ne nous conduisent pas au-delà de la simple forme de l'appropriation publique. Je constate qu'un certain nombre d'auteurs renoncent un peu trop facilement à l'idée de résorber ce divorce qui est à la base du mode de production capitaliste.

Après mon observation, voici la distinction que je propose. Il existe une conception de l'autogestion que j'appellerai «libertaire» dans laquelle les entreprises restent isolées et où les collectifs de base sont les uniques propriétaires de l'usine et les uniques maîtres de ce qui advient dans cette usine. De plus, ces modèles d'autogestion libertaire sont souvent aussi des modèles de socialisme de marché qui donnent l'impression qu'en dehors de la propriété de l'entreprise, il n'y a pas grand-chose de changé par rapport au capitalisme.

À cette conception libertaire de l'autogestion, j'opposerai ce que l'on pourrait appeler une conception marxiste de l'autogestion (Samary, 1988 ; Coutrot, 2002). J'aurai plaisir à me référer à un philosophe français qui n'a cessé de nous apprendre ce qu'est la créativité : il s'agit d'Henri Lefebvre.

Et je voudrais donner maintenant deux citations empruntées à deux ouvrages de Lefebvre que j'ai lue récemment. La première est une définition un peu générale de l'autogestion qui pour être générale n'en perd pourtant pas sa valeur :

> Chaque fois qu'un groupe social refuse d'accepter passivement ses conditions d'existence, de vie ou de survie, chaque fois qu'un tel groupe s'efforce non seulement de connaître, mais de maîtriser ses conditions d'existence, il y a autogestion (Lefebvre, 1990 : 13).

La deuxième citation est empruntée à un livre qui date de 1968, mais qui a été réédité récemment et où je trouve exprimées avec force l'ensemble des préoccupations qui m'habitent lorsque j'essaye de réutiliser le concept d'autogestion.

> Qu'apporte l'autogestion ? a) une brèche dans le système existant, celui de décisions qui gèrent la production [...] sans [...] la moindre participation [des intéressés]. b) un risque [...]. Dans l'autogestion, des intérêts partiels ou locaux peuvent l'emporter sur les intérêts généraux de la société. c) l'annonce d'un processus passant par la brèche ouverte et qui s'étendrait à la société entière (Lefebvre, 1998 : 78).

Personnellement, il me semble que l'esprit de cette utopie critique qu'est l'autogestion est présent dans l'œuvre de Marx et tout

particulièrement dans *La guerre civile en France.* Il n'y est question, il est vrai, que de l'autogouvernement des producteurs et cela pourrait donner à penser qu'il n'y est question que de la production et des producteurs. Mais, je ne le crois pas : l'autogouvernement est tout autant celui des citoyens et les deux formes d'autogouvernement, celle des producteurs et celle des citoyens ne peuvent être séparées. C'est ce que l'on appelle dans la mouvance des disciples d'Henri Lefebvre, avec une expression qu'on lui doit peut-être, l'«autogestion généralisée»[1].

Et voici maintenant la conclusion à laquelle je suis conduit après cette observation et cette distinction. S'il n'est pas possible de liquider toutes les erreurs et les illusions du modèle libertaire de l'autogestion et de définir à grands traits mais rigoureusement le modèle marxiste de l'autogestion sur lequel il faudra encore beaucoup travailler, je suis tout disposé à renoncer à la dénomination de socialisme autogestionnaire que j'ai essayé de défendre depuis plusieurs années. Mais, je dois ajouter que si j'y étais contraint, je me trouverais dans une situation inconfortable, car pour le moment, je ne vois pas quel autre mot pourrait remplacer celui d'autogestion, avec la détermination sémantique que je lui donne.

La guerre civile en France, Marx et Proudhon

Au cours de cette recherche sur l'appropriation sociale, où j'ai eu à m'occuper, ne serait-ce que sommairement, du principe de l'association, mais plus encore de l'attitude des penseurs socialistes à l'égard du mouvement coopératif, je me suis trouvé en présence d'auteurs dont l'affirmation constante était que Proudhon était le père du socialisme autogestionnaire. Je dois confesser que cette thèse est soutenue avec tant d'assurance et de conviction, que dans un premier temps, il ne me serait pas venu à l'esprit de douter de la véracité de cette affirmation. Je m'attendais donc, en lisant les œuvres de Proudhon que je n'avais pas lues antérieurement, à trouver des éléments justifiant cette thèse. Je m'attendais, en particulier, à trouver chez Proudhon une justification et une théorisation du mouvement coopératif. Je dois dire que ma recherche sur ce point a été déçue. Le socialisme de Proudhon est qualifié souvent de socialisme mutuelliste. Cette appellation me paraît bien venue. Elle correspond aux idées que Proudhon a développées dans ce qui est sans doute son œuvre principale : *La philosophie de la misère* qui date de 1846 et à laquelle Marx a donné la réponse que l'on sait, tant dans *Misère de la philosophie,* qu'à la veille de la révolution de 1848 dans le chapitre du *Manifeste* consacré aux différentes formes de socialisme

1. [▶ Problèmes théoriques de l'autogestion].

et de communisme. Le but de Proudhon est bien de créer une forme nouvelle de société en introduisant sa réforme qui consiste à échanger les marchandises sur la base de l'égalité ou de la «valeur constituée». Quand on lit les carnets de 1843-1846 (Proudhon, 2000), on voit bien apparaître l'ensemble d'idées qui va aboutir à *Philosophie de la misère*. Il s'agit de créer une «Société progressive» appelée aussi «Association» qui va s'étendre à toute la France et à toute l'Europe. On peut noter que le mot «association» est une rubrique qui revient constamment chaque fois que Proudhon veut préciser ses idées sur sa réforme. Cet usage du mot nous confirme dans l'idée que le mot association est utilisé par tous les réformateurs socialistes. Ni Proudhon ni Marx et Engels n'échappent à la règle. Reste ensuite à voir ce que recouvre l'expression. De ce point de vue, rien n'est plus distant de l'association communiste dont parlent Marx et Engels que l'association qu'envisage le réformisme proudhonien. Dans un cas, il s'agit de bouleverser les rapports de production et de propriété ; dans l'autre, il s'agit d'une réforme de la circulation des marchandises qui doit aboutir au règne du travail. Pendant la période de la révolution de 1848, les propositions de Proudhon prennent la forme de la création d'une Banque du peuple qui échoue assez lamentablement, mais qui est bien dans la logique de ce réformisme qui entend transformer la société en modifiant la circulation des marchandises et le rôle de l'argent et du crédit. Bien que Proudhon soit haï par la bourgeoisie comme un dangereux révolutionnaire, ces projets paraissent d'une grande modération et on ne voit même pas en quoi il pourrait menacer la propriété bourgeoise qui a été sa première cible lors de ses premiers travaux sur la propriété. Dans le *Manifeste,* Marx qualifie ce socialisme de socialisme bourgeois et lui reproche de laisser le système de l'économie bourgeoise sans changement réel. J'avoue que le jugement qui peut paraître sévère me paraît tout à fait juste. Je reviendrai sur la propriété selon Proudhon dans un instant, parce que je veux préalablement m'occuper de l'attitude de Proudhon à l'égard du mouvement coopératif. Je suis en effet parti de l'idée que l'on devait rencontrer chez Proudhon une attitude très positive, mais peut-être aussi insuffisamment critique à l'égard du mouvement de la coopération et que c'était cette attitude qui était à l'origine de la thèse qui fait de Proudhon le père spirituel du socialisme autogestionnaire. À ma grande surprise, il n'en est rien. C'est Owen, qui finira par adhérer au communisme, qui est le grand fauteur du mouvement coopératif et il a certainement exercé une forte influence à cet égard sur Marx et Engels qui l'admiraient beaucoup. Dans l'«Adresse inaugurale» de l'AIT où Marx définit sa position

face au mouvement coopératif, le nom d'Owen est justement cité, pas celui de Proudhon et cela n'a rien d'arbitraire[1].

Quelle a été la position de Proudhon à l'égard du mouvement coopératif? Nous avons vu que pendant assez longtemps Marx et Engels ne parlent pas des usines coopératives et qu'il faut attendre les années soixante pour qu'ils se prononcent très clairement à ce sujet. Qu'en est-il de Proudhon? Il est plus rapide que Marx et Engels puisqu'il est question pour la première fois, sauf erreur de ma part, des coopératives ouvrières dans un livre de 1851 intitulé *Idée générale de la révolution au 19e siècle*. Proudhon se fait-il l'ardent défenseur du mouvement coopératif? Pas du tout. Il est extrêmement réticent, même s'il finit par accepter le principe des coopératives ouvrières dans le cas où elles interviennent sur la base de la grande industrie, c'est-à-dire là où la coopération joue un rôle essentiel dans la productivité du travail. Cette puissance du travail coopératif, Proudhon l'appelle la «force collective» et là où elle est présente, il accepte le principe des coopératives ouvrières. Il l'accepte, mais sans enthousiasme. Engels, qui a étudié très attentivement ce nouveau livre dès sa parution, se souviendra longtemps de cette position et il y reviendra en 1891 dans l'introduction qu'il écrit pour une nouvelle édition de *La guerre civile en France* (Marx et Engels, 1972b, 2 : 271-278 ; 281-288 ; 297-299 ; 310 ; 315; 325; 344; 347; 355-365; 391)[2]. Il y parle correctement de cette acceptation prudente du principe de la coopérative ouvrière, et on peut comprendre qu'il présente aussi Proudhon comme un ennemi de l'association. On peut discuter la formule qui n'est peut-être pas absolument exacte : Proudhon lui aussi parle d'association. Mais d'une part, il est un ennemi acharné et constant du communisme et d'autre part, il s'est rendu célèbre dès 1846 en prenant position contre les coalitions ouvrières autant d'ailleurs que contre les coalitions patronales. Son principe fondamental semble plus celui de la libre concurrence que celui de l'association telle qu'elle est le plus souvent entendue dans le mouvement ouvrier. On pourrait dire aussi plus exactement, qu'en vertu de son principe de la «balance» des termes antinomiques, il veut l'association avec la concurrence. Ce n'est donc pas la position de Proudhon à l'égard des usines coopératives qui peut justifier de le considérer comme le père spirituel de l'autogestion.

Voyons maintenant l'évolution de sa position à l'égard de la propriété. Après tout, Proudhon s'est rendu célèbre en 1840, dans son premier

1. [▶ Alternative et reprises d'entreprises].
2. L'étude qu'Engels rédige à la demande de Marx est publiée dans Marx Engels, *Opere Complete* (MEOC), t. 11, p. 565-601.

Mémoire sur la propriété, en proclamant que la propriété c'est le vol. Et cette première apparition de Proudhon sur la scène publique a été saluée élogieusement par Marx et Engels, en 1845, dans *La Sainte Famille.* Comme il ne cesse par ailleurs de se proclamer «révolutionnaire» (Proudhon, 1977), qu'il est incontestablement animé par le pathos de la révolution et qu'il se dresse contre le parti de l'Ordre pendant son mandat électoral, attitude courageuse que Marx et Engels salueront dans un article de *La Nouvelle Gazette rhénane*, on se dit que ses idées sur la propriété doivent représenter un danger pour l'ordre établi. C'est donc avec curiosité qu'on aborde la lecture de son dernier livre, publié immédiatement après sa mort en 1865 et dans lequel il revient sur la question de la propriété (Proudhon, 2001). C'est une lecture très décevante pour qui attend encore de Proudhon une attitude révolutionnaire sur le problème de la propriété. Si l'on considère l'arc parcouru par Proudhon en 1840 et 1865, il faut bien constater qu'on assiste à une véritable régression. «Je prends le parti de la propriété», déclare désormais Proudhon (2001 : 201). Pour quel motif lié à quelque aspect fondamental de l'ensemble de ses conceptions ? Parce que face au danger principal que représente l'État comme force hostile à la liberté, Proudhon considère que la propriété privée bourgeoise est le meilleur des remparts. Je précise bien propriété privée bourgeoise, car un des aspects frappants de ce dernier livre, c'est que Proudhon y liquide par exemple, la distinction entre la propriété absolue et la possession qui n'est que relative, qui était présente dans son premier Mémoire.

Il y a pourtant un domaine dans lequel Proudhon apporte quelque chose que Marx va intégrer dans sa propre élaboration sans reconnaître ses dettes. Il s'agit de la théorie politique. Je ne parle pas ici de la théorie anarchiste qu'on retrouve aussi chez Marx et Engels sous une forme particulière, car je pense que, sur ce point, il faudrait peut-être leur trouver des ancêtres communs comme Saint-Simon, sans parler de Stirner qui a été un des interlocuteurs de Marx et d'Engels en 1845-1846. Je ne pense pas à l'anarchisme en général, mais à la théorie fédéraliste élaborée par Proudhon en 1863 (Proudhon, 1999). Marx a fait l'éloge que l'on sait des innovations politiques de la Commune de Paris. Or, politiquement parlant, les idées de Proudhon semblent bien avoir joué un rôle décisif dans l'expérience de la Commune : deux idées en particulier, celle de commune et celle de fédération des communes. Politiquement parlant, le Marx de 1871 n'a plus grand-chose à voir avec celui qui s'exprime avec Engels, en mars 1850 dans une circulaire très centraliste de la Ligue des communistes. Cette évolution résulte de l'expérience de la Commune, mais celle-ci doit beaucoup à la participation

des proudhoniens. Or, cette dette n'a jamais été reconnue et il vaut la peine de raconter à quelle ruse recourt Engels en 1891 pour escamoter le problème. Dans son introduction à la nouvelle édition de *La guerre civile en France,* il s'agit pour lui de démontrer que tant les blanquistes que les proudhoniens ont été infidèles à leurs théories lorsqu'il a été question d'agir. Engels procède alors à un découpage bien pratique. Les blanquistes sont les spécialistes de la politique, les théoriciens de la dictature et du gouvernement révolutionnaire centralisé. Or, les communards ont tourné le dos à cette théorie et les blanquistes aussi. Quant aux proudhoniens, leur doctrine est essentiellement économique selon Engels. Or, dans la pratique, ils ont abandonné leurs idées et commencé à mettre en œuvre un programme communiste. De cette façon, ce que Marx et Engels recueillent de l'héritage politique de Proudhon est proprement évacué. Il vaudrait mieux en finir avec ces petites ruses par lesquelles Engels entend nous démontrer qu'il n'y a que les autres qui changent, ce dont il n'y aurait pas à se réjouir. En fait Marx et Engels changent eux aussi et lorsqu'il arrive à Engels de le montrer, la force de leur pensée n'y perd rien, bien au contraire (Texier, 1998).

Pour en finir avec cet ensemble de réflexions qui tournent autour de Proudhon et de l'autogestion, je dirai que si Proudhon est le père de l'autogestion, c'est au plan politique que l'affirmation est fondée. Les idées économiques de Proudhon n'ont pas exercé une grande influence sur l'action de la Commune de Paris qui d'ailleurs n'a guère eu le temps d'agir dans ce domaine. Il semble par contre que ses idées politiques fédéralistes aient joué un grand rôle et Marx a consacré les formes politiques alors mises en place comme étant «la forme politique enfin trouvée» pour l'émancipation économique du travail. C'est le mérite de Marx d'avoir écrit son ouvrage sur *La guerre civile en France* qui a immortalisé les idées politiques autogestionnaires de la Commune.

Quant aux coopératives ouvrières, si c'est un peu tardivement que Marx les a prises en compte, il l'a fait avec éclat, tant dans les textes liés à l'AIT et à la Commune que dans le livre 3 du *Capital*. Peut-être serait-il exagéré d'affirmer que Marx est un théoricien de l'autogestion des entreprises. Marx est communiste et il prend les formes de propriété coopératives comme des formes transitoires qui conduisent à la propriété commune. Néanmoins, je ne peux m'empêcher de penser que ce que l'on dit des formes de la transition conditionne ce que sera le résultat auquel on aboutit à son terme. La pensée de Marx est une pensée vivante qui ne se laisse jamais enfermer dans un système. Il lui a fallu attendre les années soixante pour reconnaître tout ce qu'on pouvait apprendre du mouvement coopératif et cela tant dans des textes

essentiels du point de vue politique (*La guerre civile en France*) que dans *Le Capital* qui est son œuvre maîtresse. Est-il possible que cela n'ait aucune conséquence sur la façon dont il faut interpréter sa conception de l'appropriation sociale ? Je n'en crois rien. Et je voudrais justifier cette position en revenant sur le texte intitulé « La nationalisation de la terre » dans lequel Marx prend clairement position contre la simple propriété coopérative de la terre au profit de son appropriation nationale[1].

Dans la suite de ce texte Marx décrit à grands traits la société communiste et voici ce qu'il écrit : « C'est alors que les distinctions et privilèges de classes disparaîtront, en même temps que la base économique sur laquelle ils reposent, et *la société sera transformée en association de libres "producteurs"*[2]. » Un peu plus loin il ajoute :

> La centralisation nationale des moyens de production deviendra la base naturelle d'une société formée par *des associations de producteurs libres et égaux,* qui feront avancer les affaires sociales selon un plan commun et rationnel[3].

Notons deux choses : d'une part la société communiste est définie ici, comme elle l'est constamment depuis le *Manifeste,* comme une association de libres producteurs. Mais, d'autre part, la nationalisation de la terre n'interdit pas à Marx de parler d'une société communiste formée par « des associations de producteurs libres et égaux ». Il s'agit des collectifs de base.

Un des intérêts de ce texte du point de vue philologique, c'est que Marx y passe tout naturellement du pluriel au singulier et inversement, c'est-à-dire des « travailleurs ruraux associés » à la société communiste définie comme « association de libres producteurs », avant de revenir aux « associations de producteurs libres et égaux ».

Nous pouvons donc nous risquer à parler du rôle que jouent « les associations de producteurs libres et égaux » dans la conception que Marx se fait du communisme. Ne faut-il pas aller plus loin et ajouter que s'il n'était pas question de ses « associations de producteurs libres et égaux » au pluriel, comme éléments de base de la société communiste, il ne serait pas non plus légitime de parler de la société communiste comme « libre association de producteurs[4] » ?

1. [▶ Commune de Paris : entre autogestion et projet souverain].
2. Le texte de Maximilien Rubel étant manifestement défectueux, je prends le risque de le rectifier d'après la traduction allemande qu'on trouve dans *MEW,* 18, p. 59-62. Mais le texte original publié dans l'*International Herald* est en anglais. (Je souligne, J. T.)
3. *Ibid.* (Je souligne.)
4. [▶ Citoyen-producteur (Le)].

Conclusion

Il ne s'agit que d'une conclusion toute provisoire. J'ai tout à fait conscience que bien des points restent à élucider et à élaborer. Je rappelle avant tout que si je revendique un socialisme autogestionnaire, c'est dans un sens bien particulier qui n'a rien à voir avec le modèle que j'ai cru pouvoir appeler «libertaire». La question est de savoir si nous pouvons élaborer dans le détail cette conception marxiste de l'autogestion. Ce que je peux en dire pour conclure c'est qu'elle doit selon moi répondre à des exigences très fortes.

Tout d'abord, il s'agit de mettre fin à une double séparation qui caractérise la société bourgeoise capitaliste : celle des producteurs d'avec leurs conditions de production et celle des pouvoirs publics et donc des citoyens d'avec la société et ses structures économiques. Comme l'a bien montré Henri Maler, on ne saurait se contenter d'une résorption de ces scissions qui n'impliquerait que les producteurs (Maler, 2002)[1]. L'autogestion doit être généralisée, c'est-à-dire que l'on ne saurait faire l'économie de l'autogestion politique.

L'autogestion généralisée doit donner des pouvoirs réels de gestion aux producteurs-citoyens à tous les niveaux et dans toutes les sphères de la vie sociale. La difficulté commence lorsque l'on essaye de penser l'articulation des différents pouvoirs. Dans tous les cas, il s'agit d'une démocratie en expansion dans tous les sens : ceci est un point acquis. Mais, il faut dire clairement que si cette expansion de la démocratie a bien pour finalité d'abolir la domination (les dominations), elle n'abolit nullement le pouvoir (les pouvoirs). Les problèmes que nous avons à résoudre consistent à articuler entre eux de multiples pouvoirs et donc il s'agit d'inventer des institutions dans un cadre constitutionnel nouveau. La plus grosse question semble être celle des rapports entre les instances politiques multiples et les instances économiques. Nous sommes relativement familiarisés avec le problème de l'articulation des différents pouvoirs politiques entre eux. Mais il semble bien que nous ayons le souffle un peu court lorsqu'il s'agit d'articuler les pouvoirs des citoyens avec ceux des producteurs. Quelle doit être l'étendue et quelles doivent être les limites des pouvoirs des travailleurs sur leurs lieux de travail ?

1. Il faut donc préciser que le texte sur « La nationalisation de la terre » comporte des expressions que nous ne pouvons pas assumer. Ainsi lorsque Marx écrit : « Il n'y aura plus de gouvernement ni de pouvoir d'État distinct de la société elle-même » (Marx, 1965, 1 : 1479), on peut penser qu'il glisse dans une conception mythologique de la résorption totale des « pouvoirs publics » dans la société.

L'appropriation sociale implique incontestablement la propriété commune et donc la propriété publique qui intervient au niveau des différentes instances des pouvoirs publics. L'instance nationale est la plus familière, mais il y a d'autres formes du «public», au niveau communal, départemental, régional, continental et mondial. Leur articulation n'est pas simple à imaginer. Mais il y a aussi des instances économiques dont la spécificité ne semble pas pouvoir être évacuée. Il y a des ateliers, des usines, des firmes, des branches, une économie nationale, continentale, mondiale. Là aussi, se posent les problèmes d'articulation de ces multiples niveaux de la vie économique.

S'agissant de la propriété, la question qui se pose est de savoir si la seule forme de la propriété publique peut suffire à garantir que nous aurons bien affaire à une appropriation sociale, qui mette fin réellement à la séparation du producteur d'avec ses moyens et conditions de travail. J'en doute fortement et c'est ce qui motive mes réticences par rapport à des propositions d'appropriation sociale qui mériteraient davantage selon moi d'être appelées appropriation publique, mais qu'en tant que telle je défends (Andréani et coll., 2002 ; Salesse, 2001)

Il me semble qu'en matière de formes de propriété, nous devrions nous débarrasser des préjugés qui naissent du caractère unique et absolu de la propriété bourgeoise. Pendant des siècles, il a existé des systèmes complexes de formes de propriété qui s'articulaient entre elles et d'où résultaient des systèmes de droits d'accès et d'usage très complexes. Dans le système féodal, la propriété éminente du seigneur (qui était en vérité toujours une hiérarchie seigneuriale) s'articulait à la possession du paysan sur son lopin de terre qui lui garantissait une certaine autonomie, en même temps qu'elle impliquait une dépendance et des redevances à l'égard du seigneur (Marx, 1960, 8).

D'une façon approximativement semblable, il me semble qu'on pourrait concevoir une articulation entre les formes de la propriété publique et au minimum une possession des collectifs de base sur leur outil de travail. Cette propriété subordonnée, cette possession, pourrait me semble-t-il garantir les pouvoirs de gestion réels des collectifs de base.

Il me semble en tout cas que si dans la pensée de Marx l'appropriation sociale implique toujours la propriété publique, elle ne s'y réduit pas. C'est cette tension qui permet de comprendre qu'il ait pu penser la fonction des formes de propriété coopératives et c'est dans l'ouverture que crée cette tension qu'il nous faut penser concrètement un socialisme autogestionnaire.

Discussion annexe

La libre association renvoie-t-elle à une vision artisanale ?

Une manifestation intéressante de la méfiance à l'égard du concept d'association mérite d'être discutée. Elle se trouve dans le livre d'Antoine Artous, *Marx, l'État et la politique* (1998). Il n'est pas facile d'exposer les vues d'Antoine Artous sur les difficultés ou les «apories» de Marx et d'Engels à propos de leur conception de la socialisation et l'esquisse de solution qu'il nous propose, en s'inspirant de vues qu'on trouve chez Jean-Marie Vincent. La difficulté tient en particulier à son mode d'écriture qui consiste à avancer à travers l'examen souvent critique d'un grand nombre d'auteurs. Dans les pages que j'ai citées, outre Jean-Marie Vincent, il est question d'autres auteurs comme André Gorz, Hannah Arendt, Heidegger, Georg Lukács, Max Weber, Jacques Rancière et quelques autres. (Je fais également partie des auteurs cités à propos des transformations du procès de travail analysées dans les *Grundrisse*.) Mais on devrait pouvoir exposer la thèse d'Antoine Artous en ne mentionnant que deux auteurs qui sont Jacques Rancière et Jean-Marie Vincent.

Commençons par Jacques Rancière et par le rôle qu'il joue dans l'argumentation. Le développement d'Artous commence en effet par une longue citation empruntée à un livre de 1976 intitulé *Parole ouvrière (1830-1851)*. J'en retiendrai ce passage :

> Marx a pu ridiculiser la quincaillerie théorique de Proudhon ou le syncrétisme des militants parisiens. Il n'a pas pu penser le but à atteindre dans d'autres termes que ceux des «artisans» : communisme, émancipation des travailleurs, abolition du salariat, libre association des travailleurs (Rancière, 1976).

Deux points sont à retenir pour comprendre l'argumentation d'Antoine Artous : le concept de libre association des travailleurs est présent dans le mouvement ouvrier d'avant 1848 et Marx l'emprunte (avec d'autres concepts voisins) aux artisans qui s'en servent dans leur lutte contre la dépossession produite par la grande industrie. Il s'agit donc en fait d'un concept (la libre association des travailleurs) qui est encore présent chez Marx, mais qui est originellement lié à la défense du travail artisanal contre la grande industrie. De là viendraient les difficultés de Marx et d'Engels pour théoriser une émancipation qui doit partir de la grande industrie, mais qu'ils pensent avec un concept d'origine artisanale.

Or, enchaîne l'auteur, *Le Capital* et encore plus spectaculairement les *Grundrisse* montrent que le travail immédiat du producteur individuel est dorénavant remplacé par un travail qui n'a plus rien d'immédiat

puisque l'outil est remplacé par la machine-outil et par le système automatique des machines et que comme le dit Marx dans les *Grundrisse,* le producteur est dorénavant «la combinaison de l'activité sociale», c'est-à-dire le travailleur collectif (Artous, 1998 : 330).

Et voici maintenant la conclusion qu'Antoine Artous en tire et qui nous intéresse particulièrement ici : «Dans ces conditions, la problématique de la libre association des travailleurs comme instrument de réappropriation du procès de travail et de son produit par l'individu n'a plus de sens» (Artous, 1998 : 330).

Cette problématique de la réappropriation du procès de travail s'opérant d'après le modèle du travail artisanal se trouverait chez différents auteurs du 19e et du 20e siècles : Proudhon au 19e (critiqué par Marx) et André Gorz au 20e (critiqué à juste titre par Antoine Artous). Mais alors la question qui se pose à propos de Marx est celle-ci : puisque dès 1847, il critique le modèle artisanal omniprésent chez Proudhon, est-ce qu'il arrive pleinement à se dégager de ce modèle artisanal de réappropriation ? Antoine Artous en doute et c'est sur ce doute que se termine cet ultime chapitre consacré à la socialisation ; ce doute est exprimé à différentes reprises dans les pages que je commente.

On pourrait dire, pour résumer la pensée de l'auteur, que Marx et Engels cherchent bien à se libérer de cette culture artisanale de leur siècle, mais que les marques en subsistent dans bien des passages de leur œuvre. Avant la critique de Proudhon en 1847, on trouverait dans les *Manuscrits de 1844* un concept «anthropologique» du travail marqué par l'idée que le travail est le modèle de toute activité téléologique. L'auteur a l'air de trouver cette idée totalement aberrante et c'est, semble-t-il, l'idée même d'activité téléologique qui l'irrite. En fait, il ne s'agit là que d'une des nombreuses manifestations de l'hostilité de l'auteur à l'égard de ce que l'on appela un temps l'humanisme abstrait de Feuerbach. Le mieux, à mon sens, est de considérer ce refus de la problématique feuerbachienne du jeune Marx, comme une affaire privée au même titre que la croyance religieuse. Personne ne conteste que l'influence de Feuerbach soit encore très présente dans le manuscrit de 1844. Mais cela ne démontre en rien qu'un modèle artisanal y est présent.

Mais, il y a plus grave selon l'auteur, car les mêmes traces se trouvent également dans le livre 1 du *Capital* dans le chapitre fameux sur «La tendance historique de l'accumulation capitaliste». Là en effet, la non moins fameuse négation de la négation fait réapparaître au niveau de la deuxième négation (l'expropriation des expropriateurs), la propriété individuelle du producteur sur les moyens sociaux de production.

C'est bien ce que dit Marx dans ce passage un peu mystérieux qui donne lieu à des lectures diverses. Il y a celle d'Engels dans l'*Anti-Dühring* pour qui cette appropriation individuelle ne peut être que celle des moyens de subsistance, ou celle de Rubel qui ne s'explique ce passage qu'en remontant aux *Manuscrits de 1844* dont il donne une citation. Pour Antoine Artous, c'est dans cette dernière direction qu'il faut chercher, et par conséquent, le chapitre s'achève sur une nouvelle évocation du «modèle de l'activité téléologique de l'homme, fortement marqué par une vision artisanale, c'est-à-dire individuelle, du rapport de l'homme à la production et à l'objet de cette dernière» (Artous, 1998 : 340).

Sur cette vision artisanale dont il resterait quelque chose chez Marx et Engels, mon sentiment est qu'il s'agit d'une idée sans aucun fondement historique, même en ce qui concerne les *Manuscrits de 1844*. Marx et Engels sont d'emblée attachés à penser le développement du capitalisme à partir de l'Angleterre, de la réalité objective de «la révolution industrielle» qu'Engels étudie très tôt et de la théorie de cette réalité que les deux amis vont chercher chez les économistes classiques. S'ils pensent le communisme comme libre association des producteurs, c'est à partir de la présence du travailleur collectif dans la grande industrie et ils vont même jusqu'à préciser que sans la grande industrie et le prolétariat moderne, il ne faudrait même pas songer au communisme (Engels, 1972 : 213). L'appropriation sociale est une appropriation qui est réalisée par les producteurs associés, c'est une libre association, et cette idée qu'ils se font du communisme est aussi celle qu'on trouve dans la plupart des courants du mouvement ouvrier et de la pensée socialiste. En ce sens, ils pensent en effet à partir d'un patrimoine commun à beaucoup d'auteurs.

La séparation du producteur d'avec ses moyens de production et la question de sa résorption

Voyons maintenant les conséquences ultimes qu'Antoine Artous tire de ces prémisses. C'est dans cette ultime partie de son raisonnement qu'il met à contribution certains textes de Jean-Marie Vincent. La thèse fondamentale d'Artous, c'est qu'on se trouve chez Marx en présence de deux approches de l'émancipation sociale. La première est celle que tout le monde connaît, où nous avons «une socialisation du travail, via l'appropriation collective des moyens de production». La deuxième est conçue comme «un mouvement de va-et-vient des individus entre deux niveaux de la pratique sociale : l'activité de production proprement dite et l'activité hors production, dans le temps libre dégagé par le développement des forces productives» (Artous, 1998 : 329). L'idée est reprise dans le sous-titre du paragraphe intitulé «Deux approches de

la socialisation de la production», où il est question de «deux niveaux de la pratique sociale entre lesquels les individus circulent» et encore plus loin où l'auteur oppose une approche dans laquelle «la société est enfin devenue homogène et transparente»: ce serait la vision classique, celle qu'expose ce pauvre Engels, et celle que nous propose Artous, après ou à partir de Jean-Marie Vincent, où l'émancipation se réalise «à travers la circulation des individus entre les niveaux de la pratique sociale dont parle Marx dans les *Grundrisse*: celui du temps libre et celui de la production, comme système automatisé dans lequel l'individu s'insère à travers "une activité de surveillance et de direction"» (Artous, 1998: 338-339).

En fait, il faut bien dire qu'au-delà de la méfiance à l'égard du concept d'association qui serait lié à une vision artisanale, nous découvrons une méfiance plus radicale à l'égard de la conception classique de l'appropriation sociale des moyens de production dont on se demande si Antoine Artous n'entend pas lui tourner le dos. Cette interrogation peut se justifier, d'une part par la façon dont l'auteur accueille la critique de Max Weber à l'égard du socialisme dans le chapitre 1 de sa quatrième partie (Artous, 1998: 302) et d'autre part par l'insistance avec laquelle il reproduit une citation de Jean-Marie Vincent dans laquelle celui-ci nous explique que la conception originale vers laquelle Marx se dirigeait à partir des *Grundrisse* n'a pas pu aboutir tout à fait, à cause d'un obstacle épistémologique de taille: la hantise qu'avait Marx de mettre fin à la séparation des travailleurs d'avec leurs moyens de production (Artous, 1998: 359, 353).

On est alors légitimement inquiet pour Antoine Artous, étant donné que par ailleurs Jean-Marie Vincent nous rapporte dans un article sur Weber et Marx[1], que Weber considérait que cette séparation était une donnée sur laquelle il n'était pas possible de revenir, sans revenir sur les acquis du développement scientifique.

Marx était hanté par la séparation des producteurs et des moyens de production et cela constituait un véritable handicap. Weber la considérait comme définitive et il pensait aussi que la socialisation ne pouvait que généraliser le mouvement de bureaucratisation du monde. Que nous reste-t-il? La circulation entre deux niveaux de la pratique sociale, celui de la production dans un système automatisé et informatisé et celui du temps libre où l'individu se développe multilatéralement.

1. Cet article a d'abord été publié dans la revue *Actuel Marx* sous le titre «Max Weber et la constellation du matérialisme historique», *Actuel Marx,* n° 11, *Weber et Marx*. Il a été repris avec un titre légèrement différent dans Jean-Marie Vincent, *Max Weber ou la démocratie inachevée* (Paris, Le Félin, 1998).

Que devient l'idée du socialisme ? Il se pourrait bien qu'elle disparaisse largement, mais pas complètement néanmoins, car subsiste la possibilité d'un contrôle démocratique. Jean-Marie Vincent précise en effet que l'autonomisation des systèmes modernes de production n'est pas incompatible avec un contrôle social. Je suis au moins d'accord avec lui sur cette dernière proposition, mais je reste personnellement hanté, comme Marx, par la séparation des producteurs d'avec leurs moyens de production. Et cette hantise découle simplement du fait que cette séparation est le fondement même du capitalisme. Aussi demanderai-je simplement à Jean-Marie Vincent s'il voit un inconvénient à ce qu'on affirme que ce contrôle social des systèmes automatisés suppose pour être efficace, leur appropriation sociale selon des modalités qu'on peut discuter[1].

Pour le cas où nous renoncerions à l'appropriation par les producteurs associés, qui met fin au divorce des travailleurs d'avec leurs moyens de production, nous devrions nous replier sur une solution inspirée de la position de Weber à propos des moyens de gestion et d'administration de l'État moderne : ils ne sont plus propriété privée d'une personne ou propriété d'un ordre, mais propriété publique.

Mais nous pourrions réfléchir, avant d'aller plus loin, sur notre expérience en matière de services publics, qu'il s'agisse de l'enseignement, de la santé ou de la recherche. Dans tous ces cas, nous avons affaire non à la propriété des producteurs associés, mais à la propriété publique et nous y sommes tellement habitués qu'il ne nous vient pas souvent à l'idée que nous pourrions parvenir à une forme d'appropriation supérieure que nous pourrions tenter de définir.

Quelles sont les revendications du mouvement social à cet égard ? Quelles sont les exigences de la pensée radicale lorsqu'elle s'exprime comme c'est le cas dans le dernier livre d'Yves Salesse ? Est-il possible et est-il souhaitable d'aller plus loin que ces exigences et n'arriverons-nous pas à une socialisation supérieure en introduisant l'exigence d'un moment autogestionnaire dans les services comme dans les entreprises publiques ?

Je propose donc de ne pas se replier trop vite sur l'idée d'une appropriation des moyens de production conçue sur le modèle de l'appropriation publique des moyens de gestion et d'administration de l'État

1. En ce qui concerne Antoine Artous, je considère que le dernier texte qu'il a écrit pour *La Pensée* («Marx, l'État et la politique, n° 326, avril-juin 2001») donne une réponse satisfaisante aux questions que l'on pouvait lui poser à partir de son seul livre. Il y réaffirme nettement son accord avec la résorption du divorce entre les producteurs et les moyens de production et la nécessité d'un moment d'appropriation publique de ces moyens.

bien décrit par Weber. Dans ce cas, n'aurons-nous pas encore affaire à une existence des pouvoirs publics placés au-dessus de la société et la dominant ? C'est le moment de l'aliénation dans l'analyse marxiste de l'État. On se demande si une débureaucratisation ayant recours à toutes les ressources du contrôle démocratique sera suffisante pour effacer le sentiment que nous conservons lorsque nous sommes dans les lieux qu'occupe un service public, (hôpital, université, laboratoires de recherche, service de sécurité sociale, etc.) d'être encore dans un espace social qui ne nous appartient pas ?

Qu'en sera-t-il des usines, des lieux de production de toutes sortes ? Ne faut-il pas qu'il y ait un moment de la lutte qui donne aux producteurs le sentiment d'une appropriation dont ils sont les sujets ? La France par exemple a une tradition de grève avec occupation des usines. Ne peut-on réfléchir à une forme d'occupation des usines ayant des finalités expropriatrices ? Après quoi, même si l'appropriation est collective, c'est-à-dire nationale, ou municipale, etc., les producteurs auront quelques chances de se sentir chez eux. Et pour qu'il en soit ainsi, ne faut-il pas qu'en plus de l'appropriation par la nation, par la commune ou par quelque autre entité, il y ait aussi une appropriation réalisée par les premiers intéressés ? Il me semble que c'est cette nécessité d'une appropriation par des collectifs d'entreprises ou d'administration qui nous rende sympathique l'idée d'appropriation coopérative ou plus généralement l'idée d'autogestion.

2003

Source

Paru dans Antoine Artous (dir.), *L'appropriation sociale,* Paris, Syllepse, « Les Cahiers de critique communiste », 2003.

Pour en savoir plus

Andréani, Tony et coll. (2002), *L'appropriation sociale,* Paris, Syllepse, « Notes de la Fondation Copernic ».
Ansart, Pierre (1984), *Proudhon : Textes et débats*, Paris, Livre de Poche.
Artous, Antoine (1998), *Marx, l'État et la politique,* Paris, Syllepse, 1998.
Coutrot, Thomas (2002), « Néolibération du travail et autogestion » *La Pensée*, n° 330, avril-juin.
Engels, Friedrich (1972), *Principes du communisme,* dans Marx, Karl et Friedrich Engels (1972), *Manifeste du parti communiste,* éd. bilingue, Paris, Éditions sociales.
Engels, Friedrich (1972b), « Introduction » à Karl Marx, *La guerre civile en France,* Paris, Éditions sociales.
Engels, Friedrich (1977), *L'Anti-Dühring,* Paris, Éditions sociales.
Lefebvre, Henri (1990), *Du Contrat de citoyenneté*, Paris, Syllepse.
Lefebvre, Henri (1998), *Mai 68, l'irruption*, Paris, Syllepse 1998.
Guérin, Daniel (1984), dans Pierre Ansart, *Proudhon : Textes et débats*, Paris, Livre de Poche.

Maler, Henri (2002), « Pour une démocratie sans domination », *ContreTemps,* n° 3 février.
Marx, Karl (1950), *Le Capital,* livre 1, Paris, Éditions sociales 1950.
Marx, Karl (1960), *Le Capital,* Paris, Éditions sociales, livre 3, t. 8, chap. 47, « Genèse de la rente foncière capitaliste », § 2, « La rente en travail ».
Marx, Karl (1965), « Critique du programme du parti ouvrier allemand dit programme de Gotha », dans Karl Marx, *Œuvres, Économie*, t. 1, Paris, La Pléiade.
Marx, Karl (1972), *La Guerre civile en France,* Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl et Friedrich Engels (1972), *Manifeste du parti communiste,* éd. bilingue, Paris, Éditions sociales.
Marx, Karl et Friedrich Engels (1972b), *Correspondance,* t. 2, Paris, Éditions sociales
Marx, Karl et Friedrich Engels (1978), *Œuvres choisies,* Moscou, Le Progrès.
Proudhon, Pierre-Joseph (1997), *Les confessions d'un révolutionnaire,* Paris, Tops/H. Trinquier.
Proudhon, Pierre-Joseph (1999), *Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution,* Paris, Romillat.

Proudhon, Pierre-Joseph (2000), *Carnets (1843-1846)*, t. 1, Paris, Tops/H. Trinquier.
Proudhon, Pierre-Joseph (2001), *Théorie de la propriété,* Paris, L'Harmattan.
Rancière, Jacques et A. Faure (textes rassemblés et présentés par) (1976), *Parole ouvrière (1830-1851),* Paris, 10/18.
Salesse, Yves (2001), *Réformes et révolution : propositions pour une gauche de gauche*, Marseille, Agone.
Samary, Catherine (1988), Le marché contre l'autogestion : L'expérience yougoslave, Paris, La Brèche.
Texier, Jacques (1998), *Révolution et démocratie chez Marx et Engels,* Paris, PUF.

Quelques considérations

Frank Mintz

Le mot est déjà ambigu dans la langue d'origine (serbo-croate, même emploi en russe, etc.) puisqu'il peut s'appliquer à une gestion hiérarchique (capitaliste ou non) au niveau, municipal, régional et provincial, qu'à une organisation horizontale à différents niveaux (entreprise, propriété agricole, municipalité, région, etc.).

On retrouve la même confusion dans ce qui est désigné comme « *self-management* » et coopérativisme (de la Banque populaire aux coopératives ouvrières, Scop). Un exemple est celui d'un universitaire, ex-économiste marxiste tchèque, devenu nord-américain, Jaroslav Vanek, avec son anthologie de 1975, *Education, Self-management (Economic Liberation of*

Man)[1]. On trouve les entreprises de Mondragón[2] (expérience catholique dans l'Espagne franquiste) et «le système des conseils des prisons de Haute-Terre (Indiana) et Leavenworth (Kansas)». Ma (notre) vision anticapitaliste est la suivante… C'est un palliatif, un paravent, pour faire avaler l'exploitation comme «autrefois» les cercles de qualité, le travail en équipe réduite de Volvo. C'est fut le but de la loi de cogestion des entreprises en Allemagne de l'Ouest (1951), des tentatives au Pérou[3], etc. Pour certains autogestionnaires, l'arrivée du président Mitterrand en 1981 annonçait un regain d'autogestion ! C'est la loi d'autogestion des entreprises subitement annoncée et imposée par le général, premier secrétaire du Parti communiste devenu Ligue des communistes, Yosip Broz Tito en 1950. Le pilier de la loi est que le directeur a plus de pouvoir que le conseil ouvrier. «Les seules manifestations vivantes de l'autogestion dans les entreprises yougoslaves sont les grèves» (Meister, 1981 : 255-258)[4].

En juillet 1936, la réponse au putsch d'un conglomérat fasciste catholique (de l'armée aux capitalistes, avec la droite traditionnelle et les petits groupes fascistes mussoliniens) fut une prise en main spontanée et autogestionnaire des lieux de travail qui s'étendit progressivement dans la majorité de l'Espagne restée dans le cadre républicain[5]. Cette édification sociale par les travailleurs eux-mêmes réunissaient majoritairement des anarcho-syndicalistes de la Confédération nationale du travail (CNT), de l'Union générale des travailleurs (UGT, socialiste), des membres de partis politiques (gauche républicaine) et des ouvriers sans étiquette.

La guerre antifasciste fut accompagnée et sabotée dès le départ par l'incapacité de la bourgeoisie républicaine obsédée par des pourparlers avec les factieux et la récupération de son pouvoir économique. Ce problème se heurta rapidement au développement de l'autogestion.

Une réaction venue de la base apparut dans le soulèvement hongrois de 1956 l'établissement des conseils représentait «le premier pas dans la pratique pour restaurer l'ordre et réorganise l'économie hongroise sur une base socialiste, mais sans le contrôle rigide du Parti ou l'appareil de

1. [▶ Projet d'un secteur industriel entièrement autogéré].
2. [▶ Mondragón : un groupe coopératif unique au monde].
3. [▶ Consult'action à Bobigny].
4. [▶ Loi fondamentale de 1950 sur la gestion par les collectifs de travail des entreprises d'État et des associations économiques supérieures].
5. [▶ Décret de collectivisation de la Généralité (Le)].

terreur» (rapport de l'ONU). Les conseils étaient donc chargé de deux tâches, l'une politique, l'autre économique (Arendt, 1958)[1].

Autogestion antiautoritaire actuel sur le plan social et économique

Dans le Chiapas au Mexique, en partie au Brésil avec le mouvement hétérogène des Sans terres, surtout en Argentine[2], chez les *piqueteros* non corrompus et payés par la présidence Kirchner, on trouve des expériences pratiques à la base.

Poussés par le chômage (troisième génération maintenant), la survie alimentaire et solidaire, en Argentine, on trouve des expériences des boulangeries, briqueteries, potagers collectifs aux ateliers de coutures, d'apprentissage de soudures des métaux, écoles gratuites pour un baccalauréat populaires.

Le travail quotidien se fait en cherchant des rapports non hiérarchiques, pour repousser l'esprit capitalistes des cerveaux formatés.

juin 2012

Pour en savoir plus

Arendt, Hannah (1958), «Totalitarian imperialism : reflections on the Hungarian revolution», Cambridge, *The Journal of Politics,* vol. 20, n° 1, février.

Meister, Albert (1981), *Autogestion,* n° 6, 1981.

Vanek, Jaroslav (1975), *Education, Self-management (Economic Liberation of Man)*, Londres, Penguin.

Représentants des salariés dans les conseils d'administration : « Des plénipotentiaires envoyés en pays ennemi »

Robi Morder

Les dispositions sur le «secret des affaires» viennent d'être finalement retirées du projet de loi Macron. Elles auraient grandement handicapé, voir rendu impossible, les investigations des journalistes comme les précieuses révélations des «lanceurs d'alerte». Ce secret des affaires concerne également les salariés, car – et c'est l'occasion d'y revenir – leurs représentants sont,

1. [▶ Conseils ouvriers à Budapest].
2. [▶ Entreprises récupérées par les travailleurs (Les)].

dans certains cas, présents dans les conseils d'administration ou de surveillance d'entreprises.

Prévue par la loi de nationalisations du 11 février 1982, c'est d'abord la loi du 26 juillet 1983, dite «loi de démocratisation du secteur public» sous le ministère d'Anicet le Pors qui ouvre la porte des conseils d'administration aux salariés, un tiers des sièges étant élus par ces derniers (Saint-Jours, 1986).

Ces conseils tripartites (État, salariés, usagers) concernent les entreprises de service public (transports, énergie, poste et télécommunications) ainsi que les entreprises nationalisées. Quand la droite reprend le pouvoir à l'Assemblée nationale en 1986, elle entreprend un programme de privatisations : banques, assurances, etc. Dès lors, quel sera le devenir de la présence des salariés dans les conseils ? Les ordonnances de privatisation vont d'abord en réduire le nombre[1]. La loi du 25 juillet 1994 («loi relative à l'amélioration de la participation des salariés dans l'entreprise») permet aux actionnaires de supprimer purement et simplement cette représentation (Savatier, 1995 : 33).

Les privatisations de 1986 s'accompagnent toutefois d'une modification du droit des sociétés. Le Code de commerce permet aux sociétés de droit privé de prévoir dans leurs statuts l'élection de salariés, représentant en tant que tels les salariés, dans les instances dirigeantes, mais rien d'obligatoire… Et d'ailleurs il y a peu d'exemples dans lesquels les actionnaires d'entreprises privées aient utilisé cette faculté (Savatier, 1989 : 641).

Un rebond au début du 21e siècle

La loi du 15 mai 2001 (loi «relative aux régulations économiques») va rendre obligatoire la présence de délégués du comité d'entreprise aux assemblées générales, comme aux réunions des conseils d'administration. Bien sûr, cela va s'appliquer (ou non) de manière différenciée suivant le type d'entreprises, et la forme juridique.

Enfin, suite à l'accord national interprofessionnel du 10 janvier 2013, la loi sur «la sécurisation de l'emploi» du 14 juin 2013 (Auzero, 2013 :

1. Par exemple aujourd'hui, GDF-Suez, privatisée, est administré par un conseil d'administration composé de 17 membres : neuf administrateurs désignés par l'assemblée générale des actionnaires, quatre administrateurs représentants de l'État nommés conformément aux dispositions légales en vigueur, trois administrateurs représentants des salariés du groupe et de ses filiales, et un administrateur représentant des salariés actionnaires. Un censeur ainsi qu'un commissaire du gouvernement français, disposant chacun d'une voix consultative, assistent également aux réunions du conseil.

740) rend obligatoire la participation de représentants des salariés dans les conseils d'administration, en tant qu'administrateurs, pour les entreprises de plus de 5 000 salariés dont le siège social est en France, ou plus de 10 000 salariés dont le siège social est en France ou à l'étranger. Une filiale ne sera pas tenue à cette obligation si la société mère y est soumise. Ce sont les statuts (donc les actionnaires) qui décident des modalités de désignation. L'on pense immédiatement à l'élection, mais d'autres possibilités existent : désignation soit par les syndicats, soit par un comité d'entreprise, soit de manière mixte. L'élection n'est donc pas la seule modalité de désignation et l'on imagine bien que les actionnaires choisiront la solution la moins « perturbante »…

Signalons également que les représentants du comité d'entreprise doivent être convoqués à toutes les séances des conseils d'administration ou de surveillance, en recevant les mêmes documents que les administrateurs. Dans cette configuration, les représentants du comité d'entreprise sont des observateurs sans droit de vote, mais pouvant formuler des observations et transmettre des vœux. Le comité d'entreprise est également appelé à être représenté dans les assemblées générales des actionnaires et, depuis 2001, à proposer des projets de résolution.

Des limites certes, mais des possibilités à saisir

Si le projet Macron sur le secret n'est plus à l'ordre du jour, « l'obligation de discrétion » demeure, puisque les salariés – qu'ils soient membres de plein droit ou observateurs au titre du comité d'entreprise – sont tenus de respecter le « caractère confidentiel » des données ; ils peuvent même être qualifiés « d'initiés », encourant ainsi une peine de un an de prison et de 150 000 euros d'amende s'ils communiquent à l'extérieur des informations.

On voit bien les limites, les contraintes et les contradictions d'une présence et d'une participation à des instances décisionnaires dans lesquelles le pouvoir demeure économiquement et juridiquement aux mains des propriétaires. Si dans les services publics, salariés comme usagers peuvent agir et proposer dans le sens des intérêts collectifs, les contradictions sont plus importantes dans le secteur privé à but lucratif puisque les dispositifs ci-dessus indiqués ne concernent que les entreprises



ayant la forme d'une société de capitaux, SA avec conseil d'administration ou surveillance. La participation ne peut alors être que «déloyale» vis-à-vis de la logique du profit, avec les risques encourus. Comment demeurer «discrets» si des informations «confidentielles» – touchant par exemple à des projets de fusion de sociétés – risquent d'avoir des répercussions sur les salariés, avec des menaces sur leur emploi?

Cette présence de salariés est vécue comme incongrue par les actionnaires. Dans *La violence des riches,* les auteurs décrivent dans le chapitre «la mécanique de la domination» l'exemple du conseil d'administration de GDF-Suez où les administrateurs salariés apparaissent comme des «plénipotentiaires envoyés en pays ennemi» (Pinçon et Pinçon, 2014).

Comment utiliser positivement les possibilités offertes par l'obligation (dans le secteur public) de listes syndicales pour proposer un programme de gestion au moment des élections au conseil d'administration? Comment associer les salariés *et* les usagers à l'élaboration de ces programmes en amont, comme à la préparation des réunions des conseils? On peut imaginer ce que de telles convergences entre syndicats, associations, collectivités territoriales même, donneraient pour la SNCF (propositions de réouvertures de ligne), à La Poste, dans l'énergie, etc. Dans le secteur privé aussi, par exemple pour des industries dangereuses pour leurs salariés comme polluantes pour l'environnement, ou en matière de reconversions industrielles, on peut envisager de telles convergences qui ne soient pas que défensives.

Ce sont des questions que le mouvement syndical, et bien au-delà, doit réaborder à la fois en termes de propositions pour étendre les droits des travailleurs au détriment du pouvoir du capital, et de pratiques concrètes… qu'il faut valoriser et faire connaître[1].

février 2015

Pour en savoir plus

Auzero, Gilles (2013), *La représentation obligatoire des salariés dans les conseils d'administration et de surveillance,* Paris, Droit social.

Pinçon, Michel et Monique Pinçon-Charlot (2014), *La violence des riches,* Paris, La Découverte.

Savatier, Jean (1989), *L'élection d'administrateurs salariés dans les sociétés anonymes,* Paris, Droit social.

Saint-Jours, Yves (1986), *Manuel de droit du travail dans le secteur public,* Paris, LGDJ.

Savatier, Jean (1995), *La représentation des salariés dans les organes de la société anonyme après la loi du 25 juillet 1994,* Paris, Droit social.

1. [▶ Droit d'expression des salariés : une histoire encore d'actualité ?].

Thèses pour une théorie démocratique de l'État et du socialisme

Tarso Genro

1. La difficulté la plus visible rencontrée par une stratégie socialiste démocratique pour répartir proportionnellement le travail et la richesse et pour assurer le respect des droits de l'homme est qu'elle doit se confronter au fait que l'être social, contrairement à la Nature, est conditionné par une articulation particulière et unique entre causalité et téléologie, entre déterminisme et liberté.

2. Cette articulation entre causalité et téléologie, entre déterminisme et liberté, entre force des facteurs externes et choix personnel, ne se répartit jamais de manière uniforme entre les sujets qui font partie d'une formation sociale déterminée. S'il est vrai qu'il y a une maîtrise croissante des éléments extérieurs (un affaissement des barrières naturelles, comme l'a dit Lukács), les groupes, les classes ou les nations ont une puissance constitutive de faire l'histoire plus ou moins grande selon le pouvoir qu'ils accumulent, face à la répartition inégale de la richesse, de l'information et de la culture. Le pouvoir qui est aliéné dans le capital financier à l'échelle globale et qui met aujourd'hui en tutelle l'histoire mondiale subvertit les États-nations, réduit l'efficacité de l'action politique traditionnelle, redéfinit les intérêts immédiats des groupes et des classes et fait émerger un nouveau type d'intellectuels «organiques» du capital financier, qui maquillent en théorie (l'idéologie néolibérale) ce qui n'est que la nécessité d'un nouveau modèle d'accumulation.

3. La praxis affirme l'homme comme un être social. Son travail, dont les formes varient au cours de l'histoire, oblige l'homme à prendre en compte une certaine imprévisibilité relative à ses projets. Cette indétermination est aujourd'hui très accentuée et le futur immédiat diffère presque toujours de ce qui était escompté. Les stratégies et les programmes vieillissent toujours plus rapidement. Car les transformations du monde social sont sans cesse plus fluides et moins prévisibles.

4. Quand l'essor du capitalisme industriel laissait les classes dans un repos relatif, une projection dans le futur des dichotomies du présent était moins aléatoire. La téléologie du travail ouvrier, qui s'articulait organiquement au sein de l'entreprise moderne, et la téléologie du capital, tournée vers un processus d'accumulation fondé principalement sur la production de biens corporels, offraient des paramètres assez solides pour envisager le monde. Les programmes, les stratégies,

les formes de répartition du produit social pouvaient être alors intégralement planifiés avec une plus grande sécurité. Cette période dans le développement de l'humanité a été dépassée et la mobilité, la fragmentation, l'émergence de nouveaux processus de travail et des nouveaux modèles d'accumulation font du futur un moment toujours plus proche et de moins en moins prévisible.

5. Cette confrontation entre cette nouvelle réalité spatiale (de globalisation radicalisée) et temporelle (nouveaux rythmes de mutation du monde social) et la culture socialiste engendrée par les deux révolutions industrielles a produit ce que l'on appelle la crise du marxisme.

6. L'émergence de nouvelles classes travailleuses et de nouvelles formes d'acquisition de la force de travail et de connaissance par le capital va à l'encontre de ce qu'avait prévu le *Manifeste communiste.* On n'assiste pas à une simplification croissante de la société de classes. Le vieux modèle de développement industriel persiste, mais aux côtés d'autres plus dynamiques, qui alimentent l'exclusion et développent d'autres formes d'oppression. À côté de la classe laborieuse traditionnelle se forment des classes laborieuses composées par des groupes dispersés ou articulés en réseaux de service, travaillant isolément ou en petits groupes. Il y a désormais des millions de travailleurs précaires ou autonomes, en fonction de la nature de la demande, il y a aussi des ex-travailleurs, dispensés de produire dans la «société informatique», sans autre perspective qu'une précarité structurelle.

7. Les travailleurs du monde du travail classique sont désormais porteurs d'une culture politique et d'une subjectivité en déclin. La crise d'impuissance du syndicalisme s'exprime dans une crise de stratégie et de programme politique. Seul un saut vers une politisation radicale de ses combats peut le réintroduire dans les luttes sociales : luttes pour une nouvelle manière de produire, pour un nouveau mode de vie et pour une culture de solidarité qui dépasse les limites de l'usine.

8. L'émergence de fractions ou de mouvements plus consistants luttant pour la défense des droits correspond à une impuissance (à s'attaquer aux causes concrètes des violations des droits) et à une force (la volonté de résister à la violence du monde postmoderne). Cette impuissance et cette force font émerger une énorme constellation d'organisations civiles qui couvrent les questions de la consommation, de la santé, de la sexualité, du droit à un monde habitable (environnement naturel), de l'affirmation des cultures opprimées ou minoritaires, du droit à la terre, à un habitat décent, à l'emploi et à une intégration à la société passant par autre chose que les activités informelles.

9. Les conditions de base d'une offensive de la gauche contemporaine se développent déjà dans la résistance fragmentaire de groupes sociaux dispersés. Elles se marquent par la légitimité croissante des préoccupations écologistes, des demandes des communautés pauvres à participer aux marchés publics, des demandes portant sur le genre ou la culture ; Par la relégitimation de l'État face à la crise de cohésion sociale que provoque le néolibéralisme ; par la légitimité croissante qu'acquiert la lutte pour la socialisation du travail (ou de l'activité) afin de bénéficier d'une vie digne ; par la relégitimation d'une intelligentsia critique à l'échelle mondiale[1].

10. L'État, dans ce contexte, réalise un keynésianisme à l'envers. Dans la mesure où sa capacité de régulation est tournée principalement vers le compromis avec les intérêts de ceux qui manipulent le déplacement des milliards de dollars virtuels qui circulent dans le monde, l'État devient une institution macrorégulatrice visant à viabiliser ce mouvement. Il porte, contrairement à ce que prétendent les néolibéraux, une forte charge normative qui contraint non seulement la totalité de l'ordre juridique, mais également le quotidien des individus. L'État actuel est aussi interventionniste que l'État keynésien, mais son pouvoir régulateur acquiert sa force dans la soumission totale aux impératifs d'un capital financier volatil, en fonction des nécessités duquel il ajuste les relations socio-économiques.

11. De ce fait, la capacité de résistance de la politique dans ses relations avec l'économie est beaucoup plus faible qu'il y a trente ans, et il est plus difficile de comprendre l'économie elle-même comme étant le résultat de la praxis. L'aliénation de la vie quotidienne s'hypertrophie dans une succession de ripostes fragmentées et dépolitisées, car l'État est occupé et n'a apparemment pas la capacité de créer des alternatives crédibles. Son moment de création positive serait de rompre avec l'ordre mondial actuel car les pouvoirs que le commun des mortels ne peut localiser transforment les dirigeants de l'État en gérants d'une sarabande toujours plus rapide et plus irrationnelle.

12. Le localisme devient de cette manière le refuge de la politique sans transcendance, mais aussi l'amorce d'une dynamique qui ne nie pas le processus d'universalisation de la citoyenneté. Le localisme peut représenter l'émergence d'un nouveau type d'impuissance (la justice sociale comme vertu circonscrite géographiquement) mais il peut également porter une nouvelle possibilité, celle de l'expérimentation locale.

1. [▶ Participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul].

Celle-ci peut représenter un moment dans la fondation de nouvelles institutions publiques capables de favoriser une nouvelle politique, elle peut servir de référence dans la lutte pour un «nouveau» type d'État, pour une nouvelle solidarité et une nouvelle socialité.

13. Une autre conséquence de cette nouvelle complexité est le fait que le langage politique n'est plus restreint à la seule politique. La reproduction du sens commun est, aujourd'hui, beaucoup plus dissociée de l'histoire (en tant que processus général qui résulte de l'articulation de volontés stratégiques réalistes) et plus proche de l'immédiat (en tant que processus fluide de changements incessants qui exigent des réponses immédiates). L'accumulation des stimulations locales régionales et globales (qui trouvent leur origine dans la mondialisation des processus économiques et dans le mode de vie induit par le consumérisme prédateur) génère plus d'individualisation, plus d'individualisme, plus de conflits entre les gens, qui recherchent alors une protection dans les trop rares lieux solides et stables de la nouvelle «société informatique». Même le salaire minimum en vient à être considéré comme un privilège. Le «localisme» devient de cette manière le refuge de la politique sans transcendance mais aussi l'amorce d'une dynamique qui ne nie pas le processus d'universalisation de la citoyenneté.

14. La riposte doit consister dans la recherche d'une stratégie visant à unir action politique et mode de vie. Il faut combiner le droit d'exercer une influence en fonction des droits sectoriels de chaque groupe et des demandes tournées vers l'universel l'action stratégique avec la recherche de réponses immédiates; les demandes légitimes à caractère privé et les demandes d'intérêt public l'éducation par la pratique sociale et l'expérimentation politique étatique. Les mouvements ne peuvent que faire référence à l'État, avec lui, au-dessus de lui ou contre lui pour gérer les conflits et les consensus sur la scène publique où les demandes peuvent être confrontées ouvertement et déboucher sur de nouveaux consensus à travers une démarche démocratique populaire.

15. Habermas parle d'un espace public citoyen d'un espace d'organisation et de dialogue pour la défense des droits, sans prendre en compte que l'État peut et doit être radicalement transformé et que sa transformation structurelle est le «moteur» de la transformation démocratique de la société. Oskar Negt a réfléchi à un «espace public prolétarien» sans envisager que, vingt ans plus tard, le prolétariat ne serait que l'une des composantes du monde du travail de la nouvelle «société informatique». Dans le cadre d'une stratégie socialiste démocratique pour un futur ouvert il est nécessaire de réduire le pouvoir régulateur de l'autre forme de pouvoir qui est presque absolu à l'époque actuelle;

le capital financier mondialisé. Augmenter peu à peu le pouvoir de la société consiste à rechercher une démocratie qui ne soit pas un concept fermé mais une recherche permanente de contrôle sur l'État et ses institutions par les individus. (E. Pacheco)

16, Faire un État qui soit soumis à la société n'est plus possible par la seule voie de la représentation politique. Il est nécessaire de créer un nouvel espace public non-étatique qui se verrait proposer par les représentants du pouvoir exécutif un nouveau contrat politique par lequel l'État décide programmatiquement et en conformité avec les options idéologiques de ceux qui le gèrent, d'ouvrir un nouvel espace de décision. Cet espace émerge du dialogue, de décisions prises sous tension, de confrontations successives, de consensus hégémoniques dans lesquels les organisations citoyennes, prolétariennes ou non, préparent en collaboration avec les représentants politiques des ripostes immédiates et des projets à long terme. L'espace public non-étatique est un système et un processus fondé sur la démocratie représentative combinée à la participation directe et volontaire des citoyens ; un espace où s'intègrent les représentants du monde du travail et les organisations surgies de l'autonomie populaire, qui contestent l'« abdication » des fonctions publiques de l'État qu'implique l'ordre néolibéral.

17. Le projet est de démocratiser radicalement l'État actuel, pour créer un autre État avec deux espaces de décision combinés et contradictoires un espace décisionnel issu de la représentation politique, qui existe déjà ; et un autre espace de décision, issu d'un nouvel espace public et fondé sur la présence directe des organisations de la société civile, combinée à des mécanismes de consultation universels comme le référendum et le plébiscite. Dans ces conditions, l'État représentatif en vient à concevoir et à mettre en œuvre sa politique à l'aide d'une dynamique démocratique novatrice qui accueille dans la vie publique tous ceux qui désirent y participer, et tout spécialement les secteurs de la société qui n'ont pas autrement les moyens de faire valoir leurs droits[1].

18. Dans le cadre de cette stratégie, les pouvoirs exécutifs, à tous les niveaux, acquièrent une importance fondamentale pour l'élaboration d'un projet socialiste démocratique qui se base sur la démocratisation croissante de l'État, que ce soit par rupture ou par évolution graduelle. C'est en effet du pouvoir exécutif que peut partir l'engagement pour un nouveau compromis entre l'État et la société ; un compromis qui

1. [▶ Budget participatif].

combatte la causalité et le déterminisme de l'économie exprimés de manière condensée dans le capital financier mondialisé. La représentation politique sera relégitimée en permanence sous la pression démocratique et prendra ses décisions avec une plus grande authenticité, en accord avec les aspirations sociales qui se manifestent majoritairement.

19. Pour que cela soit possible, le processus électoral, pour les partis socialistes démocratiques, doit être compris comme une affirmation de la représentation politique mais également comme une négation de ses limites. Celles-ci sont claires quand les représentants élus acceptent le fonctionnement autoritaire de l'État actuel, qui impose ses principales décisions sous la dictée de la logique des intérêts économiques hégémoniques et se coupe de la base de la société, qui n'a ni le pouvoir ni l'influence pour rendre publics ses demandes et ses besoins.

20. Une vision appuyée uniquement sur les luttes sociales (qu'elles soient menées par les associations ou les syndicats) est absolument incapable de réformer l'État et de le démocratiser effectivement. À l'autre extrême, une vision purement électorale se base seulement sur une représentation politique au moment où celle-ci est délégitimée et donc incapable de s'opposer à l'ordre du capital flottant qui contraint l'État. Dans une stratégie démocratique, seul le pouvoir exécutif en tant que pouvoir macrorégulateur de l'ordre social, peut s'il est à l'écoute de la société civile affirmer l'autonomie de celle-ci et se soumettre à elle pour en tirer la force de mener des politiques démocratiques et populaires.

21. Le postulat de base dont doit partir un parti socialiste démocratique, qui doit jouer un rôle moteur dans ce processus, est la défense d'un projet économique et social de développement de la société comme un tout. Le parti du socialisme moderne ne sera plus un parti dont l'épine dorsale repose principalement dans les usines. Il sera le parti qui organise, dans la société civile, les conditions pour que les classes laborieuses ; nouvelles et anciennes ; dispersées ou regroupées, deviennent l'avant-garde d'une nouvelle citoyenneté. Son objectif sera à la fois de promouvoir la démocratisation et le contrôle social de l'État et d'engager la construction d'institutions publiques autonomes qui commencent à dessiner un nouvel État démocratique.

2001

Source

Tarso Genro, «Vers une nouvelle citoyenneté. Thèses pour une théorie démocratique de l'État et du socialisme», *Mouvements,* n° 8, novembre-décembre 2001.

Tout n'a pas été essayé

Pierre Zarka

[…] Depuis plusieurs années des salariés de Sanofi emploient toute leur énergie à défendre leur travail, en outre ils vivent l'utilité sociale de ce travail et donc d'eux-mêmes à travers la nécessaire promotion du médicament pour répondre aux besoins de santé. En une phrase se dit à la fois le rôle et l'utilité sociale des travailleurs, le sens de leur entreprise et le fait que leur combat regarde toute la société et le monde.

En plusieurs années de luttes, ils ont fait l'expérience que réclamer ne suffisait pas, que proposer des solutions se heurtait frontalement aux intérêts des actionnaires. Que faire d'autre qui n'ait pas été tenté ? […]

Regardons la multiplication des mouvements, des tentatives et expériences de type coopératif, modes de vie alternatif sur l'habitat… Tous viennent s'échouer plus ou moins vite sur un cadre intouché et souvent présenté comme intouchable : la macroéconomie appartiendrait «naturellement» aux détenteurs de capitaux. Il y a alors deux approches fondamentalement opposées de la politique : l'une revient aux opérations qui permettent la conquête du pouvoir sur les autres, «naturellement» toujours en leur nom, l'autre caractérise des mouvements collectifs qui ne se limitent plus à la protestation mais ont l'ambition de définir eux-mêmes leurs nécessités et la maîtrise de la mise en œuvre de la réponse.

L'intérêt d'affronter délibérément l'obstacle en termes de système dépasse les dimensions immédiatement économiques et sociales. Les rapports sociaux qui découlent de la domination des actionnaires sont faussés et emprisonnés par la mise en concurrence et plus largement par la marchandisation. Le fait que sa créativité et sa vie dépendent d'une autorité au-dessus de soi fausse les rapports entre soi et ses semblables, et les rapports de soi à soi. La reproduction et le gonflement du capital sont un mouvement totalisant, englobant jusqu'au temps des individus. Les tensions au sein des entreprises traduisent souvent des processus d'auto-exploitation, de renoncement à soi, à ce pourquoi on voulait exercer ce métier.

Il n'y a pas de rassemblement et de processus transformateurs sans conscience d'un antagonisme et sans pouvoir le situer. […] Aborder la nécessité d'appropriation collective est un levier pour toute prétention à poser en termes immédiats la question du pouvoir.

Il ne s'agit donc pas d'idées qui seraient sans effet sur l'immédiat. Il y a toujours des logiques à l'œuvre. Lorsqu'on croit mener ses luttes de manière pragmatique, c'est qu'inconsciemment on est enfermé dans les logiques de la pensée dominante. De plus, entrevoir un autre demain permet d'être plus efficaces aujourd'hui. C'est-à-dire ne pas nous limiter à réagir aux menées réactionnaires ni à un catalogue de demandes ou de mesures mais nous permet de prendre l'initiative et ainsi mettre l'obsolescence du système actuel en lumière. L'émancipation est à la fois une visée et un chemin[1], tant il est vrai qu'on ne peut être émancipé que par soi-même si on ne veut pas qu'un sentiment de dette envers un maître aliène ensuite ce qui a commencé à être obtenu.

Ne nous le cachons pas, la protestation populaire connaît une crise de l'efficacité : l'usure des solutions dites « réalistes ». Nous ne manquons pas d'exemples pour y réfléchir : les années entre 1981 et 1984, puis de la « gauche plurielle », et maintenant la gestion des affaires par François Hollande et le Parti socialiste, alors que le capitalisme est jugé inamendable par une majorité de Français. En revanche une question taraude cette majorité : peut-on penser un autre système que le capitalisme ?

Lors d'un entretien télévisé, à propos du devenir d'Arcelor-Mittal, Arnaud Montebourg déclarait à propos d'une demande de nationalisation que l'État n'était pas un bon gestionnaire. Mais qui parle de l'État ? Disons-le d'emblée, le bilan historique des nationalisations mérite de ne pas faire du mot un slogan[2]. En France, elles laissent la trace d'un bilan qui, hormis les années qui ont suivi la Libération, et la question du statut des salariés, laisse les usagers actuels dans l'indifférence[3]. Au fond, publiques ou privées, ces entreprises paraissent aux yeux des usagers ne différer pour l'essentiel que par le nom du propriétaire.

Quel citoyen se sent copropriétaire de la SNCF ou d'EDF ? Jusque dans les années 1960, ces entreprises apparaissaient comme jouant un rôle moteur, et depuis que s'est-il passé ? Elles ont de plus en plus été gérées comme des entreprises privées, animées par les mêmes critères de rentabilité financière, ou devant assumer les dépenses que le secteur privé ne voulait pas couvrir. Le 20e siècle laisse dans le non-dit le bilan des nationalisations effectuées. Cela se transmet comme une évidence dont il n'est plus nécessaire de discuter. Mais n'est-ce pas dû à une assimilation abusive des nationalisations à une étatisation ? La désillusion

1. [▶ Autogestion comme mot d'ordre d'action (L')].
2. [▶ Nationalisation, autogestion et droit de propriété].
3. [▶ Réquisitions marseillaises, entre autogestion et cogestion].

qui en a découlé conduit à un abandon hâtif des mots et, à travers des mots, de l'idée.

L'appropriation collective, au sens où les individus ensemble sont propriétaires des moyens d'édification de leur société, n'a jamais été tentée[1]. Toutes les tentatives sont parties du principe que les individus concernés ne pouvaient qu'être seulement les bénéficiaires des transformations. Considérer les individus ensemble comme capables de produire leur propre devenir commun est un fait innovant. S'agit-il d'une utopie ou d'une nécessité qui frappe à la porte d'aujourd'hui ? Toute activité est par définition une coopération. On ne travaille jamais seul. Même les artisans sont interdépendants avec des fournisseurs. Alors *a fortiori* dans les domaines de la recherche et de l'industrie. Cet inévitable côtoiement d'acteurs multiples que j'appelle socialisation ne cesse de s'étendre, d'où le fait que le patronat pousse chaque unité de production à s'identifier à un service rendu à une autre unité de production considérée comme cliente. Des notions devenues banales comme celles de « compétences », d'« employabilité » sont la reconnaissance très implicite bien sûr, que le travail, bien au-delà de la seule technicité, cristallise tout ce que le salarié concentre en lui de toutes ses pratiques sociales. Comment alors accepter que l'entreprise et la société reconnaissent des compétences techniques et ignorent que les pratiques qui découlent de ces « compétences » conduisent à en dégager d'autres qui concernent l'organisation du travail, sa finalité et la gestion de ce qu'il implique ? Autant de questions qui devraient se trouver en amont des décisions financières. Penser l'unité du sujet et de son activité aide à mettre les salariés en situation de revendiquer en épousant le devenir société et leur place au sein de celle-ci.

L'opinion la plus courante accepte qu'un agriculteur gère sa ferme – pour autant qu'il en ait la liberté –, qu'un artisan ou une auto-entreprise soit gérée par l'intéressé, mais que des salariés, ensemble, maîtrisent le devenir de centres de productions ou de service cela rencontre le scepticisme. Est-ce à cause de la complexité de la tâche ou parce que nous avons intégré un rapport de dépendance lié au salariat ? Il s'agit de mettre en harmonie un élargissement croissant du collectif de travail avec les besoins, les pratiques sociales les plus actuelles et la responsabilité des salariés de l'entreprise. Cela suppose de concevoir celle-ci comme étant le lieu de rencontre entre acteurs et usagers individuels ou collectifs. La nation ce n'est pas l'État, c'est le peuple rassemblé. [...]

1. [▶ Droit de préemption, une première étape vers la socialisation des entreprises].

Évidemment, poser la question de l'appropriation collective des leviers de l'économie induit un autre mode de développement[1]. [...]

[L]a situation actuelle se caractérise par une organisation sociale bancale : alors que le caractère social de la production et des services s'affirme de plus en plus, que les pratiques ont de plus en plus de conséquences sur l'espèce humaine, l'appropriation des richesses et de tous les pouvoirs sur la vie des individus et des sociétés est, elle, de plus en plus concentrée entre les mains d'une frange de dominants. Si l'on regarde de près toutes les luttes sociales sur la planète, au-delà de leurs disparités et des spécificités des situations, c'est à ce point commun qu'elles se heurtent. Ces luttes ne font qu'exprimer que les sociétés ne peuvent plus fonctionner sur ce mode obsolète. Toute prétention à une autre politique qui n'ose s'affronter à ce problème est vouée à l'échec.

Les pouvoirs, de qui ? sur quoi ?

La question du pouvoir des intéressés est d'autant plus importante qu'avec Sanofi il ne s'agit pas d'une PME, mais d'un géant de l'industrie pharmaceutique[2]. Que devient la propriété lorsqu'elle est collective ? Interrogeons-nous sur comment la propriété collective peut ne pas être synonyme de propriété anonyme, et comment les individus peuvent se sentir ensemble propriétaires. On est propriétaire si l'on a le pouvoir de décider. Ce dernier aspect est fondamental. Il ne se limite pas à de la possession. Il conditionne toute efficacité sociale dans la mesure où le moteur de toute motivation est pour chacun dans une tension vers ce que l'on voudrait être. Idéal jamais atteint mais vers lequel on tente toujours de se rapprocher. Cela nous renvoie au désir, à l'accomplissement de soi.

Une telle visée suppose une autre définition de la démocratie. L'élection toujours utile ne suffit pas à la définir. La « *démo-cratie* », la loi du peuple, suppose le règne de Monsieur et Madame tout le monde plutôt que celui des experts. Cela n'ignore pas l'apport de ces derniers, mais comme documentant, jamais comme pouvoir décisionnaire. Donc arracher le pouvoir à qui ? Les capitalistes. Mais pas seulement. À plusieurs reprises Marx évoque le « dépérissement de l'État ». Il considère qu'il n'y a émancipation des individus que par leur « libre association » et celle-ci remet en cause tout pouvoir surplombant le commun des mortels, y compris celui de l'État[3]. [...]

1. [▶ Appropriation sociale, autogestion, commun].
2. [▶ Sanofi : bien public ou marchandise ? Qui décide ?].
3. [▶ Faire dépérir l'État].

Ne pas confondre processus et homéopathie

Il ne s'agit pas de flatter l'ignorance, pour que la citoyenneté s'approprie des prérogatives jusque-là réservées à l'État, cela suppose que les luttes incluent en elles la production de connaissance nécessaire. Déjà des moments d'analyse des enjeux et d'élaboration de solutions caractérisent la lutte des salariés de Sanofi. Ils démontrent combien l'approche traditionnelle ne les voit que comme des mouvements dits sociaux, qui en fait seulement des moments de protestations, est une image toute faite, qui ne correspond pas à la réalité. […]

Cela débouche sur une conception de l'autogestion qui ne se limite ni au «local» ni aux petites exploitations, mais englobe tous les niveaux nécessaires de socialisation y compris l'infiniment grand. Ce qui implique d'élargir son horizon culturel à l'espace que recouvre la production que l'on gère[1]. Paradoxalement, la mondialisation est contradictoire avec un pouvoir concentré entre un nombre réduit de mains. Plus l'espace s'élargit et plus nombreux sont celles et ceux qui sont tributaires des décisions. De ce fait, l'implication des acteurs devrait être indispensable à la règle commune.

Évidemment, on peut dire que, lorsqu'il s'agit d'un géant de l'industrie qui s'est enraciné dans plusieurs pays, c'est plus facile à dire qu'à faire. Mais tout commence ainsi : par faire grandir l'idée. Sanofi n'est pas un cas à part : la course aux dividendes par les actionnaires pousse dans nombre d'endroits à s'interroger sur comment dégager l'économie d'un système parasite. La maîtrise collective des moyens de production et des grands services est de fait posée, reste à en faire une question politique rassembleuse. Quant à la mondialisation, celle-ci est aussi faite de salariés qui cherchent à se rendre maîtres de leur sort. Rarement la planète aura été autant secouée par une telle aspiration à se libérer des tutelles. Que cette idée commence à émerger, qu'elle soit discutée, même controversée, et le monde du travail quitte sa place de victime pour devenir acteur de son devenir. Tout le rapport des forces s'en trouvera changé.

Ainsi, la réponse aux besoins et l'appropriation sociale ne sont pas des thématiques abstraites, intemporelles, elles sont mobilisatrices, elles donnent à chacun la possibilité de projeter ce qu'elles peuvent transformer tant du point de vue de ses besoins matériels que du point de vue de son devenir, de ses pratiques sociales. L'appropriation collective n'a donc pas qu'une fonction économique, mais un rôle politique, au

1. [▶ Demain est déjà commencé].

sens où une collectivité – le peuple – se forme autour de nouveaux rapports entraînant une nouvelle identité collective.

Si, à juste titre, on ne veut pas renouveler les expériences qui ont échoué, nous avons besoin de répondre à cette question : qui doit être le sujet de l'agir révolutionnaire – car c'est bien de cela dont il s'agit – si ce ne sont les intéressés eux-mêmes ? [...]

novembre 2013

Source

Extrait de la préface à Danielle Montel et coll., *Sanofi, Big Pharma : L'urgence de la maîtrise sociale,* Paris, Syllepse, 2013.

Travail coopératif

Association internationale des travailleurs

L'œuvre de l'Association internationale est de généraliser et d'unifier les mouvements spontanés de la classe ouvrière, mais non de leur prescrire ou de leur imposer un système doctrinal quel qu'il soit. Par conséquent, le congrès ne doit pas proclamer un système spécial de coopération, mais doit se limiter à l'énonciation de quelques principes généraux.

1. Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de la société présente, fondée sur l'antagonisme des classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association de producteurs libres et égaux.

2. Mais le système coopératif restreint aux formes minuscules issues des efforts individuels des esclaves salariés, est impuissant à transformer par lui-même la société capitaliste. Pour convertir la production sociale en un large et harmonieux système de travail coopératif, des changements généraux sont indispensables. Ces changements ne seront jamais obtenus sans l'emploi des forces organisées de la société. Donc, le pouvoir d'État, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les producteurs eux-mêmes.

3. Nous recommandons aux ouvriers d'encourager la coopérative de production plutôt que la coopérative de consommation, celle-ci

touchant seulement la surface du système économique actuel, l'autre l'attaquant dans sa base[1].

4. Nous demandons à toutes les sociétés coopératives de consacrer une partie de leurs fonds sur la propagande de leurs principes, de prendre l'initiative de nouvelles sociétés coopératives de production et de faire cette propagande aussi bien par la parole que par la presse

5. Dans le but d'empêcher les sociétés coopératives de dégénérer dans les sociétés ordinaires bourgeoises (sociétés par actions), tout ouvrier employé doit recevoir le même salaire, associé ou non. Comme compromis purement temporaire, nous consentons à admettre un bénéfice très minime aux sociétaires.

septembre 1866

Source

Rapport du conseil central de l'Internationale sur les différentes questions mises à l'étude au congrès de Genève (septembre 1866).

Treize questions sur l'autogestion

Confédération française démocratique du travail

Ce texte marque une synthèse entre trois éléments différents : l'implication de la CFDT dans une série de luttes locales dures qui ont donné lieu à des discussions sur la place des comités de grève et des assemblées générales ; les débats du congrès de 1970 où la CFDT a adopté l'option pour le socialisme autogestionnaire ; et une discussion avec la CGT sur la stratégie des syndicats devant le Programme commun et la transition au socialisme. On voit comment se posaient avec acuité les relations entre l'appropriation sociale des moyens de production et l'autogestion pour qu'une planification démocratique puisse se développer. Dès que l'échéance électorale s'est précisée, du fait de la mort du président de la République, Georges Pompidou, la lutte d'orientation s'est durcie et – sans en reprendre ici l'histoire – le courant Edmond Maire lié à Michel Rocard, hostile à une rupture autogestionnaire, s'est concentré dans une compétition contre la CGT (Henri Krasucki déclarant que l'autogestion, c'est une «formule magique») et un refus de relations

1. [▶ Alternative et reprises d'entreprises].

positives avec le PCF. Ce dernier aura beau écrire «Autogestion, les bases d'un accord existent» (*L'Humanité,* 15 février 1974), le rejet d'une convergence deviendra la ligne de la direction confédérale de la CFDT.

> 1. La CFDT se réfère sans cesse à l'«autogestion». Par exemple, tout récemment encore, dans l'appréciation qu'elle a portée sur le programme commun de gouvernement du Parti socialiste et du Parti communiste, elle conclut en disant qu'elle agira pour «orienter le mouvement unitaire dans le sens du socialisme démocratique et autogestionnaire». Mais ce mot «autogestion» n'est pas toujours bien compris. Qu'est-ce que l'autogestion pour la CFDT?

«L'autogestion est un changement radical dans la situation des travailleurs. Ils ne sont plus subordonnés à un pouvoir extérieur puisque de simples vendeurs de leur force de travail à un employeur, ils deviennent collectivement leur propre employeur, maîtres du produit de leur travail et de son utilisation dans le cadre de la planification démocratique.»

Pour dire les choses encore plus simplement, *l'autogestion, c'est le fait pour les travailleurs de s'administrer eux-mêmes, de se diriger eux-mêmes.* Pas besoin de longues explications pour comprendre que ça change leur situation du tout au tout!

La CFDT, à son congrès de 1970, a expliqué quel type de société elle voulait construire: un socialisme démocratique fondé sur trois «piliers», l'autogestion, la *propriété sociale des moyens de production et d'échange* et la *planification démocratique*. Ces trois éléments, dit-elle, ne peuvent pas être séparés. […]

[L]es lois et [les] conventions collectives apportent des garanties aux travailleurs. Mais tant qu'on reste dans le cadre d'ensemble du système capitaliste, elles ne changent pas fondamentalement les rapports entre patrons et salariés: ces derniers continuent à être exploités et dominés […]. *Les salariés sont avant tout, pour le patron, une force de travail que l'on achète et qui n'a aucun droit, aucun pouvoir, sur le produit de son travail.*

[…] Le pouvoir aux travailleurs, qu'est-ce que cela signifie?

Il ne s'agit pas de mettre des technocrates ou des dirigeants politiques à la place des patrons capitalistes, sans que rien d'autre soit changé. Par exemple, les entreprises nationalisées en France n'appartiennent déjà plus à des propriétaires capitalistes privés. Est-ce que la situation des travailleurs y a été fondamentalement changée? Certainement pas. Les travailleurs du secteur public et nationalisé se battent comme les autres

contre l'exploitation et la domination[1]. Dans quelques domaines (pas dans tous), leurs droits sont peut-être mieux respectés, mais ces droits ont, en fin de compte, les mêmes limites. Eux aussi aspirent à être les maîtres de leur travail.

Dans l'autogestion : ce sont les travailleurs qui éliront les responsables de l'entreprise aux différents niveaux (de l'atelier à l'ensemble de l'entreprise)[2] ; ce sont les travailleurs qui décideront collectivement de l'organisation du travail et des conditions de travail ; ce sont les travailleurs qui détermineront, dans le cadre du plan démocratique, la politique de l'entreprise en matière de fabrication, de répartition des investissements, de rémunérations.

Ils deviendront ainsi collectivement maîtres de leur travail, ils décideront de la répartition du produit du travail collectif.

Bien entendu [...] la décision de fabriquer tel ou tel produit ne concerne pas seulement les travailleurs de l'entreprise[3].

[...] Le socialisme autogestionnaire ne vise donc pas seulement à modifier la situation des travailleurs dans l'entreprise. Il renverse la logique du profit dans toute la société : dans la consommation individuelle, la façon dont on construit les villes, les transports, la santé, les loisirs et la culture, etc. Dans tous les domaines, il s'agit de rechercher d'abord à satisfaire les besoins des hommes.

Bien entendu, cela ne peut pas se faire sans une nouvelle organisation d'ensemble de la société. [...] La société moderne est extrêmement complexe. Un plan est donc nécessaire pour qu'elle fonctionne. Mais un plan élaboré démocratiquement, un plan qui ne soit pas décidé par quelques-uns seulement. [...]

L'autogestion n'a pas de sens sans la planification démocratique et la propreté sociale des moyens de production. Mais inversement, la propriété sociale et la planification ne changent rien de fondamental dans l'autogestion. Si l'on veut une société socialiste, on ne peut pas séparer les choses.

> 2. La CFDT est-elle la seule à parler de l'autogestion ? Est-ce une idée nouvelle ? Qu'en disent les autres organisations de travailleurs en France, par exemple la CGT ?

Le terme *autogestion* est relativement nouveau. Mais si le terme est récent, l'idée, elle, est aussi vieille que le mouvement ouvrier. Dès le

1. [▶ Nationalisation, autogestion et droit de propriété].
2. [▶ Représentants des salariés dans les conseils d'administration : « Des plénipotentiaires envoyés en pays ennemi »].
3. [▶ Autogestion et pouvoir(s)].

début du 19e siècle, le mouvement socialiste a cherché à dépasser la simple amélioration matérielle du sort des ouvriers en se fixant pour but l'émancipation des travailleurs. Lorsque Karl Marx et d'autres parlaient de dépérissement de l'État[1], ils se rattachaient à cette tradition qu'on retrouve sous une forme ou une autre chez la plupart des théoriciens et des meneurs du mouvement ouvrier d'alors. Ce n'est pas un hasard : c'est parce que cette aspiration montait, plus ou moins consciente, des masses ouvrières elles-mêmes.

La Commune de Paris s'était fixée comme tâche d'organiser des « associations coopératives de travailleurs » dans les ateliers abandonnés par leurs patrons[2]. La charte d'Amiens (1906) qui exprima l'orientation majoritaire du syndicalisme français au début du 20e siècle, parlait de « groupements de production et d'échange ». Plus tard, naîtra l'expression de « conseils ouvriers ».

Sous des mots différents et dans des doctrines différentes, on retrouve toujours la même aspiration – dans laquelle s'insère le projet d'autogestion. Mais on a eu tendance à oublier cet héritage au profit d'une autre tendance, centralisatrice et autoritaire, qui accordait à la discipline la première place devant l'initiative, et qui confiait la responsabilité du changement de société à l'action d'une organisation de « révolutionnaires professionnels » plutôt qu'à celle des travailleurs eux-mêmes. Cette tendance s'est renforcée en fonction de l'attachement des partis communistes (et des syndicats qui étaient proches d'eux) à défendre sans réserve l'expérience centralisée qui s'est développée en Union soviétique et dans d'autres pays.

Mais on a bien vu, en mai 1968, que l'aspiration de la masse des travailleurs à se diriger eux-mêmes était intacte.

C'est donc à une puissante tradition du mouvement ouvrier que se rattache la CFDT. Elle ne prétend d'ailleurs pas en avoir l'exclusivité. [...] On doit cependant souligner, ce qui est capital, que *cette aspiration toujours vivante est devenue, aujourd'hui, beaucoup plus réalisable qu'elle ne l'était au 19e siècle ou au début du 20e siècle.*

Ceci pour deux raisons :

- *Techniquement* d'abord, des progrès considérables ont été accomplis pour faciliter la prise des décisions. L'informatique donne des moyens accrus de rassembler les informations et de calculer à l'avance les conséquences des divers choix possibles, avec une marge d'erreur beaucoup moins grande qu'autrefois. Ces moyens, si on veut les utiliser

1. [▶ Programme de Gotha (Critique du)].
2. [▶ Biens vacants].

dans ce sens, faciliteront la prise de décisions par la collectivité, par l'ensemble des personnes concernées. En outre, le progrès des moyens d'éducation, de formation, fait que dès maintenant le niveau culturel des travailleurs est supérieur, globalement, à ce que le travail exige d'eux. Ce potentiel, qui est aujourd'hui gaspillé, sera utilisé et développé dans l'autogestion[1].

■ *Socialement* aussi, l'autogestion est la meilleure réponse. Dans la société moderne, la production a un caractère beaucoup plus collectif qu'autrefois : dans une grande entreprise, par exemple, le travail de chacun dépend toujours davantage du travail des autres. Le travailleur n'est plus isolé comme l'était le compagnon autrefois. On pourrait dire qu'il existe une sorte de grand « travailleur collectif », groupant de nombreux hommes dont les tâches sont inséparables. Aussi, la maîtrise de chacun sur son travail ne peut avoir de sens que si tous le maîtrisent collectivement. […]

Seule une conception autogérée du socialisme constitue une alternative réelle au capitalisme actuel, permettant de prendre en charge un développement de plus en plus aveugle.

[…] Nos camarades de la CGT ont ironisé sur le terme *autogestion.* « On en trouve presque autant de versions que de partisans déclarés, sans pour autant savoir en quoi ça consiste », disent-ils. Ils rapportent, par exemple, que certains journalistes ont parlé d'autogestion à propos de méthodes nouvelles d'organisation du travail expérimentées chez Fiat. Ou bien que certains patrons […] prétendent instaurer une sorte de mini-autogestion par services. « Le moins qu'on puisse dire d'une idée qui permet une telle confusion, c'est qu'elle ne doit pas être très au point », écrivent nos camarades de la CGT.

Mais que diront-ils des multiples utilisations du mot « socialisme » ? […]

C'est vrai que le mot *autogestion,* comme le mot *socialisme,* est parfois détourné de son sens[2]. […].

3. Est-ce qu'il y a quelque part un modèle d'autogestion ? Est-ce que le socialisme autogestionnaire dont parle la CFDT ressemblera à un système existant déjà dans certains pays ?

Certains pays, et notamment la Yougoslavie[3], se sont engagés dans la voie de l'autogestion. La CFDT étudie ces expériences avec attention. Mais il n'est pas question pour elle de proposer un modèle. […]

1. [▶ Automation et avenir du travail].
2. [▶ Mouvement syndical, forces politiques et autogestion en France].
3. [▶ Propriété sociale en droit yougoslave (La)].

L'autogestion ne se décrète pas. On ne va pas dire, un beau jour : « À partir de maintenant c'est l'autogestion. Alors, vous ferez de telle et telle façon, et pas autrement ! » Ce serait tout le contraire de l'autogestion. La mise en place d'un système d'autogestion, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui la feront. […].

Ce que fait la CFDT c'est tracer une perspective globale, définir les grands axes d'un projet d'ensemble en partant de l'expérience de ceux qui la composent. Ce que dit la CFDT, c'est qu'il est *nécessaire* de s'engager dans cette voie. Et aussi que c'est *possible* techniquement et socialement. Dans sa stratégie, elle précise les *conditions* nécessaires pour y arriver[1].

Une constatation fondamentale doit cependant être faite : l'autogestion dans l'entreprise n'a de sens que si l'ensemble de la société est autogéré. L'autogestion, c'est un mode d'exercice du pouvoir dans l'entreprise, mais aussi dans le quartier ou dans la commune, dans une Maison de la culture comme dans une association sportive. Il ne peut pas y avoir d'îlots autogérés durables dans une société qui ne l'est pas.

> 4. Est-ce qu'il est possible de commencer dès maintenant l'autogestion ? Peut-on imaginer que les travailleurs commencent à mettre en autogestion une entreprise, puis deux, puis un nombre de plus en plus grand, provoquant ainsi une transformation sociale ? Cela serait-il réalisable ?

Non, l'autogestion n'a pas de sens, elle n'est pas réalisable dans le capitalisme. Elle constitue un système opposé au capitalisme. Dans une société où, globalement, le pouvoir appartient au capital, il est absolument impossible que les travailleurs disposent de petits bouts de ce pouvoir ici ou là. Il ne faut pas se nourrir d'illusions dangereuses sur ce point.

Certains, avec des intentions généreuses, ont parlé par exemple d'autogestion à propos des sociétés coopératives de production. Mais comment fonctionnent les coopératives qui existent ici ou là dans notre pays ? Ou bien elles se développent de façon très marginale, ou bien elles deviennent de véritables caricatures par rapport aux projets de leurs fondateurs. Si elles veulent survivre économiquement, les coopératives de production sont obligées, bon gré mal gré, de se plier aux lois du système capitaliste[2]. La bonne volonté éventuelle de leurs animateurs n'y change rien. […]

1. [▶ Ouvrir une brèche dans la vieille société].
2. [▶ Occuper, résister, produire].

Dans une perspective de socialisme autogestionnaire, c'est de tout autre chose qu'on se préoccupe : il s'agit de substituer le pouvoir des travailleurs à celui des capitalistes, puis de le renforcer et de le développer.

L'autogestion n'est pas compatible avec la propriété privée des moyens de production et d'échange. C'est ce que la CFDT exprime en liant son projet d'autogestion à la *propriété sociale.*

> 5. Dans l'autogestion, qui sera propriétaire des entreprises ? Est-ce que ce sera l'État ? Est-ce que l'autogestion marquera la fin de toute espèce de propriété privée ?

L'autogestion suppose que soit abolie la propriété privée des moyens de production et d'échange. [...] Pour réaliser l'autogestion, il faut d'abord exproprier les capitalistes, ce qui suppose au moins la prise du pouvoir central. Mais cela ne suffit pas : il faut aussi préciser comment les travailleurs s'approprient les moyens de production et d'échange.

La CFDT emploie le terme de propriété sociale. Elle ne veut pas d'une propriété étatique qui prive les travailleurs du pouvoir réel sur les moyens de production qu'ils utilisent.

Quand, dans une société socialiste (ou qui se prétend telle) les travailleurs n'ont pas le pouvoir direct sur leurs moyens et leurs conditions de travail, ils sont à la veille de perdre tout pouvoir réel.

La suppression de la propriété privée des moyens de production doit donc s'accompagner, dès le début, de transformations qui mèneront vers l'autogestion.

En fait, dans un système autogestionnaire, les attributs de la propriété, les différents pouvoirs qu'elle donne au propriétaire, seront répartis entre différents centres de décision : le plan, la région, l'entreprise. La notion même de propriété, telle que nous la connaissons actuellement, sera profondément transformée.

Le principe de base, c'est que ceux qui sont le plus proche des activités concernées doivent pouvoir, dans le cadre de la planification démocratique, décider, faire les choix, prendre les responsabilités : travailleurs pour une entreprise, association d'habitants pour un quartier, collectif d'usagers pour certains équipements collectifs, etc. [...]

> 6. Si les travailleurs de l'entreprise doivent tenir compte de ce qui les entoure, si l'autogestion s'étend à toute la société, comment donc seront prises les décisions aux différents échelons ? Comment tout cela sera-t-il coordonné ?

Le premier principe de l'autogestion, c'est que toute décision est prise au niveau le plus centralisé qu'il est possible de le faire en respectant l'intérêt général. Le deuxième principe, c'est que les organes responsables sont élus et contrôlés à tous les niveaux. Ils exécutent la politique définie collectivement. Le troisième principe, c'est qu'une confrontation est organisée entre les différentes instances (quartier, commune, entreprise, etc.) qui sont concernées par une même décision[1].

Répétons que la CFDT n'a pas pour but de présenter à l'avance un modèle définitif de société autogérée. On peut cependant donner quelques exemples indicatifs :

- Une décision concernant la mise en place d'équipements collectifs légers (dispensaire, piscine, centre de jeux, etc.) peut être prise au niveau d'un conseil communal ou d'un conseil de quartier en fonction des besoins prioritaires qui sont définis et des ressources qui sont disponibles.
- Les choix en matière d'équipements collectifs lourds (autoroutes, chemin de fer, grands ponts par exemple) sont par contre davantage du ressort d'une instance nationale (le plan démocratique). Mais comme ces décisions peuvent concerner plus précisément une branche industrielle particulière ou une région, une confrontation doit être organisée entre l'échelon national et les échelons régionaux ou sectoriels.
- Dans l'entreprise, les choix concernant l'organisation du travail peuvent être pris au niveau du conseil d'atelier. Les objectifs de production et de répartition devront en revanche être déterminés au niveau de l'entreprise, par le conseil d'entreprise élu. Celui-ci pourra être contrôlé, dans les entreprises moyennes, par l'assemblée générale des travailleurs. Dans les grandes entreprises, certains aspects de la gestion devront être décentralisés, et des moyens trouvés pour permettre un contrôle régulier par l'ensemble des travailleurs : élection de délégués, canaux permanents d'information et de communication entre les différents établissements, etc.
- Le lancement d'un nouveau produit, ou d'un service, concerne l'entreprise qui le lance. Il concerne aussi d'autres personnes et catégories de personnes, qui sont consommateurs, usagers. C'est dans le cadre du plan (régional, national) que les confrontations pourront se faire.
- Pour les rapports avec les pays étrangers, on peut très bien concevoir que les régions frontalières (le Nord pour la Belgique par exemple), participent d'une façon plus particulière à l'élaboration de certains

1. [▶ Participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul].

aspects de la politique étrangère (économique, culturelle…) en direction de ces pays.

Ces exemples ne sont qu'indicatifs. C'est dans l'action que se construira l'autogestion.

[…] Chaque unité économique ou territoriale (atelier, entreprise, commune, région) est liée aux autres à des degrés différents. Il faut que les travailleurs, les habitants, les usagers, les citoyens se parlent et se confrontent pour l'intérêt général. C'est en comprenant cela que se développeront progressivement la conscience sociale et une vie démocratique de plus en plus riche[1].

> 7. La CFDT est pour l'autogestion, mais aussi pour un plan démocratique, qui s'imposerait à tous. Comment fait-elle le lien entre ces deux exigences ?

[…] *Quand la CFDT parle de la planification démocratique comme de l'un des trois piliers du socialisme, elle donne au contraire au terme de plan toute sa dimension : il s'agira bien d'une orientation globale de l'économie.* Le type de croissance de la société sera défini volontairement, et non plus livré aux lois sauvages de la rentabilité immédiate.

[D]ans une société socialiste autogérée, de multiples confrontations seront nécessaires à tous les niveaux : entre les entreprises et les communes, les régions et le gouvernement central, etc. Le plan démocratique en sera le moyen. Il coordonnera l'ensemble des activités économiques dans le sens de l'intérêt général.

Pour la CFDT, l'autogestion et le plan ne s'opposent nullement. Ce ne sont pas deux idées contradictoires entre lesquelles il faudrait trouver un compromis, ou un dosage – «une pincée d'autogestion, une cuillerée de planification pour corriger le goût, etc.». Non. Au contraire, l'autogestion et le plan sont complémentaires. […].

Le Parti communiste, dans son *Manifeste pour une démocratie avancée*, explique que le plan, tel qu'il le conçoit, sera démocratique parce qu'il répondra mieux aux besoins de la population. On ne peut pas se contenter de dire cela. On ne peut pas concevoir un plan qui serait démocratique uniquement dans ses objectifs (au service des besoins de la majorité du peuple) sans qu'il le soit dans la façon dont il est établi. Qui est capable de désigner les besoins prioritaires de la majorité du peuple, sinon le peuple lui-même, à travers de larges confrontations, de larges débats ?

1. [▶ Ébauches pour un projet autogestionnaire].

Des représentants des différents niveaux seront élus dans les commissions qui les concerneront, et qui feront les études préparatoires aux choix. Globalement, les choix fondamentaux du développement devront faire l'objet d'une décision démocratique nationale. [...]

Comme les problèmes se posent à plusieurs niveaux (commune, région, pays, etc.), *le plan doit lui aussi être décentralisé*; il comportera au moins un échelon régional. [...].

Le socialisme autogéré permet [...] *de multiplier les centres d'exercice réel du pouvoir qui se corrigent, s'affrontent, se contrôlent mutuellement, garantissant ainsi la réalité et la vitalité du processus de démocratisation de la vie économique et sociale.*

C'est aussi dans le cadre du plan que se régleront les conflits qui pourront se produire. En effet, les intérêts de tel ou tel individu, de telle ou telle catégorie particulière, ne coïncideront pas toujours forcément avec ceux de l'entreprise dans laquelle il travaille, ou avec ceux de la majorité des habitants de sa commune. Les intérêts d'une entreprise ou d'une commune ne seront pas toujours les mêmes que ceux de l'entreprise ou de la commune voisine, et que ceux de la société prise dans son ensemble.

L'élaboration démocratique du plan et son caractère décentralisé permettront à la fois que chacun s'exprime, que les décisions de la majorité s'imposent, et que chacun garde toute l'autonomie dont il peut disposer sans nuire à autrui. [...]

> 9. Les entreprises autogérées pourront-elles faire du profit? Quels seront les stimulants qui pousseront les entreprises à améliorer leur production?

[...] L'efficacité capitaliste, mesurée par le profit, ne cherche pas ce qui est bon pour les travailleurs, ni pour la collectivité. Elle cherche ce qui rapporte de l'argent. [...] Par exemple, les équipements collectifs les plus nécessaires sont gravement négligés s'ils ne rapportent pas de profit. Ou encore: une nouvelle machine peut faire plus de bruit et endommager la santé des ouvriers, peu importe au capitaliste si les rendements sont meilleurs. La rentabilité est liée à l'exploitation.

Plus grave encore: on gaspille des ressources naturelles (matières premières, eau, etc.) sans se préoccuper de ce qui se passera pour nos descendants. Les pays capitalistes développés pillent les pays du tiers-monde en refusant de payer les matières premières à leur juste prix; ce sont les riches qui volent les pauvres. Au nom de la rentabilité.

L'entreprise capitaliste se refuse à mesurer le coût, pour la collectivité, des décisions qu'elle prend: un constructeur d'automobiles, par

exemple, ne fait pas entrer dans ses calculs les dépenses imposées à la collectivité par la pollution, l'essence brûlée dans les embouteillages, le coût des accidents. Le fabricant de produits pharmaceutiques ne se préoccupe guère des conséquences de ses prix sur la Sécurité sociale. Aucune entreprise n'intègre dans ses prix de revient l'usure physique et intellectuelle des travailleurs.

L'efficacité socialiste, au contraire, permet de poser ces problèmes, d'en débattre largement. Le mot «rentable» change de sens. Une innovation technique susceptible d'augmenter la productivité peut ne pas être rentable *socialement* si elle aggrave les conditions de travail. À l'inverse, un hôpital où les soins seront gratuits et qui ne rapportera donc pas un sou, des recherches scientifiques qui ne porteront leurs fruits que dans vingt ou trente ans, des dépenses d'aide technique à un pays pauvre, apparemment improductives, tout cela pourra très bien être considéré comme rentable socialement.

Cela dit, il reste évident que chaque entreprise devra dégager des surplus : une partie des revenus de la production doit être économisée pour moderniser le matériel, agrandir l'entreprise si cela est nécessaire. Une autre partie, importante, contribuera aux dépenses de la collectivité. Mais dans le socialisme, ce surplus sera un moyen et non plus une finalité. Aucun groupe restreint, aucun individu particulier n'aura de droit privilégié sur lui. Il appartiendra d'abord au collectif des travailleurs qui l'aura réalisé : c'est lui qui décidera de son utilisation dans les limites des contraintes collectives (principalement, impôts à payer aux différents niveaux, local et national).

Dans l'entreprise autogérée, la possibilité d'accroître les rémunérations reste un stimulant important. Mais aussi le but du travail – satisfaire les besoins – deviendra plus clair. Dans la mesure où chacun aura participé aux choix, il saura l'importance respective de la consommation individuelle (acquise grâce au salaire) et de la consommation collective (satisfaite gratuitement ou à bas prix par la collectivité). Il n'aura plus tendance, comme dans le capitalisme, à privilégier systématiquement la première au détriment de la seconde. [...]

11. Peut-on arriver d'un seul coup à l'autogestion ? Faut-il prévoir des étapes ?

L'autogestion est inséparable de la propriété sociale des moyens de production et d'échange. Comme il n'y a aucune chance que les

propriétaires capitalistes en fassent cadeau d'eux-mêmes aux travailleurs, cela exige que ceux-ci s'emparent du pouvoir d'État[1].

Comment se passera cette prise du pouvoir ? Sans exclure l'éventualité d'un changement électoral, la CFDT dit que de toute façon les luttes sociales et l'action des masses populaires seront décisives. En effet, il ne suffit pas de remplacer un gouvernement par un autre ; il faut que le pouvoir des travailleurs et de la majorité de la population s'exerce sur tout le fonctionnement de la société et de l'État.

Pour réaliser des changements profonds, il faut une action consciente des travailleurs et de la majorité de la population.

Cependant, une fois pris l'appareil d'État, la société autogérée ne se mettra pas en place d'un seul coup, à un claquement de doigts. Le poids des structures capitalistes, les habitudes acquises, et notamment des comportements hiérarchiques millénaires, les manières de penser liées à la société du profit, tout cela ne peut se renverser que peu à peu. L'action des travailleurs pour imposer le socialisme sera longue, même si la rupture politique introduite par la prise de l'appareil d'État permet certains changements immédiats[2].

La CFDT ne pense pas que tout peut changer en un jour, mais elle croit aussi qu'il est malsain de renvoyer tous les problèmes à demain ou après-demain.

C'est pourquoi certains objectifs significatifs doivent être atteints dès la conquête de l'appareil d'État par une majorité consciente réunie autour d'un projet socialiste :

1. *Socialisation des principaux moyens de production et d'échange,* en particulier des secteurs clés : établissements de crédit ; groupes dominants dans chaque branche ; secteurs stratégiques.

2. *Mise en place de la gestion par les intéressés eux-mêmes aux échelons décentralisés des entreprises déjà socialisées, dans les institutions sociales* (Sécurité sociale…), etc.

L'importance du secteur socialisé doit être suffisante pour assurer le renversement global du rapport des forces et permettre d'engager un nouveau mode de développement.

3. *Mise en propriété sociale immédiate, et autogestion, des grands moyens de culture, d'information et de formation,* mesures essentielles pour le renforcement démocratique du pouvoir des travailleurs.

4. *Décentralisation des pouvoirs économiques et politiques, notamment au niveau des régions.*

1. [▶ Lutte pour l'autogestion et la révolution (La)]. [▶ Contrôler aujourd'hui pour décider demain].
2. [▶ Processus (À propos du concept de)].

Pour développer concrètement le pouvoir des travailleurs et mettre l'appareil productif au service de l'intérêt général, on peut envisager un système de confrontations, organisé au niveau des plans régionaux ou des instances locales, entre les entreprises, les communes, les services collectifs, institutions sociales, etc.

5. *Maîtrise des investissements (même pour les entreprises encore privées)* afin d'amener concrètement une nouvelle orientation du développement économique et social.

6. *Réformes importantes dans le domaine de l'enseignement,* qui doit promouvoir une éducation de la liberté, du jugement critique à travers les confrontations d'idées, de théories et de pratiques différentes[1].

7. *Remplacement des structures hiérarchiques actuelles par de nouveaux modes d'organisation* qui feront progresser vers l'autogestion. Par exemple : institution de conseils d'atelier, qui ont pouvoir sur les conditions et l'organisation du travail dans les ateliers ; réduction de la hiérarchie des revenus (statut unique, abolition du secret des revenus) ; rotation de certaines tâches d'encadrement, ne nécessitant pas de compétences techniques ; revalorisation générale du travail manuel et rotation pour certaines tâches très pénibles ou dégradantes.

[…] La majorité des travailleurs, mise dans une situation de pouvoir plus grande, pourra progressivement critiquer ces conditionnements pour instaurer le socialisme démocratique. C'est en exerçant le pouvoir dans l'entreprise socialisée que l'on transformera les comportements collectifs, permettant une nouvelle avancée dans l'autogestion.

> 12. Dans une société socialiste autogestionnaire, y aura-t-il encore un gouvernement central ? Comment seront organisées les institutions politiques ?

[…] Bien sûr, la conquête du pouvoir politique est une condition nécessaire du passage au socialisme. […]. Mais il ne suffit pas de changer de gouvernement. Il faut changer aussi la façon dont il fonctionne, la façon dont fonctionne le pouvoir central, leurs rapports avec les autres échelons. La perspective de l'autogestion transforme radicalement la question du pouvoir d'État.

Malgré le fait qu'on héritera d'un appareil d'État centralisé, il est possible et nécessaire d'entamer, dès la prise du pouvoir, une remise en cause progressive de cette centralisation.

Il faudra notamment redéfinir les pouvoirs respectifs du gouvernement central et des institutions politiques décentralisées, au niveau des

1. [▶ Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école]

régions, des communes, des entreprises, etc. Il faudra définir les systèmes de confrontation entre ces différentes instances décentralisées, de façon à établir un pouvoir politique qui puisse être le promoteur et le soutien de l'autogestion, qui permette à chacun d'assurer ses responsabilités, qui favorise le pouvoir réel des travailleurs et de la population sur tous les aspects de la vie sociale. [...]

13. Quel est le lien entre la pratique de la CFDT, dans son action d'aujourd'hui, et ses positions sur l'autogestion ?

Pour la CFDT, l'autogestion n'est pas seulement un idéal lointain. Ce n'est pas une question qu'on aurait bien le temps de se poser, pour laquelle on pourrait attendre que le socialisme soit déjà en place.

L'autogestion est un des éléments du socialisme, qui ne peut pas être séparé des autres.

Pour la CFDT, l'action vise deux buts inséparables : on agit, seuls ou avec d'autres, pour défendre les intérêts immédiats des travailleurs et, plus fondamentalement, permettre le renversement du capitalisme ; on agit pour créer les conditions de démarrage d'une société socialiste démocratique.

On ne peut pas, d'un côté, proclamer comme objectif final l'autogestion, et d'un autre côté décider des formes de lutte syndicale et politique sans en tenir compte. Si la CFDT déclarait qu'elle veut l'exercice du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes, et en même temps si elle menait l'action en prenant toutes les décisions au sommet, sans laisser d'initiative à la base, elle ne serait pas sérieuse.

La CFDT ne conçoit pas le passage au socialisme comme un miracle du «Grand Soir», le résultat instantané de la prise du pouvoir d'État, mais plutôt comme un processus progressant dans le temps, un ensemble



de transformations politiques, économiques, sociales, idéologiques, dans lequel la prise du pouvoir est un moment essentiel.

Cette prise du pouvoir ne permettra un pas décisif dans le sens du socialisme que si les travailleurs sont prêts.

En faisant le lien entre l'action d'aujourd'hui et la perspective du socialisme autogestionnaire, la stratégie de la CFDT marche donc simplement sur ses deux pieds.

La CFDT emploie parfois le terme d'*autogestion des luttes*. C'est pour signifier que les travailleurs avec leurs organisations ont le rôle déterminant pour décider des *formes d'action,* après avoir analysé collectivement les situations et les rapports de forces. L'action décentralisée – qui n'est pas contradictoire avec la coordination et qui n'exclut pas les luttes d'ensemble – et la démocratie syndicale rendent les travailleurs plus aptes à prendre en main leur situation.

Dans le *contenu des revendications,* la CFDT met l'accent sur l'ensemble des aspects de la condition salariale actuelle. Les revendications mises en avant par les militants CFDT s'attaquent aussi bien : *à l'exploitation capitaliste* : salaires, conditions de travail ; *à la domination* : remise en cause des rapports hiérarchiques, lutte contre l'arbitraire patronal ; *à l'aliénation* : contestation du modèle de développement capitaliste. [...]

1972

Source

Paru dans *Syndicalisme Magazine* (novembre 1972) et dans Edmond Maire, Frédo Krumnow, Albert Détraz et CFDT, *La CFDT et l'autogestion,* Paris, Le Cerf, 1973.

Utopie contre pragmatisme

Georges Labica

De nos jours, l'utopie doit être complètement différenciée de ce qu'on appelait ainsi autrefois. Quand on regarde, par exemple, ce qui s'est passé dans l'histoire du mouvement ouvrier, il est bien certain qu'il y a eu deux étapes.

Une étape qui a été des cités idéales dont le modèle est donné par More[1]. À partir d'un diagnostic de la société existante, on peut élaborer l'alternative d'une autre cité, qui s'offrirait comme un contre-modèle. [...] Par la suite, à l'approche du développement capitaliste, on a vu des

1. [▶ Esquisse des fondements de la démocratie directe].

utopies – notamment les utopies socialisantes – proposer à la fois des sociétés idéales mais aussi, à l'intérieur de ces cités idéales des procédures, des projets, qui en fin de compte, n'exprimaient pas autre chose qu'une des tendances possibles du réel. [...] En ce sens, il est vrai que le contraire de l'utopie, ce n'est pas la réalité, c'est le pragmatisme, c'est le jour le jour, c'est-à-dire l'absence de toute perspective.

Or, l'humanité ne peut absolument pas vivre sans perspective, c'est-à-dire, au sens de Bloch, sans espérance. [...] C'est dans ce sens-là qu'il faut reprendre l'idée d'une utopie concrète, d'une utopie rationnelle. L'utopie n'est pas un placage idéalisé ou imaginaire sur le réel, c'est une des tendances qui sont inscrites dans ce réel. Pensons au Marx de *L'idéologie allemande*, déclarant que le communisme était le mouvement réel qui abolissait l'état actuel, donc l'un des possibles du capitalisme. Mais naturellement, cette perspective suppose un travail interne, un rapport de forces et des acteurs qui la fassent advenir. L'utopie est en ce sens une possibilité fondée.

[...] Dans le second volume du *Principe espérance,* Ernst Bloch analyse les formes utopiques, latentes dans pratiques historiques ou construites dans les discours classiques, comme le «*non encore advenu*» présent dans l'advenu et ce qu'il le «*paysage du souhait*». [...] Il peut ainsi, dans sa conclusion, avant bien d'autres, aborder, sur des bases largement ignorées des débats actuels, les questions de la réduction de la journée de travail (il parle de la «journée de huit heures»), de «la paix dans le monde, du temps libre et des loisirs». Voilà qui répond à l'épure d'un monde meilleur au sein du capitalisme lui-même. Autre chose, par contre, est l'idée de savoir si le mouvement social, malgré son atonie actuelle, est producteur d'éléments d'utopie. Je crois que ce sont deux choses différentes.

Dans la résistance au système capitaliste, incontestablement des tendances se font jour, dont celle du dépassement du capitalisme. De même qu'il existait de forts éléments de capitalisme dans les pays du «socialisme réel», des *joint-ventures* au marché parallèle et au productivisme, qui avait pour corollaire le sacrifice de l'environnement et des hommes. Ces éléments s'inscrivaient dans une politique que l'on peut dire bourgeoise. La conception que les dirigeants avaient de l'État, par exemple, n'était pas très différente de ce qui se passait dans les démocraties occidentales... De même, il existe dans la société capitaliste des éléments de communisme, qu'il n'est pas illégitime de rattacher à la notion d'autogestion. Si nous pensons au phénomène d'abstention aux élections, qui va s'aggravant dans les pays dit «développés», il est passible d'une interprétation par le «retrait du politique», ainsi qu'on l'a

dit, qui traduit un véritable déficit démocratique, mais il peut également s'entendre comme le refus des procédures bourgeoises et, en ce sens positif, comme la volonté, élaborée ou non de répliques alternatives. Tel est le cas du surgissement de ces formes nouvelles et créatrices que sont les mouvements associatifs, le féminisme ou les luttes pour la défense de l'environnement. Les mouvements spontanés de protestation (le nucléaire, l'immigration, le racisme) qu'on a connus ont été des surprises pour les organisations qu'elles soient syndicales ou politiques, dans la mesure où ils étaient le produit des pratiques sociales. Notamment chez les jeunes. En ce sens, il y a effectivement des éléments d'utopie dans le mouvement social, mais il faut les concevoir sous la forme de forces nouvelles qui montent. Le fait qu'aujourd'hui ces forces ne convergent pas n'est pas très surprenant parce qu'il n'y a pas, si l'on peut dire, de structures d'accueil pour elles. Ces structures sont à inventer ! Ce que cherchent à faire, avec des bonheurs inégaux, ceux qui ont pour réelle ambition de regrouper le potentiel de « gauche » et de le doter d'une matrice qui lui permette d'être efficace. On ne peut pas se contenter de répondre au coup par coup. [...]

On ne peut pas poser la question de l'utopie sans faire référence à Marx. Simplement parce que le fait même que le retour de l'utopie s'opère sur des bases nouvelles nous amène nécessairement à interroger Marx. Dans la mesure où on est obligé de se poser la question de savoir si Marx a été un producteur d'utopie, si le marxisme a un caractère utopique au sens de Bloch – au sens donc d'utopie réelle et concrète ou bien si le marxisme a été la récusation de toute utopie. La seule réponse qu'on peut donner consiste à interroger de nouveau l'œuvre de Marx et les positions des marxistes.

Or, force est bien de constater que la conclusion selon laquelle le marxisme était de l'anti-utopisme est une remarque de Marx lui-même. C'est aussi ce qu'Engels disait, et que répéteront, en termes encore beaucoup plus abrupts, un Kautsky ou un Lénine. Ce qui caractérise le marxisme, c'est la volonté d'une démarche scientifique qui romprait avec les formes utopiques antérieures[1]. On sait très bien ce que cela a donné. Chez Marx, il y a l'idée que pour triompher et imposer le communisme dans une transition adéquate au développement même du capitalisme, il fallait que les travailleurs disposent d'éléments de connaissance scientifique. C'est la raison pour laquelle il a écrit *Le Capital* « du point de vue de la classe ouvrière », comme il le disait. Sur la base de ces éléments, il devenait possible de constituer, de l'intérieur même du capitalisme,

1. [▶ Marx et le marxisme].

une force qui le mette en question, qui l'élimine et qui ouvre la voie à une autre société. Cette voie-là a été conduite à la caricature avec la constitution du marxisme-léninisme, c'est-à-dire le stalinisme [...].

Tel était le courant dominant. Mais sous ce courant dominant, il faut se rappeler qu'il y a sans aucun doute chez Marx et Engels, le respect et le sentiment d'une dette vis-à-vis des penseurs utopiques, en particulier Fourier, Owen et Saint-Simon. Le regard qu'ils portent sur ces personnages est tout à fait intéressant. D'une part, l'idée qu'ils ne pouvaient pas faire mieux que ce qu'ils faisaient, c'est-à-dire d'être utopistes, tout simplement parce que les conditions réelles n'étaient pas mûres. Et d'autre part, l'idée qu'à l'intérieur de chacune de ces utopies, se rencontraient des éléments tout à fait novateurs. Par exemple, si on prend Fourier, c'est sa critique du capitalisme à laquelle, selon Marx, il n'y avait pratiquement rien à ajouter. Si on prend Saint-Simon, Marx voit chez lui la préfiguration de ce qu'il appellera par la suite la dictature du prolétariat. Chez Fourier, c'est encore l'idée que la libération de la femme est la condition de la libération de l'homme. Si l'on regarde du côté d'Owen qui était, lui, un homme engagé dans des pratiques sociales et politiques, Marx en retient la nécessité de l'éducation, le rôle des coopératives, la socialisation par le travail, etc. Tous ces éléments passent dans le marxisme, à telle enseigne que le marxisme se trouve en effet entre la science et l'utopie [...].

Ainsi quand dans *Le Capital,* il dénonce les malfaisances du capitalisme, il discerne, dans le même temps, pour les travailleurs, la possibilité – inscrite dans ces mêmes pratiques – de rencontrer déjà des germes de socialisme. Même s'il sait très bien que ce n'est pas avec des coopératives qu'on renversera le capitalisme, il ne nie pas pour autant la nécessité du mouvement coopératif[1]. Le mouvement ouvrier a retenu cela qu'on ne peut pas qualifier d'utopique (ici irréel). On pourrait citer nombre d'exemples de ce type. Donc [...] la conviction que des formes utopiques du socialisme à la forme, disons scientifique, à la forme du communisme critique, il n'est pas de solution de continuité.

[...] Lorsque [Lafargue] traduit le recueil des textes auquel Engels avait donné le titre *Le développement du socialisme de l'utopie à la science,* dans l'intention de marquer précisément une continuité, par *Socialisme scientifique et socialisme utopique,* il fait choix délibérément de l'alternative en allant même jusqu'à inverser l'ordre des termes. C'est tout à fait intéressant, parce que même si Lafargue était un marxiste incertain, Engels a accepté la traduction. On le sait par sa correspondance, Engels n'avait

1. [▶ Associations ouvrières (Les)].

pas protesté alors qu'il était très rigoureux. Pourquoi ne proteste-t-il pas ? Vraisemblablement pour la même raison qui avait conduit Marx à ne pas rectifier la traduction du livre 1 du *Capital* faite par Roy. Marx pensait en effet que les Français n'avaient pas la tête théorique et Engels a souvent relevé qu'ils ne comprenaient rien à la dialectique. Opposer utopie à socialisme, c'est l'attitude de Proudhon. C'est penser en termes de « ou bien, ou bien », le contraire de la dialectique. Ce n'est pas seulement anecdotique. On retrouve l'idée que la nécessité de former le mouvement ouvrier entretenait l'illusion de la scientificité du marxisme, d'une doctrine harmonieuse et achevée. De telle sorte que le paradoxe auquel nous avons affaire aujourd'hui, quand on assure que l'utopie marxienne s'est effondrée, c'est que l'utopie marxienne en question, n'est autre que le marxisme comme science ! L'utopique, c'était la croyance que le socialisme pouvait être une science. [...] Il est temps de se remettre à l'écoute du réel. Marx n'avait rien fait d'autre quand il observait la Commune de Paris[1]. Or, aujourd'hui, nous avons plein de Communes à regarder, afin, comme lui, d'en tirer enseignements et rectifications. Voilà la voie qui nous est ouverte. [...]

À la fin de sa vie Lénine lui-même dit que les dispositions que doit prendre la révolution, une fois celle-ci accomplie, ne sont inscrites dans aucun ouvrage de Marx. Il faut inventer. Et même carrément transgresser. D'où son retour aux vertus des coopératives, d'où la NEP et ce monstre théorique qu'est le « capitalisme d'État ». D'où sa question : « *qui l'emportera* », à l'intérieur de la révolution, du capitalisme ou du socialisme ? Et l'on a toutes les raisons de penser qu'à sa mort, il est convaincu que ce ne sera pas le socialisme. Car ni les acteurs ni les conditions n'en sont donnés. On voit alors se constituer un État et une politique qui ne sont pas fondamentalement différents de la politique bourgeoise avec le dénominateur commun entre capitalisme et socialisme qui est celui d'un productivisme effréné. C'est l'idée de « rattraper », rattraper en produisant des marchandises et en détruisant les hommes et le milieu.

[...] La question de la révolution reste posée. Qu'on jette un voile pudique dessus ou qu'on n'en parle plus, sa présence s'entête, vieille et jeune à la fois, comme l'oppression. Et ce n'est pas une utopie, sauf à préciser [...], que ce rêve-là est inscrit dans le quotidien des rapports capitalistes de production, à la fois sous la forme de nécessité de leur dépassement et contre les régressions dont ils sont porteurs. L'idée de révolution n'est pas plus inactuelle qu'elle ne l'était au temps de Marx. Au contraire. Il convient même de tirer parti des illusions qui étaient

1. [▶ Guerre civile en France (La)].

les siennes. Il n'était guère éloigné de penser que le capitalisme pouvait sombrer du jour au lendemain. Lui et Engels se sont trompés sur 1848 et ils en ont convenu. À leur différence, nous, nous avons une longue expérience des révolutions rouges, roses, blanches ou noires… Cette expérience nous épargne dans sa richesse de tendances et contre-tendances, autrement dit de contradictions et surdéterminations, d'avoir recours à quelque vade-mecum que ce soit. Et c'est tant mieux.

[…] Mais sans prise du pouvoir politique, quelle que soit la manière dont ce pouvoir est pris, on ne peut engager le processus de la transition – notion évidemment inconnue des vieux utopistes. Aujourd'hui, précisément à cause de la maturation des aspirations démocratiques, à cause des mutations qui se sont opérées dans le procès de production, des possibilités neuves se font jour. D'autre part, l'autoritarisme dans le mouvement ouvrier doit laisser la place à la «créativité de masse» – comme disait Lénine – qui est un élément clé. Cela renvoie à l'invention spontanée des soviets en 1904-1905 et à leur indépendance qui doit être préservée, contrairement à ce qu'a fait le même Lénine[1]. Partant, la question du pouvoir se pose à nouveaux frais. Il s'agit encore et toujours de lutter pour l'égalité, indissociable de la liberté – nous l'avons appris – dont l'horizon demeure la fin des classes. À se déclarer non-idéologique, l'idéologie dominante se couvre et tente de se légitimer, plus que jamais, par le discours du droit […], mais la finalité est inchangée : préserver et maintenir le pouvoir des propriétaires du capital et la maximisation des profits. La difficile transition des pays ex-socialistes vers le capitalisme réellement existant a le mérite, en ce sens, de faire voir, sous fort grossissement, combien nos démocraties sont limitées et malades, combien la conquête des droits est lourde de reculs. Dans les conditions de la mondialisation, s'il est vrai que le capitalisme n'a plus de concurrent, disons officiel, il ne l'est pas moins qu'il représente désormais le seul adversaire et l'unique cible des mouvements d'opposition qu'il suscite constamment contre lui, comme l'avait vu Gramsci. La montée de l'exigence démocratique et sa radicalisation est donc enjeu et champ de bataille, face à la politique bourgeoise dans l'appui à toutes les formes de contestation, si diverses soient-elles, aussi bien qu'au-delà, en faveur d'une cité autre – de l'utopie […].

1993

Source

Georges Labica, «Entretien avec Hugo Moreno et Patrick Silberstein», *Utopie Critique,* n° 1, automne, 1993.

1. [▶ De l'autogestion à la bureaucratie soviétique].

Vers une révolution autogestionnaire

Louis Blanc

Publié en 1839, *L'organisation du travail,* le livre de Louis Blanc a été diffusé et réédité, à plus de 60 000 exemplaires avant la révolution de 1848[1]. Journaliste, historien, intellectuel engagé aux côtés de militants œuvrant au mouvement du compagnonnage, il est somme toute peu connu. Ses propositions le situent à la charnière d'une discussion inséparable de la question des coopératives et de l'autogestion généralisée : « Sans réforme politique, pas de réforme sociale possible, car, si la seconde est le *but,* la première est le *moyen.* » Polémiste et élu, puis exilé, il a exposé une option de suppression du système de la « concurrence » et des principes nets : « D'un bout à l'autre de l'histoire a retenti la protestation contre ce principe *"à chacun selon sa capacité"* ; la protestation du genre humain en faveur de ce principe : "*à chacun selon ses besoins*". » Traité de dangereux communiste par les réactionnaires « libéraux », nous reprenons quelques éléments de cette polémique après avoir donné à lire un texte présentant le projet de l'« association universelle ». Il avait fait figurer en « appendice » un texte intitulé « Ce qui pourrait être tenté dès maintenant ». Rappelons, pour cerner le contexte, que Louis Blanc appartenait au Parti démocrate et socialiste, auquel « les communistes se rallient », comme l'écrivent Marx et Engels dans le *Manifeste* (Cours-Salies, 1991).

Nécessité d'une double réforme (chapitre 6)

Il est aujourd'hui beaucoup de penseurs audacieux qui ne songent qu'à l'organisation du travail. « Que nous importent, disent-ils, toutes vos disputes parlementaires, [...] et toutes vos révolutions de palais ? [...] Que la société soit régénérée : le pouvoir qui cesserait d'être en rapport avec une civilisation nouvelle tomberait de lui-même et par sa propre faiblesse. »

1. Extraits présentés et annotés par Pierre Cours-Salies. Après une publication dans *La revue du progrès* (1839), ce texte est publié en 1841 (le texte, ici utilisé, se trouve à la Bibliothèque nationale) ; il connaîtra cinq rééditions jusqu'en 1847, soit plus de 60 000 exemplaires. Après 1848, il y aura une 9e édition, qu'on peut trouver au Centre de sociologie historique, BP 12, 03120 Lapalisse, lecsh.org.

Sophismes que tout cela ! Oui, sans doute, une société renouvelée appellerait un pouvoir nouveau ; mais l'existence du pouvoir est-elle si indépendante de celle de la société, que, sans toucher à celui-là, on puisse métamorphoser celle-ci ? Quand vous aurez trouvé le moyen d'inaugurer le principe d'association et d'organiser le travail suivant les règles de la raison, de la justice et de l'humanité, comment espérez-vous arriver à la réalisation de vos doctrines ? Le pouvoir, c'est la force organisée[1]. Le pouvoir s'appuie sur des intérêts aveugles, mais entêtés dans leur aveuglement, sur des passions ennemies de tout ce qui est nouveau. Le pouvoir a des chambres qui vous menaceront de leurs lois, des tribunaux qui vous atteindront de leurs arrêts, des soldats qui vous frapperont de leurs baïonnettes. Emparez-vous donc du pouvoir si vous ne voulez pas qu'il vous accable. Prenez-le pour instrument, sous peine de le rencontrer comme obstacle.

Il y a plus : l'émancipation du prolétariat est une œuvre trop compliquée ; elle se lie à trop de réformes, elle dérange trop d'habitudes, elle heurte trop de préjugés, elle contrarie, non pas en réalité, mais en apparence, trop d'intérêts pour qu'il n'y ait pas folie à croire qu'elle se puisse accomplir par une série d'efforts partiels et de tentatives isolées. Il y faut appliquer toute la puissance de l'État, et ce n'est pas trop assurément pour une pareille besogne.

Ce qui manque aux prolétaires pour s'affranchir, ce sont les instruments de travail : c'est au gouvernement à les leur fournir. Non ; sans réforme politique, pas de réforme sociale possible ; car si la seconde est le *but,* la première est le *moyen.*

Mais faut-il conclure de là que la discussion des questions sociales est oiseuse, dangereuse même, et qu'il faut commencer par conquérir le pouvoir, sauf à voir ensuite ce qu'on en fera ? Autant vaudrait dire : commençons par nous mettre en route : nous verrons ensuite où nous devons aller.

Cette erreur est pourtant assez commune aujourd'hui, et il faut bien avouer qu'elle est partagée par quelques esprits éminents. On ne nie pas la nécessité de résoudre les questions sociales ; on reconnaît même que c'est pour en venir à une réforme sociale que la réforme politique doit être accomplie ; mais on croit que la discussion de ces graves difficultés doit être renvoyée au lendemain de la révolution politique. Tel n'est pas notre avis. Les révolutions qui n'avortent pas sont celles dont le but est précis et a été défini d'avance.

1. [▶ Travail coopératif].

Voyez la révolution bourgeoise de 89 ! Quand elle a éclaté, chacun aurait pu en dresser le programme. Sortie vivante de l'*Encyclopédie,* ce grand laboratoire des idées du 18e siècle, elle n'avait plus, en 89, qu'à prendre matériellement possession d'un domaine déjà conquis moralement [...] Les mandats impératifs !, criait-on de toutes parts, les mandats impératifs ! Et pourquoi ? Parce que, dans la pensée de tous, le but de la révolution était parfaitement défini.

[...] Voyez maintenant la révolution de 93 ! Combien a-t-elle duré ? Qu'en reste-t-il ? Et pourtant, de quelle puissance, de quelle audace, de quel génie n'étaient pas doués ceux qui s'étaient chargés de la faire triompher ? [...] Mais le but de la révolution, dont les conventionnels devaient donner le catéchisme, n'avait pas été défini d'avance[1]. Aucune des théories lancées un peu au hasard par Robespierre et Saint-Just n'avait été élaborée au sein de la nation. Jean-Jacques avait bien écrit son *Contrat social* ; mais comment la voix d'un seul homme ne se serait-elle pas perdue dans l'immense clameur dont les publicistes bourgeois remplirent le 18e siècle ? [...]

Souvenons-nous de ces luttes terribles, et méditons les enseignements qu'elles renferment. Ne perdons jamais de vue ni le moyen ni le but, et loin d'éviter la discussion des théories sociales, provoquons la autant qu'il sera en nous, afin de n'être pas pris au dépourvu, et de savoir diriger la force quand nous nous en serons emparés [...]

> Le passage suivant est repris du texte revu par Louis Blanc en 1850, pour la 9e édition.

Jusqu'ici tous les pouvoirs se sont appelés la *résistance* ; tout pouvoir devra s'appeler le *mouvement*... ou n'être pas. Car, le monde est invinciblement poussé dans des routes nouvelles : aveugle qui l'ignore !, insensé qui le nie ! C'est pourquoi la logique même de l'histoire commande la création d'un ministère du progrès ayant pour mission spéciale de mettre la Révolution en mouvement et d'ouvrir la voie qui mène aux horizons lumineux. Supposons que ce ministère soit créé, et qu'on lui constitue un budget :

- en remplaçant la Banque de France par une banque nationale et en mettant les bénéfices qui aujourd'hui ne font que grossir la fortune de quelques opulents actionnaires, au service du prolétariat à affranchir ;
- en faisant rentrer dans le domaine de l'État les chemins de fer et les mines ;

1. [▶ Commune et forme révolutionnaire].

- en centralisant les assurances ;
- en ouvrant des bazars et entrepôts, au nom de l'État ;
- en appelant, pour tout dire, à l'œuvre de la Révolution, les puissances réunies du crédit, de l'industrie et du commerce…

On se trouverait avoir en quelque sorte sacré et armé la Révolution. Et voilà ce qu'il y aurait à faire. Le budget du travail, formé comme il vient d'être dit, serait affecté, en ce qui concerne le travail des villes, à l'établissement d'ateliers sociaux dans les branches les plus importantes de l'industrie[1]. […]

La rédaction des *Statuts* destinés aux ateliers sociaux serait délibérée et votée par la représentation nationale. Ils auraient forme et puissance de loi[2]. […]

Dans la première année qui suivrait l'établissement des ateliers sociaux, l'État réglerait la hiérarchie des fonctions. Après la première année, il n'en serait plus de même. Les travailleurs ayant eu le temps de s'apprécier l'un l'autre, et tous étant également intéressés, comme on va en juger, au succès de l'association, la hiérarchie sortirait du principe électif.

Dans chacune de ces associations, formées pour les industries qui peuvent s'exercer en grand, pourraient être admis ceux qui appartiennent à des professions que leur nature force à s'éparpiller et à se localiser. Si bien que chaque atelier social pourrait se composer de professions diverses, groupées autour d'une grande industrie, parties différentes d'un même tout, obéissant aux mêmes lois et participant aux mêmes avantages. […]

Mais quelle serait, quant aux fruits du travail, dans chaque atelier social, la clé de la répartition[3] ? Dans les précédentes éditions de ce livre j'ai proposé le système de l'égalité des salaires, ou, tout au moins, l'égal partage des bénéfices, sans dissimuler toutefois que ce n'était là qu'un cheminement vers une conception supérieure.

Tous les hommes ne sont pas égaux en force physique, en intelligence […] mais il est conforme au principe de solidarité posé plus haut que chacun soit mis en état de tirer parti, aussi complètement que possible, en vue du bonheur d'autrui, des facultés qu'il a reçu de la nature […]. L'égalité n'est donc que la proportionnalité, et elle n'existera d'une

1. [▶ Aube précoce de Lyon (L')].
2. [▶ Ateliers coopératifs de la Commune de Paris].
3. [▶ Décrets sur les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion].

manière véritable que lorsque chacun [...] *produira selon ses facultés et consommera selon ses besoins.*

Conclusion (reprise des éléments énoncés dans l'édition de 1841)

Le gouvernement serait considéré comme le régulateur suprême de la production [...] lèverait un emprunt, dont le produit serait affecté à la création d'ateliers sociaux dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale [...] Il y aurait un atelier social faisant concurrence à l'industrie privée [...] Sans secousses, et de manière seulement à atteindre son but, se ferait l'absorption successive et pacifique des ateliers individuels par les ateliers sociaux. [...] Nous aurions, comme résultat du succès, obtenu la défaite de la concurrence : l'association[1].

[...] Il y aurait lieu d'établir, entre tous les ateliers appartenant au même genre d'industrie, le système d'association établi dans chaque atelier particulier [...] Chaque industrie aurait un siège principal et des succursales. Dès lors, pas de concurrence.

[...] Pour compléter le système, il faudrait consacrer la solidarité des industries diverses[2]. C'est pour cela que nous avons déduit de la quotité des bénéfices réalisés par chaque industrie une somme au moyen de laquelle l'État pourrait venir en aide à toute industrie que des circonstances imprévues et extraordinaires mettraient en souffrance [...].

Que l'État se mette résolument à la tête de l'industrie ; qu'il fasse converger tous les efforts [...]

Dans le système d'association et de solidarité, plus de brevets d'invention, plus d'exploitation exclusive. L'inventeur serait récompensé par l'État et sa découverte mise à l'instant même au service de tous. Ainsi, ce qui est aujourd'hui un moyen d'extermination deviendrait l'instrument du progrès universel ; ce qui réduit l'ouvrier à la faim, au désespoir, et le pousse à la révolte, ne servirait plus qu'à rendre sa tâche moins lourde, et à lui procurer assez de loisir pour exercer son intelligence. [...]

Fourier, qui a si vigoureusement attaqué l'ordre social actuel, et, après lui, Victor Considérant, son disciple, ont mis à nu cette grande plaie de la société qu'on appelle le commerce, avec une logique irrésistible. Le commerçant doit être un agent de la production.[...]

Que doit être le crédit ? Un moyen de fournir des instruments de travail au travailleur [...].

La réforme industrielle ici serait donc en réalité une profonde révolution morale

1. [▶ Affaire de tous les travailleurs (L')].
2. [▶ Planification et autogestion].

Quelques objections et des réponses

Michel Chevalier[1], rejette la volonté de l'égalité exprimée par Louis Blanc :

> Ce ne serait pas de l'égalité, ce serait de l'inégalité brutale, de la tyrannie la plus odieuse. Imaginez-vous [...] les chefs des travaux de la société, ceux dont la pensée coordonne et règle les efforts de leurs semblables, mangeant à la gamelle de tout le monde la pitance universelle [...] pareille à celle du dernier des citoyens, ayant pour s'inspirer autour d'eux, de même que lui, les ustensiles du ménage et les cris des enfants. Cela n'est pas sérieux [...]. Le principe de la concurrence sera longtemps encore, sinon toujours, la loi de l'industrie. Tout ce que les hommes de notre âge ont à faire, c'est dans l'application d'aller jusqu'aux dernières conséquences (*Journal des débats,* 21 août 1844).

Louis Blanc lui répond dans le même journal, le 17 février 1845 :

> On m'accordera bien que l'intérêt personnel doit, pour ne pas agir sur la société d'une manière subversive, se concilier avec les sentiments du devoir [...] Le régime de la concurrence donne à l'intérêt personnel une direction antisociale [...] L'anarchie industrielle, qu'on ose décorer du beau nom de liberté [...] falsifications, baisse systématique des prix, calomnies, ruses de toute espèce...
>
> La science, en mettant au jour des procédés nouveaux, ne fait que livrer à quelques-uns une massue avec laquelle ils écrasent leurs rivaux. Est-il une fortune qui, sous le régime de la concurrence, ne soit bâtie en quelque sorte avec des ruines ? [...]
>
> Modifier un régime social [...] avec l'association, l'émulation n'est pas détruite, elle est purifiée. [...] Nous ne prétendons pas le moins du monde qu'on immole à l'émancipation du peuple la personnalité humaine, les droits de l'individu ; mais nous demandons que, par une application à la fois prudente et large du principe d'association, l'individu se trouve naturellement amené à associer au bien de ses semblables son espérance et ses désirs.

Une autre revue, *Le Commerce* (3 août 1841) exprime une critique au sujet du rôle de l'État : « Comment fonctionnerait le gouvernement devenu entrepreneur d'industrie ? » Louis Blanc saisit cette occasion de réaffirmer ses positions :

> Ce qu'on risquerait de trouver au bout d'un pareil système, ce serait la tyrannie, la violence exercée sur l'individu sous le masque du bien public, la perte de liberté, une sorte d'étouffement universel

1. Tout d'abord saint-simonien, Michel Chevalier, économiste, se rallia après 1830 à Thiers, puis devint un conseiller écouté de Napoléon III.

> enfin. [...] Mais qu'y a-t-il de commun entre notre système et les doctrines saint-simoniennes ? Nous avons dit que l'État devait être le régulateur : cela veut-il dire qu'il doit en exercer le monopole ? [...] Cela veut-il dire que l'État doit se faire spéculateur, entrepreneur d'industrie ? [...] On verra que nous n'accordons aucune part au gouvernement dans la répartition des bénéfices obtenus par les ateliers sociaux ; le gouvernement n'est donc pas, dans notre système, ni monopoleur, ni spéculateur. [...] Pourquoi confondre la base d'un système avec ce qui n'est qu'un moyen de le mettre en mouvement ?

François Guizot, ministre, avait exprimé le fond de l'attitude opposée à celle du mouvement ouvrier (*Revue française* de 1838) : « Notre nature porte en elle-même un mal qui échappe à tout effort humain. Le désordre est en nous. La souffrance inégalement répartie est dans les lois providentielles de notre destinée. »

> Eh bien !, répond Louis Blanc, voilà le problème à résoudre dans un pareil régime. [...] Quelle barrière opposer à l'ardeur des désirs inassouvis qui s'élèvent en son sein ? [...] M. Guizot sentait bien toute l'importance de cette question lorsqu'il s'écriait à la tribune : « *Le travail est un frein.* » L'esclavage détruit, que fit le catholicisme ? Pour forcer le peuple, qu'il ne voulait pas émanciper, à se contenter de son sort, il remplaça le fatalisme antique par le dogme fameux de la souffrance méritoire ; il cria aux malheureux : souffrez sans vous plaindre car la souffrance est sainte ; souffrez avec joie, car Dieu garde à vos douleurs de célestes et ineffables dédommagements. [...] J'entends : forçons le peuple à travailler pour vivre, depuis le commencement du jour jusqu'à son déclin [...]. Pour que le travail fût un frein, au moins faudrait-il que le travail ne fît jamais défaut [...]. Un jour la seconde ville du royaume vit des milliers d'ouvriers sortir de leurs ateliers, l'œil ardent et le fusil à la main : un drapeau fut déployé sur la place publique, et sur ce drapeau on lisait : vivre en travaillant ou mourir en combattant. [...] Plaider la cause des malheureux, c'est plaider la cause de la société tout entière.

Pour souligner la portée historique revendiquée par Louis Blanc, citons quelques lignes de l'introduction de son livre.

> Dans les sociétés modernes, l'ordre public repose principalement sur deux hommes, dont l'un a pour mission de parader, et l'autre de couper des têtes. La hiérarchie des conservateurs commence au roi ; elle finit au bourreau. Quand les ouvriers de Lyon se sont levés, disant : « *Qu'on nous donne de quoi vivre ou qu'on nous tue* », on s'est trouvé fort embarrassé par cette demande ; et comme les faire vivre semblait trop difficile, on les a égorgés. L'ordre s'est trouvé rétabli de la sorte, en attendant !

Appendice : Ce qui pourrait être tenté dès à présent

Nous avons exposé la marche qu'aurait à suivre, pour amener progressivement une équitable et saine organisation du travail, un gouvernement ami du peuple et issu des suffrages populaires. Le plan proposé suppose, par conséquent, comme moyen d'arriver à une révolution sociale, l'accomplissement d'une révolution politique.

Or, il est possible qu'elle soit éloignée encore cette heure attendue où l'État ne sera plus qu'un résumé vivant du peuple [...] Jusqu'à ce qu'une révolution politique se puisse faire, n'y a-t-il pas, pour les ouvriers, aucun essai à tenter ? [...] Ce n'est pas nous qui conseillerons au peuple l'immobilité dans le mal et la douleur.

Naguère il est arrivé que, sous l'inspiration d'un sentiment honorable, quelques membres du parti démocratique pour discuter cette question [...]. Le parti qui a rassemblé la majorité des suffrages consisterait à former une association de crédit qui présidât à la naissance de diverses associations de travailleurs leur fournit [...] mais en laissant la concurrence s'exercer entre elles, et sans leur demander d'asseoir leur existence sur l'établissement d'un capital collectif, sujet à s'accroître indéfiniment, inaliénable enfin.

Pour nous, nous ne saurions nous associer à un projet semblable :

1°) Parce que toute association d'ouvriers qui ne s'impose pas la loi de s'étendre indéfiniment au moyen d'un capital collectif et inaliénable se trouve avoir des intérêts distincts de ceux de la masse des prolétaires, lesquels n'arriveront à s'affranchir qu'en se considérant comme une même famille ; [...] 4°) Parce que, dans l'état de concurrence, ajouter de la force aux uns, c'est augmenter la faiblesse des autres. De sorte que, si la concurrence était maintenue systématiquement, tout appui prêté à une association particulière deviendrait funeste à ceux qui, en dehors de cette association, resteraient abandonnés à eux-mêmes.

En résumé, de quoi s'agit-il ? D'aboutir pratiquement, progressivement, à la réalisation du dogme : Liberté, égalité, fraternité ? Ah bien, il faut alors viser droit à la concurrence. Car : avec la concurrence, pas de liberté, puisque la concurrence arrête les plus faibles dans le développement de leurs facultés et les livre en proie aux plus forts ; avec la concurrence, pas d'égalité, puisque la concurrence n'est que l'inégalité même mise en mouvement ; avec la concurrence, pas de fraternité, puisque la concurrence est un combat.

Que ce principe meurtrier ne puisse être détruit immédiatement et d'un seul coup, sans doute. Mais c'est à rendre sa destruction complète, inévitable, que doit tendre tout système dont le but est l'*émancipation humaine*.

Voilà, quant à nous, ce que nous proposons.

Un comité serait créé dans le parti socialiste et démocratique.

Ce comité ouvrirait, en vue de l'affranchissement des prolétaires, une souscription semblable à celles qui ont été ouvertes [...] ou venir en aide à un peuple ami et opprimé[1]. Les fonds recueillis de cette sorte seraient mis à la disposition d'une association d'ouvriers, laquelle ne serait considérée, bien entendu, que comme le premier noyau de l'association universelle des travailleurs[2].

1839

Source

Louis Blanc, *L'organisation du travail* (1839), Paris, Bibliothèque nationale.

Pour en savoir plus

Cours-Salies, Pierre (1991), « Louis Blanc et le socialisme autogestionnaire », dans *Économies et sociétés,* « Études de marxologie », n° 28-29.

1. [▶ Une alternative pour la Grèce].
2. Louis Blanc signale avoir reçu « d'un ouvrier, connu par son livre sur le compagnonnage », Louis Perdiguier, en date du 18 mars 1847, une lettre avec un projet de projet de règlement pour l'association, qu'il reproduit.



Index

INDEX DES ARTICLES

TOME 1

5. Que cette encyclopédie devienne un bien commun

Prologue

17. Du passé/présent à l'invention d'autres possibles

L'autogestion en actes

Algérie (1962-1965)

29. Démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve (La)
33. À propos du congrès des travailleurs de la terre
36. Instructions générales aux organes de presse écrite et orale
37. Comment s'est déroulé le congrès des travailleurs de la terre ?
42. Producteurs ou marchandises ?
44. Un article antisocialiste
45. Une démocratie autogestionnaire en gestation
53. Décrets instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes
54. Décrets sur l'autogestion des entreprises industrielles et minières
59. Décrets sur les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion
61. Circulaire relative au mode d'élection des conseils des travailleurs et des comités de gestion
62. Charte d'Alger

Égypte

68. Travailleurs prennent les choses en main (Les)

Tunisie

73. Optimum Group Évolution en Scop

Amérique indo-afro-latine

77. Un volcan d'émancipations en construction
85. Amérique andine
85. Communautés et autonomie
104. Construire le «buen vivir – Sumak Kawsay»

Argentine

111. Capitale mondiale des entreprises récupérées (La)

125. Consolidation des entreprises récupérées
133. Curt-Impex
136. Genèse d'une mobilisation ouvrière inédite
145. Jugos Suin : Désormais, les jus de fruits ont le goût des travailleurs
148. Multiples facettes des coopératives (Les)
153. Occuper, résister, produire
159. Pipinas, un hôtel abandonné puis récupéré
161. Plus de 60 entreprises récupérées entre 2010 et 2013
166. Red Gráfica Cooperativa, un réseau pour s'émanciper des lois du marché
169. Regarder là-bas pour construire ici…

Brésil

174. Budget participatif
188. Commune du 17 avril (La)
196. Démocratisation, crise économique et récupérations d'entreprises
201. Entreprises récupérées par les travailleurs (Les)
210. Flaskô, dix ans d'occupation
212. Flaskô, le manifeste
216. Occupation urbaine et coopérative solidaire
218. Participation populaire et citoyenne dans l'État du Rio Grande do Sul

Chili (Unité populaire, 1970-1973)

224. Poder popular
236. Projet de loi sur le système national d'autogestion

Mexique

241. Autonomie et construction d'alternatives
247. Can worker-owners make a big factory run ?
260. Commune de Oaxaca (La)
269. Continental : une multinationale battue
274. Zapatisme : singularités autogestionnaires dans la pluralité des résistances mondiales

Pérou

291. Travailleurs et autogestion
294. Villa El Salvador : économie solidaire, développement local et co-production de services dans un bidonville

Uruguay

299. ABC Coop
303. Un processus historique de récupération d'entreprises
322. Sans-terre urbains (Les)

Venezuela

333. Conseils communaux et double pouvoir
354. Contrôle ouvrier et État bolivarien

366. Essai de caractérisation du processus bolivarien
381. Impact et incidences des politiques publiques dans le développement coopératif

TOME 2

Amérique du Nord
17. Utopie aux commandes (L')

États-Unis (1880-1940)
21. Aube du mouvement coopératif américain (L')
26. Commune de Seattle (La)
30. Building Utopia
33. Black Power
43. Centres médicaux populaires (Les)
44. Pour l'autogestion
45. Projet d'un secteur industriel entièrement autogéré
64. Une coopérative bio à Brooklyn
65. Une économie au service des communautés
66. Chicago : l'autogestion a sa fenêtre
70. New Era Windows
72. Northeast Greensboro : les habitants veulent une épicerie
73. Taxi, coopérative et immigrés

Québec (Les années 68)
76. Tricofil
87. Uniroyal : les ouvriers s'emparent de l'usine

Belgique (Les années 68)
93. Produire, vendre et remplacer le patronat défaillant

Espagne (1936-1939)
101. Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire (L')
109. Catalogne : la classe ouvrière avait pris le dessus
120. Athénées libertaires… d'hier à aujourd'hui (Les)
124. Collectivisations industrielles
139. Décret de collectivisation de la Généralité (Le)
140. Gestion ouvrière des transports publics
145. Vers l'autogestion
154. Autogestion et usines récupérées dans la nouvelle réalité espagnole
157. Autogestion et le mouvement du 15 mai (L')

Pays basque
172. Mondragón : un groupe coopératif unique au monde

France

189. Alternative et reprises d'entreprises

(1848-1871)

194. Aube précoce de Lyon (L')
200. Appel pour la formation d'une cuisine coopérative
202. Association internationale des travailleurs et le travail coopératif (L')
203. Ateliers coopératifs de la Commune de Paris
204. Biens vacants
209. Commune de Paris (La)
210. Commune de Paris : entre autogestion et projet souverain
220. Conception communaliste (La)
221. Décret du 16 avril 1871 sur les biens vacants

(Avant 1914)

222. CGT 1900 : poussées autogestionnaires
231. Extraordinaire histoire de la coopérative l'Égalitaire, 1876-1914 (L')

(Front populaire)

236. Une tentative d'exploitation directe

(La Libération)

240. Août 1944 : du contrôle à l'autogestion
242. Comités de gestion (1944-1945)
242. Réquisitions marseillaises, entre autogestion et cogestion

(Mai 68)

248. Autogestion comme mot d'ordre d'action (L')
250. Nantes : récit des débuts d'une gestion directe
255. Soviets à Saclay (Des) ?
256. UNEF propose (L')…

(Les années 68, les années Lip)

259. Caron-Ozanne : une expérience d'autogestion en Normandie
260. Fracture
263. Lip, « on fabrique, on vend, on se paie »
273. Lip : l'histoire d'un syndicalisme particulier
286. Pouvoirs étudiant et lycéen

(De nos jours)

294. Aciéries de Ploërmel : quand des métallos deviennent propriétaires de leur usine
298. Ambiance Bois ou l'aventure d'un collectif autogéré
303. Ardelaine : une « coopérative de territoire » en Ardèche
309. Céralep : le refus du diktat des actionnaires !
312. Collectif pour le redémarrage de Lustucru

314. De Pilpa à La Fabrique du Sud
317. La Fabrique du Sud (ex-Pilpa)
321. Fralib : le chemin d'une alternative populaire
327. De Fralib à la Scop-Ti, état des lieux
331. Hélio-Corbeil, c'est notre outil
333. De l'économie sociale à l'économie sociale et solidaire en passant par l'économie alternative et solidaire
344. Droit de préemption, une première étape vers la socialisation des entreprises
348. Mutualité étudiante : l'autogestion expropriée (1948-2015)
354. Notre-Dame-des-Landes, zone à autogestion déterminée
359. Notre-Dame-des-Landes : les composantes de la lutte
364. Gaz de schiste : une lutte citoyenne en Ardèche méridionale
369. Philips-EGP Dreux sous contrôle ouvrier
372. Sanofi : bien public ou marchandise ? Qui décide ?
380. SeaFrance : du sauvetage au naufrage

Corse

383. Une logique de contre-plan
384. Une stratégie d'autodétermination

Guadeloupe

387. Une expérience d'autogestion en 1905
388. Ferme de Campêche (La)

Grande-Bretagne

391. Nationalisation ou contrôle ouvrier ?
399. De Londres à Glasgow : la flamme du contrôle ouvrier
404. Grève active à la Clyde
409. Tower Colliery : treize années de gestion ouvrière

TOME 3

Grèce (Les années troïka)

13. Oxi avait conjuré les « dix plaies » de la Grèce
17. Une alternative pour la Grèce
24. Dispensaires et pharmacies autogérés
26. Dispensaire de la rue Kannigos (Le)
28. Du champ à l'assiette
33. Initiatives solidaires de commerce équitable
36. Un hôpital sous contrôle ouvrier
38. Un journal en autogestion !
40. Relance de la télévision publique
41. Thessalonique s'oppose à la privatisation de l'eau

45. Vio.Me : « Si vous ne le pouvez pas, nous, nous le pouvons ! »
47. Vio.Me commence sa production sous contrôle ouvrier !

Italie (1919-1920)

50. Printemps des conseils ouvriers (Le)
58. Atelier Zéro est né (L')
60. Centres sociaux : une pratique autonome et radicale
64. Rimaflow Trezzano, les travailleurs font renaître l'entreprise sans patron
66. Rimaflow, le film

Portugal (la révolution des œillets, 1974-1976)

68. Nationalisations et contrôle ouvrier dans la révolution portugaise
89. Révolution des Œillets, Poder popular et autogestion
95. Portées et limites de l'autogestion

Turquie

102. Kazova : 100 % coton, 100 % laine, 100 % produit sans patron

Pays de l'ancien « socialisme réel »

107. Introduction
112. Mouvements pour l'autogestion en Europe du centre et de l'est

Hongrie

127. Conseils ouvriers à Budapest

Pologne (1980-1981)

145. Affaire de tous les travailleurs (L')
147. Autogestion et Solidarnosc (L')
157. Contre-plan ouvrier à la Compagnie aérienne polonaise LOT (Un)
159. Dix conditions pour un renouveau de l'autogestion
162. Instructions en cas de grève générale
163. Pour le pouvoir aux travailleurs
179. République autogérée
183. Résolution sur l'autogestion

Russie (1917-1918)

186. Contrôle ouvrier et comités d'usine dans la Révolution russe
216. De l'autogestion à la bureaucratie soviétique

Tchécoslovaquie (Les années «printemps de prague»)

221. Printemps de Prague
228. Premiers pas de l'autogestion dans une usine de constructions mécaniques (Les)
236. Projet de statuts de l'autogestion des travailleurs de l'usine W. Pieck
239. Projet de thèses du 14e congrès extraordinaire (clandestin) du Parti communiste tchécoslovaque

Yougoslavie

242. Repères yougoslaves
243. Propriété sociale en droit yougoslave (La)
255. Loi fondamentale de 1950 sur la gestion par les collectifs de travail des entreprises d'État et des associations économiques supérieures
263. Constitution de 1963 (La)
274. Rapport sur le projet de Constitution à la 6e session ordinaire de l'Assemblée populaire fédérale (1953)
280. Rapport sur le projet de nouvelle Constitution (1962)
281. Amendements à la Constitution
289. Loi sur le travail associé (La)
312. Pour une appropriation plurielle des bilans

Bosnie-Herzégovine (Après 1989)

334. Ce n'est pas seulement un printemps
339. Première proclamation du Plénum des citoyens de Tuzla
341. Revendications communes adoptées par les plénums

Croatie

343. Une usine autogérée sur les ruines d'un géant yougoslave

Espace balkanique

349. Lutte pour les communs dans les Balkans (La)

Chine

371. Papeterie de Zhengzhou contre la privatisation (La)

Japon

375. Seisan kanri!

Australie

384. *Work-in* chez Harco Steel
387. Prendre les commandes au patron

TOME 4

Buts, chemins et moyens

13. Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs
14. Altermondialisme, un nouveau mouvement d'émancipation (L')
36. Appropriation sociale, autogestion, commun
43. Associations ouvrières (Les)
44. Autogestion dans la lutte pour le socialisme (L')
68. Autogestion et pouvoir(s)

85. Autogestion : une question pour le 21e siècle ?
91. Automation et avenir du travail
101. Auto-organisation, association et démocratie
108. Avènement des conseils d'usine (L')
115. Citoyen-producteur (Le)
118. Commune et forme révolutionnaire
128. Commune : un laboratoire historique (contre-culture, contre-société, contre-institution) (La)
132. Contre-plans ouvriers alternatifs
142. Contrôler aujourd'hui pour décider demain
143. Contrôle ouvrier, conseils ouvriers et autogestion
187. Contrôle ouvrier sur la production
187. Coopératives et transformation de la société
188. Coopératives contre Vichy (Les)
189. Crise, destruction et reconstruction autogestionnaire
207. Crise économique, marché et autogestion
215. Crise et réponses en France
226. Déclaration des droits sociaux
230. De la citoyenneté au dépérissement de l'État
239. De la coopération
245. Demain est déjà commencé
287. Démocratie d'entreprise et coopératives
293. Description de colonies communistes surgies ces derniers temps et encore existantes
309. Deux siècles de coopération
323. Droit du travail et droits des travailleurs
331. Droit d'expression des salariés : une histoire encore d'actualité ?
334. Du contrôle ouvrier à l'autogestion
341. Du parti-État au parti-mouvement
351. Ébauches pour un projet autogestionnaire
373. Économie populaire solidaire et perspective anticapitaliste
384. Élections à la Sécurité sociale : une histoire ancienne
387. Éléments d'anthropologie politique pour l'autogestion

TOME 6

École, éducation, culture

13. Esquisse d'un programme autogestionnaire pour l'école
33. Pédagogie Freinet et autogestion
36. Lycée autogéré de Paris
40. Résistance pédagogique
42. Samosz

44. Oui au contrôle étudiant
45. Berkeley Gets Rolling
46. Éducation émancipatrice (L')
50. Politisation et autogestion du marché du livre en Allemagne
50. Pratiques culturelles et autogestion

Écologie, transition écologique

61. Défis démocratiques de la transition écologique et énergétique (Les)
71. Des dégâts du « productivisme » à la planification écosocialiste autogestionnaire
85. Écologie et socialisme : travail, production et valeur
96. Écologie, le rouge et le vert (L')
104. Écosocialisme et planification démocratique
123. Société de consommation, écologie et autogestion
134. Thèse et l'antithèse (La)

Féminisme

139. Autodéfense féministe en Italie : une pratique autogestionnaire (L')
151. Féminisme « décolonial » et économie sociale et populaire
167. Féminisme et autogestion
179. Féminisme et autogestion en Bolivie : « Démocratie dans le pays, dans la maison et dans le lit »
189. Féminisme-marxiste et économie solidaire
195. Femmes de la Brukman (Les)
195. Genre et autogestion à la Brukman
217. Genre et entreprises récupérées en Argentine
230. Lip, combat féministe ? Le rôle de l'autogestion dans l'émancipation des ouvrières
243. Pourquoi nous réclamons-nous de l'autogestion ?
244. Self-Help
245. Sí se puede !

Ville, urbanisme, habitat

249. Pour une autre ville
266. Consult'action à Bobigny
270. Une coopérative d'habitants
280. Entraide et réhabilitation urbaine
287. Le spectre et son esprit

Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs »

292. 4e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2013)
294. Des Rencontres sud-américaines porteuses de perspectives (2013)
300. 1res Rencontres européennes de « L'économie des travailleurs » (2014)
305. 5e Rencontres internationales de « L'économie des travailleurs » (2015)

Bibliographie, filmographie

317. L'autogestion en actes
343. Buts, chemins moyens

Les auteur·es et les membres du comité éditorial international

Association Autogestion (L')

« Les employés du Plaza décident d'un système d'autogestion »

INDEX THÉMATIQUE

ABC Coop
tome 1 : 299

Ambiance Bois
tome 2 : 298, 299, 300, 302, 308

Acampamento
tome 1 : 80, 188, 189, 190, 191, 195

Aciéries de Ploërmel
tome 2 : 294, 296
tome 4 : 222, 224
tome 6 : 302

ADN
tome 2 : 243, 244, 245, 247

Appropriation par l'usage commun
tome 4 : 39, 40

Appropriation sociale, appropriation collective
tome 1 : 20, 65, 77, 78, 124, 234, 266, 279, 315, 352
tome 2 : 79, 82, 96, 112, 113, 239, 246, 250, 319, 321, 347, 373, 374, 375, 379, 389, 406
tome 3 : 34, 97, 108, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 265, 291, 317, 328, 379
tome 4 : 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 91, 117, 121, 168, 213, 274, 278, 309, 317, 319, 321, 347, 350, 357, 369, 382
tome 5 : 36, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 66, 67, 68, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 82, 83, 136, 142, 164, 165, 173, 178, 181, 182, 235, 239, 241, 258, 260, 289, 298, 299, 300, 301, 302, 304, 307, 308, 309, 312, 313, 314, 319, 321, 324, 325, 326, 327, 340, 342, 343, 344, 346
tome 6 : 77, 106, 107

Ardelaine
tome 2 : 303, 304, 305, 306, 307, 308

Asentamiento
tome 1 : 331
tome 6 : 289

Assemblée des délégués
tome 1 : 228
tome 3 : 168, 371, 372, 373

Assemblée générale
tome 1 55, 56, 57, 58, 60, 61, 118, 129, 205, 262, 270, 271, 295, 301, 311, 346
tome 2 : 49, 62, 78, 79, 81, 82, 88, 95, 96, 98, 102, 106, 112, 113, 116, 126, 128, 129, 141, 173, 177, 196, 197, 206, 233, 234, 241, 259, 260, 264, 266, 267, 269, 276, 277, 280, 292, 300, 310, 321, 341, 355, 356, 362, 367, 371, 410
tome 3 : 25, 31, 34, 36, 37, 38, 39, 41, 46, 47, 82, 90, 113, 123, 385
tome 4 : 49, 88, 101, 102, 103, 106, 148, 149, 164, 202, 203, 289

tome 5 : 116, 147, 171, 183, 184, 208, 275, 331, 332, 346, 353
tome 6 : 37, 38, 39, 45, 197, 212, 214, 215, 233, 234, 235, 239, 273, 277

Assemblée populaire
tome 1 : 112, 168, 225, 265
tome 4 : 122, 267, 363, 365, 366
tome 5 : 112

Assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO)
tome 1 : 81, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 273

Assemblée des travailleurs
tome 3 : 45, 232, 234, 236, 237

Association de consommation, association de consommateurs
tome 2 : 206
tome 3 : 151, 155

Association de production
tome 2 : 206
tome 4 : 262

Association des bijoutiers en doré
tome 2 : 192

Association fraternelle de l'industrie française
tome 2 : 198

Association fraternelle des ouvriers menuisiers
tome 2 : 196

Association fraternelle laborieuse des cordonniers-bottiers
tome 2 : 197

Association générale et solidaire des tailleurs de pierre du Rhône
tome 2 : 197

Atelier zéro
tome 3 : 59, 60

Athénée
tome 1 : 325
tome 2 : 120, 121, 122, 123

Autodéfense
tome 1 : 350
tome 2 : 26, 211, 252, 264, 407
tome 3 : 23, 146, 172
tome 4 : 153, 154, 398
tome 5 : 151
tome 6 : 139, 146, 147, 148, 149, 150

Autodétermination
tome 1 92, 94, 122, 186, 216, 234, 391
tome 2 : 41, 44, 47, 48, 383, 384, 385, 386
tome 3 : 239, 326, 330, 331

tome 4 : 144, 145, 246, 249, 250, 260, 282, 283, 285, 352, 357
tome 5 : 115, 146, 147, 151, 267

Autogouvernement
tome 1 : 47, 92
tome 3 : 36, 38, 112
tome 4 : 42, 98, 116, 245, 250, 258, 392, 393, 394, 407
tome 5 : 123, 146, 166, 167, 261, 304, 305, 306, 308, 314

Avenir de Plaisance
tome 2 : 233

Berliet
tome 2 : 247

Biens communaux
tome 1 : 279
tome 4 : 119, 127

Biens communs
tome 1 : 82
tome 2 : 374
tome 4 : 21, 69, 77, 81, 84, 85, 88, 267, 270, 356, 369
tome 5 : 181, 258
tome 6 : 64, 95, 287

Biens vacants
tome 1 : 54
tome 2 : 221
tome 3 : 91, 114, 115
tome 4 : 206, 387

Black Power
tome 1 : 5, 22

Bourse des sociétés coopératives
tome 2 : 233

Brukman
tome 1 : 118, 120, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 150
tome 6 : 195, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216

Buda
tome 2 : 270

Budget participatif
tome 1 : 18, 78, 80, 175, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 219, 220, 221, 296, 348
tome 4 : 267, 273, 373, 381
tome 5 : 161, 162, 231
tome 6 : 63, 121, 260, 267, 269

Buen Vivir
tome 1 : 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110
tome 6 : 163, 191

Bureau national d'animation du secteur socialiste
tome 1 : 29

Caisse centrale d'égalisation
tome 2 : 107

Caracoles
tome 1 : 78, 276

Caudron
tome 2 : 240, 241

Centre social
tome 3 : 32, 58, 60, 61, 91
tome 6 : 55

Centri Sociali Occupati Autogestiti (CSOA)
tome 3 : 60, 61, 62

Centro Popolare Autogestito Firenze-Sud
tome 3 : 61

Céralep
tome 2 : 309, 310, 312, 344

Cerizay
tome 2 : 270

Charte d'Alger
tome 1 : 31, 35, 38, 39, 41, 42, 44, 62

Chambre autogestionnaire, Chambre de l'autogestion
tome 3 : 161, 175
tome 4 : 78
tome 6 : 82

Chambres de droits spécifiques, Chambre des nations
tome 3 : 240
tome 4 : 73
tome 6 : 82

Chambre des services sociaux
tome 3 : 240

Chambre économique
tome 5 : 50

Chambre industrielle
tome 3 : 240

Chambre socio-économique
tome 3 : 175

CIP
tome 2 : 270

Clyde (chantiers navals de la)
tome 1 : 5, 22
tome 2 : 394, 395, 396, 397, 400, 401, 403, 404, 405, 406, 407
tome 3 : 384
tome 5 : 213

Cofuesa
tome 1 : 309

Colase
tome 1 : 309

Collectivisation
tome 2 : 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 124, 125, 126, 129, 130, 131, 133, 135, 137, 143, 151, 154, 357
tome 3 : 80, 219
tome 4 : 137, 142, 341
tome 5 : 156, 178, 206, 258
tome 6 : 84

Combine Committee
tome 4 : 134, 135, 136

Comité de gestion
tome 1 : 36, 38, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 221
tome 2 : 95, 102, 105, 106, 108, 127, 242, 245, 247
tome 3 : 117

Comité central de grève
tome 2 : 26, 27, 252, 253, 254
tome 5 : 142

Commandos communaux
tome 1 : 229

Comité central d'action
tome 2 : 255

Comité consultatif de gestion
tome 2 : 243, 244, 245

Comité de grève
tome 2 : 26, 27, 28, 237, 238, 251, 254, 260, 264, 266, 357
tome 3 : 123, 154, 162, 163
tome 4 : 88, 101, 102, 147, 148, 149, 170
tome 5 : 135, 184, 208, 346

Comité de production
tome 3 : 229, 232, 233

Comité d'usine, conseil d'usine
tome 2 : 112
tome 3 : 109, 186, 216, 217, 218, 219

tome 4 : 339
tome 5 : 22, 266

Comité national de grève
tome 3 : 162

Comité ouvrier
tome 2 : 106, 116, 241, 394, 395, 396

Commerce véridique
tome 2 : 194

Commune de Oaxaca
tome 1 : 81, 246, 260, 263, 265, 268

Commune de Lyon
tome 2 : 214

Commune de Marseille
tome 2 : 214

Commune de Paris
tome 1 : 5, 18, 22, 47, 176, 233, 349, 368
tome 2 : 203, 204, 205, 208, 209, 210, 211, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222
tome 3 : 109, 113
tome 4 : 27, 77, 103, 118, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 170, 194, 245, 312, 317, 402
tome 5 : 13, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 36, 38, 39, 40, 41, 50, 63, 69, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 102, 103, 104, 106, 108, 122, 124, 126, 133, 154, 171, 249, 272, 317, 318, 349, 364
tome 6 : 107

Commune du 17 avril
tome 1 : 80, 188, 189, 190, 192, 193, 194, 195

Compagnie des autobus de Barcelone
tome 2 : 107

Compagnie des tramways de Barcelone
tome 2 : 107, 111, 130, 131, 140, 141, 142

Comuna
tome 1 : 191, 192, 194, 357
tome 6 : 306, 310

Conseil central ouvrier
tome 3 : 127, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 141, 142

Conseil communal d'animation de l'autogestion
tome 1 : 55

Conseil d'atelier
tome 2 : 111
tome 3 : 168
tome 5 : 353, 358

Conseil de défense des travailleurs
tome 3 : 85

Conseil de dépôt
tome 2 : 111
Conseil d'établissement
tome 6 : 24, 35
Conseil d'usager
tome 6 : 19
Conseil ouvrier, conseil de travailleurs
tome 1 : 5, 22, 36, 38, 47, 55, 56, 57, 61, 62, 176, 349, 363, 364, 368
tome 3 : 50, 51, 53, 55, 110, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 135, 137, 138, 139, 141, 142, 143, 144, 148, 151, 153, 155, 159, 160, 161, 166, 168, 170, 184, 224, 225, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 322
tome 4 : 103, 129, 130, 143, 144, 145, 149, 152, 163, 165, 167, 170, 171, 174, 175, 176, 177, 179, 183, 184, 185, 194, 207, 289, 362
tome 5 : 107, 110, 128, 129, 150, 152, 175, 266, 272, 329, 349
tome 6 : 79, 80, 308
Contre-plan
tome 1 : 5
tome 2 : 272, 383
tome 3 : 110, 157
tome 4 : 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139
tome 5 : 241, 276
tome 6 : 67, 70
Contre-pouvoir
tome 1 : 82, 94, 326, 328, 350
tome 2 : 264, 384
tome 3 : 156, 178
tome 4 : 19, 22, 85, 147, 152, 208, 209, 235, 260, 264, 265, 391, 392, 393, 402, 407
tome 5 : 182, 269
tome 6 : 65
Contrôle de la production
tome 3 : 81, 83, 84, 153, 174, 216, 223, 375, 377, 379
Contrôle étudiant
tome 2 : 287, 290, 291, 293, 351, 352
tome 4 : 49, 181
tome 6 : 44, 45
Contrôle lycéen
tome 2 : 290
Contrôle ouvrier
tome 1 : 20, 81, 112, 118, 121, 122, 127, 139, 140, 170, 172, 203, 210, 211, 212, 214, 225, 229, 231, 248, 259, 344, 355, 359, 360, 361, 362, 364, 371, 372, 374, 375, 376
tome 2 : 29, 64, 93, 115, 117, 139, 140, 167, 239, 240, 264, 369, 372, 391, 392, 393, 394, 395, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 405, 407, 408

tome 3 : 36, 48, 67, 69, 72, 74, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 87, 91, 93, 94, 109, 115, 119, 123, 166, 186, 216, 217, 218, 219, 346, 377, 379, 384, 386
tome 4 : 41, 75, 90, 109, 110, 111, 131, 143, 145, 156, 159, 161, 162, 164, 166, 169, 170, 183, 187, 195, 221, 226, 227, 286, 336, 337, 338, 339, 340
tome 5 : 22, 51, 115, 116, 150, 151, 152, 176, 177, 209
tome 6 : 67, 198, 204, 209, 210, 296, 297, 299, 303

Contrôle ouvrier et populaire
tome 4 : 286, 336

Coopdy
tome 1 : 309

Cooperativa de Trabajadores del Molino Santa Rosa
tome 1 : 309

Cooperativa Maderera del Norte
tome 1 : 309

Cooperativa NiboPlast
tome 1 : 309

Cooperativa Pipinas Viva
tome 1 : 159, 160, 161

Cooperativa Radio Taxi del Cerr
tome 1 : 308

Cooperativa trabajadores democráticos de Occidente (Tradoc)
tome 1 : 19

Coopérative
tome 1 : 19, 20, 22, 73, 74, 81, 117, 119, 120, 121, 122, 123, 127, 128, 129, 130, 131, 137, 139, 140, 142, 148, 149, 150, 154, 168, 170, 192, 193, 194, 204, 207, 211, 212, 216, 217, 247, 253, 255, 256, 257, 259, 260, 271, 272, 273, 300, 301, 302, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 318, 327, 328, 338, 344, 346, 347, 369, 370, 381, 385
tome 2 : 18, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 48, 51, 53, 54, 55, 59, 61, 64, 65, 66, 68, 69, 76, 77, 87, 90, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 107, 112, 114, 122, 143, 156, 157, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 205, 209, 216, 222, 223, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 270, 272, 282, 294, 295, 300, 301, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 310, 313, 314, 319, 322, 324, 325, 326, 329, 334, 336, 340, 341, 344, 345, 346, 347, 350, 376, 378, 384, 385, 394, 407, 408, 410
tome 3 : 19, 22, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 57, 65, 66, 82, 92, 100, 102, 103, 104, 108, 113, 117, 152, 162, 181, 206, 240, 271, 293, 297, 299, 303, 307, 308, 310, 317, 363, 365, 377, 378, 380, 382
tome 4 : 13, 39, 52, 53, 74, 75, 83, 86, 87, 117, 168, 174, 188, 191, 214, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 250, 251, 252, 253, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 276, 277, 278, 279, 287, 289, 290, 292, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 322, 323, 337, 352, 362, 369, 372, 374, 375, 376, 377
tome 5 : 35, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 84, 85, 90, 91, 106, 118, 123, 153, 161, 163, 164, 166, 168, 179, 184, 185, 186, 229, 238, 243, 249, 255, 261,

262, 263, 264, 265, 286, 290, 291, 293, 300, 301, 303, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 316, 318, 319, 321, 327, 328, 345, 346, 349, 351, 363, 364, 366
tome 6 : 27, 35, 45, 50, 83, 105, 165, 183, 186, 188, 192, 195, 196, 198, 204, 210, 212, 217, 223, 225, 245, 270, 271, 272, 275, 276, 277, 278, 279, 290, 294, 295, 302, 303, 310

Coopérative Ampo
tome 2 : 177

Coopérative Aurora
tome 1 : 308

Coopérative d'ateliers mécanique
tome 1 : 306

Coopérative de logements
282

Coopérative de production
tome 1 : 67, 73, 74, 117, 130, 132, 155, 273, 305, 307, 312, 313
tome 2 : 24, 35, 48, 53, 54, 59, 69, 76, 94, 112, 196, 202, 227, 228, 229, 232, 384, 408
tome 3 : 100
tome 4 : 53, 188, 250, 263, 310, 311, 313, 337
tome 5 : 35, 63, 64, 68, 73, 118, 238, 262, 291, 307, 345, 346, 351
tome 6 : 275

Coopérative de production de thermos
tome 1 : 307

Coopérative de transports de Paysandú
tome 1 : 306

Coopérative Irizar
tome 2 : 177

Coopérative Som Energía
tome 2 : 157

Coopérative Tinta Negra
tome 2 : 157

Coopérative Ulgor
tome 2 : 172, 173, 175, 182

Coopérative Unidad Cardiorrespiratoria Emergencia Móbil
tome 1 : 307

Coopima
tome 1 : 309

Cordon industriel
tome 1 : 79, 228, 229, 230, 231, 232
tome 4 : 103
tome 5 : 110

Cuisine sociale
tome 3 : 31, 32

Curt-Impex
tome 1 : 133, 134, 135, 136
Delespaul-Havez
tome 2 : 236, 237, 238, 239
Démocratie active
tome 1 : 78, 80, 335, 336
tome 4 : 30, 105, 256, 267, 361, 363
tome 5 : 43, 95, 136, 162, 166
tome 6 : 63, 68, 69, 102, 103, 177
Démocratie directe
tome 1 : 78, 82, 177, 178, 184, 186, 222, 328, 334, 345, 349, 357, 367
tome 2 : 118, 123, 126, 210
tome 3 : 31, 34, 154, 168, 239
tome 4 : 63, 65, 73, 74, 88, 105, 231, 256, 267, 268, 282, 334, 337, 341, 363
tome 5 : 11, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 29, 31, 32, 41, 129, 133, 136, 148, 156, 183, 242
tome 6 : 36, 63, 69, 112, 177
Démocratie participative
tome 1 : 78, 181, 222, 334, 336, 337, 339, 340, 349, 359, 367, 371
tome 4 : 105, 116, 117, 118, 208, 256, 274, 372
tome 5 : 161, 162
tome 6 : 28, 266, 267, 269, 270
Dépérissement de l'État
tome 1 : 49, 376
tome 2 : 252
tome 3 : 226
tome 4 : 27, 74, 132, 176, 195, 231, 394
tome 5 : 20, 21, 23, 24, 30, 40, 59, 81, 113, 136, 141, 142, 246, 248, 267, 305, 343, 349
Double pouvoir
tome 1 : 82, 230, 268, 333, 334, 335, 345, 349, 350, 351, 368, 373
tome 2 : 116, 135, 247, 255, 398, 406
tome 3 : 69, 70, 79, 80, 81, 85, 90, 92, 93
tome 4 : 50, 54, 101, 103, 201, 257, 341, 392
tome 5 : 116, 145, 146, 157, 205
tome 6 : 174
Doux
tome 2 : 270
Droit de préemption
tome 2 : 68, 340, 344, 346, 347, 376
Économie politique du travail
tome 4 : 13, 251, 261
tome 5 : 65
tome 6 : 287

Économie sociale et solidaire
tome 1 : 317
tome 2 : 193, 320, 327, 333, 339, 340, 341, 342, 345
tome 4 : 34, 39, 87
tome 5 : 158, 161, 164, 165, 166, 167, 179, 229
tome 6 : 21, 152, 154, 194

El Chef
tome 3 : 32

Emis kai o Kosmos
tome 3 : 35

Empowerment
tome 6 : 49

Entreprise récupérée
tome 1 : 18, 20, 80, 83, 112, 114, 116, 117, 120, 122, 123, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 137, 138, 140, 148, 149, 150, 153, 154, 155, 156, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 170, 171, 172, 196, 197, 198, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 211, 212, 303, 304, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 375
tome 4 : 191
tome 6 : 195, 196, 197, 198, 199, 204, 205, 211, 214, 217, 218, 219, 222, 288, 289, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 301, 303, 304, 306, 308, 310, 311, 312

Everwear
tome 2 : 270

Exploitation directe
tome 2 : 110, 236, 239

Expropriation
tome 1 : 20
tome 2 : 17, 141, 144, 205, 209, 383
tome 3 : 16, 18, 19, 56, 86, 92, 147, 216, 217
tome 4 : 34, 37, 38, 52, 163, 277, 280, 293, 337, 338, 339, 340
tome 5 : 82, 85, 91, 92, 111, 119, 141, 144, 145, 323
tome 6 : 162, 194, 196, 198, 210, 211, 218, 222

Fagor
tome 2 : 172, 175, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185

Famille rennaise
tome 2 : 227

FaSinPat (Zanón)
tome 1 : 117, 118, 119, 121, 149, 150, 172, 173
tome 6 : 295

Ferme de Campêche
tome 2 : 388, 389

Flaskô
tome 1 : 18, 197, 203, 210, 211, 212, 214, 215
tome 6 : 297, 299

Fontanille
tome 2 : 191
tome 4 : 222
tome 6 : 302

Fralib (Scop-Ti)
tome 1 : 18, 19, 20, 165, 173
tome 2 : 190, 191, 192, 230, 315, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 344, 345, 376
tome 4 : 42, 87, 222, 223, 224, 387
tome 5 : 162, 164, 165, 167, 181
tome 6 : 27, 291, 298, 300, 302, 303, 306

Funsacoop
tome 1 : 309

Geslot-Voreux
tome 2 : 237

Gestion directe
tome 1 : 36, 64, 82, 115
tome 2 : 143, 206, 251, 254, 255, 263
tome 3 : 231
tome 5 : 12, 16, 17, 31, 149, 172, 173, 183
tome 6 : 299, 307

Gestion ouvrière
tome 1 : 112, 119, 120, 121, 123, 172, 212, 270, 274, 302, 374, 376
tome 2 : 29, 83, 140, 141, 143, 239, 243, 245, 247, 400, 404, 406, 408
tome 3 : 47, 54, 119, 216, 218, 222, 223
tome 4 : 41, 145, 164, 169, 340, 362
tome 5 : 91, 93, 94, 149, 151
tome 6 : 242, 288, 297

Gillet
tome 2 : 191
tome 4 : 222

Grève active
tome 2 : 288
tome 3 : 51, 146, 147, 150, 153, 154, 165, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 384
tome 4 : 165
tome 5 : 154

Grève productive
tome 2 : 268, 270
tome 5 : 152
tome 6 : 231, 232, 233, 242

Harco Steel
tome 3 : 384, 386, 387
Hélio-Corbeil
tome 2 : 191, 331, 332
tome 4 : 222
tome 6 : 302
Hôtel Bauen
tome 1 : 120, 127, 149, 162, 163
tome 6 : 296, 298, 299
Industrias Torio
tome 1 : 309
Ingraco
tome 1 : 309
Isotube
tome 2 : 270
Jedinstvo Novo
tome 1 : 18
tome 3 : 343, 344, 345, 346, 347, 348
Jugos Suin
tome 1 : 145, 146
Kazova
tome 3 : 102, 103, 104
Konen-Westinghouse
tome 2 : 270
L'Agricultrice
tome 3 : 35
L'Égalitaire
tome 2 : 231, 232, 233, 234, 235
La Fabrique du Sud
voir Pilpa
La Prolétarienne
tome 2 : 229
Les Industries de Palente
tome 2 : 272
Libero Mondo
tome 3 : 35
Librairie coopérative de Cordón
tome 1 : 308
Librairie des Volcans
tome 2 : 191
tome 4 : 222

Lip
tome 1 : 5, 22
tome 2 : 93, 259, 260, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284
tome 3 : 380
tome 4 : 191, 245, 283, 387, 388
tome 5 : 45, 139, 143, 144, 148, 151, 152, 157, 167, 170, 176, 196, 213, 241
tome 6 : 176, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 237, 238, 239, 240, 241, 242

LOT
tome 3 : 157, 158, 159

Lucas Aerospace
tome 1 : 18, 19
tome 2 : 400
tome 4 : 133, 134, 136, 142, 245

Lustucru
tome 2 : 312, 313

Manuest
tome 2 : 270

Manufacture de coton uruguayenn
tome 1 : 308

Marentreq (Marseille entreprises réquisitionnées)
tome 2 : 246

Margueira
tome 3 : 85

Marque syndicale
tome 2 : 222, 223, 224, 225, 226, 227, 229

Molino Santa Rosa
tome 1 : 309

Mondragón
tome 2 : 60, 63, 154, 172, 173, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186
tome 4 : 289, 320, 362
tome 5 : 179, 329

Mouvement coopératif
tome 1 : 81, 166, 211, 304, 319, 323, 324, 325, 329, 330, 343, 351, 368, 377, 382, 384, 385, 386
tome 2 : 21, 24, 25, 26, 29, 35, 36, 37, 38, 40, 69, 76, 79, 121, 180, 194, 200, 202, 230, 233, 399
tome 3 : 14
tome 4 : 13, 261, 262, 263, 264, 265, 311, 312, 315, 317, 318, 319, 320, 322, 323
tome 5 : 64, 65, 66, 70, 154, 161, 309, 314, 315, 316, 318, 345, 363
tome 6 : 299

Nationalisation
tome 1 : 40, 63, 99, 100, 103, 112, 118, 121, 122, 127, 139, 172, 203, 210, 211, 212, 214, 226, 227, 231, 272, 360, 361, 363, 371, 374, 375

tome 2 : 112, 207, 244, 250, 375, 378, 380, 391, 392, 393, 398
tome 4 : 38, 91, 113, 261, 317, 321
tome 5 : 22, 69, 77, 92, 151, 156, 157, 163, 172, 173, 174, 177, 178, 181, 188, 194, 195, 198, 209, 226, 266, 276, 298, 300, 310, 312, 319, 320, 331, 341
tome 6 : 64, 198, 199, 209, 210, 297

New Era Windows
tome 1 : 18
tome 2 : 41, 69, 70
tome 6 : 291

Optimum Group Évolution
tome 1 : 73

O Sporo
tome 3 : 34, 35

Philips-EGP
tome 2 : 189, 369, 370, 372
tome 5 : 162

Pigüé
tome 6 : 291, 294, 295, 299, 300, 303, 310

Pil
tome 2 : 270

Pilpa (La Fabrique du Sud)
tome 1 : 18, 20, 173
tome 2 : 191, 192, 230, 314, 315, 316, 317, 319, 320, 344
tome 4 : 222, 223, 224
tome 5 : 162
tome 6 : 291, 300, 302, 303, 306, 308

Pionniers de Rochdale
tome 2 : 194, 400
tome 4 : 262, 310, 311, 312
tome 5 : 309

Piron
tome 2 : 270

Planification
tome 1 : 51, 66, 67, 122, 167, 179, 184, 205, 222, 237, 294, 296, 297, 325, 333, 335, 338, 340, 341, 344, 367, 374
tome 2 : 38, 107, 136, 403
tome 3 : 95, 97, 100, 113, 118, 119, 144, 151, 159, 221, 242, 243, 313, 317, 322, 323, 324, 325, 329
tome 4 : 27, 41, 42, 55, 61, 63, 78, 79, 90, 108, 117, 118, 147, 157, 161, 173, 175, 191, 209, 210, 211, 236, 273, 287, 288, 289, 317, 341, 389, 399
tome 5 : 60, 61, 62, 73, 74, 75, 76, 80, 81, 101, 116, 141, 143, 145, 147, 151, 154, 157, 161, 165,

178, 214, 215, 216, 217, 218, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 231, 232, 234, 237, 238, 240, 242, 247, 252, 266, 290, 293, 307, 312, 346, 347, 348, 352, 354
tome 6 : 19, 24, 35, 63, 64, 69, 71, 72, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 104, 105, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 120, 121, 123, 161, 164

Plémer
tome 2 : 270

Poder popular
tome 1 : 22, 79, 230
tome 3 : 90, 91, 92, 93, 95
tome 4 : 103

Pouvoir étudiant
tome 2 : 256, 257, 287
tome 4 : 181
tome 6 : 44

Pouvoir ouvrier, pouvoir des travailleurs
tome 1 : 49, 363
tome 2 : 250, 287
tome 3 : 81, 95, 169, 239
tome 4 : 54, 55, 56, 86, 143, 145, 147, 148, 163, 166, 168, 170, 172, 179, 337, 339, 378
tome 5 : 117, 352, 357, 358

Printemps de Prague
tome 1 : 5, 22, 265
tome 2 : 45
tome 3 : 110, 221, 325
tome 4 : 66
tome 5 : 139, 146, 218
tome 6 : 79

Prise en main
tome 2 : 65, 149, 152, 254, 321, 322, 394
tome 3 : 146, 385
tome 4 : 167

Propriété sociale
tome 1 : 43, 214, 227, 234, 292, 359, 371
tome 2 : 203
tome 3 : 109, 110, 111, 112, 115, 148, 151, 223, 228, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 253, 254, 316, 324, 327, 329, 332, 344
tome 4 : 81, 196, 202, 284, 368
tome 6 : 67, 82

Reconversion
tome 1 : 96, 369
tome 2 : 241
tome 3 : 58, 59, 65, 91, 116, 156
tome 4 : 79, 248

tome 5 : 51, 70, 71, 167, 182, 333
tome 6 : 53, 65, 67, 69, 81, 303

Récupération d'entreprises, reprise d'entreprises
tome 1 : 63, 78, 81, 86, 100, 111, 112, 114, 115, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 130, 133, 137, 138, 141, 142, 143, 144, 153, 155, 157, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 171, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 211, 216, 222, 273, 299, 304, 305, 307, 308, 309, 310, 312, 314, 315, 316, 318, 320, 321, 362, 371, 373, 374
tome 2 : 85, 123, 154, 156, 157, 189, 191, 192, 193, 312, 369, 408
tome 3 : 111, 348
tome 4 : 214, 320
tome 5 : 164
tome 6 : 301

Remise en marche, remise en route
tome 1 : 69, 72
tome 2 : 237, 239, 242, 259, 267
tome 3 : 90, 122, 123, 385, 386
tome 4 : 189
tome 5 : 162

République autogérée
tome 1 : 187
tome 2 : 404
tome 4 : 366
tome 5 : 103, 107, 169
tome 6 : 79

Réquisition
tome 1 : 96
tome 2 : 110, 112, 141, 149, 205, 207, 208, 215, 239, 242, 243, 244, 246, 247
tome 3 : 20
tome 5 : 45, 176, 182

Rimaflow
tome 1 : 18
tome 3 : 59, 64, 66, 67
tome 6 : 298, 300, 303, 308

Sacoo
tome 3 : 85

Scop
tome 1 : 20, 148
tome 2 : 182, 189, 190, 191, 192, 193, 272, 295, 296, 297, 300, 303, 305, 306, 308, 310, 311, 312, 315, 316, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 329, 330, 331, 332, 333, 340, 344, 346, 347, 381, 382
tome 3 : 122
tome 4 : 42, 104, 106, 107, 139, 222, 223, 224, 254, 292, 310, 372

tome 5 : 48, 162, 179, 180, 328
tome 6 : 196, 301, 306

Scop-Ti

Voir Fralib

SeaFrance

tome 1 : 20
tome 2 : 190, 380, 381, 382
tome 4 : 221, 222
tome 6 : 302

Self-Help

tome 6 : 244

SET

tome 2 : 191

Shop-Steward

tome 2 : 392
tome 4 : 133

Simo

tome 1 : 68, 71, 72

Six

tome 2 : 237

Socialisation des moyens de production

tome 1 : 20, 64, 79, 191, 229, 318, 360, 366, 371, 374
tome 2 : 103, 104, 106, 108, 110, 113, 115, 117, 118, 119, 129, 130, 131, 132, 135, 136, 137, 155, 375
tome 3 : 55, 148, 164, 177, 185, 216, 217, 254, 356
tome 4 : 39, 63, 74, 77, 91, 156, 213, 214, 254, 269, 276, 281, 321, 368
tome 5 : 26, 60, 62, 63, 66, 69, 72, 73, 75, 76, 77, 78, 79, 84, 106, 111, 147, 157, 163, 164, 172, 174, 175, 177, 178, 179, 181, 233, 238, 240, 242, 276, 298, 302, 311, 322, 323, 324, 325, 326, 336, 342, 344, 363
tome 6 : 63, 97, 107, 135, 168, 169, 290

Sociedade Central de Cervejas

tome 3 : 85

Sociedad Cooperativa de Trabajadores Pascual

tome 1 : 81

Solame

tome 2 : 270

Soviet

tome 1 : 47, 176, 260
tome 2 : 255, 403
tome 3 : 53, 79, 107, 109, 113, 186, 188, 189, 193, 194, 195, 196, 200, 201, 202, 203, 205, 206, 210, 212, 318

tome 4 : 55, 65, 103, 149, 166, 170, 171, 174, 177, 194, 230, 237, 245, 331, 343, 344, 378, 402, 403
tome 5 : 22, 24, 134, 175, 250, 365

Take over
tome 1 : 259
tome 3 : 196, 209, 388, 391

Teppaz
tome 2 : 270

Terra Verde
tome 3 : 35

TFR
tome 2 : 270

To Koukoutsi
tome 3 : 35

Tower Colliery
tome 2 : 409, 410, 411

Tradoc (Cooperativa trabajadores democráticos de Occidente)
tome 1 : 81, 247, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 272, 273

Transition
tome 1 : 48, 63, 64, 65, 225, 226, 233, 359, 364, 385, 386, 387
tome 2 : 107, 120, 122, 154, 155, 322, 324, 326, 343, 368, 383
tome 3 : 77, 78, 86, 120, 166, 202, 205, 218, 276, 330, 344, 348, 360
tome 4 : 28, 33, 45, 54, 56, 58, 61, 90, 169, 173, 176, 177, 180, 184, 188, 198, 199, 209, 210, 211, 240, 256, 257, 259, 262, 278, 279, 280, 335, 336, 337, 345, 357, 366
tome 5 : 11, 23, 25, 26, 29, 30, 49, 58, 60, 62, 63, 66, 70, 71, 77, 79, 81, 116, 117, 118, 123, 143, 147, 166, 174, 177, 186, 239, 246, 254, 267, 269, 299, 300, 301, 303, 304, 309, 310, 311, 318, 346, 362, 365
tome 6 : 63, 66, 67, 68, 69, 70, 84, 109, 110, 115, 118, 119, 121, 180

Unión Solidaria de Trabajadores
tome 1 : 173

Unikon
tome 3 : 380, 381, 382, 383

Unimel
tome 2 : 270

Universal
tome 3 : 381, 382

Urola
tome 2 : 177

Uruven
tome 1 : 309

Victoriaen
tome 1 : 309

Villa El Salvador
tome 1 : 185, 294, 295, 296, 297, 298
Vio.Me (Viomijanikí Metaleftikí)
tome 1 : 18, 19
tome 3 : 45, 47, 48, 49, 104
tome 6 : 288, 300, 302, 303
Workers' committee, workers' council
tome 3 : 187, 189, 194, 195, 196, 198, 200, 202, 203, 204, 206, 210, 213, 215, 255, 256, 257, 258, 259, 261, 263, 277, 279, 281, 291, 305, 309
tome 5 : 266
Workers' control
tome 2 : 391, 400
tome 3 : 186, 187, 188, 190, 193, 194, 195, 197, 198, 199, 201, 202, 203, 204, 206, 207, 208, 209
Worker co-operative, Woker ownership
tome 1 : 247, 253, 254, 255, 256, 257, 259
tome 2 : 30, 31, 32, 36, 37, 38, 41, 70, 71, 73, 74, 75, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 260, 400
Workers' management, worker's self-management
tome 2 : 32, 391
tome 3 : 190, 214
tome 4 : 85, 86, 87, 88, 89, 238
Worker ownership
tome 1 : 247, 253
tome 2 : 70, 73
Work-in
tome 3 : 385, 386, 387, 391, 394
Yomuri
tome 3 : 376
Zanón (FaSinPat)
tome 1 : 18, 112, 117, 118, 119, 120, 149, 172, 212
tome 6 : 198, 204, 206, 211, 215, 295
Zévallos
tome 2 : 387, 388
Zone à défendre (Zad)
tome 2 : 354, 355, 356, 357, 358, 359, 362

Henri LEFEBVRE



L'IRRUPTION...

Syllepse

Autogestión

自主管理

AUTOGESTÃO

самоуправления

Samoupravljanje

savivalda

Self-management

αυτοδιαχείριση

Само-управљања

selvforvaltning

autogestione

الإدارة الذاتية

samorząd

工人自治

zelfbeheer

samospráva pracovníků

jesyon ak pwòp tèt ou

각자 관리

munkavállalói irányítás

fitantanantena

Riadiaca samospráva

Özyönetim

Selbstverwaltung